

VILLE DE GENÈVE

**Comptes 2021
et rapport de gestion du Conseil
administratif**

Table des matières

1	Organisation	7
2	Rapport de gestion	13
3	Chiffres clés 2021	47
3.1	Présentation générale	47
3.2	Charges et revenus de fonctionnement	48
3.3	Bilan résumé	53
3.4	Investissements	54
3.5	Subventions monétaires et non monétaires (gratuités)	60
3.6	Ressources humaines	62
3.7	Promotion de l'égalité entre femmes et hommes	66
4	Projets de délibération	69
5	Comptes annuels	76
5.1	Bilan au 31 décembre 2021	76
5.2	Compte de résultats	78
5.3	Tableau des flux de trésorerie de l'exercice	79
5.4	Etat du capital propre	81
5.5	Règles régissant la présentation et principes d'établissement des comptes annuels	82
5.6	Notes relatives au bilan	91
5.7	Compte de résultats	155
5.8	Investissements	174
5.9	Notes relatives aux actifs éventuels, engagements conditionnels et hors bilan	222
5.10	Indications supplémentaires	229
5.11	Indicateurs financiers	238
5.12	Rapport de l'organe de révision	245
6	Comptes détaillés	252
6.1	Résumé par département et analyse par chapitre	252
6.2	Comptes compétents	281
6.3	Départements	297
6.4	Délégations du Conseil administratif	441
6.5	Rémunérations et frais professionnels du Conseil administratif	464

7	Annexe	465
7.1	Classification fonctionnelle MCH2	468
7.2	Dérivation des fonctionnelles par centres de coûts	472
7.3	Lexique	478

The background of the slide is split diagonally from the bottom-left to the top-right. The upper-left portion is white, and the lower-right portion is a solid blue color.

Organisation

1 Organisation

Organisation

La Ville de Genève est soumise à la Loi sur l'administration des communes (LAC B 6 05, ci-après «LAC») et à son règlement d'application (RAC B 6 05.01, ci-après «RAC»).

Ses organes sont constitués :

- du Conseil municipal (art. 3 let. a LAC).
Il est formé de 80 membres élu-e-s pour une durée de 5 ans et exerce des fonctions délibératives et consultatives.
Ses attributions sont définies au Titre II, chapitre IV «Attributions» de la LAC.
- du Conseil administratif (art. 3 let. b LAC).
Il est formé de 5 membres élu-e-s pour une durée de 5 ans et constitue l'exécutif municipal.
Ses attributions sont définies au Titre III, chapitre II «Attributions» de la LAC.

Départements et services

L'administration de la Ville de Genève, forte de quelque 4000 collaborateurs et collaboratrices, est composée de cinq départements municipaux, comportant chacun plusieurs services, et d'un Secrétariat général.

Départements municipaux

Individuellement, chacun-e des cinq magistrat-e-s du Conseil administratif dirige à plein temps l'un des départements de l'administration. Seul le Secrétariat général ne dépend pas d'un-e magistrat-e et est placé sous l'autorité du ou de la Maire.

Organisation des départements



SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (SG)

Direction du secrétariat général
Administration centrale*
Service des relations extérieures et de la communication**
Service juridique
Contrôle financier
Service du Conseil municipal

* Service dissout au 31 août 2021

** Précédemment nommé Service des relations extérieures



Monsieur Alfonso Gomez
Conseiller administratif

DÉPARTEMENT DES FINANCES, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU LOGEMENT (DFEL)

Direction du département des finances, de l'environnement et du logement
Direction financière
Direction des ressources humaines
Gérance immobilière municipale
Centrale municipale d'achat et d'impression
Service des espaces verts
Agenda 21 - Ville durable
Taxe professionnelle communale



Madame Frédérique Perler
Conseillère administrative,
Vice-Présidente du 1^{er} juin 2020
au 31 mai 2021
Maire du 1^{er} juin 2021 au 31 mai 2022



Monsieur Sami Kanaan
Conseiller administratif,
Maire du 1^{er} juin 2020 au 31 mai 2021

DÉPARTEMENT DE L'AMÉNAGEMENT, DES CONSTRUCTIONS ET DE LA MOBILITÉ (DACM)

Direction du département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité
Direction du patrimoine bâti
Service d'urbanisme
Service de l'énergie
Service de l'aménagement, du génie-civil et de la mobilité

DÉPARTEMENT DE LA CULTURE ET DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE (DCTN)

Direction du département de la culture et de la transition numérique
Direction des systèmes d'information et de communication
Bibliothèque de Genève
Bibliothèques municipales
Conservatoire et jardin botaniques
Grand Théâtre de Genève
Musée Ariana
Musées d'art et d'histoire
Musée d'ethnographie
Muséum d'histoire naturelle et Musée d'histoire des sciences
Service culturel



Madame Marie Barbey-Chappuis
Conseillère administrative
Vice-Présidente du 1^{er} juin 2021 au 31 mai 2022



Madame Christina Kitsos
Conseillère administrative

DÉPARTEMENT DE LA SÉCURITÉ ET DES SPORTS (DSSP)

Direction du département de la sécurité et des sports
Service de l'espace public
Service des sports
Service d'incendie et de secours
Service logistique et manifestations
Service Voirie - Ville propre
Service de la police municipale

DÉPARTEMENT DE LA COHÉSION SOCIALE ET DE LA SOLIDARITÉ (DCSS)

Direction du département de la cohésion sociale et de la solidarité
Service de la petite enfance
Service des écoles et institutions pour l'enfance
Service de la jeunesse
Service social
Service de l'état civil
Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire

Délégations du Conseil administratif

But	Représentant-e-s du CA	Création
Délégation Genève Ville Solidaire (DGVS)		
Mettre en œuvre la politique de solidarité internationale de la Ville de Genève. Soutenir et financer des projets de solidarité internationale.	Madame Frédérique Perler Monsieur Alfonso Gomez Madame Christina Kitsos	Mars 2000 (Règlement LC 21 591)
Délégation à l'aménagement du territoire (DAT)		
Traiter des dossiers d'aménagement des espaces publics ou de plans d'affectation du sol conduits par les services du Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité, par le Service des espaces verts ou par des tiers et portant sur le territoire de la Ville de Genève.	Madame Frédérique Perler Monsieur Alfonso Gomez Madame Marie Barbey-Chappuis	Juillet 2011 (Règlement LC 21 212)
Délégation à l'innovation sociétale (DGIN)		
Préaviser les demandes de soutien financier déposées dans le cadre du programme G'innove.	Monsieur Sami Kanaan Monsieur Alfonso Gomez Madame Christina Kitsos	Janvier 2016 (Règlement LC 21 181)
Délégation pour la transition numérique (DELTRANS)		
Assister le Conseil administratif dans le pilotage et la coordination de la politique de la transition numérique. S'assurer du développement de projets numériques qui répondent aux axes prioritaires de cette politique. Préaviser les rapports et propositions au Conseil municipal en matière de transition numérique.	Monsieur Sami Kanaan Monsieur Alfonso Gomez Madame Marie Barbey-Chappuis	24 janvier 2018 (extrait CA N° 1) Décembre 2020 (Règlement LC 21 132)
Délégation du CA en charge de la gouvernance, des risques et de la conformité (DELGRC)		
Préaviser à l'intention du Conseil administratif tout objet en lien avec la gouvernance, les risques et la conformité et proposer les mesures d'amélioration y relatives.	Madame Frédérique Perler Monsieur Alfonso Gomez	13 février 2019 (extrait CA N°36) Règlement relatif à la délégation du CA en charge de la gouvernance, des risques et de la conformité
Délégation de la transition écologique (DETE)		
Assurer une articulation pertinente des enjeux climatiques, à savoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation au changement climatique, avec les autres enjeux politiques de la Ville et de la région.	Madame Frédérique Perler Madame Marie Barbey-Chappuis Monsieur Sami Kanaan Monsieur Alfonso Gomez Madame Christina Kitsos	10 juin 2020 (extrait CA N°32) Novembre 2020 (Règlement LC 21 922)
Délégation à la politique économique (DELCO)		
Assister et conseiller le Conseil administratif dans l'élaboration, le pilotage, la coordination et la mise en œuvre de sa stratégie en matière de politique économique dans le cadre de son programme de législature. Assurer une articulation pertinente avec les autres politiques publiques de la Ville. Proposer des choix et arbitrages en lien avec la mise en œuvre et le suivi de la stratégie économique et mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation de ceux-ci.	Monsieur Alfonso Gomez Madame Marie Barbey-Chappuis Monsieur Sami Kanaan	10 juin 2020 (extrait CA N°32) 14 octobre 2020 (extrait CA N°39) Mai 2021 (Règlement LC 21 831)

Les rapports d'activité, ainsi que la liste détaillée des projets soutenus, sont présentés dans la partie 6.4 de cette publication.

Rapport de gestion

DÉPARTEMENT DES FINANCES, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU LOGEMENT

Le Département des finances, de l'environnement et du logement (DFEL) met en œuvre la politique municipale en matière de développement durable et de transition écologique, assure la gestion des espaces verts, la conservation et le renforcement du patrimoine arboré et la protection de la biodiversité. Il établit également le budget et les comptes municipaux, gère les ressources humaines de la Ville, gère le parc immobilier municipal et promeut une politique sociale du logement. Il centralise enfin les demandes d'achat et d'impression de tous les services de l'administration, et prélève la taxe professionnelle communale.

PRESTATIONS ET RÉALISATIONS FONDAMENTALES

S'ENGAGER POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



78

MESURES ADOPTÉES
DANS LE CADRE DE LA
STRATÉGIE CLIMAT

Adoption d'une Stratégie climat ambitieuse pour la Ville

En 2021, le DFEL a poursuivi son travail pour mettre au point la «Stratégie climat» de la Ville, en collaboration avec le DACM. Pour appuyer les propositions stratégiques sur des données objectives, un bilan carbone a été réalisé, de même qu'une analyse climatique. Une consultation large des directions et services municipaux a également été menée, permettant d'identifier 30 objectifs. En décembre 2021, le Conseil administratif a validé cette stratégie climatique innovante et ambitieuse, qui a été présentée publiquement début 2022.



La Ville de Genève s'engage pour le climat et pour répondre aux préoccupations de la population.



Promotion de la mobilité douce au sein de l'administration

Le Service Agenda 21 – Ville durable (A21) a coordonné un mandat d'étude concernant la mobilité du personnel de l'administration municipale, afin de mettre en adéquation ses objectifs en la matière avec ses engagements climatiques. Le Conseil administratif souhaite en effet accompagner les changements de pratiques au sein de l'administration afin de réduire les émissions de CO² liées à la mobilité individuelle motorisée. Une personne sera recrutée en 2022 au sein de la Direction des ressources humaines (DRH) pour élaborer un plan de mobilité à partir des recommandations de cette étude.



1'200

**PLANTS D'ARBRES ET
ARBUSTES PLANTÉS
DANS LES MICRO-FORÊTS
URBAINES**

Végétalisation du territoire municipal et lutte contre les îlots de chaleurs

Le Service des espaces verts (SEVE) a planté, au cours de l'année, 533 arbres sur le territoire municipal, soit près du triple des années précédentes. En parallèle, en partenariat avec l'entreprise genevoise Forêt B, le SEVE a créé les deux premières micro-forêts selon la méthode Miyawaki de Suisse, sur la butte Ferdinand-Hodler et la Zone industrielle des Charmilles (ZIC). Plantées de manière participative, ces forêts rendront rapidement de très nombreux services écosystémiques. Enfin, le SEVE a remplacé le bitume dégrapé du square Le-Fort et de la place Tœpffer par un sol argilo-calcaire non seulement plus naturel, mais également mieux adapté au réchauffement climatique.



Plantation participative de la micro-forêt urbaine « la Flore des Dames » à la Place Sturm

@ David Nicolas Parel

LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS



Ateliers de création de pièces d'échecs par le Collectif MV autour de leur installation «Bulle rose n°6: échiquier des Bastions»

@ Marie de Lutz



50

**ACTIONS DE
SENSIBILISATION EN
MATIÈRE DE SEXISME
ET DE HARCÈLEMENT
DANS L'ESPACE PUBLIC
ORGANISÉES EN 2021**

Prévention du sexisme et du harcèlement dans l'espace public

Le plan d'action municipal «Objectif zéro sexisme dans ma ville» a fait l'objet en 2021 d'un bilan afin d'orienter le renouvellement de ce programme pour la législature. Il en ressort notamment qu'en trois ans, 52 stages ou ateliers de sensibilisation ont pu être proposés, 20 projets associatifs ont été soutenus et 12 actions de sensibilisation ont été organisées dans des lieux de fête ou de manifestation en plein air. Ce plan continuera à être mis en œuvre pour que l'objectif zéro sexisme soit inscrit durablement, de manière systématique et transversale, dans l'action de l'ensemble des services municipaux.

Un appel à projets pour lutter contre le racisme anti-Noir-e-s

Suite à la création, par le Conseil municipal, d'une ligne de 50'000 francs dédiée spécifiquement à la lutte contre le racisme anti-Noir-e-s, le Service A21 a lancé en mars 2021, pour la seconde année consécutive, un appel à projets pour répondre à cette problématique. En parallèle, une rencontre entre les associations et personnalités afro-descendantes et les autorités municipales et cantonales a été organisée en novembre 2021. Elle a permis un échange constructif autour des besoins et des défis des organisations sur le terrain, et la définition de plusieurs pistes d'action pour 2022.



6

**PROJETS SOUTENUS
EN MATIÈRE DE LUTTE
CONTRE LE RACISME
ANTI-NOIR-E-S**



50

**INTERVENTIONS
SOCIALES RÉALISÉES
EN 2021**

Poursuite de la politique sociale en matière de logement

En 2021, la tension est restée intense en matière de logements sociaux. A fin décembre, la Gérance immobilière municipale (GIM) recensait ainsi plus de 3'500 demandes de logement actives, alors même que seuls 395 logements ont pu être attribués au cours de l'année. L'activité d'intervention sociale, destinée au soutien des locataires en grande difficulté ou générant des problèmes majeurs pour le voisinage, s'est par ailleurs poursuivie.



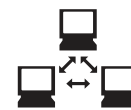
La GIM gère 4'900 logements sociaux.

@ Ville de Genève

ŒUVRER À UNE GESTION EXEMPLAIRE EN MATIÈRE DE RESSOURCES HUMAINES ET À UNE BONNE GOUVERNANCE

Déploiement du projet de renforcement de la fonction comptable (RFC)

Le projet RFC vise à centraliser plusieurs processus au sein de la Direction financière (DFIN) et à inscrire les fonctions comptables dans un véritable pôle de compétences, au service de l'administration. Son déploiement a été initié dans le courant de l'année, avec notamment la mise en production de la dématérialisation des factures auprès des services pilotes en mai 2021. A la fin de l'année, 16 services sur 42 avaient déjà basculé dans la dématérialisation des factures et 15 collaboratrices et collaborateurs avaient rejoint la DFIN afin de renforcer les équipes métiers.



+17.3%
FACTURES
DÉMATÉRIALISÉES
À FIN 2021



Une apprentie constructrice métallique avec son formateur



93%
PROPORTION
D'APPRENTI-E-S DE
LA VILLE DE GENÈVE
AYANT RÉUSSI LEURS
EXAMENS FINAUX
EN JUIN 2021

Augmentation de l'effectif des apprenti-e-s

En 2021, en adéquation avec le souhait du Conseil administratif (CA) d'augmenter l'effectif des apprenti-e-s au sein de l'administration, leur nombre est passé de 77 à 84, soit une hausse de 9.1%. Parmi les nouvelles recrues, 5 jeunes femmes se sont démarquées en décrochant des postes traditionnellement masculins en Ville de Genève (horticultrice, constructrice métallique, agente de propreté). En parallèle, la DRH a continué à œuvrer pour un accompagnement sur mesure et à long terme des apprenti-e-s.

La CMAI au service de l'administration

En 2021, la Centrale municipale d'achat et d'impression (CMAI) a continué à offrir des prestations performantes à l'ensemble de l'administration dans les domaines des achats, impressions et assurances en Ville de Genève. En collaboration avec la Direction des systèmes d'information et de communication (DSIC), la CMAI a également mis en place un outil permettant de suivre et de gérer tous les flux de travail en lien avec la mise en œuvre des marchés publics.



133
DEMANDES DE
PRESTATIONS REÇUES
PAR LA CMAI (+34%
PAR RAPPORT À 2020)

ASSURER UNE GESTION RESPONSABLE DES FINANCES ET SOUTENIR L'ÉCONOMIE LOCALE

Présidence du groupe de travail Equilibre 28

En lien avec les dispositions transitoires relatives à la mise en œuvre de la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RFFA), la Ville de Genève est tenue de renouer avec l'équilibre financier dès 2028. Pour faire face à cette contrainte légale tout en assurant le maintien des prestations à la population, le CA a décidé de constituer un groupe de travail interdépartemental placé sous la présidence du DFEL. Au cours de l'année, ce groupe a notamment identifié les charges contraintes, les nouvelles sources de revenus ainsi que les économies transversales et départementales. Il a également été chargé de proposer une méthode de travail pour les prochaines années, incluant notamment une évaluation des prestations ainsi que leur coût réel.



10 277
DÉLAIS ACCORDÉS
PAR LA TPC POUR LE
RETOUR DE
LA DÉCLARATION

Maintien des ressources fiscales communales

Le Service de la taxe professionnelle communale (TPC) a poursuivi son activité de perception de l'impôt du même nom qui s'adresse à toute personne physique ou morale déployant une activité lucrative sur le territoire communal. En 2021, cet impôt a engendré 106,5 millions de francs de recettes, permettant à la Ville d'assurer le financement de prestations publiques essentielles. Par ailleurs, en lien avec la situation sanitaire, le service a adapté ses processus et procédures. Il a ainsi retardé l'envoi des déclarations 2021, assoupli les conditions d'octroi des délais de retour de déclaration, accordé des arrangements de paiements et des remises d'impôts, et reporté des échéances de paiement.

PRESTATIONS ET RÉALISATIONS SPÉCIFIQUES

S'ENGAGER POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



Le potager de l'UMG en plein centre-ville



1 000
 ELÈVES AYANT
 DÉCOUVERT LES
 PRODUITS LOCAUX ET
 DE SAISON GRÂCE À
 LA PRÉSENCE DANS
 LES ÉCOLES DE LA
 SLOW MOBILE

Genève, Ville du Goût

En sa qualité de Ville du Goût 2021, Genève a été durant toute l'année 2021 l'ambassadrice suisse du «bien manger». Dans ce cadre, le Service A21 a coordonné un ambitieux programme, mettant en lumière les enjeux et les défis de l'alimentation du 21^e siècle. Parmi les nombreuses activités proposées, Festi'Terroir a attiré plus de 15 000 visiteurs et visiteuses, «Légumes en Ville» a permis à l'Union Maraîchère de Genève (UMG) de planter des platebandes en Vieille-Ville, la cuvée spéciale Ville du Goût a vu le jour grâce au talent de quatre vigneronnes genevoises, alors que le «Afrik Festi Food» a fait se rencontrer la gastronomie africaine et le terroir genevois.



32
 ÉVÉNEMENTS
 ET ACTIONS DE
 COMMUNICATION EN
 LIEN AVEC LES ARBRES
 EN 2021

Lancement du programme de sensibilisation «Genève, ville d'arbres»

Fruit d'une collaboration entre le Service A21 et le SEVE, la première année de ce programme pluriannuel a permis à la population de découvrir, à travers diverses activités, l'extraordinaire patrimoine arboré de notre ville et l'importance d'en prendre soin. Dans ce cadre, le projet «Des racines à la cime», proposé au Parc La Grange, a offert à plus de 650 personnes, dont notamment 25 personnes en situation de handicap, la possibilité d'appréhender les arbres depuis des nacelles perchées dans les frondaisons.



Hissé-e-s jusqu'à 12 mètres de haut, les participant-e-s au projet «Des racines à la cime» ont pu mieux comprendre le fonctionnement des arbres.

LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Un dispositif pilote pour lutter contre la précarité menstruelle

Le Service A21 a mis en place un projet pilote de distributeurs de serviettes hygiéniques gratuites, dans une trentaine de bâtiments municipaux ou lieux subventionnés par la Ville accueillant du public. Dès 2022, ce dispositif sera consolidé avec une extension des lieux de distribution, un soutien aux produits de protection menstruelle réutilisables et des actions de sensibilisation pour informer, parler des règles et déconstruire les tabous qui les entourent.



53
 DISTRIBUTEURS DE
 PRODUITS MENSTRUELS
 INSTALLÉS



Signalétique développée pour indiquer les lieux où se trouvent les distributeurs

ŒUVRER À UNE GESTION EXEMPLAIRE EN MATIÈRE DE RESSOURCES HUMAINES ET À UNE BONNE GOUVERNANCE

Poursuite du processus de collocation des fonctions

Le processus de collocation s'est poursuivi en 2021, afin d'harmoniser et de standardiser les fonctions de l'ensemble de l'administration municipale. Pour l'année 2021, 480 postes (employé-e-s et auxiliaires) ont été colloqués par la DRH. Ce travail a concerné à la fois des collocations sur demande (124) et des collocations d'office, réalisées lors des mises au concours, des engagements d'auxiliaires, des réadaptations professionnelles et des changements d'affectation (356).



1'446

**POSTES COLLOQUÉS
À FIN 2021**

**(ENV. 35 % DE L'EFFECTIF
DE L'ADMINISTRATION
MUNICIPALE)**



10.4 MILLIONS

**MONTANT DU CRÉDIT
ACCEPTÉ PAR LE CM EN
2021 POUR FINANCER
LE PROJET NOVO ERP**

Le projet Novo ERP sur les rails

La direction du DFEL a continué à œuvrer en 2021, en étroite collaboration avec la DSIC, sur le projet Novo ERP qui vise à assurer l'évolution du logiciel de gestion SAP et à standardiser les processus de gestion de la Ville dans les domaines des finances, des achats, des ressources humaines ainsi que des subventions. Ce projet permettra à l'administration municipale de gagner en efficience et de mieux maîtriser les risques.



3'500

**COLLABORATEURS ET
COLLABORATRICES
AYANT RÉALISÉ
LA FORMATION
«PRÉVENTION DU
HARCÈLEMENT SEXUEL
ET DU SEXISME
AU TRAVAIL»**

Promotion d'un climat de travail sain, inclusif et respectueux de chacun-e

En juin 2021, le Conseil administratif a lancé plusieurs mesures de prévention du harcèlement sexuel au sein de l'administration. Dans ce cadre, il a notamment rendu obligatoire pour l'ensemble du personnel municipal une formation en e-learning sur la thématique. En parallèle, le réseau RH égalité-diversité a été activé: il a pour objectif la mise en œuvre des mesures relatives à l'égalité et à la diversité au travail, promues par la Ville de Genève. Enfin, un réseau de prévention et de coordination des risques psycho-sociaux a été mis en place au sein de l'administration.



Exemple d'affiche transmise aux services afin de sensibiliser le personnel

ASSURER UNE GESTION RESPONSABLE DES FINANCES ET SOUTENIR L'ÉCONOMIE LOCALE



PLUS DE 150
LOCATAIRES
COMMERCIAUX
EXONÉRÉS DE LEUR
LOYER EN 2021

Soutien aux locataires de locaux commerciaux et d'établissements publics

En cette deuxième année de pandémie, les locataires de locaux de la GIM dont la fermeture a été ordonnée pour des motifs sanitaires ont été entièrement exonérés du paiement de leur loyer en janvier, février et mars 2021, en prolongation de mesures analogues prises en 2020. Cette exonération s'est poursuivie jusqu'à fin mai pour les établissements publics dépourvus de terrasses extérieures ou dont la surface de terrasse extérieure représentait moins de 50% de la surface intérieure. Dans les cas où la terrasse représentait plus de 50% de la surface intérieure, l'exonération a été limitée, durant le mois de mai, à 50% du loyer.



Des bons solidaires pour soutenir les commerçant-e-s locaux

Lancée le 7 décembre 2020 et prolongée jusqu'au 25 février 2021, l'opération «Bons solidaires» de la Ville a permis d'injecter 24 millions de francs auprès des enseignes participant à l'opération, grâce à la vente de 160 000 bons en deux mois et demi. En générant des rentrées d'argent immédiates pour les entreprises locales, cette opération a constitué une réponse directe et efficace à cette période difficile pour de nombreux commerces.



593
ENSEIGNES AYANT
PARTICIPÉ À
L'OPÉRATION
«BONS SOLIDAIRES»



6

ANNÉES DE DÉPENSES
LIÉES À LA PROMOTION
DE L'ÉGALITÉ
ANALYSÉES DANS LE
CADRE DE L'ANALYSE
MACRO DU PROJET BSG

Budgétisation sensible au genre et au climat

Le déploiement d'une démarche de budgétisation sensible au genre (BSG) comme outil d'une approche intégrée de l'égalité s'est poursuivi en 2021. L'analyse des dépenses municipales liées à la promotion de l'égalité entre femmes et hommes a ainsi été reconduite. Les principaux résultats seront désormais intégrés dans la brochure des comptes. En parallèle, une approche climat, utilisée par l'Etat et les municipalités françaises, a été retenue par la Ville de Genève afin d'identifier et de comprendre les dépenses municipales et leurs effets sur le climat. Une analyse en 3 volets est en cours.

DÉPARTEMENT DE L'AMÉNAGEMENT, DES CONSTRUCTIONS ET DE LA MOBILITÉ

Le Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité (DACM) poursuit activement ses projets de construction et d'aménagement axés sur la lutte contre le réchauffement climatique en privilégiant les axes suivants : lutter contre les îlots de chaleur et l'effondrement de la biodiversité, réduire la consommation énergétique et aménager une ville résiliente, développer et encourager les modes de transports doux, et garantir la proximité d'équipements publics de qualité. Par ailleurs, la révision du plan directeur communal accorde une place centrale aux préoccupations en lien avec le réchauffement climatique en abordant de manière transversale les thématiques de l'urbanisation, de la mobilité et de l'environnement.

PRESTATIONS ET RÉALISATIONS FONDAMENTALES

LUTTE CONTRE LES ÎLOTS DE CHALEUR ET L'EFFONDREMENT DE LA BIODIVERSITÉ

Végétalisation des abribus et des édicules

L'objectif de réaliser et mettre en œuvre un prototype d'abribus végétalisé en 2021 est atteint. L'enjeu est désormais de déployer ce nouveau modèle sur l'espace public dans le cadre des projets d'aménagement et sur les sites identifiés prioritaires (fréquentation / exposition).



1

PROTOTYPE D'ABRIBUS
À TOITURE VÉGÉTALISÉE
INSTALLÉ



Prototype d'abribus végétalisé installé à l'arrêt Museum



Quai du Mont-Blanc



1'820 M²
DE SURFACE
PERMÉABILISÉE
(DONT 400M² POUR LE
U-CYCLABLE
RIVE DROITE)

Perméabilisation des sols et stockage de l'eau à la parcelle pour un meilleur équilibre des cycles de l'eau

L'AGCM a réalisé un projet de gestion différenciée des eaux dans l'espace public avec infiltration des eaux de trottoirs en pieds d'arbres (U cyclable rive droite). Ces principes de rétention / infiltration sont en cours d'étude et seront réalisés dès 2022 dans le cadre du développement de nouveaux projets. Les surfaces revêtues converties en espaces verts ou matériaux perméables sont moins importantes que l'objectif initial ; la délivrance des autorisations de construire des projets concernés ayant été retardée et les travaux reportés en 2022.



Nichoir à martinets installé sous le toit des ateliers du Grand Théâtre



97
NOUVEAUX NICHOURS
MIS EN PLACE SUR 4
BÂTIMENTS

Mise en place de nichoirs

La Direction du patrimoine bâti (DPBA) installe désormais systématiquement des nichoirs à martinets lors des travaux de rénovations ou de constructions. Ce travail s'effectue sous contrôle des organisations cantonales compétentes. Ces installations concernent les bâtiments suivants : Ateliers du Grand Théâtre avenue Sainte-Clotilde 8 (64), crèche Victoire Tinayre route de Frontenex 54 (24), logements à la rue Royaume 10 (4) et Ferme Menu-Pellet avenue Henri-Golay 40 (5).

Végétalisation des toitures plates

La toiture de l'école du Seujet a été refaite durant l'été 2021 en mettant en œuvre un projet de végétalisation ambitieux. Elle sera semée au printemps 2022 avec la participation des enfants de l'école.

Par ailleurs, la DPBA a procédé à un inventaire complet des toitures plates des bâtiments propriété de la Ville avec pour objectif le dépôt d'une demande de crédit d'investissement en 2022.



1
TOITURE PLATE
VÉGÉTALISÉE (500M²)

RÉDUIRE LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE ET AMÉNAGER UNE VILLE RÉSILIENTE



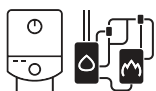
Chantier des Minoteries



3
CHANTIERS EN
COURS POUR LE
REMPLACEMENT DES
SIMPLES VITRAGES

Amélioration de l'isolation des bâtiments

Plusieurs chantiers du patrimoine financier sont en cours (rue Royaume 10-12, rue de Zürich 40, place de la Taconnerie 6). De même, plusieurs études ont été lancées concernant des bâtiments du patrimoine financier (rue Dasser 15, rue de la Navigation 38, Cité Jonction) et du patrimoine administratif (école Liotard, crèche de la Madeleine). En outre, le très important dossier des mises en conformité thermique des fenêtres a été mené à terme en vue du dépôt du crédit de réalisation auprès du Conseil municipal.



7
CHAUDIÈRES MAZOUT
SUPPRIMÉES

Suppression complète du mazout dans les bâtiments de la Ville d'ici la fin de la législature

Le traitement de la demande de crédit proposant la suppression du mazout dans les 45 dernières chaufferies a pris plus de temps que prévu, en attente d'une subvention importante du fonds énergie des collectivités de plus de 2 millions de francs. La réponse doit arriver début 2022, les travaux pourront commencer durant l'été 2022, sous réserve d'un vote d'ici le mois de juin.

Raccordement des bâtiments de la Ville à des réseaux de chaleur à distance (CAD) et réalisation de la transition énergétique de bâtiments

La centrale de chauffage de l'ensemble immobilier des Minoteries est désormais totalement opérationnelle. Elle alimente 10 bâtiments d'une chaleur « 100% renouvelable et 0 émission », produite grâce à la chaleur extraite des eaux usées ainsi que du soleil. De plus, deux nouveaux bâtiments « 100% renouvelable » ont été mis en service : le Pavillon de la danse, ainsi que l'équipement public Marie Goegg-Pouchoulin (crèche, salle de gymnastique, salle de concert)



Nouvel équipement public Marie Goegg-Pouchoulin



12
BÂTIMENTS
RACCORDÉS AU CAD
ET AYANT EFFECTUÉ
LEUR TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE VERS LE
RENOUVELABLE

Faciliter le stationnement des personnes à mobilité réduite (PMR) et des professionnels

5 places PMR ont été créées pour répondre aux demandes de concitoyen-ne-s. Concernant les places de livraisons, 8 places ont été créées également en réponse à des demandes et besoins clairement identifiés. En collaboration avec la République et canton de Genève, des études ont été engagées et sont actuellement en cours pour réaliser un état des lieux des places existantes et définir une stratégie de déploiement de ces places.



13

PLACES CRÉÉES (DONT
5 PMR ET 8 LIVRAISONS)

Autoproduction et autoconsommation d'électricité

Plusieurs projets qui devaient être terminés en 2021 ont été décalés, selon l'avancement des chantiers de rénovation dans lesquels ils s'intègrent. Une stratégie globale «Végétalisation et production solaire sur les toitures des bâtiments de la Ville de Genève», coordonnée par la DPBA, est en cours d'élaboration. Elle permettrait de faire passer la production d'électricité photovoltaïque de 1 à près de 5 MWh.



301 m²

DE PANNEAUX
SOLAIRES
PHOTOVOLTAÏQUES MIS
EN SERVICE



Panneaux solaires sur le toit du nouvel équipement public Marie Goegg-Pouchoulin



42

NOUVELLES ADRESSES
DANS LESQUELLES
LES COMMUNS SONT
COMMANDÉS PAR
 DÉTECTION



9 KM

SUPPLÉMENTAIRES DE
RUES REVÊTUES DE
PHONOABSORBANT

Réduire la consommation électrique des immeubles de la Ville

Le programme intentionnel a été respecté, hormis pour quelques bâtiments, en raison du décalage en 2022 des chantiers dans lesquels ces travaux d'assainissement sont intégrés.

Les économies d'électricité induites par ces 43 réalisations sont estimées à 400 000 kWh/an, soit une réduction près de 60 % de leur consommation initiale.

Lutte contre le bruit routier

En 2021, le Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité (AGCM) a réalisé d'importants travaux d'entretien et de renouvellement des revêtements avec mise en œuvre de phonoabsorbant. Comme les années précédentes, et conformément aux objectifs fixés, environ 9 km, soit plus de 88'000 m², ont été réalisés.

DÉVELOPPER ET ENCOURAGER LES MODES DE TRANSPORTS DOUX

Créer des aménagements favorisant les déplacements à vélo

L'année 2021 a permis de réaliser l'ensemble des équipements cyclables du «U-lacustre». L'objectif initial en nombre de km n'a pas pu être atteint du fait de la reprise de certains projets (voie verte Cheval-Blanc) ou de recours sur des autorisations de construire. Néanmoins, de nombreuses études sont actuellement en cours et verront la réalisation de nouveaux équipements dès 2022. Dans le cadre des équipements, 921 épingles à vélo ont été posées.



3.5 KM

DE PISTES ET
BANDES CYCLABLES
SUPPLÉMENTAIRES



U-cyclable rive droite

Apaiser la circulation dans les quartiers du centre

Deux nouvelles zones 30 sont en cours de réalisation et s'achèveront en 2022. Il s'agit des zones 30 Jonction et Vermont. L'amélioration de la zone 30 Acacias a été réalisée (mise en place de potelets, d'avancée de trottoirs et de totems entre autres).



6.3 KM

**ZONES 30 KM/H
SUPPLÉMENTAIRES**

GARANTIR LA PROXIMITÉ D'ÉQUIPEMENTS PUBLICS DE QUALITÉ

Mise à disposition de lieux de convivialité

Les équipements publics suivants ont été mis à disposition en 2021 : le bâtiment Manège en ville, 4 rue Julien-Piachaud (ludothèque, halte-jeux, espace enfants-parents, maison de quartier et restaurant scolaire), l'équipement public Marie Goegg-Pouchoulin, bd Saint-Georges 21 (crèche, salle de gymnastique, salle de concert), la Comédie de Genève sur le périmètre de la gare des Eaux-Vives (deux salles de 200 et 500 places), et la crèche Victoire Tinayre, route de Frontenex 54 (180 places dans un bâtiment rénové).

De plus, 5 PR ont été déposées : PR-1393 (mise en valeur du site archéologique de Saint-Antoine), PR 1421 Lot BC (installations sportives, crèches, maison de quartier), PR 1441 (Ambre, extension du MHN), PR 1435 (Casino Théâtre) et PR-1438 (Halle de tennis du Bois-des-Frères).



9

**PROJETS
D'ÉQUIPEMENTS
PUBLICS DE PROXIMITÉ
(4 RÉALISÉS ET
5 DÉPOSÉS)**



Manège en ville

DÉPARTEMENT DE LA CULTURE ET DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE

Le Département de la culture et de la transition numérique (DCTN) concrétise une politique culturelle qui permet à tous les publics de profiter d'une offre diversifiée et de qualité dans les domaines des arts vivants et visuels, des musées et des bibliothèques, et qui participe au rayonnement de Genève. Il soutient la création artistique et l'innovation. Il préserve et met en valeur le patrimoine culturel et scientifique de la Ville de Genève. Il assume la responsabilité de grandes institutions culturelles. Il organise et soutient des manifestations culturelles d'envergure, facilite les initiatives qui suscitent le débat citoyen et encourage la pratique culturelle grâce aux activités de ses institutions et services.

Le DCTN pilote la mise en œuvre d'une transition numérique qui soit responsable, inclusive, participative et créative au service de la population. Il assure également le développement et la maintenance des systèmes d'information et de communication pour l'administration municipale.

PRESTATIONS ET RÉALISATIONS FONDAMENTALES

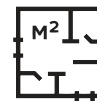
CULTURE – PRESERVATION DES ATOUTS

Concrétisation des grands équipements culturels

2021 a vu l'inauguration de la Comédie, du Pavillon de la danse et de la salle pluridisciplinaire le Groove à l'Ecoquartier Jonction. Le Conseil municipal a par ailleurs voté le crédit de construction pour le Muséum d'histoire naturelle qui prévoit l'édification d'un nouveau bâtiment des collections et le réaménagement des bâtiments scientifique et public. Le programme pour la rénovation du Bâtiment d'art contemporain (BAC) est lancé et les pré-études concernant la Bibliothèque de Genève (BGE) sont terminées.



Bâtiment d'art contemporain (BAC)



8'900 M²
SURFACE BRUTE
HORS-SOL DU
BÂTIMENT D'ART
CONTEMPORAIN
(5 ÉTAGES)

GOVERNANCE

Vers une réforme de la gouvernance des institutions culturelles

En étroite concertation avec toutes les parties concernées, une révision complète des statuts de la Fondation du Grand Théâtre est engagée. Des études et analyses approfondies sont également conduites pour évaluer les différents modèles de gouvernance envisageables pour garantir au mieux l'avenir des institutions muséales.



Grand Théâtre de Genève

PARTICIPATION CULTURELLE



+200
PROPOSITIONS
CULTURELLES
ADAPTÉES AUX PUBLICS
EN SITUATION
DE HANDICAP
CHACQUE ANNÉE

Culture accessible pour les personnes en situation de handicap

Le Musée d'art et d'histoire (MAH) offre maintenant la possibilité aux publics aveugles et malvoyants de déambuler dans les salles en toute autonomie grâce au plan tactile virtuel Virtuoz. Les institutions culturelles multiplient les initiatives en faveur de l'inclusion et de la diversité des publics en collaboration avec les associations et partenaires œuvrant dans le domaine du handicap. Toute l'offre est recensée sur le site dédié culture-accessible.ch.



«L'art pour tous, tous pour l'art» au Musée Ariana

Des manifestations culturelles en nombre et en genre

Comme chaque année, Genève a accueilli un nombre impressionnant de manifestations et de festivals représentant des domaines d'expression très variés : cinéma, théâtre, musique, livre, photographie, image ou encore diversité et droits humains. Ces événements ont été vécus pleinement par un public avide de retrouver les salles, malgré les constantes adaptations nécessaires pour respecter les mesures sanitaires.



Fête de la musique 2021



30
ÉDITIONS DE LA FÊTE
DE LA MUSIQUE



637
TOURNÉES DU
BIBLIOBUS EN 2021



La Mobithèque

Les BM à la rencontre des publics

Les Bibliothèques municipales (BM) sortent de leurs murs notamment grâce au Bibliobus et à leur Mobithèque, un véhicule entièrement équipé et connecté, dédié aux actions de médiation. Elles sont allées à la rencontre des publics avec de nombreuses activités culturelles en plein air : lectures, quiz musicaux et littéraires, spectacles, concerts, contes, ateliers d'écriture théâtrale ou encore découverte du numérique.

CRÉATION CULTURELLE DANS SA DIVERSITÉ



6
CONVENTIONS
NATIONALES POUR
DES COMPAGNIES
GENEVOISES DE
DANSE ET DE THÉÂTRE
SIGNÉES EN 2021

L'Atelier 5, un nouveau lieu de recherche et de création

Le Service culturel a ouvert, en mars 2021, l'Atelier 5 pour répondre aux besoins des artistes dans le domaine de la danse, de la performance ou, pour la première fois, des arts circassiens. Niché au 3^e étage de la Maison des arts du Grütli sur 117 m² et équipé d'une sono et d'un plancher de danse, cet atelier est un lieu de résidence courte permettant de mener à bien un projet de création ou de recherche.



Atelier 5 à la Maison des arts du Grütli



Exposition «Délits de séjours» de Laurence Rasti

Des portraits de «sans-papiers» exposés en Ville de Genève

L'enquête photographique est une action pluriannuelle de la Ville de Genève ayant pour but de valoriser la photographie documentaire, de soutenir les professionnel-le-s et de documenter l'évolution du territoire genevois. Abordant la mobilité sous un angle sociétal, la photographe Laurence Rasti a délivré en 2021 une série de 20 images intitulée «Délits de séjours» qui ont fait l'objet d'une exposition dans l'espace public. L'enquête complète est accessible sur la plateforme des collections en ligne de la Bibliothèque de Genève (BGE).



5

**ENQUÊTES
PHOTOGRAPHIQUES
RÉALISÉES
DEPUIS 2016**

PRESERVATION DU CLIMAT ET DE L'ENVIRONNEMENT



Ouverture de l'espace AG!R au Muséum

Au sujet de la perte de la biodiversité et du changement climatique, il y a les personnes qui ne veulent rien savoir, celles qui croient savoir et, surtout, celles qui aimeraient en savoir plus pour pouvoir agir en faveur de la planète. L'espace AG!R du Muséum d'histoire naturelle (MHN) propose aux publics de s'informer, de jouer, d'échanger, de partager et de rechercher. C'est aussi un espace calme et convivial pour se ressourcer.



30

**MESURES DU
PROGRAMME
ACTION CLIMAT
ENVIRONNEMENT
(PACE) ENGAGÉES
AU DCTN**

Muséum Genève – Espace AG!R

Monitoring des arbres pour une stratégie paysagère

Les Conservatoire et jardin botaniques (CJB) ont procédé à l'expertise du patrimoine arboré, comptant plus de 800 arbres isolés. Une carte en résulte, présentant l'état phytosanitaire et la pérennité de chaque arbre, première étape d'une stratégie paysagère qui permettra de définir le nombre, l'emplacement et l'espèce des arbres à replanter, en fonction de l'intérêt pour la collection et du réchauffement climatique.



43

**ESPÈCES DISPARUES
DEPUIS 2006, SELON
LA LISTE ROUGE DES
PLANTES VASCULAIRES
DU CANTON DE GENÈVE**



Chêne pédonculé situé à la Terre de Pregny

NUMERIQUE RESPONSABLE, CREATIF ET INCLUSIF



Adoption de la politique de transition numérique

Considérant le numérique non pas comme une finalité mais comme un moyen performant au service des usagers et usagères, la Ville de Genève entend en saisir les opportunités pour transformer d'ici 2025 son administration et ses prestations. La nouvelle politique de transition numérique de la municipalité place l'humain au centre et se déploie autour de quatre axes majeurs : le numérique responsable, l'inclusion numérique, l'innovation et la délivrance de prestations.



10

**ENTITÉS QUI ONT
CONTRIBUÉ AU
LANCEMENT DU
RÉSEAU D'INCLUSION
NUMÉRIQUE**



Guichet service public



7
NOUVELLES
DÉMARCHES EN LIGNE
DISPONIBLES EN 2021

Adoption du Plan directeur de la transformation numérique

Cet outil de pilotage dote l'administration municipale d'un cadre clair pour accélérer et améliorer ses prestations numériques au service du public et contribue à la réalisation de la politique de transition numérique. Articulé autour de quatre portefeuilles de projets assortis d'actions concrètes, ce plan précise la nouvelle gouvernance et le mode de financement de cette stratégie.

Valorisation numérique des collections patrimoniales

Les efforts engagés pour la numérisation des collections de nos musées ou bibliothèques se poursuivent. Après le MAH, ce sont celles de la Bibliothèque de Genève et du Musée Ariana qui sont en ligne. Le FMAC réalise également la numérisation de sa collection vidéo. La numérisation améliore l'accès aux collections du plus grand nombre et facilite certaines formes de médiation inédites.



36'000
ŒUVRES DISPONIBLES
EN LIGNE À LA BGE



Numérisation des collections à la BGE

PRESTATIONS ET RÉALISATIONS SPÉCIFIQUES

PARTICIPATION CULTURELLE

Sensibilisation à l'éveil culturel

Les «Nocturnes de l'éveil culturel» ont invité familles, professionnel-le-s de la culture et de la petite enfance à découvrir, sous différents angles, le rôle de l'éveil culturel et artistique pour les tout-petits. Cet événement a été proposé en marge de l'exposition rétrospective «Une œuvre, mon doudou et moi», présentée au Commun et réunissant des œuvres choisies par les enfants au fil de la décennie écoulée dans le cadre du projet mené par le FMAC avec les institutions de la petite enfance.



Une œuvre, mon doudou et moi



300
ENFANTS QUI ONT
PARTICIPÉ À «UNE
ŒUVRE, MON DOUDOU
ET MOI» DEPUIS 2011



7
PARCOURS-RÉCITS EN
LIGNE HYPERCITY.CH



Affiche du parcours Hypercity

Des parcours-récits à travers Genève

Dans le cadre de leur thématique annuelle «Fenêtre sur rue», les Bibliothèques municipales ont proposé 7 parcours-récits en ligne à travers Genève: Cité/Rues-Basses, Eaux-Vives, Jonction, Pâquis, Servette, Saint-Jean et Plainpalais ainsi qu'un parcours spécial Genève, ville de cinéma; autant d'invitations à plonger dans les histoires qui remplissent nos rues et qui font les identités singulières de notre ville.

Art truck, l'art vient à vous!

Né d'un partenariat entre l'association de médiation culturelle Destination 27 et le FMAC, Art Truck s'articule autour d'un projet de médiation pour rendre l'art accessible à des publics spécifiques. Au moyen d'un camion-exposition, l'Art Truck permet de monter une exposition par et pour des publics empêchés dans leur liberté de mouvement (publics détenus, internés, en institution ou simplement dans l'impossibilité de se déplacer) à partir d'œuvres contemporaines de la collection municipale.



2

EXPOSITIONS ART
TRUCK RÉALISÉES



Art Truck Aigues Vertes

©Destination 27



80

PHOTOGRAPHES
À L'HONNEUR DE
NO'PHOTO 2021

NO'PHOTO 2021

NO'PHOTO est une manifestation photographique initiée en 2017 par la Ville de Genève. D'un rythme biennal, elle fait la part belle aux photographes genevois-e-s. Elle valorise les collections patrimoniales genevoises, sans oublier la scène internationale. La 3^e édition a été marquée par l'implication de la Genève internationale. Le programme s'est enrichi de spectacles de musique, de théâtre et d'improvisation en lien avec la photographie.



©Stéphane Buret

CRÉATION CULTURELLE DANS SA DIVERSITÉ

Participation au dispositif d'aide COVID-Culture

Soucieuse des difficultés rencontrées par le milieu culturel genevois, la Ville de Genève a initié dès avril 2020 un partenariat autour du dispositif d'aide COVID-Culture avec la République et canton de Genève, l'Association des communes genevoises et la Loterie romande. Ce dispositif accompagne les mesures de soutien prévues par la Confédération. Une commission est chargée d'instruire et de traiter les demandes, dont plusieurs dossiers concernent des entités subventionnées par la Ville de Genève.



+ 600

DOSSIERS
D'INDEMNISATION
INSTRUITS PAR
LE GUICHET
COVID-CULTURE



© Gloria Mottura

I LOVE #ArtisteDici 2021 – Exposition d'œuvres éphémères dans l'espace public



200

BOURSES DE
RECHERCHES POUR LES
PROFESSIONNEL-LE-S
DE LA CULTURE
(CONTEXTE COVID)

Plan de soutien extraordinaire 2021 au secteur culturel

Pour faire face à l'urgence et afin de préserver sur le long terme les métiers et savoir-faire du vivier culturel genevois, des mesures ciblées ont été prises, complémentaires aux dispositifs existants. Un crédit supplémentaire de 3,9 millions de francs (PR-1447) a permis de proposer un plan d'action à l'attention de l'ensemble des disciplines et des métiers, aussi bien dans les arts vivants que dans les arts visuels. Ce plan s'est articulé autour de plusieurs dispositifs d'aide (bourses de recherche, subventions, projets de valorisation et soutien à la diffusion numérique).

URGENCE CLIMATIQUE

De Genève à Glasgow – Ensemble pour la Terre (COP26)

Cette opération coup de poing pour la Terre a résonné comme un cri d'alerte à Genève, en novembre 2021, lors de la 26^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26). Au programme, des actions culturelles spéciales «Climat» ont été proposées par le Muséum d'histoire naturelle afin de sensibiliser les habitant-e-s de l'agglomération genevoise aux enjeux et aux solutions liés aux dérèglements climatiques et à l'érosion de la biodiversité.



«Ne choisissez pas l'extinction» Frankie le dinosaure



**ONU, PNUD,
GRAND GENÈVE,
MISSION SUISSE**

**PARTENAIRES DE
L'OPÉRATION**



Deux expositions écoresponsables pour sensibiliser aux enjeux climatiques

L'exposition du Muséum «Tout contre la terre» propose d'exprimer son ressenti afin de mieux comprendre l'impact de nos émotions vis-à-vis de l'actuelle crise environnementale. Le MEG présente, avec «Injustice environnementale – une alternative autochtone», une plongée au cœur des peuples autochtones et de leur combat pour sauver et protéger leur environnement. Ces deux expositions ont été conçues de manière écoresponsable.



4 SUR 9

**LIMITES PLANÉTAIRES
QUI ONT FRANCHI LE
SEUIL DE NON-RETOUR**

JUSTICE SOCIALE

Liberté d'expression

L'exposition «Chappatte, Gare aux dessins!» proposée au Commun interpelle sur des questions qui agitent nos sociétés – liberté d'expression, crise climatique, crise sanitaire, luttes des minorités. Elle démontre le pouvoir du dessin de presse, mais aussi le courage de ces artistes. L'exposition présente également le travail du dessinateur syro-palestinien Hani Abbas et un parcours avec des œuvres engagées de plusieurs dessinateurs et dessinatrices.



4

**BOURSES D'AIDE
AUX MÉDIAS**



NUMÉRIQUE RESPONSABLE, CRÉATIF ET INCLUSIF

Lieux de savoirs à l'ère numérique

La Bibliothèque de Genève, en collaboration avec l'Université de Genève, a organisé un grand débat intitulé «Les lieux de savoir à l'ère numérique». Il y a été question de numérisation des collections dans un souci de préservation et de protection des documents, mais aussi de démocratisation de l'accès à l'information. Une thématique qui pose également la question de l'avenir de ces lieux de savoir.



475

**BIBLIOTHÈQUES
SCIENTIFIQUES
EN RÉSEAU AVEC
SWISSCOVERY**

DÉPARTEMENT DE LA SÉCURITÉ ET DES SPORTS

La mission principale du Département de la sécurité et des sports (DSSP) est de renforcer la qualité de vie des habitant-e-s et l'attractivité de la Ville de Genève. Le DSSP mène ainsi des actions visant prioritairement le renforcement de la sécurité de proximité et du secours, l'augmentation de la propreté et la valorisation des déchets, l'animation du domaine public, ainsi que l'accès et le soutien à la pratique sportive.

PRESTATIONS ET RÉALISATIONS FONDAMENTALES

ENCOURAGER LA PRATIQUE SPORTIVE POUR TOUTES ET TOUS

Cours de sport estivaux

La Ville de Genève a proposé 240 cours gratuits de sports encadrés par des professionnel-le-s, notamment sur le site de la Canopée (Quai Gustave-Ador) et l'ancien site des Transports Publics Genevois à la Pointe de la Jonction, qui a accueilli des cours, des démonstrations et des compétitions en lien avec les sports urbains et émergents. Plus de 1'200 participant-e-s ont pu découvrir ces activités qui ont particulièrement fait la promotion de la pratique féminine.



Cours de sport à la Pointe de la Jonction



12

ACTIVITÉS SPORTIVES
SUPPLÉMENTAIRES
PROPOSÉES

DÉVELOPPER GENÈVE COMME PÔLE DE FORMATION ET D'EXCELLENCE SPORTIVE

Soutenir les associations sportives

Plus de 5 millions de francs de subventions financières ont été versés pour soutenir les associations et clubs sportifs et l'équivalent de 8 millions de francs en subventions en nature a également été offert aux milieux sportifs. Le Fonds cantonal d'aide au sport, la République et canton de Genève, la Ville de Genève et l'Association des communes genevoises se sont par ailleurs associés afin d'aider les associations sportives ayant subi des pertes liées à la pandémie.



Cours de natation

AMÉLIORER LA PROPRETÉ

Renforcer les moyens de nettoyage

Grâce à des réallocations budgétaires internes, la Ville de Genève a acheté des nouvelles machines spécifiques, a financé des prestations supplémentaires de nettoyage et a engagé du personnel et des auxiliaires additionnels afin de répondre à l'augmentation des surfaces à entretenir, due à l'évolution des revêtements utilisés dans les nouveaux aménagements, ainsi qu'à l'utilisation accrue de l'espace public, notamment suite à la crise de la Covid-19.



Balayeuse en action

ASSURER LA GESTION ET LE TRI DES DÉCHETS

Diminution de la quantité de déchets incinérés par habitant

Si la quantité de déchets incinérés par habitant en 2021 (191.8 kg/hab) semble avoir été légèrement inférieure à celle de 2020 (-0.7%), elle a été supérieure à celle de 2019 (+2.5%). Cette situation est due à la crise sanitaire, notamment au télétravail et à la baisse de la fréquentation des restaurants. Cela étant, pour les mêmes raisons, une augmentation respective entre 5% et 20% des déchets recyclables des ménages a été observée par rapport à la période précédant la crise sanitaire.



Nouvel écopoint

RENFORCER LA SÉCURITÉ DE PROXIMITÉ



Une patrouille cycliste

Création d'une brigade cycliste

La police municipale a créé une patrouille cycliste, composée de 10 agent-e-s de la police municipale (APM). Cette «Bike police» a notamment pour but d'accroître la visibilité de la police municipale dans les quartiers et d'augmenter la réactivité des APM tout en facilitant les interactions avec les habitant-e-s.

ASSURER LE SECOURS

Renforcement des capacités de secours

10 nouveaux aspirant-e-s ont débuté leur formation de sapeurs-pompiers professionnels/sapeuses-pompières professionnelles (SPP). Elles et ils viendront augmenter les effectifs des compagnies d'intervention du SIS. Ce renforcement s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Concept opérationnel de défense incendie et secours du canton de Genève (2015-2030) qui prévoit notamment l'ouverture 24h/24 et 7j/7 des casernes secondaires des Asters et de Frontenex.



Des sapeurs-pompiers et sapeuses-pompières professionnel-le-s lors d'un feu

PRESTATIONS ET RÉALISATIONS SPÉCIFIQUES

AMÉLIORER LES INFRASTRUCTURES SPORTIVES

Valorisation du site du Bois-des-Frères et construction d'un complexe sportif sur le site de la gare des Eaux-Vives

Le Conseil municipal a voté deux propositions de crédit prévoyant la construction d'une halle couverte permanente pour trois terrains de tennis et la réfection des terrains extérieurs au Centre Sportif du Bois-des-Frères (PR-1438), ainsi que la construction d'un nouveau complexe sportif sur le site de la gare des Eaux-Vives (PR-1421). Le Conseil municipal a également voté un crédit permettant l'acquisition d'une servitude pour implanter la Maison du sport sur le site de Vernier 115 (PR-1410).



3

CRÉDITS
D'INVESTISSEMENT
VOTÉS

DÉVELOPPER GENÈVE COMME VILLE DE SPORT



Championnats du monde de gymnastique acrobatique

Championnats du monde de gymnastique acrobatique

La patinoire des Vernets a accueilli les Championnats du monde de gymnastique acrobatique. 780 athlètes de 33 nations se sont affronté-e-s dans 11 compétitions différentes réparties par âge (un groupe seniors et trois groupes juniors). Au total, 1'171 athlètes et autres représentant-e-s des délégations étaient présent-e-s pour ces *World Acro 2021*.

RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DE GENÈVE

Développer l'animation du domaine public

La Ville de Genève a inauguré un nouveau marché alimentaire sur la place du Petit-Saconnex qui favorise les circuits courts entre producteurs et productrices et consommateurs et consommatrices. Un appel à projet a également été lancé pour une manifestation régulière de promotion des viticulteurs et viticultrices et brasseur-e-s genevois-e-s sur le pont de la Machine.



2

NOUVELLES
MANIFESTATIONS
METTANT EN VALEUR
LE TERROIR GENEVOIS



Un nouveau marché au Petit-Saconnex

ASSURER LA PROPRETÉ



Campagne : Stop aux déchets !

Elaboration d'un plan propreté

Dans le cadre de l'élaboration du Plan propreté, un sondage a été effectué auprès de la population et des marches exploratoires avec des représentant-e-s d'associations ont eu lieu dans les quartiers. Ces consultations ont permis de définir des mesures concrètes qui seront mises en place en 2022 pour améliorer la propreté en ville. En parallèle, des opérations coups de poing contre les déchets sauvages ont été menées par la police municipale et la voirie (468 amendes infligées).

RENFORCER LA SÉCURITÉ DE PROXIMITÉ

Signature d'un nouveau contrat local de sécurité

La Ville de Genève et la République et canton de Genève ont signé un nouveau contrat local de sécurité (CLS), qui propose les axes prioritaires de coopération entre la police cantonale et la police municipale (lutte contre les incivilités, les nuisances sonores et les infractions à la circulation routière). Des zones prioritaires d'engagement ont également été définies pour y mener les actions prévues. Le nouveau CLS appelle entre autres à des mesures communes à l'encontre du harcèlement de rue.



© Ville de Genève

Des agent-e-s de la police municipale en patrouille

ASSURER LE SECOURS

Transfert du SIS dans le Groupement intercommunal

Le Groupement intercommunal chargé de la défense contre l'incendie a été formellement créé par la Loi sur la prévention des sinistres, l'organisation et l'intervention des sapeurs-pompiers (F405) votée par le Grand Conseil en octobre 2020. Après la création des organes politiques du Groupement, présidé par la Ville de Genève, les employé-e-s du SIS ont été transféré-e-s dans le Groupement le 1^{er} janvier 2022.



© Ville de Genève

Des sapeurs-pompiers en action

DÉPARTEMENT DE LA COHÉSION SOCIALE ET DE LA SOLIDARITÉ

Le Département de la cohésion sociale et de la solidarité (DCSS) met en œuvre des politiques publiques qui s'adressent à toutes les catégories de la population et à tous les âges de la vie.

Ses prestations visent à améliorer le quotidien des habitant-e-s.

Le DCSS compte six services: le Service de la petite enfance; le Service des écoles et institutions pour l'enfance; le Service de la jeunesse; le Service social; le Service de l'état civil et le Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire.

Il s'appuie sur un réseau de partenaires associatifs et institutionnels très dense pour répondre aux besoins de la population.

PRESTATIONS ET RÉALISATIONS FONDAMENTALES

RENFORCER LE SOUTIEN AUX FAMILLES

Développement des places d'éducation préscolaire

D'une capacité totale de 171 places, le secteur d'accueil de la petite enfance Marie Goegg-Pouchoulin a été inauguré en septembre 2021 dans un nouveau bâtiment situé au cœur du quartier de la Jonction. Cette infrastructure entièrement dévolue à la petite enfance, à l'enfance et à la jeunesse regroupe deux crèches, un espace d'accueil enfants-parents et un jardin d'enfants. Trois espaces parascolaires comprenant une grande salle de gymnastique, une salle de concert et une place de jeux complètent ces aménagements. À l'horizon 2027, plus de 700 nouvelles places d'éducation préscolaire sont planifiées.



©Magali Girardin
Marie Goegg-Pouchoulin, source d'inspiration pour celles et ceux qui aspirent à plus d'égalité entre les femmes et les hommes



728

NOUVELLES PLACES DE
CRÈCHES À L'HORIZON
2027



4'092

PLACES DE CRÈCHES
EXPLOITÉES

Réforme de la gouvernance de la petite enfance

Avec la validation par le Conseil administratif du principe de la municipalisation par étapes, la réforme de la gouvernance de la petite enfance a franchi un cap décisif. L'éducation préscolaire est sur la voie d'être reconnue comme une mission de service public à part entière.

Cette réforme essentielle permettra de développer de nouvelles places d'éducation préscolaire pour répondre aux besoins des familles et favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes, en revalorisant des métiers essentiellement féminins. Et cela doit améliorer la prestation en faveur des enfants.

Dès 2023, les nouvelles structures d'accueil seront municipalisées au fur et à mesure de leur ouverture.



©Magali Girardin
Le secteur Marie-Goegg Pouchoulin, pilote de la réforme de la gouvernance



12'356

**ÉLÈVES AU PRIMAIRE
INSCRIT-E-S EN VILLE
DE GENÈVE**

Planification scolaire et parascolaire

L'augmentation importante des effectifs scolaires et parascolaires nécessite de disposer de locaux supplémentaires pour accueillir les élèves au primaire, conformément aux obligations légales. Il est démontré que les conditions d'apprentissage, particulièrement dans les premières années, sont capitales pour la réussite scolaire. Dans le cadre de la stratégie de planification scolaire et parascolaire, deux crédits d'investissement ont été transmis au Conseil municipal en vue de la construction de nouveaux équipements dans deux quartiers qui se densifient, les Vernets et le Mervelet.



© Frédéric Lavarrière

Des équipements scolaires et parascolaires de qualité favorisent les apprentissages

Rénovation des ludothèques et extension des horaires d'ouverture

Le jeu est un élément essentiel pour le développement de l'enfant. Dans ce but, les ludothèques offrent une prestation à la fois gratuite et facile d'accès qui permet aux enfants et familles de bénéficier d'animations et d'accéder à une diversité de jeux. Pour garantir la qualité des prestations et la sécurité des bénéficiaires, un crédit d'investissement pour le renouvellement des équipements de dix ludothèques a été transmis au Conseil municipal. De plus, celui-ci a accepté, dans le cadre du processus budgétaire, d'étendre les horaires d'ouverture des ludothèques le samedi.



12

**LUDOTHÈQUES,
2 LUDOBUS D'ÉTÉ ET
1 LUDOBUS D'HIVER**



© Pierre Albouy

Jouer pour grandir, un enjeu essentiel pour les enfants



© Pierre Albouy

Des repas sains, des produits locaux et des moments de plaisir aux restaurants scolaires

Gestion directe de six restaurants scolaires

Suite à la décision de l'Association des cuisines et restaurants scolaires (ACRS) de Champel de suspendre son activité, la gestion de deux nouveaux restaurants scolaires a été reprise par la Ville. Avec ceux de Trembley, de Budé, des Crêts et des Genêts, la Ville gère en direct six restaurants scolaires depuis la rentrée 2021. Cette organisation permet de garantir la délivrance d'une prestation plébiscitée par les familles, permettant d'offrir un accueil de qualité aux enfants et d'aider les parents à concilier vie familiale et vie professionnelle.



6'850

**ENFANTS DÉJEUNANT
CHAQUE JOUR DANS
LES RESTAURANTS
SCOLAIRES**

Manège en Ville : Un nouvel équipement public remarquable

Après d'importants travaux de réhabilitation et au terme d'un processus participatif exemplaire, le bâtiment de l'Ancien Manège, situé au cœur de la Vieille-Ville et rebaptisé Manège en Ville, propose des prestations pour l'ensemble des habitant-e-s. Manège en Ville abrite une Maison de quartier, une halte-jeux, un espace d'accueil enfants-parents, une ludothèque, un restaurant scolaire et une salle polyvalente. Des activités pour les seniors sont aussi organisées.

L'Association des Habitants du Centre et de la Vieille-Ville (AHCVV) et l'Association des Parents d'Elèves du Centre Ville (APECV) sont également présentes dans le bâtiment.

Cet espace fonctionne sur un modèle inédit de gouvernance partagée.



© Pierre Albouy

Les voitures cèdent la place aux habitant-e-s dans le Manège

RENFORCER LE LIEN SOCIAL

Dispositif de prévention nocturne

Une équipe de quatre correspondant-e-s de nuit du Service de la jeunesse va désormais à la rencontre de la population dans le secteur pilote Ouches – Concorde – Franchises – Servette – Charmilles – Saint-Jean, les jeudis, vendredis et samedis, entre 18h et 2h du matin. Formé-e-s à la médiation sociale, à la communication non violente et à la gestion du stress, elles et ils sillonnent les rues à l'écoute des besoins de la population et interviennent en qualité d'intermédiaires neutres afin d'apaiser les conflits de voisinage et d'usage de l'espace. Leur présence permet de diminuer le sentiment d'insécurité, de réduire les nuisances sonores, les incivilités et le harcèlement de rue, ainsi que de favoriser les contacts et d'assurer une veille sociale, en collaboration avec les partenaires publics et privés impliqués dans le domaine.



36

**PARTENAIRES
CANTONAUX,
COMMUNAUX ET PRIVÉS
RENCONTRÉS**



@ Pierre Albouy

Une approche innovante pour apaiser un quartier en pleine expansion



2'360

**SUJETS REGARDÉS SUR
LA CHAÎNE YOUTUBE
DE CITÉ SENIORS**



@ Ville de Genève

Cité Seniors en ligne

Cité Seniors a fait évoluer son offre avec un programme d'information et d'animation pour rester en lien, se maintenir en forme et garder le moral. Une sélection des activités a fait l'objet de vidéos, diffusées en direct sur la chaîne YouTube de Cité Seniors, pour permettre à un public plus large d'en bénéficier. De même, des rendez-vous réguliers ont été proposés sur la télévision locale Léman Bleu. Ces vidéos restent consultables en tout temps sur le site de la Ville.

Des messages mensuels sont envoyés aux personnes qui fréquentent Cité Seniors pour les tenir régulièrement informées des nouveautés.

GARANTIR L'ACCESSIBILITÉ AUX PRESTATIONS



180

**SITES MUNICIPAUX
RÉPERTORIÉS**

Accès+ : Au service de l'accessibilité universelle

180 équipements municipaux accueillant des publics ont été audités sous l'angle de leur accessibilité par Pro Infirmis Suisse. Il s'agit d'espaces socio-culturels, de lieux de rencontre, d'équipements culturels, sportifs, ou encore de services de l'administration municipale. Les informations sont désormais disponibles sur les pages du site geneve.ch. Cette réalisation est une étape importante dans la mise en œuvre de la politique d'accessibilité universelle développée par la Ville.

Un module de sensibilisation à cette thématique est désormais intégré à la formation continue proposée aux collaborateurs et collaboratrices municipaux.



@ Ville de Genève

Toutes les informations en quelques clics



Les prestations essentielles de l'état civil ont été maintenues.

Développement des prestations en ligne de l'état civil

Dans le contexte actuel de pandémie, le Service de l'état civil a continué à privilégier et à développer les démarches en ligne pour les commandes d'actes de naissance, de mariage et de décès. Afin de garantir l'accessibilité et la qualité des prestations, quatre nouvelles démarches sont désormais accessibles sur le site de la Ville : commander une attestation de départ, obtenir une déclaration de domicile, demander une attestation de résidence et commander une preuve de droit de cité pour les citoyen-ne-s suisses.



+45%

**AUGMENTATION DES
COMMANDES D'ACTES
EN LIGNE**

LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ET L'EXCLUSION

Etude sur le sans-abrisme et nouvelle Loi sur l'aide aux personnes sans abri (LAPSA)

Sur mandat de la Ville, une étude menée par l'UNIGE quantifie pour la première fois le nombre de personnes dormant dans les rues sur le territoire municipal. Selon cette estimation, près de 730 personnes sont sans abri et près de 200 places d'hébergement d'urgence manquent. Cette étude permet en outre de mieux connaître la population des sans-abris, d'analyser l'offre de prise en charge, ainsi que la gouvernance des dispositifs.

En parallèle, la Loi sur l'aide aux personnes sans abri (LAPSA) est entrée en vigueur en novembre 2021. Elle attribue aux communes la compétence exclusive de l'hébergement d'urgence. Pour répondre aux besoins, un mécanisme de financement équitable et solidaire doit être mis en place avec les autres communes, car la Ville n'a pas vocation à porter indéfiniment, et quasiment seule, le dispositif d'urgence sociale à l'échelle cantonale.



La Ville porte seule l'hébergement d'urgence depuis plus de 20 ans

Renforcement de l'hébergement d'urgence

Avec près de 600 places d'hébergement d'urgence fin 2021, l'offre cumulée de la Ville et des partenaires subventionnés n'a jamais été aussi importante sur le territoire municipal.

Le Service social pilote le Centre de Frank-Thomas qui accueille 120 personnes à l'année. 1'290 personnes y ont été hébergées en 2021. Le CausE gère 201 places en hôtel, financées par la Ville, jusqu'au 31 mars 2022. De plus, la Ville a renforcé son soutien financier aux partenaires associatifs, comme HUMA, la Caravane sans Frontières ou encore l'Association Intégration Mineurs sans Statut Légal et Famille, leur permettant d'ouvrir des dispositifs complémentaires.

Par ailleurs, une ligne téléphonique centralisée a été mise en service, en collaboration avec les partenaires associatifs du CausE et de l'Armée du Salut, afin d'assurer une primo-orientation des personnes dans le réseau et optimiser les places d'hébergement.



Des soutiens ponctuels ont été accordés pour répondre aux besoins urgents.



581

NOMBRE TOTAL
DE PLACES
D'HÉBERGEMENT
D'URGENCE



PRESTATIONS ET RÉALISATIONS SPÉCIFIQUES

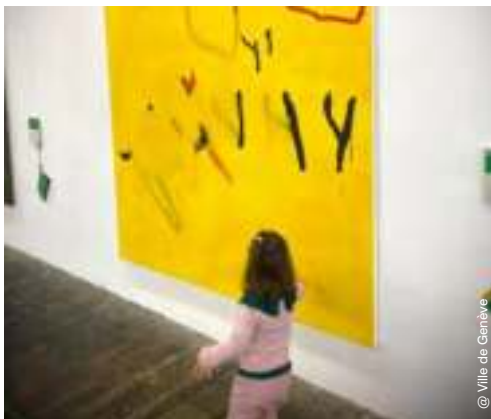
La Ville s'engage pour les Droits de l'enfant

En accord avec la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, la Ville de Genève s'est fortement engagée dans la promotion des Droits de l'enfant. Le bilan de ce plan d'actions met en exergue l'évolution des pratiques, l'attention portée aux familles vulnérables et l'obtention du label « Commune amie des enfants » de l'UNICEF.

Pour marquer de manière concrète son attachement aux droits de l'enfant, la Ville de Genève a également accueilli au Palais Eynard, le 20 novembre 2021, la 2^e Conférence romande des enfants organisée par Terre des Hommes Suisse et le Conseil suisse des activités de jeunesse. Cette rencontre a été l'occasion pour des enfants valaisans et genevois de transmettre aux autorités un cahier de recommandations. Un suivi de ces recommandations est prévu.



Des enfants de Genève et du Valais ont envahi le Palais Eynard



Éveil culturel dès la naissance

Des «Nocturnes de l'éveil culturel dès la naissance» ont été organisées fin novembre, sous la forme de rencontres, conférences et visites, pour les professionnel-le-s de la petite enfance et de la culture, ainsi que le grand public. Ce programme varié a permis de faire le point sur des expériences menées dans le domaine de l'éveil artistique et culturel par les services municipaux, les structures d'accueil de la petite enfance, les partenaires culturels et la Maison de la créativité, dans la suite de l'exposition «Une œuvre mon dou-dou et moi». Plusieurs conférencières renommées ont apporté leur éclairage, dont Sophie Marinopoulos, psychologue et psychanalyste, qui a évoqué la santé culturelle des tout-petits et l'importance des liens à leurs parents. Son intervention a été largement partagée en podcast et sur les réseaux. Ces Nocturnes s'inscrivent dans la politique transversale de promotion des droits de l'enfant portée par la Ville de Genève.

La Bâtie des enfants

Dans le cadre de la rénovation du Bois-de-la-Bâtie, l'espace plus spécialement dédié aux enfants et aux familles a été totalement repensé et agrandi. Une immense place de jeux s'étend désormais sur près de 1'200 m², avec une pataugéoire de 750 m². La Maisonnette et le Pavillon entièrement rénovés accueillent des activités ludiques et pédagogiques en lien avec la nature qui favorisent l'éveil culturel et la créativité. Ces infrastructures sont ouvertes aux écoles primaires et aux crèches, et accueillent également les centres aérés des Maisons de quartier en été.



Un univers magique pour les petit-e-s citadin-e-s



30

ACTIVITÉS DIFFÉRENTES
PROPOSÉES PENDANT
LE WEEK-END
D'INAUGURATION



Une édition 2021 qui restera dans les mémoires



110
REPRÉSENTATIONS
PROPOSÉES

Fêtes des écoles décentralisées

Malgré les contraintes sanitaires, la Ville a souhaité offrir en fin d'année scolaire un moment récréatif et convivial aux élèves des écoles primaires. Afin d'éviter une concentration d'enfants aux Bastions, ces festivités se sont déroulées de manière décentralisée, dans les 53 bâtiments scolaires situés sur le territoire municipal, et ce pendant quatre jours.

Les enseignant-e-s, les familles et surtout les enfants ont beaucoup apprécié ces moments de réjouissances partagées.

Primart s'invite à la Comédie

La 13^e édition de Primart s'est déroulée en décembre 2021 à la Comédie. Porté par l'équipe de travailleuses et travailleurs sociaux hors murs du Service de la jeunesse, cet événement permet chaque année à de jeunes talents de mettre en valeur leur travail artistique dans différents lieux d'exposition. Pour cette édition, neuf artistes locaux (individus ou collectifs) ont eu l'opportunité de rendre visible leurs œuvres dans ce lieu magnifique inauguré récemment. Le public a pu découvrir des talents originaux et des créations variées dans les domaines du stylisme, de la vidéo et des arts plastiques.



Une scène magnifique pour des jeunes talents



525

ENTRÉES AU
VERNISSAGE DE
PRIMART

Allocation de rentrée scolaire (ARS) pour toutes et tous

L'allocation de rentrée scolaire pour toutes et tous, mise en place par le Centre de Contact Suisses-Immigrés (CCSI), avec le soutien du Service social, a pu être déployée. Cette évolution a mis fin à une discrimination envers les enfants dont les parents n'ont pas de statut régulier sur le territoire. Ce renforcement remarquable de la politique sociale en faveur de familles est désormais inscrit dans le Règlement municipal relatif aux aides financières du Service social.



453

ENFANTS SANS STATUT
AYANT OBTENU
UNE ARS



Contribuer à la lutte contre le non-recours, un objectif essentiel



700

PERSONNES
ORIENTÉES PAR LE BIS

Bureau d'information sociale (BiS)

Afin de lutter contre le non-recours aux prestations, un projet-pilote de Bureau d'information Sociale (BiS) s'est installé sur le territoire municipal (d'abord à l'Espace de quartier Plainpalais puis au 99, rue de Lyon), ainsi que dans plusieurs communes suburbaines au cours de l'année 2021. Le BiS offre de manière confidentielle et gratuite un accès facilité à l'information sociale de base, ainsi qu'une orientation vers un organisme spécialisé.

Cette prestation a été conçue et portée conjointement par le Département de la cohésion sociale de la République et canton de Genève, le Département de la cohésion sociale et de la solidarité de la Ville de Genève, plusieurs communes, l'Hospice général et de nombreux partenaires associatifs.

Le projet-pilote a fait l'objet d'une évaluation en décembre 2021 et sa pérennisation est en discussion.

Les relations intergénérationnelles à l'épreuve de la pandémie

Une table ronde co-organisée par le Service de la jeunesse, Cité Seniors et le Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire a permis de questionner les relations intergénérationnelles, mises à rude épreuve durant la pandémie. L'événement a réuni autour de Cynthia Fleury, philosophe et psychanalyste (Conservatoire National des Arts et Métiers de Paris), Cornelia Hummel, professeure de sociologie (Université de Genève) et Sylvain Leutwyler, membre du Comité directeur du Groupe de liaison des associations de jeunesse (GLAJ-GE) et directeur du programme «A nous de jouer».

Les échanges nourris ont mené à des propositions visant à renforcer les relations entre jeunes et personnes âgées.



Jeter des ponts entre des générations mises à mal par la pandémie



80

PARTICIPANT-E-S
À LA TABLE RONDE



117
JOURS DE FÊTE



@ Ville de Genève
Une édition 2021 qui innove et ouvre des nouvelles perspectives

La ville est à vous se réinvente

Tout juste rattachée au Service de la jeunesse, La ville est à vous s'est adaptée au contexte sanitaire pour repenser ses traditionnels vide-greniers avec les comités organisateurs. Deux options ont été proposées : fermeture de rue et marché culturel. Sur les onze fêtes de quartier, six ont été l'occasion de fermetures de rues aménagées par des architectes et cinq se sont déployées dans le cadre de marchés culturels. Pas moins de 250 emplois ont été proposés aux jeunes via la Boîte à boulots pour soutenir les organisateurs dans l'accueil du public, le tri des déchets ou la mise en place des plans sanitaires. Pour la première fois, un comité constitué uniquement de jeunes, accompagnés par un travailleur social hors murs, a organisé une ville est à vous dans le quartier des Grottes.

Application «Genève en poche»

A l'occasion de la Journée internationale des personnes âgées, la Ville a lancé une application «Genève en poche», dédiée prioritairement aux seniors. Elaborée via un processus participatif impliquant Pro Senectute, l'Hospice général et l'imad, cette application regroupe une version à jour du Guide Seniors et propose notamment un agenda des événements, ainsi que des informations sur les prestations sociales et les aides financières mises en place par les services publics, les partenaires institutionnels et les associations. Des ateliers de formation seront organisés pour faciliter l'accès à «Genève en poche». En deux mois, l'application a été téléchargée à 2 204 reprises, pour 6 000 ouvertures et 42 000 pages consultées.

Un magazine, distribué en Ville à toutes les personnes de plus de 65 ans, a accompagné la mise en service de cette application, afin de renforcer l'action municipale contre la fracture numérique.



2'204
TÉLÉCHARGEMENTS DE
L'APPLICATION



@ Ville de Genève
Des seniors très intéressés par les nouvelles technologies



@ Ville de Genève
Un appel à voir toujours plus loin pour les seniors



450
PARTICIPANT-E-S
À LA JOURNÉE
INTERNATIONALE DES
PERSONNES ÂGÉES

Appel à projets – Journée internationale des personnes âgées

Un appel à projets dans quatre quartiers de la Ville a permis à des associations, collectifs et habitant-e-s de participer à la Journée internationale des personnes âgées, le 1^{er} octobre 2021.

Dans le cadre des dix projets retenus, de nombreuses activités (projections de films, animations dansantes, rencontres intergénérationnelles, ateliers de sensibilisation à la nutrition ou encore un itinéraire dans un quartier) ont été offertes aux publics seniors. Les partenariats des Antennes sociales de proximité ont été renforcés avec les associations actives dans le domaine (Plateforme des aînés des Grottes, MDA-Activités50+, Réseau aînés de Champel, Adage, Association Plainpa-Vivant).



200
FAMILLES PRÉSENTES
LORS DE LA CÉRÉMONIE
DU SOUVENIR

Cérémonie du souvenir

En novembre, le Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire a organisé, en partenariat avec l'Association des célébrant-e-s et officiant-e-s romand-e-s (ACOR), une cérémonie laïque et collective au centre funéraire de Saint-Georges, en mémoire des personnes décédées durant la pandémie, entre mars 2020 et mars 2021. Près de 200 familles ont partagé des moments particulièrement émouvants.



@ Pierre Albouy
La mort, le deuil, des moments qui restent tabous

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Le Secrétariat général apporte son soutien au Conseil administratif (CA), au Conseil municipal (CM) et à ses commissions, ainsi qu'à l'administration municipale dans l'accomplissement de leurs missions. Dans ce cadre, il assiste et conseille les autorités politiques dans les domaines juridique, administratif et logistique. Il est également chargé du suivi des décisions du CA et du CM.

En outre, le Secrétariat général met en œuvre les relations extérieures de la Ville de Genève, élabore l'information et la communication et gère les archives de la Ville. Il favorise également la coordination entre les départements de l'administration municipale.

PRESTATIONS ET RÉALISATIONS FONDAMENTALES

SUPPORT ET COORDINATION



40

SÉANCES DU CA
SUIVIES PAR LE
SECRÉTARIAT
DU CONSEIL
ADMINISTRATIF (SCA)

Soutien aux organes exécutif et délibératif de la Ville de Genève

Le Secrétariat général, état-major des autorités, a poursuivi sa mission de conseil, de support et d'assistance au Conseil administratif et au Conseil municipal. Il a assuré, en outre, la coordination entre ces derniers en assumant son rôle d'interface entre les élu-e-s et l'administration municipale.



Séance plénière du Conseil municipal

Organisation des séances du Conseil municipal et de ses commissions

Le Service du Conseil municipal (SCM) est responsable du travail administratif lié au bon fonctionnement du Conseil municipal. En 2021, il a préparé le calendrier des séances annuelles, organisé les 52 séances plénières à l'OMM et traité toute la correspondance adressée audit Conseil. De plus, il a organisé les 173 séances des 10 commissions permanentes. Il a tenu le procès-verbal de toutes ces séances ainsi que le Mémorial. Il a également assuré le soutien logistique nécessaire à la présidence et à son bureau dans l'accomplissement de leur tâche.



173

SÉANCES DE
COMMISSIONS
ORGANISÉES PAR
LE SCM

Coordination de l'action de l'administration municipale

Le Secrétaire général ou son adjoint ont présidé plusieurs organes transversaux (CODIR, COMIN, Commission d'évaluation des fonctions, COATTRIM, Commission de domiciliation). Le CODIR a poursuivi l'examen de nombreux sujets interdépartementaux, y compris par l'élaboration ou la mise à jour de directives. En outre, la Direction du Secrétariat général (DSG) a assisté le Secrétaire général dans la gestion des relations avec les partenaires sociaux.

Le 1^{er} septembre, une nouvelle unité coordination, pilotage et projets transversaux a été constituée au sein de la DSG afin d'appuyer le Secrétariat général dans l'accomplissement de ses fonctions et responsabilités de coordination de l'action de l'administration municipale.

Collecte et mise à disposition d'archives

En 2021, 26 versements ont été reçus par les Archives de la Ville pour un total de 176 mètres linéaires de documents. En outre, 60 mètres linéaires d'archives ont été classés et inventoriés afin d'être mis à disposition du public et 53 538 pages de registres de l'état civil ont été numérisées.



Archives, Ville de Genève



53'538

PAGES DE L'ÉTAT CIVIL
NUMÉRISÉES



Newsletter de la Ville de Genève

Lettre d'information interne «en Ville...»

L'importance de la communication interne a été plus que jamais démontrée en cette période de crise sanitaire. L'Unité Information et communication a développé une lettre d'information nommée «en Ville...» qui a pour objectif de proposer en quelques rubriques, différentes à chaque édition, un survol rapide de l'actualité de la Ville. Cette lettre est envoyée toutes les 2 semaines à environ 4000 adresses de messagerie.

INFORMATIONS ET RENSEIGNEMENTS AU PUBLIC

Genève au service de sa population

L'Espace Ville de Genève a poursuivi sa mission d'information et d'aide à la population, notamment dans l'accomplissement de ses démarches administratives. Il a soutenu la Genève écologique en assurant la distribution des subventions cantonales promouvant la mobilité douce. De plus, l'Espace Ville de Genève a assuré, comme à l'accoutumée, la vente de cartes journalières CFF et CGN.



19'854

CARTES CFF VENDUES



Promotion de la mobilité douce à Genève



53

COMMUNIQUÉS DE
PRESSE DIFFUSÉS



Communication du Conseil administratif

Relations avec les médias

En 2021, l'Unité information et communication a diffusé auprès des médias plus de 50 communiqués de presse, parmi lesquels figurent les points de presse du Conseil administratif, transmis à l'issue de leur séance hebdomadaire.

Publication du Mémorial (SCM)

Environ 8'000 pages ont été publiées au Mémorial par le Service du Conseil municipal. Ce chiffre correspond à la retranscription, à la correction et à la mise en page des débats des 52 séances plénières de l'année 2021. 101 délibérations ont été affichées au pilier public correspondant à 29 affiches.



8'000

PAGES DE MÉMORIAL
PUBLIÉES PAR LE SCM

Genève en poche

L'application «Genève en poche» a été lancée en octobre 2021 en collaboration avec des partenaires internes et externes. Elle permet notamment un accès direct à un certain nombre de démarches ainsi qu'à l'agenda contenant toutes les manifestations et événements de la Ville. Elle donne également la possibilité de notifier les usagères et usagers très rapidement en cas d'urgence (alertes météo, canicule, Covid-19 et autres). Dans cette première version, l'accent a été mis sur les contenus destinés aux Seniors. La palette va être élargie pour une nouvelle version en 2022.



Genève en poche

PROMOTION DE GENÈVE

Réorganisation du Secrétariat général

Le 1^{er} septembre, le Service des relations extérieures (SRE), et son Unité des réceptions, a fusionné avec l'Unité information et communication ainsi que l'Espace Ville de Genève, devenant ainsi le Service des relations extérieures et de la communication (SREC). Avec le regroupement des fonctions de ces différentes entités, des synergies renforcées en découleront en matière de communication et d'impact pour le grand public, ainsi que de rayonnement de la Ville à l'échelle nationale et internationale.



Lauréat-e-s du Prix Martin Ennals

Rien ne nous empêchera de célébrer les droits humains!

Malgré le contexte particulier lié à la pandémie, le SREC et la Fondation Martin Ennals ont décidé de maintenir la cérémonie de remise du Prix Martin Ennals pour les défenseurs et les défenseuses des droits humains, de manière virtuelle. Filmée au Palais Anna et Jean-Gabriel Eynard et diffusée en ligne ainsi que sur la chaîne Léman Bleu, la cérémonie a rendu hommage à la journaliste turkmène Soltan Achilova, à l'activiste saoudienne Loujain Al-Hathloul et à l'avocat chinois Yu Wensheng, lauréats du Prix en 2021.

Mise à disposition du Palais Eynard pour l'organisation d'événements

Le Palais Anna et Jean-Gabriel Eynard ouvre ses portes pour la tenue de diverses manifestations, à l'instar de la visite des joueurs et des organisateurs de la «Laver Cup» en 2019. En outre, ce bâtiment emblématique accueille diverses rencontres d'associations, des réceptions de délégations étrangères, des mariages et bien d'autres événements visant ou contribuant à promouvoir la Ville de Genève.



Palais Anna et Jean-Gabriel Eynard

PRESTATIONS ET RÉALISATIONS SPÉCIFIQUES



Villa La Grange le 16 juin 2021

Genève au cœur de la politique mondiale

La Villa La Grange a été choisie par les délégations américaine et russe comme lieu de rencontre entre les Présidents américain Joe Biden et russe Vladimir Poutine qui s'est tenue le 16 juin 2021. Le Service des relations extérieures et de la communication (SREC) a été mandaté par le Conseil administratif pour coordonner les diverses interventions municipales nécessaires à la préparation de la Villa et du parc La Grange pour la tenue de ce sommet, reconnu comme un des temps forts de la diplomatie mondiale.



145

COLLABORATEURS ET
COLLABORATRICES
MOBILISÉ-E-S LORS
DE LA RENCONTRE
PRÉSIDENTIELLE
AMÉRICANO-RUSSE

Présentation des métiers de la Ville en vidéo

Une série d'une dizaine de portraits vidéo représentant divers métiers de la Ville a été produite par l'Unité Infocom du SREC. Des portraits des collaborateurs et collaboratrices de la voirie, de la police municipale et du Service des espaces verts ont ainsi été diffusés sur les réseaux sociaux. Il est envisagé de poursuivre ce projet avec de nouveaux portraits.

Webex Legistate

En 2021, la Direction des systèmes d'information et de communication (DSIC) a doté le Conseil municipal d'une interface de visioconférence nommée Webex Legistate pour ses réunions plénières lui permettant de siéger en mode virtuel.



Collaborateurs et collaboratrices de la Ville de Genève



Spectacle Borealis

Une nouvelle année sous les aurores boréales

En guise de passage en 2022, la population genevoise a pu admirer un spectacle son et lumière de l'artiste Dan Acher, intitulé Borealis. Durant 3 nuits, quelque 25 000 personnes sont venues partager ce moment de contemplation et d'émerveillement en découvrant le ciel du Parc des Bastions traversé par des aurores boréales. Mandaté par Madame Frédérique Perler, Maire, le Service des relations extérieures et de la communication (SREC) a pu mettre sur pied ce projet grâce à l'appui de nombreux services municipaux.



25'000

**PERSONNES
RECENSÉES AU
SPECTACLE BOREALIS**

Cérémonies des centenaires

Durant l'année 2021 et ce malgré la situation sanitaire, la Ville de Genève a honoré 33 centenaires domicilié-e-s sur son territoire. Malheureusement, en raison du contexte sanitaire, il n'a pas été possible de leur rendre visite personnellement, mais des cadeaux leur sont parvenus accompagnés des félicitations du Conseil administratif.



33

**CENTENAIRES
DOMICILIÉ-E-S EN VILLE
DE GENÈVE**



Cadeaux offerts aux centenaires



Centrale nucléaire du Bugey

Genève poursuit son combat afin que soit reconnu le risque présenté par la Centrale du Bugey

Le traitement par le Service juridique du dossier judiciaire relatif à la centrale nucléaire du Bugey s'est poursuivi en 2021. La Ville de Genève et la République et canton de Genève ont déposé un recours devant le Conseil d'Etat français contre la décision de l'Autorité de sûreté nucléaire autorisant la mise en service de l'installation de conditionnement et d'entreposage des déchets activés exploitée par EDF sur le site du Bugey.

Chiffres clés 2021

3 Chiffres clés 2021

3.1 Présentation générale

En francs

	C 2021	B 2021	C 2020
Compte de résultats			
Exploitation			
Charges hors imputations internes	1'155'962'407	1'152'663'850	1'137'744'465
Imputations internes	22'555'665	22'383'776	20'893'747
Total brut des charges	1'178'518'072	1'175'047'626	1'158'638'212
Revenus hors imputations internes	1'087'128'795	1'024'951'479	1'042'161'233
Imputations internes	22'555'665	22'383'776	20'893'747
Total brut des revenus	1'109'684'460	1'047'335'255	1'063'054'980
Résultat d'exploitation	-68'833'612	-127'712'371	-95'583'232
Financier			
Charges financières	79'572'527	66'912'809	95'186'854
Revenus financiers	159'248'789	155'252'385	143'692'960
Résultat financier	79'676'262	88'339'576	48'506'106
Résultat opérationnel	10'842'650	-39'372'795	-47'077'126
Extraordinaire			
Charges extraordinaires	-	-	-
Revenus extraordinaires	-	-	-
Résultat extraordinaire	-	-	-
Récapitulation			
Total charges	1'258'090'598	1'241'960'435	1'253'825'066
Total revenus	1'268'933'248	1'202'587'640	1'206'747'940
Excédent de revenus / (Excédent de charges)	10'842'650	-39'372'795	-47'077'126
Compte des investissements			
Dépenses en faveur du patrimoine administratif (PA)	105'619'354	130'000'000	148'114'946
Recettes en faveur du PA	25'581'887		23'603'084
Investissements nets en faveur du PA	80'037'467	130'000'000	124'511'862
Dépenses en faveur du patrimoine financier (PF)	16'615'651	50'000'000	17'275'694
Recettes en faveur du PF	3'193'720		2'343'454
Investissements nets en faveur du PF	13'421'931	50'000'000	14'932'240
Investissements nets	93'459'398	180'000'000	139'444'102
Autofinancement PA			
Excédent de revenus / (Excédent de charges)	10'842'650	-39'372'795	-47'077'126
Amortissements et dépréciations	87'364'393	88'061'317	85'678'084
Attributions aux fonds / (Prélèvements sur les fonds)	969'663	-2'321'540	2'074'428
Autofinancement PA	99'176'707	46'366'982	40'675'386
Investissements nets en faveur PA	80'037'467	130'000'000	124'511'862
Excédent de financement / (Déficit de financement)	19'139'240	-83'633'018	-83'836'476
Degré d'autofinancement	123.9%	35.7%	32.7%
Bilan et capital propre			
Fortune - Etat du capital propre	2'896'798'003		2'837'619'588
Résultat annuel (après écritures de boucllement)	8'049'200		-48'400'442
Total bilan	5'069'796'326		4'990'788'687
Engagements hors bilan	885'317'249		709'280'312

3.2 Charges et revenus de fonctionnement

Résumé par chapitre

Les graphiques ci-après illustrent la répartition annuelle des charges et des revenus de fonctionnement par nature comptable à deux positions (chapitre).

Charges par chapitre (en millions de francs)¹

30 Charges de personnel	505.2 mios 40.2 %
36 Charges de transfert	372.3 mios 29.6 %
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	185.9 mios 14.8 %
33 Amortissements du patrimoine administratif	84.2 mios 6.7 %
34 Charges financières	79.6 mios 6.3 %
39 Imputations internes	22.6 mios 1.8 %
35 Attributions aux fonds et financements spéciaux	5.9 mios 0.5 %
37 Subventions à redistribuer	2.5 mios 0.2 %
Total: 1'258.1 mios	

Les dépenses de fonctionnement, pour l'exercice 2021, représentent un total de charges de 1'258.1 mios.

Le traitement du personnel, y compris les auxiliaires, s'élèvent à 40.2% des charges totales de la Ville de Genève et concernent 3'382.2 ETP (équivalent temps plein). Il est à noter que les charges salariales des employé-e-s affecté-e-s au patrimoine financier sont enregistrées dans la rubrique «Charges financières (chapitre 34)». Elles se chiffrent à 7.7 mios pour l'année 2021 pour 68.3 ETP. Les montants cumulés des charges salariales atteignent 513.0 mios, soit 40.8% du montant total des charges de la municipalité pour 3'450.5 ETP au 31 décembre 2021.

Les charges de transfert constituent 29.6% des charges totales de la Ville de Genève, soit 372.3 mios. Les subventions monétaires représentent 70.6% des charges de transfert (262.9 mios), les dédommagements à des collectivités publiques 16.6% (61.7 mios), la compensation aux communes frontalières 9.5% (35.3 mios).

Les achats de biens, services et autres charges d'exploitation, représentant les coûts externes induits par les activités de la collectivité ainsi que les variations des dépréciations sur créances, s'élèvent à 185.9 mios, soit 14.8% des charges globales.

Les amortissements du PA représentent l'étalement des investissements consentis sur leur durée de vie. Ils s'élèvent à 6.7% des charges globales.

Les imputations internes représentent les prestations reçues par des services de l'administration municipale rendues par d'autres services de l'administration. Elles sont à mettre en regard des revenus du même montant (chapitre 49).

¹ Les chiffres individuels présentés étant arrondis à la centaine de milliers, un écart peut apparaître entre le total et la somme des chiffres individuels. Le montant total présenté fait foi.

Revenus par chapitre (en millions de francs)²

40 Revenus fiscaux	Impôts sur le revenu - Personnes physiques 615.3 mios / 48.5%	Impôts sur les bénéfices - Personnes morales 209.4 mios / 16.5%	Taxe professionnelle communale 106.2 mios / 8.4%	931.3 mios* 73.4 %
44 Revenus financiers				159.2 mios 12.5 %
46 Revenus de transfert				95.0 mios 7.5 %
42 Taxes				48.7 mios 3.8 %
49 Imputations internes				22.6 mios 1.8 %
45 Prélèvements sur fonds et financements spéciaux				4.9 mios 0.4 %
43 Revenus divers				4.8 mios 0.4 %
47 Subventions à redistribuer				2.5 mios 0.2 %
				Total: 1'268.9 mios

* dont impôts sur les chiens: 0.4 mio

Le montant total des revenus pour l'exercice 2021 s'élève à 1'268.9 mios.

Les revenus fiscaux perçus par l'Administration fiscale cantonale représentent 65.0% des revenus globaux de la Ville de Genève, dont les impôts personnes physiques 48.5% et les impôts personnes morales 16.5%. La taxe professionnelle communale comptabilise 8.4% des revenus.

Les revenus financiers représentent 12.5% des revenus et concernent principalement les produits des biens-fonds du patrimoine financier (PF) (loyers, parkings, etc.) à hauteur de 84.7 mios, soit 53.2% du chapitre 44, et ceux du patrimoine administratif (PA) (redevance d'utilisation du domaine public, rentes foncières, redevance d'affichage, etc.) pour 37.5 mios, soit 23.6% de ce même chapitre.

Les revenus de transfert enregistrent les dédommagements et subventions des cantons et communes pour un montant de 95.0 mios, soit 7.5%.

Les taxes, constituées entre autres des revenus des amendes, des interventions facturées du SIS, des billets d'entrées et des émoluments administratifs, atteignent 48.7 mios pour l'exercice 2021, soit 3.8% des revenus totaux.

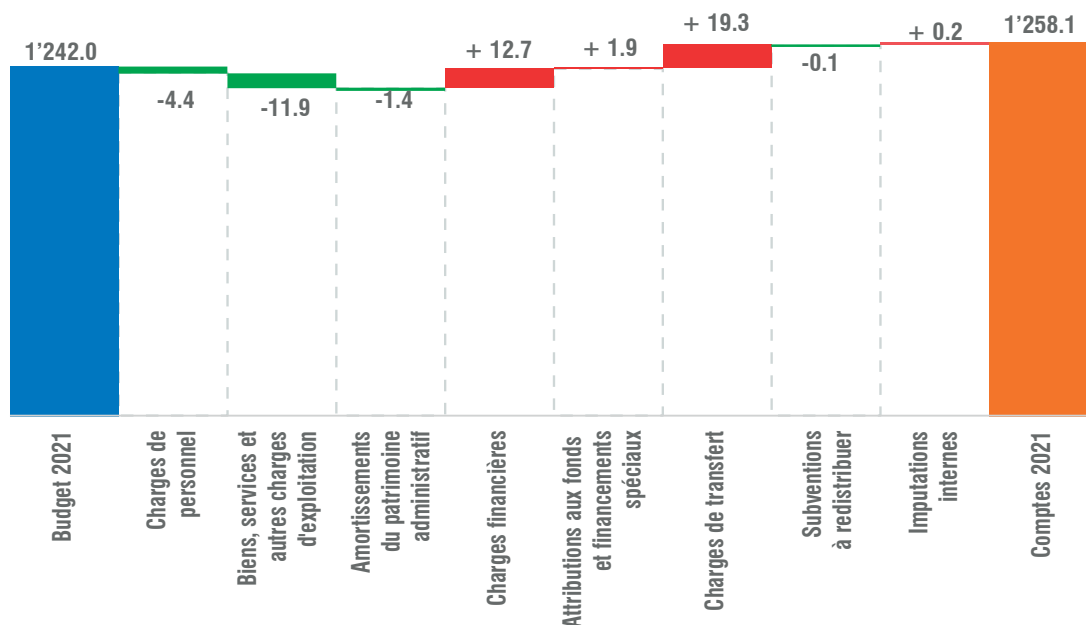
Les imputations internes représentent les prestations facturées par des services de l'administration municipale à d'autres services de l'administration. Elles sont à mettre en regard des charges du même montant (chapitre 39).

² Les chiffres individuels présentés étant arrondis à la centaine de milliers, un écart peut apparaître entre le total et la somme des chiffres individuels. Le montant total présenté fait foi.

Analyse globale des écarts

Les graphiques ci-dessous présentent les variations significatives entre les comptes et le budget 2021 pour les charges et les revenus de fonctionnement. Des explications plus détaillées sont présentées au chapitre « 6.1.2 Analyse par chapitre ».

Ecart des charges par chapitre (en millions de francs)³



Les comptes de charges 2021 présentent une augmentation de +16.1 mios par rapport au budget, dont les écarts principaux sont indiqués ci-dessous :

Charges de personnel

-4.4 mios

- Salaires employés (y compris réduction pour postes vacants et heures supplémentaires) -5.8 mios
- Cotisations patronales -4.0 mios
- Formation -0.8 mios
- Prestations de prévoyance CA (compensées par prélèvement fonds rentes CA) +1.6 mios
- Salaires auxiliaires +4.4 mios

Biens, services et autres charges d'exploitation

-11.9 mios

- Provisions sur reliquat fiscal -9.1 mios
- Pertes sur créances fiscales (y compris TPC) -3.2 mios
- Charges de matériel et de marchandises -1.3 mios
- Loyers, frais de location de matériel et autres charges -1.2 mios
- Prestations en faveur du personnel -1.1 mios
- Pertes sur débiteurs -1.0 mios
- Compétent Energie +1.0 mios
- Travaux d'entretien +4.8 mios

Amortissements du patrimoine administratif

-1.4 mios

- Dépenses d'investissement inférieures au budget ou mises en exploitation retardées -4.3 mios
- Dépenses d'investissement supérieures au budget ou mise en exploitation anticipées +2.9 mios

Charges financières

+12.7 mios

- Dépréciation PF +6.0 mios
- Entretien bâtiments locatifs du PF +6.6 mios

Attributions aux fonds et financements spéciaux

+1.9 mios

- Attributions principales : portefeuille placement groupé, fonds acquisitions et projets du MHN

Charges de transfert

+19.3 mios

- Contribution de la Ville de Genève aux frais de police (effet neutre, voir Revenus de transfert) -1.8 mios
- Adéquation des subventions aux restrictions sanitaires (baisse des activités) -1.1 mios
- Dépréciation participation du PA (Fondetec) +0.9 mios
- Petite enfance (salaire minimum) +1.2 mios
- Frais de perception AFC 3% (nets provision frais de perception sur reliquat) +2.3 mios
- Fonds spéciaux Covid (soutien à la culture), net +4.1 mios
- Fonds spéciaux Covid (soutien à l'économie, bons d'achat) +5.1 mios
- Péréquation financière intercommunale (changement de méthode de comptabilisation) +9.2 mios

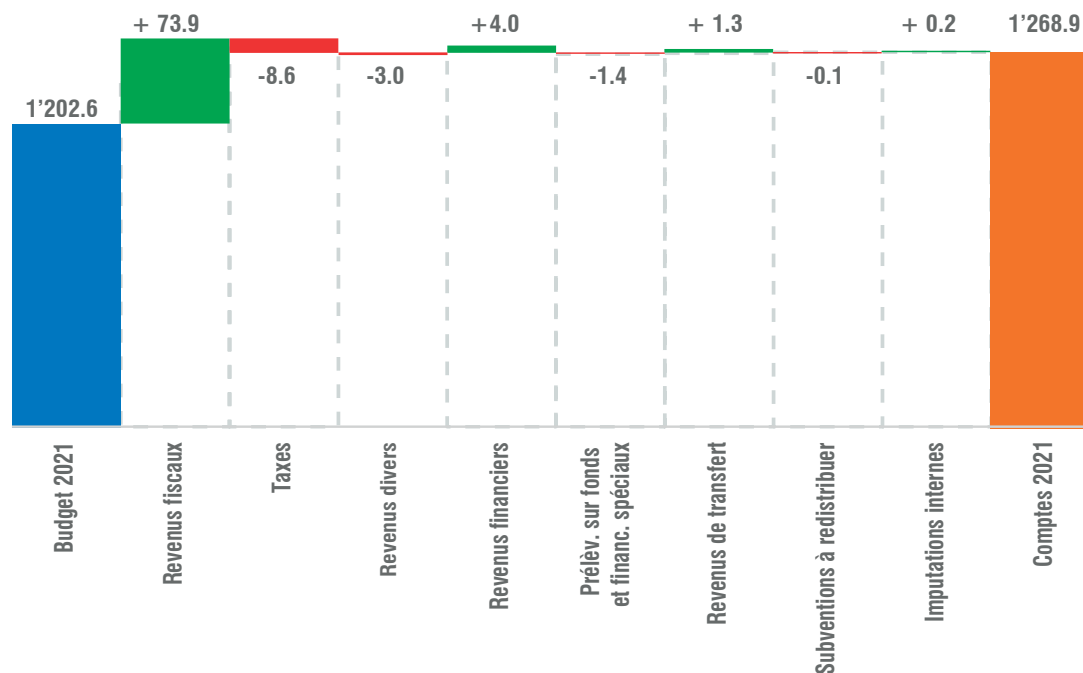
Subventions à redistribuer

-0.1 mios

- Petite enfance -0.1 mios

³ Les chiffres individuels présentés étant arrondis à la centaine de milliers, un écart peut apparaître entre le total et la somme des chiffres individuels. Le montant total présenté fait foi.

Écarts des revenus par chapitre (en millions de francs)⁴



Les comptes de revenus 2021 présentent une augmentation de +66.3 mios par rapport au budget dont les écarts significatifs sont indiqués ci-dessous :

Impôts

	+ 73.9 mios
• Impôts personnes morales	+49.4 mios
• Impôts personnes physiques	+19.6 mios
• Fonds de péréquation personnes morales	+7.1 mios
• Taxe professionnelle communale	+0.2 mios
• Imputations forfaitaires IFD	-2.4 mios

Taxes

	- 8.6 mios
• Encaissements de créances amorties	+1.1 mios
• Remboursements assurances	+0.9 mios
• Amendes	-4.0 mios
• Taxes d'utilisation et prestations de services	-6.5 mios

Revenus divers

	- 3.0 mios
• Recettes affectées au fonds projets et acquisition MHN (effet neutre, voir attributions fonds)	+0.9 mios
• Prestations du personnel en faveur des investissements	-4.0 mios

Revenus financiers

	+ 4.0 mios
• Réévaluations immobilisations et placements financiers du PF	+16.3 mios
• Dividendes d'entreprises publiques	+2.9 mios
• Vente d'actions et autres gains PF	+1.1 mios
• Loyers PF	-1.3 mios
• Loyers PA	-2.1 mios
• Redevances et revenus utilisation domaine public	-12.5 mios

Prélèvements sur fonds et financements spéciaux

	- 1.4 mios
• Prélèvements sur fonds prévoyance CA (compensés par charges de personnel, prestations de prévoyance CA)	-1.6 mios

Revenus de transfert

	+ 1.3 mios
• Péréquation financière intercommunale (changement de méthode de comptabilisation) (effet neutre, voir charges de transfert)	+9.2 mios
• Compensation verticale, quote-part IFD	+4.0 mios
• Subvention fédérale assainissement bruit routier	+1.3 mios
• Subvention cantonale travaux assainissement électricité	+0.7 mios
• Subventions nouvelles places petite enfance (OFAS et Fonds intercommunal)	-2.5 mios
• Contribution de la République et canton de Genève aux artères à caractère cantonal	-1.8 mios
• Revenus complémentaires entretien des routes à caractère cantonal	-10.0 mios

Subventions à redistribuer

	- 0.1 mios
• Petite enfance	-0.1 mios

⁴ Les chiffres individuels présentés étant arrondis à la centaine de milliers, un écart peut apparaître entre le total et la somme des chiffres individuels. Le montant total présenté fait foi.

Classification fonctionnelle

Les charges par classification fonctionnelle se répartissent comme suit :

Charges par classification fonctionnelle (en millions de francs)⁵

3 Culture, sport et loisirs	370.0 mios 29.4 %
5 Sécurité sociale	196.3 mios 15.6 %
9 Finances et impôts	167.3 mios 13.3 %
0 Administration générale	152.4 mios 12.1 %
1 Ordre et sécurité publics	137.1 mios 10.9 %
6 Transports	87.0 mios 6.9 %
2 Formation	80.5 mios 6.4 %
7 Protection de l'environnement et aménagement du territoire	57.8 mios 4.6 %
8 Economie publique	5.7 mios 0.5 %
4 Santé	3.9 mios 0.3 %

Total: 1'258.1 mios

Focus sur quelques classifications fonctionnelles



Culture, sport et loisirs

370.0 mios
dont

Théâtres et musique
94.9

Musées
71.1

Sports
45.8

Grand Théâtre
44.1

Bibliothèques
35.9



Sécurité sociale

196.3 mios
dont

Crèches
114.2

Aide sociale
40.1



Finances et impôts

167.3 mios
dont

Charges courantes et
entretien du PF
63.9

Rétrocession aux
communes frontalières
35.3

Frais de perception des
centimes additionnels
24.7

Intérêts sur emprunt
22.9

Taxe professionnelle
4.2



Ordre et sécurité
publics

137.1 mios
dont

Service du feu
62.1

Police
44.0

Espace public
13.3



Transports

87.0 mios
dont

Aménagements
publics, nettoyage et
entretien des routes
85.3

⁵ Les chiffres individuels présentés étant arrondis à la centaine de milliers, un écart peut apparaître entre le total et la somme des chiffres individuels. Le montant total présenté fait foi.

3.3 Bilan résumé

En millions de francs		Bilan au 31.12.2021	Bilan au 31.12.2020	Variation	%
1	Actif				
10	Patrimoine financier	3'651.4	3'565.0	86.4	2.4%
14	Patrimoine administratif	1'418.4	1'425.8	-7.4	-0.5%
	Total Actif	5'069.8	4'990.8	79.0	1.6%
2	Passif				
20	Capitaux de tiers	2'173.0	2'153.2	19.8	0.9%
29	Capital propre	2'896.8	2'837.6	59.2	2.1%
	Total Passif	5'069.8	4'990.8	79.0	1.6%

La situation patrimoniale de la Ville de Genève progresse sensiblement entre les exercices 2020 et 2021.

L'actif présente :

- une légère augmentation du patrimoine financier, notamment à la suite d'une hausse du solde à recevoir des impôts 2021, conjuguée à une politique de rénovation du parc immobilier et de la réévaluation annuelle de celui-ci.
- un patrimoine administratif avec un léger fléchissement, ayant pour origine une baisse des investissements bruts couplés à une augmentation des recettes d'investissement. Les amortissements consécutifs à des mises à disposition d'infrastructures publiques accentuent cette diminution.

Le passif présente :

- une légère hausse des capitaux de tiers consécutive à des emprunts à court terme additionnels pour 58 mios ;
- une stabilité des fonds propres expliquée par deux effets opposés : la diminution de la réserve conjoncturelle consécutive à l'affectation du résultat négatif de l'exercice 2020 et la baisse de la valeur marchande théorique négative des instruments financiers.

3.4 Investissements

En 2021, les investissements nets annuels se sont élevés à 93.5 mios, nettement inférieurs au budget des investissements annuels de 180 mios voté par le Conseil municipal dans sa séance du 12 décembre 2020 (PR-1415 II).

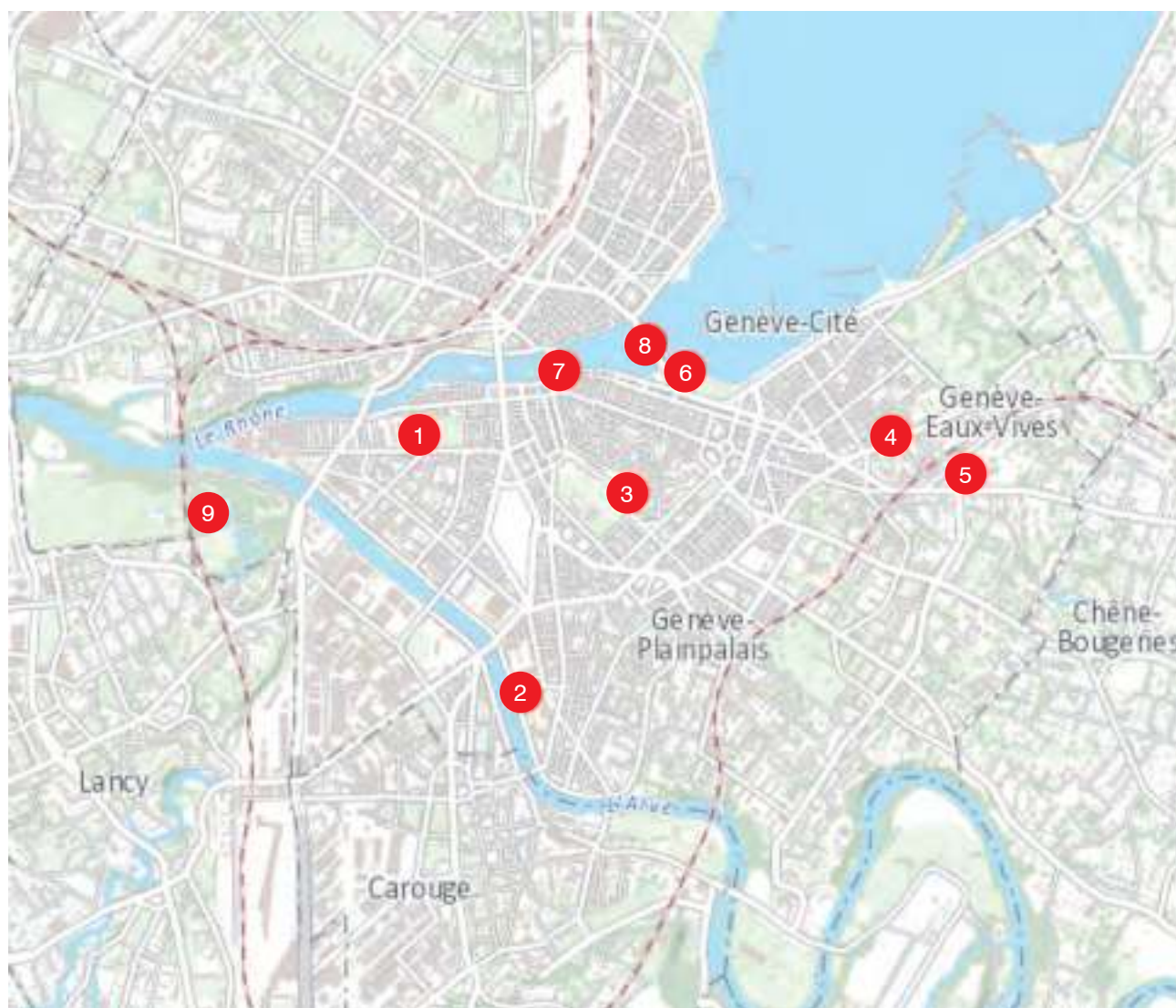
La baisse des investissements nets s'inscrit dans la continuité du ralentissement du rythme des travaux. Cette tendance est amplifiée par la mise à disposition du public d'infrastructures d'importance comme la Nouvelle Comédie, le bâtiment d'équipements publics de Saint Georges 21 et le complexe des Minoteries.

Les principaux projets d'investissement sont présentés sur la carte ci-après.

En millions de francs	C 2021		B 2021		C 2020	
Patrimoine administratif	80.0	85.6%	130.0	72.2%	124.5	89.3%
Patrimoine financier	13.5	14.4%	50.0	27.8%	14.9	10.7%
Total	93.5	100.0%	180.0	100.0%	139.4	100.0%

Investissements par classification fonctionnelle (en millions de francs)

Transports	20.5 mios 21.9 %
Formation	19.4 mios 20.7 %
Finances et impôts	13.4 mios 14.4 %
Administration générale	11.3 mios 12.1 %
Sécurité sociale	11.0 mios 11.7 %
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	8.3 mios 8.9 %
Culture, sport et loisirs	4.3 mios 4.6 %
Ordre et sécurité publics	2.8 mios 3.0 %
Industrie, artisanat et commerce	2.5 mios 2.7 %
Total : 93.5 mios	



1 COMPLEXE SAINT-GEORGES 21
Construction d'un bâtiment d'équipements publics (salles pluridisciplinaire, d'éducation physique et parascolaire)
Crédit brut voté : 33.6 millions
Investissement brut 2021 : 12 millions

2 COMPLEXE DES MINOTERIES
Rénovation de la toiture, des façades et des installations techniques
Crédit brut voté : 92.8 millions
Investissement brut 2021 : 9.5 millions
Participation de tiers 2021 : 3.2 millions

3 ANCIEN MANÈGE PIACHAUD 4
Réhabilitation de l'Ancien Manège en bâtiment d'équipements publics
Crédit brut voté : 23.1 millions
Investissement brut 2021 : 6.1 millions

4 CRECHE EVE FRONTENEX 54
Transformation partielle de l'immeuble
Crédit brut voté : 10 millions
Investissement brut 2021 : 5 millions

5 CEVA - GARE DES EAUX-VIVES
Travaux d'aménagement des espaces publics liés à la nouvelle gare CEVA des Eaux-Vives et de ses abords
Crédit brut voté : 87.2 millions
Investissement brut 2021 : 4.9 millions
Participation de tiers 2021 : 3.2 millions

6 ITINÉRAIRE CYCLABLE HORLOGE FLEURIE
Travaux d'aménagement d'un itinéraire cyclable de l'Horloge fleurie au parc Mon Repos
Crédit brut voté : 4 millions
Investissement brut 2021 : 3.2 millions

7 TRAVAUX ASSAINISSEMENT BRUIT ROUTIER (OPB)
Pose de revêtements bitumineux phonoabsorbants sur 8 axes routiers
Crédit brut voté : 8.1 millions
Investissement brut 2021 : 3 millions

8 REVÈTEMENT BITUMINEUX PONT DU MONT-BLANC
Entretien de l'étanchéité et des revêtements bitumineux
Crédit brut voté : 3.4 millions
Investissement brut 2021 : 2.6 millions
Participation de tiers 2021 : 0.1 millions

9 BOIS-DE-LA-BÂTIE
Travaux d'aménagement et de rénovation
Crédit brut voté : 12.6 millions
Investissement brut 2021 : 4.4 millions

Tableau comparatif (évolution des investissements 2012 à 2021)

Le total des investissements atteint, pour ces dix dernières années, un montant de 1'339.4 mios, soit une moyenne annuelle de 133.9 mios et un taux de réalisation moyen de 103%.

L'année 2021 se distingue par un taux de réalisation annuel de 51.9%, significativement le plus faible sur ces dix dernières années.

En millions de francs	Comptes	Budgets	Taux de réalisation %
2012	152.7	100.0	152.7
2013	102.6	110.0	93.3
2014	123.4	130.0	94.9
2015	132.3	130.0	101.8
2016	119.0	130.0	91.5
2017	143.8	130.0	110.6
2018	152.6	130.0	117.4
2019	180.1	130.0	138.5
2020	139.4	130.0	107.2
2021	93.5	180.0	51.9
2012-2021	1'339.4	1'300.0	103.0

Crédits votés en 2021

Durant l'année 2021, le Conseil municipal a voté un montant total de 321 mios pour des crédits d'engagement nets, soit le montant le plus élevé depuis ces dix dernières années.

Ce montant est principalement constitué par quatre crédits, représentant 61.4% des montants votés, soit :

- la construction d'un complexe sportif, social et culturel situé sur le site de la gare des Eaux-Vives (PR-1421) pour un montant de 108.6 mios ;
- la transformation et la réorganisation partielle du Musée d'histoire naturelle et la mise en sécurité des collections (PR-1441) pour un montant de 49.3 mios ;
- des dotations aux fonds propres de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (PR-1405) pour un montant de 25 mios ; et
- une indemnité unique en vue de l'acquisition de servitudes d'usage exclusif dans le secteur des Eaux-Vives et de Cologny (PR-1422) pour un montant de 14.4 mios.

La moyenne annuelle des crédits votés ces dix dernières années atteint 180.3 mios. Ce montant équivaut au budget d'investissement annuel voté de 180 mios.

Au 31 décembre 2021, l'enveloppe des crédits votés de 1'803 mios a été consommée à hauteur de 61.2%.

En millions de francs	Crédits votés	Dépenses nettes au 31.12.2021	Engagements au 31.12.2021	Engagés au 31.12.2021
2012	116	58	1	59
2013	204	165	1	166
2014	245	217	5	222
2015	128	115	6	121
2016	274	103	6	109
2017	116	107	7	114
2018	158	153	19	171
2019	111	35	14	49
2020	130	21	17	38
2021	321	19	35	55
2012-2021	1'803	993	111	1'104

Sommes non dépensées sur les crédits d'engagements encore ouverts

En millions de francs	Total des sommes non dépensées*	Variation**
2012	513	-53
2013	598	85
2014	720	122
2015	707	-13
2016	836	129
2017	778	-58
2018	767	-11
2019	691	-76
2020	682	-9
2021	910	228

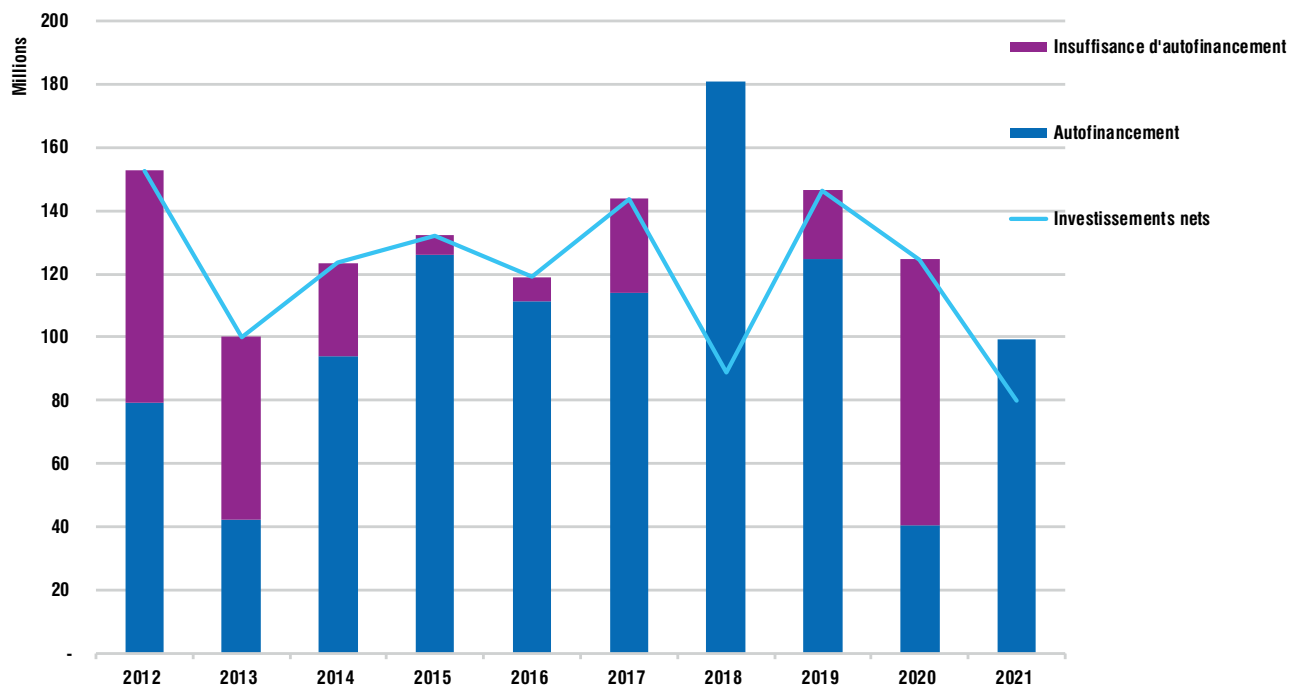
* Ce montant correspond à la somme des différences positives entre les enveloppes des crédits d'engagement ouverts à la fin de l'année moins les montants cumulés dépensés sur chacun de ces mêmes crédits.

** La variation représente l'évolution par rapport à l'année précédente des sommes disponibles sur les crédits d'engagements ouverts à la fin de l'exercice.

Financement

L'illustration, ci-dessous, démontre la capacité ou le besoin de financement en matière d'investissements.

Investissements et autofinancement pour les dix dernières années (en millions de francs)¹



Le degré d'autofinancement dépasse 100% en 2021 pour s'établir à 99.2 mios essentiellement grâce à la conjugaison d'une hausse significative des revenus fiscaux et des dépenses d'investissement relativement faibles. En effet, les dépenses d'investissement poursuivent la tendance baissière observée depuis 2020 en raison notamment du ralentissement du rythme des travaux consécutif à la mise à disposition de gros objets. Les investissements nets annuels du patrimoine administratif s'élèvent à 80.0 mios pour 2021, le niveau le plus bas des dix dernières années.

En millions de francs	C 2021	B 2021	C 2020
Investissements nets en faveur du PA	80.0	130.0	124.5
Amortissements	87.4	88.1	85.7
Attributions aux fonds / (Prélèvements sur les fonds)	1.0	-2.3	2.1
Excédent de revenus / (Excédent de charges)	10.8	-39.4	-47.1
Autofinancement PA	99.2	46.4	40.7
Excédent de financement / (Déficit de financement)	19.1	-83.6	-83.8
Degré d'autofinancement PA	123.9%	35.7%	32.7%

¹ Le degré d'autofinancement est calculé sur le PA uniquement à partir de 2018.

Degré d'autofinancement du PA entre 2012 et 2021

Il convient de préciser que l'introduction du nouveau modèle de comptes influence considérablement cet indicateur. Jusqu'en 2017, le degré d'autofinancement était celui des investissements du patrimoine administratif et financier. Depuis 2018, le degré d'autofinancement des investissements ne porte que sur les investissements du patrimoine administratif.

	en %
2012	50
2013	41
2014	76
2015	95
2016	94
2017	79
2018	203
2019	85
2020	33
2021	124

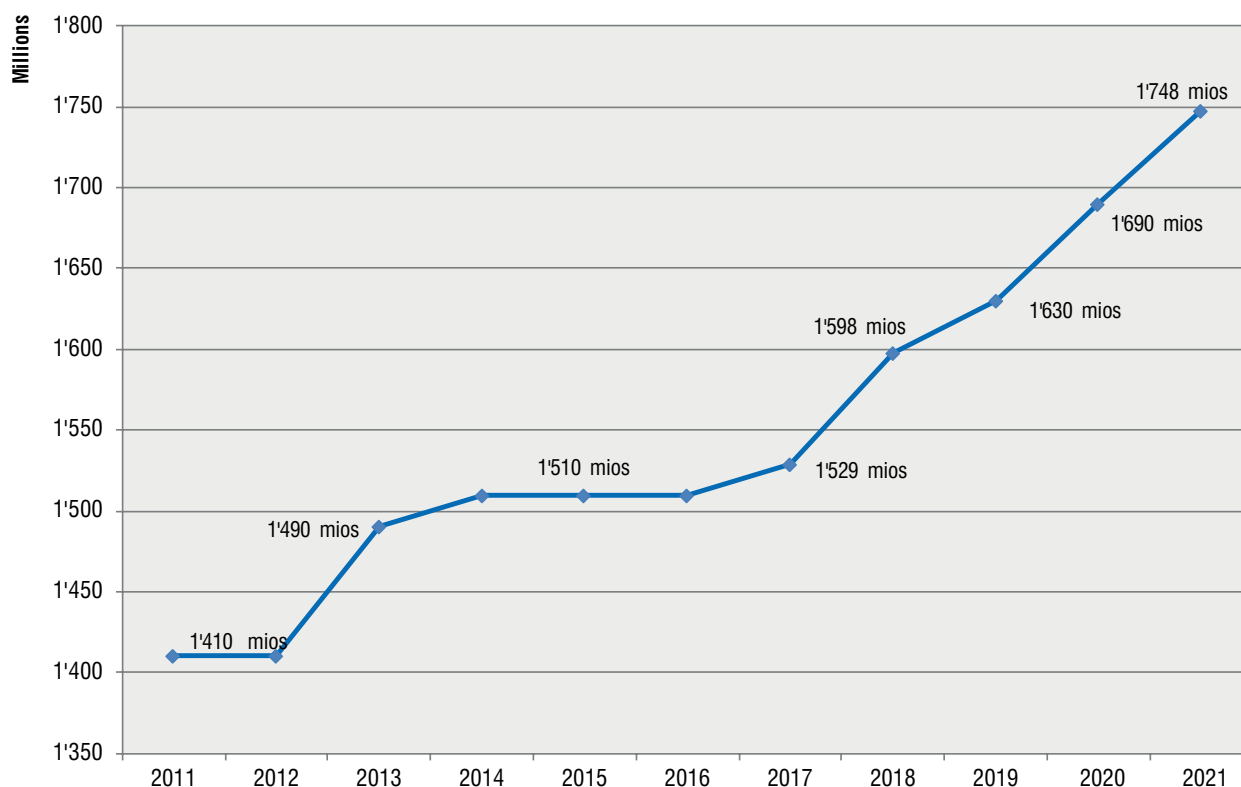
Dette

Le niveau de la dette a progressé de 58 mios sur l'exercice pour s'établir à 1'748 mios.

Malgré des investissements autofinancés sur l'exercice, l'augmentation de la dette s'explique principalement par :

- un fort décalage entre le montant des acomptes reçus par la Ville de Genève en 2021 par rapport à la perception fiscale annuelle 2021, se résolvant fin mars de l'année suivante consécutif à la détermination des comptes fiscaux par l'AFC pour la Ville de Genève. Le rattrapage obtenu fin mars 2022 a permis concomitamment le remboursement d'une ligne de crédit court terme de 90 mios ;
- une baisse de la trésorerie dégagée par les activités opérationnelles de facturation et des mesures de soutien (culture, économie, etc.), en lien avec la crise sanitaire liée à la Covid-19.

Evolution de la dette (en millions de francs)



3.5 Subventions monétaires et non monétaires (gratuités)

Subventions monétaires

Les subventions monétaires par classification fonctionnelle se répartissent comme suit :

Subventions par domaine fonctionnel (millions de francs)¹

Sécurité sociale	151.7 mios 57.7 %
Culture, sport et loisirs	99.4 mios 37.8 %
Economie publique	5.6 mios 2.1 %
Formation	3.4 mios 1.3 %
Transports	1.7 mio 0.7 %
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	0.9 mio 0.3 %
Santé	0.2 mio 0.1 %
Administration générale	0.0 mio 0.0 %
Ordre et sécurité publics	0.0 mio 0.0 %

----- Changement d'échelle

Total: 262.9 mios

Focus sur quelques subventions par classification fonctionnelle



Sécurité sociale

151.7 mios
dont

Famille et jeunesse
115.6

Aide sociale
26.8

Solidarité
internationale
6.5



Culture, sport
et loisirs

99.4 mios
dont

Soutien arts de la scène
30.1

Sports et loisirs
21.5

Soutien à la musique
19.2

Grand Théâtre
11.1



Economie
publique

5.6 mios
dont

Soutien à l'économie
locale - Bons d'achat
5.1



Formation

3.4 mios
dont

Accueil de jour -
Infrastructures
périscolaires
2.0

Fonds
d'apprentissage
0.7



Transports

1.7 mio
dont

Abonnements TPG
unireso jeunes
0.8

Prolongement
horaires TPG
0.5

¹ Les chiffres individuels présentés étant arrondis à la centaine de milliers, un écart peut apparaître entre le total et la somme des chiffres individuels. Le montant total présenté fait foi.

Subventions non monétaires (gratuités)

Les gratuités par classification fonctionnelle se répartissent comme suit :

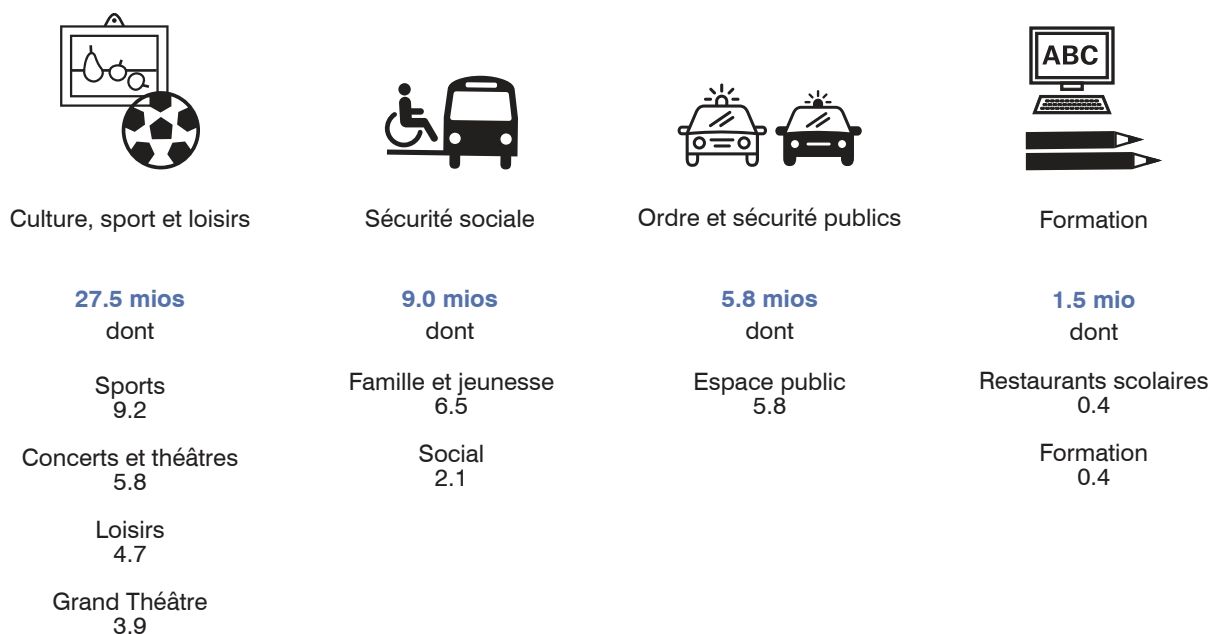
Gratuités par domaine fonctionnel (millions de francs)²

Culture, sport et loisirs	27.5 mios	55.9 %
Sécurité sociale	9.0 mios	18.2 %
Ordre et sécurité publics	5.8 mios	11.8 %
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	2.4 mios	4.9 %
Formation	1.5 mios	3.1 %
Economie publique	1.1 mios	2.3 %
Santé	0.9 mios	1.8 %
Administration générale	0.8 mios	1.5 %
Transports	0.2 mios	0.5 %

----- Changement d'échelle

Total : 49.2 mios

Focus sur quelques gratuités par classification fonctionnelle



² Les chiffres individuels présentés étant arrondis à la centaine de milliers, un écart peut apparaître entre le total et la somme des chiffres individuels. Le montant total présenté fait foi.

3.6 Ressources humaines

Effectif

L'effectif de la Ville de Genève a légèrement augmenté en 2021 (+1.3%). En effet, tous statuts confondus, il est passé de 4'206 collaborateurs et collaboratrices au 31 décembre 2020 à 4'262 au 31 décembre 2021 (+56). A cette même date, la proportion de l'effectif féminin représentait 39.5% de l'ensemble du personnel, contre 60.5% d'effectif masculin, soit une légère variation par rapport à 2020 (avec 39.2% de femmes et 60.8% d'hommes).

Répartition du personnel par département au 31 décembre (membres du personnel)

	2021			2020			Variation		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Finances, environnement et logement	253	360	613	233	354	587	20	6	26
Aménagement, constructions et mobilité	115	159	274	111	155	266	4	4	8
Culture et transition numérique	646	694	1'340	612	670	1'282	34	24	58
Sécurité et sports	232	1'065	1'297	222	1'046	1'268	10	19	29
Cohésion sociale et solidarité	372	249	621	396	279	675	-24	-30	-54
Secrétariat général	67	50	117	74	54	128	-7	-4	-11
Total	1'685	2'577	4'262	1'648	2'558	4'206	37	19	56

Répartition du personnel par statut

Les membres du personnel au bénéfice d'un contrat à durée indéterminée (employé-e-s) ont constitué en 2021 et comme chaque année, la part prépondérante du personnel de la Ville de Genève (88.8%). La part des auxiliaires (contrats à durée déterminée), y compris les civilistes, stagiaires et apprenti-e-s, se situe à 11.2% du total.

Répartition du personnel par statut au 31 décembre (membres du personnel)

	2021			2020			Variation		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Employé-e-s	1'452	2'334	3'786	1'420	2'317	3'737	32	17	49
Auxiliaires	196	159	355	195	175	370	1	-16	-15
Apprenti-e-s	25	57	82	24	53	77	1	4	5
Stagiaires	12	7	19	9	7	16	3	0	3
Civilistes	0	20	20	0	6	6	0	14	14
Total	1'685	2'577	4'262	1'648	2'558	4'206	37	19	56

Recrutements et départs annuels

En 2021, 637 employé-e-s et auxiliaires ont été engagé-e-s en Ville de Genève, 307 femmes (48.2%) et 330 hommes (51.8%), ce qui représente une augmentation d'un peu plus de 48.1% par rapport aux engagements de 2020.

Répartition des engagements annuels par département (membres du personnel sauf civilistes, stagiaires et apprenti-e-s)

	2021				2020			
	Employé-e-s		Auxiliaires		Employé-e-s		Auxiliaires	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Finances, environnement et logement	9	9	25	24	6	6	9	4
Aménagement, constructions et mobilité	7	9	6	7	3	5	2	1
Culture et transition numérique	20	21	122	104	12	14	46	38
Sécurité et sports	8	27	28	72	8	46	14	47
Cohésion sociale et solidarité	12	9	62	45	7	9	58	70
Secrétariat général	2	1	6	2	2	2	13	8
Sous-total par genre	58	76	249	254	38	82	142	168
Total par type de contrat	134		503		120		310	
Total général	637				430			

La répartition des départs annuels selon le motif, calculée ici sur l'ensemble du personnel de l'administration municipale, est inférieure à celle de 2021 (+312 départs). La majorité des départs concernent des fins de contrat temporaire et des retraites.

La proportion de femmes et d'hommes quittant l'administration municipale reste proche d'une année à l'autre : respectivement 44.1% de femmes et 55.9% d'hommes en 2021, contre 43.8% de femmes et 56.2% d'hommes en 2020.

Répartition des départs annuels par motif (membres du personnel)

	2021			2020			Variation		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Démission	47	39	86	38	28	66	9	11	20
Résiliation	7	5	12	3	10	13	4	-5	-1
Décès	0	0	0	1	2	3	-1	-2	-3
Retraite	35	60	95	39	66	105	-4	-6	-10
Invalidité	0	5	5	2	2	4	-2	3	1
Fin de contrat temporaire	275	353	628	142	181	323	133	172	305
Total	364	462	826	225	289	514	139	173	312

Absences

On entend par «absence» toute absence de courte ou de longue durée, avec ou sans certificat, consécutive à une maladie ou à un accident, que celui-ci soit d'origine professionnelle ou non professionnelle. En 2021, la durée moyenne d'une absence s'est élevée à 16.1 jours contre 22.7 en 2020.

En 2021, le taux d'absence non planifiée a augmenté pour atteindre 7.9%. Ce taux représente la proportion d'heures de travail non réalisées du fait d'absences non planifiées par rapport au nombre d'heures de travail normalement attendues. Rappelons que la Ville de Genève a mis en place un dispositif de gestion des absences non planifiées, qui a été déployé dans tous les départements en 2014.

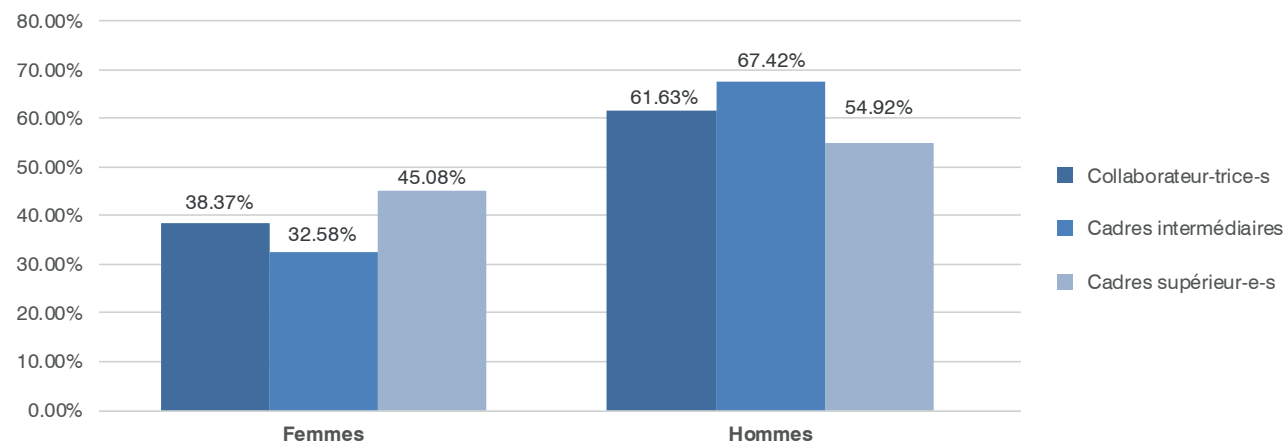
Répartition des absences non planifiées par département (membres du personnel)

Département	2021	2020
Finances, environnement et logement	9.5%	7.5%
Aménagement, constructions et mobilité	7.6%	7.2%
Culture et transition numérique	6.9%	6.2%
Sécurité et sports	8.1%	8.0%
Cohésion sociale et solidarité	8.9%	7.9%
Secrétariat général	3.2%	6.2%
Total	7.9%	7.2%

Répartition du personnel par niveau hiérarchique

On peut relever que la proportion de femmes cadres supérieures (45.8%) est plus élevée que la proportion d'effectifs féminins au sein de l'administration (39,5%).

Répartition du personnel par niveau hiérarchique en 2021 (membres du personnel)

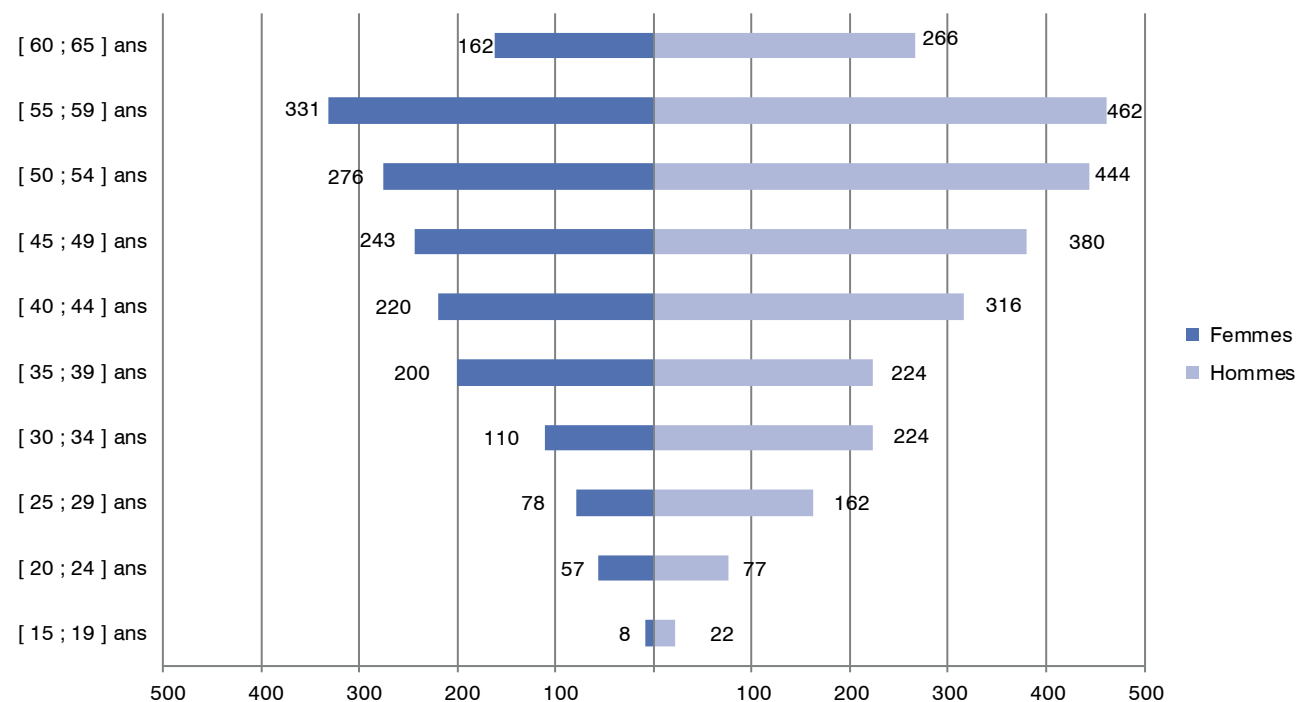


Pyramide des âges

En 2021, l'âge moyen des collaborateurs et collaboratrices en Ville de Genève était de 46 ans, tandis que l'âge médian était de 48 ans. L'âge le plus représenté chez les femmes était de 55 ans (81), tandis qu'il était de 53 ans pour les hommes (111). Plus de 51% des membres du personnel ont plus de 47 ans.

L'âge moyen d'entrée en Ville de Genève est de 34 ans pour l'ensemble des collaborateurs et collaboratrices de l'administration municipale ; il est de 35 ans pour les femmes et de 33 ans pour les hommes.

Pyramide des âges en 2021 (membres du personnel)



3.7 Promotion de l'égalité entre femmes et hommes

Dans le cadre de la démarche de budgétisation sensible au genre entamée par la Ville de Genève, une analyse annuelle des dépenses liées à la promotion de l'égalité entre femmes et hommes est réalisée depuis 2016.

Basée sur une classification inspirée du *marqueur genre* de l'OCDE¹, elle permet de mesurer l'évolution et la répartition de ces dépenses au fil des ans.

En milliers de francs	A RH égalité	B Stratégie égalité ²	C Subventions associations	D Autres dépenses liées	E Accueil extrafamilial	ABC Coûts directs	ABCDE Coûts directs et indirects	Total Charges VdG
2016	252.3	106.6	3'151.7	730.9	111'456.1	3'510.6	115'697.6	1'149'197.4
	0.022%	0.009%	0.274%	0.064%	9.699%	0.305%	10.068%	100%
2017	286.9	155.6	3'139.1	498.7	120'013.3	3'581.6	124'093.6	1'205'235.7
	0.024%	0.013%	0.260%	0.041%	9.958%	0.297%	10.296%	100%
2018	304.0	256.3	2'983.2	733.1	124'689.0	3'543.6	128'965.7	1'255'374.2
	0.024%	0.020%	0.238%	0.058%	9.932%	0.282%	10.273%	100%
2019	494.8	530.7	3'603.3	910.8	132'943.0	4'628.8	138'482.6	1'180'772.4
	0.042%	0.045%	0.305%	0.077%	11.259%	0.392%	11.728%	100%
2020	541.9	410.5	3'965.7	739.3	140'602.1	4'918.0	146'259.4	1'253'825.1
	0.043%	0.033%	0.316%	0.059%	11.214%	0.392%	11.665%	100%
2021	492.6	388.7	4'018.8	715.7	141'808.5	4'900.2	147'424.3	1'258'090.6
	0.039%	0.031%	0.319%	0.057%	11.272%	0.389%	11.718%	100%

A Charges directes de personnel dédiées à la promotion de l'égalité

B Projets développés dans le cadre de la politique égalité (projets de sensibilisation, subventions, mandats, etc.)

C Subventions à des associations féminines et féministes

D Projets n'ayant pas été pensés sous l'angle de la politique égalité, mais dont l'un des objectifs est la promotion de l'égalité femmes-hommes

E Subventions relatives à la prise en charge extrafamiliale des enfants (crèches, para- et périscolaire)

Les principaux constats sont les suivants :

- 1) Après la hausse identifiée en 2019, notamment liée à l'adoption du plan d'action «Objectif zéro sexisme dans ma ville», les ressources consacrées à la promotion de l'égalité (catégories ABC dans le diagramme) restent globalement stables en 2020 et 2021. De légères variations dans les différentes couches du diagramme sont toutefois constatées mais s'expliquent par le fait qu'une partie des ressources allouées le sont de manière ponctuelle (ressources RH auxiliaires, projets spécifiques, subventions ponctuelles). La part des ressources directement dédiées à la promotion de l'égalité (ABC) reste toutefois faible par rapport au total des charges de la Ville (0,389%).
- 2) La majorité (80%) des coûts directs liés à la promotion de l'égalité (ABC) provient de subventions aux associations (C). La part des ressources humaines et des projets (AB) reste relativement faible (20%), alors qu'une part importante des actions liées à la Stratégie égalité doit être mise en œuvre directement par la Ville.
- 3) Progressivement, avec les efforts mis en œuvre pour favoriser l'intégration transversale de l'égalité au sein de l'administration municipale, l'ensemble des départements contribue de près ou de loin à des dépenses en lien avec la promotion de l'égalité, notamment avec leur participation au Réseau RH égalité-diversité créé en octobre 2021. Deux départements, le DFEL (coordination de la Stratégie égalité) et le DCSS (principalement à travers l'hébergement d'urgence et l'accueil extrafamilial), restent les principaux contributeurs. La participation des autres départements évolue positivement, notamment à travers le soutien au sport féminin ou à des projets culturels, mais reste encore dans certains cas assez marginale. Plusieurs projets développés dans le cadre de la Stratégie municipale 2020-2030 de promotion de l'égalité devraient renforcer l'implication de l'ensemble des départements en 2022 et durant les années suivantes.

¹ OECD-DAC Network on Gender Equality (Gendernet), *Handbook on the OECD-DAC Gender Equality Policy Marker*, 2016, <http://www.oecd.org/dac/gender-development/dac-gender-equality-marker.htm>

² Informations sur la Stratégie égalité 2020-2030 de la Ville de Genève : www.geneve.ch/egalite

The background of the slide is split diagonally from the bottom-left corner to the top-right corner. The upper-left portion is white, and the lower-right portion is a solid blue color.

Projets de délibération

4 Projets de délibération

Liste des dépassements de crédits

Dépassements de charges sur crédits budgétaires de fonctionnement

Les crédits supplémentaires votés par le Conseil municipal sur l'exercice sont les suivants :

Date	PR/PA	Libellé	Montant voté (CHF)	Domaine fonctionnel	Chapitre
07.09.2021	PRD-264	Internalisation du nettoyage	1'300'000	02	31
20.01.2021	PRD-284	Financement de la Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en Ville de Genève (Fondetec) pour des aides à fonds perdus aux entreprises	20'000'000	85	36
19.01.2021	PR-1444	Financement de mesures urgentes de soutien à l'économie - Frais de mandat Fondetec et frais de communication	80'000	85	31
19.01.2021	PR-1444	Financement de mesures urgentes de soutien à l'économie - Bons d'achats Genève Avenue, Mandat Caddie Service et Livraison en Ville de Genève	5'015'000	85	36
09.03.2021	PR-1447	Financement de mesures de soutien des métiers de la culture et de l'offre culturelle dans le contexte de la crise - Projets de valorisation du travail d'artistes et actifs à Genève	400'000	02	31
09.03.2021	PR-1447	Financement de mesures de soutien des métiers de la culture et de l'offre culturelle dans le contexte de la crise - Projets de valorisation du travail d'artistes et actifs à Genève	200'000	32	31
09.03.2021	PR-1447	Financement de mesures de soutien des métiers de la culture et de l'offre culturelle dans le contexte de la crise sanitaire	3'300'000	32	36
29.03.2021	PR-1449	Financement des surcoûts liés à la mise en œuvre des plans de protection dans les écoles primaires - Renforcement des équipes (temporaires)	380'000	21	30
29.03.2021	PR-1449	Financement des surcoûts liés à la mise en œuvre des plans de protection dans les écoles primaires - Renforcement des équipes (mandats à des entreprises)	640'000	21	31
29.03.2021	PR-1449	Financement des surcoûts liés à la mise en œuvre des plans de protection dans les écoles primaires - Restauration scolaire	180'000	21	36
16.11.2021	PR-1466	Participation de la Ville de Genève au projet d'Exposition nationale Nexpo pour la période 2021-2023	263'317	59	36
29.06.2021	PR-1467	Financement des surcoûts liés à la mise en œuvre des plans de protection dans les écoles primaires (période de septembre à décembre 2021)	215'000	21	30
29.06.2021	PR-1467	Financement des surcoûts liés à la mise en œuvre des plans de protection dans les écoles primaires (période de septembre à décembre 2021)	419'000	21	31
29.06.2021	PR-1467	Financement des surcoûts liés à la mise en œuvre des plans de protection dans les écoles primaires (période de septembre à décembre 2021)	120'000	21	36
05.10.2021	PR-1481	Participation au maintien de la diversité culturelle et empêchement d'une détérioration du paysage culturel, en contribuant au financement des mesures fédérales sur l'atténuation des conséquences économiques	1'900'000	32	36
Total			34'412'317		

Les dépassements de charges autorisés par des crédits supplémentaires votés par le Conseil municipal sont les suivants :

Domaine fonctionnel	Chapitre	Réel 2021	Budget 2021	Ecart	Montant à déduire (CHF)
02	31	26'460'938	34'660'116	-8'199'179	-
21	30	18'681'914	19'287'486	-605'573	-
21	31	20'004'320	17'243'814	2'760'506	1'059'000
21	36	23'168'967	22'845'125	323'842	300'000
32	31	17'065'690	15'171'480	1'894'210	200'000
32	36	71'542'157	67'855'674	3'686'483	3'686'483
59	36	6'503'743	6'639'900	-136'157	-
85	31	75'600	-	75'600	75'600
85	36	5'594'905	30'000	5'564'905	5'564'905
Total					10'885'988
Total brut des dépassements				CHF	63'561'185
Dépassements autorisés par des crédits supplémentaires votés par le Conseil municipal				CHF	10'885'988
Total net des dépassements				CHF	52'675'197

Projets de délibération

Le Conseil administratif vous présente trois projets de délibération.

Le premier porte sur l'ouverture des crédits supplémentaires pour les comptes de charges présentant des dépassements.

Le deuxième se rapporte à l'approbation des comptes annuels de la Ville de Genève et contient les soldes du compte de résultats à trois niveaux et du compte des investissements, le financement des investissements, la variation de la fortune, le total du bilan, ainsi que les engagements en faveur de tiers hors bilan.

Le troisième concerne l'affectation du résultat.

Délibération I – Crédits budgétaires supplémentaires

Le Conseil municipal,

vu l'article 30, lettre f), de la Loi sur l'administration des communes ;

vu les dépassements de charges sur les crédits budgétaires du présent rapport ;

sur proposition du Conseil administratif, décide :

Article unique – crédits supplémentaires

Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 52'675'197 francs pour couvrir les dépassements de charges sur les crédits budgétaires de fonctionnement.

Délibération II – Comptes annuels

Le Conseil municipal,

vu les articles 30, 48 et 107 de la Loi sur l'administration des communes,

vu l'article 20 du Règlement d'application de la Loi sur l'administration des communes ;

vu la liste des crédits supplémentaires mentionnés ci-contre ;

sur proposition du Conseil administratif, décide :

Article premier - Compte de résultats

Le compte de résultats de la Ville de Genève pour 2021 est approuvé pour les montants suivants :

Charges d'exploitation	CHF	1'178'518'072
sous déduction des imputations internes de	CHF	-22'555'665
soit un total des charges nettes d'exploitation de	CHF	1'155'962'407
Revenus d'exploitation	CHF	1'109'684'460
sous déduction des imputations internes de	CHF	-22'555'665
soit un total des revenus nets d'exploitation de	CHF	1'087'128'795
Résultat d'exploitation	CHF	-68'833'612
Charges financières	CHF	79'572'527
Revenus financiers	CHF	159'248'789
Résultat financier	CHF	79'676'262
Charges extraordinaires	CHF	-
Revenus extraordinaires	CHF	-
Résultat extraordinaire	CHF	-
Total du compte de résultats	CHF	10'842'650
Résultat de l'exercice (après écritures de boucllement)	CHF	8'049'200

Article 2 - Compte des investissements

Le compte des investissements 2021 est approuvé pour les montants suivants :

Dépenses d'investissement PA	CHF	105'619'354
Recettes d'investissement PA	CHF	25'581'887
Investissements nets PA	CHF	80'037'467
Dépenses d'investissement PF	CHF	16'615'651
Recettes d'investissement PF	CHF	3'193'720
Investissements nets PF	CHF	13'421'931
Investissements nets	CHF	93'459'398

Article 3 - Financement des investissements

Le financement des investissements est approuvé pour les montants suivants :

Investissements nets PA	CHF	80'037'467
Amortissements	CHF	87'364'393
Excédent de revenus du compte de résultat	CHF	10'842'650
Attributions aux fonds (-) prélèvements	CHF	969'663
Autofinancement	CHF	99'176'707
Excédent de financement	CHF	19'139'240

Article 4 - Variation de la fortune – Etat du capital propre

L'augmentation de la fortune, soit 8'049'200 francs, est approuvée ; elle correspond à l'excédent de revenus du compte de résultats et des prélèvements et attributions annuels liés aux fonds spéciaux de capitaux propres.

Article 5 – Bilan

Le bilan au 31 décembre 2021 est approuvé, totalisant, tant à l'actif qu'au passif, 5'069'796'326 francs.

Les engagements en faveur de tiers hors bilan s'élèvent au 31 décembre 2021 à 885'317'249 francs.

Délibération III – Affectation du résultat

Le Conseil municipal,

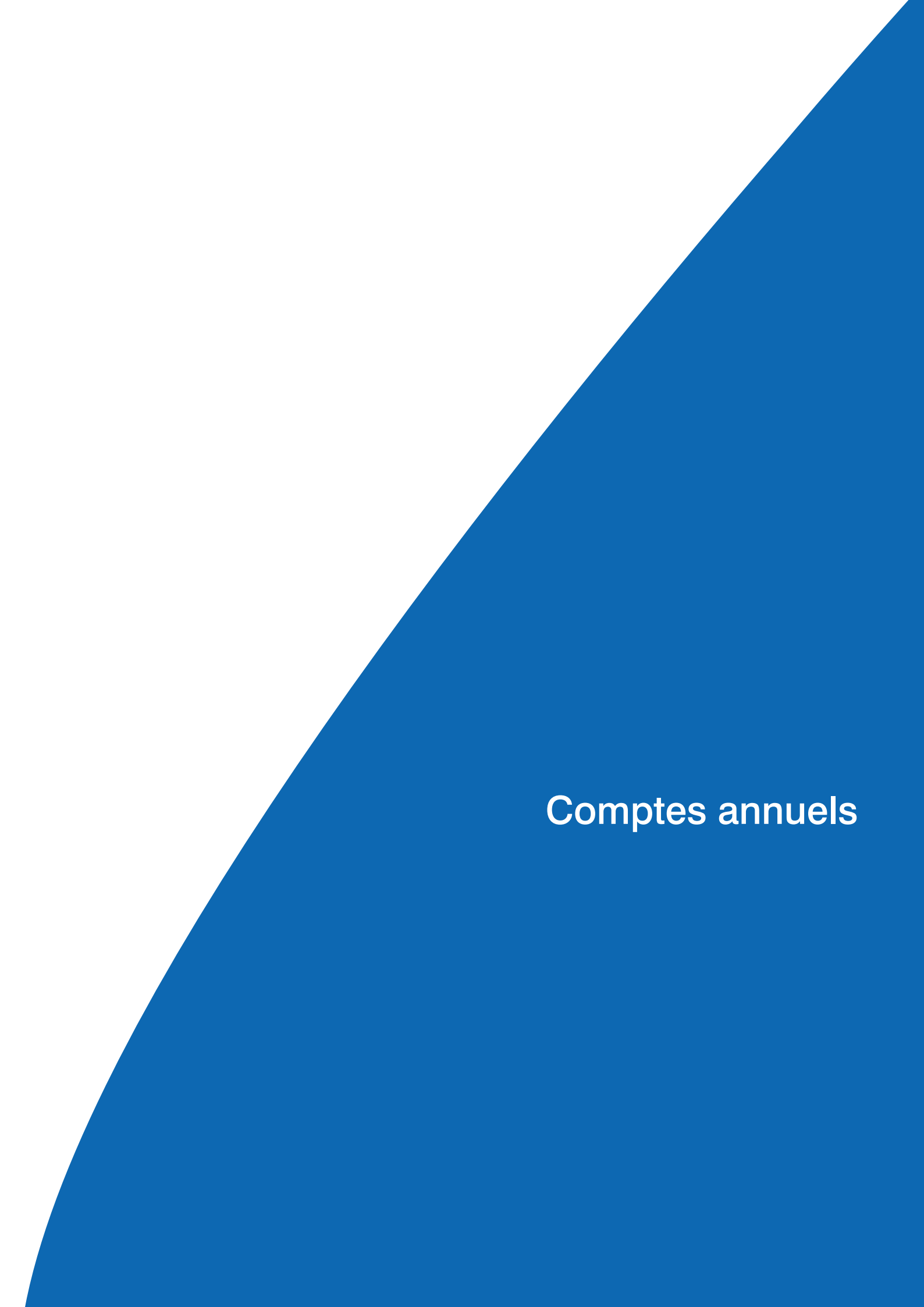
vu les articles 2 et 4 du Règlement relatif à la constitution d'une réserve comptable de la Ville de Genève (LC 21 192) ;

sur proposition du Conseil administratif, décide :

Article unique - L'affectation du résultat de l'exercice

L'affectation du résultat de l'exercice clôturé au 31 décembre 2021 d'un montant de 8'049'200 francs, comme suit :

Affectation sur la réserve de politique budgétaire (réserve conjoncturelle)	CHF	7'400'000
Report à nouveau dans la fortune nette	CHF	649'200
Total	CHF	8'049'200

The background of the page is split diagonally from the top-left corner to the bottom-right corner. The upper-left portion is white, and the lower-right portion is a solid blue color.

Comptes annuels

Sommaire

5	Comptes annuels	76
5.1	Bilan au 31 décembre 2021	76
5.2	Compte de résultats	78
5.3	Tableau des flux de trésorerie de l'exercice	79
5.4	Etat du capital propre	81
5.5	Règles régissant la présentation et principes d'établissement des comptes annuels	82
5.6	Notes relatives au bilan	91
5.6.1	Actifs	91
5.6.2	Passifs	130
5.7	Compte de résultats	155
5.7.1	Compte de résultats à deux positions de fonction et deux positions de nature comptable	155
5.7.2	Dépassement de charges à deux positions de domaine fonctionnel et deux positions de nature comptable	170
5.8	Investissements	174
5.8.1	Compte des investissements	174
5.8.2	Tableau récapitulatif des investissements	176
5.8.3	Tableau récapitulatif des investissements du patrimoine administratif	178
5.8.4	Tableau détaillé des investissements du patrimoine financier	200
5.8.5	Explications sur les crédits d'engagement de plus de 5 ans	208
5.9	Notes relatives aux actifs éventuels, engagements conditionnels et hors bilan	222
5.9.1	Actifs éventuels	222
5.9.2	Engagements conditionnels et hors bilan	223
5.10	Indications supplémentaires	229
5.11	Indicateurs financiers	238
5.12	Rapport de l'organe de révision	245

5 Comptes annuels

5.1 Bilan au 31 décembre 2021

En milliers de francs

		31.12.2021	31.12.2020	Variation	%
1	Actif				
10	Patrimoine financier				
100	Disponibilités et placements à court terme	10'461	11'099	-638	-5.7%
101	Créances	342'304	275'288	67'016	24.3%
104	Actifs de régularisation	50'518	46'854	3'664	7.8%
106	Marchandises, fournitures et travaux en cours	3'538	3'344	194	5.8%
107	Placements financiers	159'246	162'527	-3'281	-2.0%
108	Immobilisations corporelles du PF	3'076'410	3'052'783	23'627	0.8%
109	Créances envers les financements spéciaux et les fonds des capitaux de tiers	8'902	13'151	-4'249	-32.3%
	Total Patrimoine financier	3'651'379	3'565'046	86'333	2.4%
14	Patrimoine administratif				
140	Immobilisations corporelles du PA	1'189'052	1'198'800	-9'748	-0.8%
142	Immobilisations incorporelles	2'551	1'949	602	30.9%
144	Prêts	1'085	1'087	-2	-0.2%
145	Participations, capital social	197'254	198'592	-1'338	-0.7%
146	Subventions d'investissement	28'475	25'315	3'160	12.5%
	Total Patrimoine administratif	1'418'417	1'425'743	-7'326	-0.5%
	Total Actif	5'069'796	4'990'789	79'007	1.6%

En milliers de francs

		31.12.2021	31.12.2020	Variation	%
2	Passif				
20	Capitaux de tiers				
200	Engagements courants	74'827	60'266	14'561	24.2%
201	Engagements financiers à court terme	513'437	503'773	9'664	1.9%
204	Passifs de régularisation	46'509	46'758	-249	-0.5%
205	Provisions à court terme	27'405	28'597	-1'192	-4.2%
206	Engagements financiers à long terme	1'390'000	1'390'000	-	0.0%
208	Provisions à long terme	79'346	78'717	629	0.8%
209	Engagements envers les financements spéciaux et les fonds des capitaux de tiers	41'474	45'058	-3'584	-8.0%
	Total Capitaux de tiers	2'172'998	2'153'169	19'829	0.9%
29	Capital propre				
291	Fonds enregistrés comme capital propre	50'114	47'818	2'296	4.8%
294	Réserve de politique budgétaire	91'600	140'000	-48'400	-34.6%
296	Réserve de valeur marchande sur instruments dérivés	-155'437	-203'773	48'336	-23.7%
299	Résultats cumulés	2'910'521	2'853'575	56'946	2.0%
	Total Capital propre	2'896'798	2'837'620	59'178	2.1%
	Total Passif	5'069'796	4'990'789	79'007	1.6%

5.2 Compte de résultats

En milliers de francs		C 2021	B 2021	Ecart C21-B21	C 2020	Ecart C21-C20
Charges d'exploitation						
30	Charges de personnel	505'207	509'641	-4'435	500'928	4'278
31	Biens, services et autres charges d'exploitation	185'899	197'822	-11'923	181'212	4'687
33	Amortissements du patrimoine administratif	84'210	85'658	-1'447	81'886	2'324
35	Attributions aux fonds et financements spéciaux	5'858	3'966	1'892	6'299	-442
36	Charges de transfert	372'295	353'027	19'268	362'567	9'728
37	Subventions à redistribuer	2'494	2'550	-56	4'851	-2'358
39	Imputations internes	22'556	22'384	172	20'894	1'662
Total charges d'exploitation		1'178'518	1'175'048	3'470	1'158'638	19'880
Revenus d'exploitation						
40	Revenus fiscaux	931'252	857'312	73'940	894'933	36'319
42	Taxes	48'654	57'239	-8'586	46'845	1'808
43	Revenus divers	4'838	7'875	-3'037	6'335	-1'496
45	Prélèvements sur fonds et financements spéciaux	4'888	6'287	-1'399	4'225	663
46	Revenus de transfert	95'003	93'688	1'315	84'972	10'032
47	Subventions à redistribuer	2'494	2'550	-56	4'851	-2'358
49	Imputations internes	22'556	22'384	172	20'894	1'662
Total revenus d'exploitation		1'109'684	1'047'335	62'349	1'063'055	46'629
Résultat d'exploitation		-68'834	-127'712	58'879	-95'583	26'750
34	Charges financières	79'573	66'913	12'660	95'187	-15'614
44	Revenus financiers	159'249	155'252	3'996	143'693	15'556
Résultat financier		79'676	88'340	-8'663	48'506	31'170
Résultat opérationnel		10'843	-39'373	50'215	-47'077	57'920
38	Charges extraordinaires	-	-	-	-	-
48	Revenus extraordinaires	-	-	-	-	-
Résultat extraordinaire		-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice (avant écritures de boucllement)		10'843	-39'373	50'215	-47'077	57'920

Le compte de résultats à deux positions de fonction et deux positions de nature comptable est présenté au point 5.7.1 des états financiers.

5.3 Tableau des flux de trésorerie de l'exercice

En milliers de francs	2021
Flux de trésorerie provenant de l'activité d'exploitation	
Résultat de l'exercice (avant écritures de boucllement)	10'843
(+) Amortissements du patrimoine administratif planifiés et non planifiés	83'272
(+) Amortissements subventions d'investissement	2'260
(+) Amortissements complémentaires de prêts, participations et subventions	894
(+) Amortissements des immobilisations incorporelles	939
(+) Amortissements des instruments de couverture résiliés	1'091
(-) Prestations du personnel sur investissements	-3'446
(-) Intérêts intercalaires des investissements	-1'648
(-) Variations nettes provisions sur débiteurs douteux	-10'640
(+) Variations nettes non monétaires des provisions à court terme	587
(+) Variations nettes non monétaires des provisions à long terme	3'931
(-) Gain sur remboursement de part sociale PA	-225
(-) Réévaluations nettes immobilisations PF	-10'607
(+) Dépréciations immobilisations PF	401
(-) Réévaluations autres placements PF	-1'011
(+) Résultat des participations mises en équivalence (activité hôtelière)	3'897
(+) Amortissements des frais d'émission d'emprunts	585
(-) Etalement des agios sur emprunts	-379
(+) Résultat financier autres (y compris non réalisé)	7'237
Flux de trésorerie provenant de l'activité d'exploitation avant besoin en fonds de roulement	87'981
Variation du besoin en fonds de roulement	
(-) Augmentation des créances	-57'501
(-) Augmentation des marchandises, approvisionnement et travaux en cours	-194
(-) Augmentation des actifs de régularisation	-3'631
(+) Diminution des créances envers les financements spéciaux et fonds des capitaux de tiers	4'249
(+) Augmentation des engagements courants	14'560
(-) Utilisation des provisions à court terme	-1'779
(-) Utilisation des provisions à long terme	-3'302
(-) Diminution des passifs de régularisation	-249
(-) Diminution des engagements envers les financements spéciaux et fonds des capitaux de tiers	-3'583
Flux de trésorerie provenant de l'activité d'exploitation [FTE]	36'551
Flux de trésorerie provenant de l'activité d'investissement dans le PA	
(+) Remboursement perçu de prêt	2
(+) Remboursement de part sociale PA	225
(+) Subventions d'investissement acquises	25'482
(+) Dividendes et redevances reçus des participations	12'767
(-) Acquisitions d'immobilisations corporelles PA	-100'265
(-) Acquisitions d'immobilisations incorporelles PA	-1'541
(-) Dotations aux participations et capital social	-3'555
(+) Remboursement de participations et capital social	4'000
Flux de trésorerie provenant de l'activité d'investissement dans le PA [FTI]	-62'885
Flux de trésorerie provenant de l'activité de placement dans le PF	

(+) Vente de valeurs mobilières	395
(+) Dividendes et redevances reçus des participations	2'260
(-) Acquisition immobilisations corporelles PF	-15'683
(+) Subventions acquises immobilisations corporelles PF	3'194
Flux de trésorerie provenant de l'activité de placements dans le PF [FTP]	-9'834
Flux de trésorerie provenant de l'activité d'investissement et de placement [FTI + FTP]	-72'719
Flux de trésorerie provenant de l'activité de financement	
(+) Nouveaux emprunts court terme contractés	1'078'000
(-) Emprunts court terme remboursés	-1'020'000
(-) Intérêts et charges d'emprunts payés	-24'394
(+) Intérêts reçus sur emprunts à court terme	1'924
Flux de trésorerie provenant de l'activité de financement [FTF]	35'530
Total Des Flux de Trésorerie [FTE] + [FTI] + [FTP] + [FTF]	-638
Disponibilités et placements à court terme au 1.1.	11'099
Disponibilités et placements à court terme au 31.12.	10'461
Variation des disponibilités	-638

5.4 Etat du capital propre

En milliers de francs

CAPITAL PROPRE	Solde au 31.12.20	Attribution du résultat 2020	Résultat 2021	Autre variation des Fonds propres	Variation de valeur des instruments financiers	Solde au 31.12.21
Fonds enregistrés comme capital propre (291)	47'818			2'296		50'114
Réserve de politique budgétaire - réserve conjoncturelle (294)	140'000	-48'400				91'600
Réserve de valeur marchande sur instruments financiers (296)	-203'773				48'336	-155'437
Résultats cumulés (299)	2'853'574	48'400	10'843	-2'296		2'910'521
Total	2'837'620	-	10'843	-	48'336	2'896'798

Le tableau détaillé de variation de l'état du capital propre ainsi que les notes y relatives sont présentés sous la rubrique «5.6.2.7 Capital propre (29)»

5.5 Règles régissant la présentation et principes d'établissement des comptes annuels

1 REGLES REGISSANT LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

1.1 Bases légales et réglementaires

La Ville de Genève présente ses comptes annuels selon les bases légales et réglementaires suivantes :

- la Loi sur l'administration des communes (B 6 05) (ci-après LAC) ;
- le Règlement d'application de la Loi sur l'administration des communes (B 6 05.01) (ci-après RAC) ;
- le Manuel d'utilisateur pour les communes genevoises (ci-après MCH2).

1.2 Contenu et vérification

Selon l'article 19 al. 1 RAC, les comptes annuels comprennent les éléments suivants :

- le bilan,
- le compte de résultats,
- le compte des investissements,
- le tableau de flux de trésorerie,
- l'annexe.

Les comptes de la Ville de Genève sont vérifiés par le Contrôle financier de la Ville de Genève (art. 126 al. 1 LAC). Ils sont soumis au contrôle ordinaire (art.70 RAC).

1.3 Annexe aux comptes annuels

Sur la base de l'article 28 RAC, l'annexe aux comptes annuels :

- indique les règles régissant la présentation des comptes et justifie les dérogations à ces règles. Il offre une vue d'ensemble des principes relatifs à la présentation des comptes, y compris les principes les plus importants régissant l'établissement du bilan et son évaluation (en particulier les méthodes et taux d'amortissement) ;
- contient l'état du capital propre, le tableau des provisions, le tableau des participations et des garanties ;
- présente, dans un tableau des immobilisations, des informations détaillées sur les placements de capitaux ;
- fournit des indications supplémentaires permettant d'apprécier l'état de la fortune et des revenus, les engagements et les risques financiers ;
- fournit des explications sur le maintien des crédits d'engagement ouverts depuis plus de 5 ans et non encore clôturés ;
- justifie l'utilisation et les dépassements de crédits budgétaires.

2 PRINCIPES D'ETABLISSEMENT DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de la Ville de Genève sont établis selon les méthodes comptables définies par le MCH2 et les principes comptables (art. 105 et 106 LAC). Les principes d'établissement et d'évaluation de ceux-ci sont décrits ci-après.

2.1 Patrimoine financier (hors immobilisations corporelles)

Le patrimoine financier (ci-après «PF») est composé des actifs détenus par la commune pour en retirer des revenus ou pour valoriser le capital. Les biens du PF peuvent être aliénés sans porter préjudice à l'accomplissement des tâches publiques (art. 22 RAC). Les éléments du patrimoine financier font l'objet d'une réévaluation périodique.

2.1.1 Disponibilités et placements à court terme

Les liquidités et équivalents de liquidités font partie du patrimoine financier. Ils comprennent les liquidités, les équivalents de liquidités et les autres placements à court terme ayant des échéances initiales inférieures ou égales à 3 mois.

2.1.2 Créances

2.1.2.1 Créances résultant de livraisons et de prestations envers des tiers et provisions pour débiteurs douteux

Les créances regroupent l'ensemble des montants à recouvrer et prétentions envers des tiers qui sont facturés ou dus contractuellement. Les créances non encore facturées sont portées au bilan comme actifs de régularisation.

L'évaluation de la provision sur débiteurs douteux est calculée selon les critères ci-dessous déterminés sur la base d'une analyse statistique, reflétant ainsi le niveau de risque encouru :

- 100% des encours échus de plus de 80 jours après la date de facturation. Le risque de non encaissement est alors considéré comme important et les procédures de recouvrement sont mises en œuvre ;
- 100% des factures dont les débiteurs présentent des risques importants d'insolvabilité (débiteurs sans adresses, etc.) ;
- 30% du montant des encours échus entre 35 et 80 jours après la date de la facturation. Le risque de non encaissement est considéré comme moyen et les procédures de rappels pour ces cas sont appliquées.

La provision pour débiteurs douteux est présentée en diminution de l'actif enregistré.

Cas particulier : Gérance immobilière municipale (ci-après « GIM »)

L'évaluation de la provision pour débiteurs douteux de la GIM, à la date de clôture, est calculée selon les critères ci-dessous, reflétant ainsi le niveau de risque encouru pour cette activité :

- 100% des créances ouvertes, datant de plus de 3 mois ;
- 100% des créances ouvertes supérieures à CHF 50 datant de moins de 3 mois, ayant fait l'objet d'un rappel. Les créances dont le montant est inférieur à CHF 50 ne sont pas provisionnées ;
- 100% des créances ouvertes relatives aux locataires dont le bail est résilié.

Les créances qui, sur la base d'une analyse juridique individuelle, ne justifient pas la constitution d'une provision, sont exclues du calcul statistique ci-dessus.

2.1.2.2 Créances fiscales et provision sur reliquat fiscal

Les recettes fiscales sont composées des impôts prélevés auprès des personnes physiques, des personnes morales et des personnes détentrices d'un bien domiciliées dans le canton.

Sur la base de l'article 44 RAC, les recettes fiscales sont comptabilisées selon le principe de la délimitation des impôts. A cet effet, le Département des finances et des ressources humaines de la République et canton de Genève remet chaque année les résultats des recettes fiscales, des charges liées à la fiscalité et des créances fiscales qui doivent être intégralement enregistrées dans les comptes par les communes.

Le principe de délimitation des impôts équivaut à comptabiliser les recettes qui sont dues pour l'année comptable concernée. Le Département des finances et des ressources humaines procède à une estimation des impôts de l'année n au 31 décembre de l'année n. Les revenus fiscaux des communes sont gérés et transmis par ce dernier, à l'exception de la taxe professionnelle communale.

Le reliquat fiscal correspondant aux personnes physiques et morales est comptabilisé globalement en net et fait l'objet d'une provision forfaitaire de 30% de son montant net conformément à la méthode préconisée dans le MCH2.

2.1.2.3 Taxe professionnelle communale et provision sur créances douteuses

La Taxe professionnelle communale (ci-après « TPC ») se base sur les articles 301 et suivants de la Loi générale sur les contributions publiques (LCP D 3 05).

Compte tenu du principe de délimitation des impôts, les taxations de l'année fiscale n doivent être comptabilisées en revenus sur l'année n. Afin de s'approcher au mieux de ce principe, la Ville de Genève comptabilise, sur l'exercice n, les taxations effectives se rapportant à l'année n réalisées sur les mois de janvier et février de l'année n+1. Le reliquat de taxations fiscales restantes de l'année n n'étant pas estimable de manière fiable à la date de clôture, il n'a pas été comptabilisé sur l'exercice et est reporté sur le suivant.

L'évaluation de la provision pour débiteurs douteux de la TPC est calculée selon les critères ci-dessous, reflétant ainsi le niveau de risque encouru pour cette activité :

- 30% des créances ouvertes (y compris produits à recevoir) à la date de clôture, à l'exception des litiges judiciaires et des parties de créances contestées ;

- 100% des créances ouvertes faisant l'objet d'un litige judiciaire devant le Tribunal de première instance, la Cour de justice ou le Tribunal fédéral ;
- 100% de la partie des créances faisant l'objet d'une contestation, y compris si le débiteur s'est acquitté de la taxe contestée. Les montants non-contestés sont provisionnés à 30%, par analogie à la règle générale.

2.1.2.4 Autres créances et provision pour créances douteuses y relatives

Les créances liées aux missions de la police municipale font l'objet d'une provision pour créances douteuses. Celle-ci est évaluée sur la base d'un forfait de 30% des créances ouvertes, par analogie avec les créances fiscales.

Les créances liées à la gestion des activités de restauration scolaire font l'objet d'une provision pour créances douteuses. Celle-ci est évaluée sur la base d'un forfait de 30% des créances ouvertes, compte tenu des informations à disposition sur la solvabilité statistique des débiteurs.

2.1.2.5 Pertes sur débiteurs et abandons de créances

Les pertes sur débiteurs sont comptabilisées sur la base d'un acte de défaut de biens. Elles peuvent également être constatées dans les cas précis suivants :

- prescription de la créance (art. 127 et suivants CO) ;
- impossibilité de poursuivre en raison du domicile du débiteur ou de la débitrice ;
- clôture de la faillite ;
- principe de proportionnalité (renonciation de poursuivre si les moyens à mettre en œuvre s'avèreraient trop onéreux par rapport au montant de la créance).

2.1.3 Actifs de régularisation

Les actifs de régularisation du compte des investissements et du compte de résultats sont portés au bilan pour :

- des dépenses d'investissement ou des charges constatées avant la date de clôture du bilan, mais qui doivent être imputées à la période comptable suivante, ou ;
- des recettes d'investissement ou des revenus devant être attribués à la période comptable clôturée, mais qui seront perçus ou facturés au cours de la période comptable suivante.

2.1.4 Marchandises, fournitures et travaux en cours

Les stocks de fluide sont évalués au bilan au prix du marché ou au coût moyen pondéré (CMP), respectivement au plus bas des deux. Les autres stocks sont évalués au CMP ou au prix d'achat. Les stocks font l'objet d'un inventaire physique lors de la clôture annuelle.

2.1.5 Placements financiers

Les placements financiers sont réévalués chaque année (art. 38 RAC).

Les placements financiers faisant l'objet d'une cotation sont réévalués à leur valeur de marché à la date de chaque clôture. Quant aux placements non cotés ou n'ayant pas de prix courant observable, ils sont évalués à leur valeur d'acquisition, sous déduction de pertes de valeurs éventuelles, identifiées notamment par l'analyse de l'état des fonds propres des derniers états financiers disponibles de la contrepartie.

• Cas particulier: Participations Hôtel Métropole et Restaurant du Parc des Eaux-Vives

Les activités de l'Hôtel Métropole et du Restaurant du Parc des Eaux-Vives poursuivent un but de rendement. Ainsi, la détention de ces deux établissements, inscrits en placements financiers, est évalué à la valeur nette comptable de ceux-ci à la date de clôture (mise en équivalence), déterminée sur la base de leurs états financiers retraités selon le MCH2.

Les comptes annuels détaillés de ces deux établissements sont présentés en annexe, dans la rubrique « Placements financiers (107) », de manière à suivre leur performance de rendement individuelle.

2.1.6 Créances envers les financements spéciaux et les fonds des capitaux de tiers

Les créances envers les financements spéciaux possèdent une contrepartie dans les engagements envers les financements spéciaux (cf. rubrique «2.4.5.2 Financements spéciaux»).

Les créances des fonds des capitaux de tiers envers la Ville de Genève sont évaluées à leur valeur nominale après déduction des remboursements effectués.

2.2 Patrimoine administratif (hors immobilisations)

Le patrimoine administratif (ci-après «PA») est composé des actifs détenus par la commune pour l'accomplissement direct des tâches publiques (art. 22 al. 1 RAC).

2.2.1 Prêts

Les prêts regroupent les financements accordés à des tiers. Ces financements sont votés par le Conseil municipal.

Les prêts sont comptabilisés à la valeur nominale. Les prêts et les participations permanentes du patrimoine administratif ne sont amortissables que si la solvabilité des débiteurs ou le rendement l'exigent (art. 40 al. 7 let. q) RAC).

2.2.2 Participations, capital social

Les participations sont des financements accordés à des tiers sous forme de participation au capital social avec les droits de propriété qui y sont attachés, ainsi que les acquisitions de titres de propriété d'entreprises ou d'organisations tierces.

Elles sont classées au patrimoine administratif conformément aux délibérations votées par le Conseil municipal. Ces participations sont inaliénables, notamment en raison des dispositions légales.

Les participations du PA sont comptabilisées et inscrites à l'actif à leur coût d'acquisition indépendamment d'une limite d'investissement éventuelle dans le compte des investissements.

Les participations ne sont pas amorties. En cas de perte de valeur, elles font l'objet d'un correctif d'actif (art. 40 al. 7 let. q RAC). La perte de valeur est calculée sur la base des états financiers de l'entité concernée à la date du bouclage.

Les acquisitions de participation du patrimoine administratif, antérieures à l'introduction du MCH2 (1^{er} janvier 2018) sont amorties conformément aux décisions votées par le Conseil municipal.

2.3 Immobilisations

2.3.1 Valeur d'acquisition

Une dépense est enregistrée en immobilisation si elle répond aux critères de l'article 25 RAC. Elle doit ainsi correspondre à des biens dont l'existence et l'usage doivent être garantis pendant une certaine durée, soit :

- sous l'angle quantitatif, par une mise à disposition ou par un accroissement substantiel d'un équipement ;
- sous l'angle qualitatif, par une sensible augmentation de la durée d'existence d'un bien, liée à l'accroissement de sa valeur.

A contrario, les dépenses d'entretien destinées aux patrimoines administratif et financier sont enregistrées dans les rubriques du compte de fonctionnement. Elles visent à maintenir le potentiel de service du patrimoine de la Ville de Genève. L'article 39 RAC permet de comptabiliser les dépenses liées à un objet répondant aux critères d'investissement dans le compte de résultat (i.e. en charges de fonctionnement) si le montant de ces dépenses est inférieur ou égal à kCHF 100 brut. Lorsque les dépenses concernent l'étude ou la réalisation d'installations de vidéosurveillance, cette latitude n'est pas applicable, et un crédit d'investissement est nécessaire.

Les immobilisations portées à l'actif sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de construction. Cette valeur comprend tous les frais directement imputables à la constitution et mise en état de cet actif pour en permettre l'exploitation. En l'absence de coûts ou si aucun prix n'a été payé, la juste valeur est portée au bilan à titre de coût d'acquisition (art. 38 al. 1 et art. 40 al. 2 RAC).

Bien que les coûts d'emprunt ne soient pas directement attribuables à l'acquisition ou à la construction d'une immobilisation du fait d'une gestion centralisée de la dette, des intérêts intercalaires sont intégrés au coût d'acquisition de l'immobilisation. Ils représentent le coût du financement de ces dépenses d'investissement. Ceux-ci sont calculés sur les crédits d'investissement relatifs à des constructions ou des rénovations lourdes qui nécessitent des travaux d'une durée supérieure à 6 mois. Les intérêts sont calculés avec le taux annuel moyen de la dette consolidée de la Ville de Genève.

Les coûts d'acquisition incluent également les prestations du personnel interne dédiées aux investissements pour des catégories précises d'immobilisation. Ils sont capitalisés aux taux historiques de 4% pour les constructions et de 5% pour les rénovations sur la base du montant des travaux brut.

De plus, afin de s'assurer du respect des principes d'exhaustivité et de comptabilité d'exercice (art. 106 LAC), une évaluation des travaux effectués à la date de clôture et n'ayant pas encore fait l'objet d'une facturation par les entreprises est portée à l'actif du bilan de la Ville de Genève en contrepartie d'un compte de passif de régularisation. Elle est déterminée grâce à l'analyse du degré d'avancement des travaux en cours sur les chantiers significatifs à la date de clôture (cf. passifs de régularisation).

Les dépenses supérieures à kCHF 100 pouvant être qualifiées d'investissements, mais n'ayant pas fait l'objet d'un crédit d'investissement du Conseil administratif approuvé par le Conseil municipal, sont enregistrées dans les comptes de fonctionnement de l'année.

2.3.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement reçues viennent en diminution du prix d'acquisition des immobilisations concernées.

Les subventions d'investissement versées à des tiers (cantons, communes, fondations communales, privés, etc.) dans le but de financer l'acquisition, la construction ou la rénovation de leurs biens durables sont portées à l'actif du bilan. Elles se retrouvent également sous la forme de contributions financières pour le financement de fonds intercommunaux.

2.3.3 Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles du patrimoine administratif

Ces immobilisations sont amorties conformément aux dispositions prévues à l'article 40 RAC. Les amortissements sont calculés en appliquant la méthode linéaire indirecte, laquelle consiste à amortir l'investissement sur sa durée de vie à un taux constant.

Les taux d'amortissement et les durées d'utilisations prévus par l'article 40 al. 7 RAC sont les suivants :

Catégorie d'immobilisations	Durée d'utilisation	Taux d'amortissement
Terrains non bâtis, soit les parcs publics, les cimetières, les forêts	40 ans	2.50%
Ouvrage d'assainissement, canalisations, correction des cours d'eau	40 ans	2.50%
Travaux de génie civil (notamment les routes)	30 ans	3.33%
Bâtiments, terrains bâtis, rénovations lourdes	30 ans	3.33%
Véhicules spéciaux	15 ans	6.67%
Aménagements divers	10 ans	10.00%
Rénovations légères de génie civil	10 ans	10.00%
Installations fixes (équipements et installations techniques)	10 ans	10.00%
Biens meubles, véhicules, machines	8 ans	12.50%
Immobilisations incorporelles (brevets, logiciels, licences, etc.)	5 ans	20.00%
Systèmes informatiques et de communication	4 ans	25.00%
Crédits d'étude et frais de concours non suivis de réalisation	1 an	100%

L'amortissement planifié des investissements du patrimoine administratif est effectué selon les durées définies dans la délibération ouvrant le crédit d'investissement nécessaire. Ces durées sont en adéquation avec les durées définies à l'article 40 al. 7 RAC.

Si une perte de valeur durable est prévisible pour un poste, la valeur portée au bilan est rectifiée par la comptabilisation d'un amortissement non planifié et justifiée par des pièces probantes.

L'article 40 al. 4 RAC indique que la première annuité d'amortissement doit être comptabilisée lors de la première année d'utilisation de l'investissement, sur la base du crédit net réel.

La Ville de Genève commence à amortir ses objets le mois suivant la mise à disposition du bien ou de l'objet. Lorsque les biens acquis correspondent à une catégorie d'investissement comme des véhicules, mobilier, etc., l'amortissement débute dès la première dépense.

L'amortissement des dépenses d'investissement des crédits d'étude suivis de réalisation et des frais de concours liés à un objet suivis de réalisation sont concomitants avec l'amortissement du crédit principal.

Les crédits d'étude ou frais de concours liés à un objet non suivis de réalisation sont amortis intégralement dans l'année où la décision d'abandon du projet a été prise. Ils sont comptabilisés comme des amortissements non planifiés.

Les crédits d'engagement du PA votés par le Conseil municipal avant l'introduction du MCH2 (soit le 1^{er} janvier 2018) sont amortis conformément aux délibérations.

2.3.4 Amortissement des subventions d'investissement versées

Les subventions d'investissement versées à :

- des entités privées sont amorties sur 5 ans (art. 40 al. 7 let. I RAC) ;
- des entités publiques sont amorties selon la durée d'utilisation de l'objet financé. La durée d'amortissement est fixée comme s'il s'agissait d'un investissement propre (art. 40 al. 7 let. p RAC).

2.3.5 Réévaluation des immobilisations corporelles du patrimoine financier

Les immobilisations corporelles du patrimoine financier initialement comptabilisées à l'actif à leur valeur d'acquisition (cf. rubrique «2.3.1 Valeur d'acquisition») ou de construction sont réévaluées tous les cinq ans à la valeur de remplacement (art. 38 RAC).

Afin de respecter cette exigence légale, un échéancier a été établi par la Ville de Genève afin que chaque objet de cette catégorie soit réévalué au minimum une fois dans cet intervalle de cinq ans.

Les immobilisations corporelles ont ainsi été subdivisées en cinq lots constitués selon une approche axée sur les critères suivants :

- pour les terrains bâtis et les terrains nus : sur la localisation par quartier géographique, la planification des investissements, le nombre et la valeur des objets ;
- pour les terrains grevés d'un droit distinct et permanent : au plus proche de la date de révision des rentes.

Les terrains bâtis en lien avec des investissements en cours sont systématiquement réévalués au cours de l'année de clôture dudit investissement afin d'identifier les éventuelles plus-values ou moins-values.

En cas de crédit d'étude non suivi de réalisation, les dépenses d'investissement sont amorties dans la catégorie des amortissements non planifiés sur une durée d'un an.

La détermination de la juste valeur des immobilisations corporelles du PF est effectuée selon les méthodes suivantes :

- **Terrains bâtis : immeubles d'habitation, commerciaux, mixtes, villas, parkings, PPE**

Ces actifs sont réévalués à leur valeur de remplacement. Il s'agit d'une valeur conservatrice et durable, déconnectée des fluctuations du marché. Elle correspond à la valeur de la construction, déduction faite de la vétusté et de l'obsolescence, et additionnée à la valeur du terrain, dont les définitions sont les suivantes :

- Valeur de construction : prix de reconstruction à neuf selon les standards et exigences actuels.
- Vétusté et obsolescence : dégradation matérielle due au temps et à la dépréciation fonctionnelle consécutive aux changements de normes.
- Valeur du terrain : déterminée selon une méthode comparative basée sur la prise en considération de la zone de développement, de la densité et de la situation. Pour les grands ensembles ou les ensembles mixtes (patrimoines administratif et financier) situés sur une unique parcelle, une répartition théorique de la valeur de la parcelle est réalisée au prorata des surfaces brutes de plancher de chaque immeuble.

- **Terrains grevés d'un droit distinct et permanent (ci-après «DDP»)**

Ces actifs sont habituellement évalués en additionnant les valeurs actualisées de la rente de superficie, de la valeur du terrain et de la valeur de retour des immeubles. Dans la méthodologie retenue par la Ville de Genève, la valeur de retour des immeubles n'est pas prise en considération en application du principe de prudence.

Cette approche a pour effet :

- pour les DDP intégrant une indemnité équitable au sens de l'article 779 al. g du Code civil de considérer que la valeur de cette indemnité vient éteindre la valeur de retour des immeubles ;
- pour les DDP ne prévoyant aucune indemnité équitable d'accepter que la non prise en considération de la valeur de retour des immeubles, à l'échéance des DDP, revient à sous-estimer la valeur actuelle du DDP ; sous-estimation qui est matériellement difficile à estimer, ne pouvant pas prévoir l'état de dégradation à l'échéance du bien retourné, quand bien même une obligation d'entretien est généralement imposée aux preneurs de DDP.

- **Terrains nus**

Ces actifs sont réévalués à leur juste valeur. Il s'agit d'une valeur déterminée selon une méthode comparative basée sur la prise en considération de la zone de développement, de la densité autorisée et de la situation.

2.3.6 Comptabilisation des plus ou moins-values de réévaluation

Les éventuelles plus-values ou moins-values constatées à la suite de ces réévaluations périodiques sont comptabilisées en totalité sur l'exercice où la réévaluation a été effectuée.

Cas particulier :

Si la réévaluation périodique d'un actif du patrimoine financier résulte en une moins-value consécutive à une rénovation lourde de l'actif en question (c'est-à-dire que la précédente valeur de remplacement augmentée des frais de rénovation activés est supérieure à la valeur de remplacement réévaluée), alors cette moins-value - appelée survaleur -, est amortie selon les durées fixées à l'article 40 RAC, par analogie avec les catégories du patrimoine administratif.

2.4 Capitaux de tiers

Les capitaux de tiers sont évalués à la valeur nominale (art. 43 RAC).

2.4.1 Engagements courants

Les engagements courants sont comptabilisés à la valeur nominale et leur exigibilité est inférieure à un an.

2.4.2 Engagements financiers à court terme et à long terme

Ces engagements financiers sont enregistrés à leur valeur nominale en fonction de leur catégorie :

- à court terme, si l'échéance est inférieure ou égale à un an ;
- à long terme, si l'échéance est supérieure à un an.

2.4.2.1 Instruments financiers dérivés et de couverture

La Ville de Genève utilise des instruments de couverture de flux futurs (cash-flow hedge) lorsqu'elle met en place une stratégie de fixation des taux sur les emprunts externes, afin de neutraliser les risques hautement probables de fluctuation de paiements d'intérêts.

Le gain (ou la perte) dû à l'évaluation de ces instruments de couverture à leur juste valeur est comptabilisé dans la rubrique de capital propre « Réserve de valeur marchande sur instruments financiers ». La juste valeur est déterminée par constatation des données des marchés financiers à la date de clôture, confirmées par les contreparties ou les experts.

Lorsqu'un instrument de couverture est vendu ou résilié, les gains (ou les pertes) cumulés précédemment dans le compte de fortune sont conservés en fortune et repris en résultat linéairement sur la durée restante du sous-jacent initialement couvert. Si la prime de sortie payée ou reçue est différente des gains (ou des pertes) cumulés, la différence est immédiatement enregistrée dans le compte de résultats.

2.4.3 Passifs de régularisation

Les passifs de régularisation du compte des investissements et du compte de résultats sont portés au bilan pour :

- des recettes d'investissement ou des revenus constatés avant la date de clôture du bilan, mais qui doivent être imputés à la période comptable suivante, ou
- des prestations fournies par des tiers avant la date de clôture du bilan (dépenses d'investissement ou charges), mais qui ne seront facturées seulement qu'au cours de la période comptable suivante.

Cas particuliers

- Application d'un seuil

Tout comme les engagements à payer, un seuil de comptabilisation pour les passifs de régularisation a été fixé à kCHF 10 par prestation ou livraison à l'exception des subventions, des écritures liées aux charges de personnel et des revenus.

Pour les services suivants, ce seuil est appliqué :

- par objet et par nature comptable pour les travaux suivis par la Direction du patrimoine bâti ;
 - par compte et centre de coût pour les travaux suivis par la Gérance immobilière municipale.
- Méthodologie pour l'évaluation des passifs de régularisation pour les travaux liés aux grands chantiers dans le cadre de crédit d'engagement (investissement).

Les travaux effectués et non encore facturés par les entreprises à la date de clôture sont évalués et comptabilisés dans les actifs immobilisés en contrepartie des passifs de régularisation.

Cette évaluation est déterminée pour les chantiers significatifs selon la méthode suivante :

Chantiers non terminés :

- identification de la totalité des commandes engagées en francs ;
- application d'un taux d'avancement des travaux (communiqué par les mandataires chargés du suivi des ouvrages). Cette opération permet d'évaluer la totalité des travaux effectués à la date de clôture ;
- déduction du total des factures déjà reçues à la date de clôture.

Chantiers terminés :

- information du coût final probable et confirmation d'un taux d'avancement des travaux à 100% (transmis par les mandataires chargés du suivi des ouvrages) ;
- communication du montant des travaux résiduels à facturer.

Cette méthode est appliquée pour un nombre déterminé de grands chantiers de construction et de rénovation de bâtiments entrepris par la Ville de Genève.

2.4.4 Provisions à court et à long terme

Ces provisions sont enregistrées en fonction de leur catégorie :

- à court terme, si l'échéance est inférieure ou égale à un an ;
- à long terme, si l'échéance est supérieure à un an.

Une provision est un engagement probable, contractuel ou factuel fondé sur un événement situé dans le passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains, et qui peuvent être raisonnablement évalués. La Ville de Genève comptabilise ses provisions, quand les conditions suivantes sont remplies cumulativement :

- il s'agit d'un engagement actuel, découlant d'un événement survenu dans le passé ;
- la sortie de fonds nécessaire à faire face à l'engagement est probable (probabilité > 50%) ;
- le montant de l'engagement peut être estimé de manière fiable ;
- le montant de la provision est supérieur à kCHF 10 par cas.

Les directions des départements et des services analysent l'intégralité des affaires en cours (litiges ou contentieux avec un tiers) et évaluent la probabilité d'occurrence du risque et de son impact financier potentiel. Le cas échéant, une provision pour risque est évaluée et comptabilisée à la date de clôture.

Les provisions existantes font quant à elles l'objet d'une réévaluation à la date de clôture.

2.4.5 Engagements envers les financements spéciaux et les fonds des capitaux de tiers

2.4.5.1 Financements spéciaux

Les financements spéciaux consistent en l'affectation obligatoire de moyens à l'accomplissement d'une tâche publique définie. Les financements spéciaux doivent reposer sur une base légale formelle. Ils doivent respecter les principes de non-affectation de l'impôt général et de causalité (art. 123 LAC).

Ils reposent sur une base légale sur laquelle la commune n'a pas d'emprise. Ils sont classifiés en capitaux de tiers. Il s'agit dans ce cas de financements spéciaux pour lesquels des émoluments ou taxes déterminés ayant un rapport causal avec l'utilisation sont affectés par la loi.

2.4.5.2 Fonds spéciaux des capitaux de tiers

Les fonds spéciaux des capitaux de tiers (ci-après «fonds spéciaux») consistent en la décision d'affecter des moyens à l'accomplissement d'une tâche publique définie. Leur création doit reposer sur une décision ainsi qu'un règlement du Conseil municipal (art. 124 LAC).

Seuls les fonds formés par des legs ou donations de tiers avec conditions d'utilisation du capital ou des revenus de celui-ci fixées par le tiers, sont rattachés aux fonds spéciaux de capitaux de tiers.

L'évaluation des fonds spéciaux se fait à la valeur nominale des dons et legs reçus de la part des tiers.

Les valeurs mobilières appartenant aux fonds spéciaux sont gérées selon les dispositions du Règlement fixant les principes de gestion de la fortune des fonds spéciaux de la Ville de Genève (LC21 821).

Les titres appartenant aux fonds spéciaux sont réévalués chaque année.

Les immeubles reçus par le biais de dons et legs et ainsi rattachés aux fonds spéciaux ne sont pas réévalués à la date de clôture, qu'ils soient soumis à des conditions et charges ou non. Les revenus immobiliers et les charges immobilières sont affectés respectivement aux attributions et prélèvements sur les fonds spéciaux.

A des fins de présentation, la rubrique «5.6.2.5 b) Engagements envers les legs et fondations sans personnalité juridique enregistrés comme capitaux de tiers (2092)» reprend l'engagement total net de la Ville de Genève envers les fonds spéciaux, présentée ainsi en dérogation du principe de non compensation des actifs et des passifs.

2.5 Capitaux propres

2.5.1 Fonds enregistrés comme capital propre

Les fonds enregistrés comme capital propre consistent en des fonds créés par la commune en vue d'affecter des moyens financiers à l'accomplissement d'une tâche publique. A cet effet, l'article 124 al. 3 LAC stipule que les fonds spéciaux sont rattachés au capital propre lorsque :

- la base légale peut être changée par la propre collectivité, ou
- la base légale repose sur le droit de rang supérieur, mais que celui-ci laisse à la collectivité concernée une marge importante d'aménagement.

La création de fonds spéciaux doit reposer sur une décision ainsi qu'un règlement du Conseil municipal, conformément à l'article 124 LAC.

2.5.2 Réserve de politique budgétaire (réserve conjoncturelle)

Dans sa séance du 12 septembre 2017, le Conseil municipal a voté la création d'une réserve comptable appelée réserve conjoncturelle et assimilée aux fonds propres. Celle-ci est dotée du Règlement LC 21 192 lequel décrit notamment son but et son fonctionnement. Conformément à celui-ci, le montant affecté à cette réserve fait l'objet d'un projet de délibération d'affectation du résultat établi pour l'approbation des comptes annuels de la Ville de Genève.

2.5.3 Réserve de valeur marchande sur instruments financiers

La réserve de valeur sur instruments financiers enregistre les justes valeurs des instruments financiers ayant un but de couverture efficace.

2.6 Subventions non-monétaires (gratuités)

Les subventions non-monétaires accordées par la Ville de Genève sont publiées en annexe. Elles sont publiées dans les comptes détaillés par département.

Les subventions non-monétaires sont également présentées dans l'annexe aux comptes annuels pour les organisations sous influence considérable (voir rubrique «5.6.1.10 Tableau des organisations sous influence considérable»).

5.6 Notes relatives au bilan

5.6.1 Actifs

5.6.1.1 Disponibilités et placements à court terme (100)

En milliers de francs		Notes	31.12.2021	31.12.2020
1000	Caisse	a)	152	141
1001	La Poste	b)	3'461	7'967
1002	Banque	c)	6'838	2'981
1004	Cartes de débit et de crédit		8	8
1009	Autres disponibilités		2	2
Total			10'461	11'099

- a) Les caisses sont principalement utilisées par les services dans le cadre de leurs activités en faveur du public.
- b) La Ville de Genève dispose d'une limite de crédit pour le trafic des paiements de CHF 10 mios accordée par Postfinance. Au 31 décembre 2021, cette limite n'est pas utilisée.
- c) La Ville de Genève dispose d'une limite de crédit de CHF 100 mios accordée par la Banque cantonale de Genève. Au 31 décembre 2021, cette limite est utilisée à hauteur de CHF 68 mios.

5.6.1.2 Créances (101)

En milliers de francs		Notes	31.12.2021	31.12.2020
1010	Créances résultant de livraisons et de prestations envers des tiers	a)	18'536	20'592
1011	Comptes courants avec des tiers	b)	102'837	15'178
1012	Créances fiscales	c)	210'726	228'564
1013	Acomptes à des tiers		61	111
1014	Créances sur transferts	d)	1'659	1'991
1015	Comptes courants internes	e)	8'172	8'172
1016	Avances pour frais administratifs provisoires		5	5
1019	Autres créances		308	675
Total			342'304	275'288

a) Créances résultant de livraisons et de prestations envers des tiers (1010)

En milliers de francs		Notes	31.12.2021	31.12.2020
Entités administratives	Natures des créances facturées			
Service de la police municipale	Amendes	a1)	6'932	6'224
Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité	Participations de travaux d'entretien et d'investissements, location du réseau secondaire	a2)	4'376	5'516
Gérance immobilière municipale	Revenus locatifs	a3)	5'744	7'000
Service d'incendie et de secours	Transports ambulances, abonnements alarmes, etc.		1'871	2'220
Service de l'espace public	Redevances d'utilisation du domaine public	a4)	1'907	3'038
Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire	Prestations de services	a5)	660	912
Direction du département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité	Divers	a6)	1'872	1'872
Autres services municipaux	Divers		2'274	2'971
Total des créances			25'636	29'753
Provision pour débiteurs douteux		a7)	-11'064	-12'787
Total net des créances			14'572	16'966
Administration fédérale des contributions et tiers	Impôts anticipés suisses et étrangers à récupérer	a8)	1'614	1'625
Hôtel Métropole	Charges diverses d'exploitation	a9)	2'338	1'980
Restaurant du Parc des Eaux-Vives	Charges diverses d'exploitation	a9)	12	21
Total des créances			18'536	20'592

- a1) Conformément à la Convention portant sur le contrôle du stationnement sur le territoire de la Ville de Genève signée en décembre 2018, celle-ci a confié la mission de contrôle du stationnement à la Fondation des Parkings, sur l'ensemble de son territoire municipal du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2021. Les amendes émises par la police municipale et la Fondation des Parkings sont comptabilisées dans ce compte.
- a2) Les créances du Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité se composent notamment :
- des factures émises en fin d'année au Fonds intercommunal d'assainissement concernant le loyer 2021 pour le financement de la réalisation, la transformation et l'extension du réseau secondaire pour un montant de kCHF 1'957 ;
 - du solde de la facture émise à la République et canton de Genève concernant l'entretien des routes pour l'année 2016 pour un montant de kCHF 2'000. Celle-ci est complètement provisionnée.
- a3) La baisse des postes ouverts de la Gérance immobilière municipale s'explique notamment :
- par une diminution des revenus des rentes de droit de superficie pour un montant de kCHF 970 ;
 - du reclassement de l'estimation de la rente à recevoir de la part d'un superficiaire pour 2021 d'un montant de kCHF 616 dans la rubrique « Actif de régularisation ». En 2020, le montant s'élevait à kCHF 1'786 (cf. Rubrique « 5.6.2.4. Provisions à court et à long terme (205 et 208) »).
- a4) La baisse des postes ouverts du Service de l'espace public s'explique notamment par une reprise de la facturation de manière régulière. En 2020, celle-ci avait été décalée sur la fin de l'exercice, suite à la crise sanitaire, engendrant une hausse des postes ouverts en fin d'exercice 2020.
- a5) La baisse des postes ouverts du Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire s'explique notamment par la diminution du nombre de décès dû à la Covid-19 et par une reprise de la facturation de manière régulière, celle-ci ayant été décalée également sur la fin de l'exercice 2020.
- a6) Suite à la cession d'une société immobilière en 2017, la Ville de Genève s'efforce de collecter le montant dû par l'ancien actionnaire s'élevant à kCHF 1'872. Compte tenu de l'importante incertitude concernant la possibilité de recouvrir cette créance, une provision pour débiteurs douteux d'un montant équivalent est enregistrée. Aucun versement n'a été obtenu en 2021 et la Ville de Genève étudie toutes les voies de recours possibles malgré les actes de défaut de bien constatés.
- a7) Le tableau ci-dessous indique la variation de la provision pour débiteurs douteux par service :

En milliers de francs	Notes	31.12.2021	31.12.2020	Variation
Provision pour débiteurs douteux				
Service de la police municipale		2'080	1'867	213
Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité		2'060	2'106	-46
Gérance immobilière municipale	a7-1)	2'666	4'509	-1'843
Service d'incendie et de secours		811	1'170	-359
Service de l'espace public		481	442	39
Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire		211	163	48
Direction du département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité	a6)	1'872	1'872	-
Autres services municipaux		883	658	225
Total des créances Entités administratives		11'064	12'787	-1'723

- a7-1) La diminution de kCHF 1'843 est principalement due à la dissolution de la provision de la rente 2020 à recevoir de la part d'un superficiaire pour kCHF 1'786. Cette créance ayant été honorée par le superficiaire, mais faisant l'objet d'une contestation de sa part, une provision pour litige du même montant a été constituée (voir rubrique « 5.6.2.4 Provisions à court et long terme (205 et 208) »).
- a8) Ce poste concerne principalement l'impôt anticipé à recevoir sur les dividendes perçus en 2021 sur les titres suisses détenus pour un montant de kCHF 1'614.
- a9) Ce poste est constitué des charges de l'exercice 2021 engagées par la Ville de Genève, pour le compte des activités de l'Hôtel Métropole et du Restaurant du Parc des Eaux-Vives. Elles sont refacturées à la fin de l'exercice aux deux établissements, ainsi que les intérêts cumulés des exercices 2019 à 2021. Ces montants n'ont pas été provisionnés compte tenu de la mise en équivalence de ces deux établissements en tant que placement financier.

b) Comptes courants avec des tiers (1011)

En milliers de francs	Notes	31.12.2021	31.12.2020
Etat de Genève			
Droit des carburants	b1)	718	651
Solde des impôts à récupérer	b2)	97'847	873
Tiers			
Entités subventionnées	b3)	994	617
Services industriels de Genève	b4)	1'109	64
Fondation des Parkings	b5)	1'910	12'638
Assurances sociales		259	335
Total		102'837	15'178

- b1) Le montant de kCHF 718 correspond à la part de l'exercice 2021 revenant à la Ville de Genève des droits sur les carburants rétrocédés par la Confédération à la République et canton de Genève. Ce montant correspond au décompte fourni par la République et canton de Genève se basant sur les chiffres de l'année 2018.
- b2) La République et canton de Genève verse à la Ville de Genève des acomptes hebdomadaires prévisionnels. A réception du décompte final des impôts, le rapprochement est effectué entre la perception annuelle et les acomptes versés à la Ville de Genève. Le solde à percevoir sur les impôts 2021 est de kCHF 97'847. La hausse marquée avec le solde de l'exercice 2020 s'explique par une insuffisance d'acomptes reçus en 2021 contrairement à 2020 qui étaient peu éloignés de la perception annuelle cette année-là.
- b3) Le montant de kCHF 994 est notamment constitué par une demande de restitution, auprès d'une fondation de droit public, qui concerne des subventions non dépensées, allant au-delà du fonds de réserve convenu pour le subventionné pour kCHF 427.
- b4) La redevance d'utilisation annuelle 2021 du domaine public due par les Services Industriels de Genève à la Ville de Genève s'élève à kCHF 9'909, en hausse sensible par rapport à l'exercice précédent (kCHF 9'664). Les acomptes reçus durant l'année 2021 étant inférieurs à la redevance annuelle due, le solde résiduel de cette redevance à recevoir s'élève à kCHF 1'109 à la date de clôture. Celui-ci sera versé au début de l'année 2022.
- b5) En janvier 2021, la Ville de Genève et la République et canton de Genève ont signé un accord concernant l'attribution des recettes nettes du produit des taxes de stationnement pour les années 2019 et 2020. Elles ont approuvé le versement en faveur de la Ville de Genève des montants consignés par la Fondation des Parkings. Les recettes nettes des horodateurs sont dorénavant versées à la Ville de Genève trimestriellement. Le solde de kCHF 1'910 représente les recettes nettes du 4ème trimestre 2021 qui sera versé au début de l'année 2022.

c) Créances fiscales (1012)

Conformément à la Loi sur les contributions publiques (LCP D 3 05), la fiscalité des communes est traitée par l'Etat de Genève, à l'exception de la taxe professionnelle communale dont la gestion fait partie des compétences communales. L'Administration fiscale cantonale (AFC) se charge de la taxation et de la perception des impôts sur les personnes physiques, sur les personnes morales et sur les chiens.

En milliers de francs	Notes	31.12.2021	31.12.2020	Variation
Reliquats sur les impôts				
Centimes communaux sur les personnes physiques		282'020	306'459	-24'439
Centimes communaux sur les personnes morales	c1)	-4'031	1'893	-5'924
Impôts sur les chiens		129	137	-8
Total net du reliquat sur les impôts avant provision		278'118	308'489	-30'371
Provision sur reliquat des impôts		-83'436	-92'547	9'111
Total net du reliquat sur les impôts après provision		194'682	215'942	-21'260

En milliers de francs	31.12.2021	31.12.2020	Variation
Taxe professionnelle communale (TPC)			
Créances liées à la TPC	22'930	18'190	4'740
Provision sur les créances liées à la TPC	-6'886	-5'568	-1'318
Total net des créances liées à la TPC	16'044	12'622	3'422
Totaux nets	210'726	228'564	-17'838

- c1) Certains contribuables «personnes morales» ont effectué avant la date de clôture des versements anticipés au titre de l'année fiscale subséquente. Le montant de ces versements a induit un reliquat fiscal pour les personnes morales en position créditrice à la date de clôture. Conformément au manuel MCH2, la provision sur le reliquat fiscal a été calculée sur la position nette globale, toutes créances confondues.

d) Créances sur transferts (1014)

Le montant de kCHF 1'659 concerne le solde de la subvention pour la construction de l'école de Chandieu à percevoir auprès du Fonds intercommunal pour le développement urbain. Le règlement de cette subvention à recevoir s'échelonne jusqu'en 2026, à hauteur d'un montant annuel de kCHF 332. Il n'y a pas d'indication à la date de clôture qu'une dépréciation de cette créance soit nécessaire.

e) Comptes courants internes (1015)

Les comptes courants de l'Hôtel Métropole et du Restaurant du Parc des Eaux-Vives correspondent à l'addition d'avances consenties et de charges prises en compte par la Ville de Genève pour le compte des deux établissements, mais non exigées. Ce mécanisme de comptes courants n'est désormais plus utilisé. Malgré les résultats des établissements sur l'année 2021 et la situation des fonds propres du Restaurant du Parc des Eaux-Vives, la capacité de recouvrement de ces créances n'est pas remise en cause. La continuité de l'exploitation est assurée par le soutien financier de la Ville de Genève. Néanmoins, ces créances font l'objet d'un suivi attentif et régulier.

En milliers de francs	31.12.2021	31.12.2020
Compte courant Hôtel Métropole	7'096	7'096
Compte courant Restaurant du Parc des Eaux-Vives	1'076	1'076
Total	8'172	8'172

5.6.1.3 Actifs de régularisation (104)

En milliers de francs	Notes	31.12.2021	31.12.2020
1040 Charges constatées d'avance liées aux charges de personnel		-	27
1041 Charges constatées d'avance / Produits à recevoir liés aux charges de biens, services, et d'exploitation		3'627	3'891
1042 Produits à recevoir liés aux impôts	a)	8'260	12'320
1043 Subventions constatées d'avance / Subventions à recevoir	b)	15'149	9'218
1044 Charges financières constatées d'avance / Revenus financiers à recevoir	c)	13'662	15'072
1045 Charges constatées d'avance / Produits à recevoir liés aux autres revenus d'exploitation	d)	4'657	4'849
1046 Charges constatées d'avance / Produits à recevoir liés aux comptes des investissements	e)	5'163	1'477
Total		50'518	46'854

a) Produits à recevoir liés aux impôts (1042)

En milliers de francs	Notes	31.12.2021	31.12.2020
Taxe professionnelle communale à recevoir	a1)	11'800	17'600
Provision sur la Taxe professionnelle communale à recevoir		-3'540	-5'280
Total net Taxe professionnelle communale à recevoir		8'260	12'320

a1) Les taxations se rapportant aux exercices 2021 et antérieurs effectuées sur le mois de janvier et février 2022 s'élèvent à kCHF 11'800. Une provision d'un montant de kCHF 3'540 calculée sur la base d'un taux forfaitaire de 30% appliqué sur le montant de ces taxations a été constituée pour couvrir leur risque de non recouvrement au 31 décembre 2021.

La production fiscale de la Taxe professionnelle communale de l'exercice 2021 intègre des taxations correspondant à des exercices antérieurs pour un montant de kCHF 8'478 (2020: kCHF 8'658).

b) Subventions constatées d'avance / Subventions à recevoir (1043)

Ce poste est composé principalement par :

- la quote-part à recevoir de la taxe sur les compagnies d'assurance 2021 contre les incendies d'un montant de kCHF 1'784 qui sera reçue en 2022. Elle est calculée conformément à la Loi générale sur les contributions publiques (D 3 05) qui définit sa répartition soit, pour la Ville de Genève, 15% du produit de la taxe sous déduction des frais de perception de la République et canton de Genève ;
- la contribution 2021 de la Fondation pour le développement de l'accueil préscolaire (ci-après FDAP) dont le montant à recevoir est de kCHF 11'766. La FDAP a été créée le 1^{er} janvier 2020 et a pour but de gérer le fonds pour l'accueil préscolaire et de soutenir la coordination et la planification de l'accueil préscolaire.

c) Charges financières constatées d'avance / Revenus financiers à recevoir (1044)

En milliers de francs	Notes	31.12.2021	31.12.2020
Produits à recevoir de contreparties bancaires		33'878	28'375
Provision pour non recouvrement		-33'878	-28'375
Produits nets à recevoir de contreparties bancaires	c1)	-	-
Autres charges financières / revenus financiers		1'186	399
Provision pour revenus financiers		-616	-
Produits nets à recevoir pour revenus financiers	c2)	570	399
Prime de sortie SWAP	c3)	11'149	12'239
Frais d'emprunt payés d'avance	c4)	1'943	2'434
Total		13'662	15'072

c1) Le montant de kCHF 33'878 correspond au cumul des intérêts négatifs dus par les contreparties bancaires n'honorant pas leurs obligations contractuelles concernant l'application, conformément aux clauses contractuelles, du taux LIBOR franc suisse constaté en territoire négatif. Ce montant concerne les exercices 2015 à 2021 et fait l'objet d'une provision (cf. rubrique «5.6.2.2 Engagements financiers à court terme et long terme (201 et 206)»).

c2) L'augmentation de ce poste est due à un reclassement d'une rente à recevoir pour un montant de kCHF 616 de la part d'un superficiaire. Ce montant est provisionné dans cette même rubrique. La rente à recevoir était comptabilisée sous la rubrique «101 Créances» lors de l'exercice précédent pour un montant de kCHF 1'586.

c3) Se référer à la rubrique «5.6.2.2 Engagements financiers à court terme et long terme (201 et 206)».

c4) Ce montant correspond aux frais d'émission des emprunts à long terme. Ces frais sont répartis sur la durée de chaque emprunt. (cf. rubrique «5.6.2.2 Engagements financiers à court terme et long terme (201 et 206)»).

d) Charges constatées d'avance / Produits à recevoir liés aux autres revenus d'exploitation (1045)

En milliers de francs	Notes	31.12.2021	31.12.2020
Autres revenus à recevoir	d1)	4'657	4'849
Total		4'657	4'849

d1) Le montant de kCHF 4'657 correspond principalement à des charges de chauffage des immeubles locatifs appartenant au patrimoine financier devant être mis en regard des acomptes de chauffage reçus des locataires (cf. rubrique «5.6.2.1 Engagements courants (200)», note c) «Acomptes de tiers reçus (2003)»).

e) Charges constatées d'avance / Produits à recevoir liés aux comptes des investissements (1046)

L'augmentation du poste est expliquée principalement par la contribution 2021 à recevoir de la part du Fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU). Conformément à l'article 7 de la Loi sur le Fonds intercommunal pour le développement urbain, une contribution est versée en fonction du nombre de logements créé. Un montant de kCHF 3'157 a été octroyé à la Ville de Genève et sera versé courant 2022.

5.6.1.4 Marchandises, fournitures et travaux en cours (106)

En milliers de francs		Notes	31.12.2021	31.12.2020
1060	Articles de commerce	a)	178	216
1061	Matières premières et auxiliaires	b)	3'360	3'128
Total			3'538	3'344

- a) Les stocks d'articles de commerce sont constitués d'objets destinés à la vente.
- b) Les stocks de matières premières et auxiliaires sont constitués notamment de matières consommables telles que des matériaux pierreux, des combustibles, des fournitures de bureaux, des vêtements professionnels, des fondants chimiques et des pièces pour véhicules.

5.6.1.5 Placements financiers (107)

En milliers de francs		Notes	31.12.2021	31.12.2020
1070	Actions et parts sociales	a)	98'030	97'413
1079	Autres placements financiers à long terme	b)	61'216	65'114
Total			159'246	162'527

a) Actions et parts sociales (1070)

En millier de francs		Notes	31.12.2021	31.12.2020	Variation
Sociétés anonymes					
Banque cantonale de Genève		a1)	96'725	95'821	904
Banque nationale suisse			26	23	3
Société coopérative					
Société coopérative d'habitation Genève			143	143	-
Placements					
Placements divers La Flamme		a2)	1'136	1'426	-290
Total			98'030	97'413	617

- a1) La plus-value latente de kCHF 904 provient de la réévaluation des 602'646 actions de la Banque cantonale de Genève figurant au PF à la valeur du marché au 31 décembre 2021.
- a2) Le but des actifs détenus par le Fonds La Flamme est de financer les engagements de la société mutuelle genevoise de crémation (La Flamme) envers ses sociétaires. Ces engagements ont été repris par la Ville de Genève. Les engagements sont décrits dans les rubriques «5.6.2.4 Provisions à court et à long terme (205/208)» et «5.6.2.5 Engagements envers les financements spéciaux et des fonds de capitaux de tiers (209)»

La variation annuelle de la valeur des actifs du portefeuille La Flamme est décrite dans le tableau ci-dessous :

En milliers de francs	
Revenus des actifs	19
Réévaluation des actifs	90
Financement des engagements	-399
Variation du portefeuille La Flamme	-290

Ces divers placements détenus par le Fonds la Flamme, constitués de valeurs mobilières, ont généré des revenus pour un montant total de kCHF 19 durant l'exercice 2021 et ont été attribués au fonds. Un montant de kCHF 399 a financé les coûts encourus sur l'année 2021 envers les sociétaires du Fonds La Flamme.

b) Autres placements financiers à long terme (1079)

En milliers de francs		Notes	31.12.2021	31.12.2020	Variation
Autres					
Hôtel Métropole		b1)	55'753	59'410	-3'657
Restaurant du Parc des Eaux-Vives		b2)	5'463	5'704	-241
Total			61'216	65'114	-3'898

b1) Hôtel Métropole

Les états financiers de l'Hôtel Métropole ont été établis conformément aux articles 957 et suivants du Code des obligations (CO). Ceux-ci ont reçu une certification sans réserve de la part de l'auditeur externe indépendant. Ils ont été retraités selon les règles édictées par le MCH2 avant publication dans les comptes de la Ville de Genève.

Bilan de l'Hôtel Métropole au 31 décembre 2021

En milliers de francs	Notes	Comptes audités 31.12.2021 (CO)	Retraitements	Comptes 31.12.2021 (MCH2)	Comptes 31.12.2020 (MCH2)
Liquidités		1'452		1'452	4'227
Créances d'exploitation		1'867		1'867	1'094
Actif de régularisation		318		318	284
Stocks		300		300	286
Total Actif Circulant		3'937	-	3'937	5'891
Terrain	b1-1)	1'002	35'317	36'319	37'675
Immeuble	b1-1)	38'134	-12'513	25'621	25'945
Installation et équipements		1'104	-	1'104	1'125
Total Actif Immobilisé		40'240	22'804	63'044	64'745
Total ACTIF		44'177	22'804	66'981	70'636
Créanciers à court terme		3'431		3'431	3'643
Passifs de régularisation		701		701	487
Total Fonds Etrangers		4'132	-	4'132	4'130
Compte courant Ville de Genève		7'096	-	7'096	7'096
Résultats reportés		36'825	22'585	59'410	64'206
Résultat de l'exercice		-3'876	219	-3'657	-4'796
<i>Total Résultats Cumulés</i>		<i>32'949</i>	<i>22'804</i>	<i>55'753</i>	<i>59'410</i>
Total Capitaux Propres		40'045	22'804	62'849	66'506
Total PASSIF		44'177	22'804	66'981	70'636

b1-1) Les valeurs du bâtiment et du terrain de l'Hôtel Métropole ont fait l'objet d'une réévaluation au 31 décembre 2021 par un expert immobilier conformément aux règles d'évaluation MCH2 du patrimoine financier. L'objet étant détenu par la Ville de Genève dans une optique de placement et de conservation, l'expert a procédé à un calcul d'une valeur patrimoniale se basant sur la valeur intrinsèque du bâtiment et du terrain, sans tenir compte de son rendement.

Cependant, la crise sanitaire (Covid-19) a particulièrement touché le secteur de l'hôtellerie. Les hôtels situés à Genève ont subi de plein fouet l'effondrement du tourisme d'affaires et de congrès. Le contexte actuel se caractérise par une incertitude accrue dans un secteur déjà fragilisé. Une dépréciation durable de la substance de l'objet a été constatée.

Sur cette base, la réévaluation a généré une moins-value de kCHF 1'356 pour le terrain et une moins-value de kCHF 145 pour l'immeuble. Celles-ci sont enregistrées en contrepartie du compte de résultat

En milliers de francs	Valeur (MCH2) au 31.12.2020	Investissements annuels 2021	Valeur avant réévaluation au 31.12.2021	Valeur patrimoniale au 31.12.2021	Moins-value annuelle
Terrain	37'675	-	37'675	36'319	-1'356
Immeuble	25'945	-179	25'766	25'621	-145

Suite au reclassement en 2021 d'un investissement d'un montant de kCHF 272 réalisé en 2020 sous « Installations et équipements » et malgré des investissements annuels d'un montant de kCHF 93, la valeur comptable de l'immeuble au 31 décembre 2021 a été diminuée d'un montant de kCHF 179.

Compte de résultats de l'Hôtel Métropole 2021

En milliers de francs	Notes	Comptes audités 2021 (CO)	Retraitements	Comptes 2021 (MCH2)	Comptes 2020 (MCH2)
Département hébergement					
Revenus		5'083		5'083	2'770
Charges		-2'500		-2'500	-2'122
Total marge département hébergement		2'583	-	2'583	648
Département restauration					
Revenus		2'763		2'763	2'004
Charges		-3'076		-3'076	-2'888
Total marge département restauration		-313	-	-313	-884
Autres départements					
Revenus		51		51	38
Charges		-		-	-
Total marge autres départements		51	-	51	38
Autres revenus		361		361	94
MARGE BRUTE		2'682	-	2'682	-104
Charges du personnel		-1'797		-1'797	-1'965
Autres charges		-1'800		-1'800	-1'628
Honoraires de gestion et d'incitation		-165		-165	-98
Total autres charges d'exploitation		-3'762	-	-3'762	-3'691
Résultat d'exploitation avant intérêts et amortissements		-1'080	-	-1'080	-3'795
Amortissements	b1-2)	-2'199	1'720	-479	-396
Intérêts en faveur de la Ville de Genève		-597	-	-597	-708
Réévaluation MCH2		-	-1'501	-1'501	103
Résultat net		-3'876	219	-3'657	-4'796

b1-2) L'immeuble étant désormais valorisé à sa valeur intrinsèque dans les comptes de la Ville de Genève selon le MCH2, il n'est désormais plus amorti. De ce fait, les amortissements 2021 d'une valeur de kCHF 1'720 de l'immeuble enregistrés dans les comptes audités selon le Code des Obligations ont été retraités. Les autres équipements restent en revanche amortis.

Un mandat de gestion concernant l'exploitation exclusive de l'Hôtel Métropole a été conclu le 16 janvier 2019 pour une période de 12 ans.

Avant amortissements de kCHF 2'199 et intérêts dus à la Ville de Genève de kCHF 597, l'activité a dégagé une perte opérationnelle de kCHF 1'080.

Les prestations de services enregistrées dans le compte de résultat envers le gestionnaire se sont élevées à kCHF 165 (2020: kCHF 102), incluant notamment les honoraires de gestion et d'incitation. A la date de clôture, il n'y a pas d'engagements hors bilan significatifs à signaler.

Informations liées à la crise sanitaire de la Covid-19 (source: annexe aux comptes annuels audités)

Le niveau de résultat dégagé par l'activité de l'Hôtel Métropole pour l'année 2021, tout comme 2020, reflète une année difficile compte tenu de la crise sanitaire de la Covid-19. L'exercice se termine avec un résultat déficitaire de kCHF 3'876 selon le référentiel comptable du Code des Obligations et kCHF 3'657 selon le référentiel MCH2.

Département Hébergement

En milliers de francs	Budget 2021	Réalisé 2021	Ecart
Revenus	5'050	5'083	33
Charges	2'209	2'500	291

L'année 2021 a été, comme l'année 2020, très marquée par la crise de la Covid-19, mais d'une manière différente. Les grandes manifestations ont aussi toutes été annulées (Salon de l'automobile, Haute Horlogerie, Ebace), à l'exception du Geneva Open, tenu dans une forme nettement réduite par rapport aux autres années. L'année 2021 a été aussi marquée par une succession de restrictions et d'allègements annoncés par le Conseil fédéral, engendrant systématiquement des adaptations au niveau opérationnel. Malgré ces aléas, le budget a pu être maintenu jusqu'à l'automne où une nouvelle vague a engendré un fort niveau d'annulations pour tout le mois de décembre. Les charges salariales ont été supérieures de kCHF 200 par rapport au budget. Cet écart est principalement dû aux annonces du Conseil fédéral et aux ajustements de la masse salariale qui, inévitablement, ont un temps de latence. Un autre élément constaté a été l'exigence des clients pour les services fournis (prix moyen CHF +40 vs budget). Le budget n'avait également pas tenu compte des employé-e-s à l'appel pour surcharge temporaire de travail (kCHF 170 réalisé en housekeeping).

Les dépenses générales ont été augmentées principalement par toutes les commissions dues aux agences de voyage et aux fournisseurs de cartes de crédit qui avaient été insuffisamment budgétées.

Département Restauration

En milliers de francs	Budget 2021	Réalisé 2021	Ecart
Revenus	3'649	2'763	-886
Charges	3'346	3'076	-270

Le département restauration n'a pas eu le même parcours que l'hébergement. Il y a eu beaucoup plus de restrictions notamment pour les banquets (pas de réunions de plus de 5, 10 ou 30 max, selon les différentes annonces faites par le Conseil fédéral). Par ailleurs, le certificat Covid 2G a été introduit en cours d'année, décourageant une partie des client-e-s de fréquenter le restaurant. Malgré ces restrictions, le Mirror Bar a quasiment atteint le budget de l'année (kCHF -3).

Le coût du personnel a été limité au maximum. Aucun remplacement des départs naturels n'a été effectué. Le budget n'avait pas tenu compte du personnel en appel pour les banquets (cuisine et service), engendrant un écart de kCHF 50.

Département Administration

En milliers de francs	Budget 2021	Réalisé 2021	Ecart
Charges	3'288	3'391	103

Les charges de salaires sont conformes au budget (kCHF +28). Concernant les autres dépenses, le département IT a renouvelé du matériel obsolète non budgété (kCHF +30), alors que le département administration générale a enregistré un écart sur le poste des honoraires.

b2) Restaurant du Parc des Eaux-Vives

Les états financiers du Restaurant du Parc des Eaux-Vives ont été établis conformément aux articles 957 et suivants du Code des obligations (CO). Ceux-ci ont reçu une certification sans réserve de la part de l'auditeur externe indépendant. Ils ont été retraités selon les règles édictées par le MCH2 avant publication dans les comptes de la Ville de Genève.

Bien que les fonds propres de l'établissement ne couvrent pas ses passifs, aucun risque ne pèse sur le principe de continuité d'exploitation, car la Ville de Genève soutient financièrement le Restaurant du Parc des Eaux-vives. De plus, la gestion de la trésorerie de cet établissement est centralisée avec l'Hôtel Métropole. Enfin, les fonds propres retraités selon le référentiel MCH2 sont positifs à la date de clôture.

Bilan du Restaurant du Parc des Eaux-Vives au 31 décembre 2021

En milliers de francs	Notes	Comptes audités 31.12.2021 (CO)	Retraitements	Comptes 31.12.2021 (MCH2)	Comptes 31.12.2020 (MCH2)
Liquidités		814		814	189
Créances d'exploitation		45		45	24
Actif de régularisation		10		10	7
Stocks		231		231	206
Total Actif Circulant		1'100	-	1'100	426
Immeuble	b2-1)	79	6'911	6'990	7'210
Installation et équipements (nets)		258	-	258	251
Total Actif Immobilisé		337	6'911	7'248	7'461
Total ACTIF		1'437	6'911	8'348	7'887
Créanciers à court terme		1'749		1'749	1'071
Passifs de régularisation		60		60	36
Total Fonds Etrangers		1'809	-	1'809	1'107
Compte courant Ville de Genève		1'076	-	1'076	1'076
Résultats reportés		-1'427	7'131	5'704	5'848
Résultat de l'exercice		-21	-220	-241	-144
Total Résultats Cumulés		-1'449	6'911	5'463	5'704
Total Capitaux Propres		-372	6'911	6'539	6'780
Total PASSIF		1'437	6'911	8'348	7'887

b2-1) La valeur du bâtiment (hors terrain, lequel se situe dans un parc public classifié au PA) du Restaurant du Parc des Eaux-vives a fait l'objet d'une réévaluation au 31 décembre 2021 par un expert immobilier conformément aux règles d'évaluation MCH2 du patrimoine financier. L'objet étant détenu par la Ville de Genève dans une optique de placement et de conservation, l'expert a procédé à un calcul d'une valeur patrimoniale se basant sur la valeur intrinsèque du bâtiment sans tenir compte de son rendement.

En regard de la méthodologie retenue pour l'évaluation du bâtiment, la moins-value est uniquement due à la vétusté du bâtiment.

La moins-value générée de kCHF 231 par cette réévaluation est enregistrée en contrepartie du compte de résultat.

En milliers de francs	Valeur (MCH2) au 31.12.2020	Investissements annuels 2021	Valeur avant réévaluation au 31.12.2021	Valeur patrimoniale au 31.12.2021	Moins-value annuelle
Immeuble	7'210	11	7'221	6'990	-231

Compte de résultats du Restaurant du Parc des Eaux-Vives 2021

En milliers de francs	Notes	Comptes audités 2021 (CO)	Retraite- ments	Comptes 2021 (MCH2)	Comptes 2020 (MCH2)
Département hébergement					
Revenus		291	-	291	102
Charges		-181	-	-181	-57
Total marge département hébergement		110	-	110	45
Département restauration					
Revenus		2'014	-	2'014	982
Charges		-1'605	-	-1'605	-869
Total marge département restauration		409	-	409	113
Autres revenus		53	-	53	12
MARGE BRUTE		572	-	572	170
Charges du personnel		-87	-	-87	-64
Autres charges		-392	-	-392	-327
Honoraires de gestion et d'incitation		-49	-	-49	-22
Total autres charges d'exploitation		-528	-	-528	-413
Résultat d'exploitation avant intérêts et amortissements		44	-	44	-243
Amortissements	b2-2)	-65	11	-54	-47
Intérêts en faveur de la Ville de Genève		-	-	-	-
Réévaluation MCH2		-	-231	-231	146
Résultat net		-21	-220	-241	-144

b2-2) L'immeuble étant désormais valorisé à sa valeur intrinsèque dans les comptes selon le référentiel MCH2, il n'est désormais plus amorti. De ce fait, les amortissements 2021 d'une valeur de kCHF 11 de l'immeuble enregistrés selon le référentiel du Code des Obligations ont été retraités.

Un mandat de gestion concernant l'exploitation exclusive du restaurant du Parc des Eaux-Vives a été conclu le 16 janvier 2019 pour une période de 12 ans.

Avant amortissement de kCHF 65, l'activité a dégagé un résultat opérationnel de kCHF 44.

Les prestations de services enregistrées dans le compte de résultat envers le gestionnaire se sont élevées à kCHF 49 (2020: kCHF 22), incluant notamment les honoraires de gestion et d'incitation. A la date de clôture, il n'y a pas d'engagements hors bilan significatifs à signaler.

Informations liées à la crise sanitaire de la Covid-19 (source : annexe aux comptes annuels audités)

Département Hébergement

En milliers de francs	Budget 2021	Réalisé 2021	Ecart
Revenus	276	291	15
Charges	146	181	35

Le Restaurant du Parc des Eaux-Vives a pu réaliser le revenu budgété, grâce notamment aux mois de septembre, octobre et novembre.

Concernant les dépenses, elles ont été légèrement supérieures en coût de personnel et en commission des agences de voyage.

Département Restauration

En milliers de francs	Budget 2021	Réalisé 2021	Ecart
Revenus	2'637	2'014	-623
Charges	2'079	1'605	-474

Le département restauration n'a pas eu le même parcours que l'hébergement. Il y a eu beaucoup plus de restrictions notamment sur l'activité banquets (pas de réunions de plus de 5, 10 ou 30 max, selon les différentes annonces par le Conseil fédéral). Par ailleurs, le certificat Covid 2G a été introduit en cours d'année, décourageant une partie des client-e-s de fréquenter le restaurant.

Concernant les dépenses, les synergies avec l'Hôtel Métropole ont été maximisées afin de limiter le personnel en appel (léger dépassement de kCHF 10) non budgété.

Département Administration

En milliers de francs

	Budget 2021	Réalisé 2021	Ecart
Charges	487	453	-34

Les charges variables ont été réduites au maximum à l'exception du département IT (kCHF +30) qui a notamment dû renouveler du matériel devenu obsolète dans le cadre du sommet entre les présidents Biden et Poutine.

Tableau des participations du PF au 31 décembre 2021

En milliers de francs (sauf colonne valeur comptable)

Nom de l'entité	Activités et tâches publiques	Etats financiers de référence	Normes comptables appliquées	Résultat d'exercice	Total du Bilan	Total du capital	Part détenue du capital par la Ville de Genève	Part détenue (%) du capital par la Ville de Genève	Valeur d'acquisition de la participation
Société anonyme									
Banque cantonale de Genève ¹	Banque de droit public ayant pour but principal de contribuer au développement économique du canton et de la région.	31.12.2021	PCB FINMA	125'234	28'293'691	360'000	30'132	8 %	72'872
Banque nationale suisse	Banque centrale indépendante ayant pour but de conduire la politique monétaire du pays.	31.12.2020	Swiss GAAP RPC	20'869'600	999'027'900	25'000	1	0 %	4
Société coopérative									
Société coopérative d'habitation Genève	Mettre à disposition des logements et surfaces d'activités accessibles à la majorité des habitant-e-s du bassin genevois.	30.04.2021	Code des Obligations	4'846	393'302	10'132	143	1 %	143
Autres									
Hôtel Métropole ⁴	Offrir des prestations d'hôtellerie et de restauration	31.12.2021	MCH2	-3'657	66'981	55'753	55'753	100 %	N/A
Restaurant du Parc des Eaux-Vives ⁴	Offrir des prestations de restauration	31.12.2021	MCH2	-241	8'348	5'463	5'463	100 %	N/A
Total									

¹ Source : états financiers consolidés.

² Seules les participations supérieures à 50% sont indiquées dans le tableau.

³ Seuls les montants des flux financiers supérieurs à kCHF 100 sont indiqués dans le tableau.

⁴ Les états financiers de ces entités ont été retraités selon le MCH2 et figurent dans l'annexe «5.6.1.5 Placements financiers (107)».

Valeur comptable (CHF) de la participation au 31.12.2021	Principaux autres détenteurs de participations	Participations détenues par l'entité ²	Flux comptables dans l'année entre la Ville de Genève et l'entité ³	Risques spécifiques	Engagements conditionnels et de garantie de l'entité indiqués dans les états financiers
96'724'683	Etat de Genève et les autres communes genevoises	Capital Transmission SA, Investissements Fonciers SA, Dimension Corporate Finance SA, Dimensions SA, Swiss Public Finance Solutions, BCGE Lyon, Cie Foncière St Gothard SAS, Cie Foncière Franco-Suisse, Rhône Saône Léman Lyon, Rhône Saône Courtage Lyon.	Flux financiers provenant de l'entité Dividendes reçus PA (kCHF 3'375) Dividendes reçus PF (kCHF 2'260) Intérêts négatifs (kCHF 101) Flux financiers à l'entité Frais de tenue de compte	Risques bancaires	Ce sont notamment des engagements de couverture de crédit émis sous forme d'engagements par avals, par cautionnements et par garanties.
26'200	Cantons suisses et banques cantonales	BRI, Orell Füssli Holding SA, Landqart AG	Dividende reçu	Risques bancaires	-
143'000	Divers coopérateurs	-	Jetons de présence	Risques économiques	Opération immobilière caserne des Vernets kCHF 293 Opération immobilière Coopérative Archipel Edouard-Rod 6 kCHF 102
55'753'347	-	-	Refacturation de prestations diverses (kCHF 126) Refacturation de primes d'assurance (kCHF 158) Intérêts reçus (kCHF 597)	Risques économiques	-
5'463'473	-	-	Refacturation de primes d'assurance	Risques économiques	-
158'110'703					

5.6.1.6 Immobilisations corporelles du patrimoine financier (108)

Le tableau ci-dessous indique les mouvements annuels des comptes de bilan relatifs aux immobilisations corporelles du patrimoine financier.

	Notes	1080	1084		1086	1087	Total
		Terrains PF	Bâtiments PF	Survaleur PF	Biens meubles PF	Installations en construction PF	Immobilisations du PF
En milliers de francs							
Valeurs nettes comptables au 01.01.2021		227'549	2'769'844	11'638	33	43'719	3'052'783
Valeurs brutes au 01.01.2021		227'549	2'769'844	11'718	149	43'719	3'052'979
Acquisitions brutes	a)	-	11'998	-	-	4'618	16'616
Recettes d'investissement	b)	-	-2'323	-	-	-871	-3'194
Reclassement	c)	2'180	-2'180	-	-	-	-
Mises en exploitation	d)	-	35'638	-	-	-35'638	-
Réévaluations nettes des immobilisations	e)	4'710	5'897	-	-	-	10'607
Valeurs brutes au 31.12.2021		234'439	2'818'874	11'718	149	11'828	3'077'008
Amortissements cumulés au 01.01.2021		-	-	-	-116	-	-116
Amortissements planifiés		-	-	-	-10	-	-10
Amortissements cumulés au 31.12.2021		-	-	-	-126	-	-126
Amortissements cumulés de la survaleur au 01.01.2021		-	-	-81	-	-	-81
Amortissements annuels de la survaleur		-	-	-391	-	-	-391
Amortissements cumulés de la survaleur au 31.12.2021		-	-	-472	-	-	-472
Valeurs nettes comptables au 31.12.2021		234'439	2'818'874	11'246	23	11'828	3'076'410

a) Acquisitions brutes

Les principales acquisitions brutes d'immobilisations du patrimoine financier sont présentées ci-dessous :

En milliers de francs

PR	Montant	Description des acquisitions brutes
PR-979AB1	9'534	Rénovation de l'enveloppe et des toitures, à la remise à niveau des installations techniques de l'ensemble des immeubles sis rue des Minoteries 1-3-5-7 et rue de Carouge 98-100-102
PR-1475	2'639	Droit de préemption dans le cadre de la vente de la parcelle sise avenue Soret 29
PR-1303A	1'529	Rénovation de deux immeubles de logements totalisant 26 appartements sis rue Royaume 10-12
PR-1217A	956	Mise en conformité de 20 bâtiments à simple vitrage du patrimoine financier (1ère étape)
PR-1327A1	523	Mise en conformité énergétique du solde des bâtiments à simple vitrage du patrimoine financier
PRD-1425AB	478	Rénovation de l'immeuble sis place de la Taconnerie 6
Diverses PR	957	Divers travaux
Total	16'616	

b) Recettes d'investissement

Le détail des recettes est présenté ci-dessous :

En milliers de francs

PR	Montant	Description des recettes d'investissement
PR-979A/B	700	Subvention versée par le Fonds énergie des collectivités pour la rénovation de l'enveloppe et des toitures de l'ensemble des Minoteries
n/a	2'494	Subvention versée par la République et canton de Genève pour la certification « Minergie » suite à la rénovation de l'ensemble des Minoteries
Total	3'194	

c) Reclassement

Le montant de kCHF 2'180 correspond à la création d'un nouveau droit de superficie (DDP) sur un terrain existant provenant de la rubrique « 1084 Bâtiments PF ». La construction qui se trouvait sur le terrain a été démolie.

d) **Mises en exploitation**

La mise en exploitation correspond à la mise à disposition d'un objet.

Le détail des crédits d'investissement mis en exploitation est présenté ci-dessous :

En milliers de francs

PR	Montant	Description des chantiers
PR-979AB1	34'301	Rénovation de l'enveloppe et des toitures, à la remise à niveau des installations techniques de l'ensemble des immeubles sis rue des Minoteries 1-3-5-7 et rue de Carouge 98-100-102
PR-1217	1'337	Mise en conformité de 20 bâtiments à simple vitrage du patrimoine financier
Total	35'638	

e) **Réévaluation des immobilisations corporelles du PF**

En milliers de francs

N° Référence objet	Adresse	Notes	Valeur comptable au 31.12.2020	Valeur comptable au 31.12.2021 avant réévaluation	Valeur réévaluée au 31.12.2021 (valeur de remplacement)	Plus-value ou (moins-value) de l'année comptabilisée en résultat
Immeubles						
1642	Carl-Vogt 2		11'000	11'000	11'420	420
1342	Carl-Vogt 4		12'750	12'750	12'980	230
1001	Carouge 40		3'110	3'110	3'230	120
1008	Cendrier 4-6		6'230	6'230	6'080	-150
1009	Cendrier 8-10		6'060	6'060	6'180	120
1012	Cheval-Blanc 8 (Quai)		14'467	14'467	14'460	-7
1480	Cluse 103		13'470	13'470	13'770	300
1490	Cluse 91		1'050	1'050	1'100	50
1213	Coulouvrenière 15		2'610	2'610	2'610	-
1204	Dancet 22A		9'920	9'920	10'070	150
1257	Deux-Ponts 29		5'680	5'680	5'860	180
1258	Deux-Ponts 31		5'690	5'690	5'800	110
1259	Deux-Ponts 33		5'720	5'720	5'910	190
1289	Deux-Ponts 5		3'760	3'760	3'760	-
1339	Deux-Ponts 7		2'660	2'660	2'660	-
1253	Ernest-Ansermet 36		12'940	12'940	13'350	410
1254	Ernest-Ansermet 38		13'160	13'160	13'390	230
1255	Ernest-Ansermet 40		13'190	13'190	13'200	10
1256	Ernest-Ansermet 42		13'190	13'190	13'260	70
1110	Etuves 11		1'900	1'900	1'960	60
1165	Etuves 15		4'960	4'960	4'810	-150
1017	Etuves 17		6'160	6'160	6'200	40
1145	Etuves 21		2'360	2'360	2'450	90
1108	Etuves 3-5		4'710	4'710	4'760	50
1109	Etuves 9		3'690	3'690	3'770	80
1246	Goetz-Monin 8		4'380	4'380	4'370	-10
1198	Grenus 2 (place)		3'860	3'860	3'860	-
1933	Grenus 9		3'150	3'150	3'180	30
1223	Jean-Violette 17		3'120	3'120	3'150	30
1027	Lissignol 10		6'650	6'650	6'660	10
1028	Lissignol 12		5'520	5'520	5'600	80
1022	Lissignol 1-3	e1)	11'810	11'810	9'300	-2'510
1029	Lissignol 14		4'660	4'660	4'720	60
1023	Lissignol 5		6'770	6'770	6'910	140
1024	Lissignol 7		6'640	6'640	6'730	90
1025	Lissignol 8		8'020	8'020	8'030	10
1026	Lissignol 9		6'270	6'270	6'390	120

N° Référence objet	Adresse	Notes	Valeur comptable au 31.12.2020	Valeur comptable au 31.12.2021 avant réévaluation	Valeur réévaluée au 31.12.2021 (valeur de remplacement)	Plus-value ou (moins-value) de l'année comptabilisée en résultat
1063	Lombard 10		930	930	930	-
1047-1	Lombard 12		1'920	1'920	2'020	100
1475	Lombard 6		4'200	4'200	4'260	60
1476	Lombard 8		4'010	4'010	4'060	50
1285	Michel-Simon 7		31'817	31'817	32'320	503
1286	Michel-Simon 9		31'211	31'211	31'670	459
1031	Paul-Bouchet 2		6'570	6'570	6'650	80
1125	Pont-D'Arve 5		4'530	4'556	4'580	24
1126	Pont-D'Arve 7		3'640	3'653	3'690	37
1127	Prévost-Martin 19		9'000	9'038	8'820	-218
1410	Prévost-Martin 21		8'890	8'966	8'930	-36
1411	Prévost-Martin 23		8'980	9'044	8'840	-204
1392	Puiserande 2		4'000	4'000	4'060	60
1438	Puiserande 3		4'280	4'280	4'350	70
1605	Puiserande 4		2'570	2'570	2'680	110
1210	Rois 13		9'910	9'910	10'000	90
1211	Rois 15		9'620	9'620	9'720	100
1212	Rois 17		8'580	8'580	8'610	30
1006	Rois 19		5'720	5'720	5'780	60
1030	Rousseau 14		5'890	5'890	5'950	60
1157	Rousseau 7		6'071	6'071	6'120	49
1332	Sainte-Clotilde 20		13'180	13'180	13'410	230
1333	Sainte-Clotilde 22		13'180	13'180	13'380	200
3244	Sainte-Clotilde 24		2'450	2'450	2'400	-50
1420	Saint-Georges 3		4'870	4'870	4'890	20
1380	Saint-Georges 5		7'730	7'730	7'840	110
1229	Saint-Georges 65		6'370	6'370	6'600	230
1272-1273- 1275	Savoises 11-15-17	e2)	8'210	8'210	9'040	830
3476	Savoises 9		990	990	1'020	30
1184	Simon-Durand 2		2'260	2'260	2'300	40
1185	Simon-Durand 4		2'250	2'250	2'290	40
1188	Simon-Goulart 2		8'920	8'920	9'030	110
1189	Simon-Goulart 4		10'480	10'480	10'510	30
1699	Sources 12		12'150	12'150	12'220	70
1284	Sources 8		9'990	9'990	10'230	240
5031	St-Clotilde 8		7'450	7'450	7'450	-
1334	Vélodrome 10		5'650	5'650	5'930	280
1335	Vélodrome 12		5'620	5'620	5'750	130
1336	Vélodrome 14		5'700	5'700	6'000	300
1261	Vélodrome 4		5'720	5'720	5'860	140
1262	Vélodrome 6		5'630	5'630	5'780	150
1263	Vélodrome 8	e3)	5'730	5'730	6'180	450
1032	Village-Suisse 3		11'380	11'380	11'460	80
1213-1	Volontaires 1		510	510	520	10
Total Immeubles			580'046	580'263	586'070	5'807
Immeubles commerciaux						
3507	Carl-Vogt 22-24		12'460	12'460	12'610	150
1047	Cluse 95		120	120	120	-
1187	Cornavin 1		3'610	3'610	3'620	10
1494	Coulouvrenière 44		8'200	8'200	8'230	30

N° Référence objet	Adresse	Notes	Valeur comptable au 31.12.2020	Valeur comptable au 31.12.2021 avant réévaluation	Valeur réévaluée au 31.12.2021 (valeur de remplacement)	Plus-value ou (moins-value) de l'année comptabilisée en résultat
1219	Diorama 2-4-6		8'870	8'870	8'910	40
1219-1	Diorama 2-4-6-Parking		400	400	400	-
1217	Grand-Bureau 21-21A		1'280	1'280	1'240	-40
1375	Vieux-Billard 25		6'520	6'520	6'420	-100
Total Immeubles commerciaux			41'460	41'460	41'550	90
Terrains bâtis			621'506	621'723	627'620	5'897
5166	Carl-Vogt		740	740	740	-
5337	Cimetière des Rois		10	10	10	-
5474	Cluse		310	310	310	-
1155	Deux-Ponts		100	100	100	-
5093	Diorama 12		3	3	3	-
5110	Diorama 12		30	30	30	-
5111	Diorama 12		20	20	20	-
5267	Dizerens		30	30	30	-
5507	Gravière 1		120	120	120	-
5509	Gravière 2		20	20	20	-
1070	Lombard		300	300	300	-
1070-1	Lombard		260	260	260	-
5127	Malatrex		150	150	150	-
5494	Moulins-Raichlen		730	730	730	-
5511	Moulins-Raichlen		140	140	140	-
5048	Parc Gourgass		20	20	20	-
5366	Prévost-Martin		320	320	320	-
5209	Rois 14		10	10	10	-
5445	Rousseau		2	2	2	-
5304	Route des Jeunes 2		1'900	1'900	1'900	-
5151	Square Simon-Durand		30	30	30	-
Terrains nus			5'245	5'245	5'245	-
5236	Château-Bloch 17		2'510	2'510	2'610	100
5628	Chemin du 23-août 9 à 15		6'270	6'270	6'360	90
5638	Eidguenots 21		2'110	2'110	2'160	50
5647	Ella-Maillart 1 / Rte de Chêne 41 e4)		2'180	2'180	5'830	3'650
5200	France 17		1'730	1'730	1'740	10
5481	Gravière 2		780	780	800	20
5134	Italie		170	170	170	-
5627	Jean-Louis-Hugon		1'090	1'090	1'110	20
5265	Jean-Robert Chouet 6		950	950	1'040	90
5298	Lyon 49-49A		1'220	1'220	1'200	-20
1295	Montbrillant 14		640	640	730	90
5020	Rousseau 4-6		1'460	1'460	1'520	60
5116	Turettini 3-5		21'190	21'190	21'510	320
5231	Vernier 137		2'730	2'730	2'920	190
5106	Wilson 51-52		1'720	1'720	1'750	30
5113	Wilson 51-52		660	660	670	10
Terrains avec DDP			47'410	47'410	52'120	4'710
Total général			674'161	674'378	684'985	10'607
Les plus-values et moins-values annuelles se détaillent comme suit :						
Plus-values 2021						14'102
Moins-values 2021						-3'495

Les plus ou moins-values significatives sont expliquées ci-dessous :

- e1) Constatation d'une moins-value de kCHF 2'510 liée à une réévaluation initiale en date du 1^{er} janvier 2018 basée sur l'état du bâtiment (rue Lissignol 1-3) entièrement rénové; alors que les montants des travaux réalisés n'avaient pas encore été complètement facturés et comptabilisés à cette date. Cette moins-value, qui est une correction rétroactive de la plus-value liée à la première évaluation, n'est pas considérée comme une survaleur. Elle est donc enregistrée directement dans le compte de résultats de l'exercice.
- e2) Augmentation de 9% justifiée essentiellement par la hausse des prix à neuf de la construction, ainsi qu'une diminution de la vétusté suite à la rénovation des conduites et des façades.
- e3) Augmentation de 7.8% justifiée par la hausse des prix de la construction ainsi que par une appréciation de la valeur du terrain de 4.6%, traduisant la valorisation progressive sur le marché du quartier Jonction-Plainpalais.
- e4) La valeur immobilière portant précédemment sur un terrain nu, évalué en 2018, a été réactualisée suite à l'octroi d'un nouveau DDP et à la valorisation de la rente payée, ce qui aboutit à une plus-value de kCHF 3'650.

Détail de la survaleur (rubrique comptable « 1084 Survaleur PF »)

Conformément au cas particulier mentionné dans les principes comptables sous le chapitre « Patrimoine financier, comptabilisation des plus ou moins-values de réévaluation liées au PF », les survaleurs brutes sont amorties linéairement sur 30 ans. L'amortissement débute l'exercice suivant l'année de réévaluation.

En milliers de francs

N° Référence Objet	Désignation	Année de réévaluation	Survaleurs à amortir brutes	Survaleurs à amortir nettes au 01.01.2021	Amortissements annuels des survaleurs	Survaleurs à amortir nettes au 31.12.2021
1260	Vélodrome 2, rue du	2019	2'420	2'339	81	2'258
1484	Complexe des Minoteries	2020	9'298	9'298	310	8'988
Total			11'718	11'637	391	11'246

Le complexe immobilier des Minoteries a été réévalué après la réalisation des travaux de rénovation terminés en 2020. Cette réévaluation a généré une survaleur au 31 décembre 2020 de kCHF 9'298 amortissable sur 30 ans. L'amortissement de la survaleur a débuté en 2021, pour un montant annuel de kCHF 310.

5.6.1.7 Financements spéciaux et fonds des capitaux de tiers (109)

En milliers de francs

	Notes	31.12.2021	31.12.2020
1090 Créances envers les financements spéciaux capitaux de tiers	a)	7'921	11'947
1092 Créances envers les fonds et fondations	b)	981	1'204
Total		8'902	13'151

- a) Le détail des créances envers les financements spéciaux et fonds de capitaux de tiers est présenté dans le tableau ci-dessous.

En milliers de francs

	31.12.2021	31.12.2020
Taxe d'équipement	6'797	10'782
Taxe d'écoulement	-	41
Taxe de remplacement constructions abris	1'124	1'124
Total	7'921	11'947

Le total est composé des taxes encaissées et portées en compte par les services de la République et canton de Genève. Il s'agit des taxes d'écoulement, d'équipement et de remplacement pour les constructions d'abris. Elles sont enregistrées sur la base de relevés trimestriels communiqués par l'Etat. La contrepartie de ces montants est enregistrée dans la rubrique 209 « Financements spéciaux et fonds de tiers », soit kCHF 7'921 au 31 décembre 2021. Au 31 décembre 2021, tous les engagements de l'Etat envers la Ville de Genève relatifs à la taxe d'écoulement ont été utilisés.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, le Fonds intercommunal d'équipement (FIE) remplit le rôle de gestionnaire de la taxe d'équipement dont le but est de soutenir financièrement les communes pour la réalisation des voies de communication publiques dans les quartiers concernés par la zone de développement. Le FIE est en charge de la prélever et de l'attribuer aux communes en conformité avec la Loi 11783.

Conformément à l'article 12, al. 7 de la Loi générale sur les zones de développement (LGZD) (L135), l'ensemble des montants encore en compte au 1^{er} janvier 2022 seront définitivement versés au FIE.

- b) Au 31 décembre 2021, la créance du Fonds Maget envers la Ville de Genève s'élève à kCHF 981. Celle-ci a été constituée par le financement des travaux de rénovation de l'immeuble par la Ville de Genève pour le compte du fonds.

Les valeurs de l'immeuble et de l'engagement brut du Fonds sont enregistrées dans la rubrique « 5.6.2.5 b) Engagement envers les legs et fondations sans personnalité juridique enregistrés comme capitaux de tiers (2092) ».

Cette créance est remboursée annuellement par les revenus locatifs nets générés par l'immeuble détenu par le Fonds.

5.6.1.8 Immobilisations corporelles et incorporelles du patrimoine administratif

a) Immobilisations corporelles du patrimoine administratif (140)

En milliers de francs

Rubriques comptables		1400	1401	1403	1404	1405	1406	1407	1409	
Catégories d'immobilisations	Notes	Terrains PA non bâtis	Routes / voies de communication	Autres ouvrages de génie civil	Terrains bâtis PA	Forêts	Biens meubles PA	Installations en construction PA	Autres immobilisations corporelles PA	Total immobilisations corporelles du PA
Valeurs nettes comptables au 01.01.2021		39'060	289'561	55'951	639'753	7'094	23'503	139'269	4'609	1'198'800
Valeurs brutes au 01.01.2021		66'066	548'899	106'349	1'234'299	9'212	90'783	139'269	18'861	2'213'738
Acquisitions brutes	a1)	-	3'903	394	14'825	1'646	10'633	63'703	842	95'946
Recettes d'investissement	a2)	-	-3'196	-45	-12'500	-11	-18	-6'555	-97	-22'422
Mises en exploitation	a3)	-	35'190	18'985	53'732	-	-	-107'907	-	-
Sorties d'actifs		-	-10'287	-2'082	-55'805	-	-2'889	-	-11'167	-82'230
Valeurs brutes au 31.12.2021		66'066	574'509	123'601	1'234'551	10'847	98'509	88'510	8'439	2'205'032
Amortissements cumulés au 01.01.2021		-27'007	-259'338	-50'399	-594'546	-2'118	-67'279	-	-14'252	-1'014'939
Amortissements planifiés		-3'716	-18'817	-3'886	-44'934	-918	-10'310	-	-560	-83'142
Amortissements non planifiés	a4)	-	-	-	-1	-	-129	-	-	-130
Sorties d'actifs		-	10'287	2'082	55'805	-	2'889	-	11'167	82'231
Amortissements cumulés au 31.12.2021		-30'723	-267'868	-52'203	-583'676	-3'036	-74'829	-	-3'645	-1'015'980
Valeurs nettes comptables au 31.12.2021		35'343	306'641	71'398	650'875	7'811	23'680	88'510	4'794	1'189'052

a1) Acquisitions brutes

Les principales acquisitions brutes sont présentées ci-dessous :

PR	Montant en kCHF	Description des travaux
PR-909A	3'016	Travaux d'assainissement du bruit routier (OPBruit) par la mise en place de revêtements bitumeux phonoabsorbants
PR-1156A1	11'318	Construction d'un bâtiment d'équipements publics (salle d'éducation physique, locaux parascolaires, espaces pour la petite enfance ainsi qu'une salle pluridisciplinaire) sis au boulevard Saint-Georges 21
PR-1204	2'335	Réhabilitation ou la création de réseaux secondaires d'assainissement
PR-1228A2	2'429	Aménagement d'un espace de loisirs, d'une aire de jeux ainsi que d'une patageoire au Bois-de-la-Bâtie
PR-1221A2	4'184	Travaux d'aménagement des espaces publics des abords de la gare CEVA des Eaux-Vives
PR-1253A1	5'823	Réhabilitation de l'Ancien Manège en bâtiment d'équipements publics sis rue René-Louis Piachaud 4
PR-1291A1	4'653	Transformation partielle de l'immeuble sis route de Frontenex 54 en un espace de vie infantine
PR-1491	2'726	Rénovation du système de commande de la machinerie de scène du Grand Théâtre
PR-1325A1	3'160	Travaux d'aménagement d'un itinéraire cyclable de l'Horloge fleurie au parc Mont-Repos
PR-1325A2	2'580	Entretien de l'étanchéité et des revêtements bitumeux du pont du Mont-Blanc
PR-1441A1	3'549	Transformation partielle du Muséum d'histoire naturelle pour la mise en sécurité des collections et de la réorganisation partielle du musée
Diverses PR	50'173	Divers travaux effectués pour des montants inférieurs à CHF 2 mios
Total	95'946	

a2) Recettes d'investissement

Le détail des recettes d'investissement est présenté ci-dessous :

PR	Montant en kCHF	Description des recettes
PR-623	669	Subvention versée par la Confédération par l'intermédiaire de la République et canton de Genève pour la participation aux travaux de modération liés au TCOB lot 1C – axes Deux-Ponts et Stand-Rhône
PR-1085	11'250	Subvention versée par la République et canton de Genève pour sa participation à la construction de la Nouvelle Comédie de Genève située dans le futur quartier de la gare des Eaux-Vives
PR-1221A1	3'000	Subvention versée par la Fédération des Eaux-Vives (FEV) au titre de la convention COMOGEV destinée aux travaux d'aménagement des espaces publics des abords de la gare CEVA
PR-1238A1	1'780	Subvention provenant de la Confédération par l'intermédiaire de la République et canton de Genève pour la participation aux travaux d'aménagements des espaces publics en lien avec la halte CEVA Champel-Hôpital
PR-1251A1	1'000	Subvention versée par l'Association pour la danse contemporaine pour l'acquisition des équipements techniques et scéniques du futur pavillon de la danse déplaçable et implanté sur la place Charles-Sturm
PR-1399	2'726	Subvention provenant de la Fondation du Grand Théâtre, destinée à la rénovation du système de commande de la machinerie de scène du Grand Théâtre
Diverses PR	1'997	Diverses subventions reçues
Total	22'422	

a3) Mise en exploitation

La mise en exploitation correspond à la mise à disposition d'un objet. Cette opération démarre l'amortissement selon la durée prévue à l'article 40 du RAC.

Le détail des crédits d'investissement mis en exploitation est présenté ci-dessous :

PR	Montant en kCHF	Description des chantiers
PR-1081A3	6'904	Construction du collecteur d'eaux pluviales « Frontenex »
PR-1156A1	24'567	Construction d'un bâtiment d'équipements publics (salles pluridisciplinaires, d'éducation physique et parascolaires) sis au bd. St-Georges 21
PR-1204A	4'729	Réseaux secondaires d'assainissement sur secteur Bouchet
PR-1221A1/A2	23'174	Aménagement des espaces publics des abords de la gare CEVA des Eaux-Vives
PR-1253A1	17'128	Réhabilitation de l'Ancien Manège sis à la rue Piachaud 4
PR-1291A1	8'895	Création de la nouvelle crèche EVE sise route de Frontenex 54
PRD-1325A1	4'252	Travaux d'aménagement d'un itinéraire cyclable de l'Horloge fleurie au parc Mon-Repos
PRD-1325A2	2'627	Entretien de l'étanchéité et des revêtements bitumineux du pont du Mont-Blanc
Diverses PR	15'631	Autres chantiers pour des montants de moins de CHF 2 mios
Total	107'907	

a4) Amortissements non planifiés

Des amortissements non planifiés d'un montant de kCHF 130 ont été comptabilisés :

En milliers de francs

PR	Montant en kCHF	Description
PR-1085A5	129	Mise au rebut des tentures de la nouvelle Comédie suite à leur destruction totale
PR-771A	1	Mise au rebut d'une installation de sécurité anti-intrusion
Total	130	

b) Immobilisations incorporelles du patrimoine administratif (142)

En milliers de francs

Rubriques comptables		1420	1421	1429	
Catégories d'immobilisations	Notes	Logiciels	Licences, droits d'utilisation, droits des marques	Autres immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles du PA
Valeurs nettes comptables au 01.01.2021		1'325	624	-	1'949
Valeurs brutes au 01.01.2021		1'614	869	621	3'104
Acquisitions brutes	b1)	969	572	-	1'541
Recettes d'investissement		-	-	-	-
Sorties d'actifs		-	-	-621	-621
Valeurs brutes au 31.12.2021		2'583	1'441	-	4'024
Amortissements cumulés au 01.01.2021		-289	-245	-621	-1'155
Amortissements planifiés		-584	-355	-	-939
Amortissements non planifiés		-	-	-	-
Sorties d'actifs		-	-	621	621
Amortissements cumulés au 31.12.2021		-873	-600	-	-1'473
Valeurs nettes comptables au 31.12.2021		1'710	841	-	2'551

b1) Acquisitions brutes

Le détail des acquisitions brutes est présenté ci-dessous :

PR	Montant en kCHF	Description des acquisitions
PR-837A1	217	Financement du 2ème plan biennal des systèmes d'information et de communication (PSIC)
PR-1227A1	587	Financement du 4ème plan biennal des systèmes d'information et de communication (PSIC)
PR-1366A1	213	Financement du 5ème plan biennal des systèmes d'information et de communication (PSIC)
PR-1378	408	Mise à jour du système d'exploitation des postes de travail informatiques
Diverses PR	116	Divers financements
Total	1'541	

5.6.1.9 Prêts (144)

En milliers de francs		Notes	31.12.2021	31.12.2020
1444	Prêts aux entreprises publiques	a)	1'085	1'087
Total			1'085	1'087

- a) Dans sa séance du 20 juin 1989, le Conseil municipal a voté un crédit de kCHF 3 000 relatif à la création des fonds propres de la Fondation du Parking du Prieuré (PR142A). La délibération prévoyait une durée d'amortissement de 30 ans. Des amortissements d'un montant de kCHF 932 ont été comptabilisés jusqu'au 31 décembre 2006.

Lors de la dissolution de la Fondation du Parking du Prieuré, la Fondation des Parkings a repris à titre de prêt les financements accordés (sans considération des amortissements constatés jusqu'à 2006) et versés par la Ville de Genève pour la construction du bâtiment.

Le remboursement de ce prêt est régi par une convention de financement signée en 1992 entre la Ville de Genève, la Banque Cantonale de Genève et la Fondation des Parkings. Celle-ci stipule que le bénéfice annuel du Parking de Prieuré sera distribué sous forme de remboursement de prêt (3/7 du montant du bénéfice calculé pour la Ville de Genève) jusqu'à l'échéance du droit de superficie, soit le 1^{er} mars 2057. En cas de remboursement intégral du prêt avant la date d'échéance du droit de superficie, le même mécanisme de distribution des bénéfices perdurera jusqu'à l'échéance, soit 2057.

Sur la base de ce qui précède, la valeur réelle du prêt à rembourser au 31 décembre 2021 est de kCHF 2'017 (kCHF 1'085 de prêt résiduel et kCHF 932 d'amortissement).

Un remboursement de kCHF 2 a été enregistré en 2021.

5.6.1.10 Participations, capital social (145)

En milliers de francs		Notes	31.12.2021	31.12.2020
1452	Participations aux communes, fondations communales ou intercommunales et groupements intercommunaux	a)	52'257	53'595
1454	Participations aux entreprises publiques	b)	144'432	144'432
1455	Participations aux entreprises privées	c)	0	0
1458	Participations à l'étranger		565	565
Total			197'254	198'592

Le tableau ci-dessous détaille les participations détenues par la Ville de Genève :

En milliers de francs		Notes	31.12.2021	31.12.2020
Coopérative financière des communes genevoises			10	10
Fondation des Evaux			0	0
Fondation de la Ville de Genève pour le Logement Social		a1)	44'406	47'351
Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique (Fondetec)		a2)	7'841	6'234
Groupement intercommunal des déchets carnés			0	0
Participations aux communes, fondations communales ou intercommunales et groupements intercommunaux			52'257	53'595
Services Industriels de Genève		b1)	30'000	30'000
Banque cantonale de Genève		b2)	111'341	111'341
Naxoo SA			2'300	2'300
Parking Place de Cornavin SA			791	791
Fondation du Stade de Genève			0	0
Groupe CGN SA			0	0
Participations aux entreprises publiques			144'432	144'432
TV Léman Bleu SA			0	0
Société Coopérative du Renouveau de St-Jean		c1)	-	0
eOperations Suisse SA		c2)	0	-
Participations aux entreprises privées			0	0
Autoroute et tunnel du Mont-Blanc			393	393
Società Italiana per il Traforo del Monte Bianco			172	172
Société coopérative Philea Int'l			0	0
Participations aux entreprises à l'étranger			565	565
Total			197'254	198'592

- a1) La participation au capital de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (FVGSL) est constituée ainsi :

En milliers de francs	31.12.2021	31.12.2020
Capital de dotation	7'725	7'725
Crédit d'investissement voté en 2006 (PR-377)	20'000	20'000
Crédit d'investissement voté en 2014 (PR-1075)	16'681	19'626
Total	44'406	47'351

La FVGSL, anciennement Fondation HLM de la Ville de Genève, est une fondation d'utilité publique. Les statuts initiaux ont été approuvés par le Conseil municipal, le 12 mars 1955. Le capital de dotation de kCHF 7'725 a été versé par la Ville de Genève.

Dans sa séance du 15 février 2006, le Conseil municipal a voté un crédit de kCHF 20'000 (PR-377) pour permettre à la FVGSL de développer l'offre de logements sociaux à loyer modéré. La totalité des versements a été effectuée au fur et à mesure des besoins de la fondation.

Dans sa séance du 5 mai 2014, le Conseil municipal a voté une nouvelle dotation de kCHF 35'000 (PR-1075) destinée à soutenir la création de logements sociaux dont la participation nette se monte à kCHF 16'681 au 31 décembre 2021.

En milliers de francs	
Dépenses d'investissement nettes (PR-1075) au 01.01.2021	19'626
+ Dépenses annuelles	1'055
- Remboursement effectué	-4'000
Dépenses d'investissement nettes (PR-1075) au 31.12.2021	16'681

Au cours de l'exercice 2021, un montant kCHF 1'055 de dotations pour des projets immobiliers a été versé à la FVGSL. Par ailleurs, celle-ci a restitué à la Ville de Genève un montant de kCHF 4'000 suite à l'attribution de ressources financières de la part de la République et canton de Genève concernant la construction de nouveaux logements (gare des Eaux-Vives).

Conformément à MCH2, la participation n'est pas amortie. La valeur des fonds propres de la FVGSL a fait l'objet d'une comparaison en regard de la valeur de la participation détenue par la Ville de Genève. Aucune perte de valeur n'a été constatée.

- a2) La participation au capital de la Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique (Fondetec) est constituée ainsi :

En milliers de francs	31.12.2021	31.12.2020
Crédit d'investissement voté en 1997 (PRD-170)	20'000	20'000
- Amortissements cumulés	-20'000	-20'000
Capital de dotation	0	0
Crédit d'investissement voté en 2010 (PR-711A)	10'000	10'000
- Amortissements cumulés	-10'000	-10'000
Crédit d'investissement net	0	0
Crédit d'investissement voté en 2016 (PRD-96)	9'500	7'000
- Amortissements cumulés	-1'659	-766
Crédit d'investissement net	7'841	6'234
Total	7'841	6'234

Le capital de dotation de la fondation de droit public était initialement constitué de CHF 20 mios versés par la Ville de Genève le 7 janvier 1998, sur la base d'une décision du Conseil municipal du 15 avril 1997 (PRD 170).

Le crédit d'investissement voté en 2010 (PR 711A) pour un montant de CHF 10 mios a été amorti selon la décision du Conseil municipal.

Dans sa séance du 2 novembre 2016, le Conseil municipal a voté un crédit de CHF 25 mios destiné à la recapitalisation de la Fondetec (PRD-96). Les versements sont régis par une convention de financement signée le 1^{er} mars 2017 entre la Fondetec et la Ville de Genève, qui détermine le plan de paiement allant de 2017 à 2026. Les versements correspondants totalisent kCHF 9'500 à la date de clôture, dont la tranche complémentaire de kCHF 2'500 versée en 2021.

En 2019, et conformément au nouveau MCH2, cette participation du PA n'était pas amortie. Afin de s'aligner avec la délibération du Conseil municipal du 2 novembre 2016 demandant que ce crédit d'investissement soit amorti sur une durée 10 ans, la Ville de Genève a décidé d'amortir cette dotation en 2020. En effet, cette délibération ayant été prise avant l'introduction de MCH2, il est convenu que le plan d'amortissement prévu soit respecté, malgré les préconisations de MCH2. Ainsi, un amortissement annuel de kCHF 894 a été constaté sur l'exercice, calculé sur la base de chaque tranche de dotation amortie sur une durée de 10 ans individuellement.

La valeur des fonds propres de la Fondetec a fait l'objet d'une comparaison en regard de la valeur de la participation nette après amortissement détenue par la Ville de Genève à la date de clôture. Aucune perte de valeur complémentaire n'a été constatée.

- b1) L'article 3, al. 2, let. b, de la LSIG détermine la proportion et le montant du capital de dotation des Services industriels de Genève. La participation de la Ville de Genève est de 30%, soit kCHF 30'000. L'alinéa 6 du même article indique que le capital est rémunéré à 5% l'an.
- b2) Une convention d'actionnaires signée le 30 avril 2018 précise que la Ville de Genève doit détenir au moins 900'000 actions nominatives de la Banque cantonale de Genève et qu'elle s'engage strictement à ne pas les aliéner. Par conséquent, étant inaliénables, elles sont conservées au patrimoine administratif.
- c1) En 1999, la Ville de Genève a signé un bail avec la Coopérative du Renouveau St-Jean concernant la location d'une surface. Celle-ci a été mise à disposition de l'imad et de l'Hospice général dans les prérogatives de la Ville de Genève. Les conditions de location prévoyaient l'achat d'une part sociale d'un montant de kCHF 225 dans la coopérative. En 1997, le Conseil municipal a voté l'acquisition de cette part sociale (PR-157). Celle-ci a été amortie sur une durée de 5 ans et figurait au patrimoine administratif pour un montant de CHF 1. Dans le cadre de la LRT, les communes n'ont plus la charge de cette mise à disposition. De ce fait, la Ville de Genève a résilié le bail avec la coopérative. Conformément aux statuts de celle-ci, la part sociale lui a été remboursée.
- c2) Un crédit de 300 francs a été voté en 2020 (PR-1418) pour l'acquisition d'une action de la Société eOperations Suisse SA. Le versement a été effectué en 2021.

Tableau des participations du patrimoine administratif au 31 décembre 2021

En milliers de francs (sauf colonne valeur comptable)

Nom de l'entité	Activités et tâches publiques	Etats financiers de référence	Normes comptables appliquées	Résultat d'exercice	Total du Bilan	Total du capital	Part détenue du capital par la Ville de Genève	Part détenue (%) du capital par la Ville de Genève	Valeur d'acquisition de la participation
Etablissement de droit public autonome									
Services Industriels de Genève (SIG) ¹	Fournir dans le canton de Genève l'eau, le gaz, l'électricité, l'énergie thermique, de valoriser les déchets ainsi que d'évacuer et traiter les eaux polluées.	31.12.2020	IFRS	-117'300	4'044'600	100'000	30'000	30 %	30'000
Fondation de droit privé									
Fondation du Stade de Genève	Favoriser la pratique du sport dans le canton de Genève Exploitation du stade de Genève	31.12.2020	Swiss Gaap RPC	-199	59'378	57'299	3'005	5 %	3'005
Fondations de droit public									
Fondation des Evaux	Créer et exploiter un complexe sportif, conserver des espaces réservés à la détente.	31.12.2020	MCH2	120	9'169	500	200	40 %	200
Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (FVGLS)	Construire, acheter des bâtiments et louer des logements pour personnes à revenus modestes.	31.12.2020	MCH2	7'297	290'705	47'351	47'351	100 %	47'351
Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en Ville de Genève (FONDETEC)	Promouvoir de nouvelles entreprises créatrices d'emplois, soutenir et développer des entreprises existantes et stimuler l'innovation en Ville de Genève	31.12.2020	MCH2	-2'035	9'280	9'100	39'500	100 %	39'500
Groupements intercommunaux									
Centre intercommunal des déchets carnés	Construction et gestion d'un centre de collecte, stockage, tri, conditionnement et acheminement des déchets carnés	31.12.2020	MCH2	-57	3'934	-	-	-	-
Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire	Assurer l'accueil parascolaire facultatif des élèves de l'enseignement primaire public	31.12.2020	MCH2	-2'214	15'024	-	-	-	-
Association des communes genevoises	Défendre, promouvoir et représenter les intérêts des communes	31.12.2020	MCH2	387	6'408	-	-	-	-

¹ Source : états financiers consolidés

² Seules les participations détenues à plus de 50% par l'entité sont indiquées dans le tableau.

³ Seuls les montants des flux financiers supérieurs à CHF 100'000 sont indiqués dans le tableau.

Valeur comptable (CHF) de la participation au 31.12.2021	Principaux autres détenteurs de participations	Participations détenues par l'entité ²	Flux comptables dans l'année entre la Ville de Genève et l'entité ³	Risques spécifiques	Engagements conditionnels et de garantie de l'entité indiqués dans les comptes annuels
30'000'000	Etat de Genève et les autres communes genevoises	Securelec SA, Compagnie Luminotechnique SA, Ennova SA SFMCP, PôleBio Energies SA, CADIOM SA et autres	Flux financiers provenant de l'entité Intérêts sur capital dotation (kCHF 1'500) Redevance de l'utilisation du domaine public (kCHF 9'909) Versement sur le résultat (kCHF 3'000) Sponsoring (kCHF 150) Jetons de présence Flux financiers à l'entité Charges énergétiques kCHF 24 362 et factures de travaux	Risques industriels	Contrats d'achat d'énergie électrique auprès de SFMCP et EOSH. Engagement envers Gaznat d'un prêt subordonné d'une valeur CHF 6.6 mios.
1	République et canton de Genève Confédération Autres	-	-	Risques économiques	-
1	Bernex, Confignon, Lancy, Onex	-	Versement d'une indemnité de kCHF 1'234 pour fonctionnement et investissement	Risques économiques	Au 01.01.2021, la part non couverte de l'engagement de prévoyance concernant la Fondation des Evaux s'élève à kCHF 978. Le degré de couverture représente 81.36% sur un engagement total de kCHF 5'245. Cet engagement de prévoyance de la Fondation est garanti, au prorata de leur participation, par les villes et communes membres, depuis l'affiliation de la Fondation à la CAP au 01.01.2018.
44'405'880	-	-	Dotation au capital (kCHF 1'055) - remboursement dotations 2016, 2017 et 2020 (kCHF 4'000) : kCHF -2'945 Jetons de présence	Risques économiques	Cédules hypothécaires kCHF 182'202. Hypothèque légale en faveur de la Ville de Genève kCHF 4'078. Hypothèque légale en faveur de la République et canton de Genève kCHF 334.
7'840'307	-	-	Dotation au capital (kCHF 2'500) Actions solidaires (kCHF 500) Jetons de présence	Risques économiques	Prêt à libérer kCHF 1'438. Engagement de loyers kCHF 137.
1	Autres communes du canton de Genève	-	Cotisation annuelle	-	-
-	Autres communes du canton de Genève	-	Cotisation annuelle (kCHF 21'084)	-	-
-	Autres communes du canton de Genève	-	Flux financiers provenant de l'entité Redevance bibliobus (kCHF 643) Flux financiers à l'entité Cotisation annuelle (kCHF 615)	-	-

Tableau des participations du PA au 31 décembre 2021 (suite)

En milliers de francs (sauf colonne valeur comptable)

Nom de l'entité	Activités et tâches publiques	Etats financiers de référence	Normes comptables appliquées	Résultat d'exercice	Total du Bilan	Total du capital	Part détenue du capital par la Ville de Genève	Part détenue (%) du capital par la Ville de Genève	Valeur d'acquisition de la participation
Sociétés anonymes									
Banque cantonale de Genève ¹	Banque de droit public ayant pour but principal de contribuer au développement économique du canton et de la région.	31.12.2021	PCB FINMA	125'234	28'293'691	360'000	45'000	13 %	111'342
Naxoo SA	Offrir des prestations de services dans le multimédia	31.12.2020	Code des Obligations	6'150	30'204	4'500	2'300	51 %	2'300
Parking de la Place de Cornavin SA	Louer des parkings publics et arcades	31.12.2020	Code des Obligations	1'028	26'190	10'000	765	8 %	791
Groupe CGN SA ¹	Offrir des prestations de services de navigation sur le lac Léman	31.12.2020	Code des Obligations	0	65'052	19'855	168	1 %	673
TV Léman Bleu SA	Elaborer et diffuser un programme TV régional	31.12.2020	Code des Obligations	276	4'767	534	6	17 %	595
Autoroute et tunnel du Mont-Blanc ¹	Entretenir et gérer le Tunnel du Mont-Blanc, la Route Blanche et l'Autouroute Blanche	31.12.2020	Règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables	€ 52'583	€ 586'126	€ 22'297	€ 864	4 %	1'458
Società Italiana per il Traforo del Monte Bianco ¹	Entretenir et gérer le Tunnel du Mont-Blanc	31.12.2020	Codice Civile et normes comptables italiennes	€ 10'565	€ 528	€ 198'749	€ 6'211	3 %	172
eOperations Suisse SA	Offrir la prestation de services en rapport avec l'application des technologies de l'information et de la communication pour la Confédération, les cantons et les communes, notamment pour soutenir les prestations administratives numérisées	31.12.2020	Code des Obligations	55	1'226	456	0	0 %	0
Sociétés coopératives									
Coopérative financière des communes genevoises	Financer les communes et autres organismes publics du canton de Genève	30.06.2021	Code des Obligations	-11	1'854	137	10	7 %	10
Société Coopérative Philea Int'l	Solliciter des investissements solidaires en faveur du micro-crédit	31.12.2020	Swiss GAAP RPC	-275	2'020	1'341	12	1 %	12
Total									197'253'596

¹ Source : états financiers consolidés

² Seules les participations détenues à plus de 50% par l'entité sont indiquées dans le tableau.

³ Seuls les montants des flux financiers supérieurs à CHF 100'000 sont indiqués dans le tableau.

	Valeur comptable (CHF) de la participation au 31.12.2021	Principaux autres détenteurs de participations	Participations détenues par l'entité ²	Flux comptables dans l'année entre la Ville de Genève et l'entité ³	Risques spécifiques	Engagements conditionnels et de garantie de l'entité indiqués dans les comptes annuels
111'341'757	République et canton de Genève et les autres communes genevoises	Capital Transmission SA, Investissements Fonciers SA, Dimension Corporate Finance SA, Dimensions SA, Swiss Public Finance Solutions, BCGE Lyon, Cie Foncière St Gothard SAS, Cie Foncière Franco-Suisse, Rhône Saône Léman Lyon, Rhône Saône Courtage Lyon.		Flux financiers provenant de l'entité Dividendes reçus PA (kCHF 3'375) Dividendes reçus PF (kCHF 2'260) Intérêts négatifs (kCHF 101) Flux financiers à l'entité Frais de tenue de compte	Risques bancaires	Ce sont notamment des engagements de couverture de crédit, émis sous forme d'engagements par avals, par cautionnements et par garanties.
2'300'000	UPC Suisse Sàrl	-		Dividendes reçus (kCHF 3'142) Frais raccordement au télésexeau payés pour les locataires GIM (kCHF 1'412)	Risques économiques et technologiques	-
790'770	Fondation des parkings Chemins de fer fédéraux	-		Redevance 2021 (kCHF 2'337) Jetons de présence	Risques économiques	-
1	Etat de Vaud Association des amis des bateaux à vapeur du Léman (ABVL) / Pro Vaporté Etat de Genève	CGN SA CGN Belle Epoque SA Groupe CGN SA		Subvention accordée à l'entité CGN SA (kCHF 250) Jetons de présence	Risques économiques	-
1	Autres personnes physiques et morales	-		Subventions accordées (KCH 255) Frais de diffusion	Risques économiques	Engagement de leasing kCHF 135.
392'557	Etat français Département Haute-Savoie et Ain	Société de Gestion du Tunnel du Mont Blanc AXES Groupement Européen d'Intérêt Économique du Tunnel du Mont-Blanc Autoroutes Trafic		Dividendes reçus (kCHF 1'084) Jetons de présence	Risques économiques	-
172'020	Autostrade per l'Italia S.p.A A.N.A.S. S.p.A Regione Autonoma V.d.A Cantone di Ginevra	R.A.V.S.p.A Groupement Européen d'Intérêt Économique du Tunnel du Mont-Blanc Consorzio autostrade italiane energia		Dividendes reçus 2020 kCHF 340 et 2021 kCHF 324 (kCHF 664) : Jetons de présence	Risques économiques	-
300	Confédération, Cantons, Communes et autres personnes morales	-	-		Risques économiques	-
10'000	Autres communes du canton de GE	-		Dividendes reçus	Risques économiques	-
1	Divers coopérateurs	-	-		-	-

Tableau des organisations sous influence considérable de la Ville de Genève

Conformément à l'article 108 de la LAC et aux articles 28, let. e) et 31 al. 1 du RAC, le tableau ci-dessous présente la liste des organisations influencées de façon considérable par la Ville de Genève.

L'influence considérable est définie comme étant la capacité pour la commune de mettre en œuvre des mesures ou des modifications unilatérales en raison de sa participation ou de son financement.

Compte tenu de ces critères, la Ville de Genève a choisi de présenter la liste des organisations dont le subventionnement monétaire et non monétaire annuel s'élève à plus de kCHF 1'000 et représente ainsi de facto une part importante dans le financement de l'organisation.

Les subventions monétaires comprennent l'ensemble des aides financières ou des indemnités. Les subventions supplémentaires liées à la crise sanitaire de la Covid-19 ont également été prises en compte.

Les subventions non monétaires ne conduisent pas au versement d'aides financières mais peuvent notamment prendre la forme suivante : mise à disposition de locaux, de matériel ou d'équipement, à titre gratuit ou à des tarifs préférentiels, des prestations en nature, des services accordés à titre gratuit ou à des tarifs préférentiels, voire à des conditions avantageuses de prêts ou de cautionnements.

Les subventions monétaires et non monétaires ponctuelles (non récurrentes) n'ont pas été prises en compte pour l'application du seuil de matérialité.

Pour les secteurs de la petite enfance, seules les subventions monétaires d'exploitation, définies dans le Règlement relatif à l'accueil préscolaire en Ville de Genève et aux conditions d'octroi des subventions aux structures d'accueil (LC 21 551), ont été prises en compte pour l'application du seuil de matérialité. Les éventuelles subventions de travaux ou d'acquisitions ne le sont pas. En outre, le Service de la petite enfance réalise pour le compte de ses entités subventionnées des prestations administratives qui ne sont pas incluses dans les subventions non monétaires présentées dans le tableau ci-dessous, celles-ci n'étant pas déterminables de manière fiable.

Tableau des organisations sous influence considérable de la Ville de Genève

En milliers de francs

Organisations			
Nom de l'entité bénéficiaire	Forme juridique	Activité-s	Principaux autres contributeurs ¹
Département des finances, de l'environnement et du logement			
Fédération genevoise de coopération (FGC)	Fédération	Fédération d'une soixantaine d'associations actives à Genève dans la solidarité internationale et la coopération au développement	République et canton de Genève, communes genevoises, Confédération (DDC)
Département de la culture et de la transition numérique³			
Fondation du Grand Théâtre	Fondation	Assurer l'exploitation du Grand Théâtre en y organisant des spectacles d'art lyrique, chorégraphiques et dramatiques	République et canton de Genève, Association des communes genevoises, Autres contributeurs privés
Fondation d'art dramatique (La Comédie, Le Poche) (FAD)	Fondation	Assurer la gestion faîtière de la Comédie de Genève et du Théâtre Le Poche	Autres contributeurs privés
Fondation de l'Orchestre de la Suisse Romande (FOSR)	Fondation	Grand orchestre symphonique répondant aux exigences de la vie musicale (concerts, radio diffusion, télévision, théâtre, etc.)	République et canton de Genève, Etat de Vaud, Autres contributeurs privés
Saint-Gervais Genève, Fondation pour les arts de la scène et les expressions culturelles pluridisciplinaires	Fondation	Promotion des arts de la scène et les expressions culturelles pluridisciplinaires	-
Fondation Am Stram Gram Le Théâtre	Fondation	Création pluridisciplinaire prioritairement à l'attention du jeune public	-
Association Le Grütli - Centre de production et de diffusion des Arts vivants	Association	Production et diffusion des arts vivants	-
Fondation de droit public du Musée d'art moderne et contemporain (Fondamco)	Fondation	Promotion de l'art contemporain	République et canton de Genève, Fondation Mamco, Autres contributeurs privés
Fondation La Bâtie-Festival de Genève	Fondation	Assurer l'organisation et la pérennité du festival annuel La Bâtie et promouvoir la culture et les arts de la scène contemporaine	République et canton de Genève, Association des communes genevoises, Autres contributeurs privés
Fondation Centre d'Art contemporain (CAC)	Fondation	Promotion de la production artistique contemporaine	Autres contributeurs privés
Association pour la danse contemporaine (ADC)	Association	Promotion de la danse contemporaine	-
Fondation de l'Orchestre de Chambre de Genève (FOCG)	Fondation	Organisation de concerts de musiques classiques et préromantiques	Autres contributeurs privés
Fondation des Marionnettes de Genève	Fondation	Promotion et soutien du développement des arts de la marionnette dans leur grande diversité	Autres contributeurs privés
Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR)	Association	Encourager le développement de la musique improvisée par l'organisation de festivals, de concerts et d'ateliers divers	-
Association du Théâtre du Loup	Association	Création théâtrale et activités pédagogiques pour enfants et adolescent-e-s	Autres contributeurs privés
Association Genève Natation 1885	Association	Promotion des sports nautiques	Fonds cantonal d'aide au sport
Association Contrechamps	Association	Promotion de la musique actuelle à travers concerts, publications et activités diverses	Autres contributeurs privés
Département de la cohésion sociale et de la solidarité			
Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe) - MQ	Fondation	Regroupe quarante-sept centres de loisirs, maisons de quartier, terrains d'aventures, jardins Robinson établis sur le territoire cantonal et treize équipes de travail social hors murs	République et canton de Genève, communes genevoises

¹ Les informations relatives aux principaux autres contributeurs ainsi qu'aux états financiers sont reprises des derniers comptes révisés disponibles. Les comptes annuels sont généralement établis en conformité avec le Code des Obligations suisse et/ou les normes comptables communément admises en Suisse.

² Le pourcentage d'influence considérable est calculé selon le rapport suivant :

Total des subventions monétaires et non-monétaires
de l'exercice clôturé

Total des produits de l'entité subventionnée figurant
dans les derniers comptes annuels révisés disponibles

Il renseigne sur le degré d'influence financière de la Ville de Genève.

	Notes	Subventions 2021			Etats financiers de référence du subventionné ¹				Indicateur ²
		Subventions monétaires	Subventions non monétaires	Total	Total du Bilan	Total des Produits	Résultat d'exercice	Exercice	% d'influence considérable
		2'429	-	2'429	639	11'570	-10	2020	21.0%
a) b)		11'126	3'855	14'981	16'584	28'714	-232	2020-2021	52.2%
a) c)		14'425	1'855	16'280	6'653	18'262	780	2020-2021	89.1%
a) d)		9'425	24	9'449	18	24'785	188	2020-2021	38.1%
		2'720	350	3'070	1'731	3'749	43	2020-2021	81.9%
a)		2'192	264	2'456	1'575	3'180	7	2020-2021	77.3%
		2'011	259	2'270	475	2'657	236	2020	85.4%
a) e)		1'200	693	1'893	786	5'585	-42	2020	33.9%
f)		1'528	79	1'607	990	2'878	-	2020	55.8%
a)		1'160	403	1'563	673	1'858	0	2020	84.1%
a) g)		1'439	324	1'763	734	1'617	169	2020	109.1%
a)		1'649	4	1'652	995	3'203	-	2020	51.6%
		1'378	67	1'445	861	1'887	8	2020-2021	76.6%
h)		1'174	227	1'401	556	1'785	180	2020	78.5%
a)		1'069	6	1'075	300	1'351	-41	2020	79.6%
		266	825	1'091	756	2'844	-17	2020-2021	38.4%
		1'142	-	1'142	442	1'550	2	2020-2021	73.7%
i)		12'607	-	12'607	8'657	55'348	44	2020	22.8%

³ Les ratios concernant le domaine de la culture présentés dans le tableau résultent de la Loi sur la répartition des tâches entre les communes et la République et canton de Genève en matière de culture (ci-après LRT) qui a instauré des répartitions de certaines missions et domaines artistiques. Le soutien à la création ainsi que le subventionnement des institutions, principalement des arts de la scène, ainsi que des manifestations culturelles sont de la compétence exclusive des communes (art. 2 LRT). Cette répartition explique les ratios élevés de certaines institutions et manifestations désormais entièrement à la charge de la Ville de Genève.

Tableau des organisations sous influence considérable de la Ville de Genève (suite)

En milliers de francs

Organisations			
Nom de l'entité bénéficiaire	Forme juridique	Activité-s	Principaux autres contributeurs ¹
Association Païdos	Association	Mise en œuvre du projet « Accueil d'urgence pour enfants et adolescent-e-s sans abri avec leurs parents »	République et canton de Genève, Autres contributeurs privés
Collectif d'associations pour l'urgence sociale (CausE)	Association	Mise en œuvre et soutien de réponses aux problématiques rencontrées par les personnes vivant dans la précarité	République et canton de Genève - Autres contributeurs privés
Association Secteur petite enfance des Bains	Association	4 structures d'accueil dont 3 crèches et 1 jardin d'enfants 257 places d'accueil exploitées	-
Association Secteur petite enfance Dumas	Association	3 structures d'accueil « crèches » 264 places d'accueil exploitées	-
Association Secteur petite enfance de Saint-Jean	Association	6 structures d'accueil dont 3 crèches, 1 jardin d'enfants et 1 crèche familiale 338 places d'accueil exploitées	-
Association du Secteur petite enfance de Budé	Association	3 structures d'accueil « crèches » 253 places d'accueil exploitées	-
Association Secteur petite enfance des Charmilles	Association	7 structures d'accueil dont 4 crèches, 1 cuisine de production et 2 jardins d'enfants 325 places d'accueil exploitées	-
Association Secteur petite enfance A. Carfagni-Pâquis	Association	5 structures d'accueil dont 3 crèches et 2 jardins d'enfants 273 places d'accueil exploitées	-
Association Secteur petite enfance des Grottes	Association	6 structures d'accueil dont 4 crèches, 2 jardins d'enfants et 1 crèche à temps partiel 237 places d'accueil exploitées	-
Association Secteur petite enfance de Rive Droite	Association	3 structures d'accueil « crèches » 226 places d'accueil exploitées	-
Association Secteur petite enfance Eaux-Vives Frontenex	Association	4 structures d'accueil dont 2 crèches, 1 jardin d'enfants et 1 crèche familiale 202 places d'accueil exploitées	-
Association Secteur petite enfance des Nations	Fondation	3 structures d'accueil « crèches » 194 places d'accueil exploitées	-
Association Secteur petite enfance de Plainpalais	Association	4 structures d'accueil « crèches » 226 places d'accueil exploitées	-
Association Secteur petite enfance de Saint-Gervais	Association	2 structures d'accueil « crèches » 147 places d'accueil exploitées	-
Association Secteur petite enfance de Champel	Association	4 structures d'accueil dont 3 crèches et 1 jardin d'enfants 197 places d'accueil exploitées	-
Association Secteur petite enfance de la Servette	Association	5 structures d'accueil 163 places d'accueil exploitées	-
Association Secteur petite enfance « A 2 PAS »	Association	4 structures d'accueil dont 3 crèches et 1 jardin d'enfants 126 places d'accueil exploitées	-
Fondation du Secteur petite enfance Université	Fondation	4 structures d'accueil dont 3 crèches et 1 jardin d'enfant 204 places d'accueil exploitées Convention Université de Genève	Université de Genève
Association La Madeleine des Enfants	Association	3 structures d'accueil dont 1 crèche, 1 jardin d'enfants et 1 halte-garderie 97 places d'accueil exploitées	-
Fondation pour la Crèche des Morillons	Fondation	1 structure d'accueil 100 places d'accueil exploitées Convention CICR	CICR

¹ Les informations relatives aux principaux autres contributeurs ainsi qu'aux états financiers sont reprises des derniers comptes révisés disponibles. Les comptes annuels sont généralement établis en conformité avec le Code des Obligations suisse et/ou les normes comptables communément admises en Suisse.

² Le pourcentage d'influence considérable est calculé selon le rapport suivant :

Total des subventions monétaires et non-monétaires
de l'exercice clôturé

Total des produits de l'entité subventionnée figurant
dans les derniers comptes annuels révisés disponibles

Il renseigne sur le degré d'influence financière de la Ville de Genève.

	Notes	Subventions 2021			Etats financiers de référence du subventionné ¹				Indicateur ²
		Subventions monétaires	Subventions non monétaires	Total	Total du Bilan	Total des Produits	Résultat d'exercice	Exercice	% d'influence considérable
		1'061	116	1'178	702	2'203	-13	2020	53.5%
j)		1'040	-	1'040	1'671	1'650	-11	2020	63.0%
		8'147	-	8'147	911	11'728	129	2020	69.5%
		8'511	304	8'815	777	12'143	160	2020	72.6%
		9'689	553	10'241	1'269	14'252	181	2020	71.9%
		7'845	-	7'845	795	12'221	420	2020	64.2%
k)		8'565	519	9'084	625	10'497	197	2020	86.5%
		6'741	769	7'510	790	10'653	381	2020	70.5%
		6'956	320	7'275	360	9'161	-20	2020	79.4%
		6'769	566	7'336	680	10'295	151	2020	71.3%
		5'781	447	6'228	632	8'126	234	2020	76.6%
		5'579	338	5'917	717	8'271	165	2020	71.5%
		6'358	387	6'745	1'055	9'764	327	2020	69.1%
		5'689	305	5'993	405	7'027	-115	2020	85.3%
		5'724	557	6'281	695	8'542	0	2020	73.5%
		4'277	304	4'581	705	5'876	1	2020	78.0%
		3'513	50	3'563	214	5'058	-64	2020	70.4%
l)		3'651	-	3'651	647	8'879	-176	2020	41.1%
		2'929	314	3'242	191	3'738	-29	2020	86.7%
l)		1'662	-	1'662	318	4'633	-103	2020	35.9%

- a) Les produits ont été complétés par le montant des subventions non monétaires qui n'apparaissent pas au résultat des comptes annuels des subventionnés (mention en annexe uniquement).
- b) **Fondation du Grand Théâtre**: Le montant de kCHF 11'126 correspond au montant de la subvention nominale d'exploitation attribuée à la fondation en 2021. La subvention non monétaire de kCHF 3'855 correspond à l'évaluation de la mise à disposition complète du bâtiment du Grand Théâtre, propriété de la Ville de Genève. Pour information, les frais de personnel des employé-e-s de la Ville de Genève dédié-e-s à la fondation tels qu'ils apparaissent dans les comptes détaillés du service pour un montant de kCHF 23'884 ne sont pas inclus dans le calcul de l'influence considérable présenté. S'ils devaient être inclus, le taux d'influence considérable passerait à 73.9%. Les autres frais induits du Grand Théâtre ne sont pas non plus inclus dans le calcul de l'influence considérable.
- c) **FAD**: Une convention de subventionnement a été signée le 6 mars 2019 entre la Fondation d'art dramatique et la Ville de Genève. En 2021, la Ville de Genève a inscrit dans ses comptes des subventions annuelles d'un montant de kCHF 14'852 avant déduction d'un montant de kCHF 427 correspondant à des subventions non dépensées issues du fonds de réserve (cf. Rubrique «5.6.1.2 Créances (101)», b-3)).
- d) **FOSR**: Selon la LRT, la FOSR est au bénéfice d'un double subventionnement de la République et canton de Genève et de la Ville de Genève. Pour la saison 2020-2021, elle est soutenue à hauteur de kCHF 9'405 par la République et canton de Genève et de kCHF 9'450 par la Ville de Genève, ce qui explique un ratio d'influence modéré.
- e) **FONDAMCO**: Selon la LRT, la Fondamco est au bénéfice d'un double subventionnement de la République et canton de Genève et de la Ville de Genève. Elle est soutenue respectivement par la République et canton de Genève et la Ville de Genève à hauteur de kCHF 1'394 et de kCHF 1'200, ce qui explique un ratio d'influence considérable pouvant apparaître comme modéré.
- f) **Fondation La Bâtie - Festival Genève**: L'augmentation du ratio d'influence considérable est dû à une diminution de leurs propres revenus durant l'année 2020 en raison de la crise sanitaire.
- g) **Association pour la danse contemporaine (ADC)**: l'augmentation du ratio d'influence considérable est dû, dès 2021, à la hausse de la subvention monétaire annuelle (kCHF +66) ainsi que de la subvention non monétaire suite à leur déménagement au Pavillon de la danse (kCHF +180). Ce ratio dépasse le seuil de 100% du fait du mode de calcul présentant un décalage temporel. Sur l'année 2022, ces subventions n'auront pas d'effet perturbant sur le calcul du taux d'influence considérable.
- h) **Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR)**: l'augmentation du ratio d'influence considérable est dû à une baisse des revenus propres liée à la fermeture des salles dans la République et canton de Genève en raison de la crise sanitaire.
- i) **FASe**: La subvention 2021 d'un montant de kCHF 12'607 est allouée aux paiements des salaires du personnel des ludothèques de la Ville de Genève pour un montant de kCHF 2'663 et aux paiements des salaires du personnel des maisons de quartier et de l'association BAB-VIA pour un montant de kCHF 9'944.
- j) **CausE**: La subvention monétaire pour l'année 2021 s'élève à kCHF 1'040 et a dépassé le seuil de matérialité cette année. Cette subvention est liée à l'urgence sociale pour les hébergements d'urgence en hôtel pour les personnes sans-abri.
- k) **L'association Secteur petite enfance des Charmilles** a augmenté sa capacité d'accueil sur l'exercice 2021 en raison de l'ouverture d'une nouvelle crèche en août 2021 (60 nouvelles places).
- l) En comparaison avec les taux d'influence considérable des autres entités de la petite enfance, ceux de la Fondation pour la **crèche des Morillons** et de la **Fondation du Secteur petite enfance Université** sont sensiblement inférieurs. En effet, la Fondation pour la crèche des Morillons et la Fondation du Secteur petite enfance Université sont liées à une convention de partenariat entre la Ville de Genève et, respectivement, le CICR et l'Université de Genève. Ces fondations sont financées pour moitié par chaque partenaire.

5.6.1.11 Subventions d'investissement (146)

En milliers de francs

Rubriques comptables		1460	1461	1462	1464	1465	1466	1467	1469	
Catégorie de subventions d'investissement à la / aux	Notes	Confédération	Cantons et concordats	Communes et fondations communales ou intercommunales	Entreprises publiques	Entreprises privées	Organisations privées à but non lucratif	Personnes physiques	Installations en construction	Total subventions du PA
Valeurs nettes comptables au 01.01.2021		2'733	4'922	11'737	2'636	2'346	941	-	-	25'315
Valeurs brutes au 01.01.2021		2'788	8'000	13'388	3'583	3'638	1'364	-	-	32'761
Acquisitions brutes	a)	1'149	1	7'096	-	-	326	4	-	8'576
Recettes d'investissement	b)	-	-	-3'157	-	-	-	-	-	-3'157
Sorties d'actifs		-	-	-	-	-111	-	-	-	-111
Valeurs brutes au 31.12.2021		3'937	8'001	17'327	3'583	3'527	1'690	4	-	38'069
Amortissements cumulés au 01.01.2021		-56	-3'077	-1'652	-947	-1'292	-423	-	-	-7'447
Amortissements planifiés		-	-405	-759	-164	-705	-281	0	-	-2'314
Reprise d'amortissements	c)	56	-	-	-	-	-	-	-	56
Sorties d'actifs		-	-	-	-	111	-	-	-	111
Amortissements cumulés au 31.12.2021		-	-3'482	-2'411	-1'111	-1'886	-704	0	-	-9'594
Valeurs nettes comptables au 31.12.2021		3'937	4'519	14'916	2'472	1'641	986	4	-	28'475

a) Acquisitions brutes

Les principales acquisitions brutes sont présentées ci-dessous :

En milliers de francs

PR	Montant	Description des subventions
PR-1185	1'149	Subvention d'investissement octroyée à titre de participation pour les études et les travaux d'extension du nœud ferroviaire de la gare Cornavin
PR-1272	326	Subvention d'investissement octroyée à la Fondation de la Paroisse St-François de Sales pour les travaux de restauration de l'église
PR-1416A	7'000	Subvention d'investissement octroyée pour la contribution 2021 au Fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU)
Diverses PR	101	Divers
Total	8'576	

b) Recettes d'investissement

Le détail des recettes d'investissement est présenté ci-dessous :

En milliers de francs

PR	Montant	Description des recettes
PR-1416	3'157	Attribution forfaitaire du Fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU). Cette attribution est calculée sur la base du nombre de nouveaux logements créés l'année précédente sur le territoire de la Ville de Genève.
Total	3'157	

c) Reprise d'amortissements

Le crédit d'investissement d'un montant de kCHF 120'204 destiné à l'octroi d'une subvention d'investissement à titre de participation aux dépenses pour les travaux d'extension du nœud ferroviaire de la gare Cornavin ne devait pas faire l'objet d'un amortissement en 2020 (PR-1185).

Le montant de kCHF 56 correspond à la correction technique de ces amortissements.

5.6.2 Passifs

5.6.2.1 Engagements courants (200)

En milliers de francs		Notes	31.12.2021	31.12.2020
2000	Engagements courants provenant de livraisons et de prestations de tiers	a)	56'388	43'408
2001	Comptes courants avec des tiers		355	308
2002	Impôts dus	b)	339	325
2003	Acomptes de tiers reçus	c)	7'439	7'427
2004	Engagements de transferts	d)	10'099	8'600
2006	Dépôts et cautions		207	198
Total			74'827	60'266

a) Engagements courants provenant de livraisons et de prestations de tiers (2000)

Ce poste constate tous les engagements de la Ville de Genève envers des fournisseurs, des institutions sociales, des entités publiques et d'autres tiers à la date de clôture.

L'augmentation du poste est due notamment à l'engagement à payer d'un montant de kCHF 7'000 lié à une subvention d'investissement pour la contribution ordinaire et complémentaire 2021 au Fonds intercommunal pour le développement urbain.

b) Impôts (2002)

En milliers de francs		Notes	31.12.2021	31.12.2020
	Impôts à la source		1	2
	Dettes fiscales de la TVA	b1)	338	323
Total			339	325

b1) Ce poste constate le montant dû de TVA à l'Administration fédérale des contributions prélevées dans le cadre des activités des services municipaux assujettis.

c) Acomptes de tiers reçus (2003)

En milliers de francs		Notes	31.12.2021	31.12.2020
	Acomptes de chauffage	c1)	6'114	6'056
	Obsèques payées d'avance		481	522
	Autres acomptes débiteurs		844	849
Total			7'439	7'427

c1) Des acomptes de chauffage ont été facturés aux locataires pour un montant de kCHF 6'114. Ceux-ci doivent être mis en regard des charges de chauffage comptabilisées dans la rubrique «5.6.1.3 Actifs de régularisation (104)».

d) Engagements de transferts (2004)

En milliers de francs		Notes	31.12.2021	31.12.2020
	Créanciers subventions compte contrat	d1)	3'493	3'539
	Subventions coopération à payer		35	139
	Engagements de transferts à verser	d2)	6'386	4'432
	Subventionnés contrepartie sur des débiteurs		186	490
Total			10'099	8'600

Les engagements de transfert concernent des subventions accordées et non versées à la date de clôture à des collectivités et à des tiers.

d1) Ce poste est notamment composé :

- d'un montant de kCHF 662 de subventions destinées à l'animation socio-culturelle (maisons de quartier, ludothèques) ;
- d'un montant de kCHF 387 de subventions en faveur de la mobilité ;
- d'un montant de kCHF 320 de subventions en faveur de structures pour les aîné-e-s.

d2) Ce poste est notamment composé :

- d'un montant de kCHF 1'900 lié à la participation financière aux mesures fédérales sur l'atténuation des conséquences économiques du coronavirus en faveur des acteurs culturels ;
- d'un montant de kCHF 1'313 de subventions pour les ludothèques ;
- d'un montant de kCHF 940 de subventions pour des projets à l'étranger ;
- d'un montant de kCHF 733 de subventions à des associations sportives.

5.6.2.2 Engagements financiers à court et long terme (201 et 206)

Les notes de bilan 201 et 206 ont été regroupées en une seule note.

En milliers de francs	Notes	31.12.2021	31.12.2020
2010 Engagements envers les intermédiaires financiers	a)	358'000	250'000
2011 Engagements envers les collectivités	a)	-	10'000
2016 Instruments financiers dérivés	b)	155'437	203'773
2019 Autres engagements financiers envers des tiers	a)	-	40'000
201 Engagements financiers à court terme		513'437	503'773
2063 Emprunts	a)	600'000	600'000
2064 Prêts et reconnaissances de dettes	a)	790'000	790'000
206 Engagements financiers à long terme		1'390'000	1'390'000
Total		1'903'437	1'893'773

a) Dettes consolidées de la Ville de Genève au 31 décembre 2021

La dette de la Ville de Genève est composée d'emprunts à court terme et à long terme détaillés dans le tableau ci-dessous.

En milliers de francs									
Date d'émission	Date d'échéance	Dettes au 31.12.2020	Emission 2021	Remboursement 2021	Dettes au 31.12.2021	Taux contractuel	Taux moyen 2021	(+) Charges / (-) Produits réels 2021	(+) Charges / (-) Produits contractuels 2021
Dettes à court terme / Emprunts privés									
Échéances à moins d'un mois		-	438'000	370'000	68'000	divers	-0.44%	-68	-68
Échéances de 1 à 3 mois		10'000	90'000	100'000	-	divers	-0.44%	-36	-36
Échéances de 3 à 12 mois		290'000	550'000	550'000	290'000	divers	-0.62%	-1'820	-1'820
Sous-total court terme - Emprunts privés		300'000	1'078'000	1'020'000	358'000			-1'924	-1'924

Pour chaque échéance, les émissions et les remboursements des emprunts privés à court terme sont composés d'un cumul de plusieurs mouvements.

Dettes à long terme / Emprunts privés											
N° de sous-jacent								<i>L = libor 6m</i>	<i>réel</i>	<i>théorique</i>	
1	26.09.2005	26.09.2025	50'000	-	-	50'000	L + 0.10%	0%	-0.62%	-	-312
2	10.08.2006	10.08.2026	100'000	-	-	100'000	L + 0.0375%	0%	-0.68%	-	-683
3	19.03.2007	19.03.2032	200'000	-	-	200'000	L + 0.025%	0%	-0.70%	-	-1'397
4	05.11.2007	06.11.2034	220'000	-	-	220'000	L + 0.01%	0%	-0.71%	-	-1'572
5	29.09.2006	29.09.2036	100'000	-	-	100'000	L + 0.03%	0%	-0.69%	-	-695
6	13.04.2007	13.04.2037	120'000	-	-	120'000	L + 0.0195%	0%	-0.70%	-	-842
Sous-total long terme - Emprunts privés			790'000	-	-	790'000				-	-5'502

Les produits d'intérêts théoriques des emprunts privés à long terme d'un montant total de kCHF 5'502 correspondent aux intérêts qui auraient dû être reçus consécutivement à la constatation du taux LIBOR franc suisse en terrain négatif, mais qui n'ont pas été versés par les contreparties.

Dettes à long terme / Emprunts publics									
17.04.2013	17.04.2023	150'000	-	-	150'000	1.125%	1.125%	1'687	1'687
12.12.2013	12.12.2024	150'000	-	-	150'000	1.625%	1.625%	2'438	2'438
12.02.2015	12.02.2025	100'000	-	-	100'000	0.125%	0.125%	125	125
19.11.2012	19.11.2029	200'000	-	-	200'000	1.375%	1.375%	2'750	2'750
Sous-total long terme - Emprunts publics		600'000	-	-	600'000			7'000	7'000
Sous-total court terme		300'000	1'078'000	1'020'000	358'000			-1'924	-1'924
Sous-total long terme		1'390'000	-	-	1'390'000			7'000	1'498
Total		1'690'000	1'078'000	1'020'000	1'748'000			5'076	-426

Informations sur le coût de la dette 2021

En milliers de francs

Intérêts nets reçus sur dettes à court terme	-1'924
Intérêts payés sur emprunts publics à long terme	7'000
Total des intérêts réels sur emprunts de l'année	5'076
Intérêts nets payés sur swaps	16'779
Total des charges d'intérêts et d'instruments de couverture de l'année	21'855
Charges relatives aux emprunts	615
Amortissement de l'année des primes d'émission sur emprunts publics à long terme	-379
Amortissement de l'année de la prime de sortie d'un swap ³	1'091
Coût réel de la dette de l'année	23'182
Intérêts à recevoir sur dette long terme non honorés par les établissements bancaires (LIBOR négatif)	-5'502
Coût contractuel de la dette de l'année (pour information)	17'680

³ Amortissement annuel de la prime payée suite à l'exercice d'une option de sortie d'un swap.

Le taux variable LIBOR CHF 6 mois sur lequel les emprunts privés à long terme de la Ville de Genève sont adossés est resté négatif sur l'année 2021.

L'interprétation des clauses contractuelles en cas de taux LIBOR négatif a conduit certains établissements bancaires à ne pas honorer le versement de ces intérêts négatifs en 2021 pour un montant de kCHF 5'502.

Le montant total des intérêts négatifs (sur toutes les années antérieures) non versés par ces établissements bancaires s'élèvent à kCHF 33'878 au 31 décembre 2021.

La procédure contentieuse contre un établissement bancaire menée par la Ville de Genève, afin d'obtenir l'application stricte des clauses contractuelles, a été rejetée en 2019 par le Tribunal fédéral. Malgré cette décision, la Ville de Genève maintient sa position et considère les intérêts négatifs comme dus. Elle étudie les autres moyens pouvant être mis en œuvre pour faire valoir ses droits. La provision concernant les intérêts à recevoir et non honorés par les établissements bancaires est maintenue et actualisée.

Le coût contractuel annuel de la dette d'un montant de kCHF 17'679 comprend les intérêts négatifs à recevoir sur les emprunts privés à long terme, bien que ceux-ci soient non-versés par les contreparties bancaires.

Le taux moyen 2021 de la dette est de 1.36%, calculé sur le coût réel de la dette s'élevant à kCHF 23'182 sur l'exercice.

b) Instruments financiers dérivés et de couverture

Afin de couvrir les fluctuations de taux d'intérêts variables sur ses emprunts privés à long terme, la Ville de Genève a souscrit des contrats de swap qui échangent un taux LIBOR 6 mois contre un taux fixe. Ces swaps couvrent les mêmes notionnels et les mêmes échéances que les emprunts à long terme privés auxquels ils sont adossés, à l'exception :

- des lignes de sous-jacents n°1 et n°2 qui ne sont pas couvertes ;
- de la ligne du sous-jacent n°3 qui est couverte à hauteur de kCHF 100'000 uniquement.

Ces instruments dérivés utilisés (swaps) sont qualifiés d'instruments de couverture de flux futurs. L'impact dans la fortune des instruments financiers de couverture, qualifiés de flux futurs, et les intérêts nets payés sur les instruments de couverture en 2021 se composent de la manière suivante :

En milliers de francs

Adossé au sous-jacent n°	Date d'émission	Date d'échéance	Nominal	Echange Taux Variable (reçu)	Contre-taux fixe (payé)	Charges réelles 2021	Valorisation au 31.12.2021 / (Actif) - Passif	Valorisation au 31.12.2020 / (Actif) - Passif	Moins value / (Plus-value)
3	19.03.2015	19.03.2032	100'000	Libor 6m	2.06%	2'779	20'113	27'114	-7'001
4	05.05.2010	06.11.2034	100'000	Libor 6m	2.45%	3'175	28'623	37'442	-8'819
4	05.11.2010	06.11.2034	60'000	Libor 6m	2.295%	1'812	15'964	21'126	-5'162
4	05.11.2010	06.11.2034	60'000	Libor 6m	2.295%	1'812	15'964	21'126	-5'162
5	29.09.2006	29.09.2036	100'000	Libor 6m	2.87%	3'603	38'535	49'005	-10'470
6	15.04.2019	13.04.2037	120'000	Libor 6m	2.27%	3'598	36'238	47'961	-11'723
Total			540'000			16'779	155'437	203'773	-48'336

Les instruments dérivés sont évalués sur la base des valeurs de marché au 31 décembre 2021. La diminution de l'engagement pour un montant de kCHF 48'336 est comptabilisée en contrepartie de la réserve de valeur marchande sur instruments financiers.

Le 5 mars 2021, la Financial Conduct Authority (FCA) a annoncé que la publication des principaux indices LIBOR (comprenant en cela les LIBORs en francs suisses) cessera immédiatement après le 31 décembre 2021. Dans ce contexte, le Groupe de travail suisse, chapeauté par la Banque nationale suisse, recommande aux acteurs du marché de remplacer le LIBOR CHF par le Swiss Average Rate Overnight (SARON) augmenté, dans le cadre de périodes d'intérêt de la durée de celle du contrat d'un spread de 0.0741% (représentant un spread d'ajustement pour une période d'intérêts de 6 mois). Par voie de conséquence, la Ville de Genève travaille avec ces contreparties bancaires à l'amendement de ses contrats afin que toute référence au LIBOR CHF s'entende comme faisant référence au «SARON composé 6 mois + 0.0741%». Il n'a pas été identifié d'effet significatif à attendre sur la valorisation des instruments dérivés à la date de clôture.

Un instrument de couverture a été résilié en 2013. La prime de sortie payée correspondait à la juste valeur de l'instrument, constatée au moment de la résiliation. Par conséquent, elle est amortie sur la durée résiduelle du sous-jacent initialement couvert, conformément aux principes comptables adoptés. Les valeurs correspondantes à cette transaction sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

En milliers de francs	Valeur résiduelle au 31.12.2020	Amortissement 2021	Valeur résiduelle au 31.12.2021	Échéance du sous-jacent initial
Instrument de couverture résilié	12'239	1'091	11'148	2032

5.6.2.3 Passifs de régularisation (204)

En milliers de francs		Notes	31.12.2021	31.12.2020
2040	Charges de personnel	a)	1'267	672
2041	Charges de biens, services et autres charges d'exploitation	b)	3'256	2'115
2043	Passifs de régularisation provenant des comptes de subventions	c)	496	1'859
2044	Charges financières à payer / Revenus financiers reçus d'avance	d)	15'118	15'137
2045	Autres revenus d'exploitation reçus d'avance	e)	921	1'508
2046	Passifs de régularisation, compte des investissements	f)	25'451	25'467
Total			46'509	46'758

- a) Ce poste est constitué d'indemnités et d'heures supplémentaires à payer au personnel. L'augmentation de ce poste est notamment due à une hausse des indemnités de nuisances 2021 d'un montant de kCHF 388.
- b) Ce poste est notamment constitué de charges à payer :
- à la Fondation des Parkings, d'un montant de kCHF 753, concernant les prestations de gestion des systèmes d'encaissement des taxes de stationnement et du contrôle de stationnement sur le territoire de la Ville de Genève ;
 - à des tiers, d'un montant de kCHF 1'343, pour des prestations effectuées sur les biens fonds du PA.
- c) Ce poste est constitué du solde de subventions à verser pour les associations de cuisines et restaurants scolaires concernant l'année scolaire 2020-2021. L'absence de montant dû à la République et canton de Genève au titre de la contribution au financement des mesures fédérales sur l'atténuation des conséquences économiques de la Covid-19 (2020 : kCHF 1'087) et l'extourne de passifs transitoires devenus sans objet expliquent la diminution du solde à la fin de l'exercice.
- d) Ce poste est notamment constitué :
- des intérêts courus relatifs aux emprunts de la Ville de Genève pour un montant de kCHF 5'689 ;
 - de loyers reçus d'avance pour un montant de kCHF 6'171 ;
 - de primes d'émission (agios) sur les différents emprunts publics pour un montant de kCHF 2'107, étalées sur la durée de chaque emprunt.
- e) Ce poste est notamment constitué :
- de produits reçus d'avance pour un montant de kCHF 646 concernant l'entretien et le renouvellement de deux écopoints ;
 - de bordereaux de taxes professionnelles encaissées d'avance pour un montant de kCHF 213.
- f) Ce poste est notamment constitué :
- d'un montant total de kCHF 20'861 pour des travaux effectués sur les grands chantiers de construction et de rénovation de bâtiments.

En milliers de francs

PR	Montant	Description des travaux
PR-979AB1	7'593	Rénovation de l'enveloppe et des toitures des immeubles formant l'ensemble des Minoteries
PR-1085A1	5'060	Construction de la Nouvelle Comédie de Genève située dans le quartier de la gare des Eaux-Vives
PR-1156A1	3'404	Construction d'un bâtiment d'équipements publics sis au boulevard Saint-Georges 21
PR-1157A1	437	Aménagements extérieurs de l'écoquartier de la Jonction
PR-1157A2	798	Aménagements de la rue des Gazomètres
PR-1165A1	1'795	Rénovation du bâtiment de l'école de Pâquis-Centre
PR-1221A1	161	Aménagement des espaces publics des abords de la gare CEVA des Eaux-Vives
PR-1253A1	649	Réhabilitation de l'Ancien Manège en bâtiment d'équipements publics sis rue René-Louis Piachaud 4
PR-1291A1	964	Transformation partielle de l'immeuble sis route de Frontenex 54 en un espace de vie enfantine
Total	20'861	

- d'un montant de kCHF 1'937 concernant le préfinancement du projet situé rue de Chandieu. Dans le cadre de constructions de logements, une société anonyme, propriétaire de deux parcelles, n'a pu construire de logements sociaux. A titre de compensation financière, elle a versé à la Ville de Genève ce montant de kCHF 1'937 en contrepartie de la prise en charge par cette dernière, sur ses propres parcelles, de la construction de 6'850 m² de surface brute de plancher de logements d'utilité publique, dans le périmètre du plan localisé de quartier ;

- d'un montant total de kCHF 2'555 concernant des indemnités d'assurance perçues, dans le cadre de vols et de dommages subis par la Ville de Genève, et pour lesquelles la reconstitution d'une collection similaire est envisagée.

En 2020, le Conseil municipal a voté un crédit d'engagement brut (PR-1396) de kCHF 353 destiné à la reconstitution des collections du Musée Ariana pour les années 2020 à 2025. Ces acquisitions seront entièrement financées par les indemnités d'assurance perçues et enregistrées dans ce compte. Sur l'année 2021, les acquisitions s'élèvent à kCHF 97.

En 2021, le Conseil municipal a voté un crédit d'engagement (PR-1436) de kCHF 2'340 destiné aux acquisitions d'œuvres et actions de valorisation des collections d'horlogerie, de bijouterie, d'émaillerie et de miniatures et à la collection d'archéologie pour les années 2021 à 2026. Ces acquisitions seront entièrement financées par les indemnités d'assurance perçues et enregistrées dans ce compte. Sur l'année 2021, il n'y a eu aucune acquisition.

5.6.2.4 Provisions à court et à long terme (205 et 208)

Provisions à court terme

En millier de francs		31.12.2021	31.12.2020
2050	Provisions à court terme provenant de prestations supplémentaires du personnel	19'634	19'732
2051	Provisions à court terme pour autres droits du personnel	1'542	2'093
2052	Provisions à court terme pour litiges	-	22
2053	Provisions à court terme pour les dommages non assurés	375	272
2059	Autres provisions à court terme	5'854	6'478
Total		27'405	28'597

Les mouvements des provisions à court terme sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

En milliers de francs				Variation des provisions			
Rubrique	Provisions pour	Notes	Solde au 31.12.2020	Augmentation	Dissolution	Utilisation	Solde au 31.12.2021
2050	Prestations supplémentaires du personnel	a)	19'732	16'951	-16'056	-993	19'634
2051	Autres droits du personnel - litiges sociaux	b)	2'093	542	-363	-730	1'542
2052	Litiges	c)	22	-	-20	-2	-
2053	Dommages non assurés - franchises à payer sur sinistres	d)	272	170	-13	-54	375
2059	Frais de perception dus sur le reliquat fiscal	e)	6'478	-	-638	-	5'840
2059	Divers		-	14	-	-	14
205	Provisions à court terme		28'597	17'677	-17'090	-1'779	27'405

a) Ce compte est composé :

- d'une provision d'un montant de kCHF 15'901 (2020 : kCHF 16'056) représentant la valorisation des prétentions acquises des employé-e-s non utilisées au 31 décembre 2021 selon le Statut du personnel, soit les heures supplémentaires, les heures optionnelles et les vacances non prises par les collaborateurs et collaboratrices. Elle ne présente pas de variation significative.
- d'une provision d'un montant de kCHF 3'733 (2020 : kCHF 3'676) couvrant l'évaluation de l'engagement financier relatif au processus de collocation des postes de l'administration municipale actuellement en cours. En effet, suite à l'adoption du catalogue des fonctions, les collaborateurs et collaboratrices de la Ville de Genève ont eu la possibilité de déposer une demande de collocation de leur poste. Après examen individuel, ces demandes peuvent entraîner une éventuelle augmentation de classe de fonction. L'éventuelle revalorisation du traitement des collaborateurs et collaboratrices associée à cette décision doit être effectuée avec un effet rétroactif au 1^{er} septembre 2019. Cet engagement d'application avec effet rétroactif de la décision a été chiffré pour l'ensemble des dossiers toujours en cours de traitement à la date de clôture, sur la base d'hypothèses moyennes d'augmentation de salaire et de coûts induits (charges sociales, y compris les rattrapages de cotisations dans la caisse de pension de la Ville de Genève) projetée. La variation annuelle de la provision s'explique par une augmentation rétroactive d'une année supplémentaire de salaires et de charges sociales. Elle a été partiellement compensée par la finalisation de l'analyse des dossiers ayant donné lieu ou non à une réévaluation de la classe de fonction.

b) Cette provision est constituée pour couvrir les litiges avec le personnel de la Ville de Genève. Elle tient compte d'une évaluation du risque juridique et intègre tous les coûts liés à une éventuelle procédure judiciaire.

Il a été considéré que la date de dénouement des litiges sociaux est difficilement prévisible et que par conséquent, la provision a été classifiée dans la rubrique 205 «Provisions à court terme».

c) Cette provision était constituée pour couvrir divers litiges à court terme pendants devant la justice ou à fort risque de procédure. Tous les cas ont été résolus sur l'exercice 2021.

d) Cette provision est constituée pour couvrir les franchises maximums à payer sur les sinistres qui ont eu lieu avant la date de clôture et non encore clôturés.

e) Sur la base de l'article 370 de la Loi générale sur les contributions publiques (D3 05), les communes participent aux frais de perception à hauteur de 3% du montant perçu chaque année.

La provision de kCHF 5'840 (2020 : kCHF 6'478) correspond à une estimation des frais de perception de 3% sur le reliquat fiscal dû (déduction faite de la provision pour du croire) au 31 décembre 2021.

La variation provient directement de la diminution du reliquat fiscal au 31 décembre 2021.

Provisions à long terme

En milliers de francs		31.12.2021	31.12.2020
2082	Provisions pour litiges	10'844	7'503
2086	Provisions pour engagements de prévoyance	53'636	54'634
2088	Provisions du compte des investissements	45	37
2089	Autres provisions à long terme du compte de résultats	14'821	16'543
Total		79'346	78'717

Les mouvements des provisions à long terme sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

En milliers de francs				Variation des provisions			
Rubrique	Provisions pour	Notes	Solde au 31.12.2020	Augmentation	Dissolution	Utilisation	Solde au 31.12.2021
2082	Divers litiges	a)	7'503	3'418	-60	-17	10'844
2086	Engagements de prévoyance	b)	54'634	633	-	-1'630	53'637
2088	Compte d'investissements	c)	37	12	-	-4	45
2089	Rattrapage TVA	d)	44	0	0	-28	16
2089	Restitution intérêts négatifs	e)	1'139	-	-	-	1'139
2089	Débiteurs ACRS	f)	790	42	-	-207	625
2089	Engagements Fonds spécial La Flamme	g)	3'396	-	-114	-	3'282
2089	Corrections Impôt à la source sur exercices précédents	h)	11'175	-	-	-1'416	9'759
208	Provisions à long terme		78'717	4'105	-174	-3'302	79'346
TOTAL PROVISIONS COURT TERME ET LONG TERME			107'314	21'782	-17'264	-5'082	106'751

- a) La provision a été constituée pour couvrir divers litiges, dont certains sont actuellement pendants devant la justice. Elle comprend des frais de dépens, l'estimation des honoraires de défense, des dommages et intérêts, et des indemnités dus à des tiers.

A la suite du litige entre un superficiaire et la Ville de Genève portant sur l'exigibilité et l'évaluation des rentes de superficie de 2015 à 2020 concernant un parking, une provision pour un montant de kCHF 8'007 (2020: kCHF 6'943) a été enregistrée. Par principe de prudence, les intérêts moratoires relatifs aux paiements des rentes effectués par le superficiaire y ont été intégrés. Une procédure arbitrale étant en cours, une provision pour frais de procédure a également été constituée, s'élevant à kCHF 486 au 31 décembre 2021 (2020: kCHF 500).

Le tableau ci-dessous présente la situation globale du litige tel qu'il ressort dans les différentes rubriques comptables:

En milliers de francs		31.12.2021	31.12.2020	Variation	Cf notes
Rubrique	Situation globale du litige				
101	Créance rente de droit de superficie 2021	200	-	200	5.6.1.2 Créances (101)
101	Provisions sur créance droit de superficie	-200	-	-200	
101	Créance rente de droit de superficie 2020	-	1'786	-1'786	
101	Provisions sur créance droit de superficie	-	-1'786	1'786	
Créance nette rente de droit de superficie		-	-	-	
104	Produit à recevoir sur rente de droit de superficie 2021	616	-	616	5.6.1.3 Actifs de régularisation (104)
104	Provision sur produit à recevoir	-616	-	-616	
Produit net à recevoir sur créance de droit de superficie		-	-	-	
Montant net total à recevoir		-	-	-	
208	Provisions sur les rentes de droit de superficie payées de 2015 à 2020	7'140	6'166	974	5.6.2.4 Provisions à court et à long terme (205 et 208)
208	Provisions sur intérêts moratoires des rentes payées	866	537	330	
208	Provisions pour frais de procédure	486	500	-14	
Total des provisions pour risques		8'493	7'203	1'290	

- b) Le règlement du 12 septembre 1989 accordant des pensions de retraite et d'invalidité aux conseillères administratives et conseillers administratifs ainsi que des pensions à leurs survivant-e-s (LC 21 122) définit les modalités d'assurance du régime. Dans sa séance du 3 mars 2020, le Conseil municipal a abrogé ce règlement et a adopté le nouveau Règlement concernant le traitement et la retraite des membres du Conseil administratif (LC 21 122) applicable dès le 1^{er} juin 2020.

Ce règlement prévoit notamment l'affiliation des nouvelles conseillères administratives et nouveaux conseillers administratifs entré-e-s en fonction après le 1^{er} juin 2020, pendant la durée de l'exercice de leur fonction, à la Caisse de prévoyance interne Ville de Genève et autres communes genevoises (CPI) de CAP-Prévoyance selon les mêmes modalités que les membres du personnel de la Ville de Genève ainsi qu'une allocation de fin d'exercice.

Les conseillères administratives et conseillers administratifs ayant exercé leur fonction avant le 1^{er} juin 2020 continuent de bénéficier du régime de prévoyance décrit dans le Règlement du 12 septembre 1989 accordant des pensions de retraite et d'invalidité aux conseillères administratives et conseillers administratifs, ainsi que des pensions à leurs survivant-e-s (LC 21 122).

Les réserves nécessaires aux versements des prestations en cours et acquises ainsi que la charge annuelle du régime de prévoyance prévoyant ces deux modalités font l'objet d'une réévaluation par un expert actuariel à la date de clôture.

Les principales hypothèses démographiques et financières retenues pour la détermination des réserves mathématiques des conseillères administratives et conseillers administratifs en fonction et bénéficiaires de prestations sont un taux d'intérêt technique de 0% et une table de mortalité de génération VZ 2020.

L'évolution des réserves sur l'année en cours est synthétisée comme suit :

	Notes	31.12.2020	Rentes servies aux pensionné-e-s	Contributions des actifs	Contributions de la Ville de Genève pour les actifs	Remboursements de pensions par les pensionné-e-s	Variations actuarielles démographiques	Dissolution réserves d'égalisation nettes	31.12.2021
En milliers de francs									
Réserves pour :									
- Conseillères administratives et conseillers administratifs en fonction	b-1)	44'460	-1'630	19	614	-86	323	-	43'700
- Bénéficiaires de rentes									
- Allocations de fin de mandat									
Réserves d'égalisation pour risque	b-2)	10'174	-	-	-	-	-	-237	9'937
Total		54'634	-1'630	19	614	-86	323	-237	53'637

- b-1) Les réserves d'un montant de kCHF 43'700 sont constituées :

- des rentes futures des conseillères administratives et conseillers administratifs en fonction soumis à l'art. 10 al. 3 du règlement du 3 mars 2020 ;
- des droits acquis des conseillères administratives et conseillers administratifs ayant fait valoir le droit à leur rente ;
- de l'allocation globale de fin de mandat pour les membres du Conseil administratif au sens de l'art. 7 du règlement du 3 mars 2020.

Sur la base des éléments mentionnés ci-dessus, la baisse de la valeur actuelle des droits acquis par les membres de Conseil administratif en fonction ou pensionnés de kCHF 760, au regard du montant des rentes servies de kCHF 1'630, des contributions annuelles des actifs de kCHF 19, des contributions de la Ville de Genève pour les actifs d'un montant de kCHF 614, du remboursement de pensions servies d'un montant de kCHF 86, (art. 4 al. 3 du Règlement du 3 mars 2020), a généré une perte actuarielle d'un montant de kCHF 323.

- b-2) La diminution d'un montant de kCHF 237 de la réserve d'égalisation pour risque correspond aux variations actuarielles des hypothèses démographiques et aux remboursements de rentes des pensionné-e-s constatées dans les réserves mentionnées sous b-1).

La dissolution de cette provision est indiquée dans le tableau récapitulatif sous la partie « Attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux (chapitre 35 et 45) ».

- c) Le transitoire est constitué pour couvrir des frais résiduels sur des crédits d'investissement bouclés. Des dépenses annuelles ont été effectuées pour un montant de kCHF 4.

- d) Une provision de kCHF 16 est toujours maintenue dans l'attente de la régularisation d'un redressement de TVA en faveur de la Ville de Genève et d'une réclamation toujours pendante auprès de l'Administration fédérale des contributions.
- e) La provision de kCHF 1'139 correspond à des intérêts négatifs versés par une contrepartie. Celle-ci considère que ces intérêts négatifs n'étaient pas dus et en réclame le retour à la Ville de Genève.
- f) Selon l'art. 7, al. 3) let. e) du Règlement relatif aux conditions de subventionnement des associations de cuisines et restaurants scolaires de la Ville de Genève (LC 21 521), les subventions indirectes fournies par la Ville de Genève comprennent la couverture du contentieux après procédure.

Afin de couvrir cette garantie donnée sur le risque de non-paiement, une provision égale au montant des débiteurs ouverts dans les comptabilités des associations des cuisines et restaurants scolaires au 31 décembre 2021 et transmis à un office de recouvrement due à des retards de paiement a été enregistrée.

A cet effet, la Ville de Genève a procédé sur l'exercice au versement d'un montant total de kCHF 207 aux associations de cuisines et restaurants scolaires relatif à des défauts de paiement de leurs débiteurs.

- g) La société mutuelle genevoise de crémation (La Flamme), confrontée à des difficultés financières, a cessé ses activités. En date du 4 mai 2005, la Ville de Genève a repris à sa charge les engagements envers ses sociétaires. Elle a constitué un fonds avec les actifs repris qui a fait l'objet d'un Règlement fixant les conditions d'utilisation du « Fonds spécial La Flamme » (LC 21 352), adopté par le Conseil municipal le 27 juin 2006.

Au 31 décembre 2021, la Ville de Genève a réévalué ses engagements envers les anciens sociétaires de La Flamme. Cet engagement total a été évalué à kCHF 4'418 pour les 2'132 bénéficiaires. Les actifs du « Fonds spécial La Flamme » totalisaient kCHF 1'136 à la date de clôture. Une dissolution de kCHF 114 a été comptabilisée en 2021.

La constitution de cette provision est indiquée dans le tableau récapitulatif sous la partie « Attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux (chapitre 35 et 45) ».

- h) Afin de respecter le principe de délimitation des impôts, un changement de méthode de comptabilisation de l'impôt à la source est intervenu à la clôture des comptes 2019. L'impôt est comptabilisé sur la base de l'estimation de la production 2019. Les effets des correctifs des années antérieures, 2017 et 2018, ont également été pris en compte en 2019.

A cet effet une provision de kCHF 22'457 avait été constituée concernant les corrections à venir de l'impôt à la source des années fiscales 2017 et 2018 en contrepartie de la rubrique 4830 « Revenus divers extraordinaires » au 31 décembre 2019.

L'évaluation de ce changement de méthode a été communiquée par l'Administration fiscale cantonale.

L'utilisation partielle de la provision d'un montant de kCHF 1'416 a été comptabilisée sur 2021 concernant la correction de l'impôt à la source pour les exercices fiscaux antérieurs à 2019. La provision continuera à être utilisée selon les communications reçues de la République et canton de Genève.

5.6.2.5 Engagements envers les financements spéciaux et des fonds de capitaux de tiers (209)

En milliers de francs		Notes	31.12.2021	31.12.2020
2090	Engagements envers les financements spéciaux des capitaux de tiers	a)	8'358	12'490
2092	Engagements envers les legs et fondations sans personnalité juridique enregistrés comme capitaux de tiers	b)	19'281	18'621
2093	Engagements envers d'autres capitaux étrangers affectés	c)	13'835	13'947
Total			41'474	45'058

Les mouvements de ces rubriques affectant le compte de résultat sont expliqués dans le tableau récapitulatif sous la rubrique « 5.6.2.6 Attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux (chapitres 35 et 45) ».

a) Engagements envers les financements spéciaux des capitaux de tiers (2090)

En milliers de francs		Notes	31.12.2021	31.12.2020
Etat de Genève				
Taxe d'équipement		a1)	6'797	10'782
Taxe d'écoulement			-	41
Taxe de remplacement constructions abris		a1)	1'124	1'124
Sous-total			7'921	11'947
Dîme du livre		a2)	437	543
Total			8'358	12'490

- a1) Ces taxes sont encaissées et portées en compte par les services de la République et canton de Genève. Elles sont enregistrées sur la base de relevés trimestriels communiqués par l'Etat. La contrepartie de ces montants est enregistrée dans la rubrique 109 « Créances envers les financements spéciaux et fonds de tiers ».
- a2) Une convention entre l'Université de Genève et la Ville de Genève a été signée le 2 février 2010 concernant une collaboration pour la gestion des collections d'ouvrages dans les bibliothèques de la Ville de Genève. Une ressource financière correspondant à 10% des taxes universitaires est versée à la Ville de Genève afin d'entretenir et de constituer ses collections.

b) Engagements envers les legs et fondations sans personnalité juridique enregistrés comme capitaux de tiers (2092)

Les engagements bruts et nets ainsi que les actifs des fonds spéciaux sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

En milliers de francs

Fonds	Solde au 31.12.2020				Solde au 31.12.2021			
	Engagement brut	Actif des fonds	Créances envers les fonds	Engagement net	Engagement brut	Actif des fonds	Créances envers les fonds	Engagement net
AMIEL	76	63	-	13	81	65	-	16
BERLINERBLAU	195	-	-	195	39	-	-	39
BERTHOUD	724	607	-	117	759	627	-	132
BIENFAISANCE	179	-	-	179	179	-	-	179
BOUCHET	128	-	-	128	128	-	-	128
COLONIES DE VACANCES	772	-	-	772	757	-	-	757
DE FRANCIA	143	-	-	143	-	-	-	-
DIDAY	1'130	724	-	406	1'076	724	-	353
DIODATTI PLANTAMOUR	131	107	-	24	141	111	-	30
DISDIER	94	81	-	14	98	83	-	14
DONS AU SERVICE SOCIAL	533	-	-	533	533	-	-	533
GALLAND Encour. industrie	126	102	-	23	135	106	-	29
GEYDET	60	49	-	11	64	50	-	14
JEANNERET-GROSJEAN	423	-	-	423	455	34	-	421
JOHNSON	52	29	-	24	56	30	-	25
LISSIGNOL	45	37	-	8	48	38	-	10
MAGET	2'127	3'331	1'204	-	2'350	3'331	981	-
MENDELSSOHN	6	-	-	6	6	-	-	6
MILLIET	9	-	-	9	9	-	-	9
MOROY	3	-	-	3	3	-	-	3
MULLER	45	36	-	8	48	38	-	10
NEUMAN Prix Beaux-Arts et Musique	42	40	-	3	44	41	-	3
PLANTAMOUR Bienfaisance	1	-	-	1	1	-	-	1
PLANTAMOUR Parc Mon Repos	403	328	-	74	434	341	-	93
REHFOUS	223	189	-	35	221	195	-	26
REIFFERSCHIED	108	88	-	20	116	91	-	25
REVILLOD	11'710	6'234	-	5'476	12'241	6'234	-	6'007
ROBERT Alfred	791	473	-	318	852	508	-	344
SCHAUB & GEORG	60	50	-	10	65	52	-	13
SCHEUERMAN	1'649	1'331	-	319	1'734	1'382	-	352
TERRETAZ	14	-	-	14	14	-	-	14
VARENNE	3'450	-	-	3'450	3'433	-	-	3'433
VITERBO	107	99	-	8	115	102	-	14
ZELL	38'624	32'769	-	5'855	40'078	33'829	-	6'249
Total	64'183	46'767	1'204	18'621	66'313	48'013	981	19'281

L'engagement net de la Ville de Genève à l'égard des fonds s'élève à kCHF 19'281. En dérogation au principe de non compensation des charges et des revenus, les engagements des fonds spéciaux sont présentés en net.

Engagement brut envers les fonds

La fortune et les mouvements des fonds spéciaux de l'exercice sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

En milliers de francs

Fonds	Engagement brut au 31.12.2020	Résultat du patrimoine immobilier détenu par les fonds			Résultat des capitaux mobiliers détenus par les fonds				Prélèvements	Engagement brut au 31.12.2021
		Revenus	Charges	Résultat	Revenus	Réévaluation	Charges	Résultat		
AMIEL	76	-	-	-	1	5	0	6	1	81
BERLINERBLAU	195	-	-	-	-	-	-	-	156	39
BERTHOUD	724	-	-	-	11	46	1	55	20	759
BIENFAISANCE	179	-	-	-	-	-	-	-	-	179
BOUCHET	128	-	-	-	-	-	-	-	-	128
COLONIES DE VACANCES	772	-	-	-	-	-	-	-	15	757
DE FRANCIA	143	-	-	-	-	-	-	-	143	-
DIDAY	1'130	299	157	142	-	-	-	-	196	1'076
DIODATTI PLANTAMOUR	131	-	-	-	2	8	0	10	-	141
DISDIER	94	-	-	-	1	6	0	7	4	98
DONS AU SERVICE SOCIAL	533	-	-	-	-	-	-	-	-	533
GALLAND Encour. industrie	126	-	-	-	2	8	0	10	-	135
GEYDET	60	-	-	-	1	4	0	5	-	64
JEANNERET-GROSJEAN	423	-	-	-	6	26	1	32	-	455
JOHNSON	52	-	-	-	1	3	0	3	-	56
LISSIGNOL	45	-	-	-	1	3	0	3	-	48
MAGET	2'127	315	92	223	-	-	-	-	-	2'350
MENDELSSOHN	6	-	-	-	-	-	-	-	-	6
MILLIET	9	-	-	-	-	-	-	-	-	9
MOROY	3	-	-	-	-	-	-	-	-	3
MULLER	45	-	-	-	1	3	0	3	-	48
NEUMAN Prix Beaux-Arts et Musique	42	-	-	-	1	3	0	3	2	44
PLANTAMOUR Bienfaisance	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
PLANTAMOUR Parc Mon Repos	403	-	-	-	6	26	1	31	-	434
REHFOUS	223	-	-	-	3	14	0	17	20	221
REIFFERSCHIED	108	-	-	-	2	7	0	8	-	116
REVILLOD	11'710	705	174	531	-	-	-	-	-	12'241
ROBERT Alfred	791	-	-	-	12	50	1	61	-	852
SCHAUB & GEORG	60	-	-	-	1	4	0	5	-	65
SCHEUERMAN	1'649	-	-	-	25	105	3	127	42	1'734
TERRETAZ	14	-	-	-	-	-	-	-	-	14
VARENNE	3'450	-	-	-	-	-	-	-	17	3'433
VITERBO	107	-	-	-	2	7	0	8	-	115
ZELL	38'624	103	12	91	556	2'373	67	2'863	1'500	40'078
Total	64'183	1'422	435	987	633	2'701	76	3'257	2'115	66'313

Sur l'exercice 2021, il convient de relever les éléments suivants :

- la Ville de Genève n'a pas chargé d'intérêts négatifs aux fonds de capitaux de tiers, malgré un taux LIBOR franc suisse négatif sur l'exercice ;
- aucun fonds n'a bénéficié d'apport et n'a été dissout.
- les prélèvements effectués sur l'exercice d'un montant total de kCHF 2'115 ont financé :
 - des charges de fonctionnement pour un montant de kCHF 1'955 présentées dans la note « 5.6.2.6 Attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux (chapitre 35 et 45) » ;
 - des dépenses d'investissement pour la réhabilitation de la roseraie du Parc de la Grange (PR-1304, Fonds De Francia) et pour la rénovation de la console et de la maison du jardinier-chef des Conservatoire et jardin botaniques (PR-876, Fonds Varenne) pour un montant de kCHF 143 et kCHF 17 respectivement.

Actifs des fonds

Les actifs des fonds sont composés d'immeubles et de valeurs mobilières. Les variations de l'exercice sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

En milliers de francs

Fonds	Actifs des fonds au 31.12.2020		Variation des valeurs mobilières			Actifs des fonds au 31.12.2021	
	Immobilier	Valeurs mobilières	(Ventes)	Achats	Réévaluation	Immobilier	Valeurs mobilières
AMIEL	-	63	-4	1	5	-	65
BERTHOUD	-	607	-39	14	46	-	627
DIDAY	724	-	-	-	-	724	-
DIODATTI PLANTAMOUR	-	107	-7	2	8	-	111
DISDIER	-	81	-5	2	6	-	83
GALLAND Encour. industrie	-	102	-7	2	8	-	106
GEYDET	-	49	-3	1	4	-	50
JEANNERET-GROSJEAN	-	-	-1	8	26	-	34
JOHNSON	-	29	-2	1	3	-	30
LISSIGNOL	-	37	-2	1	3	-	38
MAGET	3'331	-	-	-	-	3'331	-
MULLER	-	36	-2	1	3	-	38
NEUMAN Prix Beaux-Arts et Musique	-	40	-3	1	3	-	41
PLANTAMOUR Parc Mon Repos	-	328	-21	8	26	-	341
REHFOUS	-	189	-12	4	14	-	195
REIFFERSCHIED	-	88	-6	2	7	-	91
REVILLOD	6'234	-	-	-	-	6'234	-
ROBERT Alfred	-	473	-31	15	50	-	508
SCHAUB & GEORG	-	50	-3	1	4	-	52
SCHEUERMAN	-	1'331	-85	31	105	-	1'382
VITERBO	-	99	-6	2	7	-	102
ZELL	1'200	31'569	-2'018	705	2'373	1'200	32'629
Total	11'489	35'277	-2'257	803	2'701	11'489	36'524
	46'767					48'013	

Compte tenu des dispositions des donateurs, les revenus immobiliers dégagés par le patrimoine immobilier légué doivent être affectés à des tâches définies. Ils ne font pas l'objet d'une réévaluation au 31 décembre 2021 contrairement aux valeurs mobilières. Il n'y a pas d'indicateurs sur l'exercice qui laissent penser qu'il y ait une perte de valeur durable de ces immeubles. La Ville de Genève étudie la possibilité de revaloriser les immeubles des fonds à leur valeur de remplacement.

Passifs des fonds

Le passif des fonds correspond à l'engagement du Fonds Maget envers la Ville de Genève.

En milliers de francs

Fonds	Passifs des fonds au 31.12.2020	Diminution provenant des revenus locatifs	Augmentation provenant des charges locatives	Variation nette	Passifs des fonds au 31.12.2021
MAGET	1'204	315	92	223	981

Le passif du fonds Maget est enregistré comme créance à recevoir de la part du fonds dans les comptes de la Ville de Genève pour un montant de kCHF 981 et est présenté dans la rubrique « 5.6.1.7 Créances envers les Fonds (109) ».

En effet, le Conseil municipal a voté, dans sa séance du 3 mars 1987, un crédit d'engagement (PR-302A) d'un montant de kCHF 3'065 destiné à la rénovation de l'immeuble ; les travaux y relatifs ont été pris en charge en totalité par le Fonds Maget et financés par la Ville de Genève. Celle-ci perçoit régulièrement des revenus locatifs, nets des charges associées, qui sont affectés au remboursement de ce financement. Compte tenu de l'historique de remboursement et dans la perspective des revenus locatifs constants à percevoir, l'engagement du fonds envers la Ville de Genève sera éteint d'ici 2026. Il n'y a donc pas d'indicateurs de risque sur le recouvrement de cette créance dans les comptes de la Ville de Genève.

c) Engagements envers d'autres capitaux étrangers affectés (2093)

La gestion des fonds est basée sur les règlements suivants :

Fonds d'acquisitions et projets	Règlements
Muséum d'histoire naturelle	LC 21 619.5
Musée d'ethnographie de Genève	LC 21 619.4
Musées d'art et d'histoire	LC 21 619.3
Conservatoire et jardin botaniques	LC 21 619.2
Bibliothèque de Genève	LC 21 633.1
Musée de l'Ariana	LC 21 619.1
Autres fonds de capitaux étrangers affectés	Règlements
Fonds spécial La Flamme	LC 21 352
Fonds Gomarín	Règlement de la commission du Fonds E. Gomarín
Fonds Aubert	Extrait du Conseil administratif 06.02.2008
Fonds d'indemnité au décès	LC 21 153.7
Fonds André & Cyprien	LC 21 514
Fonds Post Tenebras Lux	LC 21 252
Financement spécial – Bénéfice Sport Toto	I 315.09

Les mouvements de ces fonds figurent dans le tableau ci-dessous et sont expliqués dans la rubrique «5.6.2.6 Attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux (chapitres 35 et 45)».

En milliers de francs	Notes	31.12.2020	(Prélèvements)	Attributions	Autres	31.12.2021
Fonds d'acquisitions et projets						
Muséum d'histoire naturelle		354	-421	773	-	706
Musée d'ethnographie		-		21	-	21
Musées d'art et d'histoire		1'750	-1'389	1'212	-	1'572
Conservatoire et jardin botaniques		553	-196	218	-	575
Bibliothèque de Genève		241	-26	10	-	225
Musée de l'Ariana		443	-506	498	-	435
Autres fonds de capitaux étrangers affectés						
Fonds spécial La Flamme	c1)	1'426	-375	112	-27	1'136
Fonds Gomarín	c2)	66	-66	-	-	-
Fonds Aubert		3	-	-	-	3
Fonds d'indemnité au décès	c3)	8'772	-80	141	-	8'833
Fonds Post Tenebras Lux		178	-63	53	-	168
Financement spécial – Bénéfice Sport Toto	c4)	161	-	-	-	161
Total		13'947	-3'121	3'037	-27	13'835

- c1) L'engagement du Fonds spécial La Flamme est couvert par le placement du fonds, complété par une provision indiquée sous la rubrique «5.6.2.4 Provisions à court et à long terme (205 et 208)».
- c2) Le reliquat du Fonds Gomarín a été utilisé dans le cadre d'acquisition d'une collection d'ouvrages anciens.
- c3) Ce montant correspond à la valeur du fonds d'indemnité de décès défini par le Règlement LC 21 153.7. Son but est d'apporter une aide financière immédiate aux parents d'un-e employé-e ou d'un-e auxiliaire fixe en activité dont le décès, intervenant par suite de maladie avant l'âge de 65 ans au plus tard, les prive de leur soutien. Ce fonds est notamment financé par une cotisation mensuelle paritaire de CHF 1 des employé-e-s et de la Ville de Genève. Il comprend également les cotisations d'autres communes.
- c4) Le reliquat du Financement spécial Bénéfice Sport Toto sera utilisé conformément à la PR-1439 votée par le Conseil municipal le 28 juin 2021, pour l'achat et installation de containers vestiaires / douches au stade du Bois-de-la-Bâtie et au stade des Libellules.

5.6.2.6 Attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux (chapitres 35 et 45)

Ces chapitres comptabilisent les attributions et prélèvements nets aux fonds et financements spéciaux. Chaque opération d'attribution et de prélèvement est comptabilisée par fonds tout au long de l'année en contrepartie du revenu ou de la charge correspondante dans le compte de résultats. Le résultat net annuel de ces opérations sur les fonds est calculé individuellement par fonds. Il est enregistré dans le chapitre 35 si les attributions sont supérieures aux prélèvements et inversement dans le chapitre 45 si les prélèvements sont supérieurs aux attributions.

Le résultat global de ces opérations est présenté ci-dessous.

En milliers de francs	C 2021	C 2020	Ecart C21-C20
350 Attribution aux fonds et financements spéciaux des capitaux de tiers	5'858	6'299	-441
450 Prélèvements sur fonds et financements spéciaux des capitaux de tiers	4'888	4'225	663
Effet net sur le compte de résultats	-970	-2'074	1'104

Pour l'exercice en cours, le résultat s'explique par nature comme suit :

En milliers de francs	2086 Provisions pour engagements de prévoyance	2089.007 Provisions pour engagements La Flamme	2090 Financements spéciaux capitaux de tiers	2092 Legs et fondations capitaux de tiers	2093 Autres capitaux étrangers affectés	Total
Total 35 Attributions aux fonds et financements spéciaux	1'023	-	25	4'245	565	5'858
Total 45 Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux des capitaux de tiers	2'039	114	131	1'955	649	4'888
Effet net sur le compte de résultats	1'016	114	106	-2'290	84	-970

De manière qualitative, les variations sur les fonds de tiers affectés sont les suivantes pour l'exercice écoulé :

En milliers de francs	2086	2089	2090	2092	2093	Total
Notes	a)	a)	b)	c)	d)	
Revenus des valeurs mobilières (placement groupé)				3'334	112	3'446
Financements reçus attribués aux fonds			1'084		2'925	4'009
Revenus des immeubles				1'422		1'422
Total des revenus des fonds et financement de capitaux de tiers	-	-	1'084	4'756	3'037	8'877
Charges des valeurs mobilières (placement groupé)				76	2	78
Projets ou acquisitions financés par les fonds			1'190	1'955	3'119	6'264
Charges des immeubles				435		435
Total des charges des fonds et financement de capitaux de tiers	-	-	1'190	2'466	3'121	6'777
Résultat des fonds et financement de capitaux de tiers	-	-	-106	2'290	-84	2'100
Effet sur résultat Ville de Genève	-	-	106	-2'290	84	-2'100
Dissolution nette de la provision pour engagement de prévoyance du Conseil administratif	1'016					1'016
Dissolution de la provision pour le Fonds La Flamme		114				114
Résultat des fonds et financements spéciaux	1'016	114	106	-2'290	84	-970

- a) Se référer à la note de bilan sous le point «5.6.2.4 Provisions à court et long terme (205 et 208)».
- b) Le financement pour un montant de kCHF 1'084 provenant de la dîme du livre de l'Université de Genève est destiné à des expositions, des projets, des fonds de recherche et à l'acquisition d'ouvrages pour les bibliothèques.

Afin d'atteindre le but défini, la Ville de Genève a engagé des dépenses d'un montant de kCHF 1'190 relatives à des achats de livres, de supports musicaux et au traitement du personnel dédié.

- c) Les revenus des valeurs mobilières (placement groupé) sont essentiellement constitués par leur réévaluation annuelle de fin d'années pour un montant de kCHF 2'701.

Les résultats des immeubles appartenant aux fonds spéciaux sont présentés dans le tableau ci-dessous :

En milliers de francs

Fonds	Immeubles	Revenus	Charges	Résultat net locatif
Fonds Diday	Rue Adhémar-Fabri 4	299	157	142
Fonds Maget	Rue Ferdinand-Hodler 5	315	92	224
Fonds Revillod	«Boulevard des Tranchées 2 Rue de l'Hôtel-de-Ville 12»	705	174	531
Fonds Zell	Avenue de Miremont 23B	103	12	91
Total		1'422	435	988

Les charges de kCHF 1'955 concernent des projets et des acquisitions d'œuvres d'art et correspondent à des prélèvements, dont le détail est présenté dans la rubrique comptable 209 «Engagements envers les financements spéciaux et des fonds de capitaux de tiers».

Les prélèvements significatifs sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

En milliers de francs

Fonds	Prélèvements 2021	Origine du financement	Objets des prélèvements
Berlinerblau	56	Legs	Entretien des fontaines de la Ville
Berlinerblau	100	Legs	Soutien à la mise en place de l'association Botalista
Diday et Rehfous	216	Legs	Acquisitions d'œuvres réalisées par des artistes suisses
Scheuermann	42	Legs	Projets en faveur des personnes sans-abris (hébergement d'urgence)
Zell*	1'500	Legs	Projets du Service social en faveur des personnes âgées
Autres fonds	41	Divers	Divers objets
Total	1'955		

* Les prélèvements effectués sur le fonds de Zell se composent notamment :

- d'un montant de kCHF 960 pour la participation à l'exploitation de la Nouvelle Roseraie (maison de vacances et de convalescence, accueillant des aîné-e-s et des personnes au bénéfice de l'assurance-invalidité) et Trajets ;
- d'un montant de kCHF 188 pour financer des activités et animations 2021 de la Cité seniors ;
- d'un montant de kCHF 114 pour financer des mesures d'accès à la culture, en faveur des personnes âgées.

- d) Les financements reçus et les prélèvements effectués sur l'exercice concernant les autres fonds de capitaux de tiers affectés sont détaillés ci-dessous :

En milliers de francs

Fonds	Financements reçus 2021	Prélèvements effectués 2021	Origine des financements reçus	Projets financés
Fonds « Acquisitions et projets » MHN	88	177	Office fédéral de l'environnement	Recherche scientifique: Taille populations
	505	62	Office fédéral de l'environnement et association	Recherche scientifique, médiation et protection liées au domaine des chauves-souris
	-	180	Fonds national suisse de la recherche scientifique	Différentes recherches scientifiques
	181	1	Société	Publications de la revue suisse de zoologie
Fonds « Acquisitions et projets » MAH	196	95	Office fédéral de la culture	Recherches sur les collections « Beaux-arts » et les collections « Archéologie »
	-	73	Fondation	Valorisation des collections « Byzantins »
	90	91	Fondation	Numérisation d'ouvrages patrimoniaux du MAH
	105	169	Fondation	Projet Médiation culturelle : « Publics à besoins spécifiques », « Jeudis du MAH »
	-155	195	Fondation	Projet d'exposition sur le 200ème anniversaire de la déclaration d'indépendance de la Grèce (1821- 2021). Au terme du projet, un surplus de kCHF 155 a été retourné à la fondation.
	53	54	Fondation	Aménagement des salles du Cabinet d'arts graphiques et des salles permanentes de la Maison Tavel
	108	108	Fondation	Création d'une salle de consultation et de l'espace « GamMAH »
	102	102	Fondation	Acquisition de vitrines standardisées
	41	41	Fondation	Création d'un magazine pour le MAH
	457	51	Fondation	Collections, expositions, médiation et autres projets
	156	286	Fondation et entreprise	Expositions diverses : « Contradictions », « Walk on the water », « Pas besoin d'un dessin », « Art et mode »
	58	105	Société et entreprise	Acquisition et recensement d'œuvres de la collection « Numismatique »
Fonds « Acquisitions et projets » CJB	176	164	République et canton de Genève	Projet MonGE, concernant les objectifs fixés dans le domaine de la nature et de la conservation de la flore du canton de Genève (CoSI)
	22	21	Confédération suisse	Projet PAN-RPGAA - Plan d'Action National pour la conservation et l'utilisation durable des Ressources PhytoGénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture
Fonds « Acquisitions et projets » ARI	420	420	Office fédéral de la culture	Encouragement de la création et de l'innovation du travail muséal et de la coopération et conservation et entretien des collections
	25	25	Fondation	Projet « Art pour tous, tous pour l'art »
	53	61	Fondation et personne physique	Expositions « Salon Revillod » et « Céramique Japonaise »

En milliers de francs

Fonds	Financements reçus 2021	Prélèvements effectués 2021	Origine des financements reçus	Projets financés
Fonds spécial La Flamme		372	Sociétaires	Prestations funéraires
Fonds Gomarín		65	Legs	Acquisition collection ouvrages Rodolphe Töpffer
Fonds pour le versement d'une indemnité au décès	141	80	Personnel de la Ville de Genève, Ville de Genève et autres communes	Indemnités de décès
Fonds Post Tenebras Lux	53	63	Divers donateurs	Remplacement et extension des œuvres du festival d'œuvres lumineuses intitulé « Geneva Lux »
Autres	52	56	Divers donateurs	Divers projets
Total	2'925	3'119		

5.6.2.7 Capital propre (29)

Etat du capital propre

En milliers de francs

29 CAPITAL PROPRE		Solde au 31.12.20	Attribution du résultat 2020
2910	Fonds enregistrés comme capital propre	9'727	-
	Fonds de secours	767	-
	Fonds municipal d'art contemporain	2'503	-
	Fonds marchés publics	300	-
	Fonds énergie et climat	6'157	-
2911	Legs et fondations sans personnalité juridique enregistrées comme capital propre	38'091	-
	Fonds Brunswick	1'803	-
	Fonds Chevalier	222	-
	Fonds Galland collection artistique	2'024	-
	Fonds Galland développement art musical	354	-
	Fonds Galland logement ouvrier	33'345	-
	Fonds Acquisitions et Projets - Muséum d'histoire naturelle	44	-
	Fonds Acquisitions et Projets - Musée d'ethnographie	35	-
	Fonds Acquisitions et Projets - Musées d'art et d'histoire	88	-
	Fonds Acquisitions et Projets - Conservatoire et jardin botaniques	125	-
	Fonds Acquisitions et Projets - Bibliothèque de Genève	40	-
	Fonds Acquisitions et Projets - Musée Ariana	11	-
2940	Réserve de politique budgétaire (réserve conjoncturelle)	140'000	-48'400
2961	Réserve de valeur marchande sur instruments financiers	-203'773	-
2990	Résultat annuel	-48'400	48'400
2999	Résultats cumulés des années précédentes	2'901'975	-
Total capital propre		2'837'620	-

¹ Attributions et prélèvements 2021 aux fonds spéciaux classifiés comme fonds propres

	Résultat 2021	Attributions aux Fonds ¹	Prélèvements aux Fonds ¹	Variation de valeur des instruments	Solde au 31.12.21	Note
	-	3'035	-1'329	-	11'433	a)
	-	-	-	-	767	
	-	2'501	-707	-	4'297	
	-			-	300	
	-	534	-622	-	6'069	
	-	2'922	-2'332	-	38'681	b)
	-	-	-	-	1'803	
	-	-	-	-	222	
	-	-	-	-	2'024	
	-	-	-	-	354	
	-	2'922	-2'332	-	33'935	
	-	-	-	-	44	
	-	-	-	-	35	
	-	-	-	-	88	
	-	-	-	-	125	
	-	-	-	-	40	
	-	-	-	-	11	
	-	-	-	-	91'600	c)
	-	-	-	48'336	-155'437	d)
	10'843	-5'957	3'164	-	8'049	e)
	-	-	497	-	2'902'472	f)
	10'843	-	-	48'336	2'896'798	

Les fonds propres de la Ville de Genève enregistrés dans la rubrique 29 « Capital propre » ont augmenté de kCHF 59'178.

En milliers de francs

Capital propre au 31.12.2020	2'837'620
Capital propre au 31.12.2021	2'896'798
Variation du capital	59'178

La variation des fonds propres est expliquée ainsi :

En milliers de francs

Excédent de revenus de l'exercice 2021	10'842
Variation annuelle de la réserve de valeur marchande sur instruments financiers	48'336
Variation du capital propre	59'178

La variation de la réserve de valeur marchande sur instruments financiers est due aux ajustements des justes valeurs des instruments dérivés de couverture (swaps de taux) à la date de clôture (cf. rubrique « Engagements financiers à court et long terme (201 et 206) »).

a) Fonds enregistrés comme capital propre

• Fonds municipal d'art contemporain

En milliers de francs

Solde au 31.12.2020	2'503
Solde au 31.12.2021	4'297
Variation	1'794

Selon l'art. 2 al. 1 de l'arrêté Arrêté créant le « Fonds municipal d'art contemporain de la Ville de Genève » (LC 21 253), l'alimentation du Fonds s'effectue par un prélèvement de 2% sur les crédits d'investissement alloués pour les travaux de construction, de rénovation et de restauration des édifices et installations sportives, propriété de la Ville de Genève, ainsi que des ponts.

Ce fonds est alimenté à concurrence d'un solde maximum de kCHF 4'500 (art. 2, al. 2 LC21 253).

Les prélèvements sur le fonds sont composés des :

- charges de fonctionnement permettant le soutien aux artistes par l'acquisition d'œuvres ;
- dépenses d'investissement permettant la constitution et la gestion de la collection publique de la Ville de Genève. A cet effet, un crédit d'investissement (PR-1294) d'un montant de kCHF 2'700 a été voté le 10 avril 2018 par le Conseil municipal pour financer les projets artistiques, les acquisitions d'œuvres ainsi que la restauration et la rénovation des œuvres pour les années 2018 à 2020 et un crédit d'investissement (PR-1426) d'un montant de kCHF 4'000 a été voté le 16 septembre 2020 par le Conseil municipal pour les années 2021 à 2025.

La variation du fonds est expliquée ainsi :

En milliers de francs

Attribution au fonds sur la base des crédits d'engagements éligibles	2'382
Recettes liées à la dissolution des montants engagés	119
Charges de fonctionnement	-335
Dépenses d'investissement en lien avec la PR-1294	-6
Dépenses d'investissement en lien avec la PR-1426	-366
Variation	1'794

Le 9 mars 2022, le Conseil municipal a décidé l'abrogation de l'arrêté créant le « Fonds municipal d'art contemporain de la Ville de Genève » (LC 21 253) et la création d'un règlement relatif au « Fonds municipal d'art contemporain de la Ville de Genève » (PR-1468).

• Fonds énergie et climat

En milliers de francs

Solde au 31.12.2020	6'157
Solde au 31.12.2021	6'069
Variation	-88

Selon le Règlement du Fonds «énergie et climat» de la Ville de Genève (LC21 921) voté le 2 avril 2012 par le Conseil municipal, celui-ci est alimenté par les recettes de la vente d'électricité photovoltaïque produite par les centrales existantes appartenant à la Ville de Genève, le remboursement de la taxe sur le CO₂, des dotations budgétaires et d'éventuelles donations ou subventions de tiers.

Les prélèvements sur le fonds sont composés notamment des :

- charges de fonctionnement en lien avec les installations de production d'énergies renouvelables ;
- dépenses d'investissement pour l'équipement d'une centrale photovoltaïque en toiture d'un bâtiment (PR-1159A3) et pour la construction d'une centrale photovoltaïque en toiture du bâtiment (PR-1156A8).

La variation du fonds est expliquée ainsi :

En milliers de francs

Recettes liées à la vente d'électricité photovoltaïque	158
Subventions de tiers	18
Remboursement des taxes CO2	358
Charges de fonctionnement	-497
Dépenses d'investissement en lien avec la PR-1159	1
Dépenses d'investissement en lien avec la PR-1156	-126
Variation	-88

b) Legs et fondations sans personnalité juridique enregistrés comme capital propre

• Fonds Galland - Logement ouvrier

En milliers de francs

Solde au 31.12.2020	33'345
Solde au 31.12.2021	33'935
Variation	590

L'exploitation des immeubles affectés au «Fonds Galland – Logement ouvrier» a dégagé un bénéfice de kCHF 590.

La variation du fonds s'explique ainsi :

En milliers de francs

Revenus immobiliers	2'922
Charges locatives	-2'332
Variation	590

c) Réserve de politique budgétaire (réserve conjoncturelle)

En milliers de francs

Solde au 31.12.2020	140'000
Solde au 31.12.2021	91'600
Variation	-48'400

La réserve conjoncturelle a été diminuée de kCHF 48'400 conformément à la PR-1475, Arrêté III «Affectation du résultat», votée le 20 septembre 2021 par le Conseil municipal relative aux comptes 2020.

d) Réserve de valeur marchande sur instruments financiers

En milliers de francs

Solde au 31.12.2020	203'773
Solde au 31.12.2021	155'437
Variation	-48'336

L'ajustement de la juste valeur des instruments dérivés qualifiés d'instruments de couverture a été enregistré au 31 décembre 2021 en contrepartie de la rubrique «Instruments financiers dérivés (2016)» (cf. rubrique «Engagements financiers à court terme (201)»).

e) Résultat annuel

Les affectations du résultat de l'année précédente et le résultat annuel de l'année courante après écritures de boucllement sur les fonds spéciaux sont les suivants :

En milliers de francs

Résultat annuel 2020	-48'400
Prélèvement sur la réserve conjoncturelle	48'400
Report dans les résultats cumulés des années précédentes	-
Résultat 2021 avant écritures de boucllement	10'843
Prélèvements annuels liés aux fonds spéciaux de capitaux propres	3'164
Attributions annuelles liées aux fonds spéciaux de capitaux propres	-5'957
Résultat 2021 après écritures de boucllement	8'049

f) Résultats cumulés des années précédentes

En milliers de francs

Résultats cumulés des années précédentes au 31.12.2020	2'901'975
Affectation du résultat 2020 après attribution à la réserve conjoncturelle	-
Prélèvements (dépenses d'investissement) sur les fonds spéciaux de capitaux propres	497
Résultats cumulés des années précédentes au 31.12.2021	2'902'472

5.7 Compte de résultats

5.7.1 Compte de résultats à deux positions de fonction et deux positions de nature comptable

En milliers de francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	Ecart % C 2021 - B 2021	C 2020	Notes
0 Administration générale							
01 Conseil municipal et exécutif							
Charges							
30	Charges de personnel	5'447	5'464	-18	-0.3%	4'926	
31	Biens, services et autres charges d'exploitation	1'179	1'184	-5	-0.4%	1'202	
33	Amortissements du patrimoine administratif	66	37	29	76.5%	104	
34	Charges financières	0	-	0	100.0%	0	
36	Charges de transfert	2	2	0	20.6%	2	
39	Imputations internes	128	146	-18	-12.2%	115	
Total Charges		6'823	6'834	-11	-0.2%	6'350	
Revenus							
42	Taxes	146	70	76	108.8%	138	
Total Revenus		146	70	76	108.8%	138	
02 Services généraux							
Charges							
30	Charges de personnel	98'591	90'145	8'446	9.4%	98'722	a)
31	Biens, services et autres charges d'exploitation	26'461	34'660	-8'199	-23.7%	28'319	b)
33	Amortissements du patrimoine administratif	9'648	10'939	-1'291	-11.8%	9'480	c)
34	Charges financières	0	-	0	100.0%	0	
35	Attributions aux fonds et financements spéciaux	4'450	1'416	3'034	214.2%	4'236	d)
36	Charges de transfert	1'155	1'383	-228	-16.5%	1'257	
37	Subventions à redistribuer	93	50	43	86.9%	73	
39	Imputations internes	5'169	5'386	-218	-4.0%	4'993	
Total Charges		145'568	143'980	1'588	1.1%	147'078	
Revenus							
42	Taxes	3'826	8'910	-5'084	-57.1%	3'419	e)
43	Revenus divers	2'465	4'714	-2'249	-47.7%	4'230	f)
44	Revenus financiers	6'405	9'140	-2'736	-29.9%	8'379	g)
45	Prélèvements sur fonds et financements spéciaux	2'157	923	1'234	133.7%	2'906	d)
46	Revenus de transfert	1'731	327	1'404	429.5%	574	h)
47	Subventions à redistribuer	93	50	43	86.9%	73	
49	Imputations internes	8'490	7'814	676	8.6%	7'704	i)
Total Revenus		25'167	31'878	-6'711	-21.1%	27'284	
1 Ordre et sécurité publics, Défense							
11 Sécurité publique							
Charges							
30	Charges de personnel	27'967	30'870	-2'902	-9.4%	29'402	a)
31	Biens, services et autres charges d'exploitation	15'027	15'448	-420	-2.7%	14'099	
33	Amortissements du patrimoine administratif	197	169	28	16.4%	209	
36	Charges de transfert	13'200	15'000	-1'800	-12.0%	13'200	j)
39	Imputations internes	797	740	56	7.6%	844	
Total Charges		57'188	62'227	-5'039	-8.1%	57'754	

En milliers de francs

	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	Ecart % C 2021 - B 2021	C 2020	Notes
Revenus						
42 Taxes	17'010	20'227	-3'218	-15.9%	17'694	k)
43 Revenus divers	2	-	2	100.0%	2	
49 Imputations internes	46	-	46	100.0%	2	
Total Revenus	17'058	20'227	-3'169	-15.7%	17'698	
14 Questions juridiques						
Charges						
30 Charges de personnel	13'695	14'418	-723	-5.0%	13'810	a)
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	2'451	4'015	-1'564	-39.0%	-6'607	l)
33 Amortissements du patrimoine administratif	267	259	7	2.8%	352	
36 Charges de transfert	499	450	49	10.9%	395	
39 Imputations internes	830	830	-1	-0.1%	839	
Total Charges	17'742	19'973	-2'231	-11.2%	8'788	
Revenus						
42 Taxes	2'405	2'420	-16	-0.6%	1'925	
43 Revenus divers	25	-	25	100.0%	25	
44 Revenus financiers	28'073	38'194	-10'121	-26.5%	24'888	m)
49 Imputations internes	546	785	-239	-30.5%	279	
Total Revenus	31'049	41'399	-10'351	-25.0%	27'117	
15 Service du feu						
Charges						
30 Charges de personnel	47'806	48'149	-343	-0.7%	43'473	
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	7'059	6'383	676	10.6%	8'027	n)
33 Amortissements du patrimoine administratif	3'181	3'569	-388	-10.9%	2'792	
34 Charges financières	1	-	1	100.0%	1	
36 Charges de transfert	10	19	-9	-46.6%	10	
39 Imputations internes	548	704	-156	-22.2%	709	
Total Charges	58'605	58'823	-218	-0.4%	55'012	
Revenus						
42 Taxes	6'146	5'885	261	4.4%	5'441	
43 Revenus divers	1	1	0	14.8%	1	
46 Revenus de transfert	18'751	18'769	-18	-0.1%	17'910	
49 Imputations internes	489	317	172	54.2%	398	
Total Revenus	25'388	24'972	415	1.7%	23'750	
16 Défense						
Charges						
30 Charges de personnel	1'411	1'218	194	15.9%	1'265	
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	1'807	750	1'057	140.8%	1'176	o)
33 Amortissements du patrimoine administratif	98	48	50	104.9%	48	
36 Charges de transfert	67	120	-53	-44.3%	73	
39 Imputations internes	147	50	97	195.8%	50	
Total Charges	3'530	2'185	1'345	61.5%	2'611	
Revenus						
42 Taxes	43	18	25	138.1%	50	
44 Revenus financiers	-	100	-100	-100.0%	-	
46 Revenus de transfert	121	169	-48	-28.6%	239	

En milliers de francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	Ecart % C 2021 - B 2021	C 2020	Notes
49	Imputations internes	-	10	-10	-100.0%	-	
Total Revenus		164	297	-133	-44.9%	288	
2 Formation							
21 Scolarité obligatoire							
Charges							
30	Charges de personnel	18'682	19'287	-606	-3.1%	18'719	a)
31	Biens, services et autres charges d'exploitation	20'004	17'244	2'761	16.0%	17'825	p)
33	Amortissements du patrimoine administratif	16'689	16'835	-146	-0.9%	18'419	
36	Charges de transfert	23'169	22'845	324	1.4%	20'433	
39	Imputations internes	646	762	-117	-15.3%	519	
Total Charges		79'190	76'974	2'216	2.9%	75'915	
Revenus							
42	Taxes	1'209	959	250	26.1%	607	
43	Revenus divers	37	4	33	735.3%	-	
44	Revenus financiers	413	792	-380	-47.9%	418	
46	Revenus de transfert	544	425	119	28.0%	405	
49	Imputations internes	104	179	-76	-42.2%	92	
Total Revenus		2'307	2'360	-53	-2.2%	1'523	
29 Formation, autres							
Charges							
30	Charges de personnel	-	-	-	n/a	22	
31	Biens, services et autres charges d'exploitation	21	-	21	100.0%	13	
36	Charges de transfert	1'318	1'546	-228	-14.8%	1'330	
39	Imputations internes	17	15	2	15.4%	7	
Total Charges		1'355	1'560	-205	-13.1%	1'371	
3 Culture, sport et loisirs, églises							
31 Héritage culturel							
Charges							
30	Charges de personnel	55'330	59'674	-4'344	-7.3%	56'222	a)
31	Biens, services et autres charges d'exploitation	20'322	19'785	537	2.7%	18'399	q)
33	Amortissements du patrimoine administratif	5'228	5'351	-123	-2.3%	5'285	
34	Charges financières	0	-	0	100.0%	0	
35	Attributions aux fonds et financements spéciaux	420	438	-18	-4.1%	652	
36	Charges de transfert	4'141	4'167	-26	-0.6%	3'994	
39	Imputations internes	694	874	-180	-20.5%	602	
Total Charges		86'136	90'289	-4'154	-4.6%	85'155	
Revenus							
42	Taxes	1'512	1'932	-420	-21.8%	1'655	
43	Revenus divers	871	343	528	153.9%	352	r)
44	Revenus financiers	54	368	-314	-85.4%	70	
45	Prélèvements sur fonds et financements spéciaux	501	1'071	-570	-53.2%	209	d)
46	Revenus de transfert	1'832	847	985	116.3%	1'449	s)
49	Imputations internes	211	142	70	49.1%	144	
Total Revenus		4'981	4'702	278	5.9%	3'880	

	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	Ecart % C 2021 - B 2021	C 2020	Notes
32 Culture, autres						
Charges						
30 Charges de personnel	74'583	76'138	-1'555	-2.0%	73'818	a)
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	17'066	15'171	1'894	12.5%	15'580	t)
33 Amortissements du patrimoine administratif	11'557	10'334	1'222	11.8%	8'873	u)
34 Charges financières	0	-	0	100.0%	0	
35 Attributions aux fonds et financements spéciaux	-	110	-110	-100.0%	330	
36 Charges de transfert	71'542	67'856	3'686	5.4%	66'059	v)
37 Subventions à redistribuer	2'500	2'500	-	-	2'710	
39 Imputations internes	1'677	1'774	-97	-5.5%	1'345	
Total Charges	178'925	173'884	5'041	2.9%	168'714	
Revenus						
42 Taxes	1'407	1'787	-380	-21.3%	1'240	
43 Revenus divers	184	-	184	100.0%	58	
44 Revenus financiers	649	1'380	-731	-52.9%	579	w)
45 Prélèvements sur fonds et financements spéciaux	246	167	79	47.1%	317	
46 Revenus de transfert	2'359	2'255	104	4.6%	2'306	
47 Subventions à redistribuer	2'500	2'500	-	-	2'710	
49 Imputations internes	671	1'139	-468	-41.1%	571	
Total Revenus	8'016	9'227	-1'211	-13.1%	7'781	
33 Médias						
Charges						
36 Charges de transfert	3'440	3'457	-17	-0.5%	3'447	
Total Charges	3'440	3'457	-17	-0.5%	3'447	
34 Sports et loisirs						
Charges						
30 Charges de personnel	51'965	53'395	-1'430	-2.7%	52'020	a)
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	18'244	18'918	-674	-3.6%	16'826	x)
33 Amortissements du patrimoine administratif	7'422	7'514	-92	-1.2%	7'005	
34 Charges financières	0	-	0	100.0%	0	
36 Charges de transfert	22'728	23'607	-879	-3.7%	22'314	y)
39 Imputations internes	1'187	859	328	38.3%	573	
Total Charges	101'546	104'293	-2'746	-2.6%	98'738	
Revenus						
42 Taxes	2'983	4'708	-1'724	-36.6%	3'209	z)
43 Revenus divers	337	561	-224	-39.9%	257	
44 Revenus financiers	880	1'095	-215	-19.6%	854	
45 Prélèvements sur fonds et financements spéciaux	15	45	-30	-66.7%	-	
46 Revenus de transfert	179	-	179	100.0%	-	
49 Imputations internes	317	464	-146	-31.5%	379	
Total Revenus	4'712	6'872	-2'160	-31.4%	4'699	
4 Santé						
41 Hôpitaux, homes médicalisés						
Charges						
36 Charges de transfert	195	195	-	-	195	
Total Charges	195	195	-	-	195	

En milliers de francs

	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	Ecart % C 2021 - B 2021	C 2020	Notes
42 Soins ambulatoires						
Charges						
30 Charges de personnel	2'996	3'367	-371	-11.0%	3'429	
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	678	483	195	40.3%	631	
36 Charges de transfert	17	17	-	-	17	
39 Imputations internes	1	2	-1	-61.5%	1	
Total Charges	3'692	3'869	-177	-4.6%	4'078	
Revenus						
42 Taxes	1'863	2'545	-681	-26.8%	2'000	aa)
43 Revenus divers	21	-	21	100.0%	16	
Total Revenus	1'884	2'545	-660	-25.9%	2'015	
49 Santé publique, non mentionné ailleurs						
Charges						
30 Charges de personnel	-	-	-	n/a	25	
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	-5	-	-5	n/a	13	
39 Imputations internes	-	-	-	n/a	8	
Total Charges	-5	-	-5	n/a	46	
Revenus						
44 Revenus financiers	-	-	-	n/a	4	
Total Revenus	-	-	-	n/a	4	
5 Sécurité sociale						
52 Invalidité						
Charges						
36 Charges de transfert	216	216	-	-	221	
Total Charges	216	216	-	-	221	
53 Vieillesse et survivants						
Charges						
30 Charges de personnel	1'063	1'100	-37	-3.4%	1'120	
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	533	470	63	13.4%	430	
33 Amortissements du patrimoine administratif	152	123	29	23.6%	105	
35 Attributions aux fonds et financements spéciaux	-	588	-588	-100.0%	-	d)
36 Charges de transfert	1'789	2'192	-403	-18.4%	1'623	
39 Imputations internes	612	700	-88	-12.5%	634	
Total Charges	4'148	5'172	-1'024	-19.8%	3'912	
Revenus						
42 Taxes	25	94	-69	-72.9%	17	
44 Revenus financiers	10	17	-7	-40.4%	10	
45 Prélèvements sur fonds et financements spéciaux	1'386	2'522	-1'136	-45.0%	219	d)
Total Revenus	1'421	2'632	-1'211	-46.0%	246	
54 Famille et jeunesse						
Charges						
30 Charges de personnel	9'437	9'375	63	0.7%	8'390	
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	3'310	3'307	3	0.1%	3'307	
33 Amortissements du patrimoine administratif	2'690	2'629	61	2.3%	2'475	
36 Charges de transfert	115'603	114'593	1'011	0.9%	117'391	ab)

En milliers de francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	Ecart % C 2021 - B 2021	C 2020	Notes
37	Subventions à redistribuer	-100	-	-100	n/a	2'069	
39	Imputations internes	656	665	-9	-1.4%	559	
Total Charges		131'597	130'569	1'029	0.8%	134'192	
Revenus							
42	Taxes	119	19	101	541.2%	70	
43	Revenus divers	-	31	-31	-100.0%	0	
44	Revenus financiers	-	2	-2	-100.0%	-	
45	Prélèvements sur fonds et financements spéciaux	-	-	-	n/a	2	
46	Revenus de transfert	10'727	14'008	-3'282	-23.4%	11'843	ac)
47	Subventions à redistribuer	-100	-	-100	n/a	2'069	
49	Imputations internes	15	-	15	100.0%	-	
Total Revenus		10'761	14'060	-3'299	-23.5%	13'984	
55 Chômage							
Charges							
31	Biens, services et autres charges d'exploitation	-	-	-	n/a	1	
33	Amortissements du patrimoine administratif	2	2	-	-	2	
36	Charges de transfert	782	1'041	-259	-24.9%	941	
Total Charges		784	1'043	-259	-24.8%	944	
56 Construction de logements sociaux							
Charges							
36	Charges de transfert	39	430	-391	-91.0%	351	
Total Charges		39	430	-391	-91.0%	351	
57 Aide sociale et domaine de l'asile							
Charges							
30	Charges de personnel	16'768	17'041	-273	-1.6%	18'219	
31	Biens, services et autres charges d'exploitation	4'259	4'129	130	3.2%	8'067	
33	Amortissements du patrimoine administratif	1'568	1'564	4	0.3%	1'685	
36	Charges de transfert	27'664	26'450	1'214	4.6%	27'784	ad)
39	Imputations internes	2'342	1'834	508	27.7%	1'916	ae)
Total Charges		52'602	51'018	1'584	3.1%	57'671	
Revenus							
42	Taxes	381	114	267	234.0%	204	
43	Revenus divers	3	-	3	100.0%	0	
44	Revenus financiers	739	603	136	22.6%	528	
45	Prélèvements sur fonds et financements spéciaux	42	418	-376	-90.0%	4	
46	Revenus de transfert	1'060	1'210	-150	-12.4%	358	
49	Imputations internes	105	50	56	111.4%	105	
Total Revenus		2'331	2'395	-64	-2.7%	1'200	
59 Domaine social, non mentionné ailleurs							
Charges							
30	Charges de personnel	381	360	21	5.7%	330	
31	Biens, services et autres charges d'exploitation	63	80	-16	-20.5%	19	
36	Charges de transfert	6'504	6'640	-136	-2.1%	6'459	
39	Imputations internes	-	2	-2	-100.0%	-	
Total Charges		6'948	7'081	-134	-1.9%	6'808	

En milliers de francs

	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	Ecart % C 2021 - B 2021	C 2020	Notes
6 Transports						
61 Circulation routière						
Charges						
30 Charges de personnel	39'637	38'914	723	1.9%	38'237	a)
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	23'002	20'369	2'633	12.9%	21'472	af)
33 Amortissements du patrimoine administratif	21'241	21'911	-669	-3.1%	21'199	ag)
36 Charges de transfert	1'229	1'263	-34	-2.7%	1'213	
39 Imputations internes	219	441	-222	-50.3%	424	
Total Charges	85'328	82'897	2'431	2.9%	82'545	
Revenus						
42 Taxes	819	128	691	539.6%	608	ah)
43 Revenus divers	676	1'526	-850	-55.7%	908	ai)
44 Revenus financiers	47	-	47	100.0%	18	
45 Prélèvements sur fonds et financements spéciaux	-	-	-	n/a	3	
46 Revenus de transfert	23'858	33'900	-10'042	-29.6%	22'440	aj)
49 Imputations internes	7	10	-3	-27.3%	3	
Total Revenus	25'406	35'564	-10'158	-28.6%	23'980	
62 Transports publics						
Charges						
36 Charges de transfert	1'363	1'174	188	16.0%	1'178	
Total Charges	1'363	1'174	188	16.0%	1'178	
63 Transports, autres						
Charges						
36 Charges de transfert	357	373	-17	-4.5%	354	
Total Charges	357	373	-17	-4.5%	354	
7 Protection environn.et aménag. territoire						
71 Approvisionnement en eau						
Charges						
30 Charges de personnel	1'058	1'004	54	5.4%	898	
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	1'484	1'586	-102	-6.4%	1'850	
33 Amortissements du patrimoine administratif	109	36	74	207.7%	29	
39 Imputations internes	1	6	-6	-89.8%	4	
Total Charges	2'652	2'633	20	0.8%	2'781	
Revenus						
42 Taxes	69	-	69	100.0%	29	
45 Prélèvements sur fonds et financements spéciaux	56	65	-9	-13.8%	5	
Total Revenus	125	65	60	92.7%	34	
72 Traitement des eaux usées						
Charges						
30 Charges de personnel	2'102	2'413	-310	-12.9%	2'151	
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	2'469	2'493	-24	-1.0%	2'373	
33 Amortissements du patrimoine administratif	2'585	3'039	-454	-14.9%	2'263	
Total Charges	7'156	7'944	-788	-9.9%	6'786	
Revenus						
42 Taxes	60	60	0	0.3%	64	
43 Revenus divers	174	663	-489	-73.7%	429	

En milliers de francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	Ecart % C 2021 - B 2021	C 2020	Notes
46	Revenus de transfert	4'413	5'000	-587	-11.7%	5'124	ak)
Total Revenus		4'647	5'723	-1'076	-18.8%	5'617	
73 Gestion des déchets							
Charges							
30	Charges de personnel	13'977	14'266	-288	-2.0%	13'931	
31	Biens, services et autres charges d'exploitation	15'846	15'234	612	4.0%	16'240	al)
33	Amortissements du patrimoine administratif	902	843	58	6.9%	723	
36	Charges de transfert	67	70	-3	-3.9%	68	
39	Imputations internes	72	90	-19	-20.6%	74	
Total Charges		30'864	30'503	361	1.2%	31'037	
Revenus							
42	Taxes	1'606	900	706	78.4%	951	am)
46	Revenus de transfert	8	-	8	100.0%	-	
49	Imputations internes	441	360	81	22.5%	250	
Total Revenus		2'055	1'260	795	63.1%	1'201	
75 Protection des espèces et du paysage							
Charges							
36	Charges de transfert	88	92	-4	-4.7%	82	
39	Imputations internes	-	-	-	n/a	-4	
Total Charges		88	92	-4	-4.7%	77	
76 Lutte contre la pollution environnement							
Charges							
31	Biens, services et autres charges d'exploitation	189	189	0	-0.1%	169	
36	Charges de transfert	823	824	0	-0.1%	773	
39	Imputations internes	0	15	-14	-98.7%	8	
Total Charges		1'012	1'027	-15	-1.5%	950	
77 Protection de l'environnement, autres							
Charges							
30	Charges de personnel	6'900	7'256	-355	-4.9%	6'999	
31	Biens, services et autres charges d'exploitation	3'539	2'858	681	23.8%	3'466	an)
33	Amortissements du patrimoine administratif	600	454	146	32.3%	828	
39	Imputations internes	40	40	0	-0.4%	136	
Total Charges		11'080	10'608	472	4.4%	11'429	
Revenus							
42	Taxes	3'878	4'318	-440	-10.2%	4'325	
43	Revenus divers	1	-	1	100.0%	1	
44	Revenus financiers	502	412	90	21.8%	558	
45	Prélèvements sur fonds et financements spéciaux	486	500	-14	-2.8%	560	
Total Revenus		4'867	5'230	-364	-7.0%	5'443	
79 Aménagement du territoire							
Charges							
30	Charges de personnel	4'182	4'338	-156	-3.6%	4'249	
31	Biens, services et autres charges d'exploitation	446	663	-217	-32.8%	449	
33	Amortissements du patrimoine administratif	2	2	-	-	2	
36	Charges de transfert	117	83	34	41.4%	96	

En milliers de francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	Ecart % C 2021 - B 2021	C 2020	Notes
39	Imputations internes	244	244	0	0.2%	251	
Total Charges		4'992	5'329	-338	-6.3%	5'048	
Revenus							
42	Taxes	171	28	143	508.9%	94	
43	Revenus divers	0	-	0	100.0%	-	
44	Revenus financiers	-	-	-	n/a	750	
Total Revenus		171	28	143	508.9%	844	
8 Economie publique							
85 Industrie, artisanat et commerce							
Charges							
31	Biens, services et autres charges d'exploitation	76	-	76	100.0%	-	
36	Charges de transfert	5'595	30	5'565	n/a	1'024	ao)
Total Charges		5'671	30	5'641	n/a	1'024	
9 Finances et impôts							
91 Impôts							
Charges							
30	Charges de personnel	2'820	2'889	-70	-2.4%	2'627	
31	Biens, services et autres charges d'exploitation	-425	11'798	-12'223	-103.6%	7'349	ap)
33	Amortissements du patrimoine administratif	8	-	8	100.0%	8	
36	Charges de transfert	33'268	21'773	11'496	52.8%	31'571	aq)
39	Imputations internes	25	30	-5	-17.2%	28	
Total Charges		35'696	36'490	-794	-2.2%	41'583	
Revenus							
40	Revenus fiscaux	931'252	857'312	73'940	8.6%	894'933	ar)
42	Taxes	941	43	898	n/a	1'053	as)
43	Revenus divers	40	20	20	98.4%	55	
46	Revenus de transfert	24'549	11'332	13'217	116.6%	21'764	at)
Total Revenus		956'781	868'707	88'074	10.1%	917'805	
92 Conventions fiscales							
Charges							
36	Charges de transfert	35'307	35'120	187	0.5%	35'679	
Total Charges		35'307	35'120	187	0.5%	35'679	
93 Péréquation financière et compens. charg.							
Charges							
36	Charges de transfert	-	-	-	n/a	3'032	
Total Charges		-	-	-	n/a	3'032	
Revenus							
46	Revenus de transfert	4'348	4'425	-77	-1.7%	-	
Total Revenus		4'348	4'425	-77	-1.7%	-	
95 Quotes-parts, autres							
Revenus							
46	Revenus de transfert	164	300	-136	-45.2%	80	
Total Revenus		164	300	-136	-45.2%	80	
96 Administration de la fortune et la dette							
Charges							
30	Charges de personnel	8'405	8'560	-155	-1.8%	7'923	

En milliers de francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	Ecart % C 2021 - B 2021	C 2020	Notes
31	Biens, services et autres charges d'exploitation	793	604	189	31.3%	518	
34	Charges financières	79'571	66'913	12'658	18.9%	95'186	au)
35	Attributions aux fonds et financements spéciaux	988	1'413	-425	-30.1%	1'081	
39	Imputations internes	6'506	6'175	330	5.3%	6'260	
Total Charges		96'263	83'666	12'597	15.1%	110'968	
Revenus							
42	Taxes	2'035	2'076	-41	-2.0%	2'052	
43	Revenus divers	2	12	-10	-86.4%	1	
44	Revenus financiers	121'477	103'149	18'328	17.8%	106'637	av)
45	Prélèvements sur fonds et financements spéciaux	-	577	-577	-100.0%	-	d)
49	Imputations internes	11'112	11'114	-2	0%	10'966	
Total Revenus		134'626	116'928	17'698	15.1%	119'656	
97 Redistributions							
Revenus							
46	Revenus de transfert	359	720	-361	-50.2%	479	
Total Revenus		359	720	-361	-50.2%	479	

Structure des écarts à l'état brut			
Dépassements de charges	63'561	Mancos de revenus	-48'986
Disponibles de charges	-47'431	Suppléments de revenus	115'332
Total	16'130	Total	66'346

Commentaires sur les écarts

- a) Se référer à la rubrique «6.2.8 Services compétents - Ressources Humaines».
- b) L'écart pour kCHF -8'199 provient :
- de la répartition aux comptes du budget voté et alloué à la DSIC (kCHF -4'515), à la Centrale municipale d'achat et d'impression (CMAI) pour les frais de nettoyage de jour (kCHF -3'139) et à la DPBA (kCHF -509). Ceux-ci sont budgétés globalement et ventilés sur les services uniquement lors de l'établissement des comptes ;
 - Dans le contexte de la crise sanitaire, le Conseil municipal a voté un crédit budgétaire supplémentaire de kCHF 3'900 (PR-1447) dans le cadre du financement de mesures de soutien des métiers de la culture et de l'offre culturelle. Les coûts associés à cette mesure se sont élevés à kCHF +256 pour cette politique publique (cf. rubrique «5.10.D Crise sanitaire coronavirus - Effets sur les comptes 2021 »).
- D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF -292.
- c) L'écart provient principalement de décalages de mise en service d'immobilisations et des écarts d'évaluation sur les dépenses brutes, ayant pour effet une charge moins élevée qu'attendue de kCHF -1'291 des amortissements (cf. rubrique «6.1.2.3 Amortissements du patrimoine administratif (chapitre 33) »).
- d) Cf. Rubrique 5.6.2.6 « Attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux ».
- e) L'écart de kCHF -5'084 résulte principalement des différentes assurances pertes de gain (LAA, APG, LAMAT) dont le budget est centralisé alors que les indemnités perte de gain constatées aux comptes sont ventilées dans les services.
- f) L'écart de kCHF -2'249 est dû au fait que les prestations du personnel pour investissements, calculées forfaitairement sur la base des investissements en cours, sont particulièrement en repli sur l'année 2021 par rapport aux attentes (kCHF -2'299).

L'écart restant de kCHF +50 est composé de montants individuellement non significatifs.

- g) L'écart de kCHF -2'736 provient de l'ajustement de la rente 2020 à recevoir pour des parkings superficiels de la Ville de Genève (kCHF -1'649), ainsi que des revenus réels du PA inférieurs au budget (kCHF -400) à la Gérance immobilière municipale. Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie, les locataires des établissements publics ont bénéficié d'une exonération de paiement des loyers pour la période de janvier à avril 2021 (kCHF -532).

L'écart restant de kCHF -155 est composé de montants individuellement non significatifs.

- h) L'écart de kCHF +1'404 provient d'une part, d'une subvention cantonale pour un montant de kCHF +749 (fonds CIME – Energie des collectivités) destinée à financer des travaux d'assainissement d'électricité non prévus dans les immeubles du PF et du PA et d'autre part, du remboursement par la République et canton de Genève et la Confédération des coûts des travaux occasionnés par la rencontre entre les Présidents Biden et Poutine (kCHF +497).

L'écart restant de kCHF +158 est composé de montants individuellement non significatifs.

- i) L'écart de kCHF +676 provient principalement des refacturations internes au Service social pour la distribution des repas et des Colis du Cœur en lien avec la crise sanitaire.
- j) La contribution de la part de la Ville de Genève aux frais de police a été budgétée pour kCHF +15'000. La charge comptabilisée étant moindre, soit kCHF +13'200, elle génère une variation de kCHF -1'800.

- k) L'écart de kCHF -3'218 provient du montant des amendes d'ordres moins élevé (kCHF -3'799) que la projection budgétaire lié notamment à la crise sanitaire ayant engendré moins de trafic sur le territoire de la Ville de Genève. A cela s'ajoutent des revenus gérés par le compétent DRH relatifs aux remboursements de pertes de salaires qui sont ventilés aux comptes dans les services alors que le budget est centralisé à la DRH (kCHF +577) (cf. rubrique «6.2.8 Services compétents - Ressources Humaines»).

L'écart restant de kCHF +4 est composé de montants individuellement non significatifs.

- l) L'écart de kCHF -1'564 s'explique principalement par une baisse des charges liée à l'application de la convention de gestion du système d'encaissement des taxes de stationnement avec la Fondation des parkings (kCHF -754), ainsi que de la baisse des charges liées à l'ajustement des coûts effectifs des prestations conformément à la convention en vigueur (kCHF -446).

L'écart restant de kCHF -364 est composé de montants individuellement non significatifs.

- m) L'écart de kCHF -10'121 provient principalement de la comptabilisation des redevances et taxes moins élevée que la projection budgétaire. Cette baisse s'explique en partie par la diminution des revenus relatifs aux taxes d'installations saisonnières, aux taxes d'empiètement et aux redevances d'affichages du fait des mesures de soutien accordées aux secteurs économiques et de la baisse des demandes de permission en raison de la crise sanitaire (cf. rubrique «6.1.2.12 Revenus financiers (chapitre 44) »).

- n) L'écart de kCHF +676 provient principalement d'une hausse des charges de matériels et prestations informatiques au Service d'incendie et de secours (kCHF +474), ainsi que des charges concernant des mandats relatifs à la création du Groupement intercommunal SIS (kCHF +114).

L'écart restant de kCHF +88 est composé de montants individuellement non significatifs.

- o) L'écart de kCHF 1'057 est dû principalement aux charges relatives à l'entretien des ouvrages de la Protection civile (kCHF +1'043), dont le budget est centralisé au service compétent Direction du patrimoine bâti (DPBA), mais dont les charges effectives sont ventilées par service aux comptes.

L'écart restant de kCHF +14 est composé de montants individuellement non significatifs.

- p) L'écart de kCHF +2'761 provient principalement du Service des écoles et institutions pour l'enfance, avec la mise en place des plans de protection scolaire et parascolaire définis par la République et canton de Genève pour kCHF +926 (PR-1449 et PR-1467 - financement des surcoûts liés à la mise en œuvre des plans de protection dans les écoles primaires dus à la crise sanitaire), du remplacement du personnel au Service des écoles et institutions pour l'enfance afin de garantir le nettoyage des 53 écoles primaires (kCHF +600) et à la hausse des charges des compétents DPBA et Energie, en particulier une hausse des charges liées à la consommation de gaz ou des honoraires divers (kCHF +560).

L'écart restant de kCHF +675 est composé de montants individuellement non significatifs.

- q) L'écart de kCHF +537 provient principalement des charges de nettoyage dont le budget est centralisé au service compétent de la CMAI (kCHF +884) ainsi que d'une baisse d'activité muséale et à une conception d'expositions plus durables (kCHF -493).

A noter que les montants mentionnés ci-dessus, incluent des opérations de désinfection des points de contact au Conservatoire et jardin botaniques (CJB) dues à la crise sanitaire pour un montant de kCHF +92.

L'écart restant de kCHF +146 est composé de montants individuellement non significatifs.

- r) L'écart de kCHF +528 est lié aux recettes du Muséum d'histoire naturelle (MHN), affectées au fonds projets et acquisition: Swissbats (kCHF +245), Protection chauves-souris (kCHF +265) et Revue Suisse de zoologie (kCHF +180). Ces montants sont compensés par des attributions aux fonds acquisition et projets du MHN équivalentes (cf. «5.6.2.6 Attributions et prélèvements aux fonds de capitaux de tiers affectés (chapitre 35 et 45)»).

L'écart restant de kCHF -162 est composé de montants individuellement non significatifs.

- s) L'écart de kCHF +985 est principalement dû aux financements de tiers du Musée d'art et d'histoire (MAH) pour des projets et expositions temporaires ainsi que le versement de la dîme du livre.

- t) L'écart de kCHF +1'894 s'explique principalement par:

- Des travaux de réfection de la toiture des ateliers du Grand Théâtre (kCHF +306) ainsi que des contrats d'entretien dont la nouvelle machinerie de scène (kCHF +200);
- Une hausse des activités de tiers et travaux d'entretien du compétent DPBA, afin de contribuer à l'entretien correct du patrimoine (kCHF +391) aux Bibliothèques municipales et au Service culturel;
- La centralisation du budget de nettoyage à la CMAI (kCHF +322);
- Les projets entièrement financés par les fonds notamment: exposition Cabinets et Galerie (Eventails-Max van Berchem), création d'un local dans la salle archéo, constitution d'un stock de cloches pour les expositions futures (kCHF +161) et des dépassements sur les expositions «Contradictions» et «Pas besoin d'un dessin» (kCHF +118).

Cela inclut un crédit budgétaire supplémentaire (PR-1447) lié à la crise sanitaire pour un montant de kCHF +200 qui a été entièrement utilisé.

L'écart restant de kCHF +396 est composé de montants individuellement non significatifs.

- u) L'écart provient principalement d'amortissements supérieurs concernant le Pavillon de la danse au réel qu'au budget (kCHF +783) et des amortissements de la nouvelle Comédie avec des dépenses cumulées plus élevées que prévues au budget (kCHF +405).
- v) L'écart de kCHF +3'686, s'explique principalement par les mesures de soutien aux métiers de la culture (PR-1447 - kCHF 2'800), ainsi que par la participation au maintien de la diversité culturelle (PR-1481 - kCHF 1'900). Dans le cadre de l'ordonnance fédérale COVID-Culture, la République et canton de Genève a restitué à la Ville de Genève, une partie de sa participation 2020 (kCHF -789). L'écart est aussi expliqué par la restitution d'une partie du résultat positif de la saison 20/21 par la Fondation d'Art dramatique (FAD), en conformité avec le règlement du fonds de réserve de la fondation (kCHF -428).

L'écart restant de kCHF +203 est composé de montants individuellement non significatifs.

- w) L'écart de kCHF -731 provient principalement de nombreuses annulations de locations de salles et d'événements culturels à cause de la crise sanitaire (Fête de la musique, Musique en été, Concerts du dimanche) ainsi que du rabais de 30% sur les tarifs de location et exonérations diverses validées par le CA.
- x) L'écart de kCHF -674 provient principalement de la baisse des charges d'entretien des bâtiments publics aux Services des espaces verts et des sports, gérés par le compétent DPBA.

A noter que l'écart inclut une hausse des charges due à la crise sanitaire. En effet le Service des sports a engagé des frais relatifs au plan de protection en acquérant du matériel sanitaire et des dispositifs spécifiques, tels que le contrôle du pass sanitaire (kCHF +263).

- y) L'écart de kCHF -879 provient principalement d'une diminution des subventions au Service des sports (kCHF -266). A cela, s'ajoute, l'impossibilité de réaliser l'ensemble des événements ou manifestations prévus aux centres de loisirs / maisons de quartier, en raison de la situation sanitaire (kCHF -490).

L'écart restant de kCHF -123 est composé de montants individuellement non significatifs.

- z) L'écart de kCHF -1'724 provient principalement de la baisse des ventes de billets d'entrée des piscines et des centres sportifs due à la crise sanitaire (kCHF -2'430). De plus, un écart est généré par les remboursements des pertes de

salaire ventilés dans les services par le compétent DRH (accidents, maternités, invalidités, etc.) aux comptes mais dont les budgets sont inscrits en totalité à la DRH (kCHF +640).

L'écart restant de kCHF +66 est composé de montants individuellement non significatifs.

- aa) L'écart de kCHF -681 provient principalement de la diminution des interventions facturables, des contrats de raccordements aux alarmes automatiques et des prestations de garde des sapeurs et sapeuses volontaires (SPV).
- ab) L'écart de kCHF +1'011 provient de l'introduction du salaire minimum légal pour les aides éducatives intervenant dans les structures d'accueil de la petite enfance (kCHF +1'216) compensé par le report de certaines interventions (travaux dans les crèches, garderies, jardins d'enfants) en raison de l'indisponibilité d'un-e architecte (kCHF -215).

L'écart restant de kCHF +10 est composé de montants individuellement non significatifs.

- ac) L'écart de kCHF -3'282 provient d'une part, des subventions collectées (OFAS, Fonds intercommunal) inférieures aux montants initialement estimés (kCHF -2'465) et d'autre part de l'ajustement de la subvention 2020 en provenance de la Fondation pour le développement de la petite enfance (FDAP) (kCHF -806).

L'écart restant de kCHF -11 est composé de montants individuellement non significatifs.

- ad) L'écart de kCHF +1'214 provient de l'amortissement de la participation du patrimoine administratif (Fondetec) à hauteur de kCHF +894. De plus, la progression du nombre de bénéficiaires des prestations municipales complémentaires AVS-AI a été plus importante que budgétée (kCHF +581). Il est à noter que l'amortissement de la Fondetec a été enregistré sur le domaine fonctionnel «57 Aide sociale et domaine de l'asile», alors que la dotation au capital a été enregistrée sur le domaine fonctionnel «85 Industrie, artisanat et commerce».

L'écart restant de kCHF -261 est composé de montants individuellement non significatifs.

- ae) L'écart de kCHF +508 provient principalement des salles communales du Palladium et du Môle, qui ont été mises à disposition de la Fondation des Colis du Cœur pour assurer la distribution de denrées alimentaires, en raison de l'impact de la pandémie. Mais il s'explique également par la relocalisation du club social Rive Gauche dans les salles communales de Plainpalais et des Asters, afin d'accueillir l'ensemble des bénéficiaires tout en garantissant le respect des plans de protection.
- af) L'écart de kCHF +2'633 provient d'une part, d'une activité accrue d'entretien du réseau routier et des chaussées, afin de répondre aux objectifs fixés dans le cadre du renouvellement des couches de surfaces liées à la stratégie OPB (kCHF +2'859). Ce dépassement est à mettre en regard de la subvention exceptionnelle reçue sur l'exercice pour un montant de kCHF +1'306 (cf. «6.1.2.14 Revenus de transfert (chapitre 46)» et note aj). D'autre part, l'écart provient de la diminution des acquisitions de certains matériaux d'exploitation en raison de la constitution en 2020 des stocks de matériaux d'exploitation en prévision de chantiers et de fournitures spécifiques à la crise sanitaire (kCHF -338).

L'écart restant de kCHF +112 est composé de montants individuellement non significatifs.

- ag) L'écart de kCHF -669 s'explique par des dépenses prévisionnelles moins élevées que les dépenses réelles.
- ah) L'écart de kCHF +691 s'explique principalement par des revenus gérés par le compétent DRH relatifs aux remboursements des pertes de salaire dont le budget est centralisé par le compétent DRH et les revenus effectifs ventilés par service.
- ai) L'écart de kCHF -850 provient principalement des prestations du personnel pour investissements, inférieures aux prévisions. Ces prestations sont proportionnelles aux dépenses d'investissement réalisées.
- aj) L'écart concerne principalement l'intégration budgétaire de la recette supplémentaire relative à l'attente d'une contribution additionnelle de la part de la République et canton de Genève dans le cadre de la convention portant sur l'entretien des routes communales à caractère cantonal (kCHF -10'000). Le revenu additionnel espéré n'a pas été enregistré aux comptes, les deux parties ne s'étant pas encore mises d'accord en 2021.

De plus, la contribution de la part de la République et canton de Genève pour l'entretien des routes communales à caractère cantonal à la Ville de Genève a été budgétée pour kCHF 15'000 conformément à la convention entre les parties. La recette effective reçue étant moindre, soit kCHF 13'200; elle génère une variation de kCHF -1'800. Un écart du même montant est constaté avec la compensation pour les «frais de police» (cf. note j).

A noter également que des recettes fédérales (subventions) supplémentaires (kCHF +1'306) en lien avec l'assainissement du bruit routier sur des axes initialement non compris dans le projet d'assainissement du bruit routier (PAB) ont été exceptionnellement versées en 2021.

L'écart restant de kCHF +452 est composé de montants individuellement non significatifs.

- ak) L'écart de kCHF -587 est principalement dû au fait que des remboursements d'annuités d'amortissements (investissements) de la part du Fonds intercommunal d'assainissement (FIA), relatifs aux coûts de réalisation, de transformation, d'extension et de maintenance du réseau secondaire, ont été moins importants que prévu.
- al) Le dépassement des charges pour kCHF +612, provient principalement des charges relatives à l'enlèvement et à la destruction des résidus.
- am) L'écart de kCHF +706 provient principalement des revenus gérés par le compétent DRH relatifs aux remboursements des pertes de salaire dont le budget est centralisé au compétent DRH et les revenus effectifs ventilés par service (kCHF +545).

L'écart restant de kCHF +161 est composé de montants individuellement non significatifs.

- an) L'écart de kCHF +681 provient principalement de la ventilation des charges du service compétent DPBA dont le budget est centralisé.
- ao) L'écart de kCHF +5'565 provient principalement du crédit budgétaire complémentaire de kCHF 5'095 destiné à financer des mesures urgentes de soutien à l'économie, décidé par le Conseil municipal (PR-1444 - Mesures de bons d'achat solidaires), ainsi que du crédit budgétaire pour des aides à fonds perdus aux entreprises (Fondetec – PRD-284) consommé à hauteur de kCHF +500.

L'écart restant de kCHF -30 est composé de montants individuellement non significatifs.

- ap) L'écart de kCHF -12'223 résulte principalement de la Direction financière (DFIN) pour kCHF -11'399. Cela s'explique d'une part, par la diminution de la provision sur le reliquat fiscal à la date de clôture pour les personnes physiques et morales pour kCHF -9'111, et d'autre part, les pertes effectives sur les créances fiscales revues à la baisse pour kCHF -2'284.

De plus, l'écart constaté de kCHF -883 à la Taxe professionnelle communale (TPC) s'explique principalement par la variation de la provision pour perte sur débiteurs (kCHF -422) non budgétée et par la perte sur débiteurs moins importante que prévue (kCHF -482).

L'écart restant de kCHF +59 est composé de montants individuellement non significatifs.

- aq) La variation de kCHF +11'496 provient des faits suivants :

- hausse des frais de perception perçus par l'Administration fiscale cantonale en 2021 (kCHF + 2'960) et baisse de la provision pour les frais de perception (kCHF -638).
- changement de comptabilisation des écritures liées au fonds de régulation (LRT), les recettes et les charges sont comptabilisées séparément alors qu'au budget, le produit à recevoir a été comptabilisé en net dans le groupe 462 (kCHF +9'173).

- ar) Cf. rubrique «6.1.2.9 Revenus fiscaux (chapitre 40)».

- as) L'écart constaté de kCHF +898 est principalement dû à la non budgétisation des encaissements de créances d'impôts totalement amorties (ADB) (kCHF +829).

L'écart restant de kCHF +69 est composé de montants individuellement non significatifs.

- at) L'écart de kCHF +13'217 s'explique par les deux faits suivants :

- quote-part à l'IFD versée par la République et canton de Genève en 2021 supérieure aux attentes pour kCHF +4'043
- changement de comptabilisation des écritures liées au fonds de régulation (LRT), les recettes et les charges sont comptabilisées séparément alors qu'au budget, le produit à recevoir a été comptabilisé en net dans le groupe 462 (kCHF +9'096).

L'écart restant de kCHF +78 est composé de montants individuellement non significatifs.

- au) La variation de kCHF +12'658 provient principalement des faits suivants :

- la moins-value consécutive à la réévaluation des participations de l'Hôtel Métropole (kCHF +3'657), du Restaurant du parc des Eaux-Vives (kCHF +240) et à la réévaluation des immeubles du patrimoine financier (kCHF +2'136).
- des frais d'entretien du patrimoine financier relevant de la compétence de la Direction du patrimoine bâti (DPBA) (kCHF +6'695).

L'écart restant de kCHF -70 est composé de montants individuellement non significatifs.

av) L'écart de kCHF +18'328 s'explique principalement par les immobilisations corporelles du PF qui sont réévaluées périodiquement (kCHF +14'212) et par l'adaptation des titres aux valeurs du marché PF (kCHF +3'695 dont kCHF +904 actions BCGE). A cela, s'ajoutent des revenus financiers supérieurs au budget (kCHF +2'906). Un écart de kCHF -1'599 est dû à un revenu budgété sur les participations de l'Hôtel Métropole et du Restaurant du Parc des Eaux-Vives, alors que celles-ci ont généré une perte.

Enfin, la Gérance immobilière municipale voit ses revenus diminuer de kCHF -1'539. Cette baisse est principalement due à l'exonération des loyers commerciaux, non prévue au budget, en raison de la crise sanitaire.

L'écart restant de kCHF +653 est composé de montants individuellement non significatifs.

5.7.2 Dépassement de charges à deux positions de domaine fonctionnel et deux positions de nature comptable

En milliers de francs		Notes	Dépassements	Domaine fonctionnel (DF)			
				02	15	16	21
				Services généraux	Service du feu	Défense	Scolarité obligatoire
30	Charges de personnel		9'501	8'446		194	
31	Charges de biens, services et exploitation		11'528		676	1'057	2'761
33	Amortissements PA		1'717			50	
34	Charges financières		12'660		1		
35	Attributions aux fonds et financements spéciaux		3'034	3'034			
36	Charges de transfert		23'755				324
37	Subventions à redistribuer		43	43			
39	Imputations internes		1'323			97	
Sous-total brut des dépassements de charges			63'561	11'524	677	1'398	3'084
Dépassements de charges autorisés par des crédits supplémentaires votés par le CM			10'886				1'359
Sous-total net des dépassements à approuver			52'675	11'524	677	1'398	1'725

Le dépassement brut de charges constaté est de kCHF +63'561 sur l'exercice. Il inclut des éléments couverts par une autorisation de crédit complémentaire (kCHF 10'886), des éléments non monétaires qui sont par construction non budgétés, ou encore des éléments techniques créant des écarts mécaniques entre les comptes et le budget. Le détail de ces éléments est explicité ci-dessous par politique publique. Il représente la large majorité des dépassements constatés (kCHF 34'650). En tenant compte de ces éléments non monétaires ou techniques, il en résulte un dépassement net effectif de kCHF +18'025. Celui-ci est expliqué par nature de charge à la suite du tableau.

En milliers de francs		Notes	Dépassements	Domaine fonctionnel (DF)			
				02	15	16	21
				Services généraux	Service du feu	Défense	Scolarité obligatoire
	Provisions	a)	402				101
	Amortissements	b)	1'717			50	
	Amortissement sur participation du PA	c)	894				
	Réévaluation PF	d)	2'146				
	Attributions aux fonds spéciaux	e)	3'034	3'034			
	Budget centralisé	f)	13'639	8'446	676	1'057	499
	Budgets s/autres rubriques (2F2N)	h)	9'173				
	Frais de perception AFC	i)	2'322				
	Imputations internes	j)	1'323			97	
Sous-total			34'650	11'480	676	1'204	600
Dépassements de charges			18'025	44	1	194	1'125
Total			52'675				

- a) Dépassement lié à la variation des provisions, pertes sur débiteurs ou dissolutions de provisions, par nature non budgétées.
- b) Dépassement lié à des amortissements d'immobilisations corporelles et incorporelles du patrimoine administratif supérieurs aux attentes. Ce sont des éléments non monétaires, dépendants des dates de mise en exploitation et des montants réels bruts d'investissement.
- c) Dépassement lié à la dépréciation sur participation du PA, élément non monétaire et non budgété.
- d) Dépassement de charges lié à la réévaluation périodique des immobilisations corporelles du patrimoine financier. Les moins-values constatées sur l'exercice, éléments non monétaires, ne peuvent être budgétées.
- e) Les recettes obtenues pour les fonds spéciaux de capitaux de tiers (dons, legs, rendement des placements en valeur immobilière) ne sont pas budgétées. Il en résulte des attributions aux fonds et financements spéciaux dans les comptes de charges sous le chapitre 35, créant mécaniquement un dépassement. Des revenus de tiers sont attribués aux fonds spéciaux et neutralisent l'effet de ce dépassement.

31	32	34	54	57	61	73	77	85	91	96	
Héritage culturel	Culture, autres	Sports et loisirs	Famille et jeunesse	Aide sociale et domaine de l'asile	Circulation routière	Gestion des déchets	Protection de l'environnement, autres	Industrie, artisanat et commerce	Impôts	Administration de la fortune et la dette	Divers
			63		723						75
537	1'894		3	130	2'633	612	681	76		189	279
	1'222		61	4		58	146		8		166
										12'658	
	3'686		1'011	1'214				5'565	11'496		460
		328		508						330	59
537	6'803	328	1'138	1'857	3'356	670	827	5'641	11'504	13'178	1'039
	3'886							5'641			
537	2'917	328	1'138	1'857	3'356	670	827	-	11'504	13'178	1'039

31	32	34	54	57	61	73	77	85	91	96	
Héritage culturel	Culture, autres	Sports et loisirs	Famille et jeunesse	Aide sociale et domaine de l'asile	Circulation routière	Gestion des déchets	Protection de l'environnement, autres	Industrie, artisanat et commerce	Impôts	Administration de la fortune et la dette	Divers
14	18						72			2	195
	1'222		61	4		58	146		8		166
											894
										2'146	
523	1'387		3	130	33	127	609			147	
									9'173		
									2'322		
		328		508						330	59
537	2'627	328	64	1'536	33	186	827	-	11'503	2'625	420
-	289	-	1'073	321	3'323	485	-	-	-	10'552	618

- f) Certaines charges sont budgétées centralement, en particulier celles concernant les services compétents. Les frais effectifs, basés sur la consommation effective de charges ou répartis par clés d'allocation, sont en revanche comptabilisés dans les services pouvant avoir des domaines fonctionnels différents des services compétents. Il en résulte de facto un dépassement technique.
Le dépassement de kCHF 8'446 concernant le chapitre «30 Charges de personnel» est lié à la budgétisation de la réduction pour postes vacants centralement sur le compétent DRH (domaine fonctionnel 02). Les économies liées aux postes vacants sont constatées individuellement dans les services ayant des domaines fonctionnels variés. Le chapitre «30 Charges de personnel» constate une économie nette de kCHF 4'435.
- g) Certains dépassements ont été autorisés en cours d'année par le biais de nouveaux crédits budgétaires votés. Ils sont donc couverts par une autorisation du CM.
- h) Dépassements techniques issus d'une différence de méthode de comptabilisation du fonds de régulation entre le budget et les comptes (respectivement net vs brut) créant un dépassement sur les charges. Ce même dépassement se retrouve dans les revenus.
- i) Dépassement lié à la variation des frais de perception AFC évoluant mécaniquement avec les revenus fiscaux.
- j) Dépassement lié aux imputations internes (chapitre 39) dont les écritures se neutralisent par le chapitre 49.

Le détail des dépassements de charges à deux positions de domaine fonctionnel et deux positions de nature comptable, après retraitement des éléments techniques ou non monétaires, est présenté par nature dans le tableau ci-après.

En milliers de francs

DF	DF libellé	Chapitre	Nature de l'écart	Montant	Notes
96	Administration de la fortune et la dette	34	Frais d'entretien du patrimoine financier au service de la Gérance immobilière municipale (GIM)	6'695	k)
96	Administration de la fortune et la dette	34	Pertes constatées sur l'Hôtel Métropole et le Restaurant du Parc des Eaux-Vives	3'897	l)
61	Circulation routière	31	Entretien du réseau routier et des chaussées	2'600	m)
54	Famille et jeunesse	36	Salaire minimum légal des structures d'accueil de la petite enfance	1'011	n)
61	Circulation routière	30	Charges du personnel	723	o)
73	Gestion des déchets	31	Charges relatives à la gestion des déchets	485	p)
21	Scolarité obligatoire	31	Remplacement du personnel au Service des écoles et institutions pour l'enfance pour le nettoyage	600	q)
57	Aide sociale et domaine de l'asile	36	Prestations municipales complémentaires AVS-AI	581	r)
21	Scolarité obligatoire	31	Charges d'honoraires divers pour immeubles et de consommation de gaz au Service des écoles et institutions pour l'enfance	560	s)
32	Culture, autres	31	Charges relatives à divers projets culturels entièrement financés par des fonds	279	t)
			Divers	594	u)
Total				18'025	

Commentaires sur les dépassements nets effectifs

- k) Le dépassement constaté (kCHF +6'695) concerne principalement des travaux planifiés d'entretien du patrimoine financier gérés par le compétent DPBA (kCHF +5'300). Nous pouvons citer notamment la rénovation 1 pour 1 des façades de l'immeuble Savoises 11 nécessitant la sécurisation des garde-corps qui présentaient des faiblesses statiques (kCHF 560), la modernisation des ascenseurs du Seujet 32, 34 (kCHF 700), l'assainissement des colonnes de chutes de Charles-Giron 26 qui étaient en fin de vie (kCHF 720), la rénovation de la façade de la Tour de l'île (kCHF 381). Enfin kCHF 616 concernent les travaux suivants : l'étanchéité de la terrasse et la rénovation de la pompe à chaleur au Quai du Seujet (kCHF 220), la sécurisation de 4 balcons rue des Deux-Ponts 5 (kCHF 136), la remise en état de la chape de l'atelier RDC à la GIM (kCHF 260).

Les interventions dans les bâtiments locatifs (appartements vacants) ont également été plus importantes que prévu, en grande partie par la remise sur le marché des appartements de rocade aux Minoteries (kCHF +1'000).

- l) Le dépassement constaté de kCHF 3'897 provient de la mise en équivalence des autres placements financiers dans l'Hôtel Métropole et le Restaurant du Parc des Eaux-Vives.

- m) Le dépassement provient principalement de l'entretien du réseau routier et des chaussées, afin de répondre aux objectifs fixés dans le cadre du renouvellement des couches de surfaces liées à la stratégie OPB (kCHF 2'600).

A noter également que des recettes fédérales (subventions) supplémentaires (kCHF +1'306) en lien avec l'assainissement du bruit routier sur des axes initialement non compris dans le projet d'assainissement du bruit routier (PAB) ont été exceptionnellement versées en 2021.

- n) Ce dépassement provient principalement de l'introduction du salaire minimum légal pour les aides éducatives intervenant dans les structures d'accueil de la petite enfance (kCHF +1'216). Un courrier du DCSS prévoyant ce dépassement budgétaire avait été adressé à la Commission des finances en février 2021.

- o) Le dépassement net observé au Service Voirie-Ville propre (après prise en compte d'un non dépensé à l'AGCM de kCHF -817) concerne les charges de personnel liées à l'activité du service en application des règlements concernant les heures supplémentaires, les indemnités de nuisances et les indemnités supplémentaires (piquets) (cf. règlements et extraits CA y relatifs : LC 21 152.17 « Règlement concernant l'indemnisation des nuisances », LC 21 152.18 « Règlement sur les indemnités et les congés spéciaux du personnel de la Division de la voirie », Extrait CA du 27.08.1997 relatif aux heures supplémentaires et Extrait CA du 11.02.1981 relatif aux heures de piquets).

- p) Dépassement de charges principalement en lien avec les charges d'enlèvement et de destruction des résidus et des charges de matériel et de marchandises.
- q) Ce dépassement concerne des frais de remplacement du personnel au Service des écoles et institutions pour l'enfance (maladie, postes vacants, personne en fin de droit au traitement) afin de garantir le nettoyage des 53 écoles primaires de la Ville. Il est compensé par le non dépensé du groupe « 30 charges de personnel ».
- r) Ce dépassement s'explique par une progression du nombre des bénéficiaires des prestations municipales complémentaires AVS-AI plus importante que la prévision budgétaire.
- s) Ce dépassement provient principalement de la hausse des charges d'honoraires divers pour immeubles (mandats pour des pré-études, études et suivis d'exécution) supérieures aux prévisions, afin de contribuer à l'entretien du patrimoine immobilier. Il concerne également les charges liées à la consommation de gaz non totalement couvertes budgétairement.
- t) Dépassement en lien avec des charges relatives à divers projets culturels entièrement financés par des prélèvements aux fonds tels que la création d'un local dans la salle archéo, la constitution d'un stock de cloches pour les expositions futures (kCHF + 161) ainsi que des dépassements sur les expositions « Contradictions » et « Pas besoin d'un dessin » (kCHF + 118).
- u) D'autres dépassements individuellement non significatifs (inférieurs à kCHF 250) justifient cet écart.

5.8 Investissements

5.8.1 Compte des investissements

En milliers de francs

	C 2021	C 2020	Variation	Notes
01 Conseil municipal et exécutif	48	250	-202	
50 Immobilisations corporelles	2	250	-248	
52 Immobilisations incorporelles	42	-	42	
56 Subventions d'investissement propres	4	-	4	
02 Services généraux	11'284	11'073	211	
50 Immobilisations corporelles	4'794	5'388	-594	
52 Immobilisations incorporelles	1'499	2'483	-984	
56 Subventions d'investissement propres	8'149	7'917	232	
63 Subventions d'investissement acquises	-3'157	-4'648	1'491	
64 Remboursement de prêts	-2	-68	65	
11 Sécurité publique	11	125	-114	
50 Immobilisations corporelles	11	125	-114	
14 Questions juridiques	27	28	-1	
50 Immobilisations corporelles	27	28	-1	
15 Service du feu	2'725	3'450	-726	
50 Immobilisations corporelles	2'725	3'454	-730	
51 Investissements pour le compte de tiers	2	-	2	
61 Remboursements	-2	-	-2	
63 Subventions d'investissement acquises	-	-4	4	
21 Scolarité obligatoire	19'374	22'116	-2'742	
50 Immobilisations corporelles	19'624	22'101	-2'477	
56 Subventions d'investissement propres	-	15	-15	
63 Subventions d'investissement acquises	-250	-	-250	
31 Héritage culturel	1'694	2'864	-1'170	
50 Immobilisations corporelles	1'482	2'457	-975	
56 Subventions d'investissement propres	326	408	-82	
63 Subventions d'investissement acquises	-114	-1	-113	
32 Culture, autres	-5'786	24'950	-30'736	a)
50 Immobilisations corporelles	9'116	36'667	-27'551	
56 Subventions d'investissement propres	75	797	-722	
63 Subventions d'investissement acquises	-14'976	-12'514	-2'463	
34 Sports et loisirs	8'420	6'744	1'676	
50 Immobilisations corporelles	8'841	7'466	1'374	
63 Subventions d'investissement acquises	-421	-722	302	
53 Vieillesse et survivants	-	20	-20	
50 Immobilisations corporelles	-	20	-20	
54 Famille et jeunesse	14'206	6'162	8'044	
50 Immobilisations corporelles	14'206	6'162	8'044	
56 Construction de logements sociaux	-3'232	8'191	-11'423	b)
50 Immobilisations corporelles	-288	290	-577	
55 Participations et capital social	-2'945	7'901	-10'846	
57 Aide sociale et domaine de l'asile	4	400	-397	
50 Immobilisations corporelles	4	400	-397	
61 Circulation routière	20'460	23'060	-2'600	
50 Immobilisations corporelles	26'432	26'992	-560	
51 Investissements pour le compte de tiers	505	409	96	
56 Subventions d'investissement propres	1	141	-141	
61 Remboursements	-505	-409	-96	
63 Subventions d'investissement acquises	-5'972	-4'073	-1'899	

	C 2021	C 2020	Variation	Notes
71 Approvisionnement en eau	245	154	90	
50 Immobilisations corporelles	245	154	90	
72 Traitement des eaux usées	6'382	10'448	-4'066	
50 Immobilisations corporelles	6'422	10'448	-4'025	
51 Investissements pour le compte de tiers	142	1'165	-1'022	
61 Remboursements	-142	-1'165	1'022	
63 Subventions d'investissement acquises	-41	-	-41	
73 Gestion des déchets	1'290	571	719	
50 Immobilisations corporelles	1'290	571	719	
77 Protection de l'environnement, autres	366	380	-13	
50 Immobilisations corporelles	366	380	-13	
79 Aménagement du territoire	21	27	-6	
56 Subventions d'investissement propres	21	27	-6	
85 Industrie, artisanat et commerce	2'500	3'500	-1'000	
55 Participations et capital social	2'500	3'500	-1'000	
96 Administration de la fortune et la dette	13'422	14'932	-1'510	
70 Dépenses d'investissement PF	16'616	17'276	-660	
80 Recettes d'investissement PF	-3'194	-2'344	-850	
Total dépenses d'investissement	122'235	165'391	-43'156	
Total recettes d'investissement	-28'776	-25'947	-2'829	
Total investissements nets	93'459	139'444	-45'985	

- a) La fonctionnelle n°32 «Culture, autres» présente une position négative de kCHF 5'786 qui s'explique, notamment, par deux subventions perçues enregistrées dans le chapitre 63 «Subventions d'investissement acquises» pour un montant total de kCHF 13'250, soit :
- Un montant de kCHF 11'250 versé par la République et canton de Genève pour sa participation à la construction de la Nouvelle Comédie de Genève située dans le quartier de la gare des Eaux-Vives (PR-1085).
 - Un montant de kCHF 1'000 versé par l'Association pour la danse contemporaine pour la participation à la construction d'un Pavillon de la danse déplaçable et implanté sur la place Charles-Sturm (PR-1251A1).
- b) La fonctionnelle n°56 «Construction de logements sociaux» présente une position négative de kCHF 3'232 qui s'explique, notamment, par :
- Une reprise de provision enregistrée dans le chapitre 50 «Immobilisations corporelles» concernant un litige avec un fournisseur sur un chantier pour un montant de kCHF 278. Celle-ci ayant pour conséquence une correction des prestations du personnel pour kCHF 11.
 - Une restitution enregistrée dans le chapitre 55 «Participations et capital social» d'un montant de kCHF 4'000 reçue de la part de la FVGLS.

5.8.2 Tableau récapitulatif des investissements

En milliers de francs

		Coûts d'acquisition ou de revient			Recettes d'investissement			
Crédits du patrimoine administratif		Crédit brut voté	Valeur brute des immobilisations au 01.01.2021	Dépenses brutes 2021	Valeur brute des immobilisations au 31.12.2021	Total des recettes brutes au 01.01.2021	Recettes brutes 2021	Total des recettes brutes au 31.12.2021
A	Crédits votés dans l'année	330'075	3'387	8'710	12'097	-	-3'168	-3'168
B	Crédits en cours	1'148'922	616'137	96'192	712'329	-68'278	-21'740	-90'018
C	Crédits terminés dans l'année	109'153	96'840	717	97'558	-11'694	-4	-11'698
D	Crédits terminés avant l'année	1'826'240	1'749'506	-	1'749'506	-114'769	-670	-115'439
Total crédits du patrimoine administratif		3'414'389	2'465'870	105'619	2'571'490	-194'741	-25'582	-220'323

En milliers de francs

		Coûts d'acquisition ou de revient			Recettes d'investissement			
Crédits du patrimoine financier		Crédit brut voté	Valeur brute des immobilisations au 01.01.2021	Dépenses brutes 2021	Valeur brute des immobilisations au 31.12.2021	Total des recettes brutes au 01.01.2021	Recettes brutes 2021	Total des recettes brutes au 31.12.2021
A	Crédits votés dans l'année	15'416	116	3'001	3'117	-	-	-
B	Crédits en cours	147'393	102'638	13'615	116'253	-2'916	-3'194	-6'110
C	Crédits terminés dans l'année	-	-	-	-	-	-	-
D	Crédits terminés avant l'année	7'010	5'565	-	5'565	-477	-	-477
Total crédits du patrimoine financier		169'819	108'319	16'616	124'935	-3'393	-3'194	-6'587
Total crédits PA et PF		3'584'209	2'574'189	122'235	2'696'424	-198'134	-28'776	-226'910

Légendes

A: Crédits votés dans l'année

Crédits d'engagement votés par le Conseil municipal durant l'année 2021.

B: Crédits en cours

Crédits d'engagement votés par le Conseil municipal avant l'année 2021 et pour lesquels des dépenses sont en cours.

C: Crédits terminés dans l'année

Crédits d'engagement votés par le Conseil municipal avant l'année 2021 dont la réalisation s'est terminée en 2021.

D: Crédits terminés avant l'année

Crédits d'engagement votés et bouclés par le Conseil municipal avant l'année 2021.

	Autres mouvements				Amortissements cumulés						
	Autres mouvements au 31.12.2020	Autres mouvements 2021	Autres mouvements au 31.12.2021	Investissements nets au 31.12.2021	Amortissements cumulés Soldes au 01.01.2021	Amortissements planifiés et préfinancement 2021	Amortissements non planifiés 2021	Mise hors invest. des amortissements 2021	Amortissements au 31.12.2021	Valeurs nettes comptables au 31.12.2021	Dépassement/ (économie) sur les crédits
	351	-	351	9'280	-	-2	-	-	-2	9'279	317'978
	70'994	-	70'994	693'306	-85'079	-26'395	56	44	-111'374	581'759	378'650
	-	-	-	85'860	-14'546	-4'646	-	-	-19'191	66'669	11'595
	-34'399	-92'789	-127'188	1'506'878	-934'682	-56'248	-1	92'789	-898'142	608'736	76'735
	36'946	-92'789	-55'843	2'295'324	-1'034'307	-87'291	55	92'834	-1'028'709	1'266'442	784'957

	Autres mouvements				Amortissements cumulés						
	Autres mouvements au 31.12.2020	Autres mouvements 2021	Autres mouvements au 31.12.2021	Investissements nets au 31.12.2021	Amortissements cumulés Soldes au 01.01.2021	Amortissements planifiés et préfinancement 2021	Amortissements non planifiés 2021	Mise hors invest. des amortissements 2021	Amortissements au 31.12.2021	Valeurs nettes comptables au 31.12.2021	Dépassement/ (économie) sur les crédits
	-	-	-	3'117	-	-	-	-	-	3'117	12'299
	291	-	291	110'434	-257	-11	-	-	-268	110'166	31'140
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-4'721	-4'721	366	-216	-	-	20	-196	170	1'445
	291	-4'721	-4'430	113'917	-473	-11	-	20	-464	113'453	44'885
	37'238	-97'511	-60'273	2'409'241	-1'034'780	-87'301	55	92'854	-1'029'173	1'379'896	829'842

Commentaire sur les tableaux des investissements

Pour l'exercice 2021, aucun amortissement complémentaire n'a été comptabilisé.

Les crédits d'engagement terminés avant l'année, présentant un dépassement, ayant fait l'objet d'une PR de bouclage acceptée et votée par le CM, ne sont pas commentés.

Un crédit d'engagement est considéré comme dépassé lorsque le montant brut voté de la dépense est inférieur au montant brut de la dépense effective. Des explications sont données pour les crédits d'engagement rentrant dans les conditions suivantes : dépassement (dépenses brutes – crédit voté brut) supérieur à kCHF 200 ou un pourcentage supérieur à 10% (disponible brut / crédit brut).

5.8.3 Tableau récapitulatif des investissements du patrimoine administratif

A Crédits votés dans l'année (Patrimoine administratif)

En milliers de francs

Immobilisations						Coûts d'acquisition ou de revient			
Rapport CM	PFI	Désignation Crédit	Date de vote	Clôture	Crédit brut voté	Valeur brute des immobilisations au 01.01.2021	Dépenses brutes 2021	Valeur brute des immobilisations au 31.12.2021	
PR-1416A	120.017.10	FIDU subvention d'investissement 2021	30.11.2021	#	7'913	-	7'000	7'000	
PR-1438A1	050.044.12	Bois-des-Frères, centre sportif	30.11.2021	#	13'276	-	-	-	
PR-1438A2	050.044.12	Bois-des-Frères, centre sportif, mobilier	30.11.2021	#	57	-	-	-	
PR-1438A3	050.044.12	Bois-des-Frères, centre sportif, équipement	30.11.2021	#	23	-	-	-	
PR-1473A	082.036.02	VVP véhicules pesée embarquée	30.11.2021	#	520	-	-	-	
PRD-243A	102.066.05	Montchoisy rue, réaménagement	30.11.2021	#	1'200	-	-	-	
PR-1451A	030.101.02	Ecoles salles de gym, mise aux normes	16.11.2021	#	1'150	-	-	-	
PR-1462A1	111.030.42	6ème PSIC - Plan biennal systèmes d'info	16.11.2021	#	3'680	-	-	-	
PR-1462A2	111.030.42	Ordinateurs portables collaborateurs	16.11.2021	#	300	-	-	-	
PR-1463A1	111.030.41	Portefeuille «e-Genève»	16.11.2021	#	1'259	-	-	-	
PR-1463A2	111.030.41	Portefeuille «e-Administration»	16.11.2021	#	1'451	-	-	-	
PR-1463A3	111.030.41	Portefeuille «Collaboration numérique»	16.11.2021	#	94	-	-	-	
PR-1379A1	101.119.01	PDQ Concorde, PLQ Michée-Chauderon	05.10.2021	#	425	-	-	-	
PR-1379A2	081.118.03	PDQ Concorde, PLQ Michée-Chauderon	05.10.2021	#	135	-	-	-	
PR-1455AB1	111.007.03	Projet NOVO ERP	05.10.2021	#	10'370	-	-	-	
PR-1392A1	101.117.02	Franchise route, réaménagement	08.09.2021	#	9'057	68	93	161	
PR-1392A2	081.011.02	Franchise route, assainissement	08.09.2021	#	3'870	-	-	-	
PR-1405	011.052.12	FVGLS création, acquisition logements	08.09.2021	#	25'000	-	-	-	
PR-1407A	091.107.01	Wilson quai, accès à l'eau, baignade	08.09.2021	#	3'000	-	-	-	
PR-1435A	043.008.05	Petit Casino, rénovation	08.09.2021	#	1'420	334	32	366	
PR-1442A	102.755.16	Synagogue place de la, réaménagement	08.09.2021	#	2'403	-	77	77	
PR-1448A1	102.605.10	Rois rue des, aménagement	08.09.2021	#	3'903	-	41	41	
PR-1448A2	081.100.02	Rois rue des, assainissement	08.09.2021	#	809	-	25	25	
PR-1436A	042.009.40	MAH, coll. d'archéologie et d'horlogerie	28.06.2021	#	2'340	-	-	-	
PR-1439A	050.060.14	Stades, containers vestiaires/douche	28.06.2021	#	335	-	-	-	
PR-1441A1	042.040.36	MHN, transformation partielle	28.06.2021	#	51'826	2'985	564	3'549	
PR-1441A1b	042.040.36	MHN, frais déménagement	28.06.2021	#	650	-	-	-	
PR-1441A2	042.040.36	MHN, sanitaires travaux complémentaires	28.06.2021	#	1'017	-	-	-	
PR-1441A3	042.040.36	MHN, nouvelle cuisine cafétéria	28.06.2021	#	690	-	-	-	
PR-1441A4	042.040.36	MHN, aménagement extérieurs parc	28.06.2021	#	3'875	-	-	-	
PR-1441A5	042.040.42	MHN, équipement et mobilier	28.06.2021	#	808	-	-	-	
PR-1441A6	042.040.44	MHN, info.et télécoms	28.06.2021	#	71	-	-	-	
PRD-1230A	092.017.10	Parc La Grange, rénovation «La Ferme»	28.06.2021	#	1'780	-	-	-	
PRD-1424A	082.035.02	Bvd Tranchées 35, rénovation kiosque	28.06.2021	#	370	-	5	5	
PR-1397A1	081.126.02	Carouge, rue de, mise en séparatif	09.06.2021	#	8'738	-	2	2	
PR-1397A2	101.126.02	Carouge, rue de, réaménagement	09.06.2021	#	8'116	-	133	133	
PR-1408A	092.066.09	Bois-de-la-Bâtie, réaménagement parc animalier	09.06.2021	#	500	-	-	-	
PR-1410A	050.002.18	Vernier 115 route, acquisition servitude	19.05.2021	#	5'280	-	-	-	
PR-1421A	050.065.06	Eaux-Vives gare, complexe sportif	18.05.2021	#	114'250	-	-	-	
PR-1421A3	061.048.04	Eaux-Vives gare, crèche EVE	18.05.2021	#	385	-	-	-	
PR-1421A4	060.014.10	Eaux-Vives gare, centre socioculturel	18.05.2021	#	630	-	-	-	
PR-1421A5	050.065.12	Eaux-Vives gare, info et télécoms	18.05.2021	#	93	-	-	-	

a) PR-1392A, PR-1435A et PR1441A1

Les montants indiqués dans la colonne «Valeur brute des immobilisations au 1^{er} janvier 2021 » correspondent à des crédits d'études transférés sur leur crédit de réalisation.

	Recettes d'investissement			Autres mouvements				Amortissements cumulés							
	Total des recettes brutes au 01.01.2021	Recettes brutes 2021	Total des recettes brutes au 31.12.2021	Autres mouvements au 31.12.2020	Autres mouvements 2021	Autres mouvements au 31.12.2021	Investissements nets au 31.12.2021	Amortissements cumulés Soldes au 01.01.2021	Amortissements planifiés et préfinancement 2021	Amortissements non planifiés 2021	Mise hors invest. des amortissements 2021	Amortissements au 31.12.2021	Valeurs nettes comptables au 31.12.2021	Dépassement/ (économie) sur les crédits	Notes
	-	-3'157	-3'157	-	-	-	3'843	-	-	-	-	-	3'843	913	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13'276	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	57	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	520	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1'200	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1'150	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3'680	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	300	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1'259	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1'451	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	94	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	425	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	135	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10'370	
	-	-	-	337	-	337	498	-	-	-	-	-	498	8'897	a)
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3'870	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25'000	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3'000	
	-	-	-	14	-	14	380	-	-	-	-	-	380	1'054	a)
	-	-	-	-	-	-	77	-	-	-	-	-	77	2'326	
	-	-	-	-	-	-	41	-	-	-	-	-	41	3'862	
	-	-	-	-	-	-	25	-	-	-	-	-	25	783	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2'340	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	335	
	-	-	-	-	-	-	3'549	-	-	-	-	-	3'549	48'277	a)
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	650	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1'017	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	690	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3'875	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	808	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	71	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1'780	
	-	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-	5	365	
	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	2	8'736	
	-	-	-	-	-	-	133	-	-	-	-	-	133	7'983	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	500	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5'280	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	114'250	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	385	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	630	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	93	

A Crédits votés dans l'année (Patrimoine administratif) (suite)

En milliers de francs

Immobilisations						Coûts d'acquisition ou de revient			
Rapport CM	PFI	Désignation Crédit	Date de vote	Clôture	Crédit brut voté	Valeur brute des immobilisations au 01.01.2021	Dépenses brutes 2021	Valeur brute des immobilisations au 31.12.2021	
PR-1422A	060.014.08	Eaux-Vives, acquisition servitude usage exclusif	18.05.2021	#	15'188	-	-	-	
PR-1437A	042.040.46	MHN, Muséographie des galeries publiques	18.05.2021	#	500	-	-	-	
PR-1458A	042.034.14	MEG, Acquisition cadres projecteurs LED	27.04.2021	#	160	-	-	-	
PR-1409A	091.091.10	Plan de gestion forêts de la Ville de Genève	30.03.2021	#	1'224	-	33	33	
PR-1434A	082.021.08	Ecopoints sur le territoire municipal	30.03.2021	#	540	-	28	28	
PR-1394A1	102.570.10	Voie verte, Cheval blanc, Acacias pont	10.03.2021	#	10'633	-	494	494	
PR-1394A2	081.111.02	Voie verte, Cheval blanc, collecteurs	10.03.2021	#	1'926	-	-	-	
PR-1417A1	042.041.08	Gourgas rue, acquisition servitude	09.03.2021	#	4'550	-	143	143	
PR-1417A2	042.041.10	Le Commun, local mobilier	09.03.2021	#	63	-	-	-	
PR-1417A3	042.041.12	Le Commun, local info et téléphonie	09.03.2021	#	25	-	4	4	
PRD-1404A	043.009.37	Gd Théâtre remplac. machinerie scénique	19.01.2021	#	2'199	-	37	37	
Total crédits votés dans l'année (Patrimoine administratif)					330'075	3'387	8'710	12'097	

	Recettes d'investissement			Autres mouvements				Amortissements cumulés							
	Total des recettes brutes au 01.01.2021	Recettes brutes 2021	Total des recettes brutes au 31.12.2021	Autres mouvements au 31.12.2020	Autres mouvements 2021	Autres mouvements au 31.12.2021	Investissements nets au 31.12.2021	Amortissements cumulés Soldes au 01.01.2021	Amortissements planifiés et préfinancement 2021	Amortissements non planifiés 2021	Mise hors invest. des amortissements 2021	Amortissements au 31.12.2021	Valeurs nettes comptables au 31.12.2021	Dépassement/ (économie) sur les crédits	Notes
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15'188
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	500
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	160
	-	-11	-11	-	-	-	22	-	-1	-	-	-1	21	-	1'191
	-	-	-	-	-	-	28	-	-	-	-	-	28	-	512
	-	-	-	-	-	-	494	-	-	-	-	-	494	-	10'139
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1'926
	-	-	-	-	-	-	143	-	-1	-	-	-1	141	-	4'407
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	63
	-	-	-	-	-	-	4	-	0	-	-	0	4	-	21
	-	-	-	-	-	-	37	-	-	-	-	-	37	-	2'163
	-	-3'168	-3'168	351	-	351	9'280	-	-2	-	-	-2	9'279	-	317'978

B Crédits en cours (Patrimoine administratif)

En milliers de francs

Immobilisations						Coûts d'acquisition ou de revient			
Rapport CM	PFI	Désignation Crédit	Date de vote	Clôture	Crédit brut voté	Valeur brute des immobilisations au 01.01.2021	Dépenses brutes 2021	Valeur brute des immobilisations au 31.12.2021	
PR-1428A2	030.098.16	Pavillons scolaires, mobilier	12.12.2020	#	3'356	-	-	-	
PR-1429A2	030.098.12	Mobilier et équipement pour locaux parascolaires	12.12.2020	#	773	-	-	-	
PRD-1428A1	030.098.14	Pavillons scolaires modulables	12.12.2020	#	32'894	-	1'381	1'381	
PRD-1429A1	030.098.10	Bâtiments scolaires, 11 écoles	12.12.2020	#	3'463	-	61	61	
PR-1387A	102.570.18	Voie verte	25.11.2020	#	1'675	-	-	-	
PR-1426A	040.030.04	FMAC Interventions artistiques et acquisition	25.11.2020	#	4'000	-	366	366	
PRD-1386A	073.019.31	Vieux-Billard 11, caserne SIS	27.10.2020	#	500	-	76	76	
PR-1381A	046.110.04	Geneva Lux festival	09.09.2020	#	1'300	80	509	589	
PR-1359A	091.110.02	Espaces de liberté pour chiens clôturés	08.09.2020	#	985	-	4	4	
PR-1418A	140.017.00	Opérations Suisse SA	08.09.2020	#	0	-	0	0	
PR-1356A	082.033.02	Corbeilles de rue	03.06.2020	#	350	2	109	111	
PR-1384	106.099.02	Lausanne, Acacias, sécurisation sites trams	26.05.2020	#	1'268	-	10	10	
PRD-1388A1	081.008.38	Réseau secondaire d'assainissement	26.05.2020	#	11'892	393	614	1'007	
PRD-1388A2	081.008.39	Grands projets thermiques et de transport	26.05.2020	#	1'061	103	251	354	
PRD-187	101.400.61	Viaduc de la Jonction	26.05.2020	#	200	-	-	-	
PRD-1325A1	102.033.10	Horloge fleurie, itinéraire cyclable	20.05.2020	#	3'989	1'092	3'160	4'252	
PRD-1325A2	101.400.10	Mont-Blanc, pont du. Revêtement bitumeux	20.05.2020	#	3'445	170	2'580	2'751	
PR-1396	042.005.10	Ariana Musée reconstitution collections	19.05.2020	#	353	-	97	97	
PR-1491A1 (PR-1403)	030.103.02	Le-Corbusier 2, rue, pavillons provisoires	19.05.2020	#	1'860	1'124	395	1'519	
PR-1492A2 (PR-1403)	030.103.04	Le-Corbusier 2, rue, école mobilier	19.05.2020	#	661	236	45	281	
PRD-1383AB1	102.505.07	Cornavin place, Notre-Dame parvis basilique	19.05.2020	#	3'188	5	371	376	
PRD-1383AB2	102.505.09	Montbrillant place, aménagements	19.05.2020	#	3'957	112	1'044	1'157	
PRD-1383AB3	102.505.11	Parking Cornavin, modifications	19.05.2020	#	1'948	-	-	-	
PR-1491 (PRD-1399)	043.009.36	Grand Théâtre commande machinerie	08.04.2020	#	5'000	-	2'726	2'726	
PR-1362A	111.047.13	11ème PAM - mobilier, machines,	04.03.2020	#	2'160	52	349	401	
PR-1378A	111.030.37	Système d'exploitation Windows	05.02.2020	#	1'500	690	408	1'098	
PRD-184	101.850.16	Vollandes, Rue des; Réseau cyclable	04.02.2020	#	12'000	-	202	202	
PR-1333A	111.034.26	Renouvellement véhicules VVP	16.01.2020	#	5'648	450	1'180	1'630	
PR-1360A1	041.004.06	Sillem 2, bibliothèque E-Vives	16.01.2020	#	1'200	18	451	469	
PR-1360A2	041.004.08	Sillem 2, bibliothèque E-Vives mobilier	16.01.2020	#	410	-	83	83	
PR-1360A3	041.004.10	Sillem 2, bibliothèque E-Vives informatique	16.01.2020	#	140	-	-	-	
PRD-155	011.067.01	Pompiers musée caserne	16.01.2020	#	150	-	-	-	
2020					111'326	4'529	16'472	21'000	
PR-1366A1	111.030.36	5ème PSIC - e-Administration - licences	03.12.2019	#	6'400	1'233	1'374	2'607	
PR-1366A2	111.030.40	Système d'information et équipement CM 2020/25	03.12.2019	#	270	188	4	193	
PR-1334A	102.020.07	Acacias, quartier Zones 30	14.10.2019	#	578	22	533	555	
PR-1338A	102.099.06	Augustins place, travaux d'aménagement	14.10.2019	#	1'349	716	521	1'238	
PR-1317A	104.007.02	12 toilettes publiques autonettoyantes	09.10.2019	#	2'964	-	-	-	
PR-1320A1	102.605.28	Quartiers Sécheron, Vermont zone 30 km/h	09.10.2019	#	1'022	1	3	4	
PR-1320A2	102.605.28	Quartiers Sécheron, Vermont zone 30 km/h	09.10.2019	#	1'363	43	615	657	

b) PRD-1325A1

Le crédit d'engagement voté pour un montant de kCHF 3'989 est destiné aux travaux d'aménagement d'un itinéraire cyclable de l'Horloge fleurie au parc Mon-Repos. Le dépassement de kCHF 263 est dû aux installations de chantiers qu'il a fallu mettre en place sur ce secteur à fort enjeux de mobilité et d'accessibilité. De plus, les demandes de l'Office cantonal des transports a induit des frais de gestion de trafic supplémentaires.

	Recettes d'investissement			Autres mouvements				Amortissements cumulés							
	Total des recettes brutes au 01.01.2021	Recettes brutes 2021	Total des recettes brutes au 31.12.2021	Autres mouvements au 31.12.2020	Autres mouvements 2021	Autres mouvements au 31.12.2021	Investissements nets au 31.12.2021	Amortissements cumulés Soldes au 01.01.2021	Amortissements planifiés et préfinancement 2021	Amortissements non planifiés 2021	Mise hors invest. des amortissements 2021	Amortissements au 31.12.2021	Valeurs nettes comptables au 31.12.2021	Dépassement/ (économie) sur les crédits	Notes
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3'356	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	773	
-	-	-	-	-	-	-	1'381	-	-	-	-	-	1'381	31'513	
-	-	-	-	-	-	-	61	-	-	-	-	-	61	3'402	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1'675	
-	-	-	-	-	-	-	366	-	-23	-	-	-23	344	3'634	
-	-	-	-	-	-	-	76	-	-	-	-	-	76	424	
-	-	-	-	-	-	-	589	-	-63	-	-	-63	526	711	
-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	4	981	
-	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	0	-	
-	-	-	-	-	-	-	111	-	-14	-	-	-14	97	239	
-	-	-	-	-	-	-	10	-	-	-	-	-	10	1'258	
-	-	-	-	-	-	-	1'007	-	-	-	-	-	1'007	10'885	
-	-	-	-	-	-	-	354	-	-	-	-	-	354	707	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	200	
-	-	-	-	-	-	-	4'252	-	-	-	-	-	4'252	-263	b)
-	-123	-123	-	-	-	-	2'627	-	-	-	-	-	2'627	694	
-	-97	-97	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	256	
-	-	-	-	-	-	-	1'519	-	-	-	-	-	1'519	341	
-	-	-	-	-	-	-	281	-7	-34	-	-	-42	239	380	
-	-	-	-	-	-	-	376	-	-	-	-	-	376	2'813	
-	-	-	-	-	-	-	1'157	-	-	-	-	-	1'157	2'800	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1'948	
-	-2'726	-2'726	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2'274	
-	-	-	-	-	-	-	401	-1	-39	-	-	-40	361	1'759	
-	-	-	-	-	-	-	1'098	-58	-227	-	-	-285	814	402	
-	-	-	-	-	-	-	202	-	-	-	-	-	202	11'798	
-	-	-	-	-	-	-	1'630	-19	-190	-	-	-209	1'421	4'018	
-	-	-	-	-	-	-	469	-	-	-	-	-	469	731	
-	-	-	-	-	-	-	83	-	-8	-	-	-8	75	327	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	140	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	150	
-	-2'947	-2'947	-	-	-	-	18'053	-85	-597	-	-	-682	17'371	90'326	
-	-	-	-	-	-	-	2'607	-81	-509	-	-	-591	2'016	3'793	
-	-	-	-	-	-	-	193	-27	-48	-	-	-75	118	77	
-	-	-	-	-	-	-	555	-	-5	-	-	-5	550	23	
-	-	-	-	-	-	-	1'238	-	-10	-	-	-10	1'227	111	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2'964	
-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	4	1'017	
-	-	-	-	-	-	-	657	-	-	-	-	-	657	706	

B Crédits en cours (Patrimoine administratif) (suite)

En milliers de francs

Immobilisations						Coûts d'acquisition ou de revient			
Rapport CM	PFI	Désignation Crédit	Date de vote	Clôture	Crédit brut voté	Valeur brute des immobilisations au 01.01.2021	Dépenses brutes 2021	Valeur brute des immobilisations au 31.12.2021	
PR-1346A	030.085.10	Huit bâtiments scolaires, rénovation	09.10.2019	#	2'695	202	404	606	
PR-1327A2	112.950.33	Bâtiments à simple vitrage du PA	25.06.2019	#	2'154	336	1'174	1'510	
PR-1328A	030.003.05	Ecole Liotard, rénovation	25.06.2019	#	3'100	97	351	449	
PR-1341A	081.008.36	Réseaux secondaires d'assainissement	25.06.2019	#	9'041	5'072	112	5'185	
PR-1349A	050.012.81	Hans-Wilsdorf 4, rue; Patinoires Vernets	25.06.2019	#	937	151	238	389	
PR-1342A	073.028.18	Vieux-Billard 11, Matériel de sauvetage	05.06.2019	#	1'500	961	64	1'025	
PR-156	101.400.07	Mont-Blanc pont, passerelle piétonne	16.05.2019	#	2'000	413	20	433	
PR-1332A	102.505.05	Extension gare Cornavin	29.04.2019	#	4'653	3'540	180	3'720	
PR-1337A2	101.831.01	Petite-Boissière & Boisserette	17.04.2019	#	507	-	-	-	
PR-1337A3	081.831.01	Petite-Boissière, périmètre PLQ	17.04.2019	#	246	-	-	-	
PR-1308A	010.002.02	GIM numérisation dossiers locataires	26.03.2019	#	550	-	-	-	
PR-1322A	042.009.24	Musée Art & Histoire, scénographie	26.03.2019	#	388	-	-	-	
PR-1322A1	042.009.22	Musée Art & Histoire, rénovation salles	26.03.2019	#	922	328	508	835	
PR-1183A1	102.600.30	Petit-Saconnex, place, réaménagement	27.02.2019	#	3'699	2'554	739	3'293	
PR-1183A2	081.119.02	Dr-Adolphe-Pasteur, ch. assainissement	27.02.2019	#	311	244	132	376	
PR-1321A	092.069.03	Beaulieu parc, rénovation de la ferme	27.02.2019	#	645	53	448	500	
PR-1304A	091.001.10	Parc La Grange, rénovation roseraie	26.02.2019	#	1'796	795	941	1'736	
PR-1323A	042.009.29	Musée Art & Histoire, restauration	26.02.2019	#	500	166	94	260	
PR-1299A1	073.028.10	Renouvellement véhicules SIS	06.02.2019	#	3'400	1'366	1'445	2'811	
PR-1145A1	102.605.02	Liotard, quartier de; Zone 30 km/h	05.02.2019	#	1'863	-	-	-	
PR-1254A1	101.400.12	Ile passerelle, rénovation	05.02.2019	#	2'297	15	0	16	
PR-1280A1	040.029.02	23-Août 5 ch., Installation FMAC à l'écoquartier	05.02.2019	#	4'288	2'622	500	3'122	
PR-1280A2	040.029.04	23-Août 5, ch. du, acquisition mobilier	05.02.2019	#	120	-	7	7	
PR-1280A3	040.029.06	23-Août 5, ch. du, installation informatique	05.02.2019	#	50	-	-	-	
PR-1299A2	073.028.10	Renouvellement véhicules SIS	05.02.2019	#	870	77	143	220	
2019					62'479	21'197	10'549	31'746	
PR-1295A	140.999.01	Amortissement transfert PF au PA	04.12.2018	#	-	25'262	-	25'262	
PRD-1284A	084.013.01	Cimetière municipaux	16.10.2018	#	262	118	67	185	
PR-1288A2	084.005.09	Bâtie 13, Crématoire St-Georges	11.09.2018	#	1'077	439	299	739	
PR-1291A1	061.056.04	Frontenex 54, rte de, création crèche	11.09.2018	#	9'021	4'242	4'653	8'895	
PR-1291A2	012.116.02	Frontenex 54, rte de, rénovation façades	11.09.2018	#	583	237	281	519	
PR-1291A3	012.116.02	Frontenex 54, rte de, nouvelle chaufferie	11.09.2018	#	133	109	-2	107	
PR-1291A4	061.056.06	Frontenex 54, rte de, mobilier et jeux	11.09.2018	#	272	-	73	73	
PR-1274A	030.098.01	Restauration scolaire et infrastructures	20.06.2018	#	2'843	445	925	1'370	
PR-1283A1	101.028.16	François-Dussaud, aménag. espaces publics	20.06.2018	#	640	73	163	236	
PR-1283A2	081.831.05	"Les Vernets" assainissement des eaux	20.06.2018	#	129	7	1	8	
PR-1283A3	031.096.01	Caserne Vernets, Ecole des Vernets	20.06.2018	#	2'626	1'811	236	2'047	
PRD-162A	091.087.03	Jonction, pointe de la, réalisation parc	20.06.2018	#	460	381	417	798	
PR-1245A	050.059.13	François-Dussaud 12, Queue d'Arve	06.06.2018	#	900	1	72	74	
PR-1256A1	012.811.14	Bâtiments du PF, désengagement mazout	16.05.2018	#	51	0	40	40	

c) PR-1183A2

Le crédit d'engagement voté pour un montant de kCHF 311 est destiné aux travaux d'assainissement du chemin Dr Adolphe-Pasteur. Le dépassement de kCHF 65 est dû à des travaux supplémentaires effectués pour des raisons techniques, apparues durant le chantier et non prévisibles.

d) PRD-162A

Le crédit d'étude voté d'un montant de kCHF 460 est destiné à réaliser un parc à la Pointe de la Jonction. Compte tenu de la nature du site et des enjeux de réalisations à venir, des études plus approfondies ont été réalisées et ont engendré un dépassement de kCHF 338. De nouvelles demandes de crédit vont être présentées au Conseil municipal début 2022 pour permettre de poursuivre les études et travaux et permettront d'exposer ce dépassement au Conseil municipal.

	Recettes d'investissement			Autres mouvements				Amortissements cumulés							
	Total des recettes brutes au 01.01.2021	Recettes brutes 2021	Total des recettes brutes au 31.12.2021	Autres mouvements au 31.12.2020	Autres mouvements 2021	Autres mouvements au 31.12.2021	Investissements nets au 31.12.2021	Amortissements cumulés Soldes au 01.01.2021	Amortissements planifiés et préfinancement 2021	Amortissements non planifiés 2021	Mise hors invest. des amortissements 2021	Amortissements au 31.12.2021	Valeurs nettes comptables au 31.12.2021	Dépassement/ (économie) sur les crédits	Notes
	-	-	-	-	-	-	606	-	-	-	-	-	606	2'090	
	-	-	-	-	-	-	1'510	-	-	-	-	-	1'510	644	
	-	-	-	-	-	-	449	-	-	-	-	-	449	2'651	
	-152	-93	-245	-	-	-	4'939	-	-27	-	-	-27	4'912	3'856	
	-	-	-	-	-	-	389	-	-	-	-	-	389	548	
	-	-	-	-	-	-	1'025	-120	-129	-	-	-249	775	475	
	-	-	-	-	-	-	433	-	-	-	-	-	433	1'567	
	-500	-	-500	445	-	445	3'665	-	-	-	-	-	3'665	933	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	507	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	246	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	550	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	388	
	-	-	-	-	-	-	835	-	-	-	-	-	835	87	
	-	-	-	-	-	-	3'293	-	-95	-	-	-95	3'198	406	
	-	-57	-57	-	-	-	320	-	-	-	-	-	320	-65 c)	
	-	-	-	-	-	-	500	-	-	-	-	-	500	145	
	-795	-143	-939	759	-	759	1'556	-	-	-	-	-	1'556	60	
	-	-	-	-	-	-	260	-	-	-	-	-	260	240	
	-	-2	-2	-	-	-	2'809	-131	-322	-	-	-453	2'356	589	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1'863	
	-	-	-	-	-	-	16	-	-	-	-	-	16	2'281	
	-	-	-	-	-	-	3'122	-	-104	-	-	-104	3'018	1'167	
	-	-	-	-	-	-	7	-	0	-	-	0	6	113	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	50	
	-	-	-	-	-	-	220	-	-15	-	-	-15	205	650	
	-1'447	-295	-1'742	1'204	-	1'204	31'207	-360	-1'264	-	-	-1'624	29'583	30'733	
	-	-	-	-	-	-	25'262	-3'368	-823	-	-	-4'191	21'072	-25'262	
	-	-	-	-	-	-	185	-	-	-	-	-	185	77	
	-	-	-	-	-	-	739	-	-	-	-	-	739	338	
	-	-	-	-	-	-	8'895	-	-	-	-	-	8'895	125	
	-	-	-	-	-	-	519	-	-	-	-	-	519	64	
	-	-	-	-	-	-	107	-	-	-	-	-	107	26	
	-	-	-	-	-	-	73	-	-2	-	-	-2	71	199	
	-	-	-	-	-	-	1'370	-	-	-	-	-	1'370	1'473	
	-	-	-	-	-	-	236	-	-	-	-	-	236	404	
	-	-	-	-	-	-	8	-	-	-	-	-	8	121	
	-	-	-	-	-	-	2'047	-	-	-	-	-	2'047	579	
	-110	-	-110	-	-	-	688	-	-	-	-	-	688	-338 d)	
	-	-	-	-	-	-	74	-	-	-	-	-	74	826	
	-	-	-	-	-	-	40	-	-	-	-	-	40	11	

B Crédits en cours (Patrimoine administratif) (suite)

En milliers de francs

Immobilisations						Coûts d'acquisition ou de revient			
Rapport CM	PFI	Désignation Crédit	Date de vote	Clôture	Crédit brut voté	Valeur brute des immobilisations au 01.01.2021	Dépenses brutes 2021	Valeur brute des immobilisations au 31.12.2021	
PR-1256A2	112.811.12	Bâtiments du PA, désengagement mazout	16.05.2018	#	2'314	1'389	592	1'981	
PR-1269A	041.018.21	Candolle 3, BGE, rénovation bâtiment	16.05.2018	#	500	65	163	228	
PR-1273A1	101.830.77	Dr-Jean-Louis-Prévost et Buisson , chemins	16.05.2018	#	440	61	-	61	
PR-1273A2	081.830.77	PLQ Fontaines-Saintes, périmètre	16.05.2018	#	148	8	3	11	
PR-1275A	073.019.28	Vieux-Billard 11, rue du, caserne SIS	16.05.2018	#	1'568	1'651	-	1'651	
PR-1224A1	101.830.06	Champ-Baron ch. du, PLQ	11.04.2018	#	780	470	12	481	
PR-1270	091.106.02	Berge de l'Arve à Vessy	11.04.2018	#	739	28	-	28	
PR-1271A1	073.031.10	Vieux-Billard, Asters, Frontenex, casernes SIS	10.04.2018	#	4'323	4'077	235	4'313	
PR-1271A2	073.031.14	Vieux-Billard, Asters, Frontenex, automate API	10.04.2018	#	339	308	1	309	
PR-1294	040.030.02	FMAC, projets d'art espace public	10.04.2018	#	2'700	1'701	6	1'707	
PR-1214A1	046.055.06	Henri-Golay 40, avenue, rénovation ferme	21.03.2018	#	6'041	2'175	1'429	3'604	
PR-1214A2	046.055.06	Henri-Golay 40, avenue, rénovation intérieur	21.03.2018	#	253	-	-	-	
PR-1214A3	046.055.06	Henri-Golay 40, avenue, aménag. extérieur	21.03.2018	#	106	-	-	-	
PR-1214A4	046.055.10	Henri-Golay 40, avenue, mobilier	21.03.2018	#	149	-	-	-	
PR-1231A	101.850.10	Mise en place d'abris vélos	21.03.2018	#	1'209	378	289	666	
PR-1253A1	060.011.06	Piachaud 4, rue, "Ancien Manège" réhabilitation	21.03.2018	#	22'510	14'343	5'823	20'167	
PR-1253A2	060.011.08	Piachaud 4,rue, "Ancien Manège", ludothèque	21.03.2018	#	248	-	128	128	
PR-1253A3	060.011.10	Piachaud 4,rue, "Ancien Manège", MQ mobilier	21.03.2018	#	181	-	107	107	
PR-1253A4	060.011.12	Piachaud 4,rue, "Ancien Manège", crèche	21.03.2018	#	116	-	59	59	
PR-1264A2	030.014.10	Plantaporrêts 1bis, rue, Ecole	21.03.2018	#	306	185	1	185	
PR-1227A1	111.030.32	4ème PSIC - Plan biennal systèmes d'info.	20.03.2018	#	6'800	4'357	1'514	5'871	
PR-1227A2	111.030.34	Système d'information, équipement CM 2015/20	20.03.2018	#	100	-	42	42	
PR-1249A1	101.830.05	Joli-Mont, Riant-Parc av., aménagements	07.03.2018	#	8'671	253	101	354	
PR-1249A2	081.830.05	Joli-Mont, Riant-Parc av., collecteurs	07.03.2018	#	8'088	1'429	1'907	3'336	
PR-1221A2	102.502.12	CEVA - Eaux-Vives, nouvelle gare	07.02.2018	#	31'229	16'921	4'332	21'253	
PR-1221A3	102.502.12	CEVA gare Eaux-Vives, square Agasse-Weber	07.02.2018	#	3'771	2'788	302	3'090	
PR-1238A1	102.502.20	CEVA, halte Champel/Hôpital	07.02.2018	#	18'052	16'309	198	16'507	
PR-1238A2	081.502.18	CEVA, halte Champel/Hôpital, collecteurs	07.02.2018	#	9'227	5'328	90	5'418	
PR-1243A	091.018.15	Plainpalais plaine, replantation arbres	07.02.2018	#	2'353	3'605	3	3'608	
PR-1251A1	043.051.04	Charles-Sturm 15, rue, pavillon danse	07.02.2018	#	12'962	11'700	763	12'463	
PR-1251A3	043.051.10	Charles-Sturm, aménagements extérieurs	07.02.2018	#	294	1	237	238	
PR-1221A1	102.502.10	CEVA gare des Eaux-Vives	06.02.2018	#	28'455	13'164	-104	13'061	
2018					193'967	135'823	25'459	161'282	
PR-1236A1	043.009.22	Grand Théâtre, rénovation partielle	06.12.2017	#	70'913	18'943	-	18'943	
PR-1236A1B	043.009.22	Grand Théâtre, frais induits compl.	06.12.2017	#	1'710	1'560	-	1'560	
PR-1233A	050.044.11	Ecu 35, Centre sportif Bois-des-Frères	05.12.2017	#	900	347	52	399	
PR-1235A1	102.570.16	Frank-Thomas, ch., Voie verte, CEVA	05.12.2017	#	260	178	1	179	
PR-1208A	101.850.02	U cyclable rive gauche	18.10.2017	#	1'403	1'218	-	1'218	
PR-1199A1	111.034.22	Administration véhicules lourds	17.10.2017	#	1'766	674	295	969	

e) PR-1243A

Le crédit d'engagement voté pour un montant de kCHF 2'353 est destiné à replanter les arbres abattus pour des raisons sanitaires, ainsi qu'aux travaux d'aménagement de l'allée périphérique de la plaine de Plainpalais. Le dépassement de kCHF 1'255 est dû à la résiliation d'un contrat d'entreprise qui a engendré un ajustement des coûts d'installation et de signalisation de chantiers. Ce crédit en dépassement sera bouclé et intégré à la prochaine PR de bouclément en 2022.

f) PR-1063A1 et PR-1236A1

Les crédits de réalisation votés pour un montant de kCHF 70'913 concernent la rénovation partielle du Grand Théâtre et la création d'une extension en sous-sol. Le dépassement d'un montant de kCHF 5'973 est consécutif à des travaux complémentaires imprévus sur les installations techniques. Ces crédits en dépassement seront bouclés une fois que la PR de bouclément déposée au Conseil municipal le 5 octobre 2021 (PR-1480) sera votée.

	Recettes d'investissement			Autres mouvements				Amortissements cumulés							
	Total des recettes brutes au 01.01.2021	Recettes brutes 2021	Total des recettes brutes au 31.12.2021	Autres mouvements au 31.12.2020	Autres mouvements 2021	Autres mouvements au 31.12.2021	Investissements nets au 31.12.2021	Amortissements cumulés Soldes au 01.01.2021	Amortissements planifiés et préfinancement 2021	Amortissements non planifiés 2021	Mise hors invest. des amortissements 2021	Amortissements au 31.12.2021	Valeurs nettes comptables au 31.12.2021	Dépassement/ (économie) sur les crédits	Notes
	-163	-	-163	-	-	-	1'818	-134	-117	-	-	-251	1'567	332	
	-	-	-	-	-	-	228	-	-	-	-	-	228	272	
	-	-	-	-	-	-	61	-	-	-	-	-	61	379	
	-	-	-	-	-	-	11	-	-	-	-	-	11	137	
	-	-	-	48	-	48	1'699	-170	-170	-	-	-340	1'359	-83	
	-100	-262	-362	-	-	-	119	-12	-4	-	-	-16	103	298	
	-	-	-	-	-	-	28	-	-	-	-	-	28	711	
	-	-	-	-	-	-	4'313	-87	-256	-	-	-342	3'971	11	
	-	-	-	-	-	-	309	-43	-39	-	-	-82	227	30	
	-	-	-	-	-	-	1'707	-320	-214	-	-	-534	1'174	993	
	-	-	-	325	-	325	3'929	-	-	-	-	-	3'929	2'437	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	253	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	106	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	149	
	-	-	-	126	-	126	792	-	-	-	-	-	792	542	
	-	-	-	-	-	-	20'167	-	-224	-	-	-224	19'943	2'343	
	-	-	-	-	-	-	128	-	-5	-	-	-5	123	119	
	-	-	-	-	-	-	107	-	-6	-	-	-6	102	73	
	-	-	-	-	-	-	59	-	-4	-	-	-4	55	58	
	-	-	-	-	-	-	185	-47	-25	-	-	-72	113	121	
	-	-	-	-	-	-	5'871	-1'612	-1'921	-	-	-3'532	2'339	929	
	-	-	-	-	-	-	42	-	-5	-	-	-5	37	58	
	-	-	-	-	-	-	354	-	-	-	-	-	354	8'317	
	-132	-38	-170	-	-	-	3'166	-	-	-	-	-	3'166	4'752	
	-2'662	-72	-2'734	1'067	-	1'067	19'586	-	-142	-	-	-142	19'445	9'976	
	-634	-96	-730	-	-	-	2'360	-72	-79	-	-	-151	2'209	681	
	-4'710	-2'084	-6'793	997	-	997	10'710	-420	-355	-	-	-775	9'936	1'546	
	-191	-	-191	91	-	91	5'319	-	-	-	-	-	5'319	3'809	
	-	-	-	-	-	-	3'608	-45	-45	-	-	-90	3'518	-1'255 e)	
	-	-1'000	-1'000	354	-	354	11'817	-100	-1'182	-	-	-1'282	10'535	499	
	-	-	-	-	-	-	238	-	-	-	-	-	238	56	
	-5'997	-3'000	-8'997	2'731	-	2'731	6'795	-	-53	-	-	-53	6'742	15'394	
	-14'698	-6'552	-21'250	5'740	-	5'740	145'772	-6'430	-5'668	-	-	-12'098	133'674	32'685	
	-3'913	-	-3'913	57'943	-	57'943	72'973	-5'205	-2'435	-	-	-7'640	65'333	-5'973 f)	
	-	-	-	109	-	109	1'669	-163	-56	-	-	-219	1'450	150	
	-	-	-	-	-	-	399	-	-	-	-	-	399	501	
	-	-	-	-	-	-	179	-	-18	-	-	-18	161	81	
	-	-	-	-	-	-	1'218	-113	-61	-	-	-174	1'044	185	
	-	-	-	-	-	-	969	-170	-112	-	-	-282	687	797	

B Crédits en cours (Patrimoine administratif) (suite)

En milliers de francs

Immobilisations						Coûts d'acquisition ou de revient			
Rapport CM	PFI	Désignation Crédit	Date de vote	Clôture	Crédit brut voté	Valeur brute des immobilisations au 01.01.2021	Dépenses brutes 2021	Valeur brute des immobilisations au 31.12.2021	
PR-1199A2	111.034.22	Administration engins spécifiques	17.10.2017	#	2'536	1'076	187	1'263	
PR-1199A3	111.034.22	Administration véhicules légers	17.10.2017	#	1'353	887	134	1'022	
PR-1228A1	091.004.10	Bois-de-la-Bâtie, cheminements	17.10.2017	#	6'733	4'624	1'980	6'604	
PR-1228A2	091.004.14	Bois-de-la Bâtie, espace de loisirs	17.10.2017	#	5'891	2'328	2'429	4'757	
PR-1228A3	046.109.02	Bois-de-la-Bâtie, pavillon et maisonnette	17.10.2017	#	2'113	1'245	718	1'963	
PR-1228A4	046.109.06	Bois-de-la-Bâtie, pavillon maisonnette, mobilier	17.10.2017	#	117	10	47	57	
PR-1207A	101.400.17	Quai du Seujet	27.06.2017	#	1'796	51	1'048	1'099	
PRD-152	050.012.74	Hans-Wilsdorf 4, Patinoire Vernets	27.06.2017	#	340	4	-	4	
PR-1164A1	064.026.10	Logements relais 19 modules mobiles	26.06.2017	#	2'156	2'540	-288	2'252	
PR-1164A2	064.026.12	Logements relais équipement	26.06.2017	#	81	66	-	66	
PR-1141A1	102.067.02	Village-Suisse Gourgaz, rues, extension	05.04.2017	#	1'907	486	1'140	1'626	
PR-1141A2	081.106.02	Village-Suisse Gourgaz, rues, collecteurs	05.04.2017	#	2'565	2'151	3	2'154	
PR-1151A1	101.830.20	Eidguenots av., travaux d'aménagement	04.04.2017	#	1'275	0	0	0	
PR-1151A2	081.103.02	Eidguenots av., Nant-Cayla ch., collecteurs	04.04.2017	#	1'540	875	25	900	
PR-1163A	101.110.12	Mon-Soleil, Colombettes, Rochette, ch.	04.04.2017	#	909	791	27	818	
PR-1189A3	042.095.20	Stand 22, rue, transfert collections ARI	28.03.2017	#	253	5	-	5	
PR-1157A1	091.095.04	Ecoquartier Jonction, aménagement	07.03.2017	#	6'340	4'177	1'153	5'330	
PR-1157A2	091.095.06	Gazomètres rue des, aménagement	07.03.2017	#	2'816	687	1'822	2'509	
PR-1204A	081.008.34	Réseau secondaire d'assainissement	07.03.2017	#	9'034	11'450	2'335	13'785	
PR-1189A1	042.095.20	Stand 22, rue, transfert collections MAH	07.02.2017	#	1'418	1'129	5	1'134	
PR-1189A2	042.095.20	Stand 22, rue, transfert collections MEG	07.02.2017	#	968	769	-	769	
PR-1189A4	042.095.20	Stand 22, rue, transfert collections BGE	07.02.2017	#	448	25	6	31	
PR-1156A1	031.095.06	Saint-Georges 21, bd. construction	18.01.2017	#	31'951	19'317	11'318	30'636	
PR-1156A2	031.095.08	Saint-Georges 21, bd. salle d'éducation physique	18.01.2017	#	217	-	131	131	
PR-1156A3	061.050.06	Saint-Georges 21, bd. mobilier petite enfance	18.01.2017	#	578	-	463	463	
PR-1156A4	043.053.04	Saint-Georges 21, bd. matériel scénique	18.01.2017	#	481	-	-	-	
PR-1156A5	043.053.06	Saint-Georges 21, salle pluridisciplinaire	18.01.2017	#	79	-	-	-	
PR-1156A6	031.095.10	Saint-Georges 21, salle pluridisciplinaire	18.01.2017	#	23	-	-	-	
PR-1156A7	031.095.10	Saint-Georges 21, salle pluridisciplinaire	18.01.2017	#	54	-	-	-	
PR-1156A8	031.095.14	Saint-Georges 21, centrale photovoltaïque	18.01.2017	#	189	-	126	126	
2017					163'112	77'612	25'156	102'768	
PR-1165A1	030.089.06	Berne 50, Ecole Pâquis-Centre, rénovation	23.11.2016	#	32'868	28'777	1'751	30'528	
PR-1165A2	030.089.06	Berne 50, Ecole Pâquis-Centre, pavillons prov.	23.11.2016	#	1'623	993	106	1'099	
PR-1165A3	030.089.10	Berne 50, Ecole Pâquis-Centre, équipement	23.11.2016	#	2'155	1'450	310	1'760	
PRD-96	020.030.06	Fondetec 2018	02.11.2016	#	25'000	7'000	2'500	9'500	
PR-1159A1	031.015.06	Parc Geisendorf, Lamartine 16bis, construction	28.09.2016	#	9'807	9'234	157	9'391	
PR-1159A2	031.015.10	Parc Geisendorf, Lamartine 16bis, mobilier	28.09.2016	#	348	270	13	283	
PR-1159A3	031.015.12	Parc Geisendorf, centrale photovoltaïque	28.09.2016	#	111	73	-1	73	
PR-1170A	101.900.30	Neuve, place de, éclairage public	28.09.2016	#	1'018	601	-	601	
PR-1185	140.015.00	Extension gare Cornavin	27.09.2016	#	120'204	2'788	1'149	3'938	
PR-1137A	112.810.08	Politique énergétique PA	14.09.2016	#	2'715	1'286	-	1'286	
PR-1100A	082.021.06	Quartiers de la Ville, extension Ecopoint	25.05.2016	#	2'835	1'439	838	2'277	
PR-1148A	050.046.08	Neuchâtel 47, Pâquis Centre, piscine	25.05.2016	#	2'450	2'353	-	2'353	

g) PR-1204A

Le crédit d'engagement voté pour un montant de kCHF 9'034 est destiné à la réhabilitation ou la création de réseaux secondaires d'assainissement. Le dépassement d'un montant de kCHF 4'751 est lié à des travaux de rénovation et de construction des collecteurs, sur le secteur du Bouchet. En effet, ces travaux se sont révélés obligatoires à des fins de coordination entre les CFF et les SIG, dans le cadre de la sécurisation de l'alimentation électrique du CEVA (15Kv).

	Recettes d'investissement			Autres mouvements				Amortissements cumulés							
	Total des recettes brutes au 01.01.2021	Recettes brutes 2021	Total des recettes brutes au 31.12.2021	Autres mouvements au 31.12.2020	Autres mouvements 2021	Autres mouvements au 31.12.2021	Investissements nets au 31.12.2021	Amortissements cumulés Soldes au 01.01.2021	Amortissements planifiés et préfinancement 2021	Amortissements non planifiés 2021	Mise hors invest. des amortissements 2021	Amortissements au 31.12.2021	Valeurs nettes comptables au 31.12.2021	Dépassement/ (économie) sur les crédits	Notes
	-	-	-	-	-	-	1'263	-364	-291	-	-	-656	607	1'273	
	-	-	-	-	-	-	1'022	-263	-214	-	-	-476	545	331	
	-	-266	-266	-	-	-	6'338	-	-	-	-	-	6'338	130	
	-	-	-	325	-	325	5'082	-	-	-	-	-	5'082	1'134	
	-	-	-	-	-	-	1'963	-	-113	-	-	-113	1'850	150	
	-	-	-	-	-	-	57	-	-7	-	-	-7	50	59	
	-	-17	-17	-	-	-	1'082	-	-	-	-	-	1'082	696	
	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	4	336	
	-	-	-	-	-	-	2'252	-347	-222	-	-	-569	1'683	-95	
	-	-	-	-	-	-	66	-12	-8	-	-	-20	47	15	
	-	-	-	-	-	-	1'626	-	-	-	-	-	1'626	282	
	-294	-	-294	-	-	-	1'859	-87	-62	-	-	-149	1'710	411	
	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	0	1'275	
	-	-	-	-	-	-	900	-	-	-	-	-	900	640	
	-	-	-	-	-	-	818	-10	-41	-	-	-51	768	91	
	-	-	-	-	-	-	5	0	0	-	-	0	5	248	
	-1'084	-	-1'084	735	-	735	4'980	-179	-204	-	-	-383	4'597	1'010	
	-	-	-	-	-	-	2'509	-	-	-	-	-	2'509	306	
	-840	9	-831	-	-	-	12'954	-203	-243	-	-	-445	12'508	-4'751 g)	
	-	-	-	-	-	-	1'134	-111	-38	-	-	-149	985	285	
	-	-	-	-	-	-	769	-49	-26	-	-	-75	694	200	
	-	-	-	-	-	-	31	0	-1	-	-	-1	29	417	
	-	-	-	-	-	-	30'636	-	-170	-	-	-170	30'465	1'315	
	-	-	-	-	-	-	131	-	-	-	-	-	131	87	
	-	-	-	-	-	-	463	-	-	-	-	-	463	115	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	481	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	79	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	54	
	-	-	-	-	-	-	126	-	-	-	-	-	126	63	
	-6'131	-275	-6'406	59'111	-	59'111	155'474	-7'277	-4'320	-	-	-11'597	143'877	2'401	
	-	-	-	840	-	840	31'368	-1'725	-1'068	-	-	-2'793	28'575	2'339	
	-	-	-	-	-	-	1'099	-568	-266	-	-	-834	266	524	
	-	-	-	-	-	-	1'760	-394	-236	-	-	-630	1'130	395	
	-	-	-	-	-	-	9'500	-766	-894	-	-	-1'660	7'840	15'500	
	-	-250	-250	530	-	530	9'671	-325	-322	-	-	-648	9'023	417	
	-	-	-	-	-	-	283	-67	-39	-	-	-107	176	65	
	-	-	-	-	-	-	73	-	-	-	-	-	73	38	
	-	-	-	77	-	77	678	-	-	-	-	-	678	417	
	-	-	-	-	-	-	3'938	-56	-	56	-	-	3'938	116'266	
	-	-	-	-	-	-	1'286	-289	-130	-	-	-420	866	1'430	
	-126	-35	-161	-	-	-	2'116	-	-	-	-	-	2'116	558	
	-	-	-	101	-	101	2'454	-573	-245	-	-	-818	1'636	97	

B Crédits en cours (Patrimoine administratif) (suite)

En milliers de francs

Immobilisations						Coûts d'acquisition ou de revient			
Rapport CM	PFI	Désignation Crédit	Date de vote	Clôture	Crédit brut voté	Valeur brute des immobilisations au 01.01.2021	Dépenses brutes 2021	Valeur brute des immobilisations au 31.12.2021	
PR-1122A7	102.605.07	Saint-Georges, bd. de, aménagement	27.04.2016	#	350	-	-	-	
PR-1166A	044.039.01	Saint-Antoine, fouilles archéologiques	27.04.2016	#	1'230	1'367	103	1'470	
PR-1069A1	112.810.02	CADéco Jonction PA raccordement	05.04.2016	#	326	-	-	-	
PR-1129A1	101.830.14	Velours ch. du, réaménagement	14.03.2016	#	6'081	3'810	22	3'832	
PA-123A	101.054.09	Coulouvrenière pont, élargissement	10.02.2016	#	370	-	-	-	
PR-1142A	130.031.00	CEVA domaine public	09.02.2016	#	100	-	-	-	
PR-1150A1	081.117.01	PLQ Godefroy, réseau d'assainissement	09.02.2016	#	59	-	-	-	
PR-1150A2	101.830.29	PLQ Godefroy, réaménag. domaine public	09.02.2016	#	171	-	-	-	
PR-1124A	091.092.06	Dix pataugeoires, locaux et systèmes de traitement	25.01.2016	#	3'127	2'179	-28	2'150	
PR-1127A	091.104.02	Végétalisation du domaine public	25.01.2016	#	6'411	3'058	1'613	4'671	
PR-1143A	091.080.06	Saint-Jean, falaises de, assainissement	19.01.2016	#	3'086	194	33	227	
PR-994AB	091.018.14	Plainpalais plaine, allée périphérique	19.01.2016	#	8'072	7'384	134	7'518	
					2016	230'518	74'256	8'701	82'957
PR-1114A2	102.750.22	Bergues, quai des, aménagement	28.10.2015	#	5'200	5'001	12	5'013	
PR-1116A1	101.900.10	Remplacement de 800 luminaires	03.06.2015	#	1'403	757	51	808	
PR-1116A2	101.900.14	Remplacement 920 supports d'éclairage	03.06.2015	#	2'404	839	331	1'171	
PR-1085A1	043.007.04	Nouvelle Comédie, construction	20.05.2015	#	97'060	94'581	1'872	96'452	
PR-1085A2	043.007.04	Nouvelle Comédie, matériel scénique	20.05.2015	#	722	349	282	631	
PR-1085A4	043.007.10	Nouvelle Comédie, mobilier p/utilisateurs	20.05.2015	#	1'220	736	211	947	
PR-1085A5	043.007.10	Nouvelle Comédie, matériel technique	20.05.2015	#	1'357	1'389	491	1'880	
PR-1082A1	111.034.18	Administration municipale Véhicules	29.04.2015	#	2'372	1'044	260	1'305	
PR-1082A2	111.034.18	Administration municipale Véhicules	29.04.2015	#	5'923	4'133	242	4'376	
PR-1105A2	073.028.08	Renouvellement véhicules SIS	29.04.2015	#	513	569	-	569	
PR-1084A	091.098.02	Saules, sentier des, aménagement	17.02.2015	#	1'044	15	0	15	
PR-1061A	101.702.11	Assainissement bruit routier	26.01.2015	#	1'944	396	111	506	
PR-1081A2	081.502.04	Chamonix-Viollier, promenade	20.01.2015	#	1'669	719	10	729	
PR-1081A3	081.502.08	CEVA gare des Eaux-Vives	20.01.2015	#	9'539	6'336	568	6'904	
					2015	132'370	116'864	4'443	121'307
PR-1065A1	111.030.30	3ème PSIC - Plan biennal systèmes d'information	28.10.2014	#	6'400	5'473	204	5'677	
PR-1065A2	111.030.28	3ème PSIC - Plan biennal systèmes d'information	28.10.2014	#	220	147	-	147	
PR-1071A	091.011.04	Onze parcs publics, squares et promenades	08.10.2014	#	2'967	2'654	226	2'879	
PR-1060A	102.752.05	"Stratégie de piétonisation"	04.06.2014	#	2'335	2'418	-	2'418	
PR-1054A	102.020.07	Zones 30 km/h	21.05.2014	#	500	261	-	261	
PR-1051A	101.850.01	Promotion du vélo	05.05.2014	#	457	312	-	312	
PR-1075	011.052.10	FVGLS création, acquisition logements	05.05.2014	#	35'000	19'626	-2'945	16'681	

h) PR-1166A

Le crédit d'engagement voté pour un montant de kCHF 1'230 est destiné à l'étude de la valorisation et de la conservation des fouilles archéologiques du bastion Saint-Antoine. Le dépassement d'un montant de kCHF 240 sera couvert par la PR-1393, déposée au Conseil municipal le 4 février 2020.

i) PR-1085A5

Le crédit d'engagement voté de kCHF 1'357 est destiné à l'équipement en matériel scénique mobile et en matériel technique de la nouvelle Comédie de Genève. Le dépassement d'un montant de kCHF 523 résulte d'investissements complémentaires en matériel de scène et technique. Ce dépassement donnera lieu à une demande de crédit complémentaire au bouclage de la PR, étant entendu que ce dépassement, est par ailleurs financé par un revenu kCHF 800 déjà reçu du fonds intercommunal.

j) PR-1105A2

Le crédit d'engagement voté d'un montant de kCHF 513 était destiné au renouvellement de huit voitures automobiles légères. Le dépassement d'un montant de kCHF 56 résulte d'une modification du cahier des charges liées à des changements législatifs et à l'évolution des missions opérationnelles du Service d'incendie et de secours, visant à une amélioration de la sécurité. Ce dépassement a fait l'objet d'une demande de crédit complémentaire auprès du Conseil municipal en date du 16 janvier 2019 (PR-1336) et est actuellement à l'examen en commission.

	Recettes d'investissement			Autres mouvements				Amortissements cumulés							
	Total des recettes brutes au 01.01.2021	Recettes brutes 2021	Total des recettes brutes au 31.12.2021	Autres mouvements au 31.12.2020	Autres mouvements 2021	Autres mouvements au 31.12.2021	Investissements nets au 31.12.2021	Amortissements cumulés Soldes au 01.01.2021	Amortissements planifiés et préfinancement 2021	Amortissements non planifiés 2021	Mise hors invest. des amortissements 2021	Amortissements au 31.12.2021	Valeurs nettes comptables au 31.12.2021	Dépassement/ (économie) sur les crédits	Notes
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	350	
	-	-	-	-	-	-	1'470	-	-	-	-	-	1'470	-240	h)
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	326	
	-1'050	-77	-1'127	-	-	-	2'706	-235	-134	-	-	-369	2'336	2'249	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	370	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	59	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	171	
	-29	-	-29	-	-	-	2'122	-623	-214	-	-	-837	1'284	977	
	-	-	-	-	-	-	4'671	-806	-552	-	-	-1'358	3'313	1'740	
	-	-	-	-	-	-	227	-	-	-	-	-	227	2'859	
	-	-	-	-	-	-	7'518	-762	-315	-	-	-1'078	6'440	554	
	-1'204	-362	-1'566	1'548	-	1'548	82'939	-7'191	-4'416	56	-	-11'551	71'388	147'561	
	-	-	-	-	-	-	5'013	-270	-251	-	-	-520	4'493	187	
	-164	-7	-171	-	-	0	637	-58	-57	-	-	-116	521	595	
	-	-	-	0	-	-	1'171	-86	-84	-	-	-169	1'001	1'233	
	-33'750	-11'250	-45'000	-	-	-	51'452	-169	-1'714	-	-	-1'883	49'569	608	
	-	-	-	-	-	-	631	-	-63	-	-	-63	568	91	
	-	-	-	-	-	-	947	-	-118	-	-	-118	829	273	
	-800	-	-800	-	-	-	1'080	-85	-140	-	44	-181	726	-523	i)
	-	-	-	-	-	-	1'305	-410	-103	-	-	-513	792	1'067	
	-6	-	-6	-	-	-	4'370	-3'266	-959	-	-	-4'224	145	1'547	
	-	-	-	-	-	-	569	-455	-114	-	-	-569	-	-56	j)
	-	-	-	-	-	-	15	-	-	-	-	-	15	1'029	
	-32	-17	-49	-	-	-	458	-	-	-	-	-	458	1'438	
	-	-	-	-	-	-	729	-	-	-	-	-	729	941	
	-	-	-	-	-	-	6'904	-	-	-	-	-	6'904	2'635	
	-34'753	-11'274	-46'026	-	-	-	75'280	-4'798	-3'603	-	44	-8'357	66'751	11'063	
	-	-	-	-	-	-	5'677	-5'473	-204	-	-	-5'677	-	723	
	-	-	-	-	-	-	147	-147	-	-	-	-147	-	73	
	-	-	-	-	-	-	2'879	-380	-147	-	-	-527	2'352	87	
	-172	-	-172	-	-	-	2'245	-	-	-	-	-	2'245	-83	
	-	-	-	-	-	-	261	-	-	-	-	-	261	239	
	-	-	-	-	-	-	312	-	-	-	-	-	312	145	
	-	-	-	-	-	-	16'681	-	-	-	-	-	16'681	18'319	

B Crédits en cours (Patrimoine administratif) (suite)

En milliers de francs

Immobilisations						Coûts d'acquisition ou de revient			
Rapport CM	PFI	Désignation Crédit	Date de vote	Clôture	Crédit brut voté	Valeur brute des immobilisations au 01.01.2021	Dépenses brutes 2021	Valeur brute des immobilisations au 31.12.2021	
PR-1033A1	111.047.12	10ème PAM - Renouv. mobilier, machines DCTN	25.03.2014	#	1'340	1'195	69	1'264	
PR-1033A2	111.047.12	10ème PAM - Renouv. mobilier, machines SPO	25.03.2014	#	70	59	-	59	
PR-1033A3	111.047.12	10ème PAM - Renouv. mobilier, machines SIS	25.03.2014	#	874	861	-	861	
PR-979AB2	041.017.04	Minoteries, bibliothèque, discothèque	25.03.2014	#	244	108	-	108	
PR-1048A	102.605.20	Sainte-Clotilde, av., îlot et ses abords	18.03.2014	#	5'122	4'405	27	4'431	
					2014	55'528	37'519	-2'420	35'099
PR-1020A	120.015.01	Praille-Acacias-Vernets, quartier du PAV	20.11.2013	#	458	383	21	403	
PR-1006A2	101.400.60	Jonction, viaduc de la	25.06.2013	#	1'559	1'045	-	1'045	
PR-1014A1	042.034.11	Carl-Vogt 65, bd, Musée d'Ethnographie	14.05.2013	#	429	297	-	297	
PR-972A1	042.095.06	Stand 22, rue du, dépôts de biens culturels	06.05.2013	#	53'618	50'795	154	50'949	
PR-972A11	042.095.18	Stand 22, rue du; MHN et MHS	06.05.2013	#	195	154	-	154	
PR-972A3	042.095.10	St-Georges 41, bd, MHN, MHS, collections	06.05.2013	#	1'730	1'561	-	1'561	
PR-972A6	042.095.14	Stand 22, rue du; collections MEG	06.05.2013	#	31	7	-	7	
PR-972A7	042.095.14	Stand 22, rue du; collections FMAC	06.05.2013	#	37	5	-	5	
PR-972A8	042.095.14	Stand 22, rue du; collections Ariana	06.05.2013	#	46	-	-	-	
PR-972A9	042.095.14	St-Georges 41 bd, mobilier BGE	06.05.2013	#	15	-	-	-	
PR-951A	042.044.05	Puits-Saint-Pierre 6, rue du, Maison Tavel	15.04.2013	#	990	-	-	-	
PR-996AI	101.044.08	Paix, av. de la, partie basse	20.02.2013	#	9'996	744	84	828	
PR-965A1	103.005.04	Vélos en libre service (VLS)	16.01.2013	#	1'944	6	-	6	
PR-965AI1	103.005.04	Stations de vélos en libre service (VLS)	16.01.2013	#	1'537	286	-	286	
PR-1002A	020.018.03	Etude projets Gare routière	15.01.2013	#	650	345	-	345	
					2013	73'234	55'626	259	55'884
PR-915AV	101.830.16	Malagnou, Rieu, aménagements routiers	15.10.2012	#	141	14	0	14	
PR-948A	106.507.02	Arrêts de tram, rehaussement des quais	15.10.2012	#	6'721	3'839	29	3'868	
PR-957AI1	102.502.05	CEVA - Eaux-Vives, nouvelle gare	15.10.2012	#	2'229	2'544	-184	2'360	
PR-886A	020.014.09	Châtelaine 43, av. de, ZIC	26.06.2012	#	1'420	143	-	143	
PR-918A	111.030.27	Préparation dossiers papier du personnel VGE	26.06.2012	#	960	-	-	-	
PR-929AB2	111.034.14	79 véhicules légers, 36 engins & 21 deux-roues	26.06.2012	#	5'832	3'735	131	3'866	
PR-929AB4	111.034.16	11 véhicules légers et 10 engins spécifiques	26.06.2012	#	2'572	2'227	56	2'284	
PR-836A	041.022.08	BGE et CJB désacidification	09.05.2012	#	600	579	-	579	
PR-909A	101.702.10	Travaux d'assainissement du bruit routier (OPB)	21.03.2012	#	8'111	7'290	3'016	10'306	
PR-876AI1	042.037.08	Lausanne 192 rue, mobilier	20.03.2012	#	501	358	17	375	
PR-917A	050.065.04	Eaux-Vives, pôle de la gare des	22.02.2012	#	11'971	2'933	-	2'933	
					2012	41'057	23'662	3'065	26'727
PR-911A	092.012.05	Etude divers projets	13.12.2011	#	761	427	-6	422	
PR-750AB	050.065.01	Gare des Eaux-Vives, crèche, sport et jeunesse	23.11.2011	#	4'900	5'586	1'216	6'802	

k) PR-909A

Le crédit d'engagement voté d'un montant de kCHF 8'111 est destiné aux travaux d'assainissement du bruit routier (OPB) par la mise en place de revêtements bitumeux phonoabsorbants « nouvelle génération ». Le dépassement d'un montant de kCHF 2'194 est lié à la nécessité de répondre au besoin d'assainissement du bruit routier par la pose de revêtement phonoabsorbant mais également en raison des impératifs de coordination temporels des travaux avec des tiers impliqués. Une seconde demande de crédit pour l'assainissement du bruit routier a été déposée le 24 novembre 2020 (PR-1431) et est actuellement à l'examen en Commission.

l) PR-750AB

Le crédit d'étude voté d'un montant de kCHF 4'900 portait sur un concours d'architecte concernant un complexe crèche, sport et jeunesse situé sur le site de la gare des Eaux-Vives. Le dépassement d'un montant de kCHF 1'902 est dû à la réalisation de prestations supplémentaires liées à des adaptations du projet ainsi qu'à la complexité du contexte général du secteur de la gare des Eaux-Vives. Ce crédit d'étude sera intégré en 2022 au crédit de réalisation (PR-1421), voté par le Conseil municipal le 18 mai 2021.

	Recettes d'investissement			Autres mouvements				Amortissements cumulés							
	Total des recettes brutes au 01.01.2021	Recettes brutes 2021	Total des recettes brutes au 31.12.2021	Autres mouvements au 31.12.2020	Autres mouvements 2021	Autres mouvements au 31.12.2021	Investissements nets au 31.12.2021	Amortissements cumulés Soldes au 01.01.2021	Amortissements planifiés et préfinancement 2021	Amortissements non planifiés 2021	Mise hors invest. des amortissements 2021	Amortissements au 31.12.2021	Valeurs nettes comptables au 31.12.2021	Dépassement/ (économie) sur les crédits	Notes
	-	-	-	-	-	-	1'264	-799	-188	-	-	-987	278	76	
	-	-	-	-	-	-	59	-39	-10	-	-	-49	10	11	
	-	-	-	-	-	-	861	-861	-	-	-	-861	-	13	
	-	-	-	-	-	-	108	-22	-11	-	-	-32	75	136	
	-719	-	-719	-	-	-	3'712	-184	-186	-	-	-370	3'342	691	
	-891	-	-891	-	-	-	34'208	-7'906	-745	-	-	-8'651	25'557	20'429	
	-	-	-	-	-	-	403	-300	-104	-	-	-403	-	55	
	-	-	-	-	-	-	1'045	-9	-52	-	-	-61	984	514	
	-	-	-	-	-	-	297	-297	-	-	-	-297	-	132	
	-166	-	-166	-	-	-	50'783	-4'429	-1'696	-	-	-6'125	44'658	2'669	
	-	-	-	-	-	-	154	-154	-	-	-	-154	-	41	
	-750	-	-750	-	-	-	811	-81	-27	-	-	-108	703	169	
	-	-	-	-	-	-	7	-1	-1	-	-	-2	4	25	
	-	-	-	-	-	-	5	-2	-1	-	-	-3	3	32	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	46	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	990	
	-53	-	-53	-	-	-	775	-	-	-	-	-	775	9'168	
	-	-	-	-	-	-	6	-6	-	-	-	-6	-	1'938	
	-	-	-	-	-	-	286	-286	-	-	-	-286	-	1'251	
	-	-	-	-	-	-	345	-	-	-	-	-	345	305	
	-969	-	-969	-	-	-	54'915	-5'564	-1'880	-	-	-7'444	47'471	17'350	
	-14	-	-14	-	-	-	0	-	-	-	-	-	-	127	
	-1'515	-	-1'515	-	-	-	2'352	-1'849	-168	-	-	-2'017	335	2'853	
	-61	-	-61	-1'067	-	-1'067	1'231	-	-	-	-	-	1'231	-131	
	-	-	-	-	-	-	143	-143	-	-	-	-143	-	1'277	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	960	
	-143	-	-143	-	-	-	3'723	-3'479	-208	-	-	-3'687	37	1'966	
	-5	-	-5	-	-	-	2'279	-2'210	-17	-	-	-2'227	52	288	
	-	-	-	-	-	-	579	-579	-	-	-	-579	-	21	
	-458	-	-458	-	-	-	9'848	-312	-240	-	-	-552	9'296	-2'194 k)	
	-358	-17	-375	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	126	
	-1'883	-	-1'883	3'390	-	3'390	4'441	-388	-148	-	-	-536	3'905	9'038	
	-4'437	-17	-4'454	2'323	-	2'323	24'596	-8'959	-781	-	-	-9'740	14'856	14'331	
	-	-	-	-126	-	-126	296	-	-	-	-	-	296	340	
	-185	-	-185	-	-	-	6'617	-	-	-	-	-	6'617	-1'902 l)	

B Crédits en cours (Patrimoine administratif) (suite)

En milliers de francs

Immobilisations						Coûts d'acquisition ou de revient			
Rapport CM	PFI	Désignation Crédit	Date de vote	Clôture	Crédit brut voté	Valeur brute des immobilisations au 01.01.2021	Dépenses brutes 2021	Valeur brute des immobilisations au 31.12.2021	
PR-753AI/AIII	091.018.10	Plaine de Plainpalais, réfection	23.05.2011	#	14'995	15'429	-	15'429	
PR-819AI	102.750.16	Pradier square, aménagement	18.05.2011	#	3'295	105	-	105	
PR-819AII	081.069.02	Pradier square, collecteurs	18.05.2011	#	831	-	-	-	
PR-824A	120.011.01	Voie verte d'agglomération	18.05.2011	#	508	874	-392	482	
PR-811A	050.066.02	Equipements sportifs Proxisports	20.04.2011	#	855	744	73	817	
PR-833AI/AII	073.030.03	Etraz 128 route, ctre de Richelien	16.02.2011	#	2'349	2'584	-	2'584	
PR-837AI	111.030.24	2ème PSIC - Plan biennal systèmes d'info.	16.02.2011	#	7'141	6'353	316	6'669	
PR-837AIV	111.030.26	Numérisation des dossiers du personnel	16.02.2011	#	300	-	-	-	
PR-784A	102.020.02	Aménagement de zone à 30 km/h	19.01.2011	#	1'289	686	-	686	
PR-790A	042.041.03	Gourgaz 7, BAC, dépollution	18.01.2011	#	2'400	7	828	835	
2011					39'624	32'797	2'034	34'831	
PR-807A	112.042.03	La Grange, villa, rénovation salons	11.12.2010	#	800	132	453	585	
PA-116	043.054.02	Espace diffusion musiques amplifiées	03.11.2010	#	700	523	-	523	
PR-756A	030.025.16	William-Lescage 12, école Cayla	18.05.2010	#	625	516	1	517	
2010					2'125	1'171	455	1'625	
PR-721A	010.000.04	La Perle du Lac, rénovation restaurant	12.12.2009	#	150	455	-	455	
PR-667A	101.400.15	Ecluse du Seujet - Phase 2	01.12.2009	#	557	274	-	274	
PR-698A2	111.030.14	1 ^{er} PSIC - Plan biennal systèmes d'info.	01.12.2009	#	6'969	6'358	133	6'491	
PR-698A3	111.007.20	Système de gestion du parc immobilier	01.12.2009	#	880	577	235	812	
PR-698A4	111.030.16	Système d'information et équipement CM 2	01.12.2009	#	200	192	2	194	
PR-665A	073.030.02	Etraz 128 route, ctre de Richelien	18.05.2009	#	3'261	3'751	-	3'751	
PR-664A	042.024.10	Impératrice 1, ch. de - CJB, BOT V	13.05.2009	#	82	63	-	63	
PR-664A3	042.024.08	Impératrice 1, ch. de - CJB, BOT V	13.05.2009	#	307	301	-	301	
2009					12'406	11'972	370	12'342	
PR-610A	101.400.30	Bois-de-la-Bâtie, passerelle	17.12.2008	#	387	-	-	-	
PR-588A	106.520.08	Plan directeur TPG 2020	28.04.2008	#	4'580	4'379	264	4'642	
PR-569A	070.002.00	POLYCOM - Réseau télécom sécurité	16.01.2008	#	5'350	4'016	365	4'381	
2008					10'317	8'395	629	9'024	
PR-471A	040.026.01	Accessibilité mobilité réduite bâtiments culturels	08.05.2007	#	2'580	2'124	-	2'124	
2007					2'580	2'124	-	2'124	
PR-387AB	102.033.03	Mont-Blanc pont, passerelle piétonne	08.11.2006	#	1'420	1'115	47	1'161	
PR-393A	101.004.03	Pistes et bandes cyclables	17.05.2006	#	1'940	1'710	2	1'712	

m) PR-753AI+AIII

Le crédit voté de kCHF 14'995 portait sur les projets du skatepark ainsi que sur la rénovation du réseau collecteur de l'avenue du Mail. Le dépassement de kCHF 435 est dû à des hausses de tarifs conjoncturelles sur les travaux de rénovation du réseau collecteur ainsi qu'une surface de réalisation plus importante que prévue pour le skatepark. Ce crédit en dépassement sera bouclé et intégré à la prochaine PR de bouclément qui sera déposée en 2022.

n) PR-833AI – PR833AII – PR-665

Le crédit voté d'un montant de kCHF 3'261 est destiné au réaménagement du Centre d'instruction et de formation (CIF) à Versoix. Il présente un dépassement d'un montant de kCHF 490. Deux crédits complémentaires ont été votés en 2011 (PR-833AI/AII) pour un montant de kCHF 2'349. Ils présentent un dépassement d'un montant de kCHF 235. Les dépassements résultent d'exigences complémentaires liées à la protection des rives de la Versoix, intervenues après le vote des crédits complémentaires et d'une pollution des terres notablement plus importante qu'initialement prévue. Ces crédits en dépassement seront bouclés et intégrés dans une PR de bouclément déposée courant 2022.

o) PR-721A

Le crédit d'étude voté d'un montant de kCHF 150 est destiné aux frais d'étude de la rénovation du restaurant de la Perle du Lac. Le dépassement d'un montant de kCHF 305 résulte de demandes de modification dans le programme de travaux.

	Recettes d'investissement			Autres mouvements			Investissements nets au 31.12.2021	Amortissements cumulés					Valeurs nettes comptables au 31.12.2021	Dépassement/ (économie) sur les crédits	Notes
	Total des recettes brutes au 01.01.2021	Recettes brutes 2021	Total des recettes brutes au 31.12.2021	Autres mouvements au 31.12.2020	Autres mouvements 2021	Autres mouvements au 31.12.2021		Amortissements cumulés Soldes au 01.01.2021	Amortissements planifiés et préfinancement 2021	Amortissements non planifiés 2021	Mise hors invest. des amortissements 2021	Amortissements au 31.12.2021			
	-431	-	-431	-	-	-	14'998	-3'998	-500	-	-	-4'498	10'500	-435	m)
	-	-	-	-	-	-	105	-105	-	-	-	-105	-	3'190	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	831	
	-	-	-	-	-	-	482	-	-	-	-	-	482	26	
	-	-	-	-	-	-	817	-219	-73	-	-	-291	526	38	
	-	-	-	-	-	-	2'584	-2'067	-258	-	-	-2'326	258	-235	n)
	-	-	-	-	-	-	6'669	-6'335	-148	-	-	-6'483	186	472	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	300	
	-	-	-	-	-	-	686	-221	-31	-	-	-252	434	603	
	-	-	-	-	-	-	835	-	-	-	-	-	835	1'565	
	-616	-	-616	-126	-	-126	34'089	-12'946	-1'010	-	-	-13'956	20'133	4'793	
	-	-	-	-	-	-	585	-	-	-	-	-	585	215	
	-	-	-	-	-	-	523	-523	-	-	-	-523	-	177	
	-	-	-	-	-	-	517	-129	-52	-	-	-181	336	107	
	-	-	-	-	-	-	1'625	-652	-52	-	-	-704	921	499	
	-	-	-	-	-	-	455	-455	-	-	-	-455	-	-305	o)
	-	-	-	-	-	-	274	-274	-	-	-	-274	-	283	
	-	-	-	-	-	-	6'491	-6'259	-96	-	-	-6'355	136	478	
	-	-	-	-	-	-	812	-577	-235	-	-	-812	-	68	
	-	-	-	-	-	-	194	-192	-2	-	-	-194	-	6	
	-	-	-	-	-	-	3'751	-2'986	-382	-	-	-3'369	382	-490	n)
	-63	-	-63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19	
	-301	-	-301	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6	
	-364	-	-364	-	-	-	11'977	-10'745	-714	-	-	-11'459	518	64	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	387	
	-749	-17	-765	-	-	-	3'877	-268	-183	-	-	-450	3'427	-62	
	-4	-	-4	-	-	-	4'377	-4'012	-365	-	-	-4'377	-	969	
	-753	-17	-770	-	-	-	8'254	-4'280	-548	-	-	-4'827	3'427	1'293	
	-	-	-	-	-	-	2'124	-1'702	-240	-	-	-1'942	182	456	
	-	-	-	-	-	-	2'124	-1'702	-240	-	-	-1'942	182	456	
	-	-	-	-	-	-	1'161	-	-	-	-	-	1'161	259	
	-	-	-	-	-	-	1'712	-188	-71	-	-	-259	1'453	228	

B Crédits en cours (Patrimoine administratif) (suite et fin)

En milliers de francs

Immobilisations						Coûts d'acquisition ou de revient			
Rapport CM	PFI	Désignation Crédit	Date de vote	Clôture	Crédit brut voté	Valeur brute des immobilisations au 01.01.2021	Dépenses brutes 2021	Valeur brute des immobilisations au 31.12.2021	
			2006		3'360	2'825	48	2'873	
PR-354A	081.003.03	Plan général d'évacuation des eaux	18.05.2005	#	3'314	3'426	144	3'571	
PR-375	030.099	Châteaubriand 1, place De-, école	18.01.2005	#	1'440	1'440	-	1'440	
			2005		4'754	4'866	144	5'011	
PR-273AB	102.066.01	Eaux-Vives, quartier, aménagement	07.04.2004	#	1'020	154	-	154	
PR-246A	102.038.05	Grenus, Etuves, Rousseau, aménagement	21.01.2004	#	468	233	-	233	
			2004		1'488	387	-	387	
PR-172A	102.020.01	Zones 30km/h en ville	12.02.2003	#	4'152	2'960	828	3'788	
			2003		4'152	2'960	828	3'788	
PR-191A2	106.081.08	Cornavin, garage	25.06.2002	#	3'978	1'282	-	1'282	
			2002		3'978	1'282	-	1'282	
PR-142A	140.100.00	Fondation des parkings (Prieuré)	20.06.1989	#	-	-	-	-	
			1989		-	-	-	-	
PR-41A	050.014.01	Stade de Frontenex	26.04.1988	#	545	272	-	272	
			1988		545	272	-	272	
Total crédits en cours (Patrimoine administratif)					1'148'922	616'137	96'192	712'329	

	Recettes d'investissement			Autres mouvements				Amortissements cumulés							
	Total des recettes brutes au 01.01.2021	Recettes brutes 2021	Total des recettes brutes au 31.12.2021	Autres mouvements au 31.12.2020	Autres mouvements 2021	Autres mouvements au 31.12.2021	Investissements nets au 31.12.2021	Amortissements cumulés Soldes au 01.01.2021	Amortissements planifiés et préfinancement 2021	Amortissements non planifiés 2021	Mise hors invest. des amortissements 2021	Amortissements au 31.12.2021	Valeurs nettes comptables au 31.12.2021	Dépassement/ (économie) sur les crédits	Notes
	-	-	-		-		2'873	-188	-71	-	-	-259	2'614	487	
	-1'733	-	-1'733	-	-	-	1'838	-1'694	-144	-	-	-1'838	-	-257	
	-	-	-	-	-	-	1'440	-768	-48	-	-	-816	624	-	
	-1'733	-	-1'733	-	-	-	3'278	-2'462	-192	-	-	-2'654	624	-257	
	-	-	-	-	-	-	154	-154	-	-	-	-154	-	866	
	-	-	-	-	-	-	233	-233	-	-	-	-233	-	235	
	-	-	-		-		387	-387	-	-	-	-387	-	1'101	
	-	-	-	-	-	-	3'788	-2'765	-256	-	-	-3'021	767	364	
	-	-	-	-	-	-	3'788	-2'765	-256	-	-	-3'021	767	364	
	-174	-	-174	-	-	-	1'108	-111	-37	-	-	-148	960	2'696	
	-174	-	-174	-	-	-	1'108	-111	-37	-	-	-148	960	2'696	
	-107	-2	-109	1'194	-	1'194	1'085	-	-	-	-	-	1'085	-	
	-107	-2	-109	1'194	-	1'194	1'085	-	-	-	-	-	1'085	-	
	-	-	-	-	-	-	272	-272	-	-	-	-272	-	273	
	-	-	-	-	-	-	272	-272	-	-	-	-272	-	273	
	-68'278	-21'740	-90'018	70'994	-	70'994	693'306	-85'079	-26'395	56	44	-111'374	581'759	378'650	

C Crédits terminés dans l'année (Patrimoine administratif)

En milliers de francs

Immobilisations						Coûts d'acquisition ou de revient			
Rapport CM	PFI	Désignation Crédit	Date de vote	Clôture	Crédit brut voté	Valeur brute des immobilisations au 01.01.2021	Dépenses brutes 2021	Valeur brute des immobilisations au 31.12.2021	
PR-1369A	044.041.04	Rodolphe-Toepffer 9, Eglise russe	09.09.2020	31.12.2021	408	408	-	408	
2020					408	408	-	408	
PR-1314A	043.009.34	Fondation du Grand Théâtre	04.12.2018	10.08.2021	2'592	2'517	75	2'592	
PR-1306A	082.050.10	Ancienne décharge Nant des Grandes-Communes	11.09.2018	04.05.2021	170	135	-	135	
PR-1260A	050.059.10	Fr.-Dussaud 12, Queue d'Arve	06.06.2018	08.12.2021	2'451	2'217	56	2'273	
PR-1224A2	081.107.02	Champ-Baron ch. du, PLQ,	11.04.2018	15.11.2021	303	271	-	271	
PR-1271A3	073.031.16	Vieux-Billard, Asters, Frontenex, casernes	10.04.2018	05.11.2021	282	176	66	241	
PR-1251A2	043.051.08	Charles-Sturm 15, rue, pavillon danse	07.02.2018	02.11.2021	79	-	79	79	
PR-1272	044.044.02	St-François de Sales, fondation paroisse	16.01.2018	31.12.2021	326	-	326	326	
2018					6'203	5'316	602	5'918	
PR-1236A4	043.009.32	GTG place Neuve	06.12.2017	19.04.2021	378	378	-	378	
PR-1237	091.007.14	Gustave-Ador, quai; Baby Plage	06.06.2017	28.04.2021	79	78	-	78	
2017					457	456	-	456	
PR-1152A2	081.050.00	Voltaire rue, remplacement collecteur	28.09.2016	03.11.2021	2'541	1'997	-	1'997	
PR-1161A3	071.004.08	Nant 2, r. du; Mairie 37, r., mobilier	28.09.2016	31.12.2021	42	40	-	40	
PR-1149A2	081.021.18	Beulet rue, Warens, Gallatin av.	27.06.2016	01.02.2021	1'398	700	-	700	
PR-1177A	046.110.02	Décorations et guirlandes lumineuses	25.05.2016	14.12.2021	1'763	1'735	24	1'760	
PR-1129A2	081.048.00	Velours, ch. du, assainissement	14.03.2016	14.12.2021	872	436	5	441	
PR-1128A	091.091.06	Gestion des forêts Ville de Genève	10.02.2016	15.03.2021	1'202	1'200	-	1'200	
PR-1132A	073.023.04	SIS, protection respiratoire	25.01.2016	31.12.2021	2'500	2'098	63	2'161	
2016					10'319	8'207	92	8'299	
PR-1114A1	101.400.84	Bergues, quai des, travaux de déconstruction	28.10.2015	16.03.2021	6'300	5'160	-	5'160	
PR-1113A	046.107.02	Cinéma Cinélux, Scala, City, Nord-Sud	21.05.2015	21.10.2021	3'460	3'460	-	3'460	
2015					9'760	8'620	-	8'620	
PR-1072A	102.101.02	Parc de bancs publics	17.09.2014	30.11.2021	900	882	3	885	
PR-1063A2	043.009.20	Grand Théâtre, François-Diday, élévateur	20.05.2014	03.11.2021	984	874	-	874	
PR-979AB3	041.017.06	Minoteries 1-3-5-7, Carouge 98-100-102	25.03.2014	31.12.2021	546	449	8	457	
2014					2'430	2'204	11	2'216	
PR-981A1	031.068.10	Chandieu, périmètre	19.03.2013	28.10.2021	65'495	60'240	0	60'240	
PR-981AII	031.068.14	Chandieu, groupe scolaire	19.03.2013	08.12.2021	1'746	1'245	4	1'248	
2013					67'241	61'485	4	61'488	
PR-915AI	081.007.02	Le-Corbusier/Chevillarde, rue/chemin	15.10.2012	03.11.2021	7'641	6'237	-	6'237	
PR-915AIV	101.701.06	Malagnou, route, bruit routier OPB	15.10.2012	31.12.2021	1'849	1'116	2	1'118	
2012					9'491	7'353	2	7'355	
PR-722A	111.047.11	9ème PAM - Renouvellement mobilier et machines	19.04.2011	31.12.2021	2'845	2'792	7	2'798	
2011					2'845	2'792	7	2'798	
Total crédits terminés dans l'année (Patrimoine administratif)					109'153	96'840	717	97'558	

	Recettes d'investissement			Autres mouvements				Amortissements cumulés							
	Total des recettes brutes au 01.01.2021	Recettes brutes 2021	Total des recettes brutes au 31.12.2021	Autres mouvements au 31.12.2020	Autres mouvements 2021	Autres mouvements au 31.12.2021	Investissements nets au 31.12.2021	Amortissements cumulés Soldes au 01.01.2021	Amortissements planifiés et préfinancement 2021	Amortissements non planifiés 2021	Mise hors invest. des amortissements 2021	Amortissements au 31.12.2021	Valeurs nettes comptables au 31.12.2021	Dépassement/ (économie) sur les crédits	Notes
	-	-	-	-	-	-	408	-	-82	-	-	-82	326	-	
	-	-	-	-	-	-	408	-	-82	-	-	-82	326	-	
	-1'500	-	-1'500	-	-	-	1'092	-178	-111	-	-	-289	803	-	
	-	-	-	-	-	-	135	-3	-3	-	-	-6	129	35	
	-	-	-	-	-	-	2'273	-148	-228	-	-	-376	1'897	178	
	-47	-	-47	-	-	-	224	-6	-6	-	-	-11	212	32	
	-	-	-	-	-	-	241	-35	-37	-	-	-72	169	41	
	-	-	-	-	-	-	79	-	-8	-	-	-8	71	0	
	-	-	-	-	-	-	326	-	-5	-	-	-5	321	-	
	-1'547	-	-1'547	-	-	-	4'371	-369	-398	-	-	-767	3'603	285	
	-	-	-	-	-	-	378	-98	-38	-	-	-135	243	-	
	-	-	-	-	-	-	78	-41	-19	-	-	-60	19	1	
	-	-	-	-	-	-	456	-139	-56	-	-	-195	261	1	
	-186	-	-186	-	-	-	1'810	-143	-62	-	-	-205	1'605	544	
	-	-	-	-	-	-	40	-14	-5	-	-	-19	21	2	
	-259	-	-259	-	-	-	441	-20	-15	-	-	-34	406	698	
	-	-	-	-	-	-	1'760	-1'342	-418	-	-	-1'760	-	4	
	-	-4	-4	-	-	-	436	-	-8	-	-	-8	428	431	
	-120	-	-120	-	-	-	1'081	-298	-112	-	-	-409	671	2	
	-	-	-	-	-	-	2'161	-1'029	-283	-	-	-1'312	849	339	
	-565	-4	-570	-	-	-	7'729	-2'846	-903	-	-	-3'749	3'980	2'020	
	-	-	-	-	-	-	5'160	-432	-172	-	-	-605	4'555	1'140	
	-	-	-	-	-	-	3'460	-1'141	-692	-	-	-1'833	1'627	-	
	-	-	-	-	-	-	8'620	-1'573	-864	-	-	-2'437	6'182	1'140	
	-	-	-	-	-	-	885	-199	-73	-	-	-272	614	15	
	-	-	-	-	-	-	874	-181	-88	-	-	-270	604	110	
	-	-	-	-	-	-	457	-115	-57	-	-	-172	285	89	
	-	-	-	-	-	-	2'216	-496	-218	-	-	-714	1'502	214	
	-4'485	-	-4'485	-	-	-	55'755	-5'515	-1'861	-	-	-7'375	48'380	5'255	
	-	-	-	-	-	-	1'248	-613	-152	-	-	-765	483	497	
	-4'485	-	-4'485	-	-	-	57'004	-6'128	-2'013	-	-	-8'140	48'863	5'752	
	-5'096	-	-5'096	-	-	-	1'141	-114	-38	-	-	-152	989	1'404	
	-	-	-	-	-	-	1'118	-144	-48	-	-	-191	926	732	
	-5'096	-	-5'096	-	-	-	2'259	-258	-86	-	-	-344	1'915	2'136	
	-	-	-	-	-	-	2'798	-2'737	-26	-	-	-2'763	35	47	
	-	-	-	-	-	-	2'798	-2'737	-26	-	-	-2'763	35	47	
	-11'694	-4	-11'698	-	-	-	85'860	-14'546	-4'646	-	-	-19'191	66'669	11'595	

5.8.4 Tableau détaillé des investissements du patrimoine financier

A Crédits votés dans l'année (Patrimoine financier)

En milliers de francs

Immobilisations						Coûts d'acquisition ou de revient			
Rapport CM	PFI	Désignation Crédit	Date de vote	Clôture	Crédit brut voté	Valeur brute des immobilisations au 01.01.2021	Dépenses brutes 2021	Valeur brute des immobilisations au 31.12.2021	
PR-1497	130.001.20	Eugène-Pittard 21, droit de préemption	20.12.2021	#	7'500	-	-	-	
PR-1475	130.028.04	Soret 29 avenue, droit de préemption	20.09.2021	#	2'600	-	2'639	2'639	
PR-1464A	130.001.19	Pré-Cartelier 11, droit de préemption	09.06.2021	#	2'000	-	-	-	
PRD-1425AB	012.092.06	Taconnerie 6 pl., rénovation immeuble	29.03.2021	#	3'316	116	362	478	
Total crédits votés dans l'année (Patrimoine financier)					15'416	116	3'001	3'117	

a) PRD-1425AB

Le montant indiqué dans la colonne « Valeur brute des immobilisations au 1^{er} janvier 2021 » correspond à un crédit d'études transféré sur son crédit de réalisation.

	Recettes d'investissement			Autres mouvements				Amortissements cumulés							
	Total des recettes brutes au 01.01.2021	Recettes brutes 2021	Total des recettes brutes au 31.12.2021	Autres mouvements au 31.12.2020	Autres mouvements 2021	Autres mouvements au 31.12.2021	Investissements nets au 31.12.2021	Amortissements cumulés Soldes au 01.01.2021	Amortissements planifiés et préfinancement 2021	Amortissements non planifiés 2021	Mise hors invest. des amortissements 2021	Amortissements au 31.12.2021	Valeurs nettes comptables au 31.12.2021	Dépassement/ (économie) sur les crédits	Notes
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7'500	
	-	-	-	-	-	-	2'639	-	-	-	-	-	2'639	-39	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2'000	
	-	-	-	-	-	-	478	-	-	-	-	-	478	2'838	a)
	-	-	-	-	-	-	3'117	-	-	-	-	-	3'117	12'299	

B Crédits en cours (Patrimoine financier)

En milliers de francs

Immobilisations						Coûts d'acquisition ou de revient			
Rapport CM	PFI	Désignation Crédit	Date de vote	Clôture	Crédit brut voté	Valeur brute des immobilisations au 01.01.2021	Dépenses brutes 2021	Valeur brute des immobilisations au 31.12.2021	
PR-1303A	012.002.30	Royaume 12 rue, rénovation immeuble	16.01.2020	#	7'040	598	1'529	2'127	
PRD-1347A	012.099.06	Zurich 40 rue de, rénovation immeuble	16.01.2020	#	3'923	123	303	426	
2020					10'963	721	1'832	2'553	
PR-1327A1	012.950.33	Bâtiments à simple vitrage du PF	25.06.2019	#	737	376	523	899	
PR-1327A3	012.811.17	Immeubles PF, chauffages centraux	25.06.2019	#	604	114	189	303	
2019					1'341	490	713	1'202	
PR-1259	130.018.18	Dr J.-L. Prévost ch., acquisition parcelle 2859	16.10.2018	#	2'550	2'505	-	2'505	
PR-1256A1	012.811.14	Rénovation de chaufferies vétustes	16.05.2018	#	2'118	1'162	460	1'622	
PR-1256A2	012.811.14	Grand-Rue 39, chaufferie vétuste	16.05.2018	#	37	35	-	35	
2018					4'706	3'702	460	4'162	
PR-1199A2	111.034.22	Renouvellement & acquisition véhicules	17.10.2017	#	38	33	-	33	
PR-1199A3	111.034.22	Administration véhicules légers GIM	17.10.2017	#	3	-	-	-	
PR-1217A	012.950.30	Bâtiments PF mise en conformité vitrage	27.06.2017	#	3'918	2'346	956	3'303	
PR-1229/1	130.033.04	Saint-Laurent 2-4 rue, acquisition 9 pièces	16.05.2017	#	5'090	5'002	-	5'002	
2017					9'049	7'381	956	8'337	
PR-1137A	112.810.08	Politique énergétique PF	14.09.2016	#	17	16	-	16	
PR-1180	140.014.00	FIPOI Fond. immeubles org. internationales	27.06.2016	#	20'000	-	-	-	
PR-1069A2	012.810.02	CADéco Jonction PF	05.04.2016	#	314	88	0	89	
2016					20'331	105		105	
PR-1054A	012.043.05	Cordiers 8 rue, démolition et reconstruction	21.05.2014	#	700	683	-	683	
PR-1033A2	111.047.12	Administration municipale GIM machines	25.03.2014	#	56	56	-	56	
PR-1033A3	111.047.12	Administration municipale GIM équipements	25.03.2014	#	60	59	-	59	
PR-979AB1	012.004.06	Rénovation complexe des Minoteries	25.03.2014	#	92'024	84'712	9'534	94'247	
PR-1029AB	050.002.09	Vernier & Bois-des-Frères, rtes de	18.03.2014	#	1'440	1'702	37	1'739	
2014					94'280	87'212	9'571	96'783	
PR-737A	020.028.01	Giuseppe-Motta 20, av. rénov. ateliers	21.03.2012	#	350	-	-	-	
2012					350	-	-	-	
PR-911A	012.104.01	Jonction, périmètre des tours de la	13.12.2011	#	400	423	17	440	
2011					400	423	17	440	
PR-713A	011.056.01	Jean-Calvin, Pélisserie, constr. immeuble	28.04.2010	#	1'950	7	-	7	
PR-744A1	130.023.02	Quartier des Grottes, acquisition parcelle 2559	23.03.2010	#	1'013	-	-	-	
2010					2'963	7	-	7	

b) PR-1327A1

Le crédit d'étude voté d'un montant de kCHF 737 est destiné à l'étude de la mise en conformité énergétique du solde des bâtiments à simple vitrage du patrimoine financier de la Ville de Genève. Il a engendré un dépassement d'un montant de kCHF 162. Ce crédit d'étude sera intégré dans une PR de réalisation courant 2022.

c) PR-979AB1

Le crédit d'engagement voté de kCHF 92'024 est destiné à la rénovation de l'enveloppe et des toitures, à la remise à niveau des installations techniques de l'ensemble des immeubles situés rue des Minoteries 1-3-5-7 et rue de Carouge 98-100-102. Le montant de kCHF 2'223 est provisoire. Il faudra attendre la réception des factures finales pour connaître la situation finale du crédit.

d) PR-1029AB

Le crédit d'engagement voté de kCHF 1'440 est destiné à l'organisation d'un concours de projets d'architecture et aux études de deux bâtiments. Le dépassement de kCHF 299 provient de l'avance d'honoraires qui sera remboursée par le futur superficiaire une fois le droit de superficie octroyé.

	Recettes d'investissement			Autres mouvements				Amortissements cumulés							
	Total des recettes brutes au 01.01.2021	Recettes brutes 2021	Total des recettes brutes au 31.12.2021	Autres mouvements au 31.12.2020	Autres mouvements 2021	Autres mouvements au 31.12.2021	Investissements nets au 31.12.2021	Amortissements cumulés Soldes au 01.01.2021	Amortissements planifiés et préfinancement 2021	Amortissements non planifiés 2021	Mise hors invest. des amortissements 2021	Amortissements au 31.12.2021	Valeurs nettes comptables au 31.12.2021	Dépassement/ (économie) sur les crédits	Notes
	-	-	-	1	-	1	2'128	-	-	-	-	-	2'128	4'913	
	-	-	-	38	-	38	464	-	-	-	-	-	464	3'497	
	-	-	-	40	-	40	2'592	-	-	-	-	-	2'592	8'410	
	-	-	-	-	-	-	899	-	-	-	-	-	899	-162	b)
	-	-	-	-	-	-	303	-	-	-	-	-	303	301	
	-	-	-	-	-	-	1'202	-	-	-	-	-	1'202	139	
	-	-	-	-	-	-	2'505	-	-	-	-	-	2'505	45	
	-87	-	-87	-	-	-	1'535	-	-	-	-	-	1'535	496	
	-4	-	-4	-	-	-	31	-	-	-	-	-	31	2	
	-91	-	-91	-	-	-	4'071	-	-	-	-	-	4'071	544	
	-	-	-	-	-	-	33	-	-11	-	-	-11	22	5	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	
	-	-	-	-	-	-	3'303	-	-	-	-	-	3'303	615	
	-2'600	-	-2'600	-	-	-	2'402	-	-	-	-	-	2'402	88	
	-2'600	-	-2'600	-	-	-	5'737	-	-11	-	-	-11	5'727	712	
	-	-	-	-	-	-	16	-	-	-	-	-	16	1	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20'000	
	-	-	-	-	-	-	89	-	-	-	-	-	89	226	
	-	-	-	-	-	-	105	-	-	-	-	-	105	20'227	
	-	-	-	-	-	-	683	-	-	-	-	-	683	17	
	-	-	-	-	-	-	56	-56	-	-	-	-56	-	0	
	-	-	-	-	-	-	59	-59	-	-	-	-59	-	1	
	-	-3'194	-3'194	-	-	-	91'053	-	-	-	-	-	91'053	-2'223	c)
	-225	-	-225	-	-	-	1'514	-	-	-	-	-	1'514	-299	d)
	-225	-3'194	-3'419	-	-	-	93'365	-116	-	-	-	-116	93'249	-2'504	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	350	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	350	
	-	-	-	-	-	-	440	-	-	-	-	-	440	-40	
	-	-	-	-	-	-	440	-	-	-	-	-	440	-40	
	-	-	-	-	-	-	7	-7	-	-	-	-7	-	1'943	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1'013	
	-	-	-	-	-	-	7	-7	-	-	-	-7	-	2'957	

B Crédits en cours (Patrimoine financier) (suite et fin)

En milliers de francs

Immobilisations						Coûts d'acquisition ou de revient			
Rapport CM	PFI	Désignation Crédit	Date de vote	Clôture	Crédit brut voté	Valeur brute des immobilisations au 01.01.2021	Dépenses brutes 2021	Valeur brute des immobilisations au 31.12.2021	
PR-721A	012.049.03	Goetz-Monin 8, étude de rénovation	12.12.2009	#	300	354	-	354	
PR-721A	012.060.10	Grottes 8 & 10, des Amis 9, construction	12.12.2009	#	800	623	-	623	
PR-721A	012.002.07	Navigation 38, étude de rénovation	12.12.2009	#	425	382	0	382	
2009					1'525	1'359	-	1'359	
PR-471A	040.026.01	Accessibilité. pers. mobilité réduite, bâtiments culturels	08.05.2007	#	390	260	-	260	
PR-495A	012.060.01	Grottes 6-6bis, rue, rénovation immeuble	20.03.2007	#	470	897	-	897	
2007					860	1'157	-	1'157	
PR-300A	012.074.01	Dassier 15, rue, rénovation immeuble	11.02.1998	#	625	82	65	147	
1998					625	82	65	147	
Total crédits en cours (Patrimoine financier)					147'393	102'638	13'615	116'253	

e) PR-721A

Le crédit d'engagement voté d'un montant de kCHF 300 est destiné aux frais d'études de rénovation de l'immeuble rue Goetz-Monin 8. Le dépassement d'un montant de kCHF 54 résulte d'une révision de l'étude demandée par le Département des finances, de l'environnement et du logement visant à réduire l'intervention. Une PR de réalisation qui tiendra compte du dépassement sera déposée courant 2022.

f) PR-495A

Le dépassement d'un montant de kCHF 427 résulte de l'ajout de l'immeuble rue des Grottes 6 à la liste des immeubles bénéficiant d'une étude de rénovation. Aucun crédit d'étude complémentaire n'a été déposé. Le dépassement des honoraires engendré par cette étude est intégré à la PR-916 de réalisation, déposée le 14 septembre 2011, à l'examen en commission et suspendue à la décision du Plan localisé de quartier (PLQ).

	Recettes d'investissement			Autres mouvements				Amortissements cumulés							
	Total des recettes brutes au 01.01.2021	Recettes brutes 2021	Total des recettes brutes au 31.12.2021	Autres mouvements au 31.12.2020	Autres mouvements 2021	Autres mouvements au 31.12.2021	Investissements nets au 31.12.2021	Amortissements cumulés Soldes au 01.01.2021	Amortissements planifiés et préfinancement 2021	Amortissements non planifiés 2021	Mise hors invest. des amortissements 2021	Amortissements au 31.12.2021	Valeurs nettes comptables au 31.12.2021	Dépassement/ (économie) sur les crédits	Notes
	-	-	-	-	-	-	354	-	-	-	-	-	354	-54	e)
	-	-	-	-	-	-	623	-	-	-	-	-	623	177	
	-	-	-	-	-	-	382	-	-	-	-	-	382	43	
	-	-	-	-	-	-	1'359	-	-	-	-	-	1'359	166	
	-	-	-	-	-	-	260	-135	-	-	-	-135	125	130	
	-	-	-	-	-	-	897	-	-	-	-	-	897	-427	f)
	-	-	-	-	-	-	1'157	-135	-	-	-	-135	1'022	-297	
	-	-	-	252	-	252	399	-	-	-	-	-	399	478	
	-	-	-	252	-	252	399	-	-	-	-	-	399	478	
	-2'916	-3'194	-6'110	291		291	110'434	-257	-11	-	-	-268	110'166	31'140	

C Crédits terminés dans l'année (Patrimoine financier)

En milliers de francs

Immobilisations						Coûts d'acquisition ou de revient			
Rapport CM	PFI	Désignation Crédit	Date de vote	Clôture	Crédit brut voté	Valeur brute des immobilisations au 01.01.2021	Dépenses brutes 2021	Valeur brute des immobilisations au 31.12.2021	
						-	-	-	-
Total crédits terminés dans l'année (Patrimoine financier)						-	-	-	-

	Recettes d'investissement			Autres mouvements				Amortissements cumulés							
	Total des recettes brutes au 01.01.2021	Recettes brutes 2021	Total des recettes brutes au 31.12.2021	Autres mouvements au 31.12.2020	Autres mouvements 2021	Autres mouvements au 31.12.2021	Investissements nets au 31.12.2021	Amortissements cumulés Soldes au 01.01.2021	Amortissements planifiés et préfinancement 2021	Amortissements non planifiés 2021	Mise hors invest. des amortissements 2021	Amortissements au 31.12.2021	Valeurs nettes comptables au 31.12.2021	Dépassement/ (économie) sur les crédits	Notes
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

5.8.5 Explications sur les crédits d'engagement de plus de 5 ans

Les crédits d'engagement ouverts depuis plus de cinq ans et non encore clôturés sont listés ci-après. Les explications quant à leur maintien en tant que crédit «en cours» sont également mentionnées pour chacun de ces crédits.

TABLEAU DES CREDITS DE REALISATION VOTES DEPUIS PLUS DE 5 ANS

En milliers de francs

Libellé	Rapport CM	Date de vote	Montant crédit voté net	Dépenses nettes au 31.12.21	Amortissements nets au 31.12.2021	Soldes à amortir au 31.12.2021
Département des finances, de l'environnement et du logement						
Agenda 21						
Fondetec	PRD-96	02.11.2016	25'000	9'500	1'660	7'840
Direction du département des finances, de l'environnement et du logement						
Fondation VGE, logements sociaux	PR-1075	05.05.2014	35'000	16'681	-	16'681
FIPOL Fondation des immeubles pour les organisations internationales	PR-1180	27.06.2016	20'000	-	-	-
Centrale municipale d'achat et d'impression						
Renouvellement et mobilier de la Ville de Genève	Total PR-1033A1	25.03.2014	1'340	1'264	987	278
Renouvellement et équipements de nettoyage et ménagers de la Ville de Genève	Total PR-1033A2	25.03.2014	126	115	105	10
Renouvellement des équipements métiers de la Ville de Genève	Total PR-1033A3	25.03.2014	934	921	921	-
Direction des ressources humaines						
Dossiers du personnel	PR-837AIV	16.02.2011	300	-	-	-
Préparation des dossiers papier du personnel de la Ville de Genève	PR-918A	26.06.2012	960	-	-	-
Service des espaces verts						
Onze parcs publics, squares & promenades	PR-1071A	08.10.2014	2'967	2'879	527	2'352
Dix pataugeoires, locaux et systèmes de traitement	PR-1124A	25.01.2016	2'983	2'122	837	1'284
Végétalisation du domaine public de la Ville de Genève	PR-1127A	25.01.2016	6'411	4'671	1'358	3'313
Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité						
Direction du département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité						
Pôle de la gare des Eaux-Vives	PR-917A	22.02.2012	4'541	4'441	536	3'905
Extension gare Cornavin	PR-1185	27.09.2016	120'204	3'938	-	3'938
Direction des constructions et de l'aménagement - Opérations foncières						
Quartier des Grottes, parcelle 2559	PR-744A1	23.03.2010	1'013	-	-	-
CEVA domaine public	PR-1142A	09.02.2016	100	-	-	-

Justifications publiées aux comptes 2021	Commentaires des services gestionnaires publiés aux comptes 2021
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit destiné à financer le capital de dotation de la Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en ville de Genève (Fondetec). Il est prévu que soient versées annuellement des tranches de redotation jusqu'à 2027.
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit pour un capital de dotation de 35 000 000 de francs destiné à la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (ci-après FVGLS). Le capital est libéré par tranches par le Conseil administratif (ci-après CA) selon les projets de création de nouveaux logements sociaux soumis par la FVGLS.
Retard dans le démarrage de la réalisation	Crédit destiné à l'octroi d'un prêt remboursable sur trente ans, sans intérêt, à la fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) en vue de la rénovation de l'Office des Nations Unies. Le chantier ayant pris du retard, les fonds de la Ville de Genève seront appelés en dernier, après ceux de la Confédération et de la République et canton de Genève.
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit destiné à assurer le renouvellement et l'évolution du mobilier de la Ville de Genève. Les services ne possédant pas de dotation financière sur leur budget de fonctionnement (selon extrait du CA du 23.05.2001), il est d'usage, dans l'attente du vote des prochains Plans d'Achat Mobilier (ci-après PAM), de conserver un solde sur les dotations précédentes afin de pouvoir assurer l'acquisition d'éventuelles urgences. Le 11ème PAM ayant été voté le 4 mars 2020, les dernières dépenses du 10ème PAM sont prévues en 2022.
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit destiné à assurer le renouvellement et l'évolution des équipements de nettoyage et ménagers de la Ville de Genève. Les services ne possédant pas de dotation financière sur leur budget de fonctionnement (selon extrait du CA du 23.05.2001), il est d'usage, dans l'attente du vote des prochains Plans d'Achat Mobilier (ci-après PAM), de conserver un solde sur les dotations précédentes afin de pouvoir assurer l'acquisition d'éventuelles urgences. Le 11ème PAM ayant été voté le 4 mars 2020, les dernières dépenses du 10ème PAM sont prévues en 2022.
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit destiné à assurer le renouvellement et l'évolution des équipements métier de la Ville de Genève. Les services ne possédant pas de dotation financière sur leur budget de fonctionnement (selon extrait du CA du 23.05.2001), il est d'usage, dans l'attente du vote des prochains Plans d'Achat Mobilier (ci-après PAM), de conserver un solde sur les dotations précédentes afin de pouvoir assurer l'acquisition d'éventuelles urgences. Le 11ème PAM ayant été voté le 4 mars 2020, les dernières dépenses du 10ème PAM sont prévues en 2022.
Retard dans le démarrage de la réalisation	Crédit destiné à assurer le financement des prestations de numérisation des dossiers du personnel. Le projet a été suspendu dans le cadre du développement de l'outil «demandes des services» (SIRH) et il a été prévu de le reprendre dès que possible.
Retard dans le démarrage de la réalisation	Crédit destiné à préparer les dossiers du personnel de l'Administration en vue de leur numérisation. Le projet a été suspendu dans le cadre du développement de l'outil «demandes des services» (SIRH) et il a été prévu de le reprendre dès que possible.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné à la réfection des cheminements piétonniers endommagés dans onze parcs, squares et promenades situés sur le territoire municipal. Le lancement des derniers travaux a pris du retard dû à l'attente de l'obtention du permis de construire (DD) déposée à la République et canton de Genève. Ces travaux sont en cours et seront terminés au printemps 2022.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné à la remise aux normes des locaux techniques et des systèmes de traitement de dix pataugeoires. Les travaux seront effectués et terminés en juin 2022.
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit destiné à la végétalisation du domaine public de la Ville de Genève. Les travaux sont en cours et les dernières dépenses sont prévues en 2022.
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit destiné aux travaux de pré-terrassement sur le périmètre de la gare des Eaux-Vives. Les dernières dépenses sont prévues en 2022.
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Participation aux dépenses pour les études et les travaux d'extension du nœud ferroviaire de Genève « Gare Cornavin ». La planification des études et des travaux s'échelonne jusqu'en 2031.
Retard dans le démarrage de la réalisation	Crédit destiné à l'exercice du droit d'emption sur la parcelle N° 2559 ou de son achat. Les conditions du droit d'emption ne sont pas encore remplies.
Crédit non utilisé	Crédit destiné à acquitter les droits d'enregistrement et les émoluments au Registre foncier des cessions sans soulte par l'Etat à la Ville de Genève. L'acte notarié pour lequel ce crédit avait été voté a été signé fin 2016-début 2017. Cette ligne de crédit n'a pas été nécessaire au paiement des frais d'acte et peut donc être clôturée en 2022.

Tableau des crédits de réalisation votés depuis plus de 5 ans (suite)

En milliers de francs

Libellé	Rapport CM	Date de vote	Montant crédit voté net	Dépenses nettes au 31.12.21	Amortissements nets au 31.12.2021	Soldes à amortir au 31.12.2021
Service de l'urbanisme						
Prairie-Acacias-Vernets, quartier	PR-1020A	20.11.2013	458	403	403	-
Direction du patrimoine bâti						
Divers Musées, Théâtres et Bibliothèques	PR-471A	08.05.2007	2'887	2'384	2'077	307
Etraz 128 chemin, réaménagement du centre Richelien	PR-665A	18.05.2009	3'261	3'751	3'369	382
Etraz 128 route, centre de Richelien	PR-833AI	16.02.2011	2'349	2'584	2'326	258
Stand 22, rue du, dépôts de biens culturels	PR-972A1	06.05.2013	52'839	50'783	6'125	44'658
St-Georges 41, boulevard, Muséum d'histoire naturelle, Musée d'histoire des sciences, collections	PR-972A3	06.05.2013	980	811	108	703
Minoteries 1 à 7 et Carouge 98 à 102	PR-979AB1	25.03.2014	91'324	91'053	-	91'053
Gare des Eaux-Vives 1bis, avenue	PR-1085A1	20.05.2015	51'665	51'452	1'883	49'569
Nouvelle Comédie, acquisition matériel scénique	PR-1085A2	20.05.2015	722	631	63	568
Neuchâtel 47, rue de, Pâquis Centre, piscine	PR-1148A	25.05.2016	2'450	2'454	818	1'636
Lamartine 14A, rue	PR-1159A1	28.09.2016	9'557	9'671	648	9'023
Berne 50, rue de, Ecole de Pâquis-Centre	PR-1165A1	23.11.2016	34'330	31'368	2'793	28'575
Berne 50, rue de, Ecole de Pâquis-Centre	PR-1165A2	23.11.2016	1'623	1'099	834	266
Service de l'énergie						
William-Lescaze 12, école Cayla	PR-756A	18.05.2010	625	517	181	336
CADéco Jonction PA	PR-1069A1	05.04.2016	0	-	-	-
CADéco Jonction PF	PR-1069A2	05.04.2016	0	89	-	89
Politique énergétique PA	PR-1137A	14.09.2016	2'732	1'302	420	882
Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité						
Cornavin, gare	191A2	25.06.2002	3'978	1'108	148	960
Zones 30km/h en ville	172A	12.02.2003	4'152	3'788	3'021	767
Pistes et bandes cyclables	PR-393A	17.05.2006	1'940	1'712	259	1'453
Transports publics 2007-2010, plan directeur	PR-588A	28.04.2008	3'380	3'877	450	3'427
Bois-de-la-Bâtie, cheminement quai des Péniches	PR-610A	17.12.2008	387	-	-	-
Ecluse du Seujet	PR-667A	01.12.2009	557	274	274	-
Cluse-Roseraie, Mervelet, Délices, quartiers	PR-784A	19.01.2011	1'289	686	252	434

Justifications publiées aux comptes 2021	Commentaires des services gestionnaires publiés aux comptes 2021
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Subvention d'investissement destinée à la participation de la Ville de Genève aux études d'aménagement liées au développement du quartier Praille-Acacias-Vernets (ci-après PAV) à effectuer par la communauté des communes urbaines PAV.
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit destiné à améliorer l'accessibilité et favoriser l'autonomie des personnes handicapées dans les bâtiments culturels. Ce crédit présentant un solde disponible important, des nouvelles demandes de la Direction de la culture et de la transition numérique (ci-après DCTN) pour des aménagements sur des adresses prévues dans la demande de crédit initiale vont être déposées et réalisées en 2022 et 2023.
Réalisation terminée, crédit à clôturer	Crédit destiné au réaménagement du centre de formation du centre d'instruction et de formation (ci-après CIF). Ce crédit en dépassement sera bouclé et intégré à une PR de boucllement globale déposée par le DACM en 2022.
Réalisation terminée, crédit à clôturer	Crédit destiné au réaménagement du centre de formation du centre d'instruction et de formation (ci-après CIF). Ce crédit en dépassement sera bouclé et intégré à une PR de boucllement globale déposée par le DACM en 2022.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné aux dépôts des collections patrimoniales. Des problèmes techniques sont apparus alors que le bâtiment était déjà occupé. Les résultats de l'expertise initiée en 2020, sont attendus pour début 2022.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné au mobilier et matériel d'exploitation pour les collections du Muséum d'histoire naturelle (MHN) et Musée d'histoire des sciences (MHS). Le retard du déménagement au Carré Vert explique le report de l'achat de ce matériel qui ne pourra pas être effectué avant 2025.
Réalisation terminée, crédit à clôturer	Crédit destiné à la rénovation de l'ensemble des immeubles rue des Minoteries 1-3-5-7 et rue de Carouge 98-100-102. En attente des dernières factures finales. Le crédit sera bouclé début 2022.
Réalisation terminée, crédit à clôturer	Crédit destiné à la construction de la Nouvelle Comédie de Genève. En attente des dernières factures finales. Le crédit sera bouclé début 2022.
Réalisation terminée, crédit à clôturer	Crédit destiné à l'acquisition du matériel scénique pour équiper la Nouvelle Comédie de Genève. En attente des dernières factures finales. Le crédit sera bouclé début 2022.
Réalisation terminée, crédit à clôturer	Crédit destiné au remplacement du fond mobile et à la rénovation partielle de la piscine de Pâquis-Centre. Ce crédit en dépassement sera bouclé et intégré à une PR de boucllement globale déposée par le DACM en 2022.
Réalisation terminée, crédit à clôturer	Crédit destiné à la construction d'un bâtiment, comprenant un restaurant scolaire, des locaux parascolaires, des locaux à destination des habitants et des locaux pour les jardiniers du service des espaces verts (SEVE). Les dernières dépenses sont prévues en 2022.
Réalisation terminée, crédit à clôturer	Crédit destiné à la rénovation du bâtiment de l'école de Pâquis-Centre. Les dernières dépenses sont prévues en 2022.
Réalisation terminée, crédit à clôturer	Crédit destiné à l'installation de pavillons provisoires dans le cadre de la rénovation du bâtiment de l'école de Pâquis-Centre. Les dernières dépenses sont prévues en 2022.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné à la fourniture et la mise en place d'une centrale photovoltaïque de 60 kWp sur la verrière du groupe scolaire de Cayla. Les problèmes techniques au niveau du chantier expliquent le retard de sa mise en place.
Retard dans le démarrage de la réalisation	Crédit destiné à des travaux de raccordement de divers bâtiments du patrimoine administratif au réseau de chaleur renouvelable CADéco Jonction. En attente du déploiement du chauffage à distance des SIG et la mise en service de la pompe à chaleur des SIG.
Retard dans le démarrage de la réalisation	Crédit destiné à des travaux de raccordement de divers bâtiments du patrimoine financier au réseau de chaleur renouvelable CADéco Jonction. En attente du déploiement du chauffage à distance des SIG et la mise en service de la pompe à chaleur des SIG.
Retard dans le démarrage de la réalisation	Crédit destiné à des travaux de politique énergétique. Les travaux ont été validés en 2021 par la direction du patrimoine bâti et seront effectués en 2022.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné à la reprise des trémies du parking Cornavin. Les travaux reprendront au mieux en 2024, après finalisation des études sur la Place Cornavin.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné aux travaux d'aménagement de zones 30 km/h. Suite à la crise sanitaire Covid-19 ainsi qu'à l'obtention des autorisations de construire, les travaux sont en cours et des dépenses sont prévues en 2022.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné au développement d'infrastructures vélos. Le retard est lié à des recours sur certains projets. Des dépenses sont prévues jusqu'en 2022 avec un boucllement du crédit prévu en 2022.
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit destiné aux travaux d'adaptation de carrefours, de chaussées, etc.. liés au plan directeur des transports publics 2007-2010, en cours. Les travaux sont inhérents aux demandes des transports publics genevois (TPG). Les dernières dépenses sont en cours et ce crédit sera bouclé en 2022.
Crédit non utilisé	Crédit destiné à la construction d'un escalier permettant de relier le cheminement de la promenade du Bois-de-la-Bâtie au cheminement du quai des Péniches. Ce crédit sera bouclé et intégré dans une PR de boucllement en 2022. En effet, un crédit d'étude pour l'aménagement de la Voie verte entre le pont Hans-Wilsdorf et le Viaduc de la Jonction a été déposé le 05.10.2021 (PR-1478). Ce nouveau crédit d'étude comprend le périmètre des travaux du présent arrêté et donnera lieu à une nouvelle demande de crédit de travaux au moment venu.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné aux travaux d'entretien et de maintenance exceptionnels de l'écluse du Seujet. Les travaux sont pilotés par les Services industriels de Genève (SIG) et n'ont pas encore été engagés. L'achèvement des travaux est prévu fin 2022. Ce crédit sera bouclé en 2023.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné à l'amélioration de deux zones 30 km/h existantes, dans les quartiers Cluse-Roseaie et Mervelet, et à la création d'une nouvelle zone 30 km/h dans le quartier des Délices. L'agrandissement de la clinique La Colline a retardé la mise en place de la dernière zone 30 km/h. La fin des travaux est prévue en 2022. Ce crédit sera bouclé en 2023.

Tableau des crédits de réalisation votés depuis plus de 5 ans (suite)

En milliers de francs

Libellé	Rapport CM	Date de vote	Montant crédit voté net	Dépenses nettes au 31.12.21	Amortissements nets au 31.12.2021	Soldes à amortir au 31.12.2021	
Square Pradier	PR-819AI	18.05.2011	3'295	105	105	-	
Square Pradier	PR-819AII	18.05.2011	588	-	-	-	
Plainpalais plaine	PR-753AI+AIII	23.05.2011	14'871	14'998	4'498	10'500	
Travaux d'assainissement du bruit routier (Ordonnance sur la protection contre le bruit)	PR-909A	21.03.2012	6'843	9'848	552	9'296	
Malagnou route, Rieu chemin, aménagement	PR-915AV	15.10.2012	41	0	-	0	
Arrêts de tram	PR-948A	15.10.2012	3'494	2'352	2'017	335	
Stations de vélos en libre service	PR-965A1	16.01.2013	1'944	6	6	-	
Stations de vélos en libre service	PR-965AII	16.01.2013	1'537	286	286	-	
Paix, avenue, Eugène-Rigot chemin, Sécheron Nord	PR-996AI	20.02.2013	4'478	529	-	529	
Mines ch, Kazem-Radjavi rue, réaménagement	PR-996AII	20.02.2013	1'151	37	-	37	
Paix, av. de la, assainissement partie basse	PR-996AIII	20.02.2013	3'805	209	-	209	
Jonction, viaduc de la	PR-1006A2	25.06.2013	1'559	1'045	61	984	
Sainte-Clotilde, av., îlot et ses abords	PR-1048A	18.03.2014	4'403	3'712	370	3'342	
CEVA gare des Eaux-Vives	PR-1081A1	20.01.2015	7'351	6'412	53	6'359	
Chamonix-Viollier promenade	PR-1081A2	20.01.2015	1'222	729	-	729	
CEVA gare des Eaux-Vives	PR-1081A3	20.01.2015	8'232	6'904	-	6'904	
Saules, sentier des	PR-1084A	17.02.2015	991	15	-	15	
Remplacement de 800 luminaires	PR-1116A1	03.06.2015	1'146	637	116	521	
Remplace. 920 supports d'éclairage 2019	PR-1116A2	03.06.2015	2'404	1'171	169	1'001	
Plainpalais plaine	PR-994AB	19.01.2016	10'324	9'771	1'078	8'693	
Saint-Jean, falaises de	PR-1143A	19.01.2016	3'086	227	-	227	
Velours, ch. du,	PR-1129A1	14.03.2016	5'031	2'706	369	2'336	
Quartiers de la Ville, extension Ecopoint	PR-1100A	25.05.2016	2'835	2'116	-	2'116	
Place Neuve, rénovation éclairage public	PR-1170A	28.09.2016	995	678	-	678	
Département de la culture et de la transition numérique							
Service culturel							
Stand 22, rue du, collections du Fonds municipal d'art contemporain	PR-972A7	06.05.2013	37	5	3	3	

	Justifications publiées aux comptes 2021	Commentaires des services gestionnaires publiés aux comptes 2021
	Crédit non utilisé	Crédit destiné à l'aménagement du Square Pradier. Le projet est abandonné pour cause d'autorisation de construire non délivrée. Ce crédit sera bouclé et intégré dans une PR de boucllement en 2022.
	Crédit non utilisé	Crédit destiné à l'aménagement du Square Pradier. Le projet est abandonné pour cause d'autorisation de construire non délivrée. Ce crédit sera bouclé et intégré dans une PR de boucllement en 2022.
	Réalisation terminée, crédit à clôturer	Crédit destiné à la troisième phase de réfection de la plaine de Plainpalais. Ce crédit sera clôturé début 2022.
	Réalisation terminée, crédit à clôturer	Crédit destiné aux travaux d'assainissement du bruit routier par la pose d'un revêtement phonoabsorbant, et utilisé selon la planification de l'aménagement, génie civil et mobilité (ci-après AGCM) et les demandes du CM. Ce crédit en dépassement sera bouclé et intégré à une PR de boucllement en 2022.
	Crédit non utilisé	Crédit destiné aux mesures d'accompagnement du PLQ « Rieu-Malagnou » pour la réalisation d'aménagements routiers sur la route de Malagnou et le chemin Rieu. Les conditions d'accès au PLQ sont satisfaisantes et les travaux prévus à cet effet ne sont plus nécessaires. Ce crédit sera bouclé et intégré dans une PR de boucllement en 2022.
	Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné aux travaux de rehaussement des quais d'arrêts de trams en Ville de Genève, planifiés en accord avec les TPG jusqu'en 2023. Le retard s'explique par une coordination nécessaire entre TPG-SIG et Ville dans le cadre de l'aménagement de la rue de Carouge.
	Crédit non utilisé	Crédit destiné à la subvention d'investissement au bénéfice des TPG pour la première étape d'acquisition de stations de vélos en libre service (ci-après VLS), hors acquisition des vélos. Une nouvelle procédure d'octroi de l'exploitation des VLS est mise en œuvre suite à un appel d'offres. Le crédit est donc devenu sans objet et sera intégré dans une PR de boucllement en 2022.
	Crédit non utilisé	Crédit destiné à la subvention d'investissement au bénéfice des TPG pour la première étape d'acquisition de stations de VLS, hors acquisition des vélos. Une nouvelle procédure d'octroi de l'exploitation des VLS est mise en œuvre par la République et canton de Genève suite à un appel d'offres. Le crédit est donc devenu sans objet et sera intégré dans une PR de boucllement en 2022.
	Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné au réaménagement de l'avenue de la Paix. Ce crédit sera intégré dans une PR de boucllement car il est remplacé par une nouvelle demande de crédit (PR-1485) déposée au CM le 16.11.2021 sur l'entier de l'avenue de la Paix.
	Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné au réaménagement du chemin des Mines et de la rue Kazem-Radjavi. Les travaux ont pris du retard et sont à coordonner avec la délibération n° 3 qui concerne l'assainissement afin d'intervenir simultanément sur le secteur.
	Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné aux travaux d'assainissement de l'avenue de la Paix. Les travaux débiteront début 2022. Le boucllement du crédit est prévu en 2023.
	Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné au réaménagement des accès au viaduc de la Jonction, non terminé. Ce crédit de réalisation sera bouclé en 2022 une fois l'adaptation des garde-corps du Viaduc réalisée. Le retard est lié à l'accord sur le choix de l'esthétique des garde-corps entre les acteurs du projet.
	Réalisation terminée, crédit à clôturer	Crédit destiné à l'aménagement de l'îlot Sainte-Clotilde et de ses abords incluant la création d'une place publique arborée, le réaménagement des rues adjacentes et du jardin de la crèche Sainte-Clotilde. Ce crédit sera clôturé en 2022.
	Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit destiné aux travaux préparatoires et aux terrassements de la plateforme propre à recevoir l'infrastructure routière de la future promenade Chamonix-Viollier du nouveau quartier de la gare CEVA des Eaux-Vives. Des dépenses sont prévues en 2022.
	Réalisation terminée, crédit à clôturer	Crédit destiné aux travaux de construction et réhabilitation du réseau d'assainissement des eaux de la future promenade Chamonix-Viollier. Les travaux sont terminés et les décomptes sont en cours. Ce crédit sera bouclé en 2022.
	Réalisation terminée, crédit à clôturer	Crédit destiné aux travaux de construction du collecteur d'eaux pluviales « Frontenex 2 » et des collecteurs d'eaux usées adjacents. Les travaux sont terminés et les décomptes sont en cours. Ce crédit sera bouclé en 2022.
	Retard dans le démarrage de la réalisation	Crédit lié à l'aménagement du Sentier des Saules. L'autorisation étant annulée par jugement du Tribunal administratif, le projet est suspendu de l'attente de disposer de l'image directrice du Parc de la Jonction qui comprend également les principes d'aménagement de ce sentier.
	Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné à la fourniture et travaux de remplacement de 800 luminaires. Les dernières dépenses pour le Jardin Anglais sont prévues jusqu'en début 2022, les travaux étant en cours.
	Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné à la fourniture et travaux de remplacement de 920 supports d'éclairage public. Les dernières dépenses pour le Jardin Anglais sont prévues jusqu'en début 2022, les travaux étant en cours.
	Réalisation terminée, crédit à clôturer	Crédit destiné à l'aménagement de l'allée périphérique de la plaine de Plainpalais comprenant la plantation d'arbres, l'élargissement des travées piétonnes et le renforcement de l'éclairage. Ce crédit sera bouclé en 2022.
	Retard dans le démarrage de la réalisation	Crédit destiné aux travaux d'assainissement des falaises de Saint-Jean. Le dossier d'autorisation de construire est encore en instruction auprès de l'Office des autorisations de construire. Les travaux sont prévus sur 2022 et 2023.
	Réalisation terminée, crédit à clôturer	Crédit destiné au réaménagement du chemin du Velours. Ce crédit sera bouclé en 2022 lorsque la recette du Fond intercommunal d'équipement (FIE) sera perçue.
	Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné à l'extension des écopoints (sites de récupération des déchets) dans les quartiers de la Ville de Genève. En 2022, Les derniers travaux seront terminés et le crédit clôturé.
	Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné aux travaux de rénovation de l'éclairage public et des illuminations de la place Neuve. Les travaux dépendent de l'autorisation d'agrandissement du trottoir devant le Conservatoire de Musique. Des dépenses sont prévues jusqu'à début 2023.
	Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné au mobilier et matériel d'exploitation pour les collections du Fonds municipal d'art contemporain. Le retard du déménagement au Carré Vert explique le report de l'achat du matériel ne pouvant pas être effectué avant 2025.

Tableau des crédits de réalisation votés depuis plus de 5 ans (suite)

En milliers de francs

Libellé	Rapport CM	Date de vote	Montant crédit voté net	Dépenses nettes au 31.12.21	Amortissements nets au 31.12.2021	Soldes à amortir au 31.12.2021	
Nouvelle Comédie	PR-1085A4	20.05.2015	1'220	947	118	829	
Nouvelle Comédie	PR-1085A5	20.05.2015	1'357	907	181	726	
Conservatoire et jardin botaniques							
Lausanne 192 rue, mobilier	PR-876AII	20.03.2012	0	-	-	-	
Musée d'ethnographie							
Stand 22, rue du; collections MEG	PR-972A6	06.05.2013	31	7	2	4	
Musée Ariana							
Stand 22, rue du, collections Ariana	PR-972A8	06.05.2013	46	-	-	-	
Bibliothèque de Genève							
Bibliothèque de Genève et Bibliothèque du Conservatoire et jardin botaniques	PR-836A	09.05.2012	600	579	579	-	
St-Georges 41, boulevard, Bibliothèque de Genève	PR-972A9	06.05.2013	15	-	-	-	
Direction des systèmes d'information et de communication							
POLYCOM - Réseau de télécommunication de sécurité	PR-569A	16.01.2008	5'350	4'377	4'377	-	
1er Plan biennal des systèmes d'information et de communication	PR-698A2	01.12.2009	6'969	6'491	6'355	136	
Système de gestion immobilier	PR-698A3	01.12.2009	880	812	812	-	
Système d'information et de l'équipement du Conseil municipal	PR-698A4	01.12.2009	200	194	194	-	
Carl-Vogt 65, boulevard, Musée d'Ethnographie de Genève	PR-739A2	23.03.2010	429	297	297	-	
2ème Plan biennal des systèmes d'information et de communication	PR-837AI	16.02.2011	7'141	6'669	6'483	186	
Stand 22, rue du, Muséum d'histoire naturelle et Musée d'histoire des sciences	PR-972A11	06.05.2013	195	154	154	-	
Minoteries, bibliothèque, discothèque	PR-979AB2	25.03.2014	244	108	32	75	
3ème Plan biennal des systèmes d'information et de communication	PR-1065A1	28.10.2014	6'400	5'677	5'677	-	
3ème Plan biennal des systèmes d'information et de communication	PR-1065A2	28.10.2014	220	147	147	-	
Département de la sécurité et des sports							
Service logistique et manifestations							
79 véhicules légers, 36 engins et 21 deux-roues	PR-929AB2	26.06.2012	5'832	3'723	3'687	37	
Véhicules légers et engins spécifiques	PR-929AB4	26.06.2012	2'572	2'279	2'227	52	

Justifications publiées aux comptes 2021	Commentaires des services gestionnaires publiés aux comptes 2021
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné à l'équipement en mobilier pour les utilisateurs de la Nouvelle Comédie de Genève. La situation sanitaire engendrée par la Covid-19 ayant retardé les travaux, les dernières dépenses sont prévues en 2022.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné à l'équipement en matériel scénique mobile et en matériel technique de la Nouvelle Comédie de Genève. La situation sanitaire engendrée par la Covid-19 ayant retardé les travaux, les dernières dépenses sont prévues en 2022.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit brut de CHF 501'100.- destiné au mobilier et équipements pour la Console et la maison du jardinier-chef à l'usage des Conservatoire et jardin botaniques (ci-après CJB) et financé intégralement par le fonds spécial issu de la donation Varenne, soit un crédit net de 0 franc. Les travaux de rénovation des parquets de la Console, entrepris par la direction du patrimoine bâti, sont en cours de réalisation. Les commandes de mobilier des CJB, en lien avec ce crédit, pour l'aménagement interne final de la Console, ne sont pas encore toutes honorées; les délais de livraison de certains objets s'allongent en raison de la situation tendue sur les divers marchés internationaux.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné au déménagement des collections du Musée d'ethnographie de Genève (MEG) aux dépôts patrimoniaux. Les problèmes techniques au niveau de Carré Vert expliquent le retard du déménagement des collections qui ne pourra pas être effectué avant 2025.
Retard dans le démarrage de la réalisation	Crédit destiné au déménagement des collections de l'Ariana (ARI) aux dépôts patrimoniaux. Les problèmes techniques au niveau de Carré Vert expliquent le retard du déménagement des collections qui ne pourra pas être effectué avant 2025.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné à la désacidification d'ensembles patrimoniaux de la BGE et la bibliothèque des Conservatoire et jardin botaniques (CJB). Le retard du déménagement au Carré Vert entraîne le report de la prestation de désacidification des collections à 2025.
Retard dans le démarrage de la réalisation	Crédit destiné au matériel d'exploitation du dépôt pour les collections de la Bibliothèque de Genève (BGE). Le retard du déménagement au Carré Vert explique le report de l'achat de ce matériel qui ne pourra pas être effectué avant 2025.
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit destiné à assurer la participation de la Ville au réseau de radiocommunication de sécurité Polycom, ainsi que l'acquisition de matériel. Le solde de ce crédit a été réalloué dans une nouvelle PR de réalisation (PR-1463) votée le 16 novembre 2021. Ce crédit sera clôturé à fin 2022.
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit destiné au financement du 1er plan biennal des systèmes d'information et de communication. Le solde de ce crédit a été réalloué dans une nouvelle PR de réalisation (PR-1463) votée le 16 novembre 2021. Ce crédit sera clôturé à fin 2022.
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit destiné au financement d'un progiciel de gestion pour la gérance immobilière municipale (GIM). Le solde de ce crédit a été réalloué dans une nouvelle PR de réalisation (PR-1463) votée le 16 novembre 2021. Ce crédit sera clôturé à fin 2022.
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit destiné au financement du système d'information et de l'équipement du Conseil municipal (CM). Le solde de ce crédit a été réalloué dans une nouvelle PR de réalisation (PR-1463) votée le 16 novembre 2021. Ce crédit sera clôturé à fin 2022.
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit destiné à l'équipement en matériel informatique et de télécommunication du MEG. Le solde de ce crédit a été réalloué dans une nouvelle PR de réalisation (PR-1463) votée le 16 novembre 2021. Ce crédit sera clôturé à fin 2022.
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit destiné au financement du 2ème plan biennal des systèmes d'information et de communication. Le solde de ce crédit a été réalloué dans une nouvelle PR de réalisation (PR-1463) votée le 16 novembre 2021. Ce crédit sera clôturé à fin 2022.
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit destiné au matériel informatique nécessaire au fonctionnement des dépôts patrimoniaux. Le solde de ce crédit a été réalloué dans une nouvelle PR de réalisation (PR-1463) votée le 16 novembre 2021. Ce crédit sera clôturé à fin 2022.
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit destiné à l'équipement en matériel informatique de la bibliothèque-discothèque située dans l'ensemble des immeubles rue des Minoteries 1-3-5-7 et rue de Carouge 98-100-102. Le solde de ce crédit a été réalloué dans une nouvelle PR de réalisation (PR-1463) votée le 16 novembre 2021. Ce crédit sera clôturé à fin 2022.
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit destiné au financement du 3ème plan biennal des systèmes d'information et de communication. Le solde de ce crédit a été réalloué dans une nouvelle PR de réalisation (PR-1463) votée le 16 novembre 2021. Ce crédit sera clôturé à fin 2022.
Réalisation en cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit destiné à assurer le financement du système d'information et l'équipement informatique du CM pour la législature 2015-2020 (première tranche). Le solde de ce crédit a été réalloué dans une nouvelle PR de réalisation (PR-1463) votée le 16 novembre 2021. Ce crédit sera clôturé à fin 2022.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné au renouvellement planifié de 79 véhicules légers, 36 engins spécifiques et 21 deux-roues. Toutes les procédures d'achat sont en cours ou en préparation. Les dernières dépenses devraient être réalisées d'ici fin 2022.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné au renouvellement anticipé de 11 véhicules légers et de 10 engins spécifiques. Toutes les procédures d'achat sont en cours ou en préparation. Les dernières dépenses devraient être réalisées d'ici fin 2022.

Tableau des crédits de réalisation votés depuis plus de 5 ans (suite)

En milliers de francs

Libellé	Rapport CM	Date de vote	Montant crédit voté net	Dépenses nettes au 31.12.21	Amortissements nets au 31.12.2021	Soldes à amortir au 31.12.2021	
Administration municipale Véhicules	PR-1082A1	29.04.2015	2'372	1'305	513	792	
Administration municipale Véhicules	PR-1082A2	29.04.2015	5'923	4'370	4'224	145	
Département de la cohésion sociale et de la solidarité							
Service des écoles et institutions pour l'enfance							
Equipements sportifs simples	PR-811A	20.04.2011	855	817	291	526	
Parc Geisendorf, Lamartine 16bis	PR-1159A2	28.09.2016	348	283	107	176	
Berne 50, Ecole Pâquis-Centre	PR-1165A3	23.11.2016	2'155	1'760	630	1'130	
Départements divers (les crédits d'engagement suivants sont gérés par différents services)							
Services divers							
Fondation des parkings (Prieuré)	PR-142A	20.06.1989	1'194	1'085	-	1'085	

Justifications publiées aux comptes 2021	Commentaires des services gestionnaires publiés aux comptes 2021
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné au renouvellement de véhicules lourds et remorques. Il reste une procédure d'achat (poids lourds) à lancer en 2022. Les dernières dépenses devraient être réalisées d'ici fin 2023.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné au renouvellement de véhicules légers et engins spécifiques. Toutes les procédures d'achat sont en cours ou en préparation. Les dernières dépenses devraient être réalisées d'ici fin 2022.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné à la construction d'équipements sportifs simples à destination de toutes les catégories d'âge pour l'Arène multisports du Parc Bertrand. A la suite de contraintes techniques, la réalisation de l'arène multisports prévue au Parc Bertrand va être réalisée à l'Ecole des Contamines. Ce crédit de réalisation sera clôturé en 2022.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné à l'acquisition du mobilier et équipements pour le restaurant scolaire et locaux parascolaires de l'école située au parc Geisendorf. Suite au retard de livraison du bâtiment aux utilisateurs, certains locaux doivent encore être aménagés.
Réalisation non terminée et retard constaté pour raisons techniques	Crédit destiné à la rénovation du bâtiment de l'école de Pâquis-Centre. Les dernières dépenses sont prévues en 2022.
Prêt en cours de remboursement	Ce crédit concerne un prêt repris par la Fondation des Parkings pour financer la construction du Parking du Prieuré. La Ville de Genève perçoit 3/7ème du bénéfice annuel sous forme de remboursement du prêt jusqu'à l'échéance de 2057.

TABLEAU DES CRÉDITS D'ÉTUDES VOTÉS DEPUIS PLUS DE 5 ANS

En milliers de francs

Libellé	Rapport CM	Date de vote	Montant crédit voté net	Dépenses nettes au 31.12.21	Amortissements nets au 31.12.2021	Soldes à amortir au 31.12.2021	
Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité							
Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité							
Grenus, Etuves, Rousseau, aménagement	PR-246A	21.01.2004	468	233	233	-	
Eaux-Vives, quartier, études mesures d'aménagement	PR-273AB	07.04.2004	1'020	154	154	-	
Plan général d'évacuation des eaux	PR-354A	18.05.2005	3'314	1'838	1'838	-	
Mont-Blanc pont du	PR-387AB	08.11.2006	1'420	1'161	-	1'161	
Voie verte d'agglomération	PR-824A	18.05.2011	508	482	-	482	
Etude de renouvellement des éclairages publics	PR-911A	13.12.2011	131	119	-	119	
Cornavin, place de	PR-911A	13.12.2011	200	200	-	200	
Frontenex avenue et route	PR-1002A	15.01.2013	200	49	-	49	
Promotion du vélo	PR-1051A	05.05.2014	457	312	-	312	
Zones 30 km/h	PR-1054A	21.05.2014	250	261	-	261	
«Stratégie de piétonisation»	PR-1060A	04.06.2014	2'335	2'245	-	2'245	
Bruit routier 2è tranche	PR-1061A	26.01.2015	1'652	458	-	458	
PLQ Godefroy, réseau d'assainissement	PR-1150A1	09.02.2016	59	-	-	-	
PLQ Godefroy, réaménagement domaine public	PR-1150A2	09.02.2016	171	-	-	-	
Coulouvrenière pont, élargissement	PA-123A	10.02.2016	370	-	-	-	
Saint-Georges, boulevard de, aménagement	PR-1122A7	27.04.2016	350	-	-	-	
Direction du patrimoine bâti							
Stade de Frontenex	41A	26.04.1988	545	272	272	-	
Dossier 15, rue	300A	11.02.1998	625	399	-	399	
Grottes 6, rue	PR-495A	20.03.2007	470	897	-	897	
Grottes 8 et 10, des Amis 9	PR-721A	12.12.2009	650	623	-	623	
Goetz-Monin 8, rue	PR-721A	12.12.2009	300	354	-	354	
Lausanne 126, La Perle du lac	PR-721A	12.12.2009	150	455	455	-	

Justifications publiées aux comptes 2021		Commentaires des services gestionnaires publiés aux comptes 2021
Etude en-cours et dépenses réalisées dans l'année		Crédit d'étude relatif à la poursuite des travaux d'aménagement urbain de la place de Grenus et des rues des Etuves et Rousseau. Un schéma de fonctionnement a été mis à l'essai début 2020. Un bilan de la mise à l'essai a été réalisé en 2021 et des études complémentaires seront conduites en 2022 en vue d'un dépôt de crédit de réalisation en 2022 ou 2023.
Etude en-cours et dépenses réalisées dans l'année		Crédit d'étude relatif à la poursuite des travaux d'aménagement urbain dans le quartier des Eaux-Vives. Une analyse des impacts de circulation de l'aménagement du Quai-Ador est actuellement en cours. Par ailleurs la volonté du CM d'aménager la rue de Montchoisy pourrait engendrer un réajustement des circulations dans le quartier et donc des études complémentaires. Le service est en attente de la décision du CM sur la PRD de réaménagement de la rue Montchoisy.
Etude en-cours et dépenses réalisées dans l'année		Crédit destiné à l'établissement du plan général d'évacuation des eaux de la Ville de Genève. Le retard est dû notamment à une rupture de contrat avec un prestataire en 2019. Les études et dépenses se poursuivront jusqu'à fin 2022.
Etude en-cours et dépenses réalisées dans l'année		Crédit d'étude relatif à l'élargissement du pont du Mont-Blanc pour l'aménagement de pistes cyclables et des raccords aux rives (PR -387 A/B). Un crédit d'étude complémentaire (PRD-156A) a été voté le 16 mai 2019. Après une interruption du projet, les études et dépenses ont repris et sont prévues jusqu'à fin 2022.
Etude terminée et crédit de réalisation à venir		Crédit d'étude relatif à la Voie verte. Ce crédit a été partiellement intégré à la PR de réalisation portant sur le tronçon du quai du Cheval-Blanc (PR 1394). Ce crédit sera bouclé en 2022.
Etude en-cours et dépenses réalisées dans l'année		Crédit d'étude relatif au renouvellement des éclairages publics. Il sera partiellement intégré à la PR de réalisation de la Voie-verte Cheval-Blanc (PR-1394). Le solde sera bouclé en 2022.
Etude terminée et crédit à clôturer, à amortir dans l'année		Crédit d'étude relatif aux aménagements de surface, déplacement de trémie de la Place Cornavin. Ce crédit sera bouclé et intégré dans une PR de bouclement en 2022 dans la mesure où la PR de réalisation sera déposée dans un horizon temporel de trois ans environ. Le périmètre de la gare Cornavin fait actuellement l'objet d'études plus élargies (PR- 1383).
Etude terminée et crédit de réalisation à venir		Crédit d'étude relatif au développement d'aménagements de l'espace public en lien avec la création de l'axe de transport public dit «Axe Frontenex». Ce crédit sera intégré à la PR de réalisation qui sera déposée en 2022.
Etude en-cours et dépenses réalisées dans l'année		Crédit d'étude relatif aux études pour la promotion du vélo ainsi qu'à la communication. Des dépenses sont prévues jusqu'à 2022.
Etude en-cours et dépenses réalisées dans l'année		Crédit d'étude relatif aux études d'aménagement et d'amélioration des zones 30 km/h. Les études des dernières zones 30 km/h se poursuivront jusqu'à fin 2022.
Etude terminée et crédit à clôturer, à amortir dans l'année		Ce crédit d'étude ne sera pas suivi de réalisation dans la mesure où la PR 1305 n'est pas mise en œuvre suite au référendum populaire. De nouvelles études pourraient être lancées à la demande du CM. Il sera bouclé et intégré dans une PR de bouclement en 2022.
Etude en-cours et dépenses réalisées dans l'année		Crédit d'étude destiné à l'assainissement du bruit routier. Les études ont été suspendues suite à un réajustement de la stratégie de la Ville de Genève dans la gestion du bruit routier (plus de dépôt de programme d'assainissement du bruit routier). La Ville de Genève est en attente d'un positionnement de la République et canton de Genève sur les vitesses de circulation. A l'issue de la décision cantonale, de nouvelles études seront lancées ou le crédit sera définitivement à boucler.
Etude en-cours et dépenses réalisées dans l'année		Crédit d'étude relatif à la mise en séparatif du réseau secondaire d'assainissement des eaux pour le périmètre du PLQ Godefroy. Les études sont reportées en raison du report des travaux dans le secteur Eaux-Vives et du plan localisé de quartier (PLQ) lui-même.
Etude en-cours et dépenses réalisées dans l'année		Crédit d'étude relatif au réaménagement du domaine public de l'avenue Godefroy. Selon le développement et les autorisations en lien avec le plan localisé de quartier (PLQ), les dépenses sont prévues en 2023 et 2024.
Etude en-cours et dépenses réalisées dans l'année		Crédit d'étude relatif à l'élargissement du pont de la Coulouvrenière afin d'y aménager une piste cyclable et un itinéraire en site propre jusqu'à la place du Cirque. Les études n'ont pas débuté, car une coordination est en cours avec l'Office cantonal des transports (OCT) sur le tram Terreaux-du-Temple.
Etude en-cours et dépenses réalisées dans l'année		Crédit d'étude relatif à l'aménagement du boulevard Saint-Georges. Les études démarreront en 2022, lorsque les travaux du futur écoquartier de la Jonction seront terminés.
Crédit d'étude non utilisé ou dont l'objectif est non atteint		Crédit d'étude relatif à la rénovation et la construction des installations sportives du stade de Frontenex en attente de décision de la magistrature.
Etude en-cours et dépenses réalisées dans l'année		Crédit d'étude complémentaire relatif à la poursuite des études de rénovation de l'immeuble sis rue Jean Dassier 15 (décision du CA du 27 février 2018). Le mandat d'étude a été attribué en décembre 2019. Le dépôt d'une PR de réalisation est prévu courant 2022.
Etude en-cours et dépenses réalisées dans l'année		Crédit d'étude relatif à la rénovation des immeubles Grottes 6-6 bis et Amis 5. Une PR de réalisation (PR-916) déposée le 14.09.2011, est à l'examen en commission et suspendue à la décision du plan localisé de quartier (PLQ).
Etude terminée et attente de décision sur la réalisation		Crédit d'étude relatif à la rénovation de l'immeuble Grottes 10 et à la construction d'un immeuble de logements après la démolition des immeubles Grottes 8 et Amis 9. Tout crédit de réalisation est pour l'instant suspendu dans l'attente d'une décision du PLQ.
Crédit d'étude non utilisé ou dont l'objectif est non atteint		Crédit d'étude relatif à la rénovation de l'immeuble Goetz-Monin 8. Cette étude réalisée en 2013, ne sera pas reprise dans le crédit de réalisation qui sera déposée en 2022. Ce crédit sera bouclé et intégré à une PR de bouclement globale déposée par le DACM en 2022.
Etude terminée et attente de décision sur la réalisation		Crédit d'étude relatif à la rénovation et la transformation du restaurant de la Perle du Lac terminé. Une PR de réalisation (PR-976) a été déposée et refusée par le CM le 28.10.2014. La PR-976 a été amendée et est dans l'attente d'une décision du CA depuis 2015.

Tableau des crédits d'études depuis plus de 5 ans (suite)

En milliers de francs

Libellé	Rapport CM	Date de vote	Montant crédit voté net	Dépenses nettes au 31.12.21	Amortissements nets au 31.12.2021	Soldes à amortir au 31.12.2021
Navigation 38, étude de rénovation	PR-721A	12.12.2009	425	382	-	382
Jean-Calvin, Pélisserie, angle	PR-713A	28.04.2010	1'950	7	7	-
Espace diffusion musiques amplifiées	PA-116	03.11.2010	700	523	523	-
La Grange villa	PR-807A	11.12.2010	400	29	-	29
Madeleine 16 rue	PR-807A	11.12.2010	400	557	-	557
Gourgass 7, rue, BAC, dépollution	PR-790A	18.01.2011	2'400	835	-	835
Gare des Eaux-Vives, crèche, sport et jeunesse	PR-750AB	23.11.2011	4'900	6'617	-	6'617
Frontenex 71, rte de, parc La Grange, « La Ferme »	PR-911A	13.12.2011	180	103	-	103
Périmètre des tours de la Jonction	PR-911A	13.12.2011	400	440	-	440
Lausanne 118-120, rue de, SEVE	PR-911A	13.12.2011	250	-	-	-
Giuseppe-Motta 20, av.	PR-737A	21.03.2012	350	-	-	-
Châtelaine 43, av. de, ZIC	PR-886A	26.06.2012	1'120	143	143	-
Dorcière pl., Gare routière	PR-1002A	15.01.2013	300	141	-	141
Puits-Saint-Pierre 6, rue du, Maison Tavel	PR-951A	15.04.2013	990	-	-	-
Vernier & Bois-des-Frères, rtes de	PR-1029AB	18.03.2014	1'215	1'514	-	1'514
Cordiers 8 rue	PR-1054A	21.05.2014	700	683	-	683
Frontenex 64, Vessy 12, couverture du stade	PR-1054A	21.05.2014	250	-	-	-
Saint-Antoine, bastion de	PR-1166A	27.04.2016	1'230	1'470	-	1'470
Département des finances, de l'environnement et du logement						
Service des espaces verts						
Espaces verts (PSV)	PR-1002A	15.01.2013	150	155	-	155

	Justifications publiées aux comptes 2021	Commentaires des services gestionnaires publiés aux comptes 2021
	Etude terminée et crédit de réalisation à venir	Crédit d'étude relatif à la rénovation d'immeubles de logements prélevé sur les crédits d'études divers votés le 15 janvier 2013. Une PR de réalisation va être déposée en 2022.
	Crédit d'étude non utilisé ou dont l'objectif est non atteint	Crédit d'étude relatif au projet de construction d'immeubles de logements et de locaux commerciaux, ainsi qu'à l'aménagement d'un square public, à l'angle des rues Jean-Calvin et Pélisserie. Le projet reste en attente de l'octroi d'un droit de superficie.
	Crédit d'étude non utilisé ou dont l'objectif est non atteint	Crédit d'étude relatif à l'adaptation des réservoirs du Bois-de-la-Bâtie en un espace pour la diffusion de musiques amplifiées. Le projet a dû être bloqué par souci du bien-être des animaux du Parc. Ce crédit sera bouclé et intégré à une PR de bouclage globale déposée par le DACM en 2022.
	Etude terminée et crédit de réalisation à venir	Crédit d'étude relatif à la rénovation des salons de la Villa La Grange terminée. Le projet de réalisation est en suspens pour des raisons stratégiques et politiques ainsi que de priorisation des investissements.
	Etude en-cours et attente de décision sur crédit d'étude complémentaire	Crédit d'étude relatif à la réfection de l'enveloppe et au réaménagement de la crèche à la rue de la Madeleine 16. Une PR d'étude complémentaire (PR-1457) a été déposée le 27.04.2021.
	Etude en suspens	Crédit d'étude relatif à un réaménagement et à une rénovation partielle du Bâtiment d'art contemporain (BAC). Ce projet fait l'objet d'un concours lancé le 1 ^{er} décembre 2021.
	Dépenses études à transférer	Crédit d'étude relatif à l'organisation d'un concours d'architecture et à l'étude d'un complexe « crèche, sport et jeunesse » situé sur le futur site de la gare Cornavin - Eaux-Vives - Annemasse (ci-après CEVA) qui a eu lieu en 2014. La PR de réalisation (PR-1421) a été déposée au CM le 6 octobre 2020 et votée le 18 mai 2021. Le transfert sur le crédit de réalisation sera effectué début 2022.
	Dépenses études à transférer	Crédit d'étude relatif à l'étude de la rénovation des dépendances de la villa La Grange. Il sera intégré au crédit de réalisation (PR-1230) votée par le CM le 28.06.2021, début 2022.
	Etude en-cours et dépenses réalisées dans l'année	Crédit d'étude relatif à l'étude de la rénovation des immeubles du quartier de la Jonction. Le projet a été temporairement mis en suspens pour privilégier l'ensemble des Minoteries. Un crédit d'étude complémentaire va être déposé en 2022.
	Crédit d'étude non utilisé ou dont l'objectif est non atteint	Crédit d'étude relatif à l'étude de la rénovation de l'enveloppe et des combles des immeubles Lausanne 118-120. Des travaux urgents ont été réalisés sur le budget de fonctionnement. Le crédit est maintenu en prévision d'études pour une étape ultérieure de travaux.
	Crédit d'étude non utilisé ou dont l'objectif est non atteint	Crédit d'étude relatif à l'étude des travaux de sécurisation, de mise en conformité et de rénovation de l'enveloppe de l'immeuble Giuseppe-Motta 20. Il est suspendu dans l'attente de l'issue du concours des immeubles de logements adjacents n'appartenant pas à la Ville de Genève.
	Crédit d'étude non utilisé ou dont l'objectif est non atteint	Crédit d'étude relatif à l'étude d'une image directrice de la zone industrielle des Charmilles et au projet de création d'un Ecopôle. Ce projet a été abandonné. Ce crédit sera bouclé et intégré à une PR de bouclage globale déposée par le DACM en 2022.
	Etude terminée et crédit de réalisation à venir	Crédit d'étude relatif au développement par l'aménagement, génie civil et mobilité des projets d'aménagements de l'espace public relevant de sa compétence, en collaboration avec l'équipe mandatée par la République et canton de Genève. La décision sur la PR de réalisation qui a été soumise au CA le 10 juin 2020 a été reportée.
	Crédit d'étude non utilisé ou dont l'objectif est non atteint	Crédit d'étude relatif à la rénovation des façades sur cour et jardin, à l'adaptation des installations techniques, aux aménagements intérieurs et à la nouvelle muséographie de la Maison Tavel. Ces projets sont reportés selon décision du CA du 10 avril 2013 et sont en attente d'un projet muséal global MAH.
	Etude terminée et crédit de réalisation à venir	Crédit d'étude relatif à l'organisation d'un concours de projets d'architecture et aux études de deux bâtiments abritant un hébergement temporaire et des équipements pour les sports et la jeunesse, situés à l'angle des routes de Vernier et du Bois-des-Frères. Une PR de réalisation sera déposée en 2022.
	Etude terminée et crédit de réalisation à venir	Crédit d'étude relatif à la démolition et reconstruction de l'immeuble 8, rue Cordiers ainsi qu'à l'étude en vue de la construction de onze nouveaux logements. L'autorisation de construire a été délivrée mais un recours au tribunal administratif est actuellement en cours de traitement.
	Crédit d'étude non utilisé ou dont l'objectif est non atteint	Crédit d'étude relatif à l'étude d'une couverture gonflable et chauffée pour le stade de Richemont. Ce crédit sera bouclé par la PR de bouclage globale déposée en 2022.
	Etude terminée et crédit de réalisation à venir	Crédit d'étude relatif à la valorisation et de la conservation des fouilles archéologiques du bastion Saint-Antoine. Ce crédit d'étude sera transféré sur le crédit de réalisation (PR-1393) qui a été voté le 26 janvier 2022 par le Conseil municipal.
	Etude terminée et crédit de réalisation à venir	Crédit d'étude relatif à la mise en œuvre du plan stratégique de végétalisation (PSV). Ce crédit sera prochainement bouclé par une PR de bouclage qui est en cours de rédaction et qui sera déposée courant 2022.

5.9 Notes relatives aux actifs éventuels, engagements conditionnels et hors bilan

5.9.1 Actifs éventuels

Entretien des routes communales à caractère cantonal

Compte tenu de la disposition du réseau routier entièrement communal situé sur le territoire de la Ville de Genève, le Conseil d'Etat de la République et canton de Genève et le Conseil administratif de la Ville de Genève ont conclu le 4 mars 1936 une convention, aux termes de laquelle l'Etat verserait, par compensation, chaque année à la Ville une subvention pour ses artères municipales à caractère cantonal.

Il est également stipulé que cette subvention est subordonnée au versement, par compensation, par la Ville de Genève à la République et canton de Genève d'une contribution d'égal montant, à titre de participation aux frais des services de police sur le territoire municipal. Etant relevé que la Ville de Genève était la seule des grandes villes de Suisse qui n'assumait pas la dépense résultant des services de police urbaine.

Au vu de l'augmentation plus importante des coûts d'entretien des routes par rapport aux frais de police, il convient de revoir la compensation entre ces deux contributions et de prévoir une contribution effective de la part de l'Etat pour permettre à la Ville de Genève d'entretenir son réseau.

Sur la base de ce qui précède et des articles 19 et 20 de la Loi sur les routes (LRoutes), la Ville de Genève poursuit des négociations avec la République et canton de Genève dans le but de faire valoir ses prétentions, notamment d'actualiser à la hausse la participation financière de la République et canton de Genève aux coûts d'entretien des artères municipales à caractère cantonal.

Le montant de la participation et la date de signature de cette nouvelle convention entre les deux parties ne sont pas encore déterminés à ce jour.

Restitution éventuelle de subventions

Dans le courant de l'année 2021, la Ville de Genève a versé les subventions votées aux bénéficiaires accompagnées de demande d'informations complémentaires, comme l'obligation de présenter de manière détaillée et distincte les effets de la crise sanitaire de la Covid-19 ou de recourir à toutes les mesures possibles afin d'atténuer les effets financiers de la crise sur leur structure, comme le recours au chômage partiel (RHT), à des demandes d'indemnisations cantonales ou fédérales ou à toute autre aide éventuelle mise en place.

Compte tenu des annulations et des reports de manifestations et spectacles et, en application des conventions de subventionnement et/ou du Règlement régissant les conditions d'octroi des subventions municipales (LC 21 195), les bénéficiaires sont susceptibles de devoir rembourser à la Ville de Genève les excédents de subventions perçus sur l'exercice 2021.

Compte tenu du nombre élevé de subventionné-e-s, il n'est pas possible d'estimer les éventuels excédents de subventions 2021 susceptibles d'être remboursés à la Ville de Genève sur l'exercice 2022. La régularisation de ces cas sera effectuée lors de la remise des comptes annuels 2021 aux différents services municipaux subventionneurs.

5.9.2 Engagements conditionnels et hors bilan

TABEAU DES GARANTIES ET DES ENGAGEMENTS CONDITIONNELS AU 31 DECEMBRE 2021

En milliers de francs

Typologie du rapport juridique entre la Ville et l'entité destinataire Nom de l'entité bénéficiaire	Propriétaires ou copropriétaires les plus importants de l'entité bénéficiaire	Prestations couvertes par la garantie et/ou l'engagement conditionnel	Flux financiers 2021 entre la Ville et l'entité	Origine de l'engagement	Risques d'actionner la garantie	Notes
Engagement conditionnel		147'704				
Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (FVGLS)	Ville de Genève	5'000	-2'945	PR-1075	Risque financier et de défaut de la contrepartie	a)
Soutien au logement coopératif	-	2'500	-	PA-448A	Décision du CA de soutenir le logement coopératif à hauteur de l'autorisation	b)
Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI)	Confédération et Canton de Genève	20'000	-	PR-1180	Risque financier et de défaut de la contrepartie	c)
Chemins de fer fédéraux (CFF)	Confédération	120'204	1'149	PR-1185	Refus par les chambres fédérales de voter le budget supplémentaire	d)
Couverture des engagements		0				
Groupements intercommunaux (GIAP, CIDEDEC, ACG)	Autres communes du canton de Genève	Dettes éventuelles	cf. Tableau des participations du PA	LAC (B 6 05) Art.57	Risque économique et de défaut de la contrepartie	e)
Engagement de prévoyance		480'843				
Fondation des Evaux	Villes de Genève, Lancy, Onex et communes de Bernex et Confignon	337	1'234	PR-1167	Risque démographique et de performance des actifs	f)
CAP Prévoyance	Ville de Genève, SIG et communes genevoises affiliées	480'505	76'332	PR-998	Risque démographique et de performance des actifs	g)
Caution simple		202'589				
Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (FVGLS)	Ville de Genève	100'000 100'000	-2'945	PR-1075 PR-1405	Risque financier et de défaut de la contrepartie	a)
Fondation des Evaux	Villes de Genève, Lancy, Onex et communes de Bernex et Confignon	2'589	1'234	PR-1309	Risque économique et de défaut de la contrepartie	f)
Garantie loyer		1				
Locataire	-	1	-	Courrier du Service social	Risque économique et de défaut de la contrepartie	h)
Couverture des déficits		0				
Secteurs, fondations, associations petite enfance	-	Déficit d'exploitation	114'109	Règlement LC 21551	Risque financier et de budget de fonctionnement supérieur aux attentes	i)
Association de cuisines et restaurants scolaires	-	Déficit d'exploitation	1'186	Règlement LC 21 521 en vigueur depuis le 01.01.2006	Risque financier et de budget de fonctionnement supérieur aux attentes	j)
Leasings non portés au bilan		253				
Centrale municipale d'achat et d'impression	Ville de Genève	253	Loyers versés	Signature de contrats de leasing dans l'unité	Contrats portés à leurs termes	k)
Location simple		49'904				
Différents services de la Ville de Genève	Ville de Genève	49'904	Loyers versés	Signature de contrat de baux à loyer dans les services	Contrats portés à leurs termes	l)
Engagements contrats informatiques		4'024				
Direction des systèmes d'information et de communication	Ville de Genève	4'024	Prestations versées	Signature de contrat	Contrats portés à leurs termes	m)
Total des engagements		885'317				

a) Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (FVGLS)

Engagement conditionnel

Dans sa délibération du 5 mai 2014 (PR-1075), le Conseil municipal a voté, à l'article 4, l'autorisation au Conseil administratif d'ouvrir une ligne de crédit d'un montant de kCHF 5'000 en faveur de la FVGLS. Au 31 décembre 2021, cette ligne de crédit n'a pas été utilisée.

Cautions simples

Dans les délibérations du 5 mai 2014 (PR-1075) et du 8 septembre 2021 (PR-1405), le Conseil municipal a voté, dans respectivement l'article 5 (PR-1075) et l'article 6 (PR-1405), l'autorisation au Conseil administratif d'octroyer à la FVGLS des cautions simples rémunérées annuellement à hauteur de 0.125% du montant garanti, celles-ci ne devant pas excéder un montant de kCHF 100'000 en tout temps. Au 31 décembre 2021, aucune caution n'a été actionnée.

b) Soutien au logement coopératif

Engagement conditionnel

Un crédit d'investissement de kCHF 2'500 destiné à soutenir le logement coopératif en Ville de Genève par les moyens ci-dessous a été voté par le Conseil municipal dans sa séance du 1^{er} octobre 2001 (PA-448), soit :

- garanties financières en couverture de prêts de même montant ;
- prêts à taux préférentiels ;
- nantissements de parts sociales ;
- achat de parts sociales.

Le Conseil administratif est autorisé à engager ce montant en accordant à des coopératives ayant pour objectif principal le logement coopératif – associant leurs membres à la gestion et interdisant le rachat de leurs appartements en PPE (propriété par étage) dans un ou plusieurs immeubles –, des soutiens financiers tels qu'ils sont mentionnés à l'article premier, pour une valeur jusqu'à concurrence de 10% du montant total du projet proposé. Ceci doit permettre à ces coopératives d'acquérir un ou plusieurs immeubles ou parcelles, ou de construire ou rénover un ou plusieurs immeubles, sur le territoire de la Ville de Genève.

Dans l'hypothèse où une garantie ou une autre forme de soutien devait être engagée, la dépense qui serait consentie sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine financier, et amortie au moyen de deux annuités, qui figureront au budget de la Ville de Genève dans les deux années qui suivront celle pendant laquelle a eu lieu la dépense. Au 31 décembre 2021, aucun moyen n'a été actionné.

c) Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI)

Engagement conditionnel

Dans sa délibération du 27 juin 2016 (PR-1180), le Conseil municipal a voté un crédit de kCHF 20'000, destiné à l'octroi d'un prêt remboursable sur trente ans, sans intérêt, à la Fondation des immeubles pour les organisations internationales en vue de la rénovation de l'Office des Nations Unies à Genève, sis Palais des Nations. Au 31 décembre 2021, aucune libération de prêt n'a été effectuée.

d) Chemins de fer fédéraux (CFF)

Engagement conditionnel

Une convention cadre relative à l'extension de la capacité du nœud ferroviaire de Genève a été signée, le 7 décembre 2015, entre la Confédération, la République et canton de Genève et la Ville de Genève. Le 27 septembre 2016, le Conseil municipal a voté la PR-1185 par laquelle la Ville de Genève octroie une subvention conditionnellement remboursable de kCHF 120'204 aux Chemins de fer fédéraux (ci-après CFF), au titre de participation aux études et travaux d'extension du nœud ferroviaire de Genève menés sous la maîtrise d'ouvrage des CFF et sous la condition suspensive de l'acceptation par le Grand Conseil du projet de loi confirmant une participation de l'État. Celle-ci a été acceptée en date du 22 septembre 2016. La convention d'origine a été remplacée par une nouvelle convention cadre signée le 5 avril 2019, ainsi que par la signature d'un avenant le 13 octobre 2021 intégrant des travaux complémentaires et une nouvelle clé de répartition des coûts des travaux.

En décembre 2021, la République et canton de Genève et la Ville de Genève ont demandé à la Confédération, qui l'a acceptée en février 2022, l'intégration de la modification de projet « 1bis » de l'extension de la capacité du nœud ferroviaire de Genève au « Rapport sur l'état des programmes d'aménagement de l'infrastructure ferroviaire et la perspective RAIL 2050 » devant être soumise au Parlement fédéral courant 2023. Ce nouveau projet « 1bis » doit encore faire l'objet d'approfondissements entre les CFF, la République et canton de Genève et la Ville de Genève, et les montants définitifs qui en résulteront serviront de base à l'adaptation de la convention cadre du 5 avril 2019 précitée et de ses clés de répartition, sous réserve que les Chambres fédérales ne voient pas d'objections à la modification demandée. Dans l'intervalle, les CFF pourront d'ores et déjà développer le projet de construction sur la base de la solution « 1bis », étant entendu que dans le cas où le Parlement refuserait la modification, la République et canton de Genève et la Ville de Genève supporteront la totalité de l'investissement perdu pour revenir à la variante de base.

Compte tenu des différentes approbations requises et de l'incertitude à ce stade sur les montants du nouveau projet «1 bis», le montant de l'engagement conditionnel a été conservé conformément à la convention cadre du 5 avril 2019. Le montant de la subvention versée dans le cadre de cette convention s'élève à kCHF 3'938 au 31 décembre 2021.

e) Groupements intercommunaux

La Ville de Genève fait partie des groupements suivants : GIAP, CIDEDEC et ACG (cf. Tableau des participations du PA).

Selon l'article 57, al. 4 de la Loi sur l'administration des communes, les communes membres sont solidairement responsables des dettes que le groupement ne serait pas en mesure de payer. Aucune demande de participation n'a été notifiée au 31 décembre 2021.

f) Fondation des Evaux

Engagement de prévoyance

Sur la base de la PR-1167, le Conseil municipal a approuvé, le 2 novembre 2016, que la Ville de Genève garantisse avec les autres communes membres de la Fondation de droit public d'intérêt communal des Evaux (Onex, Bernex, Confignon et Lancy) les engagements de prévoyance des assurées actives et assurés actifs et des futur-e-s pensionné-e-s de la Fondation des Evaux auprès de la CPI Villes et Communes de la Fondation CAP Prévoyance. Cette garantie est fixée proportionnellement aux montants de la subvention annuelle.

Une convention d'affiliation a été signée le 26 avril 2018 entre :

- la Fondation des Evaux ;
- les Villes de Genève, Lancy et Onex ;
- les communes de Bernex et Confignon ;
- la CAP - Fondation de prévoyance intercommunale de droit public de la Ville de Genève, des Services industriels de Genève et des communes genevoises affiliées et d'autres employeurs affiliés conventionnellement ; et
- la Caisse de prévoyance interne «Ville de Genève et les autres communes genevoises».

Selon l'article 5, al. 2 de la Convention d'affiliation, l'engagement de prévoyance s'étend à la part des engagements pour les prestations qui ne sont pas entièrement financées en capitalisation sur la base des taux de couverture initiaux au sens de la Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP).

La part non couverte des engagements de prévoyance relative aux assuré-e-s et pensionné-e-s de la Fondation des Evaux s'élève à kCHF 978 au 1^{er} janvier 2021. Le taux de couverture de l'engagement pour la Fondation des Evaux s'élevait à 81.36% au 1^{er} janvier 2021, au-dessus de l'objectif de 80% à atteindre d'ici 2050, fixé par l'article 72a, al. 1, let. c) de la Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP). La garantie, pour la Ville de Genève, proportionnelle au montant de la subvention annuelle, s'élève à kCHF 337 au 1^{er} janvier 2021.

Caution simple

Le Conseil municipal a décidé, lors de sa séance du 11 septembre 2018 (PR-1309), que la Ville de Genève cautionne, de manière simple avec les autres communes membres de la Fondation de droit public d'intérêt communal des Evaux (Onex, Bernex, Confignon et Lancy), l'emprunt contracté par la Fondation des Evaux pour la démolition-reconstruction du bâtiment principal des Evaux.

Au 31 décembre 2021, l'emprunt contracté par la Fondation, s'élève à kCHF 6'500. La caution simple de la Ville de Genève est calculée proportionnellement au montant de la subvention annuelle, soit un montant de kCHF 2'589. Cette caution n'a pas été activée au 31 décembre 2021.

g) CAP Prévoyance

Engagement de prévoyance

Sur la base de la PR-998, le Conseil municipal a notamment approuvé, le 22 janvier 2013, la création d'une Fondation de droit public ayant pour but d'assurer la prévoyance professionnelle du personnel de la Ville de Genève, des Services industriels de Genève et des communes affiliées.

Selon l'article 9 de cette proposition, le Conseil municipal approuve que la Ville de Genève garantisse les engagements de prévoyance de la Caisse de prévoyance interne «proportionnellement aux engagements de prévoyance dus à ses assurées actives et assurés actifs et pensionné-e-s, et aux engagements qui la concernent, prévus à l'article 5, al. 3, let. c) et d) des statuts de la CAP.

1. Engagements de prévoyance de la commune au 31 décembre 2020/1^{er} janvier 2021 : kCHF 2'577'819

Les engagements de prévoyance de la commune ne concernent que les engagements pour la Ville de Genève.

2. Liste des engagements de prévoyance des entités qui bénéficient d'une garantie de la commune

Les montants ci-après sont les engagements de prévoyance totaux des entités citées pour lesquels des garanties ont également été octroyées par les autres communes membres.

- | | | |
|---|------|--------|
| • Engagements de prévoyance de l'ACG : | kCHF | 38'714 |
| • Engagements de prévoyance de CAP Prévoyance : | kCHF | 14'622 |
| • Engagements de prévoyance de la Fondation des Evaux : | kCHF | 5'246 |

Selon l'article 5, al. 3, let. c) des statuts de la CAP, les engagements de prévoyance de l'ACG et de la CAP Prévoyance sont garantis par la Ville de Genève et les autres communes genevoises.

L'engagement de prévoyance pour la Fondation des Evaux concerne les engagements totaux de toutes les communes faisant partie de cette fondation.

Ces engagements de prévoyance ont été calculés par la CAP sur la base des comptes 2020 de la CPI ; les comptes de l'année 2021 n'étant pas encore approuvés par le Conseil de fondation. Aucun élément connu ne remet en cause les engagements mentionnés.

3. Degré de couverture de la CPI au 31 décembre 2020/1^{er} janvier 2021 : 81.36%

D'après la confirmation écrite reçue de l'institution de prévoyance pour la Ville de Genève, CAP Prévoyance - CPI Ville de Genève et communes (la «CPI»), la part non couverte des engagements de prévoyance relative aux assuré-e-s et pensionné-e-s Ville de Genève s'élève à kCHF 480'505 au 1^{er} janvier 2021. Le taux de couverture de l'engagement pour la Ville de Genève s'élevait à 81.36% au 1^{er} janvier 2021, au-dessus de l'objectif de 80% à atteindre d'ici 2050 fixé par l'article 72a, al. 1, let. c) de la Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP).

h) Service social

Une garantie de loyer a été émise par le Service social pour un montant de kCHF 1 en faveur d'une régie.

i) Service de la petite enfance

Selon l'article 1 du Règlement relatif à l'accueil préscolaire en Ville de Genève et aux conditions d'octroi des subventions aux structures d'accueil (LC 21 551), la Ville de Genève dirige la politique de la petite enfance, planifie, organise et assure le maintien et le développement de l'offre de places d'accueil, sur son territoire.

L'alinéa 2 du même article indique notamment que la Ville de Genève subventionne les structures d'accueil de la petite enfance sises sur son territoire.

La Ville de Genève accorde des subventions :

- destinées à couvrir le déficit d'exploitation des structures d'accueil (art. 23) ;
- pour financer des travaux et des acquisitions (art. 24) et des projets spécifiques (art. 25).

Le Service de la petite enfance a estimé comme non significatif l'éventuel complément de subventions à verser au 31 décembre 2021 au titre de l'année écoulée.

j) Service des écoles et institutions pour l'enfance

Le Règlement relatif aux conditions de subventionnement des associations de cuisines et restaurants scolaires de la Ville de Genève (LC 21 521) indique notamment que la Ville de Genève subventionne l'excédent de charges tel qu'il ressort du compte d'exploitation et le contentieux après procédure.

Le Service des écoles et institutions pour l'enfance a estimé comme non significatif l'éventuel complément de subventions à verser au 31 décembre 2021 au titre de l'année écoulée.

k) Contrats de leasing non portés au bilan

La Ville de Genève a signé un nouveau contrat de leasing pour une machine à mise sous pli en 2021.

L'engagement résiduel à payer au 31 décembre 2021 est de kCHF 253. Les contrats ne prévoient pas de valeur de reprise à l'échéance.

En milliers de francs

Nature du leasing	Echéance annuelle	Echéance finale
Machine piqué-pli	30	87
Machine à plier et rainer	7	27
Machine à découper, rainer et perforer	6	22
Machine à relier	9	42
Machine à mise sous pli	17	75
Loyers à verser	68	253

l) Contrats de location simple - baux à loyers

Les contrats de location simple sont des accords par lesquels un bailleur cède à la Ville de Genève (preneuse du bail) le droit d'utilisation d'un actif pour une période donnée et en échange d'un ou d'une série de paiements effectués par la Ville de Genève ou par des tierces parties subventionnées.

Les paiements minimaux à effectuer sont déterminés sur la base des loyers, supérieurs à kCHF 3 par mois, constatés au 31 décembre 2021 et aux plus proches échéances de résiliation contractuelles prévues. Les éventuelles clauses de révision du loyer ne sont pas appliquées.

En milliers de francs	Paiements minimaux à effectuer			
Nature des objets	à 12 mois	de 13 à 60 mois	> 60 mois	Total
à usage administratif ¹	1'779	4'217	17'900	23'896
à usage scolaire	395	990	1'506	2'891
à usage public ²	7'095	14'769	1'252	23'117
Paiements à effectuer	9'269	19'976	20'658	49'904

¹ y c. les droits distincts et permanents

² y c. les institutions de la petite enfance

Engagements conditionnels découlant d'une servitude ayant le caractère d'un droit distinct et permanent (DDP) conformément aux articles 675 et 779 al. 3 du Code civil suisse.

La Ville de Genève a octroyé 66 droits de superficie (DDP), avec à leur échéance, une indemnité équitable à verser au superficiaire pour le retour de l'immeuble bâti à la Ville en cas de non-renouvellement du contrat de droit de superficie (art. 779, let. d) et g) du Code civil suisse).

Le montant de cette indemnité éventuelle n'est pas évaluable à la date de clôture.

Echéance du DDP	Nombre de superficiaires	Nature du bien		
		Habitation	Commercial / Industriel	Parking
< 10 ans (2022 à 2031)	12	-	12	-
de 10 à 20 ans (2032 à 2041)	1	-	1	-
de 20 à 30 ans (2042 à 2051)	5	-	5	-
> 30 ans (2052 à 2121)	48	36	10	2
Total	66	36	28	2

Liste des servitudes ayant le caractère d'un droit distinct et permanent (DDP) conformément aux articles 675 et 779, al. 3 du Code civil suisse et ne donnant lieu à aucune indemnité.

Parallèlement à l'octroi de droits de superficie (DDP) donnant lieu au versement d'une indemnité équitable, la Ville de Genève a octroyé 29 DDP pour lesquels le retour de l'immeuble bâti, à l'échéance du DDP, se fera sans aucune indemnité.

Echéance du DDP	Nombre de superficiaires	Nature du bien		
		Habitation	Commercial / Industriel	Parking
< 10 ans (2022 à 2031)	3	1	1	1
de 10 à 20 ans (2032 à 2041)	6	2	2	2
de 20 à 30 ans (2042 à 2051)	3	-	1	2
> 30 ans (2052 à 2121)	17	5	8	4
Total	29	8	12	9

m) Contrats de prestations informatiques

La Ville de Genève a souscrit des contrats de prestations informatiques l'engageant sur les années futures.

Les paiements minimaux à effectuer sont déterminés sur la base de prestations payées supérieures à kCHF 100 par année, constatés au 31 décembre 2021 et les plus proches échéances de résiliation contractuelles prévues.

En milliers de francs		Paiements minimaux à effectuer		
Nature des prestations	à 12 mois	de 13 à 60 mois	Total	
Honoraires de prestations de services	61	-	61	
Utilisation de services informatiques	524	1'835	2'359	
Entretien de matériels	44	72	115	
Maintenance de logiciels	1'130	199	1'330	
Location de logiciels	159	-	159	
Paiements à effectuer	1'918	2'106	4'024	

5.10 Indications supplémentaires

Ce chapitre vise à fournir des indications supplémentaires permettant d'apprécier l'état de la fortune, des finances et des revenus, et les risques financiers.

A. Gestion des risques financiers

Le Conseil administratif est responsable des stratégies financières appliquées. Dans le cadre de son action publique et de ses activités opérationnelles, la Ville de Genève peut être exposée à des risques financiers de plusieurs natures, notamment au :

- risque de crédit (risque de contrepartie) ;
- risque de liquidités ;
- risque de taux d'intérêt ;
- risque de change ;
- risque de volatilité des valeurs mobilières.

La gestion de ces risques a pour but d'en minimiser les conséquences négatives éventuelles sur les finances de la Ville de Genève.

i. Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque qu'une contrepartie (un tiers) ne remplisse pas ses engagements. La Ville de Genève considère qu'elle n'est pas exposée à un fort risque de crédit dans la mesure où :

- ses disponibilités sont déposées auprès de deux établissements bancaires suisses de premier ordre ;
- ses créances fiscales, gérées par l'Administration fiscale cantonale, sont réparties entre un grand nombre de personnes physiques et morales domiciliées dans le canton de Genève. Celui-ci dispose d'un service du contentieux. Ces créances sont provisionnées à concurrence de 30 %. Le risque de perte est couvert ;
- les redevances assimilées sont régies par des conventions avec des contreparties de premier ordre ;
- ses autres créances commerciales sont réparties sur un large éventail de clients dont le risque fait l'objet d'un suivi régulier. La Ville de Genève dispose d'unités en charge du contentieux. Il convient de se référer à la rubrique «5.6.1.2 Créances (101)».

ii. Risque de liquidité

Le risque de liquidité survient lorsqu'une entité rencontre des difficultés à se financer ou à respecter les engagements contractuels liés à ses passifs financiers.

Ce risque est réduit pour la Ville de Genève par un accès diversifié à des sources de liquidités. Les sources principales de liquidités de la Ville de Genève sont, d'une part, les acomptes mensuels de l'Etat de Genève au titre d'avance sur les encaissements de créances fiscales. Ces acomptes sont calculés sur la base des prévisions fiscales de l'année. D'autre part, la Ville de Genève perçoit les revenus de la Taxe professionnelle. Ces revenus fiscaux représentent 73% des revenus totaux de la Ville de Genève. Au surplus, la Ville de Genève possède un important parc immobilier qui génère des revenus financiers réguliers représentant 7% des revenus totaux.

La Ville de Genève a recours à des emprunts à long terme avec des contreparties de premier ordre. Les échéances de ces emprunts à long terme sont échelonnées dans le temps, afin de limiter le risque de renouvellement. Le détail de ces emprunts et leurs échéances sont présentés dans le tableau consolidé de la dette, sous la rubrique «5.6.2.2 Engagements financiers à court et long terme (201 et 206)».

La Ville de Genève a recours à des emprunts à court terme qu'elle pilote sur la base d'une prévision de trésorerie actualisée hebdomadairement. Les appels d'offres réalisés en 2021 ont systématiquement été reçus favorablement par une diversité de contreparties.

En dernier recours, la Ville de Genève dispose également de deux lignes de crédits auprès de la Banque cantonale de Genève et de Postfinance s'élevant respectivement à CHF 100 millions et CHF 10 millions de francs. Au 31 décembre 2021, cette limite est utilisée à hauteur de CHF 68 millions.

iii. Risque de taux d'intérêt

La Ville de Genève est faiblement exposée au risque de variation de taux d'intérêts dans la mesure où la part maximale de la dette à taux variable est fixée dans la stratégie annuelle de gestion de la dette (charte de trésorerie) qui mentionne un maximum de 50% et une stratégie cible de 30% de la dette totale. Afin de réaliser cet objectif, la Ville de Genève utilise des instruments de couverture de flux futurs sous forme de swaps en mettant en place une stratégie de fixation des taux sur les emprunts externes, afin de neutraliser les risques hautement probables de fluctuation des paiements d'intérêts. En tenant compte de l'efficacité de ces instruments de couverture, la part de la dette à taux variable pour la Ville de Genève s'élève à 35% à la fin de l'année.

iv. Risque de change

La Ville de Genève n'est pas exposée de manière significative au risque de change dans la mesure où :

- elle n'a pas d'emprunt en devises au 31 décembre 2021 (2020 : idem) ;

- le risque de change sur les autres dettes et créances en devises est faible, car l'essentiel des activités est libellé en francs suisses et les positions de liquidités en devises sont peu significatives.

v. Risque de volatilité des valeurs mobilières

La volatilité intrinsèque des marchés actions induit une exposition de la Ville de Genève sur la valorisation de ses titres cotés (évalués à la valeur du marché) et le montant de ses engagements de prévoyance.

Cette exposition est limitée grâce à :

- une détention à long terme d'actions dans des établissements générant des revenus réguliers, en particulier la Banque cantonale de Genève ;
- une gestion active du portefeuille des autres actions par un gestionnaire qualifié afin de maximiser les gains et minimiser les pertes ;
- une gestion autonome de la Caisse de prévoyance (CAP) ayant son propre comité de placement et ses règles de gestion conforme à la législation suisse.

B. Système de contrôle interne

Le système de contrôle interne de la Ville de Genève a été coordonné de manière transversale depuis 2012. Chaque département s'est doté d'un-e responsable du contrôle interne en charge de l'implémentation du système de contrôle interne défini centralement (Groupe SCI). Chaque service est en charge de la documentation de ses propres contrôles en fonction des risques identifiés.

Afin de répondre aux contraintes légales et réglementaires devenues plus exigeantes, la Direction financière a continué à suivre son plan de transformation initié en 2019. Elle a notamment effectué les travaux suivants :

- Le projet de renforcement de la fonction comptable (RFC), incluant la centralisation et la dématérialisation des factures fournisseurs.

La centralisation de certaines tâches comptables et la mise en place de la dématérialisation des factures fournisseurs en Ville de Genève a été déployée en 2021. Conformément au planning révisé suite à la crise sanitaire de la Covid-19, 16 services municipaux ont basculé dans le nouveau régime courant 2021. Tous les services seront intégrés dans ce processus d'ici 2023.

- La sécurisation du processus d'établissement des états financiers avec la mise en place d'outils dédiés.

La Direction financière poursuit l'intégration des états financiers annuels dans le logiciel narratif initié en 2019, permettant une amélioration de la fiabilité des informations financières publiées.

- La mise en place d'une application de gestion des risques et de contrôle interne (GRCI).

La Direction financière a accompagné le projet de mise en place d'une application de gestion des risques et de contrôle interne. Celle-ci a été mise en service au premier trimestre 2022 et permettra, en autres, de centraliser et documenter le système de contrôle interne comptable et financier.

- La mise à jour des directives générales comptables et financières.

Afin d'accompagner les différents projets de transformation, la Direction financière a poursuivi son effort de mise à jour des directives générales ayant un lien avec les processus comptables et financiers.

Un des buts communs de ces projets est d'augmenter la qualité et la sécurité de l'établissement des états financiers annuels en apportant des solutions organisationnelles et techniques solides et pérennes.

Les responsables du contrôle interne ont continué leur accompagnement de la mise en place du système de contrôle interne et leurs campagnes de tests de contrôles.

C. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les services de la Ville de Genève sont considérés comme des entités autonomes au sens de l'article 12 al. 1 de la LTVA. Au 31 décembre 2021, on relève :

- 12 services assujettis selon la méthode forfaitaire ;
- une unité d'un service assujetti selon la méthode effective.

D. Crise sanitaire coronavirus – Effets sur les comptes 2021

1. Historique

En février 2020, les premiers cas de coronavirus sont apparus en Suisse et l'épidémie s'est propagée rapidement sur tout le territoire. Le Conseil fédéral a déclaré en mars la situation extraordinaire annonçant aussitôt des mesures de protection de la population (interdiction générale des manifestations, fermeture de tous les magasins à l'exception des points de vente de denrées alimentaires et de biens de consommation courante, etc.). Le 16 mars 2020, le Conseil d'Etat a invoqué l'état de nécessité dans le canton de Genève et renforcé les mesures contre la propagation du virus.

Ce virus a eu des répercussions sanitaires dramatiques pour la population et des conséquences directes sur l'économie et l'emploi. En réponse à cette crise, des mesures ont été prises rapidement par la Ville de Genève en soutenant les commerçants et le secteur associatif ; des mesures d'aides sociales et de protection de la population ont également été instaurées.

Un dispositif de crise ORCOC (organe communal de coordination et de conduite) était mis en place début mars 2020 afin de définir et mettre en œuvre les mesures nécessaires à la gestion de cette situation de crise, tant au niveau des prestations publiques que du fonctionnement interne de l'administration. Durant l'année 2021, les différentes vagues de la pandémie ont contraint l'ORCOC à adapter les mesures (renforcement ou assouplissement) et à mettre en place de nouvelles actions. Les effets financiers de la crise résultent directement des choix et décisions pris par le Conseil administratif dans le cadre de ce dispositif.

Ces événements ont eu une incidence significative sur les comptes annuels 2020 et 2021 de la commune. Au même titre qu'aux comptes 2020, l'évaluation de l'effet de cette crise sanitaire sur les comptes 2021 demeure difficilement mesurable. Toutefois, une estimation a été établie de la manière suivante.

2. Effets sur les comptes 2021

2.1 Principes

Les écarts budgétaires présentés par domaine fonctionnel intègrent, d'une part, les écarts liés aux activités régulières et, d'autre part, les effets induits par la crise sanitaire de la Covid-19. L'annexe relative au compte de résultat à deux positions de fonction et deux positions de nature comptable (2F2N) donne une appréciation consolidée de ces écarts (cf. «5.7.3 commentaires sur les écarts»). Pour rappel, les montants budgétaires de référence ne tiennent pas compte des crédits budgétaires supplémentaires votés par le Conseil municipal durant l'année.

Cette annexe référence uniquement les explications portant sur les effets liés directement à la Covid-19 et mesurables de manière fiable. Dès avril 2020, la Ville de Genève a mis en place un système de suivi analytique des coûts et des baisses de revenus directement attribuables à la crise sanitaire et objectivables. C'est sur cette base que cette annexe a été construite pour l'exercice 2021.

Les effets induits par cette crise sanitaire sur la fiscalité des personnes morales et physiques, les heures payées mais non travaillées par les employé-e-s mis-e-s en disponibilité, les transferts de personnel opérés pour répondre aux urgences opérationnelles, les éventuelles baisses de productivité induite par le télétravail, les éventuelles économies ou baisses de revenus induites par la baisse d'activité ou report de projets ainsi que les amortissements sont exclus de cette analyse par manque d'objectivité et de fiabilité des chiffres.

Dans le cas de fermetures, d'annulations d'événements, de baisses manifestes de fréquentation, etc. il a été parfois possible de chiffrer la baisse attendue de revenus, en considérant le budget comme une source fiable du réalisé attendu. Les hypothétiques différences entre le réalisé et le budget qui auraient été constatées avec un exercice sans pandémie n'ont pas été prises en considération. Aussi, il était très souvent difficile d'évaluer les économies de charges induites par ces événements, ne pouvant évaluer de manière fiable la part de coûts fixes et variables.

Les auxiliaires et le personnel intérimaire engagés pour répondre à l'accroissement temporaire des activités sont identifiés dans les estimations ci-après.

Par conséquent, les évaluations faites dans cette présente annexe ne sauraient être perçues comme des chiffres absolus et des variations significatives, tant à la hausse qu'à la baisse pourraient être constatées si des hypothèses différentes étaient prises en compte.

Enfin, le seuil de matérialité de cette analyse est fixé à kCHF 200 par nature de coûts ou revenus permettant ainsi de se focaliser sur les explications significatives des effets induits par la crise sanitaire.

2.2 Effets globaux de la crise sanitaire de la Covid-19 sur les finances de la municipalité

L'effet de la crise sanitaire liée au coronavirus sur les comptes communaux 2021 est estimé à kCHF 26'870 (2020: kCHF 56'083).

Le tableau ci-dessous récapitule les différentes mesures mises en œuvre pour la gestion de la crise ainsi que leurs estimations:

Mesures	Montants	Notes *
Soutien à l'économie - financement partiel des bons d'achat sur la plateforme en ligne GeAvenue	5'178	
Soutien à l'économie - aide à fonds perdus destinée à soutenir le tissu économique genevois et ses entreprises (Fondetec)	500	DF 85 note a)
Soutien culturel - financement de mesures de soutien des métiers de la culture et de l'offre culturelle	4'867	DF 02 note a) DF 32 note a)
Dispositifs d'hébergement d'urgence et de distribution alimentaire	2'751	DF 57 note a)
Baisse de revenus - domaine du sport (billets d'entrée des piscines, remboursement des abonnements, arrêt des infrastructures...)	2'430	DF 34 note b)
Soutien à l'économie - exonération du domaine public (marchés, taxes de chantiers, manifestations, empiètements, publicité...)	2'231	DF 14 note a)
Plan de protection - équipements et dispositifs spécifiques pour les écoles	2'090	DF 21 note a)
Soutien à l'économie - exonération de loyers de baux commerciaux et des salles communales	1'952	DF 02 note b) DF 96 note a)

Mesures	Montants	Notes *
Plan de protection - mesures mises en place selon les protocoles sanitaires au sein des bâtiments publics, des bureaux et des diverses infrastructures de la Ville de Genève ainsi que l'acquisition de matériel spécifique	1'191	DF 31 note a) DF 34 note a) ; DF 72 note a) DF 77 note a)
Baisse de revenus - domaine de la culture (billets, loyers et utilisation du domaine public)	1'550	DF 31 note b); DF 32 note b)
Baisse de revenus - taxes de stationnement des horodateurs	1'500	DF 14 note a)
Baisse de revenus - écoles (remboursement aux associations et aux habitant-e-s des locaux loués et non mis à disposition)	380	DF 21 note b)
Soutien à l'économie - fonds d'aide au sport (plateforme Covid-19)	250	DF 34 note a)
Total	26'870	

* Les commentaires se trouvent aux pages suivantes par domaine fonctionnel.

Le tableau ci-après récapitule les montants estimés par domaine fonctionnel :

En milliers de francs		Montants		
Domaine fonctionnel	Libellé domaine fonctionnel	Hausse de charges	Baisse de revenus	Effet Covid-19 total
02	Services généraux	256	-532	788
14	Questions juridiques	-	-3'731	3'731
21	Scolarité obligatoire	2'090	-380	2'470
31	Héritage culturel	207	-800	1'007
32	Culture, autres	4'611	-750	5'361
34	Sports et loisirs	513	-2'430	2'943
57	Aide sociale et domaine de l'asile	2'751	-	2'751
72	Traitement des eaux usées	206	-	206
77	Protection de l'environnement, autres	515	-	515
85	Industrie, artisanat et commerce	5'678	-	5'678
96	Administration de la fortune et la dette	-	-1'420	1'420
		16'827	-10'043	26'870

2.3 Estimations et commentaires par domaine fonctionnel

Les mesures sanitaires et de protection constituent un poste de dépenses récurrent, commun à toutes les activités ; il recouvre aussi bien des coûts de marchandises et d'équipements que des prestations ou des mandats. Quelques exemples : gels et produits désinfectants, gants, masques, vêtements professionnels, balisage, plexiglas, prestations de nettoyage spécifiques (écoles, chantiers, dispositifs d'accueil), conciergerie et sécurité, moyens d'information et communication des règles sanitaires, etc.

Services généraux (DF 02)

En milliers de francs					
Comptes	C 2021	Budget 2021	Ecart	Dont Covid-19	Notes
Charges de fonctionnement	145'568	143'980	1'588	256	a)
Revenus de fonctionnement	25'167	31'878	-6'711	-532	b)
Total Covid-19				788	

- a) Sur proposition du Conseil administratif (PR-1447), le Conseil municipal a voté un crédit budgétaire supplémentaire de kCHF 3'900 dans le cadre du financement de mesures de soutien des métiers de la culture et de l'offre culturelle dans le contexte de la crise sanitaire qui contient plusieurs volets, dont kCHF 400 pour le soutien aux médias. Les coûts imputables à cette présente rubrique (DF 02) concernent le financement relatif au volet « soutien aux médias » pour un montant de kCHF +256. Les autres financements sont référencés sous rubrique « Héritage culturel – DF 31 ».
- b) Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie, les locataires des établissements publics ont bénéficié d'une

exonération de paiement des loyers pour la période de janvier à avril 2021. Cette exonération se chiffre à kCHF -532 pour les loyers commerciaux.

Le montant total est valorisé à kCHF 788.

Questions juridiques (DF 14)

En milliers de francs

Comptes	C 2021	Budget 2021	Ecart	Dont Covid-19	Notes
Charges de fonctionnement	17'742	19'973	-2'231		
Revenus de fonctionnement	31'049	41'399	-10'351	-3'731	a)
Total Covid-19				3'731	

- a) La Ville de Genève a réitéré son soutien aux acteurs économiques et associatifs en accordant des gratuités et des réductions en matière d'utilisation du domaine public. Cela recouvre notamment les taxes saisonnières, les redevances des marchés, les taxes d'empiètement, de manifestations et de publicité. Le montant se chiffre à kCHF -2'231.

La fréquentation des usagers sur la voie publique du territoire de la Ville de Genève a baissé en raison de la mise en place du télétravail. Cette mesure a été renforcée et prolongée par les autorités pour faire face aux différentes vagues successives de la Covid-19 durant l'année et a pour conséquence une diminution des revenus concernant les horodateurs. Le montant estimé est de kCHF -1'500.

Le manque à gagner total est estimé à kCHF 3'731.

Scolarité obligatoire (DF 21)

En milliers de francs

Comptes	C 2021	Budget 2021	Ecart	Dont Covid-19	Notes
Charges de fonctionnement	79'190	76'974	2'216	2'090	a)
Revenus de fonctionnement	2'307	2'360	-53	-380	b)
Total Covid-19				2'470	

- a) Les plans de protection ont eu un effet considérable sur le fonctionnement du Service des écoles. Les communes ont l'obligation légale d'entretenir les établissements scolaires du primaire. Dans ce cadre, elles doivent appliquer les plans de protection édictés par la République et canton de Genève afin de garantir la sécurité des élèves et du personnel cantonal, communal et associatif qui travaillent dans les écoles. Les mesures suivantes ont été mises en œuvre :

- Renforcement des équipes en place – augmentation de taux d'activité et mandats à des entreprises afin de faire face à l'augmentation quotidienne des tâches de nettoyage des locaux à exécuter ;
- achats de produits et de matériel de nettoyage ;
- financement supplémentaire des associations de cuisine et restaurants scolaires pour garantir l'application des plans de protections.

Les surcoûts estimés pour la période de janvier à décembre 2021 s'élèvent à kCHF +2'090 ; l'ensemble de ces dépenses ont été couvertes par les PR-1449 (kCHF 1200) et 1467 (kCHF 754) votées par le Conseil municipal en 2021.

- b) Concernant les revenus, un manque à gagner de kCHF -380 est constaté en raison de l'annulation des locations des infrastructures et des locaux à disposition des habitant-e-s dans le cadre des établissements scolaires.

Au total, l'effet sur le résultat se monte à kCHF 2'470.

Héritage culturel (DF 31)

En milliers de francs

Comptes	C 2021	Budget 2021	Ecart	Dont Covid-19	Notes
Charges de fonctionnement	86'136	90'289	-4'154	207	a)
Revenus de fonctionnement	4'981	4'702	278	-800	b)
Total Covid-19				1'007	

- a) Le 13 septembre 2021, la présentation du certificat Covid-19 est rendue obligatoire à l'entrée des lieux culturels, de loisirs et des manifestations en lieux clos. La mise en place du dispositif de contrôle du certificat Covid-19 dans les musées a généré des coûts additionnels en plus des coûts relatifs à la mise en place de mesures visant à garantir la protection sanitaire du public et du personnel. Au total, le montant estimé pour ces différentes mesures se chiffre à kCHF +207.

- b) Les contraintes liées au certificat Covid-19 se traduisent par une baisse de la fréquentation des musées générant un manque à gagner de kCHF -800 imputable à la vente des billets d'entrée, notamment pour les expositions et les visites guidées.

Ainsi, l'effet sur le résultat est estimé à kCHF 1'007.

Culture, autres (DF 32)

En milliers de francs

Comptes	C 2021	Budget 2021	Ecart	Dont Covid-19	Notes
Charges de fonctionnement	178'925	173'884	5'041	4'611	a)
Revenus de fonctionnement	8'016	9'227	-1'211	-750	b)
Total Covid-19				5'361	

- a) Les mesures sanitaires ont induit des fermetures et des restrictions visant le secteur culturel en 2021. La Ville de Genève a décidé de poursuivre ses actions de soutien au milieu culturel en complément des dispositifs d'indemnisation portés par la Confédération.

Pour l'année 2021 et sur proposition du Conseil administratif, le Conseil municipal a voté un crédit budgétaire supplémentaire (PR-1447) de kCHF +3'900 dont kCHF +3'500 pour des bourses de recherche, des subventions aux entreprises culturelles pour des mesures urgentes liées à la Covid-19, des mesures de soutien à la diffusion numérique et des projets de valorisation du travail d'artistes actives et actifs à Genève. Le crédit a été entièrement utilisé.

De plus, la Ville de Genève ayant initié dès avril 2020 un partenariat autour du dispositif fédéral d'aide COVID-Culture avec la République et canton de Genève, l'Association des communes genevoises et la Loterie romande, a décidé pour l'année 2021 de poursuivre sa participation. Le Conseil municipal a voté un crédit budgétaire supplémentaire (PR-1481) en vue de participer à l'indemnisation des entités subventionnées par la Ville de Genève à concurrence de kCHF +1'900. Le crédit a été entièrement utilisé.

En 2020, et pour ce même dispositif, le Service culturel a comptabilisé un montant de kCHF 2'214 au titre de sa participation à l'indemnisation des entités qu'il subventionne. Durant 2021, la République et canton de Genève a suivi et contrôlé les attributions qui ont abouti à deux ajustements des comptes 2021 de la Ville de Genève. Le premier concerne des ajustements d'indemnités suite notamment à l'obtention tardive, par les entités, d'indemnisation RHT (réduction de l'horaire de travail) (kCHF -482) et le second concerne les décisions de restitution (kCHF -307). Le montant total des ajustements se chiffre à kCHF -789.

- b) L'annulation d'événements culturels (Fête de la musique, Musique en été, Concerts du dimanche) et de locations de salles (Alhambra, Victoria Hall) ont eu pour conséquence une perte d'encaissement valorisée à hauteur de kCHF -750.

L'effet global sur le résultat s'élève à kCHF 5'361.

Sports et loisirs (DF 34)

En milliers de francs

Comptes	C 2021	Budget 2021	Ecart	Dont Covid-19	Notes
Charges de fonctionnement	101'546	104'293	-2'746	513	a)
Revenus de fonctionnement	4'712	6'872	-2'160	-2'430	b)
Total Covid-19				2'943	

- a) Afin que des activités de loisirs puissent se dérouler dans le maintien des normes sanitaires, le Service des sports a engagé des frais relatifs au plan de protection par l'acquisition de matériel sanitaire et de dispositifs spécifiques, tel que le contrôle du certificat Covid-19. L'ensemble des coûts est évalué à kCHF +263.

La contribution au Fonds cantonal d'aide au sport pour le soutien coordonné mis en place par les collectivités publiques (plateforme Covid-19) a été renouvelée pour 2021 ; l'aide financière s'élève à kCHF +250.

- b) Des manques à gagner sont relevés au Service des sports en raison de l'arrêt temporaire des infrastructures et manifestations sportives et à la présentation du certificat Covid-19 ; le tout est estimé à kCHF -2'430.

Au total, l'effet sur le résultat se monte à kCHF 2'943.

Aide sociale et domaine de l'asile (DF 57)

En milliers de francs

Comptes	C 2021	Budget 2021	Ecart	Dont Covid-19	Notes
Charges de fonctionnement	52'602	51'018	1'584	2'751	a)
Revenus de fonctionnement	2'331	2'395	-64	-	
Total Covid-19				2'751	

- a) Le renforcement de la capacité d'accueil des personnes sans abri durant la crise sanitaire a été maintenue pour 2021 ; cette offre mise en place dans le foyer Franck-Thomas a été complétée par l'ouverture des abris PC Richemont et Châtelaine durant l'hiver 2020-2021, soit jusqu'à fin mars 2021.

La Ville de Genève a réalisé des opérations de distribution alimentaire en collaboration avec diverses associations. L'engagement qui a commencé en 2020 s'est poursuivi en 2021 avec la mise à disposition des salles communales du Palladium et du Môle pour les distributions des Colis du Coeur. La distribution des repas du Service social s'est également poursuivie à la salle communale de Plainpalais jusqu'au 31 mars 2021, puis à la salle communale des Asters, du 1^{er} avril au 31 août 2021, avant de réintégrer le lieu usuel du Club social Rive gauche (Hugo-de-Senger) avec un nombre de repas plus élevé qu'auparavant (1'580 repas au lieu de 1'450 par semaine).

Une aide financière est également apportée aux personnes menacées d'expulsion de leur logement.

L'effet global sur le résultat est chiffré à kCHF 2'751.

Traitement des eaux usées (DF 72)

En milliers de francs

Comptes	C 2021	Budget 2021	Ecart	Dont Covid-19	Notes
Charges de fonctionnement	7'156	7'944	-788	206	a)
Revenus de fonctionnement	4'647	5'723	-1'076		
Total Covid-19				206	

- a) Afin de répondre aux normes sanitaires, les nettoyages et les désinfections spécifiques des WC publics ont été renforcés ; le montant est estimé à kCHF +206.

Protection de l'environnement, autres (DF 77)

En milliers de francs

Comptes	C 2021	Budget 2021	Ecart	Dont Covid-19	Notes
Charges de fonctionnement	11'080	10'608	472	515	a)
Revenus de fonctionnement	4'867	5'230	-364		
Total Covid-19				515	

- a) Les activités du Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire ont fortement été touchées par les mesures sanitaires en lien avec la Covid-19. Bien que le nombre de décès ait diminué par rapport à 2020, le déploiement de mesures de protection a nécessité l'engagement de personnel auxiliaire ainsi que la location ou l'acquisition de matériel spécifique.

Au total, les dépenses relatives aux mesures sanitaires se montent à kCHF 515.

Industrie, artisanat et commerces (DF 85)

En milliers de francs

Comptes	C 2021	Budget 2021	Ecart	Dont Covid-19	Notes
Charges de fonctionnement	5'671	30	5'641	5'678	a)
Total Covid-19				5'678	

- a) Dans le cadre du soutien à l'économie locale, la mesure de bons d'achat solidaires mise en place par la Ville de Genève en 2020 a été élargie et prolongée jusqu'au 28 février 2021. Cette action a désormais été ouverte aux cafés-restaurants et aux prestataires de soins, en plus des commerces non alimentaires. Le financement de cette mesure (PR-1444) a été voté par le Conseil municipal le 19 janvier 2021 pour un montant de kCHF 5'095 ; le coût final de cette action s'élève à kCHF +5'178 (2020 : kCHF +714).

Afin de soutenir le tissu économique genevois et ses entreprises, la Ville de Genève a mis en place un dispositif prévoyant une aide à fonds perdus qui s'inscrit dans la continuité et en supplément des mesures de soutien aux entreprises par la loi fédérale visant à surmonter l'épidémie de Covid-19 (Loi Covid-19 du 25 septembre 2020) et des mesures cantonales. La PRD-284 votée par le Conseil municipal le 20 janvier 2021 prévoit un montant de 20 millions de francs ; seulement kCHF +500 ont été versées à la Fondetec sur l'exercice 2021. En date du 24 février 2022, la Ville de Genève a reçu le rapport final de l'aide à fonds perdus aux entreprises touchées par la pandémie qui présente un non-dépensé de kCHF 468 par rapport à la subvention versée (kCHF 500). Ce montant a fait l'objet d'une demande de remboursement, mais n'est pas comptabilisé sur l'exercice 2021 (cf. «5.10 F. Événements postérieurs à la date de clôture - Produit à recevoir»).

L'aide totale de ces mesures s'élève à kCHF 5'678.

Administration de la fortune et de la dette (DF 96)

En milliers de francs

Comptes	C 2021	Budget 2021	Ecart	Dont Covid-19	Notes
Charges de fonctionnement	96'263	83'666	12'597		
Revenus de fonctionnement	134'626	116'928	17'698	-1'420	a)
Total Covid-19				1'420	

a) Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie, les loyers des locaux commerciaux propriété de la Ville de Genève ont été exonérés pour les périodes de janvier à avril 2021 ; l'exonération est estimée à kCHF -412.

Les locataires des établissements publics propriété de la Ville de Genève dont la surface de terrasse, comprise dans le contrat de bail ou au bénéfice d'une autorisation du domaine public, est inférieure à la surface intérieure, ont été exonérés à 100% du paiement des loyers du mois de mai 2021. Sont exonérés à 50% les locataires dont la surface de terrasse est égale ou supérieure à la surface intérieure. Le montant de l'exonération est évalué à kCHF -1'008.

Le montant global des exonérations s'élève à kCHF 1'420.

E. Valeur d'assurance incendie des immobilisations des patrimoines administratif et financier

La valeur d'assurance pour la couverture du risque incendie est de kCHF 11'546'000 soit :

- kCHF 5'466'000 pour l'ensemble des bâtiments ;
- kCHF 6'080'000 pour les biens meubles et les collections.

F. Evénements postérieurs à la date de clôture

Service d'incendie et de secours

Le 30 octobre 2020, le Grand Conseil a voté une modification substantielle de la Loi sur la prévention des sinistres, l'organisation et l'intervention des sapeurs-pompiers (LPSSP), prévoyant la reprise du Service d'incendie et de secours de la Ville de Genève (SIS) - service municipal de la Ville de Genève -, par le Groupement chargé de la défense contre l'incendie, organisme intercommunal de droit public (ci-après «le Groupement»). Le Groupement a repris la gouvernance du SIS dès le 1^{er} janvier 2022.

Des conventions de gestion des locaux et de reprises des actifs (hormis les casernes qui demeurent la propriété de la Ville de Genève) et passifs sont en cours d'élaboration.

Dès le 1^{er} janvier 2022, la Ville de Genève est devenue contributrice du Groupement à travers une cotisation annuelle. La LPSSP détermine la méthodologie de calcul des contributions des communes en fonction du budget du groupement SIS et une clé de répartition évolutive proportionnelle au nombre d'habitant-e-s des communes.

Produit à recevoir

En juin 2021, la Ville de Genève avait versé à la Fondetec une subvention d'un montant de kCHF 500 dans le cadre de la Convention du 31 mars 2021 sur l'aide à fonds perdus aux entreprises touchées par la pandémie de la Covid-19.

Le 24 février 2022, la Ville de Genève a reçu le rapport final 2021 de l'aide à fonds perdus aux entreprises touchées par la pandémie de la Covid-19. Conformément à l'article 4.5 de la convention, aucune entreprise ayant déposé une demande à la Fondetec ne satisfaisait aux critères d'octroi et aucune aide n'a été versée. Le rapport laisse apparaître un solde non-dépensé de la subvention d'un montant de kCHF 468. Selon l'article 6.8 de la convention, ce montant doit être remboursé à la Ville de Genève.

En date du 10 mars 2022, la Ville de Genève a formulé par écrit une demande de remboursement auprès de la Fondetec. Ce produit à recevoir n'a pas pu être enregistré sur l'exercice 2021.

Contexte géopolitique

Le conflit actuel en Ukraine ainsi que l'évolution constatée des marchés en période subséquente ne remettent pas en cause l'évaluation de nos actifs et passifs à la date de clôture.

5.11 Indicateurs financiers

Tableau des indicateurs financiers

INDICATEUR	CALCUL	DÉFINITION	INTERPRÉTATION
Taux d'endettement net	$\frac{\text{Dette nette}}{\text{Revenus fiscaux}}$	Le taux d'endettement net est la différence entre les capitaux de tiers et le patrimoine financier exprimée en pourcentage des revenus fiscaux.	Il renseigne sur la part des revenus fiscaux, respectivement sur le nombre de tranches annuelles qui seraient nécessaires pour amortir la dette nette.
Degré d'autofinancement (PA)	$\frac{\text{Autofinancement}}{\text{Investissements nets}}$	Le degré d'autofinancement est l'autofinancement exprimé en pourcentage de l'investissement net	Il renseigne sur la part des investissements qu'une collectivité publique peut financer par ses propres ressources sans avoir recours à l'emprunt.
Part des charges d'intérêts	$\frac{\text{Charges d'intérêts nets}}{\text{Revenus courants}}$	La part des charges d'intérêts nets est la différence entre les charges d'intérêts et les revenus des intérêts exprimée en pourcentage des revenus courants.	Il renseigne sur la part du revenu disponible absorbé par les charges d'intérêts.
Dette brute par rapports aux revenus	$\frac{\text{Dette brute}}{\text{Revenus courants}}$	La dette brute par rapport aux revenus est l'endettement brut exprimé en pourcentage des revenus courants.	Il renseigne sur le niveau de la dette, et plus particulièrement sur le fait que son niveau soit raisonnable ou non par rapport aux revenus dégagés.
Proportion des investissements (PA)	$\frac{\text{Investissements bruts}}{\text{Dépenses totales}}$	La proportion des investissements correspond aux investissements bruts exprimés en pourcentage des charges totales consolidées.	Il mesure la santé financière de la Ville de Genève ainsi que l'effort d'investissement déployé par la collectivité et renseigne donc sur l'ambition de la politique d'investissement.
Part du service de la dette	$\frac{\text{Service de la dette}}{\text{Revenus courants}}$	La part du service de la dette correspond au total des charges d'intérêts nets et des amortissements ordinaires, exprimé en pourcentage des revenus courants.	Il mesure l'importance des charges financières qui pèsent sur le budget et sur les comptes. Il renseigne sur la part des revenus courants absorbée par le service de la dette. Un taux plus élevé signifie une marge de manœuvre budgétaire plus restreinte.
Dette nette en francs par habitant	$\frac{\text{Dette nette}}{\text{Population résidente permanente}}$	Ce ratio correspond à la dette nette (constituée des capitaux de tiers déduction faite du patrimoine financier) divisée par le nombre d'habitant	Cet indicateur n'a qu'une valeur informative limitée. En effet, l'évaluation de l'importance de la dette doit davantage tenir compte de la capacité financière des habitants que de leur nombre.
Taux d'autofinancement (PA)	$\frac{\text{Autofinancement}}{\text{Revenus courants}}$	Ce ratio correspond à l'autofinancement exprimé en pourcentage des revenus courants.	Il indique quelle proportion de ses revenus la collectivité publique peut utiliser pour financer ses investissements.
Taux d'intérêt moyen de la dette		Cet indicateur renseigne sur le taux moyen auquel la Ville de Genève s'est financée.	Il permet d'évaluer la viabilité de la dette.

	VALEURS CIBLES	RÉSULTAT 2021	RÉSULTAT 2020	APPRÉCIATION 2021	COMMENTAIRE
	bon : < 100% suffisant : 100 - 150% mauvais : > 150%	-158.8%	-157.8%	bon	La dette nette est négative suite à la réévaluation du PF. Cette approche repose toutefois sur le principe théorique que la Ville peut aliéner ses actifs pour faire face à ses engagements financiers. Aussi, l'interprétation du taux d'endettement net doit être mise en perspective avec l'indicateur de la dette brute par rapport aux revenus qui qualifie le niveau d'endettement de la Ville comme «moyen».
	Variation du PIB réel si > 2% = Haute conjoncture : > 100% 0% < si < 2% = Conjoncture normale : 80-100% si < 0% = Récession : 50-80%	4.0% 123.9%	-3.5% 32.7%	bon	La forte augmentation du PIB sur l'année 2021 en regard de l'année 2020 est synonyme de reprise et de dynamisme économique. Elle marque la fin de la crise sanitaire liée à la Covid-19. La forte amélioration du taux d'autofinancement s'explique par de meilleures recettes fiscales 2021 et une baisse notable des investissements 2021.
	bon : 0 - 4% suffisant : 4 - 9% mauvais : > 9%	1.9%	2.0%	bon	Le faible coût financier de la dette s'explique par des taux historiquement bas sur les marchés financiers. La charge financière pèse peu sur les finances municipales et le risque lié à une hausse des taux est contenu par une répartition équilibrée de la dette, constituée à 65% d'emprunts à taux fixes avec une échéance résiduelle moyenne de remboursement à 6.5 ans.
	très bon : < 50% bon : 50 - 100% moyen : 100 - 150% mauvais : 150 - 200% critique : > 200%	147.0%	148.8%	moyen	La dette brute finance les objets du PA et du PF. Ces derniers répondent principalement à un profil conservateur (immeubles), générateur de revenus modérés et stables. Qualifié de moyen, cet indicateur invite à conserver un niveau de dette brute raisonnable corrélé aux revenus disponibles, malgré une légère augmentation de la dette.
	effort d'investissement faible : < 10% effort d'investissement moyen : 10 - 20% effort d'investissement élevé : 20 - 30% effort d'investissement très élevé : > 30%	8.5%	11.7%	effort faible	Les dépenses d'investissement brut du PA, d'un montant de CHF 105 mios, sont qualifiées de faible par rapport aux dépenses totales. Cet indicateur de l'engagement de la Ville en faveur de la collectivité doit être nuancé tant avec les efforts d'investissement consentis sur le PF, dont l'essentiel est destiné à du logement social, qu'avec la politique de soutien de la Ville (subventions) intégrée aux dépenses générales.
	charge faible : < 5% charge acceptable : 5 - 15% charge forte : > 15%	8.9%	9.3%	charge acceptable	Cet indicateur intègre les amortissements du PA à la charge des intérêts. Considéré comme acceptable, il est en ligne avec l'indicateur de la dette brute, qualifié de moyen et témoigne d'un niveau de la dette dans la norme. Une charge forte du service de la dette mettrait en péril le maintien d'un niveau de prestations élevé. Il convient de ce fait de surveiller cet indicateur, notamment en cas de hausse des taux d'intérêts qui pourrait venir alourdir le service de la dette.
	patrimoine net : < 0 CHF endettement faible : 0 - 1000 CHF endettement moyen : 1001 - 2500 CHF endettement important : 2501 - 5000 CHF endettement très important : > 5000 CHF	-7'211	-6'878	patrimoine net	Une valeur négative témoigne d'une situation patrimoniale nette. Celle-ci fait suite à la réévaluation du patrimoine financier de la Ville, dont la valeur finale est supérieure aux engagements envers des tiers. La variation 2021 provient de l'augmentation de la valeur du patrimoine financier, partiellement compensée par la légère augmentation de la dette.
	bon : > 20 moyen : 10 - 20% mauvais : < 10%	8.0%	3.5%	mauvais	Le taux d'autofinancement s'est nettement amélioré suite à l'effet conjugué d'une hausse des revenus fiscaux et des investissements faibles en 2021.
		1.36%	1.40%		Le faible taux d'intérêt moyen de la dette à 1.36% témoigne du niveau historiquement bas des taux d'intérêts sur les marchés financiers ainsi que de la solvabilité de la Ville de Genève qu'attestent les notations qui lui sont attribuées.

INDICATEUR	CALCUL	DÉFINITION	INTERPRÉTATION
Ratio de répartition des emprunts à taux fixe et à taux variable		Ce ratio indique quel est le rapport des emprunts à taux fixes comparés aux emprunts à taux variables.	Il permet d'apprécier le risque d'exposition aux taux variables de la dette.
Durée résiduelle moyenne de la dette		Cet indicateur détermine une moyenne pondérée des échéances résiduelles de l'ensemble des emprunts contractés par la Ville de Genève.	Il renseigne sur la structure de maturité de la dette et cherche à vérifier si le calendrier et le rythme de l'amortissement de la dette sont adaptés à la situation économique et financière de la Ville de Genève.
Classement de la Ville de Genève par Standard & Poor's et Crédit Suisse		Les notes attribuées par ses institutions témoignent de la santé financière de la Ville de Genève.	Ces notes renseignent sur la capacité de la Ville de Genève à faire face à ses obligations de paiement.

(1) (2) Le tableau détaillé de la répartition de la dette à taux fixes et à taux variables ainsi que celui de la répartition par échéance sont présentés à la suite de ce tableau.

(1) Ratio des emprunts à taux fixes et à taux variables à la date de clôture

Emprunts	Montant (CHF)	en %
Total du montant des emprunts à taux variables	608'000'000	35%
Total du montant des emprunts à taux fixes	1'140'000'000	65%
Total	1'748'000'000	100%

(2) Durée résiduelle moyenne de la dette au 31.12.2021

Échéance	Montant (CHF)	Durée résiduelle moyenne (en années)	en %
Part de la dette avec une échéance inférieure à 1 an	358'000'000	0.2	20%
Part de la dette avec une échéance de 1 à 5 ans	550'000'000	2.9	31%
Part de la dette avec une échéance entre 5 ans et 10 ans	200'000'000	7.9	11%
Part de la dette avec une échéance de plus de 10 ans	640'000'000	12.8	37%
Total	1'748'000'000	6.5	100%

	VALEURS CIBLES	RÉSULTAT 2021	RÉSULTAT 2020	APPRÉCIATION 2021	COMMENTAIRE
	Le premier principe défini dans la charte de la gestion de la dette (2009) stipule que l'objectif stratégique est d'atteindre 30% des encours de la dette à taux variable et 70% des encours à taux fixe ou à composante dominante fixe.	35/65	33/67		(1) La répartition des emprunts à taux fixes et à taux variables est en ligne avec les principes définis dans la charte ad hoc. Elle permet de limiter l'exposition au risque de taux tout en tirant profit des conditions avantageuses offertes sur le marché depuis plusieurs années.
		6.5	7.6		(2) La durée résiduelle moyenne de la dette correspond à 6.5 ans. Selon l'échéancier de la Ville de Genève, un peu plus de 50% de la dette devra être renouvelée d'ici à 5 ans, tandis que près de 37% des emprunts arrivent à échéance dans plus de 10 ans.
		AA- Low AA, Stable	AA - Low AA, Stable	Standard's & Poor's Crédit Suisse	Les notes attribuées par Standard's & Poor's et le Crédit Suisse se focalisent davantage sur la solvabilité de la Ville de Genève dans une approche multifactorielle. Les deux notes portent sur l'exercice 2020.

Rapport de l'organe de révision

5.12 Rapport de l'organe de révision

Rapport de l'organe de révision sur les comptes 2021
au Conseil municipal de la **Ville de Genève**

Genève, le 8 avril 2022

Mesdames les Conseillères municipales,
Messieurs les Conseillers municipaux,

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit, conformément à l'article 126 de la loi sur l'administration des communes (LAC), des comptes annuels de la Ville de Genève, pour l'exercice 2021 arrêté au 31 décembre 2021, comprenant le bilan, le compte de résultats, le compte des investissements, le tableau des flux de trésorerie et l'annexe (pages 76 à 241 des comptes 2021).

Responsabilité des magistrates communales et magistrats communaux

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément à la loi sur l'administration des communes et à son règlement d'application, incombe aux magistrates communales et magistrats communaux. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, les magistrates communales et les magistrats communaux sont responsables de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi sur l'administration des communes et à son règlement d'application, à la recommandation d'audit suisse 60 «Audit et rapport de l'auditeur de comptes communaux», au fascicule pour la révision des comptes des communes genevoises ainsi qu'aux normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditrice ou de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditrice ou l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées, ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Motifs de l'opinion d'audit avec réserve

La rubrique «Placements financiers» du bilan comprend un montant total de kCHF 61'217 pour l'hôtel Métropole et le restaurant du Parc des Eaux-Vives, correspondant à la valeur nette des fonds propres telle qu'elle ressort des comptes audités par une fiduciaire externe, après les retraitements liés aux référentiel comptable MCH2 des communes genevoises effectués par la Ville de Genève. Les actifs et passifs ne sont ainsi pas présentés au bilan en fonction de leur nature

respective, notamment en ce qui concerne la valeur des bâtiments et du terrain de l'hôtel Métropole qui devrait figurer dans la rubrique « Immobilisations corporelles du PF » pour kCHF 61'940. Il en est de même pour le restaurant du Parc des Eaux-Vives, dont le bâtiment devrait figurer dans la rubrique « Immobilisations corporelles du PA » sans réévaluation. Par ailleurs, les charges et produits liés à leur exploitation sont présentés en net dans la rubrique No 34 « Charges financières » du compte de résultats. Il s'agit, pour l'essentiel, de problématiques liées à la présentation des comptes et à l'absence de neutralisation des transactions avec la Ville de Genève. Une information sur les comptes 2021 de l'hôtel Métropole et du restaurant du Parc des Eaux-Vives a néanmoins été présentée dans l'annexe aux comptes annuels, sous le chapitre 5.6.1.5 « Placements financiers (107) ».

Opinion d'audit avec réserve

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice 2021, arrêté au 31 décembre 2021, sont conformes à la loi sur l'administration des communes et à son règlement d'application, ainsi qu'au référentiel comptable MCH2 des communes genevoises, à l'exception de l'incidence sur les comptes annuels de la réserve mentionnée au paragraphe précédent.

Paragraphe d'observation

Conformément à l'article 44 du règlement d'application de la loi sur l'administration des communes (RAC), les recettes fiscales, les charges liées à la fiscalité et les créances fiscales ont été comptabilisées selon les informations reçues du Département des finances et des ressources humaines de la République et Canton de Genève. La provision relative au reliquat des centimes additionnels, soit 30% de ce reliquat, est conforme au taux prévu par le manuel MCH2 des communes genevoises. Nous nous sommes donc limités à vérifier que la comptabilisation est conforme aux informations fournies à la Ville de Genève.

Nous attirons également votre attention sur les points de l'annexe aux comptes annuels suivants :

- **Chapitre 5.5, point 2.1.2.3 «Taxe professionnelle communale et provision sur créances douteuses» :** les taxations effectives se rapportant à l'exercice 2021 et produites en janvier et février 2022 sont comptabilisées dans un compte d'actifs de régularisation. Les reliquats de taxation n'étant pas estimés, ils sont comptabilisés sur l'exercice suivant ; les chiffres sont mentionnés en annexe, au chapitre 5.6.1.3 «Actifs de régularisation (104) » ;
- **Chapitre 5.5, point 2.3.1 «Valeur d'acquisition» :** certaines dépenses d'investissement supérieures à kCHF 100, qui n'ont pas fait l'objet d'un crédit d'investissement, ont été enregistrées dans le compte de résultats de l'année ;
- **Chapitre 5.5, point 2.4.5.2 «Fonds spéciaux des capitaux de tiers» :** les fonds de tiers sont présentés au bilan selon le principe de l'engagement net, ce qui n'est pas prévu par le manuel MCH2 des communes genevoises. Cependant, l'information en annexe permet de reconstituer l'engagement brut. De plus, certains immeubles liés à des fonds de capitaux de tiers n'ont pas été réévalués selon le principe comptable édicté au point 2.3.5 «Réévaluation des immobilisations corporelles du patrimoine financier » ;
- **Chapitre 5.10, point D «Crise sanitaire coronavirus – Effets sur les comptes 2021» :** conformément à la circulaire «Crise sanitaire coronavirus» émise par le Service des affaires communales (SAFCO), des informations détaillées ont été incluses dans l'annexe aux comptes annuels. Cependant, il est précisé que des variations significatives, tant à la hausse qu'à la baisse, pourraient être constatées si des hypothèses différentes que celles décrites dans l'annexe aux comptes annuels étaient choisies.

Ces commentaires ne remettent pas en cause l'opinion exprimée ci-dessus, l'information étant indiquée dans l'annexe aux comptes annuels.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR), de connaissances techniques et d'indépendance conformément aux prescriptions légales en vigueur et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'article 71 al. 2 du RAC et à la norme d'audit suisse 890, nous avons constaté qu'un système de contrôle interne existe pour les contrôles de clôture effectués par la Direction financière de la Ville de Genève. Concernant les autres processus et contrôles relatifs à l'établissement des comptes annuels, ceux-ci sont en cours d'établissement.

Par ailleurs, lorsque les crédits d'engagement pour les dépenses d'investissement sont insuffisants, et selon l'article 60 du RAC, des crédits complémentaires doivent être demandés avant de pouvoir engager des dépenses supplémentaires. Selon les circonstances et l'importance du dépassement, un crédit complémentaire peut être approuvé par le Conseil municipal au moment du bouclage du crédit d'investissement, si une information a été communiquée au préalable au Conseil municipal ou à la commission concernée. Les dépassements de crédit sont mentionnés dans les tableaux détaillés

des investissements inclus aux chapitres 5.8.3 « Tableau récapitulatif des investissements du patrimoine administratif » et 5.8.4 « Tableau détaillé des investissements du patrimoine financier ». De plus, en raison de certaines règles insuffisamment définies, notamment en ce qui concerne les critères de différenciation entre les dépenses d'investissement et les charges d'entretien, il n'est pas exclu que des dépenses, ayant un caractère d'investissement et comptabilisées en charge d'entretien, aient été engagées sans le vote d'un crédit d'investissement.

Enfin, selon l'article 51 du RAC, si un crédit budgétaire est insuffisant, un crédit budgétaire supplémentaire doit, en principe, être demandé avant de pouvoir engager des dépenses supplémentaires. Selon les circonstances et l'importance du dépassement, une information doit être transmise au Conseil municipal ou à la commission concernée. Dans ce cas, une demande de crédit budgétaire supplémentaire est présentée au moment du bouclage des comptes annuels. Le montant du dépassement des charges pour l'exercice 2021, de kCHF 63'561 est détaillé au chapitre 5.7.2 « Dépassement de charges à deux positions de domaine fonctionnel et deux positions de nature comptable », dont certains ont fait l'objet d'un crédit supplémentaire, comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels.

En dépit de la réserve formulée sur les comptes annuels dans le paragraphe « Motifs de l'opinion d'audit avec réserve », nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Service du Contrôle financier de la Ville de Genève



Philippe Lopez
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable



Maxime Chrétien
Expert-réviseur agréé
Directeur

Comptes annuels couverts par ce rapport :

Bilan au 31.12.2021

Compte de résultats de l'exercice 2021

Compte des investissements de l'exercice 2021

Tableau des flux de trésorerie de l'exercice 2021

Annexe aux comptes annuels 2021

Comptes détaillés

Sommaire

6	Comptes détaillés	252
6.1	Résumé par département et analyse par chapitre	252
6.1.1	Résumé par département	252
6.1.2	Analyse par chapitre	256
6.2	Comptes compétents	281
6.2.1	Assurances	281
6.2.2	Centrale municipale d'achat et d'impression	282
6.2.3	Logistique et manifestations	283
6.2.4	Direction du patrimoine bâti	284
6.2.5	Direction des systèmes d'information et de communication	286
6.2.6	Gérance immobilière municipale	288
6.2.7	Energie	289
6.2.8	Ressources humaines	290
6.3	Départements	297
6.3.1	Finances, environnement et logement	297
6.3.2	Aménagement, construction et mobilité	321
6.3.3	Culture et transition numérique	335
6.3.4	Sécurité et sports	377
6.3.5	Cohésion sociale et solidarité	401
6.3.6	Secrétariat général	427
6.4	Délégations du Conseil administratif	441
6.4.1	Délégation Genève Ville Solidaire (DGVS)	441
6.4.2	Délégation à l'aménagement du territoire (DAT)	455
6.4.3	Délégation à l'innovation sociétale (DGIN)	457
6.4.4	Délégation à la transition numérique (DELTRANS)	459
6.4.5	Délégation du CA en charge de la gouvernance, des risques et de la conformité (DELGRC)	461
6.4.6	Délégation à la transition écologique (DETE)	462
6.4.7	Délégation à la politique économique (DELCO)	463
6.5	Rémunérations et frais professionnels du Conseil administratif	464
7	Annexes	465
7.1	Classification fonctionnelle MCH2	468
7.2	Dérivation des fonctionnelles par centres de coûts	472
7.3	Lexique	478

6 Comptes détaillés

6.1 Résumé par département et analyse par chapitre

6.1.1 Résumé par département

RÉSUMÉ DES CHARGES ET REVENUS PAR DÉPARTEMENT

	Notes	Finances, environnement et logement	Aménagement, constructions et mobilité	Culture et transition numérique	Sécurité et sports	Cohésion sociale et solidarité	Secrétariat général	Total
En milliers de francs								
Charges								
30 Charges de personnel	6.1.2.1	70'835	38'863	148'841	171'916	57'504	17'248	505'207
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	6.1.2.2	16'206	24'855	40'641	66'117	33'234	4'846	185'899
33 Amortissements du patrimoine administratif	6.1.2.3	6'567	23'615	20'600	11'004	22'241	184	84'210
34 Charges financières	6.1.2.4	79'431	70	40	16	16	-	79'573
35 Attributions aux fonds et financements spéciaux	6.1.2.5	5'438	-	420	-	-	-	5'858
36 Charges de transfert	6.1.2.6	86'800	3'906	78'318	6'997	181'069	15'205	372'295
37 Subventions à redistribuer	6.1.2.7	-	-	2'500	-	-100	93	2'494
39 Imputations internes	6.1.2.8	9'331	1'285	2'899	3'220	4'559	1'262	22'556
Total Charges		274'609	92'593	294'258	259'270	298'522	38'840	1'258'091
Revenus								
40 Revenus fiscaux	6.1.2.9	931'252	-	-	-	-	-	931'252
42 Taxes	6.1.2.10	5'012	1'746	3'037	30'202	7'461	1'195	48'654
43 Revenus divers	6.1.2.11	424	3'161	1'146	51	41	15	4'838
44 Revenus financiers	6.1.2.12	127'170	742	708	28'963	1'664	3	159'249
45 Prélèvements sur fonds et financements spéciaux	6.1.2.13	2'039	56	854	10	1'929	-	4'888
46 Revenus de transfert	6.1.2.14	29'657	16'675	4'181	18'933	12'351	13'205	95'003
47 Subventions à redistribuer	6.1.2.15	-	-	2'500	-	-100	93	2'494
49 Imputations internes	6.1.2.16	18'381	1'465	274	2'211	224	-	22'556
Total Revenus		1'113'935	23'846	12'699	80'371	23'570	14'512	1'268'933
Total		839'327	-68'747	-281'558	-178'899	-274'952	-24'328	10'843

RÉSUMÉ DES SUBVENTIONS MONÉTAIRES ET NON MONÉTAIRES (GRATUITÉS) PAR DÉPARTEMENT

En milliers de francs

		C 2021	B 2021	Ecart	%	C 2020	Ecart	%
Subventions monétaires								
1	Finances, environnement et logement	17'164	12'760	4'403	34.5%	12'963	4'201	32.4%
2	Aménagement, constructions et mobilité	1'952	1'775	177	10.0%	1'664	289	17.3%
3	Culture et transition numérique	77'333	73'767	3'565	4.8%	71'986	5'347	7.4%
4	Sécurité et sports	5'350	5'650	-300	-5.3%	5'283	67	1.3%
5	Cohésion sociale et solidarité	159'746	158'955	791	0.5%	160'459	-714	-0.4%
SG	Secrétariat général	1'383	1'364	19	1.4%	1'394	-11	-0.8%
Total subventions monétaires		262'927	254'272	8'656	3.4%	253'748	9'179	3.6%
Gratuités								
1	Finances, environnement et logement	3'244	3'257	-13	-0.4%	3'049	195	6.4%
2	Aménagement, constructions et mobilité	58	38	20	53.1%	61	-3	-4.3%
3	Culture et transition numérique	13'070	13'036	34	0.3%	11'289	1'781	15.8%
4	Sécurité et sports	16'021	13'545	2'477	18.3%	12'311	3'710	30.1%
5	Cohésion sociale et solidarité	16'102	13'598	2'504	18.4%	16'304	-202	-1.2%
SG	Secrétariat général	701	726	-25	-3.4%	705	-4	-0.6%
Total gratuités		49'197	44'200	4'997	11.3%	43'719	5'479	12.5%
Total		312'125	298'472	13'653	4.6%	297'467	14'658	4.9%

PERSONNEL OCCUPÉ PAR L'ADMINISTRATION MUNICIPALE AU 31 DÉCEMBRE 2021

		Fixes / équivalent temps plein				
	Départements	Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2021	Ecart postes
1	Finances, environnement et logement	492.4	21.0	513.4	503.3	10.1
2	Aménagement, constructions et mobilité	235.6	12.7	248.3	243.2	5.1
3	Culture et transition numérique	928.3	51.0	979.3	984.4	-5.1
4	Sécurité et sports	1'208.0	29.5	1'237.5	1'241.1	-3.6
5	Cohésion sociale et solidarité	360.0	29.1	389.1	394.7	-5.6
SG	Secrétariat général	78.1	4.9	83.0	83.2	-0.2
Total		3'302.3	148.2	3'450.5	3'449.9	0.6

Analyse par chapitre

6.1.2 Analyse par chapitre

6.1.2.1 Charges de personnel (chapitre 30)

Ce chapitre enregistre les charges liées aux prestations fournies par les membres des autorités, par le personnel actif et temporaire. Il inclut également les allocations pour enfants et indemnités de repas ou de vêtements. Les cotisations patronales, les charges liées au personnel inactif et les dépenses de formation et de recrutement sont aussi comprises.

En milliers de francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	%	Notes
300 Autorités et commissions	3'308	3'049	260	8.5%	2'718	590	21.7%	a)
301 Salaires du personnel administratif et d'exploitation	392'777	393'668	-891	-0.2%	390'485	2'291	0.6%	b)
303 Travailleur-euse-s temporaires	250	570	-320	-56.1%	440	-190	-43.1%	
304 Allocations	4'720	4'647	73	1.6%	4'718	2	0.1%	
305 Cotisations patronales	96'958	100'946	-3'988	-4.0%	96'619	339	0.4%	c)
306 Prestations de l'employeur	3'733	2'419	1'314	54.3%	3'421	312	9.1%	d)
309 Autres charges de personnel	3'460	4'344	-883	-20.3%	2'527	933	36.9%	e)
Total	505'207	509'641	-4'435	-0.9%	500'928	4'278	0.9%	

Ecarts par rapport au budget

Les variations des charges de personnel sont expliquées, essentiellement, par les composantes salariales suivantes :

- Les jetons de présence du Conseil municipal (CM) fluctuent en fonction du nombre de séances (kCHF +260).
- Le non dépensé sur les charges salariales est essentiellement lié aux facteurs suivants :
 - un non dépensé sur les charges de personnel fixe en lien avec les postes vacants non pourvus, malgré la budgétisation de la réduction pour postes vacants (kCHF -6'862) ;
 - un dépassement sur les salaires des auxiliaires (kCHF +4'390) ;
 - une baisse de la provision pour soldes de vacances (part salariale) (kCHF -736) suite à la reprise de certains congés accumulés lors de la crise sanitaire ;
 - une variation de la provision pour heures optionnelles (part salariale) non budgétée (kCHF +519) ;
 - le paiement des heures supplémentaires (kCHF +593), le versement d'indemnités de départ non budgétées (kCHF +730) ainsi qu'un dépassement sur les primes professionnelles et de fonction (kCHF +609).

D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF -134.

- L'écart sur les cotisations patronales suit la même tendance que les charges de personnel et enregistre un non dépensé de kCHF -2'865 concernant les cotisations à la caisse de prévoyance du personnel et de kCHF -695 sur les cotisations d'assurance accidents.

D'autres variations complètent l'écart pour kCHF -428.

- Le dépassement est principalement lié aux pensions du Conseil administratif (CA) (kCHF +1'630) – à mettre en regard d'une écriture au chapitre 45 de prélèvement fonds Rentes CA couvrant l'intégralité de la charge correspondante (cf. note «5.6.2.4 Provisions à court et à long terme (205 et 208) – b)», – partiellement diminué par une baisse des charges des pensions des sapeur-euses-s pompier-ère-s (SIS) (kCHF -282).

Des variations non significatives complètent cet écart pour kCHF -34.

- Le non dépensé sur les autres charges de personnel est principalement lié aux dépenses de formation du personnel (kCHF -810). Cet écart s'explique par le nombre encore restreint de formations délivrées en 2021 en lien avec la crise de la Covid-19.

D'autres variations mineures pour l'analyse complètent cet écart pour kCHF -73.

Ecarts par rapport aux comptes

L'augmentation de kCHF +4'278 des charges de personnel entre 2020 et 2021 résulte principalement des variations commentées ci-dessous :

- Les jetons de présence du Conseil municipal fluctuent en fonction du nombre de séances (kCHF +590).
- La hausse des charges salariales provient en partie de l'augmentation de la masse salariale du personnel (kCHF +5'710) par rapport à 2020 en lien avec les nouveaux postes accordés au budget 2021 ainsi que de l'augmentation des frais pour le personnel auxiliaire (kCHF +773), et l'augmentation des heures supplémentaires payées (kCHF +346).

A noter également les différences entre les variations enregistrées en 2020 et 2021, pour les parts salariales uniquement, des provisions : (i) pour vacances non prises (kCHF -4'855), (ii) pour le projet de collocation des fonctions (kCHF -1'129) et (iii) pour heures supplémentaires et optionnelles (kCHF +903).

Diverses évolutions individuellement non significatives complètent l'écart pour kCHF +543.

- L'écart par rapport aux comptes 2020 s'explique principalement par l'augmentation des cotisations d'assurance accidents non professionnels (kCHF +2'239) ainsi que des charges sociales AVS, AI, APG et d'assurance chômage (kCHF +606).

D'autre part, la différence entre les variations des provisions 2020 et 2021 concernant la provision des charges sociales relative à l'impact du rattrapage des cotisations CAP en lien avec le projet de collocation des fonctions s'élève à kCHF -2'489.

D'autres variations complètent l'écart pour kCHF -17.

- d) L'écart résulte principalement des rentes du Conseil administratif (CA) (kCHF +139) et de l'augmentation des pensions des sapeur-euses-s pompier-ère-s (SIS) (kCHF +190).
- e) L'augmentation observée est principalement due à la reprise progressive des formations en 2021 (kCHF +764) alors que ces dernières avaient été presque entièrement supprimées en 2020 en raison de la Covid-19.

Une hausse sur diverses charges de personnel complète l'écart observé pour kCHF +169.

6.1.2.2 Charges de biens, services et autres charges d'exploitation (chapitre 31)

Ce chapitre enregistre les charges d'exploitation telles que les achats de fournitures, de mobilier ou matériel n'étant pas immobilisé. Il comptabilise également les dépenses d'alimentation en eau et en énergie, ainsi que les charges liées à l'élimination des déchets. Il inclut les charges de prestations de services et honoraires fournis par des tiers, les travaux d'entretien ainsi que les frais de loyers, leasing, fermages et taxes d'utilisation pour les biens et immobilisations corporelles. Il enregistre aussi les dédommagements et indemnités au personnel, aux autorités et aux membres des commissions. Enfin, les dépréciations sur créances (pertes sur débiteurs et variation de provision pour pertes sur débiteurs) sont désormais présentées dans ce chapitre.

En milliers de francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	%	Notes
310 Charges de matériel et de marchandises	20'664	21'937	-1'273	-5.8%	20'348	316	1.6%	a)
311 Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	6'626	7'410	-784	-10.6%	7'519	-893	-11.9%	b)
312 Alimentation et élimination, biens-fonds PA	16'403	31'155	-14'751	-47.3%	31'424	-15'021	-47.8%	c)
313 Prestations de services et honoraires	65'730	50'832	14'898	29.3%	46'456	19'275	41.5%	d)
314 Travaux d'entretien	57'006	51'214	5'792	11.3%	56'829	177	0.3%	e)
315 Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	8'281	8'928	-647	-7.2%	7'992	289	3.6%	f)
316 Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	7'369	7'979	-610	-7.6%	6'867	502	7.3%	g)
317 Dédommagements	1'718	2'848	-1'130	-39.7%	1'543	175	11.4%	h)
318 Dépréciations sur créances	-562	13'558	-14'120	-104.1%	-1'260	698	-55.4%	i)
319 Diverses charges d'exploitation	2'662	1'960	702	35.8%	3'494	-832	-23.8%	j)
Total	185'899	197'822	-11'923	-6.0%	181'212	4'687	2.6%	

Ecart par rapport au budget

Les charges d'exploitation affichent une économie de -6.0% par rapport au budget dont les écarts significatifs sont détaillés ci-après :

- a) Le non dépensé de kCHF -1'273 provient de la combinaison d'effets contrariants, et notamment des éléments suivants :
- Le Musée d'ethnographie (MEG) réalise une économie de kCHF -493 principalement due à une baisse d'activité muséale et à une conception d'expositions plus durables.
 - Le Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire enregistre une économie de kCHF -461. En raison de la diminution du nombre de décès en 2021, les achats de fournitures funéraires ont été moins importants que la prévision budgétaire.
 - Le Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité réalise une économie de kCHF -338 provenant d'une diminution des acquisitions de certains matériaux d'exploitation suite à la constitution en 2020 de stocks (non portés à l'actif) de certains matériaux d'exploitation en prévision de chantiers et de fournitures spécifiques à la crise sanitaire.
 - Enfin, la Bibliothèque de Genève (BGE) économise kCHF -274 en lien principalement avec la moindre acquisition d'ouvrages.

Toutefois, on constate des dépassements budgétaires, notamment au Service de l'énergie pour kCHF +651. Cela est essentiellement dû à des travaux d'assainissement d'électricité dans les installations des immeubles (kCHF +505). A noter que ce montant est entièrement compensé par une recette provenant du fonds CIME (Energie des collectivités) (cf. rubrique « 6.1.2.14 Revenus de transfert (chapitre 46) »). Le solde de l'écart est lié notamment à la comptabilisation d'une partie des charges dont le budget est enregistré dans le groupe « 319 Diverses charges d'exploitation ».

D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF -358.

- b) La principale économie (kCHF -306) de ce groupe comptable concerne le Service de la police municipale qui a subi le retard d'un fournisseur dans la production et la livraison de vêtements professionnels suite à la crise sanitaire. De plus, on constate un non dépensé de kCHF -243 au compétent DSIC concernant l'achat de logiciels et de licences ainsi qu'une économie de kCHF -191 au Service logistique et manifestations, principalement sur l'achat de matériel de fêtes, machines, outils et vêtements de travail. On note également des non-consommés de kCHF -147 et kCHF -81 respectivement à la Centrale municipale d'achat et d'impression et au Service des sports.

A l'inverse, les Musées d'art et d'histoire (MAH) voient leurs achats de biens non portés à l'actif augmenter pour kCHF +584. Cette hausse est néanmoins compensée par un prélèvement équivalent sur le fonds spécial de capitaux de tiers acquisitions et projets du MAH.

D'autres variations individuellement non significatives complètent l'écart pour kCHF -400.

- c) Le principal écart de cette rubrique (kCHF -15'268) provient des charges relatives à l'enlèvement et à la destruction des résidus. Les charges ont été budgétées dans le groupe de natures comptables «312 alimentation, élimination et biens-fonds du patrimoine administratif (PA)», mais imputées en réel dans le groupe de natures comptables «313 prestations de services et honoraires».

De plus, le compétent Energie enregistre un dépassement de kCHF +480, essentiellement dû à l'augmentation des charges liées à la consommation de gaz.

D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF +37.

- d) Le principal dépassement sur ce groupe de natures comptables (kCHF +15'062) provient des charges relatives à l'enlèvement et à la destruction des résidus. Comme évoqué ci-dessus, un reclassement comptable a été effectué aux comptes 2021.

Le compétent DSIC enregistre également un dépassement de kCHF +976 lié principalement à des projets informatiques non prévus tels que le plan directeur, le projet de mise à disposition d'un clone SAP en lien avec l'autonomisation du SIS, le projet «Security Operation Center» pour renforcer la sécurité de l'information, la préparation de projets tels que Novo ERP, Office 365 et le projet de facturation de la levée des déchets (exigence légale).

Ensuite, on observe un dépassement de kCHF +815 au compétent DPBA essentiellement lié à une activité de tiers (mandats pour des pré-études, études et suivis d'exécution) supérieure aux prévisions, afin de contribuer à l'entretien correct du patrimoine immobilier.

Enfin, on constate des non dépensés dans plusieurs services. Le Service de l'espace public réalise une économie de kCHF -1'484, provenant notamment de l'application de la convention de gestion du système d'encaissement des taxes de stationnement (kCHF -754), ainsi que d'une baisse des charges liée à l'ajustement des coûts effectifs de prestations conformément à la convention en vigueur (kCHF -446). De même, le Service des relations extérieures et de la communication enregistre un non dépensé de kCHF -440 en lien avec la crise sanitaire. En effet, suite aux mesures fédérales, de nombreuses manifestations et réceptions ont dû être annulées en 2021.

D'autres éléments non significatifs viennent compléter l'écart pour kCHF -31.

- e) L'écart de kCHF +5'792 par rapport au budget s'explique notamment par les éléments significatifs suivants :

Le Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité enregistre un dépassement de kCHF +2'289 provenant d'une activité accrue d'entretien du réseau routier et des chaussées, afin de répondre aux objectifs fixés notamment dans le cadre du renouvellement des couches de surfaces liées à la stratégie OPB.

On observe également un dépassement de kCHF +1'526 au Service des écoles et institutions pour l'enfance. Cet écart s'explique par deux éléments principaux. Premièrement, la mise en place des plans de protection scolaires et parascolaires définis par la République et canton de Genève a généré un écart de kCHF +926, lequel est couvert par les PR-1449 et 1467 acceptées par le Conseil municipal. Deuxièmement, un montant de près de kCHF +600 a été engagé pour le remplacement du personnel au Service des écoles et institutions pour l'enfance (maladie, postes vacants, personne en fin de droit au traitement) afin de garantir le nettoyage des 53 écoles primaires de la Ville. Cet écart est compensé par le non dépensé du groupe «30 charges de personnel».

De plus, on constate un dépassement de kCHF +1'388 au compétent DPBA, essentiellement dû à l'entretien des ouvrages de la Protection civile (PCI). Des travaux à hauteur de kCHF +970 ont été nécessaires afin d'assainir les murs périphériques et permettre l'étanchéité de l'abri PCI des Vollandes. Par ailleurs, kCHF +300 ont été nécessaires à la réfection de la toiture des ateliers du Grand Théâtre.

Enfin, le compétent Energie enregistre un dépassement de kCHF +553. Il est dû, pour une moitié, à une activité d'entretien des installations de chauffage des bâtiments publics plus importante que prévue (interventions urgentes et non-prévues difficilement prévisibles). Pour l'autre moitié, à la comptabilisation du budget sur une autre nature comptable «3199.090 Autres frais».

D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF +36.

- f) Le non dépensé de kCHF -647 concerne essentiellement le compétent DSIC qui réalise une économie de kCHF -616. Elle est due principalement à une baisse des coûts de maintenance de logiciels, liée au transfert des charges de maintenance vers de la location de logiciels (souscription), notamment sur la solution de virtualisation VMWare. De plus, une gestion optimale du projet de migration sous Windows 7 a permis d'éviter les coûts d'une extension de maintenance.

D'autres éléments non significatifs viennent compléter l'écart pour kCHF -31.

- g) L'écart le plus important de cette rubrique provient du Musée d'ethnographie (MEG) qui réalise une économie de kCHF -301 en lien principalement avec une baisse d'activité muséale et à une conception d'expositions plus durables.

On constate également un écart de kCHF -199 sur le Service des écoles et institutions pour l'enfance.

D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF -110.

- h) L'économie observée sur cette rubrique provient notamment de la diminution des frais de déplacement du personnel (kCHF -549), de repas (kCHF -291) ainsi que de participation aux frais de courses d'école (kCHF -123) en raison des restrictions sanitaires.
- D'autres variations non significatives complètent l'écart pour kCHF -167.
- i) Le non dépensé de kCHF -14'120 s'explique notamment par les éléments significatifs suivants :
- La Direction financière enregistre la baisse de charges la plus importante pour kCHF -11'399. Elle s'explique principalement, d'une part par la diminution de la provision sur le reliquat fiscal à la date de clôture pour les personnes physiques et morales pour kCHF -9'111, et d'autre part, par les pertes effectives sur les créances fiscales revues à la baisse pour kCHF -2'284.
- En outre, on observe un écart de kCHF -1'077 à la Gérance immobilière municipale en lien avec une variation de la provision sur créances pour des parkings superficiaires de la Ville de Genève (kCHF -1'033) non budgétée et diverses autres provisions (kCHF -44).
- De plus, on constate un non dépensé de kCHF -1'030 au Service de la police municipale provenant de la variation des provisions pour pertes sur débiteurs liées aux amendes (kCHF +212) et à la perte sur débiteurs moins importante que prévue (kCHF -1'242).
- De plus, l'écart constaté de kCHF -883 à la Taxe professionnelle communale (TPC) s'explique principalement par la variation de la provision pour perte sur débiteurs (kCHF -422) non budgétée et par la perte sur débiteurs moins importante que prévue (kCHF -482).
- D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF +269.
- j) Le principal écart de cette rubrique provient de la Gérance immobilière municipale qui enregistre un dépassement de kCHF +1'287 en raison d'une provision pour litige non budgétée concernant un droit de superficie (kCHF +974) ainsi que la provision sur les intérêts courus y relatifs au 31 décembre 2021 (kCHF +330).
- Ce dépassement est diminué par un non dépensé de kCHF -535 au Service de l'énergie. Ceci provient de la centralisation du budget des charges des travaux d'économie d'énergie sur ce groupe comptable pour un montant de kCHF +500 alors que les dépenses sont imputées en cours d'année sur des natures comptables spécifiques des groupes 310, 313 et 314.
- D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF -50.

Ecarts par rapport aux comptes

Les charges d'exploitation affichent un dépassement de 2.6% par rapport aux comptes 2020 dont les écarts significatifs sont détaillés ci-après :

- a) La variation de ce groupe s'explique par des éléments ayant des effets contrariaires.
- Le principal dépassement concerne les écoles et institutions pour l'enfance avec un écart de kCHF +893. Il s'explique essentiellement par la reprise, par le Service des écoles et institutions pour l'enfance, des restaurants scolaires de Trembley et de Champel auparavant gérés par des associations indépendantes. Les restaurants scolaires de Trembley (depuis la rentrée scolaire 2020) et de Champel (depuis la rentrée scolaire 2021) représentent des coûts supplémentaires sur 2021 de respectivement kCHF +600 et kCHF +200 environ. En outre, des achats supplémentaires de fournitures de nettoyage ont été nécessaires pour garantir l'application des plans de protection dans les écoles durant la crise sanitaire (kCHF +80).
- Le Service de l'énergie enregistre également une hausse de charges de kCHF +679. Elle s'explique par des travaux d'assainissement d'électricité dans les installations des immeubles en 2021. A noter que ce montant est entièrement compensé par une recette provenant du fonds CIME (Energie des collectivités) (cf. rubrique «6.1.2.14 Revenus de transfert (chapitre 46)»).
- Ces dépassements sont diminués par des économies observées dans d'autres services. Les charges comptabilisées en 2021 au Service logistique et manifestations baissent de kCHF -724 en raison notamment de la hausse exceptionnelle des dépenses en 2020 pour l'achat de masques de protection et de désinfectants pour kCHF +668.
- Le Service d'incendie et de secours constate aussi une baisse de charges de kCHF -337 liée au report sur l'exercice 2022 de dépenses prévues en 2021 ainsi qu'aux dépenses exceptionnelles de fournitures de protection en 2020 relatives à la crise sanitaire (kCHF -143).
- Enfin, le Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité enregistre une baisse de charges de kCHF -257. Elle provient de la constitution en 2020 des stocks (non portés à l'actif) de certains matériaux d'exploitation en prévision de divers chantiers et fournitures spécifiques à la crise sanitaire. Parmi ces fournitures, des potelets de signalisation zone 20km/h ont été achetés à hauteur de kCHF +140.
- D'autres variations complètent l'écart pour kCHF +62.
- b) La principale baisse de charges provient du Service d'incendie et de secours (kCHF -484). Elle est liée essentiellement à une diminution des achats de matériel de protection par rapport à 2020 et au report en 2022 de certaines dépenses prévues en 2021. De même, le Service culturel baisse ses charges de kCHF -188 grâce à des économies sur les achats de matériel audio-visuel. Le Service de la police municipale réalise aussi une économie de kCHF -133 concernant les achats de vêtements professionnels.
- De plus le compétent DSIC enregistre un écart de kCHF -448, en grande partie dû au report de dépenses d'acquisitions de logiciels sur un crédit d'investissement en 2021.
- Enfin, les Musées d'art et d'histoire (MAH) ont vu leurs charges augmenter de kCHF +451. Cela est relatif à la reprise des activités après la crise sanitaire. Cette hausse est néanmoins compensée par un prélèvement équivalent sur le fonds spécial de capitaux de tiers acquisitions et projets du MAH.
- D'autres éléments viennent compléter l'écart pour kCHF -91.

- c) L'écart provient principalement des charges relatives à l'enlèvement et à la destruction des résidus. Les charges étaient comptabilisées dans le groupe de natures comptables «312 alimentation, élimination et biens-fonds du patrimoine administratif (PA)» en 2020 alors qu'en 2021, elles sont imputées dans le groupe de natures comptables «313 prestations de services et honoraires».
- d) Comme évoqué ci-dessus, le principal dépassement (kCHF +15'062) concerne les charges relatives à l'enlèvement et à la destruction des résidus reclassées sur ce groupe de natures comptables en 2021.
- Ensuite, on observe un dépassement de kCHF +1'391 au compétent DSIC lié principalement à des projets informatiques tels que le plan directeur, le projet de mise à disposition d'un clone SAP en lien avec l'autonomisation du SIS, le projet «Security Operation Center» pour renforcer la sécurité de l'information, la préparation des projets tels que Novo ERP, Office 365 et le projet de facturation de la levée des déchets (exigence légale).
- De même, le compétent Assurances a enregistré un dépassement de kCHF +1'037, lié à la hausse des primes d'assurance suite à la sinistralité et au nouveau contrat (primes d'assurance dommage).
- On note aussi une augmentation des charges de kCHF +526 au Service de la police municipale. Cela s'explique, en grande partie, par la hausse des prestations payées à la Fondation des parkings relatives au contrôle du stationnement.
- Enfin, la reprise des activités culturelles en 2021 a engendré une hausse des charges par rapport à 2020, principalement aux Musées d'art et d'histoire (MAH) pour kCHF +1'230 et au Service culturel (SEC) pour kCHF +810, ce dernier principalement en lien avec la Fête de la musique.
- A contrario, le Service social enregistre une baisse de charges de kCHF -2'468. Cela s'explique principalement par l'augmentation exceptionnelle des frais de sécurité en 2020 pour assurer le fonctionnement du dispositif d'hébergement d'urgence (Caserne des Vernets, Frank-Thomas et abris PC). Ces augmentations ont été couvertes par la PR-1411 destinée à financer le dispositif d'hébergement d'urgence de la Ville.
- D'autres éléments viennent compléter l'écart pour kCHF +1'687.
- e) L'écart de kCHF +177 s'explique principalement par les variations suivantes :
- Les charges de conciergerie et de nettoyage des bâtiments publics ont augmenté de kCHF +508.
- Le compétent Energie enregistre un dépassement de kCHF +288 en raison d'une activité d'entretien des installations de chauffage, des bâtiments administratifs et publics, plus importante en 2021.
- A contrario, le compétent DPBA voit ses charges baisser de kCHF -887. Cet écart est dû à plusieurs rénovations majeures de bâtiments publics réalisées en 2020 et à une diminution des interventions relatives aux aménagements liés à la crise sanitaire (par exemple surveillance, vestiaires séparés) pour un montant de kCHF -400.
- Enfin, le reste de l'écart (kCHF +341) concerne principalement des travaux et entretien des espaces verts, des routes et des voies de communication. Cela inclut notamment des travaux d'entretien importants réalisés en 2021 sur les ponts Charles-Galland et Saint-Victor suite à une infiltration d'eau.
- D'autres variations complètent l'écart pour kCHF -73.
- f) Le principal dépassement (kCHF +270) provient du Service logistique et manifestations en lien avec l'augmentation du prix des pièces mécaniques ainsi que l'augmentation des coûts d'entretien des véhicules, des machines et des engins.
- D'autres éléments non significatifs viennent compléter l'écart pour kCHF +19.
- g) Le Service culturel enregistre une hausse des charges de location de matériel pour kCHF +597 correspondant principalement à l'annulation en 2020 de la Fête de la musique lors de la crise sanitaire.
- D'autres éléments non significatifs viennent compléter l'écart pour kCHF -95.
- h) n/a
- i) La hausse de kCHF +698 constatée en 2021 résulte de plusieurs facteurs.
- La diminution de kCHF -11'371 à la Direction financière provient principalement, d'une part, de la diminution de la provision sur le reliquat fiscal à la date de clôture pour les personnes physiques et morales (kCHF -11'081), et, d'autre part, des pertes effectives sur les créances fiscales (kCHF -278).
- La Gérance immobilière municipale enregistre également une baisse de charges de kCHF -1'716, principalement liée à la variation de provision sur créances pour des parkings superficiaires.
- A l'inverse, le Service de l'espace public enregistre la plus importante hausse de charges (kCHF +9'952) provenant de la variation de la provision pour pertes sur débiteurs liée aux recettes des horodateurs.
- Enfin, l'écart constaté de kCHF +3'572 à la Taxe professionnelle communale (TPC) s'explique principalement par la variation de la provision pour perte sur débiteurs (kCHF +4'097) et par la perte sur débiteurs moins importante qu'aux comptes 2020 (kCHF -564).
- D'autres variations complètent l'écart pour kCHF +261.
- j) La variation la plus significative concerne le Service juridique qui enregistre une baisse de charge de kCHF -632 liée à la variation de l'estimation comptable de la provision pour risques relatifs aux litiges en cours.
- Le service de l'Administration centrale a aussi vu ses charges baisser de kCHF -480. Cet écart provient des frais importants engagés par la Ville au cours de l'année électorale.
- Enfin, la Direction du patrimoine bâti enregistre une hausse des charges de kCHF +219 liées au sommet entre les Présidents Biden et Poutine et remboursées par la Confédération.
- D'autres éléments non significatifs viennent compléter l'écart pour kCHF +61.

6.1.2.3 Amortissements du patrimoine administratif (chapitre 33)

Ce chapitre est dédié exclusivement aux amortissements d'immobilisations corporelles (bâtiments, terrains, matériel) et incorporelles (brevets, licences, logiciels) du patrimoine administratif.

En milliers de francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	%	Notes
330 Immobilisations corporelles du PA	83'272	85'341	-2'069	-2.4%	81'266	2'006	2.5%	a)
332 Amortissements des immobilisations incorporelles	939	317	622	196.4%	620	318	51.3%	b)
Total	84'210	85'658	-1'447	-1.7%	81'886	2'324	2.8%	

Ecarts par rapport au budget

Par rapport au budget 2021, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles du patrimoine administratif (PA) sont en retrait de kCHF 1'477 pour s'établir à kCHF 84'210. Cette diminution s'explique, essentiellement par les composantes suivantes :

- a) L'écart constaté sur les amortissements des immobilisations corporelles de kCHF -2'069 s'explique par deux effets contraires :
- une augmentation de kCHF +2'266 expliquée par :
 - des dépenses réelles plus élevées que prévues au budget (kCHF +1'280) pour les chantiers mis en exploitation suivants : les zones 30km/h (kCHF +208), la rénovation de l'école Pâquis-Centre (kCHF +446), le centre sportif de la Queue-d'Arve (kCHF +221) et la gare des Eaux-Vives (kCHF +405) ;
 - une mise en exploitation en 2021 de l'Ecoquartier de la Jonction (kCHF +204) au lieu de la date prévisionnelle en 2022 ;
 - un ajustement de la durée prévisionnelle d'amortissement pour le Pavillon de la danse (kCHF +782).
 - une diminution de kCHF -3'958 des charges d'amortissements est expliquée par :
 - des dépenses d'investissement inférieures aux prévisions budgétaires (kCHF -3'398) pour les acquisitions suivantes : les véhicules et engins spécifiques (tous services confondus) (kCHF -870) et les systèmes d'information et de communication 3° PSIC (kCHF -466) et 4° PSIC (kCHF -2'062) ;
 - une date de mise en exploitation reportée par rapport au budget pour le chantier du Bois-de-la-Bâtie (kCHF -560).

Une variation globale de kCHF -377, concernant différents crédits d'investissement, vient compléter l'écart.

- b) L'écart de kCHF 622 provient de la création de la rubrique comptable «332 Amortissements incorporels» laquelle a enregistré des amortissements non prévus au budget.

Ecarts par rapport aux comptes

Par rapport aux comptes 2020, les charges d'amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles du patrimoine administratif (PA) augmentent de kCHF 2'324 pour s'établir à kCHF 84'210. Cette augmentation s'explique principalement par les composantes suivantes :

- a) L'écart net global de kCHF +2'006 s'explique par :
- une augmentation (kCHF +5'491) des charges d'amortissements dues à :
 - (i) la mise en exploitation de crédits effectuée en 2020 générant des amortissements annuels comptabilisés au prorata en 2020 et complets en 2021 pour :
 - la nouvelle Comédie (kCHF +1'545) ;
 - le Pavillon de la danse (kCHF +1'081) ;
 - le 5° PSIC – matériel informatique (kCHF +203) ;
 - la Caserne des Asters (kCHF +131) ;
 - le Centre sportif de la Queue-d'Arve (kCHF +200) ;
 - des travaux d'assainissement du bruit routier (kCHF +104).

(ii) la mise en exploitation de crédits en cours effectuée en 2021 générant des amortissements comptabilisés sur la même année pour :

- la réhabilitation de l'Ancien Manège, Piachaud 4 (kCHF +224) ;
- la gare des Eaux-Vives (kCHF +142) ;
- le bâtiment d'équipements publics (salles pluridisciplinaire, d'éducation physique et parascolaires), St-Georges 21 (kCHF +170).

(iii) des nouvelles dépenses d'investissement complémentaires sur des crédits déjà en cours d'amortissement pour :

- les véhicules et engins spécifiques (tous services confondus) de (kCHF +597) ;
- les zones 30km/h (kCHF +207) ;
- la végétalisation du domaine public (kCHF +231) ;
- le système de gestion du parc immobilier (kCHF +219) ;
- l'école Pâquis-Centre (kCHF +161) ;
- le réseau télécom sécurité Polycom (kCHF +120) ;
- le plan général d'évacuation des eaux (kCHF +112) ;
- le viaduc de la Jonction (kCHF +44).

– une diminution de kCHF -3'996 des charges d'amortissements dues à :

- (i) des crédits d'investissement complètement amortis en 2020 (kCHF -2'555) ;
- (ii) des dépenses d'investissement liées aux systèmes d'information et de communication 3^e PSIC inférieures à celles de 2020 (kCHF -1'441).

Une variation de kCHF +511 vient compléter l'écart global.

b) L'écart de kCHF +318 s'explique par des dépenses de logiciels et licences supérieures à celles de 2020.

6.1.2.4 Charges financières (chapitre 34)

Ce chapitre comprend principalement les charges d'intérêts, les charges d'entretien ainsi que les dépréciations des immobilisations du patrimoine financier (PF).

En milliers de francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	%	Notes
340	Charges d'intérêt	22'947	23'016	-69	-0.3%	23'052	-105	-0.5%	
341	Pertes réalisées (sur éléments du PF)	78	-	78	-	104	-26	-24.6%	
342	Frais d'acquisition de capitaux et frais administratifs	585	716	-131	-18.3%	635	-50	-7.9%	
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	48'058	41'320	6'738	16.3%	43'263	4'795	11.1%	a)
344	Dépréciations, immobilisations PF	7'904	1'861	6'043	324.8%	28'133	-20'229	-71.9%	b)
349	Différentes charges financières	0	-	0	-	0	0	271.3%	
Total		79'573	66'913	12'660	18.9%	95'187	-15'614	-16.4%	

Ecart par rapport au budget

Par rapport au budget 2021, les charges financières augmentent de kCHF 12'660 pour s'établir à kCHF 79'573. Ce dépassement s'explique, essentiellement, par les composantes suivantes :

a) L'écart de kCHF +6'738 s'explique principalement par la hausse des charges d'entretien des bâtiments kCHF +6'106 et des charges d'entretien des installations techniques des bâtiments pour kCHF +452 pour les immeubles locatifs suite à une activité d'entretien largement soutenue en 2021 (cf. rubrique «6.2.4 Comptes compétents – Direction du patrimoine bâti»).

D'autres charges non significatives viennent compléter l'écart pour kCHF +180.

b) L'écart de kCHF +6'043 est essentiellement dû à des dépréciations des actifs du PF suite à leurs réévaluations au 31 décembre 2021, soit :

- la baisse de valeur du placement financier de l'Hôtel Métropole et du Restaurant du Parc des Eaux-Vives pour un montant de kCHF +3'656 et kCHF +240 respectivement ;
- les moins-values constatées sur l'exercice 2021 pour les immobilisations corporelles du PF (immeubles, terrains et droits de superficie) pour un montant de kCHF +2'135.

D'autres charges non significatives viennent compléter l'écart pour kCHF +12.

Ecarts par rapport aux comptes

Par rapport aux comptes 2020, les charges financières baissent de kCHF -15'614 pour s'établir à kCHF +79'573. Ce dépassement s'explique, essentiellement, par les composantes suivantes :

a) L'écart de kCHF +4'795 s'explique par les points suivants :

- une augmentation des charges d'entretien des bâtiments locatifs kCHF +3'199 et des charges d'entretien des installations techniques des bâtiments kCHF +209 pour les immeubles locatifs suite à une activité d'entretien largement soutenue en 2021 (cf. rubrique «6.2.4 Comptes compétents – Direction du patrimoine bâti») ;
- un reclassement des indemnités de logement pour les concierges du PF de kCHF +316. Ces indemnités étaient comptabilisées en 2020 dans la rubrique «363 Subventions à des collectivités et à des tiers» pour un montant de kCHF +351 ;
- des prestations de services pour les bâtiments locatifs pour un montant de kCHF +356 ;

D'autres écarts non significatifs viennent compléter l'écart pour kCHF +715.

b) L'écart de kCHF -20'229 est notamment dû à :

- une réévaluation favorable en 2021 des actions de la Banque cantonale de Genève alors qu'en 2020, elles avaient été dépréciées d'un montant de kCHF -21'394 ;
- une dépréciation plus faible des participations de l'Hôtel Métropole et du Restaurant du Parc des Eaux-Vives, en repli de kCHF -1'044 par rapport à l'exercice 2020 ;
- une moins-value supérieure par rapport à l'exercice 2020, sur la réévaluation des immobilisations corporelles du PF (immeubles, terrains et droits de superficie) pour un montant de kCHF +2'212.

D'autres différences non significatives viennent compléter l'écart pour kCHF +3.

6.1.2.5 Attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux (chapitres 35 et 45)

Ces chapitres comptabilisent les attributions et prélèvements nets aux fonds et financements spéciaux. Chaque opération d'attribution et de prélèvement est comptabilisée par fonds tout au long de l'année en contrepartie du revenu ou de la charge correspondante dans le compte de résultats. Le résultat net annuel de ces opérations sur les fonds est calculé individuellement par fonds. Il est enregistré dans le chapitre 35 si les attributions sont supérieures aux prélèvements et inversement dans le chapitre 45 si les prélèvements sont supérieurs aux attributions.

En milliers de francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	%	Notes
Notes	a)				b)			
350 Attrib. aux FS et financ. spéc. des capitaux tiers	5'858	3'966	1'892	47.7%	6'299	-441	-7.0%	
450 Prélèv. sur fonds et financ. spéc. capitaux de tiers	4'888	6'287	-1'399	-22.3%	4'225	663	15.7%	
Total	-970	2'322	-3'291		-2'074	1'104		

a) Ecarts par rapport au budget

Les écarts pour les chapitres de comptes 35 et 45 peuvent s'analyser selon la grille de lecture ci-dessous :

Nature comptable	Ecart Comptes vs. Budget	Signification
35 Attribution	Positif	Attribution supérieure au budget (plus de revenus attribués au fonds)
	Négatif	Attribution inférieure au budget (moins de revenus attribués au fonds)
45 Prélèvement	Positif	Prélèvement supérieur au montant budgété (plus de dépenses en lien avec le fonds)
	Négatif	Prélèvement inférieur au montant budgété (moins de dépenses en lien avec le fonds)

L'écart de kCHF -3'291 est composé des principaux éléments présentés ci-dessous :

En milliers de francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021
Placement en valeurs mobilières (placement groupé)			
35 Attribution	3'446	-	3'446
45 Prélèvement	78	-	78
Effet net	-3'367	-	-3'367

En milliers de francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021
Immeubles détenus par les fonds			
35 Attribution	1'422	1'413	9
45 Prélèvement	435	577	-142
Effet net	-988	-836	-151
Fonds Acquisitions et projets MAH			
35 Attribution	1'212	-	1'212
45 Prélèvement	1'389	-	1'389
Effet net	177	-	177
Fonds Acquisitions et projets MHN			
35 Attribution	773	-	773
45 Prélèvement	421	310	111
Effet net	-352	310	-662
Fonds Acquisitions et projets CJB			
35 Attribution	218	150	68
45 Prélèvement	196	491	-295
Effet net	-22	341	-363
Fonds Acquisitions et projets ARI			
35 Attribution	498	200	298
45 Prélèvement	506	100	406
Effet net	8	-100	108
Fonds Diday			
35 Attribution	-	-	-
45 Prélèvement	196	50	146
Effet net	196	50	146
Fonds Scheuerman			
35 Attribution	-	-	-
45 Prélèvement	42	418	-376
Effet net	42	418	-376
Fonds Zell			
35 Attribution	-	588	-588
45 Prélèvement	1'500	2'645	-1'145
Effet net	1'500	2'056	-557
Financement spécial Dîme du livre BGE			
35 Attribution	984	-	984
45 Prélèvement	1'114	-	1'114
Effet net	131	-	131
Provisions pour engagements Fonds spécial la Flamme			
35 Attribution	-	-	-
45 Prélèvement	114	-	114
Effet net	114	-	114
Provisions pour engagements de prévoyance			
35 Attribution	1'023	598	425
45 Prélèvement	2'039	-	2'039
Effet net	1'016	-598	1'614
Total			-3'186

Une variation nette complémentaire de kCHF -105 vient compléter l'écart global.

Le principal écart provient de la variation de placement en valeurs mobilières (placement groupé), dont le rendement, dépendant de la fluctuation des marchés, n'est pas budgété.

Pour plus de détails sur la nature des projets relatifs aux fonds et financements spéciaux, il convient de se référer à la rubrique «5.6.2.5. Engagements envers les fonds spéciaux et des fonds des capitaux de tiers».

b) Ecarts par rapport aux comptes

Les écarts pour les chapitres de comptes 35 et 45 peuvent s'analyser selon la grille de lecture ci-dessous :

Nature comptable	Ecart Comptes (n) vs. Comptes (n-1)	Signification
35 Attribution	Positif	Attribution supérieure à l'année précédente (plus de revenus attribués au fonds)
	Négatif	Attribution inférieure à l'année précédente (moins de revenus attribués au fonds)
45 Prélèvement	Positif	Prélèvement supérieur à celui de l'année précédente (plus de dépenses en lien avec le fonds)
	Négatif	Prélèvement inférieur à celui de l'année précédente (moins de dépenses en lien avec le fonds)

L'écart total de kCHF -1'104 est composé des principaux éléments présentés ci-dessous :

En milliers de francs	C 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020
Placement en valeurs mobilières (placement groupé)			
35 Attribution	3'446	1'675	1'771
45 Prélèvement	78	107	-29
Effet net	-3'367	-1'568	-1'800
Immeubles détenus par les fonds			
35 Attribution	1'422	1'437	-15
45 Prélèvement	435	356	79
Effet net	-988	-1'081	93
Fonds Post Tenebras Lux			
35 Attribution	53	55	-3
45 Prélèvement	63	338	-275
Effet net	10	283	-272
Fonds Acquisitions et projets MAH			
35 Attribution	1'212	729	483
45 Prélèvement	1'389	176	1'213
Effet net	177	-553	730
Fonds Acquisitions et projets MHN			
35 Attribution	773	229	544
45 Prélèvement	421	270	151
Effet net	-352	41	-393
Fonds spécial La Flamme			
35 Attribution	-	-	-
45 Prélèvement	372	493	-121
Effet net	372	493	-121
Fonds Berlinerblau			
35 Attribution	-	-	-
45 Prélèvement	156	5	151
Effet net	156	5	151
Fonds Diday			
35 Attribution	-	-	-
45 Prélèvement	196	38	158
Effet net	196	38	158
Fonds Zell			
35 Attribution	-	-	-
45 Prélèvement	1'500	312	1'187
Effet net	1'500	312	1'187
Financement spécial Dîme du livre BGE			
35 Attribution	984	939	45
45 Prélèvement	1'114	609	505
Effet net	131	-330	461
Provisions pour engagements de prévoyance			
35 Attribution	1'023	2'611	-1'588
45 Prélèvement	2'039	2'812	-773
Effet net	1'016	201	815
Total			1'009

Une variation nette complémentaire de kCHF +95 vient compléter l'écart global.

Pour plus de détails sur la nature des projets relatifs aux fonds et financements spéciaux, il convient de se référer à la rubrique «5.6.2.5. Engagements envers les fonds spéciaux et des fonds des capitaux de tiers».

6.1.2.6 Charges de transfert (chapitre 36)

Ce chapitre enregistre la compensation financière en faveur des communes frontalières françaises, les dédommagements à des collectivités publiques ayant effectué une tâche spécifique déléguée par l'administration communale, ainsi que les effets liés aux péréquations financières et compensation de charges à la République et canton de Genève, à d'autres communes ou groupements intercommunaux. Il comptabilise également les subventions à des collectivités et à des tiers, les dépréciations des prêts et des participations du patrimoine administratif ainsi que les amortissements des subventions d'investissement.

En milliers de francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	%	Notes
360	Quotes-parts de revenus destinées à des tiers	35'307	35'120	187	0.5%	35'679	-372	-1.0%	a)
361	Dédommagements à des collectivités publiques	61'733	61'232	502	0.8%	57'143	4'590	8.0%	b)
362	Péréquation financière et compensation des charges	9'173	-	9'173	-	12'205	-3'032	-24.8%	c)
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	262'927	254'272	8'656	3.4%	253'748	9'179	3.6%	d)
365	Dépréciations, participations PA	894	-	894	-	1'766	-872	-49.4%	e)
366	Amortissements, subventions d'investissement	2'260	2'404	-143	-6.0%	2'026	234	11.6%	
Total		372'295	353'027	19'268	5.5%	362'567	9'728	2.7%	

Ecarts par rapport au budget

Les écarts notables sont relevés ci-après :

a) n/a

b) La contribution de la Ville de Genève pour la compensation des «frais de police», dans le cadre de la Convention avec la République et canton de Genève portant sur l'entretien des routes communales à caractère cantonal prévue par l'article 20 LRoutes a été budgétée à hauteur de kCHF +15'000 tandis que la contribution comptabilisée s'élève à kCHF +13'200, générant ainsi une variation kCHF -1'800. Toutefois, cette diminution est compensée par une variation équivalente dans la rubrique «6.1.2.14 Revenus de transfert (chapitre 46)».

Les frais de perception ont augmenté de kCHF +2'960 en lien avec la hausse des recettes fiscales. Cette hausse est partiellement compensée par une diminution de la provision pour frais de perception pour kCHF -638 sur le reliquat fiscal net des créances fiscales.

D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF -20.

c) L'écart de kCHF 9'173 correspond aux contributions de la Ville de Genève au fonds de régulation, enregistrées dans le groupe «362 Péréquation financière et compensation des charges» consécutif au changement de méthode de comptabilisation en lien avec les directives de la Loi sur la répartition des tâches (LRT). En effet, à partir de 2020, la directive prévoit la comptabilisation des charges et des recettes séparément, tandis qu'au budget les recettes étaient enregistrées en net dans le groupe «462 Péréquation financière et compensation de charges».

d) L'écart de kCHF +8'656 s'explique principalement par des dépassements dans les Services de l'Agenda 21, culturel, et de la petite enfance. En effet, dans le contexte de la crise sanitaire, de nouvelles subventions, non budgétées, ont été octroyées en 2021 pour soutenir la culture et l'économie. Le montant de kCHF +9'952 est détaillé comme suit :

- Bons d'achat Genève Avenue en soutien à l'économie locale (kCHF +5'102) financés par la PR-1444 (kCHF +5'095)
- Fonds spéciaux Covid-19 dédiés à la culture, PR-1447 et PR-1481 (kCHF +4'850)

De plus, au Service de la petite enfance, l'introduction du salaire minimum légal pour les aides éducatives intervenant dans les structures d'accueil de la Ville provoque un dépassement budgétaire de kCHF +1'216.

D'autre part, il est à noter un remboursement de kCHF -789 de la part de la République et canton de Genève dans le cadre de l'ordonnance fédérale COVID-Culture en lien avec la participation trop élevée de la Ville de Genève, en 2020, au soutien à la culture (PR-1430).

On observe également une diminution de kCHF -490 sur la part de fonctionnement des maisons de quartier du Service de la jeunesse en lien avec une impossibilité de réaliser l'ensemble des événements ou manifestations prévues en raison de la crise sanitaire, ainsi qu'une baisse de kCHF -280 au fonds de soutien au bénévolat en raison d'un faible taux de demande. D'autre part, en 2021 les projets relatifs aux aîné-e-s ont aussi connu des attributions moins importantes que prévu en raison des mesures sanitaires. Il en résulte un non dépensé de kCHF -304.

Enfin, le Service culturel enregistre également une restitution d'une partie du résultat positif de la saison 20/21 (kCHF -428) de la part de la Fondation d'art dramatique en conformité avec le règlement du fonds de réserve de la fondation.

D'autres variations de charges de transfert viennent compléter l'écart pour un montant de kCHF -221.

- e) L'écart provient de l'amortissement de la participation du Patrimoine administratif (Fondetec) faite en 2021 à hauteur de kCHF +894.

Ecarts par rapport aux comptes

Les écarts notables sont relevés ci-après :

- a) L'écart de kCHF -372 est dû à la légère baisse de la rétrocession aux communes frontalières qui suivent l'évolution de la fiscalité des personnes physiques.
- b) L'écart s'explique :
- d'une part par l'augmentation des cotisations 2021 du GIAP (Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire) pour le Service des écoles et institutions pour l'enfance (kCHF +2'809) ;
 - d'autre part par l'augmentation des frais de perception en lien avec les recettes fiscales (kCHF +1'697).
- D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF +84.
- c) La Ville de Genève est devenue bénéficiaire en 2021 de la péréquation financière intercommunale LRPFI pour kCHF 4'348 (cf. «6.1.2.14 Revenus de transfert (chapitre 46)» au lieu d'être contributrice comme en 2020 pour un montant de kCHF 3'032, expliquant ainsi l'écart de kCHF -3'032 constaté. Cette modification provient de l'appauvrissement relatif de la Ville de Genève par rapport aux autres communes du canton.
- d) En 2021, on observe des augmentations des subventions à des collectivités et à des tiers liées aux mesures de soutien dans le cadre de la crise sanitaire en faveur de l'économie locale et de la culture. D'une part, les bons d'achats émis en partenariat avec Genève Avenue pour soutenir l'économie locale ont été pérennisés en 2021 et expliquent l'augmentation de kCHF +4'388 par rapport aux comptes 2020. D'autre part, les montants engagés pour les différentes aides mises en place pour soutenir le monde de la culture durant la crise sanitaire (PR-1430, PR-1447 et PR-1481) expliquent une augmentation de kCHF +2'197 en 2021.
- On observe également d'autres variations au Service culturel qui ne sont pas liées à la crise de la Covid-19 :
- La Fondation d'art dramatique (FAD), avec la mise en service de la nouvelle Comédie est maintenant subventionnée à hauteur de kCHF 14'403 soit une augmentation de kCHF +1'783 par rapport à 2020.
 - La subvention du Grand Théâtre intègre désormais les coûts des fluides (électricité, chauffage, eau) ce qui explique l'augmentation des kCHF +357 entre les deux exercices.
- Enfin, en 2020, l'Orchestre de la Suisse Romande (OSR) avait restitué une partie de sa subvention en conformité avec le principe de répartition des bénéfices en lien avec l'échéance de la convention de subventionnement 2017-2020. Cette diminution de subvention en 2020 explique l'écart de kCHF +316 entre les comptes 2021 et 2020.
- D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF +138.
- e) L'écart provient principalement du rattrapage d'amortissement sur la dotation en capital de la Fondetec comptabilisé en 2020.

6.1.2.7 Subventions à redistribuer (chapitre 37)

Ce chapitre contient les subventions transitant par les comptes de la Ville de Genève. Cette dernière versant à des tiers les subventions à redistribuer qu'elle a obtenues de la part d'une autre collectivité.

En milliers de francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	%	Notes
370 Subventions à redistribuer	2'494	2'550	-56	-2.2%	4'851	-2'358	-48.6%	
Total	2'494	2'550	-56	-2.2%	4'851	-2'358	-48.6%	

Ecarts par rapport au budget

n/a

Ecarts par rapport aux comptes

La baisse par rapport aux comptes 2020 provient notamment de l'indemnité de kCHF +2'068 touchée en 2020 de la part du Fonds Intercommunal (FI) en compensation des pertes consécutives à l'instauration du salaire minimum dans les structures d'accueil de la petite enfance.

6.1.2.8 Imputations internes (chapitre 39)

Ce chapitre enregistre les charges liées aux prestations fournies en interne entre les services de la Ville de Genève. Il s'agit notamment de prestations de services et de la mise à disposition de divers locaux.

En milliers de francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	%	Notes
391 Prestations de services	11'068	11'720	-651	-5.6%	10'107	962	9.5%	
392 Fermages, loyers, frais d'utilisation	11'487	10'664	823	7.7%	10'787	700	6.5%	
Total	22'556	22'384	172	0.8%	20'894	1'662	8.0%	

Les imputations internes sont en ligne avec la prévision budgétaire.

La hausse de kCHF +1'662 constatée par rapport aux comptes 2020 résulte majoritairement de l'arrêt généralisé des activités internes non essentielles en 2020 consécutives à la crise sanitaire.

6.1.2.9 Revenus fiscaux (chapitre 40)

Ce chapitre est dédié exclusivement aux impôts des personnes physiques et morales ainsi qu'à la taxe professionnelle communale (TPC).

En milliers de francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	%	Notes
400 Impôts directs, personnes physiques	615'310	597'656	17'654	3.0%	624'044	-8'734	-1.4%	
401 Impôts directs, personnes morales	315'553	259'356	56'197	21.7%	270'501	45'052	16.7%	
403 Impôts sur la possession et sur la dépense	389	300	89	29.6%	388	1	0.3%	
Total	931'252	857'312	73'940	8.6%	894'933	36'319	4.1%	

Evolution de la fiscalité

Les recettes fiscales de la Ville de Genève (y compris la taxe professionnelle) ont représenté, en 2021, 74.5% du total des revenus nets contre 75.5% aux comptes 2020. Une analyse différenciée des revenus fiscaux selon ses composantes se révèle instructive.

En milliers de francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	%	Notes
Revenus								
400 Impôts directs, personnes physiques								
Impôts sur revenu personnes physiques	362'013	372'407	-10'394	-2.8%	421'889	-59'876	-14.2%	
Impôts sur les prestations en capital	3'400	3'209	191	5.9%	3'625	-225	-6.2%	
Imputations forfaitaires personnes physiques	-1'921	-	-1'921	-	-1'339	-582	43.4%	
Impôts sur la fortune personnes physiques	78'294	66'499	11'795	17.7%	70'396	7'898	11.2%	
Impôts à la source personnes physiques	173'524	155'541	17'983	11.6%	129'473	44'051	34.0%	
Total Impôts directs, personnes physiques	615'310	597'656	17'654	3.0%	624'044	-8'734	-1.4%	
401 Impôts directs, personnes morales								
Impôts sur bénéfice personnes morales	148'876	103'473	45'403	43.9%	101'624	47'252	46.5%	
Rétrocession personnes morales	22'680	15'534	7'146	46.0%	17'892	4'789	26.8%	
Imputations forfaitaires personnes morales	-511	-	-511	-	-626	114	-18.3%	
Impôts sur le capital personnes morales	38'321	34'324	3'997	11.6%	41'351	-3'030	-7.3%	

En milliers de francs

	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	%	Notes
Taxe professionnelle communale	106'187	106'025	162	0.2%	110'260	-4'073	-3.7%	
Total Impôts directs, personnes morales	315'553	259'356	56'197	21.7%	270'501	45'052	16.7%	
403 Impôts sur la possession et sur la dépense								
Impôts sur les chiens	389	300	89	29.6%	388	1	0.3%	
Total Impôts sur la possession et sur la dépense	389	300	89	29.6%	388	1	0.3%	
Total revenus impôts	931'252	857'312	73'940	8.6%	894'933	36'319	4.1%	
Charges liées aux impôts								
Pertes sur débiteurs, centimes additionnels	-7'366	-9'650	2'284	-23.7%	-7'645	278	-3.6%	a)
Variation provision pour pertes sur débiteur, centimes additionnels	9'111	-	9'111	-	-1'970	11'081	-562.5%	a)
318 Pertes sur débiteurs, taxe professionnelle	-1'236	-1'718	482	-28.1%	-1'800	564	-31.3%	a)
Variation provision pour pertes sur débiteur, taxe professionnelle	422	-	422	-	4'519	-4'097	-90.7%	a)
Remises taxe professionnelle	-41	-20	-21	106.7%	-3	-38	n/a	
361 Dédommag. canton, finances et impôts (frais de perception)	-24'733	-21'773	-2'960	13.6%	-22'260	-2'473	11.1%	b)
C-GE Var. prov. frais perception dus sur reliquat	638	-	638	-	-138	776	-562.3%	b)
Total charges liées aux impôts	-23'206	-33'161	9'955	-30.0%	-29'297	6'091	-20.8%	
Total des impôts nets	908'046	824'151	83'895	10.2%	865'636	42'410	4.9%	
Autres éléments de fiscalité								
360 Compensation aux communes frontalières	-35'307	-35'120	-187	0.5%	-35'679	372	-1.0%	c)
462 Fonds de régulation (LRT) - recettes	11'778	2'605	9'173	352.1%	11'778	-	-	d)
362 Fonds de régulation (LRT) - charges	-9'173	-	-9'173	-	-9'173	-	0.0%	e)
Fonds de régulation (LRT) net	2'605	2'605	-	0.0%	2'605	-	0.0%	
462 Péréquation financière intercommunale (LRPFI) - recettes	4'348	4'348	-	0.0%	-	4'348	-	f)
362 Péréquation financière intercommunale (LRPFI) - charges	-	-	-	-	-3'032	3'032	-100.0%	g)
Péréquation financière intercommunale (LRPFI) nette	4'348	4'348	-	0.0%	-3'032	7'380	-243.4%	
460 Compensation verticale, part de l'IFD	12'770	8'727	4'043	46.3%	9'986	2'785	27.9%	h)
Total autres éléments de fiscalité	-15'583	-19'440	3'856	-19.8%	-26'120	10'537	-40.3%	
Revenus fiscaux nets	892'462	804'711	87'751	10.9%	839'516	52'947	6.3%	

Convention des signes : Revenus (+) Charges (-)

Depuis l'introduction du système *postnumerando*, les productions des impôts «personnes physiques» et «personnes morales» de l'année courante, inscrites aux comptes, sont estimées en totalité par le département cantonal des finances (DF). A ces estimations, il convient d'ajouter les montants correspondants aux correctifs liés aux productions effectives telles qu'estimées à ce jour pour les années antérieures. Une analyse pertinente de la manne fiscale réelle implique par conséquent de tenir compte de ces ajustements et de reconstituer a posteriori, années après années, les résultats fiscaux provisoires de chaque exercice. Au surplus, depuis 2020, sont venues s'adjoindre, en tant que revenus négatifs, les parts des imputations forfaitaires non remboursées par la Confédération à charge des communes (kCHF 1'921 pour les personnes physiques et kCHF 511 pour les personnes morales). Ces imputations forfaitaires étaient auparavant comptabilisées, et budgétées en 2021, en tant que charges de pertes sur débiteurs. Ces imputations ont été retirées des montants pris en compte dans l'analyse qui suit.

L'estimation pour l'année 2021 est basée sur les taxations 2019 et 2020 définitives ainsi que les déclarations reçues et encore non traitées.

Une première lecture des résultats fiscaux 2021 révèle que les impôts «personnes physiques» sont supérieurs aux montants budgétés (+3.3%), tout comme les impôts «personnes morales» (+35.8%). Toutefois, les montants budgétés n'appréhendent pas les correctifs des années antérieures, correctifs pouvant tout aussi bien être positifs que négatifs. Aussi, pour juger de la pertinence des estimations portées dans le budget, il convient de mesurer la situation en neutralisant les effets des correctifs liés aux années antérieures, ainsi que les imputations forfaitaires non remboursées par la Confédération :

- Le montant comptabilisé des impôts «personnes physiques» en 2021 est supérieur au budget de CHF 19.6 mios. Les correctifs cumulés liés aux années antérieures, dont CHF 0.8 mio pour l'imposition à la source passée en principe d'échéance depuis l'année dernière, représentent une somme positive de CHF 18.0 mios. En ne considérant que l'estimation de l'année 2021, le produit de l'impôt «personnes physiques» est ainsi inférieur au budget à hauteur de CHF 0,7 mio. Les prévisions portées au budget se sont ainsi avérées très légèrement plus optimistes que la première estimation comptabilisée. Alors que la production de l'imposition au barème ordinaire a été évaluée à un niveau inférieur aux prévisions, à CHF 421,5 mios contre CHF 438,9 mios attendus (CHF -17,4 mios), la production de l'impôt à la source et de l'impôt sur les

prestations en capital est supérieure aux montants budgétés (CHF +16,7 mios). Ces effets antagonistes sont engendrés par un changement de pratique en matière de comptabilisation de la production fiscale des travailleurs frontaliers et travailleuses frontalières imposé-e-s à la source, taxé-e-s en tant que quasi-résident.

- La production estimée aux comptes 2021 concernant les impôts «personnes morales» est également supérieure au budget. Elle atteint CHF 187.2 mios, soit CHF 49.4 mios de plus que le budget. Cet écart s'explique par une révision substantielle de la production fiscale de l'année 2020, nettement revue à la hausse pour plus de CHF 15.4 mios. Au total, les correctifs liés aux années précédentes représentent CHF 23.2 mios. La révision à la hausse de l'année 2020 provoque également un écart substantiel par rapport à l'estimation portée au budget, pour près de CHF 26.2 mios.

La production comptabilisée en 2021 de la taxe professionnelle quant à elle dépasse très légèrement également les prévisions budgétaires (CHF +0.2 mio).

L'impôt à la source, jusqu'alors comptabilisé selon un principe de caisse, a vu son mode de comptabilisation être modifié en 2019. Cet impôt est désormais comptabilisé selon le principe d'échéance. Ainsi, tout comme les impôts liés au centime additionnel, l'impôt 2021 est entièrement estimé, et fera l'objet d'ajustements ultérieurs les prochaines années. Les remboursements de l'impôt à la source des années 2018 et antérieures effectués en 2021 à hauteur de CHF 1.4 mio ont été compensés par une dissolution équivalente de la provision constituée à cette fin en 2019. Le solde de cette provision sera dissout en 2022.

Les pertes effectives réalisées sur les débiteurs «centimes additionnels» atteignent CHF 7.4 mios. A relever que ces pertes ne comprennent plus les imputations forfaitaires non remboursées effectuées par la Confédération qui ascendent à près de CHF 2.4 mios.

La valeur de production d'un centime additionnel en francs en 2021 (sans les imputations forfaitaires non remboursées effectuées par la Confédération) a été la suivante :

- en comparaison avec le budget 2021**

En milliers de francs	Personnes		Total
	physiques	morales	
Comptes 2021	13'568	4'115	17'684
Budget 2021	13'138	3'029	16'167
Différence	430	1'086	1'516
Différence en %	3.3%	35.8%	9.4%

- en comparaison avec les comptes 2020**

En milliers de francs	Personnes		Total
	physiques	morales	
Comptes 2021	13'568	4'115	17'684
Comptes 2020	13'748	2'252	16'000
Différence	-179	1'863	1'684
Différence en %	-1.3%	82.7%	10.5%

Commentaires

- Se référer aux explications de la partie «6.1.2.2 Analyse par chapitre: Charges de biens, services et autres charges d'exploitation (chapitre 31) lettre i)»;
- Se référer aux explications de la partie «6.1.2.6 Analyse par chapitre: Charges de transfert (chapitre 36) lettre b)»;
- Se référer aux explications de la partie «6.1.2.6 Analyse par chapitre: Charges de transfert (chapitre 36) lettre a)»;
- Se référer aux explications de la partie «6.1.2.14 Analyse par chapitre: Revenus de transfert (chapitre 46) lettre c)»;
- Se référer aux explications de la partie «6.1.2.6 Analyse par chapitre: Charges de transfert (chapitre 36) lettre c)»;
- Se référer aux explications de la partie «6.1.2.14 Analyse par chapitre: Revenus de transfert (chapitre 46) lettre c)»;
- Se référer aux explications de la partie «6.1.2.6 Analyse par chapitre: Charges de transfert (chapitre 36) lettre c)»;
- Se référer aux explications de la partie «6.1.2.14 Analyse par chapitre: Revenus de transfert (chapitre 46) lettre a)».

6.1.2.10 Taxes (chapitre 42)

Ce chapitre contient les émoluments pour actes administratifs, les revenus provenant de l'utilisation d'équipements, appareils et biens meubles publics, ainsi que de prestations de services qui ne sont pas des actes administratifs (billets d'entrées, location de matériel et véhicules, taxes et concessions de cimetières, frais d'obsèques, levée et incinération de résidus non ménagers, etc.). Il comptabilise également les recettes sur ventes de marchandises et biens meubles, les remboursements et participations de tiers ou encore les amendes.

En milliers de francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	%	Notes
421	Emoluments administratifs	2'067	2'152	-85	-3.9%	1'620	447	27.6%	a)
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	16'099	22'582	-6'483	-28.7%	16'133	-35	-0.2%	b)
425	Recette sur ventes	2'574	3'595	-1'021	-28.4%	1'892	682	36.1%	c)
426	Remboursements	9'679	7'781	1'899	24.4%	7'727	1'952	25.3%	d)
427	Amendes	16'213	20'200	-3'986	-19.7%	17'323	-1'110	-6.4%	e)
429	Autres taxes	2'021	930	1'091	117.3%	2'150	-129	-6.0%	f)
Total		48'654	57'239	-8'586	-15.0%	46'845	1'808	3.9%	

Ecarts par rapport au budget

Ce chapitre présente une baisse des revenus de 15.0% par rapport au budget. Les écarts notables sont relevés ci-après :

- a) n/a
- b) L'écart s'explique principalement par la baisse des ventes de billets d'entrée en lien avec la crise sanitaire, soit une diminution des revenus de kCHF -2'280 pour les prestations sportives et kCHF -1'220 pour les prestations muséales (réf «5.10.D Crise sanitaire coronavirus – effets sur les comptes 2021 »).
- De même, la baisse des recettes de location de matériel de fêtes (kCHF -282) s'explique principalement par l'annulation de manifestations liée à la crise sanitaire.
- On relève également une baisse importante des interventions facturables du Service d'incendie et de secours (SIS) pour kCHF -1'380.
- Enfin, un écart de kCHF -556 s'explique par une estimation trop importante des recettes attendues du Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire en regard du nombre de décès pris en charge en 2021.
- D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF -765.
- c) L'écart s'explique principalement par une imputation budgétaire incorrecte des recettes des ventes de repas pris dans les restaurants scolaires, et directement gérés par le Service des écoles et institutions pour l'enfance. Les recettes des ventes de repas sont comptabilisées sous la rubrique «426 Remboursements» alors qu'elles ont été budgétées sous la rubrique «425 Recettes sur vente» (kCHF -858).
- D'autres variations de recettes sur ventes avec des montants individuellement non significatifs viennent compléter l'écart de kCHF -163.
- d) L'écart provient principalement des revenus gérés par le compétent Direction des ressources humaines (DRH) relatifs aux remboursements de pertes de salaires (accidents, maternités, invalidités, etc.) pour lesquels il est difficile d'établir une prévision fiable de la sinistralité (kCHF +928).
- Il s'explique également par une imputation budgétaire incorrecte des recettes des ventes de repas pris dans les restaurants scolaires, et directement gérés par le Service des écoles et institutions pour l'enfance. Comme évoqué ci-dessus, les recettes des ventes de repas sont comptabilisées sous la rubrique «426 Remboursements» alors qu'elles ont été budgétées sous la rubrique «425 Recettes sur vente» (kCHF +858).
- D'autres variations de revenus complètent l'écart pour kCHF +113.
- e) La diminution observée des recettes liées aux amendes d'ordre provient d'une part de la diminution progressive du nombre des places de parking en surface et de l'augmentation des places de parking sous-terraines, gérées par la Fondation des parkings et, d'autre part, de la diminution de circulation en raison de la crise sanitaire et notamment du télétravail.
- f) L'écart est dû à la non budgétisation des encaissements de créances totalement amorties et ayant fait l'objet d'un acte de défaut de biens.

Ecarts par rapport aux comptes

La hausse des revenus de ce chapitre par rapport aux comptes 2020 provient notamment des éléments suivants :

- a) L'écart s'explique principalement par une augmentation du nombre de documents officiels délivrés par le Service de l'état civil. Certaines prestations comme les commandes de cartes d'identité avaient dû être mises en suspens du 17 mars au 8 juin 2020 en raison des mesures sanitaires.
- b) n/a
- c) L'écart s'explique principalement par l'augmentation du prix de vente du papier en 2021 (kCHF +379), cumulé à une augmentation des ventes d'aluminium (kCHF +30). Il provient également des ventes de cartes CFF pour kCHF +166. D'autres revenus de ventes diverses viennent compléter l'écart pour kCHF +107.
- d) Les revenus gérés par le compétent Direction des ressources humaines (DRH) relatifs aux remboursements de pertes de salaires (accidents, maternités, invalidités, etc.) ont été supérieurs à 2020 (kCHF +1'099).
Une hausse de kCHF +546 s'explique par la reprise des restaurants scolaires auparavant gérés par les Associations de cuisines et restaurants scolaires Trembley et Champel. En 2021, le Service des écoles et institutions pour l'enfance a ainsi perçu davantage de recettes provenant des ventes de repas.
D'autres revenus viennent compléter l'écart pour kCHF +307.
- e) L'écart (kCHF -1'110) provient de la diminution des amendes d'ordre en lien avec plusieurs facteurs: la diminution du nombre de places de parking en surface, l'augmentation de places de parking sous-terraines et la diminution de la circulation en raison de la crise sanitaire et notamment au télétravail. Il est à mettre en regard de la hausse des honoraires versés à la Fondation des parkings qui assure cette prestation (cf. note sur les charges de prestations de services et honoraires – groupe 313).
- f) L'écart concerne une baisse constatée sur l'encaissement de créances totalement amorties et ayant fait l'objet d'actes de défaut de biens (kCHF -159).
D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF +30.

6.1.2.11 Revenus divers (chapitre 43)

Ce chapitre enregistre les revenus provenant des activités d'exploitation (encaissement de créances amorties, escomptes, différence de change, boni de caisse, etc.), des prestations du personnel en faveur des investissements ainsi que divers dons et legs.

En milliers de francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	%	Notes
430	Revenus d'exploitation divers	315	249	66	26.7%	1'090	-775	-71.1%	a)
431	Inscription de prestations propres à l'actif	3'446	7'413	-3'967	-53.5%	4'872	-1'427	-29.3%	b)
439	Autres revenus	1'077	214	863	403.4%	372	705	189.6%	c)
Total		4'838	7'875	-3'037	-38.6%	6'335	-1'496	-23.6%	

Ecart par rapport au budget

La baisse des revenus divers par rapport au budget relève notamment des variations suivantes:

- a) n/a
- b) Un écart de kCHF -3'676 est dû au fait que les prestations du personnel en faveur des investissements sont inférieures aux attentes, compte tenu du repli constaté sur l'exercice des projets d'investissement par rapport à l'enveloppe budgétée.
D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF -291.
- c) L'écart provient principalement des recettes affectées aux fonds projets et acquisitions du MHN: Swissbats (kCHF +245), Protection chauves-souris (kCHF + 265) et Revue suisse de zoologie (kCHF +180). Ces montants sont compensés par des écritures d'attributions aux fonds au chapitre 35, sans effet sur le résultat.
D'autres revenus supplémentaires viennent compléter l'écart pour kCHF +173.

Ecart par rapport aux comptes

La baisse des revenus observée par rapport aux comptes 2020, s'explique principalement par les éléments suivants:

- a) L'écart provient principalement du versement en 2020 par les CFF de la 2ème tranche des soultes, suite au démarrage des travaux du lot E (kCHF -818), conformément à la convention de répartition des terrains et des droits à bâtir du périmètre de la gare des Eaux-Vives et à son avenant.
D'autres revenus complètent l'écart pour kCHF +43.

- b) L'écart provient notamment du fait que les prestations du personnel en faveur des investissements ont été moins élevées en 2021 (kCHF -1'521) du fait du repli constaté dans les projets d'investissement réalisés sur l'exercice par rapport à l'année précédente.
D'autres revenus complètent l'écart pour kCHF +94.
- c) L'écart concerne principalement la hausse des subsides affectés aux fonds MHN (Revue suisse de zoologie et Projet chauves-souris) (kCHF +545). Ces montants sont compensés par des écritures d'attributions aux fonds au chapitre 35, sans effet sur le résultat.
D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF +160.

6.1.2.12 Revenus financiers (chapitre 44)

Ce chapitre enregistre les intérêts et les revenus financiers liés au patrimoine financier et administratif (gains sur placements financiers, revenus de participations, loyers, rentes foncières, réévaluations de titres, terrains ou immobilisations, revenus d'entreprises publiques et redevances d'utilisation du domaine public et taxes).

En milliers de francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	%	Notes
440	Revenus des intérêts	2'668	3'379	-711	-21.0%	3'664	-996	-27.2%	a)
441	Gains réalisés PF	1'123	10	1'113	n/a	541	582	107.6%	b)
442	Revenus de participations PF	2'260	3'859	-1'599	-41.4%	2'264	-4	-0.2%	c)
443	Produit des biens-fonds PF	84'750	86'041	-1'292	-1.5%	82'561	2'189	2.7%	d)
444	Réévaluations, immobilisations PF	17'910	-	17'910	-	8'587	9'323	108.6%	e)
446	Revenus financiers d'entreprises publiques	12'767	9'860	2'906	29.5%	9'021	3'746	41.5%	f)
447	Produit des biens-fonds PA	37'546	52'103	-14'557	-27.9%	37'002	544	1.5%	g)
448	Produit des biens-fonds loués	-	-	-	-	54	-54	-100.0%	
445	Revenus financiers de prêts et participations PA	225	-	225	-	-	225	-	h)
Total		159'249	155'252	3'996	2.6%	143'693	15'556	10.8%	

Ecart par rapport au budget

- a) L'écart de kCHF -711 s'explique par une baisse des intérêts intercalaires liés aux investissements annuels marquant un repli en 2021 pour un montant de kCHF -552 et des intérêts annuels facturés à l'Hôtel Métropole pour un montant de kCHF -163.
D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF +4.
- b) L'écart de kCHF +1'113 s'explique par la vente de valeurs mobilières détenues par les fonds spéciaux de capitaux de tiers pour un montant de kCHF +633 et du fonds spécial La Flamme pour un montant de kCHF +21 et par la vente des droits à bâtir du terrain « Vieusseux-Villars-Franchises » à la Société Coopérative d'Habitation Genève (SCHG) conformément à la PR-1123 pour kCHF +456.
D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF +3.
- c) L'écart de kCHF -1'599 est principalement dû à un gain budgété non réalisé sur la participation de l'Hôtel Métropole pour un montant de kCHF -1'600. La participation dans cet établissement a généré une dépréciation qui a été comptabilisée dans le chapitre 34.
D'autres variations restant individuellement non significatives viennent compléter l'écart pour kCHF +1.
- d) L'écart de kCHF -1'292 est principalement dû à
- une baisse des revenus locatifs de kCHF -1'414 relative à l'exonération partielle des loyers commerciaux en raison de la crise sanitaire (cf. rubrique « 5.10.D Crise sanitaire coronavirus – Effets sur les comptes 2021 »), une augmentation de kCHF +697 provenant d'une hausse des loyers des logements du PA et une diminution de kCHF -307 des loyers des parkings.
- D'autres variations restant individuellement non significatives viennent compléter l'écart pour kCHF -268.
- e) L'écart de kCHF +17'910 s'explique par les motifs suivants :
- la réévaluation périodique des immobilisations corporelles du PF pour un montant de kCHF +14'212 non budgétée ;
 - les actions du placement groupé des fonds spéciaux, du fonds la Flamme et des actions BCGE et BNS bénéficient d'une réévaluation à la valeur du marché favorable kCHF +3'698. Compte tenu de la volatilité des marchés, ces variations ne sont pas budgétées.

- f) L'écart de kCHF +2'906 s'explique essentiellement par les raisons suivantes :
- un dividende reçu des Services industriels de Genève (SIG) non budgété d'un montant de kCHF +3'000 sur leur résultat 2020 ;
 - une décision de non distribution de dividende de la part du Parking de la place de Cornavin SA engendrant un écart défavorable pour un montant de kCHF- 38 ;
 - la Société Italienne du Tunnel du Mont-Blanc a versé les dividendes relatifs au résultat de 2019 en sus de celui de 2020 entraînant un écart positif de kCHF +386.

D'autres variations restant individuellement non significatives viennent compléter l'écart pour kCHF -442.

- g) L'écart à la baisse des revenus de kCHF -14'557 s'explique principalement par la crise sanitaire concernant spécifiquement les revenus relatifs aux redevances d'affichages et d'utilisation du domaine public et les revenus liés aux rentes foncières, aux taxes d'installations saisonnières (empiètements et emprises ponctuelles) et aux loyers, soit :

- kCHF -1'597 relatif à l'exonération des loyers culturels ainsi qu'à la baisse des revenus des salles scolaires en lien avec les fermetures ou les restrictions décidées par les autorités ;
- kCHF -534 des loyers des établissements publics et de kCHF -192 des terrains ;
- kCHF -667 des revenus provenant de l'utilisation du domaine public ;
- kCHF -2'162 des redevances d'affichage ;
- kCHF -1'475 des horodateurs ;
- kCHF -3'860 des redevances SIG ;
- kCHF -1'681 des revenus provenant des rentes pour des parkings superficiels de la Ville de Genève ;
- kCHF -2'318 de diverses taxes perçues telles que les taxes d'installation saisonnières, d'empiètement et de publicité. Cette baisse vient du fait des mesures de soutien accordées aux secteurs économiques et de la diminution de demande de permission suite à la crise sanitaire.

D'autres variations individuellement non significatives viennent compléter l'écart pour kCHF -71.

Pour tous les écarts liés directement à la crise sanitaire, se référer à la rubrique « 5.10.D Crise sanitaire coronavirus - Effets sur les comptes 2021 ».

- h) L'écart de kCHF+ 225 correspond au remboursement non budgété en 2021 d'une part sociale de la Coopérative du Renouveau de St-Jean à la Ville de Genève.

Ecarts par rapport aux comptes

La hausse des revenus financiers par rapport aux comptes 2020 s'explique principalement par les éléments suivants :

- a) L'écart de kCHF -996 est notamment dû :
- aux intérêts des prêts à l'Hôtel Métropole qui se sont avérés inférieurs à 2020 pour un montant de kCHF -110 ;
 - aux intérêts intercalaires liés aux investissements en baisse de kCHF -891 compte tenu de la diminution des dépenses d'investissement constatée en 2021.

D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF +5.

- b) L'écart de kCHF +582 s'explique par :
- des plus-values sur les placements groupés et des gains réalisés sur la vente d'actions qui se sont avérées supérieures à 2020 pour un montant de kCHF +126 ;
 - la cession de droits à bâtir du terrain « Vieusseux-Villars-Franchises » à la Société Coopérative d'Habitation Genève, conformément à la PR-1123 pour un montant de kCHF +456.

- c) n/a

- d) L'écart de kCHF +2'189 s'explique par :
- la hausse des loyers commerciaux perçus pour kCHF +2'509, du fait de la baisse relative d'une année sur l'autre de l'exonération partielle octroyée en lien avec la crise sanitaire ;
 - la baisse des remboursements des travaux par des tiers de kCHF -198 ;
 - une baisse des rentes des droits de superficie pour des parkings pour kCHF -74.

D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF -48.

- e) L'écart de kCHF +9'323 s'explique essentiellement par les raisons suivantes :
- la réévaluation périodique du patrimoine financier correspondant aux plus-values enregistrées en résultat plus importante en 2021 (kCHF +6'769) ;
 - la réévaluation des titres détenus dans le placement groupé des fonds spéciaux a été supérieure à celle enregistrée dans les comptes 2020 (kCHF +1'648) ;
 - les actions BCGE détenues au PF ont bénéficié d'une réévaluation favorable en 2021 (kCHF +904). Une dépréciation avait été constatée en 2020.

D'autres variations viennent compléter l'écart pour kCHF +2.

- f) L'écart de kCHF + 3'746 s'explique essentiellement par les raisons suivantes :
- un dividende reçu des Services industriels de Genève (SIG) d'un montant de kCHF +3'000 sur leur résultat 2020 ;
 - une hausse de kCHF +115 des dividendes perçus par la société anonyme Naxoo ;
 - une décision de non distribution de dividende de la part de la société du Parking de la place de Cornavin engendrant un écart défavorable pour kCHF -38 ;
 - une hausse de kCHF +664 due au versement des dividendes liés aux résultats 2019 et 2020 de la Société Italienne du Tunnel du Mont-Blanc, respectivement kCHF +340 et kCHF +324. Aucun dividende n'a été perçu sur l'exercice 2020 au titre du résultat 2019.

D'autres revenus viennent compléter l'écart pour kCHF +5.

- g) L'écart de kCHF +544 s'explique principalement par l'augmentation des revenus relatifs aux redevances d'affichage et d'utilisation du domaine public et les revenus liés aux taxes (chantiers, installations saisonnières, empiètements, emprises ponctuelles et publicité) en lien avec la crise sanitaire soit :

- une hausse des revenus des horodateurs (kCHF +842) et la redevance SIG (kCHF +256) ;
- une hausse des redevances d'affichage et des marchés (kCHF +359) ;
- une hausse des taxes diverses (kCHF +979) ;
- une baisse des rentes pour des parkings superficiaires de la Ville de Genève (kCHF -1'781).

D'autres variations restant individuellement non significatives viennent compléter l'écart pour kCHF -111.

- h) L'écart de kCHF + 225 correspond au remboursement d'une part sociale de la Coopérative du Renouveau de St-Jean à la Ville de Genève.

6.1.2.13 Prélèvements aux fonds et financements spéciaux (chapitre 45)

Ce chapitre comptabilise les prélèvements nets aux fonds et financements spéciaux. Chaque opération d'attribution et de prélèvement est comptabilisée par fonds tout au long de l'année en contrepartie du revenu ou de la charge correspondante dans le compte de résultats. Le résultat net annuel de ces opérations sur les fonds est calculé individuellement par fonds. Il est enregistré dans le chapitre 35 si les attributions sont supérieures aux prélèvements et inversement dans le chapitre 45 si les prélèvements sont supérieurs aux attributions.

En milliers de francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	%	Notes
350 Attrib. aux FS et financ. spéc. des capitaux tiers	5'858	3'966	1'892	47.7%	6'299	-441	-7.0%	
450 Prélèv. sur fonds et financ. spéc. capitaux de tiers	4'888	6'287	-1'399	-22.3%	4'225	663	15.7%	
Total	-970	2'322	-3'291		-2'074	1'104		

Se référer à la note «6.1.2.5 Attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux (chapitre 35 et 45)» pour le détail des variations de ce chapitre sur l'exercice.

6.1.2.14 Revenus de transfert (chapitre 46)

Ce chapitre enregistre les quotes-parts aux recettes fédérales et cantonales et les participations de la Confédération (création de places de crèches), de la République et canton de Genève et des communes (entretien des routes communales à vocation cantonale, bibliobus). Il comprend également les revenus de la péréquation intercommunale selon la Loi sur le renforcement de la péréquation financière (LRPFI) ainsi que les revenus du fonds de compensation prévus par la Loi sur la répartition des tâches (LRT). Enfin, il comptabilise des subventions d'exploitations courantes de collectivités publiques (sécurité publique, enseignement et formation, protection et aménagement de l'environnement, etc.) et de tiers ainsi que des recettes provenant de redistributions.

En milliers de francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	%	Notes
460	Quotes-parts à des revenus	14'706	10'627	4'079	38.4%	11'719	2'987	25.5%	a)
461	Dédommagements de collectivités publiques	37'767	39'417	-1'650	-4.2%	36'967	800	2.2%	b)
462	Péréquation financière et compensation des charges	16'127	7'030	9'096	129.4%	11'778	4'348	36.9%	c)
463	Subventions des collectiv. publiques et des tiers	26'045	35'894	-9'848	-27.4%	24'027	2'018	8.4%	d)
469	Autres revenus de transfert	359	720	-361	-50.2%	479	-120	-25.1%	
Total		95'003	93'688	1'315	1.4%	84'972	10'032	11.8%	

Ecarts par rapport au budget

La hausse de revenus observée s'explique essentiellement par les éléments détaillés ci-dessous :

- L'écart est principalement dû à la quote-part à l'IFD versée par la République et canton de Genève en 2021 supérieure aux attentes (kCHF 4'043).
- Cette variation s'explique par la contribution de la République et canton de Genève pour l'entretien des routes à caractère cantonal prévue par l'article 20 LRoutes qui a été budgétée à hauteur de kCHF +15'000 et dont le revenu effectif comptabilisé s'élève à kCHF +13'200, générant ainsi un écart défavorable de kCHF -1'800. Il faut toutefois noter que cette diminution est compensée par une variation équivalente dans les charges au chapitre 36, «361 Dédommagements à des collectivités publiques» relatives «aux frais de police».
D'autres variations viennent compléter l'écart pour un montant de kCHF +150.
- L'écart de kCHF +9'173 correspond aux contributions de la Ville de Genève au fonds de régulation, reclassées dans le groupe «362 Péréquation financière et compensation des charges» (cf. «6.1.2.6 Charges de transfert (chapitre 36)») consécutif au changement de méthode de comptabilisation en lien avec les directives de la loi LRT. En effet, à partir de 2020, la directive prévoit la comptabilisation des charges et des recettes séparément, tandis qu'au budget 2021 les recettes étaient enregistrées en net. Les montants reçus du fonds de régulation s'élèvent à kCHF 11'778 pour l'exercice.
Diverses évolutions individuellement non significatives complètent l'écart pour kCHF -77.
- Un écart de kCHF -10'000 est lié à l'intégration budgétaire de la recette supplémentaire relative à la prétention d'augmentation du dédommagement à recevoir de la part de la République et canton de Genève concernant l'entretien des routes communales à caractère cantonal. Aucun accord n'ayant pu être trouvé sur l'exercice, aucune augmentation de recette n'a été enregistrée en 2021. A noter également que des recettes fédérales supplémentaires (kCHF +1'306) en lien avec l'assainissement du bruit routier sur des axes initialement non compris dans le projet d'assainissement du bruit routier (PAB) ont été exceptionnellement versées en 2021.
De plus, au Service de la petite enfance, les subventions collectées (OFAS, Fonds intercommunal) sont inférieures aux montants initialement estimés (kCHF -2'465). A noter que ces revenus varient d'année en année, en fonction du nombre de places de crèches mises en exploitation.
Enfin, au Service de l'énergie, un écart de kCHF +749 provient essentiellement d'une subvention cantonale (fonds CIME – Energie des collectivités) destinée à financer des travaux d'assainissement d'électricité non prévus (cf. comptes 3431.015 et 3101.170) dans les immeubles du PF et du PA.
D'autres variations viennent compléter l'écart pour un montant de kCHF +562.

Ecarts par rapport aux comptes

L'augmentation des revenus de transfert par rapport à 2020 s'explique par les éléments détaillés ci-dessous :

- L'écart s'explique principalement par l'augmentation de la quote-part à l'IFD versé par la République et canton de Genève en 2021 par rapport à l'exercice précédent (kCHF +2'785).
D'autres variations complètent l'écart pour kCHF +202.

- b) L'écart s'explique par l'augmentation conventionnée pour 2021 de la participation financière des communes auprès de la Ville de Genève pour le dédommagement des interventions du Service d'incendie et de secours (SIS) (kCHF +800).
- c) Cet écart est expliqué par le fait que la Ville de Genève devient bénéficiaire dès 2021 (kCHF +4'348) dans le cadre de la péréquation financière intercommunale LRPFI.
- d) La hausse des subventions des collectivités publiques provient pour kCHF +1'306 des subventions fédérales liées aux travaux d'assainissement du bruit routier (OPB) qui ont été finalement accordées en 2021 sur des axes non compris dans le projet d'assainissement du bruit routier (PAB).

De plus, en 2021, le Fonds intercommunal (FI) a participé au financement des prestations d'urgence sociale offertes par la Ville de Genève pour un montant de kCHF +1'000. Cette participation sera reconduite en 2022.

D'autres variations complètent l'écart pour kCHF -288.

6.1.2.15 Subventions à redistribuer (chapitre 47)

Ce chapitre enregistre les subventions que la Ville de Genève a obtenues de la part d'autres collectivités et qu'elle va redistribuer à des tiers.

En milliers de francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	%	Notes
470 Subventions à redistribuer	2'494	2'550	-56	-2.2%	4'851	-2'358	-48.6%	
Total	2'494	2'550	-56	-2.2%	4'851	-2'358	-48.6%	

Se référer aux explications de la rubrique comptable dédiée aux «6.1.2.7 Subventions à redistribuer (chapitre 37)».

6.1.2.16 Imputations internes (chapitre 49)

Ce chapitre enregistre les revenus liés aux prestations fournies en interne entre les services de la Ville de Genève. Il s'agit notamment de prestations de services et de la mise à disposition de divers locaux.

En milliers de francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	%	Notes
491 Prestations de services	11'068	11'720	-651	-5.6%	10'107	962	9.5%	
492 Fermages, loyers, frais d'utilisation	11'487	10'664	823	7.7%	10'787	700	6.5%	
Total	22'556	22'384	172	0.8%	20'894	1'662	8.0%	

Se référer aux explications de la rubrique comptable en miroir «6.1.2.8 Imputations internes (chapitre 39)».

The background of the slide is split diagonally from the bottom-left corner to the top-right corner. The upper-left portion is white, and the lower-right portion is a solid blue color.

Comptes compétents

6.2 Comptes compétents

6.2.1 Assurances

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C2020	Ecart C 2021 - C 2020	%
Charges								
313	Prestations de services et honoraires							
3134.010	C-ASS Primes d'assurance incendie	1'419'911	1'483'235	-63'325	-4.3%	996'069	423'841	42.6%
3134.020	C-ASS Primes d'assurance dégâts d'eau	423'316	410'980	12'337	3.0%	284'595	138'721	48.7%
3134.030	C-ASS Primes d'assurance bris de glaces	327'592	315'981	11'611	3.7%	197'031	130'561	66.3%
3134.040	C-ASS Primes d'assurance rc générale	86'975	80'000	6'975	8.7%	86'972	3	-
3134.050	C-ASS Primes d'assurance rc véhicules	464'780	220'000	244'780	111.3%	221'742	243'037	109.6%
3134.060	C-ASS Primes d'assurance casco	18'194	20'000	-1'806	-9.0%	16'048	2'146	13.4%
3134.070	C-ASS Primes d'assurance vol	143'498	141'079	2'419	1.7%	116'298	27'200	23.4%
3134.080	C-ASS Primes d'assurance transports	22'388	99'000	-76'612	-77.4%	75'849	-53'461	-70.5%
3134.090	C-ASS Primes d'assurance protection juridique	69'825	23'000	46'825	203.6%	23'000	46'825	203.6%
3134.100	C-ASS Franchises	130'136	67'000	63'136	94.2%	51'674	78'462	151.8%
Total 313	Prestations de services et honoraires	3'106'615	2'860'276	246'339	8.6%	2'069'278	1'037'336	50.1%
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier							
3439.410	C-ASS Primes d'assurance incendie PF	887'228	928'554	-41'326	-4.5%	602'682	284'546	47.2%
3439.420	C-ASS Primes d'assurance dégâts d'eau PF	232'044	224'616	7'428	3.3%	139'564	92'481	66.3%
3439.430	C-ASS Primes d'assurance bris de glaces PF	218'395	211'404	6'990	3.3%	131'354	87'041	66.3%
3439.440	C-ASS Primes d'assurance rc générale PF	51'744	55'309	-3'564	-6.4%	51'744	-	-
3439.450	C-ASS Franchises PF	143'496	120'935	22'561	18.7%	192'159	-48'663	-25.3%
Total 343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	1'532'906	1'540'818	-7'912	-0.5%	1'117'502	415'404	37.2%
Total Charges		4'639'521	4'401'093	238'428	5.4%	3'186'780	1'452'741	45.6%

Groupe 313

L'écart par rapport aux comptes 2020 pour un montant de kCHF +1'037 est lié à la hausse des primes d'assurance suite à la sinistralité et au nouveau contrat (primes assurance dommage).

Groupe 343

L'écart par rapport aux comptes 2020 pour un montant de kCHF +415 est lié à la hausse des primes d'assurance suite à la sinistralité et au nouveau contrat (primes assurance dommage).

6.2.2 Centrale municipale d'achat et d'impression

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C2020	Ecart C 2021 - C 2020	%
Charges								
310	Charges de matériel et de marchandises							
3100.020	C-CMAI Achats de fournitures de bureau	254'379	302'000	-47'621	-15.8%	222'793	31'585	14.2%
3101.040	C-CMAI Achats de fournitures pour le nettoyage	34	-	34	-	68	-34	-50.3%
3101.130	C-CMAI Achats de fournitures pour ateliers	12'715	15'000	-2'285	-15.2%	7'817	4'897	62.7%
3102.020	C-CMAI Impressions diverses	165'831	200'000	-34'169	-17.1%	188'231	-22'400	-11.9%
3103.070	C-CMAI Frais de reliure et restauration de livres	106'795	90'000	16'795	18.7%	75'201	31'593	42.0%
Total 310	Charges de matériel et de marchandises	539'752	607'000	-67'248	-11.1%	494'110	45'642	9.2%
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif							
3110.010	C-CMAI Achats de mobilier et appareils de bureau	123'039	150'000	-26'961	-18.0%	126'294	-3'256	-2.6%
3111.110	C-CMAI Achats de machines, outillage, mat. atelier	14'211	15'000	-789	-5.3%	2'437	11'774	483.1%
Total 311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	137'250	165'000	-27'750	-16.8%	128'731	8'518	6.6%
313	Prestations de services et honoraires							
3130.110	C-CMAI Prestations de services	11'955	10'000	1'955	19.5%	10'142	1'812	17.9%
3130.240	C-CMAI Prestations pour services divers	-	5'000	-5'000	-100.0%	-	-	-
Total 313	Prestations de services et honoraires	11'955	15'000	-3'045	-20.3%	10'142	1'812	17.9%
314	Travaux d'entretien							
3144.100	C-CMAI Contrats conciergerie, nettoyage bât. admin.	1'111'114	1'037'435	73'679	7.1%	-	1'111'114	-
3144.260	C-CMAI Contrats conciery. et nettoyage bât. publics	2'144'365	2'111'500	32'865	1.6%	-	2'144'365	-
3144.450	C-CMAI Contrat conciery. et nettoyage locaux de tiers	42'818	32'190	10'628	33.0%	-	42'818	-
Total 314	Travaux d'entretien	3'298'297	3'181'125	117'172	3.7%	-	3'298'297	-
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.							
3150.020	C-CMAI Entretien du mobilier et machines de bureau	9'782	10'000	-218	-2.2%	12'101	-2'319	-19.2%
3151.030	C-CMAI Entretien mat. équip. nettoyage bât. par tiers	-	10'000	-10'000	-100.0%	11'025	-11'025	-100.0%
3151.060	C-CMAI Entretien mat. ateliers et nett. par des tiers	42'829	38'655	4'174	10.8%	21'854	20'975	96.0%
Total 315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	52'611	58'655	-6'044	-10.3%	44'980	7'631	17.0%
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation							
3161.140	C-CMAI Location d'équipements	16'952	111'000	-94'048	-84.7%	5'888	11'064	187.9%
Total 316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	16'952	111'000	-94'048	-84.7%	5'888	11'064	187.9%
Total Charges		4'056'817	4'137'780	-80'963	-2.0%	683'852	3'372'965	493.2%

Groupe 314

L'écart par rapport aux comptes 2020 pour un montant de kCHF +3'298 concerne la centralisation du budget relatif aux frais de nettoyage de jour des locaux administratifs dès 2021.

6.2.3 Logistique et manifestations

En francs

		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C2020	Ecart C 2021 - C 2020	%
Charges								
310	Charges de matériel et de marchandises							
3101.300	C-LOM Achats de carburant	1'174'045	1'063'379	110'666	10.4%	984'887	189'158	19.2%
3101.899	C-LOM Ecart de stock de carburant	-40'377	-	-40'377	-	-10'778	-29'599	274.6%
Total 310	Charges de matériel et de marchandises	1'133'667	1'063'379	70'288	6.6%	974'108	159'559	16.4%
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif							
3112.020	C-LOM Achats de vêtements professionnels	198'137	-	198'137	-	-36'868	235'005	-637.4%
Total 311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	198'137	-	198'137	-	-36'868	235'005	-637.4%
313	Prestations de services et honoraires							
3137.030	C-LOM impôts et taxes sur véhicules à moteur	563'026	557'840	5'186	0.9%	518'104	44'922	8.7%
Total 313	Prestations de services et honoraires	563'026	557'840	5'186	0.9%	518'104	44'922	8.7%
Total Charges		1'894'831	1'621'219	273'612	16.9%	1'455'344	439'486	30.2%

Groupe 314

L'écart par rapport au budget pour un montant de kCHF +1'388 est essentiellement lié à l'entretien des ouvrages PCI. Des travaux à hauteur de kCHF +970 ont été nécessaires afin d'assainir les murs périphériques et permettre l'étanchéité de l'abri PCI des Vollandes. Par ailleurs, kCHF +300 ont été nécessaires à la réfection de la toiture des ateliers du Grand Théâtre.

L'écart par rapport aux comptes 2020 pour un montant de kCHF -887 est dû à plusieurs rénovations majeures de bâtiments publics réalisées en 2020 et à une diminution des interventions relatives aux chantiers « Covid » (par exemple surveillance, vestiaires séparés) pour un montant de kCHF -400.

Groupe 343

L'écart par rapport au budget pour un montant de kCHF +6'692 concerne principalement des travaux planifiés d'entretien du patrimoine financier gérés par le compétent DPBA (kCHF +5'300). Nous pouvons citer notamment la rénovation un pour un des façades de l'immeuble Savoises 11 nécessitant la sécurisation des garde-corps qui présentaient des faiblesses statiques pour kCHF 560, la modernisation des ascenseurs du Seujet 32-34 pour kCHF 700, l'assainissement des colonnes de chutes de Charles-Giron 26 qui étaient en fin de vie pour kCHF 720, la rénovation de la façade de la Tour de l'île pour kCHF 381. Enfin kCHF 616 concernent les travaux suivants : l'étanchéité de la terrasse et la rénovation de la pompe à chaleur au quai du Seujet pour kCHF 220, la sécurisation de quatre balcons rue des Deux-Ponts 5 pour kCHF 136, la remise en état de la chape de l'atelier RDC à la GIM pour kCHF 260. Les interventions dans les bâtiments locatifs (appartements vacants) ont également été plus importantes que prévues (kCHF +1'000).

L'écart par rapport aux comptes 2020 pour un montant de kCHF +3'316 est lié à une activité d'entretien plus soutenue en 2021 qu'en 2020 (augmentation de kCHF +2'600 des travaux planifiés et augmentation de kCHF +1'000 dans les appartements vacants).

6.2.5 Direction des systèmes d'information et de communication

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C2020	Ecart C 2021 - C 2020	%
Charges								
310	Charges de matériel et de marchandises							
3100.050	C-DSIC Achats de fourn. inform. et audiovisuelles	1'586	3'000	-1'414	-47.1%	2'215	-629	-28.4%
Total 310	Charges de matériel et de marchandises	1'586	3'000	-1'414	-47.1%	2'215	-629	-28.4%
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif							
3113.010	C-DSIC Achat de matériel informatique	177'550	140'000	37'550	26.8%	239'741	-62'191	-25.9%
3113.040	C-DSIC Achat matériel de communication	24'879	55'000	-30'121	-54.8%	95'774	-70'895	-74.0%
3118.010	C-DSIC Achat de logiciels et de licences	736'364	987'000	-250'636	-25.4%	1'051'618	-315'254	-30.0%
Total 311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	938'793	1'182'000	-243'207	-20.6%	1'387'134	-448'341	-32.3%
313	Prestations de services et honoraires							
3130.170	C-DSIC Liaisons informatiques radio-TV, internet	150'996	154'000	-3'004	-2.0%	166'132	-15'136	-9.1%
3130.200	C-DSIC Téléphones	763'360	841'000	-77'640	-9.2%	776'573	-13'213	-1.7%
3132.020	C-DSIC Honoraires pour prestation informatique	2'392'336	1'462'000	930'336	63.6%	1'374'338	1'017'999	74.1%
3133.010	C-DSIC Charges d'utilisation informatique	1'294'814	1'169'000	125'814	10.8%	893'445	401'369	44.9%
Total 313	Prestations de services et honoraires	4'601'507	3'626'000	975'507	26.9%	3'210'488	1'391'019	43.3%
314	Travaux d'entretien							
3144.090	C-DSIC Entretien informat. et télécomm. bât. admin.	224'632	293'000	-68'368	-23.3%	321'964	-97'333	-30.2%
3149.050	C-DSIC Entretien réseaux fibre optique hors immeubles	29'584	80'000	-50'416	-63.0%	85'883	-56'299	-65.6%
Total 314	Travaux d'entretien	254'216	373'000	-118'784	-31.8%	407'847	-153'631	-37.7%
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.							
3153.010	C-DSIC Entretien de matériel informatique	259'663	273'000	-13'337	-4.9%	294'253	-34'589	-11.8%
3153.040	C-DSIC Entretien de matériel communication	687'703	708'000	-20'297	-2.9%	693'955	-6'252	-0.9%
3158.010	C-DSIC Maintenance de logiciels	3'151'872	3'733'895	-582'023	-15.6%	3'126'220	25'652	0.8%
Total 315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	4'099'239	4'714'895	-615'656	-13.1%	4'114'429	-15'190	-0.4%
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation							
3161.030	C-DSIC Location appareils multifonc. communication	686'803	725'000	-38'197	-5.3%	643'125	43'678	6.8%
3161.060	C-DSIC location matériel informatique et télécom.	25'837	23'000	2'837	12.3%	26'438	-602	-2.3%
3169.010	C-DSIC Location de logiciels	338'064	419'000	-80'936	-19.3%	466'409	-128'345	-27.5%
Total 316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	1'050'704	1'167'000	-116'296	-10.0%	1'135'972	-85'268	-7.5%
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier							
3431.210	C-DSIC Achat matériel de communication PF	534	10'400	-9'866	-94.9%	-	534	-
3431.240	C-DSIC Entretien mat. informat. télécom. bât loc. PF	22'257	55'000	-32'743	-59.5%	14'146	8'112	57.3%
3431.310	C-DSIC Entretien matériel de communication PF	-	10'000	-10'000	-100.0%	-	-	-
3439.510	C-DSIC Liaisons informatiques, radio, TV, Inter. PF	-	4'000	-4'000	-100.0%	-	-	-
3439.520	C-DSIC Téléphones PF	112'425	155'250	-42'825	-27.6%	111'069	1'357	1.2%
Total 343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	135'217	234'650	-99'433	-42.4%	125'214	10'002	8.0%
Total Charges		11'081'261	11'300'545	-219'284	-1.9%	10'383'299	697'963	6.7%

Groupe 311

L'écart par rapport aux comptes 2020 est dû principalement au report de dépenses d'acquisitions de logiciels sur un crédit d'investissement en 2021. De plus, il y a eu des acquisitions diverses pour le support dans le cadre de la pandémie (kCHF +43), notamment la mise en place d'une prestation en ligne pour la demande des bourses «Covid» dans le domaine de la culture.

Groupe 313

L'écart par rapport au budget provient principalement des projets informatiques non prévus, tels que le plan directeur et clone SAP (SIS), le projet «Security Operation Center» pour renforcer la sécurité de l'information, la préparation des projets tels que Novo ERP et Office 365 et le projet de facturation de la levée des déchets (exigence légale).

L'écart par rapport aux comptes 2020 est dû principalement à l'exécution de plus de projets informatiques en 2021.

Groupe 315

L'écart par rapport au budget correspond principalement à une baisse des coûts de maintenance de logiciels liée au transfert des charges de maintenance vers de la location de logiciels (souscription), notamment sur la solution de virtualisation VMWare. Une gestion optimale du projet de migration à Windows 7 a permis également d'éviter les coûts d'une extension de maintenance.

6.2.6 Gérance immobilière municipale

En francs

		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C2020	Ecart C 2021 - C 2020	%
Charges								
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA							
3120.050	C-GIM Chauffage	841'497	807'199	34'298	4.2%	883'775	-42'278	-4.8%
Total 312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	841'497	807'199	34'298	4.2%	883'775	-42'278	-4.8%
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier							
3439.130	C-GIM Chauffage PF	373'255	188'066	185'189	98.5%	381'047	-7'792	-2.0%
Total 343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	373'255	188'066	185'189	98.5%	381'047	-7'792	-2.0%
Total Charges		1'214'752	995'265	219'487	22.1%	1'264'822	-50'070	-4.0%

6.2.7 Energie

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C2020	Ecart C 2021 - C 2020	%
Charges								
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA							
3120.010	C-ENE Bois	100'203	71'973	28'230	39.2%	91'878	8'325	9.1%
3120.020	C-ENE Electricité	6'162'919	6'124'262	38'657	0.6%	5'783'244	379'675	6.6%
3120.030	C-ENE Eau	4'013'848	3'993'838	20'010	0.5%	4'453'738	-439'890	-9.9%
3120.040	C-ENE Chauffage	303'903	310'000	-6'097	-2.0%	371'022	-67'120	-18.1%
3120.060	C-ENE Gaz	4'330'234	3'829'200	501'034	13.1%	4'107'938	222'296	5.4%
3120.070	C-ENE Huile de chauffage	674'030	750'000	-75'970	-10.1%	687'532	-13'502	-2.0%
3120.999	C-ENE Ecarts d'inventaire, rebus, diminution de prix	-25'981	-	-25'981	-	25'685	-51'666	-201.2%
Total 312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	15'559'156	15'079'273	479'883	3.2%	15'521'037	38'118	0.2%
314	Travaux d'entretien							
3144.040	C-ENE Entretien des bâtiments administratifs	184'497	115'700	68'797	59.5%	226'383	-41'886	-18.5%
3144.070	C-ENE Contrats bâtiments administratifs	168'552	180'000	-11'448	-6.4%	164'837	3'715	2.3%
3144.140	C-ENE Entretien des bâtiments publics	879'855	424'000	455'855	107.5%	567'417	312'438	55.1%
3144.210	C-ENE Contrats bâtiments publics	440'203	400'000	40'203	10.1%	426'054	14'149	3.3%
Total 314	Travaux d'entretien	1'673'107	1'119'700	553'407	49.4%	1'384'691	288'416	20.8%
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier							
3431.015	C-ENE Entretien bâtiments locatifs PF	820'447	503'300	317'147	63.0%	611'120	209'327	34.3%
3431.035	C-ENE Contrats bâtiments locatifs PF	128'813	102'000	26'813	26.3%	92'263	36'550	39.6%
3439.110	C-ENE Electricité PF	976'255	1'032'004	-55'749	-5.4%	901'305	74'950	8.3%
3439.120	C-ENE Eau PF	3'580'453	3'253'000	327'453	10.1%	3'565'269	15'185	0.4%
3439.140	C-ENE Gaz PF	-4'670	-	-4'670	-	13'259	-17'929	-135.2%
3439.150	C-ENE Huile de chauffage PF	3'576	-	3'576	-	-	3'576	-
Total 343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	5'504'874	4'890'304	614'570	12.6%	5'183'216	321'657	6.2%
Total Charges		22'737'137	21'089'277	1'647'860	7.8%	22'088'945	648'192	2.9%

Groupe 312

L'écart par rapport au budget (kCHF +480) est essentiellement dû aux charges liées à la consommation de gaz supérieures au budget disponible.

Groupe 314

L'écart par rapport au budget pour un montant de kCHF +553 est dû, pour une moitié, à une activité d'entretien des installations de chauffage des bâtiments publics plus importante que prévue (interventions urgentes et non-prévues difficilement prévisibles). Pour l'autre moitié, à la ventilation des charges du compte «3199.090 Autres frais», mais compensé par son budget.

L'écart par rapport aux comptes 2020 pour un montant de kCHF +288 est dû à une activité d'entretien des installations de chauffage, des bâtiments administratifs et publics, plus importante en 2021.

Groupe 343

L'écart par rapport au budget pour un montant de kCHF +615 est dû, d'une part, à une activité d'entretien des installations de chauffage des bâtiments locatifs plus importante que prévue (interventions urgentes et non-prévues pour environ kCHF +100). D'autre part, par la ventilation des travaux d'assainissement énergétique, du compte « 3199.090 Autres frais», mais compensé par son budget (environ kCHF +200). A noter que plus de la moitié du dépassement (kCHF +327) est dû à une consommation d'eau plus importante que budgétée.

L'écart par rapport aux comptes 2020 pour un montant de kCHF +322 est essentiellement dû à une activité d'entretien et d'assainissement des installations de chauffage des bâtiments locatifs plus importante en 2021 qu'en 2020.

6.2.8 Ressources humaines

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C2020	Ecart C 2021 - C 2020	%
Charges								
300	Autorités et commissions							
3000.020	C-DRH Jetons de présence CM	1'943'658	1'708'210	235'448	13.8%	1'375'330	568'327	41.3%
3000.030	C-DRH Traitements du Conseil administratif	1'272'045	1'272'045	-	-	1'268'451	3'594	0.3%
3000.060	C-DRH Jetons de présence autres commissions	90'768	53'370	37'398	70.1%	72'220	18'548	25.7%
Total 300	Autorités et commissions	3'306'470	3'033'625	272'845	9.0%	2'716'002	590'469	21.7%
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.							
3010.020	C-DRH Salaires du personnel	326'853'405	348'338'496	-21'485'091	-6.2%	321'143'155	5'710'250	1.8%
3010.029	C-DRH Provision pour soldes de vacances	-735'985	-	-735'985	-	4'119'464	-4'855'449	-117.9%
3010.030	C-DRH Salaires des auxiliaires	18'619'513	14'229'180	4'390'333	30.9%	17'846'551	772'962	4.3%
3010.040	C-DRH Salaires des stagiaires	333'255	400'000	-66'745	-16.7%	343'493	-10'238	-3.0%
3010.050	C-DRH Salaires des apprentis	1'307'662	1'620'294	-312'632	-19.3%	1'420'762	-113'100	-8.0%
3010.080	C-DRH Salaires des civilistes	154'659	255'000	-100'341	-39.3%	119'507	35'152	29.4%
3010.090	C-DRH Salaires des jeunes durant l'été	433'268	250'000	183'268	73.3%	-	433'268	-
3010.110	C-DRH Heures supplémentaires	1'789'243	1'196'640	592'603	49.5%	1'443'630	345'613	23.9%
3010.118	C-DRH Prov. heures optionnelles	518'730	-	518'730	-	-295'588	814'318	-275.5%
3010.119	C-DRH Provision heures supplémentaires	-40'261	-	-40'261	-	-129'433	89'172	-68.9%
3010.120	C-DRH Prime de fidélité	29'833'299	30'086'428	-253'129	-0.8%	29'382'506	450'793	1.5%
3010.130	C-DRH Indemnités de départ	731'189	-	731'189	-	428'406	302'783	70.7%
3010.140	C-DRH Prime de mise à la retraite	771'417	397'634	373'783	94.0%	880'176	-108'759	-12.4%
3010.170	C-DRH Primes professionnelles et de fonction	2'838'420	2'229'214	609'206	27.3%	2'801'691	36'729	1.3%
3010.180	C-DRH Indemnités service supplémentaire	957'296	999'573	-42'277	-4.2%	967'263	-9'967	-1.0%
3010.190	C-DRH Indemnités de nuisance	7'729'199	7'400'214	328'985	4.4%	8'219'898	-490'699	-6.0%
3010.200	C-DRH Prime de fin d'étude	12'500	19'500	-7'000	-35.9%	15'000	-2'500	-16.7%
3010.240	C-DRH Traitement divers réadapt. professionnelle	138'357	564'620	-426'263	-75.5%	95'767	42'590	44.5%
3010.260	C-DRH Réduction pour postes vacants	-	-14'623'000	14'623'000	-100.0%	-	-	-
3010.270	C-DRH Indemnités au décès	99'407	240'000	-140'593	-58.6%	121'561	-22'154	-18.2%
Total 301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	392'344'573	393'603'792	-1'259'219	-0.3%	388'923'809	3'420'764	0.9%
303	Travailleurs temporaires							
3030.010	C-DRH Personnel intérimaire	13'735	570'000	-556'265	-97.6%	50'541	-36'806	-72.8%
Total 303	Travailleurs temporaires	13'735	570'000	-556'265	-97.6%	50'541	-36'806	-72.8%
304	Allocations							
3040.010	C-DRH Allocations de naissance	45'525	50'000	-4'475	-9.0%	36'500	9'025	24.7%
3040.020	C-DRH Allocations pour enfants	3'949'822	4'025'095	-75'273	-1.9%	3'995'512	-45'690	-1.1%
3042.010	C-DRH Indemnités de repas	337'626	246'164	91'462	37.2%	282'012	55'614	19.7%
3049.010	C-DRH Indemnités de vêtements	386'979	325'303	61'676	19.0%	403'520	-16'540	-4.1%
Total 304	Allocations	4'719'953	4'646'562	73'391	1.6%	4'717'544	2'408	0.1%
305	Cotisations patronales							
3050.010	C-DRH Assurance maternité	167'483	179'096	-11'613	-6.5%	175'866	-8'383	-4.8%
3050.020	C-DRH Cotisations AVS, AI, APG	20'685'177	20'798'324	-113'148	-0.5%	20'170'139	515'038	2.6%
3050.030	C-DRH Cotisations assurance chômage	4'233'260	4'105'561	127'699	3.1%	4'141'825	91'435	2.2%
3050.040	C-DRH Part aux frais administratifs AVS	633'694	577'102	56'592	9.8%	558'003	75'691	13.6%
3050.118	C-DRH Prov. AVS/ass. maternité s/heures option.	-95'169	-	-95'169	-	116'029	-211'198	-182.0%
3050.119	C-DRH Prov. AVS/AC/ass. maternité s/heures supp.	-1'803	-	-1'803	-	-3'560	1'757	-49.4%
3050.129	C-DRH Prov. AVS/AC/ass. maternité s/solde vacances	315'106	-	315'106	-	-64'200	379'306	-590.8%
3052.010	C-DRH Cotis. caisse assurance du personnel (CAP)	51'881'675	55'375'056	-3'493'381	-6.3%	51'790'937	90'738	0.2%

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C2020	Ecart C 2021 - C 2020	%
3052.020	C-DRH Caisse assurance du personnel 57/62 ans	-	678'129	-678'129	-100.0%	-	-	-
3052.030	C-DRH Cotisations autres caisses	349'152	400'000	-50'848	-12.7%	324'444	24'709	7.6%
3052.050	C-DRH Frais administratifs	7'683	16'000	-8'317	-52.0%	22'178	-14'495	-65.4%
3052.060	C-DRH Ajustement global cotisations CAP	-	-1'307'000	1'307'000	-100.0%	-	-	-
3053.010	C-DRH Cotis. assurance accidents professionnels	2'052'977	10'981'856	-8'928'879	-81.3%	2'251'429	-198'452	-8.8%
3053.030	C-DRH Cotis. assurance accidents non professionnels	7'192'489	-	7'192'489	-	4'953'463	2'239'026	45.2%
3053.090	C-DRH Cotisations assurances hors LAA	34'131	5'000	29'131	582.6%	4'346	29'785	685.4%
3053.100	C-DRH Ajustement global cotisations ass. acc. prof.	-	-1'038'000	1'038'000	-100.0%	-	-	-
3053.118	C-DRH Prov. ass. accidents s/heures option.	12'829	-	12'829	-	-7'509	20'338	-270.8%
3053.119	C-DRH Prov. ass. accidents s/heures supp.	583	-	583	-	-3'984	4'568	-114.6%
3053.129	C-DRH Prov. ass. accidents s/solde vacances	-62'597	-	-62'597	-	139'246	-201'843	-145.0%
3054.010	C-DRH Cotisations allocations familiales	9'543'224	9'585'648	-42'425	-0.4%	9'366'262	176'962	1.9%
3054.118	C-DRH Prov. alloc. familiales s/heures option.	12'710	-	12'710	-	-7'242	19'952	-275.5%
3054.119	C-DRH Prov. alloc. familiales s/heures supp.	-986	-	-986	-	-3'171	2'186	-68.9%
3054.129	C-DRH Prov. alloc. familiales s/solde vacances	-83'033	-	-83'033	-	165'927	-248'960	-150.0%
3059.010	C-DRH Contributions pour civilistes	181'534	265'000	-83'466	-31.5%	145'762	35'772	24.5%
3059.020	C-DRH Cotis. patronales p/les structures d'accueil	272'661	287'729	-15'068	-5.2%	268'065	4'596	1.7%
Total 305	Cotisations patronales	97'332'780	100'909'501	-3'576'721	-3.5%	94'504'253	2'828'527	3.0%
306	Prestations de l'employeur							
3060.010	C-DRH Pension du Conseil administratif	1'630'071	-	1'630'071	-	1'491'281	138'790	9.3%
3060.020	C-DRH Pension SIS	2'055'305	2'337'108	-281'803	-12.1%	1'865'254	190'051	10.2%
3060.030	C-DRH Pensions diverses	-	2'050	-2'050	-100.0%	-	-	-
3061.010	C-DRH Rentes complémentaires	47'600	80'000	-32'400	-40.5%	64'592	-16'992	-26.3%
Total 306	Prestations de l'employeur	3'732'976	2'419'158	1'313'818	54.3%	3'421'127	311'849	9.1%
309	Autres charges de personnel							
3090.010	C-DRH Formation et perfectionnement du personnel	1'720'120	2'212'000	-491'880	-22.2%	1'074'473	645'647	60.1%
3091.010	C-DRH Annonces et frais de recherche de personnel	226'747	245'000	-18'253	-7.5%	134'690	92'057	68.3%
3099.030	C-DRH Frais de visites médicales	155'531	225'000	-69'469	-30.9%	100'503	55'028	54.8%
3099.070	C-DRH Fonds de décès	44'745	47'139	-2'394	-5.1%	44'029	716	1.6%
3099.090	C-DRH Solde, autres rémunérations	708'977	-	708'977	-	791'719	-82'742	-10.5%
Total 309	Autres charges de personnel	2'856'121	2'729'139	126'981	4.7%	2'145'415	710'706	33.1%
313	Prestations de services et honoraires							
3130.180	C-DRH Liaisons informatiques-radio-TV, Internet du CM	6'340	-	6'340	-	9'457	-3'117	-33.0%
Total 313	Prestations de services et honoraires	6'340	-	6'340	-	9'457	-3'117	-33.0%
317	Dédommagements							
3170.040	C-DRH Débours des autorités	6'500	2'890	3'610	124.9%	6'500	-	-
3170.080	C-DRH Frais dépl. et repas de travail du personnel	174'284	360'180	-185'896	-51.6%	157'732	16'552	10.5%
3170.090	C-DRH Indemnités pour utilisation des TPG	235'800	267'581	-31'781	-11.9%	241'359	-5'559	-2.3%
Total 317	Dédommagements	416'584	630'651	-214'067	-33.9%	405'591	10'993	2.7%
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier							
3431.719	C-DRH Provision pour soldes de vacances PF	3'778	-	3'778	-	53'540	-49'762	-92.9%
3431.729	C-DRH Provision heures supplémentaires PF	-	-	-	-	-11'335	11'335	-100.0%
3431.739	C-DRH Charges sociales s/provision vacances PF	711	-	711	-	6'309	-5'597	-88.7%
3431.749	C-DRH Charges sociales s/provision heures suppl.PF	-	-	-	-	-1'247	1'247	-100.0%

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	%	C2020	Ecart C 2021 - C 2020	%
3431.759	C-DRH Provision heures optionnelles PF	-	-	-	-	-3'470	3'470	-100.0%
3431.769	C-DRH Charges sociales s/provision heure option.PF	-	-	-	-	-382	382	-100.0%
3431.802	C-DRH Salaires du personnel PF	5'533'191	5'533'566	-375	-	5'428'527	104'664	1.9%
3431.812	C-DRH Prime de fidélité PF	519'052	517'856	1'196	0.2%	495'324	23'728	4.8%
3431.814	C-DRH Primes de mise à la retraite PF	7'691	373	7'318	n/a	13'760	-6'068	-44.1%
3431.817	C-DRH Primes professionnelles et de fonction PF	3'500	-	3'500	-	3'000	500	16.7%
3431.819	C-DRH Indemnités de nuisance PF	138'009	20'000	118'009	590.0%	15'626	122'383	783.2%
3431.830	C-DRH Allocations de naissance PF	975	-	975	-	-	975	-
3431.831	C-DRH Allocations pour enfants PF	67'603	81'300	-13'698	-16.8%	68'115	-513	-0.8%
3431.832	C-DRH Indemnités de repas PF	82	-	82	-	15	67	447.1%
3431.833	C-DRH Indemnités de vêtements PF	16'103	15'000	1'103	7.4%	15'257	846	5.5%
3431.835	C-DRH Assurance maternité PF	2'657	2'784	-128	-4.6%	2'711	-55	-2.0%
3431.836	C-DRH Cotisations AVS, AI, APG PF	327'430	320'745	6'685	2.1%	310'653	16'776	5.4%
3431.837	C-DRH Cotisations assurance chômage PF	67'873	63'544	4'330	6.8%	64'630	3'243	5.0%
3431.838	C-DRH Part aux frais administratifs AVS PF	10'063	8'836	1'227	13.9%	8'597	1'467	17.1%
3431.840	C-DRH Cotisat. caisse assurance personnel (CAP) PF	766'557	770'466	-3'908	-0.5%	796'158	-29'601	-3.7%
3431.845	C-DRH Cotis. assurance accidents profession. PF	19'009	161'584	-142'575	-88.2%	16'735	2'274	13.6%
3431.847	C-DRH Cotis. assur. accidents non professionnels PF	106'335	-	106'335	-	62'345	43'990	70.6%
3431.854	C-DRH Cotisations allocations familiales PF	151'361	148'269	3'092	2.1%	144'286	7'075	4.9%
3431.874	C-DRH Fonds de décès PF	835	829	6	0.7%	820	15	1.8%
3431.875	C-DRH Cotis. patron. p/les structures d'accueil PF	4'327	4'218	109	2.6%	4'127	201	4.9%
Total 343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	7'747'142	7'649'369	97'773	1.3%	7'494'101	253'042	3.4%
Total Charges		512'476'674	516'191'798	-3'715'124	-0.7%	504'387'840	8'808'834	1.6%

Groupe 300

L'écart par rapport aux comptes 2020 s'explique principalement par les jetons de présence du Conseil municipal qui fluctuent en fonction du nombre de séances (kCHF +538).

Groupe 301

L'écart par rapport au budget s'explique notamment par un non dépensé sur les charges de personnel, incluant la budgétisation de la réduction pour postes vacants pour kCHF -6'862, un dépassement sur les salaires des auxiliaires pour kCHF +4'390, une augmentation de la provision pour heures supplémentaires et heures optionnelles de kCHF +1'111, une baisse de la provision pour soldes de vacances de kCHF -736 suite à la reprise de certains congés accumulés lors de la crise sanitaire et le versement d'indemnités de départ et primes kCHF +1'087.

L'écart par rapport aux comptes 2020 s'explique notamment par l'augmentation de la masse salariale du personnel pour kCHF +5'710 en lien avec les nouveaux postes accordés au budget 2021 ainsi que de l'augmentation des frais pour le personnel auxiliaire pour kCHF +773, et l'augmentation des heures supplémentaires payées pour kCHF +346. A noter également que la variation de la provision pour vacances non prises a beaucoup diminué entre 2020 et 2021 représentant un écart de kCHF -4'855. Ensuite, divers ajustements de provisions sur salaires (heures supplémentaires, heures optionnelles) expliquent une hausse des charges de kCHF +903.

Groupe 303

L'écart provient du fait que le budget est centralisé à la DRH et les dépenses sont réparties dans les services.

Groupe 305

L'écart par rapport au budget s'explique principalement par des cotisations à la caisse d'assurance du personnel (kCHF -2'915) et des cotisations d'assurance accidents (kCHF -669) inférieures au budget.

L'écart par rapport aux comptes 2020 s'explique principalement par l'augmentation des cotisations d'assurance accidents non professionnels (kCHF 2'239) et des charges sociales AVS/AI/APG/AC (kCHF +606) liées aux nouveaux postes.

Groupe 306

L'écart par rapport au budget et aux comptes 2020 résulte principalement du paiement des pensions des anciens membres du Conseil administratif au bénéfice du Règlement LC21 122 sur le groupe 306, compensé par une écriture sur le groupe 450 constatant l'utilisation de la provision correspondante (cf. rubrique «5.6.2.4 Provisions à court et à long terme (205 et 208)»).

Groupe 309

L'écart par rapport aux comptes 2020 s'explique par des nombreuses formations annulées en raison de la Covid-19. Reprise des formations en 2021.

Groupe 343

L'écart par rapport aux comptes 2020 concerne les annuités des concierges (kCHF +105) et les paiements rétroactifs des indemnités de nuisance des surveillant-e-s de salles communales (kCHF +122).

**Finances, environnement
et logement**

6.3 Départements

6.3.1 Finances, environnement et logement

6.3.1.1 Synthèse des comptes

En milliers de francs	DFL	DFIN	GIM	DRH	A21	TAX	CMAI	SEVE	Total
Charges									
30 Charges de personnel	3'236	6'606	10'391	14'063	2'977	2'820	3'901	26'841	70'835
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	597	-1'066	4'436	1'168	1'104	1'320	1'909	6'738	16'206
33 Amortissements du patrimoine administratif	22	19	3'323	-	4	8	4	3'187	6'567
34 Charges financières	-	31'529	47'760	-	-	-	143	-	79'431
35 Attributions aux fonds et financements spéciaux	-	3'367	988	1'084	-	-	-	-	5'438
36 Charges de transfert	-	68'575	-	167	18'058	-	-	-	86'800
39 Imputations internes	185	125	7'610	361	319	25	257	449	9'331
Total Charges	4'040	109'154	74'508	16'843	22'462	4'172	6'214	37'216	274'609
Revenus									
40 Revenus fiscaux	-	825'064	-	-	-	106'187	-	-	931'252
42 Taxes	230	856	2'190	560	78	112	116	871	5'012
43 Revenus divers	-	32	-	10	-	40	7	335	424
44 Revenus financiers	-	36'206	90'935	2	-	26	-	-	127'170
45 Prélèvements sur fonds et financements spéciaux	-	-	-	2'039	-	-	-	-	2'039
46 Revenus de transfert	164	28'897	-	417	-	-	-	179	29'657
49 Imputations internes	-	-	16'684	16	-	-	1'421	261	18'381
Total Revenus	395	891'055	109'809	3'045	78	106'365	1'543	1'646	1'113'935

6.3.1.2 Comptes de fonctionnement

Finances, environnement et logement	Charges	274'608'736	246'676'495	27'932'241	11.3%	297'798'531	-23'189'795	-7.8%
	Revenus	1'113'935'368	1'015'063'121	98'872'247	9.7%	1'057'637'431	56'297'937	5.3%

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
1000 Dir. dép. finances, env. et logement									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	2'546'296	2'385'357	160'939	6.7%	2'107'017	439'279	20.8%	
304	Allocations	21'162	18'000	3'162	17.6%	20'087	1'075	5.4%	
305	Cotisations patronales	617'071	611'569	5'502	0.9%	532'894	84'177	15.8%	
309	Autres charges de personnel	51'116	5'180	45'936	886.8%	10'106	41'010	405.8%	
310	Charges de matériel et de marchandises	10'029	22'849	-12'820	-56.1%	13'912	-3'883	-27.9%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	3'949	1'000	2'949	294.9%	9'195	-5'246	-57.1%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	29'111	27'612	1'499	5.4%	27'401	1'710	6.2%	
313	Prestations de services et honoraires	334'215	376'607	-42'392	-11.3%	781'602	-447'387	-57.2%	a)
314	Travaux d'entretien	36'132	-	36'132	-	27'383	8'749	31.9%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	3'129	22'983	-19'854	-86.4%	14'624	-11'495	-78.6%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	13'679	-	13'679	-	14'516	-837	-5.8%	
317	Dédommagements	8'114	16'540	-8'426	-50.9%	7'863	251	3.2%	
319	Diverses charges d'exploitation	158'888	500	158'388	n/a	320	158'568	n/a	
330	Immobilisations corporelles du PA	22'217	14'039	8'178	58.2%	22'125	92	0.4%	
391	Prestations de services	27'798	18'322	9'476	51.7%	64'988	-37'190	-57.2%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	156'812	156'532	280	0.2%	156'812	-	-	
Total Charges		4'039'719	3'677'090	362'628	9.9%	3'810'846	228'873	6.0%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	41'600	41'600	-	-	41'600	-	-	
426	Remboursements	188'892	241'000	-52'108	-21.6%	171'343	17'549	10.2%	
460	Quotes-parts à des revenus	164'411	300'000	-135'589	-45.2%	79'814	84'597	106.0%	
Total Revenus		394'903	582'600	-187'697	-32.2%	292'758	102'146	34.9%	
1100 Direction financière									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	5'235'314	4'665'620	569'694	12.2%	3'943'745	1'291'569	32.7%	
303	Travailleurs temporaires	10'304	-	10'304	-	-	10'304	-	
304	Allocations	39'250	32'400	6'850	21.1%	32'543	6'707	20.6%	
305	Cotisations patronales	1'277'251	1'158'375	118'876	10.3%	916'736	360'515	39.3%	
309	Autres charges de personnel	43'711	7'384	36'327	492.0%	13'897	29'815	214.5%	
310	Charges de matériel et de marchandises	13'104	26'400	-13'296	-50.4%	13'433	-329	-2.4%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	58'829	750	58'079	n/a	41'024	17'805	43.4%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	21'731	20'743	988	4.8%	25'470	-3'739	-14.7%	
313	Prestations de services et honoraires	311'338	356'025	-44'687	-12.6%	333'211	-21'873	-6.6%	
314	Travaux d'entretien	152'234	-	152'234	-	129'499	22'735	17.6%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	52'418	93'483	-41'065	-43.9%	44'019	8'400	19.1%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	31'110	-	31'110	-	24'799	6'312	25.5%	
317	Dédommagements	7'583	16'400	-8'817	-53.8%	2'887	4'696	162.6%	
318	Dépréciations sur créances	-1'738'838	9'660'394	-11'399'232	-118.0%	9'632'345	-11'371'183	-118.1%	b)
319	Diverses charges d'exploitation	24'515	20'750	3'765	18.1%	30'059	-5'544	-18.4%	
330	Immobilisations corporelles du PA	18'585	19'359	-774	-4.0%	17'324	1'260	7.3%	
340	Charges d'intérêt	22'946'351	23'016'340	-69'989	-0.3%	23'051'123	-104'772	-0.5%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
341	Pertes réalisées (sur éléments du PF)	78'315	-	78'315	-	103'863	-25'547	-24.6%	
342	Frais d'acquisition de capitaux et frais administ.	584'834	716'000	-131'166	-18.3%	634'748	-49'914	-7.9%	
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	26'035	88'422	-62'387	-70.6%	45'183	-19'147	-42.4%	
344	Dépréciations, immobilisations PF	7'893'195	1'860'662	6'032'533	324.2%	28'109'941	-20'216'746	-71.9%	c)
350	Attrib. aux FS et financ. spéc. des capitaux tiers	3'366'568	-	3'366'568	-	1'567'419	1'799'148	114.8%	
360	Quotes-parts de revenus destinées à des tiers	35'307'102	35'120'000	187'102	0.5%	35'678'894	-371'792	-1.0%	d)
361	Dédommagements à des collectivités publiques	24'094'992	21'772'590	2'322'402	10.7%	22'398'103	1'696'889	7.6%	e)
362	Péréquation financière et compensation des charges	9'173'284	-	9'173'284	-	12'205'370	-3'032'086	-24.8%	f)
391	Prestations de services	105'316	55'967	49'349	88.2%	52'151	53'165	101.9%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	19'280	15'656	3'624	23.1%	13'380	5'900	44.1%	
Total Charges		109'153'712	98'723'719	10'429'993	10.6%	139'061'165	-29'907'453	-21.5%	
Revenus									
400	Impôts directs, personnes physiques	615'309'774	597'656'000	17'653'774	3.0%	624'044'081	-8'734'307	-1.4%	g)
401	Impôts directs, personnes morales	209'365'869	153'331'000	56'034'869	36.5%	160'241'091	49'124'778	30.7%	h)
403	Impôts sur la possession et sur la dépense	388'803	300'000	88'803	29.6%	387'823	980	0.3%	
421	Emoluments administratifs	780	1'000	-220	-22.0%	420	360	85.7%	
426	Remboursements	25'686	30'651	-4'965	-16.2%	37'474	-11'788	-31.5%	
429	Autres taxes	829'045	-	829'045	-	988'358	-159'313	-16.1%	i)
430	Revenus d'exploitation divers	31'998	15'000	16'998	113.3%	32'812	-814	-2.5%	
440	Revenus des intérêts	2'615'461	3'338'750	-723'289	-21.7%	3'620'643	-1'005'182	-27.8%	j)
441	Gains réalisés PF	653'725	-	653'725	-	527'734	125'991	23.9%	k)
442	Revenus de participations PF	2'259'998	3'859'000	-1'599'002	-41.4%	2'263'965	-3'968	-0.2%	l)
444	Réévaluations, immobilisations PF	17'910'079	-	17'910'079	-	8'586'593	9'323'486	108.6%	m)
446	Revenus financiers d'entreprises publiques	12'766'730	9'860'403	2'906'327	29.5%	9'021'079	3'745'651	41.5%	n)
460	Quotes-parts à des revenus	12'770'334	8'727'000	4'043'334	46.3%	9'985'748	2'784'585	27.9%	o)
462	Péréquation financière et compensation des charges	16'126'696	7'030'412	9'096'284	129.4%	11'778'481	4'348'215	36.9%	p)
Total Revenus		891'054'976	784'149'216	106'905'760	13.6%	831'516'301	59'538'675	7.2%	
1200 Gérance immobilière municipale									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	8'263'987	8'545'633	-281'645	-3.3%	7'963'323	300'664	3.8%	
304	Allocations	92'783	79'300	13'483	17.0%	90'556	2'227	2.5%	
305	Cotisations patronales	1'967'718	2'069'639	-101'921	-4.9%	1'820'848	146'869	8.1%	
309	Autres charges de personnel	66'429	13'995	52'434	374.6%	16'109	50'320	312.4%	
310	Charges de matériel et de marchandises	40'702	73'591	-32'889	-44.7%	42'000	-1'297	-3.1%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	45'762	113'750	-67'988	-59.8%	43'482	2'280	5.2%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	370'429	412'211	-41'782	-10.1%	353'914	16'514	4.7%	
313	Prestations de services et honoraires	835'353	813'131	22'222	2.7%	691'867	143'486	20.7%	
314	Travaux d'entretien	2'400'214	2'423'081	-22'867	-0.9%	3'288'007	-887'793	-27.0%	q)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	209'558	132'230	77'328	58.5%	114'321	95'237	83.3%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	294'287	250'620	43'667	17.4%	296'798	-2'511	-0.8%	
317	Dédommagements	2'220	16'460	-14'240	-86.5%	2'220	-	-	
318	Dépréciations sur créances	-1'071'692	5'000	-1'076'692	n/a	644'136	-1'715'828	-266.4%	r)
319	Diverses charges d'exploitation	1'309'054	21'700	1'287'354	n/a	1'544'729	-235'675	-15.3%	s)
330	Immobilisations corporelles du PA	3'323'447	4'164'485	-841'039	-20.2%	3'456'661	-133'215	-3.9%	
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	47'749'010	41'053'650	6'695'359	16.3%	42'899'668	4'849'341	11.3%	t)

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
344	Dépréciations, immobilisations PF	10'651	-	10'651	-	23'027	-12'376	-53.7%	
350	Attrib. aux FS et financ. spéc. des capitaux tiers	987'718	1'413'159	-425'441	-30.1%	1'081'196	-93'478	-8.6%	
361	Dédommagements à des collectivités publiques	-	3'500	-3'500	-100.0%	-	-	-	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	-	410'000	-410'000	-100.0%	351'281	-351'281	-100.0%	
391	Prestations de services	7'221'062	7'035'137	185'925	2.6%	7'044'960	176'102	2.5%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	389'208	390'408	-1'200	-0.3%	391'058	-1'850	-0.5%	
Total Charges		74'507'900	69'440'681	5'067'219	7.3%	72'160'161	2'347'738	3.3%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	1'644'575	1'760'569	-115'993	-6.6%	1'676'711	-32'136	-1.9%	
425	Recette sur ventes	93	-	93	-	327	-234	-71.6%	
426	Remboursements	263'279	77'550	185'729	239.5%	192'492	70'787	36.8%	
429	Autres taxes	281'921	300'000	-18'079	-6.0%	278'692	3'229	1.2%	
430	Revenus d'exploitation divers	-	12'000	-12'000	-100.0%	-	-	-	
440	Revenus des intérêts	21'067	-	21'067	-	-	21'067	-	
441	Gains réalisés PF	13'153	10'000	3'153	31.5%	13'392	-239	-1.8%	
443	Produit des biens-fonds PF	84'501'694	86'041'025	-1'539'332	-1.8%	82'300'891	2'200'803	2.7%	u)
447	Produit des biens-fonds PA	6'399'162	9'138'381	-2'739'219	-30.0%	8'320'241	-1'921'079	-23.1%	v)
450	Prélèv. sur fonds et financ. spéc. capitaux de tiers	-	576'694	-576'694	-100.0%	-	-	-	
491	Prestations de services	5'606'202	5'736'828	-130'626	-2.3%	5'584'149	22'053	0.4%	
492	Fermages, loyers, frais d'utilisation	11'077'458	10'380'984	696'474	6.7%	10'470'504	606'954	5.8%	
Total Revenus		109'808'603	114'034'031	-4'225'428	-3.7%	108'837'398	971'205	0.9%	
1300 Direction ressources humaines									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	9'624'956	-3'054'226	12'679'182	-415.1%	10'704'555	-1'079'599	-10.1%	
303	Travailleurs temporaires	13'735	180'000	-166'265	-92.4%	50'541	-36'806	-72.8%	
304	Allocations	73'426	116'300	-42'874	-36.9%	66'678	6'748	10.1%	
305	Cotisations patronales	2'023'304	971'377	1'051'928	108.3%	4'591'241	-2'567'936	-55.9%	
306	Prestations de l'employeur	1'666'028	82'050	1'583'978	n/a	1'533'399	132'629	8.6%	
309	Autres charges de personnel	661'796	2'686'804	-2'025'008	-75.4%	464'261	197'535	42.5%	
310	Charges de matériel et de marchandises	24'546	79'520	-54'974	-69.1%	27'899	-3'352	-12.0%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	97'713	22'410	75'303	336.0%	37'799	59'915	158.5%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	40'313	30'560	9'753	31.9%	34'872	5'441	15.6%	
313	Prestations de services et honoraires	421'555	737'187	-315'632	-42.8%	265'616	155'939	58.7%	w)
314	Travaux d'entretien	70'290	-	70'290	-	64'819	5'471	8.4%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	98'043	96'311	1'732	1.8%	77'901	20'143	25.9%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	35'385	47'530	-12'145	-25.6%	44'477	-9'092	-20.4%	
317	Dédommagements	242'969	277'681	-34'712	-12.5%	246'556	-3'586	-1.5%	
318	Dépréciations sur créances	-1'050	-	-1'050	-	-9'033	7'983	-88.4%	
319	Diverses charges d'exploitation	138'085	143'336	-5'251	-3.7%	138'433	-348	-0.3%	
330	Immobilisations corporelles du PA	-	15'000	-15'000	-100.0%	-	-	-	
350	Attrib. aux FS et financ. spéc. des capitaux tiers	1'083'686	1'416'380	-332'694	-23.5%	2'668'396	-1'584'710	-59.4%	
361	Dédommagements à des collectivités publiques	167'160	165'760	1'400	0.8%	165'520	1'640	1.0%	
391	Prestations de services	24'836	89'521	-64'685	-72.3%	37'393	-12'557	-33.6%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	336'464	331'364	5'100	1.5%	306'264	30'200	9.9%	
Total Charges		16'843'242	4'434'865	12'408'377	279.8%	21'517'585	-4'674'342	-21.7%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	223'659	217'857	5'802	2.7%	201'285	22'374	11.1%	
425	Recette sur ventes	200	-	200	-	-	200	-	
426	Remboursements	336'375	5'622'900	-5'286'525	-94.0%	233'430	102'945	44.1%	x)
430	Revenus d'exploitation divers	10'414	-	10'414	-	1'710	8'705	509.2%	
443	Produit des biens-fonds PF	2'194	-	2'194	-	-196	2'390	n/a	
450	Prélèv. sur fonds et financ. spéc. capitaux de tiers	2'039'095	800'000	1'239'095	154.9%	2'812'491	-773'397	-27.5%	
461	Dédommagements de collectivités publiques	417'109	327'000	90'109	27.6%	391'451	25'658	6.6%	
491	Prestations de services	15'998	16'000	-2	-	15'734	264	1.7%	
Total Revenus		3'045'044	6'983'757	-3'938'713	-56.4%	3'655'905	-610'861	-16.7%	
1400 Agenda 21 - Ville durable									
Charges									
300	Autorités et commissions	7'150	10'600	-3'450	-32.5%	-	7'150	-	
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	2'354'720	2'349'182	5'538	0.2%	2'122'093	232'627	11.0%	
304	Allocations	22'200	22'200	-	-	21'850	350	1.6%	
305	Cotisations patronales	567'203	591'345	-24'142	-4.1%	505'191	62'012	12.3%	
309	Autres charges de personnel	26'125	2'240	23'885	n/a	17'647	8'478	48.0%	
310	Charges de matériel et de marchandises	199'957	71'990	127'967	177.8%	126'168	73'789	58.5%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	8'618	-	8'618	-	7'146	1'473	20.6%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	10'579	11'945	-1'366	-11.4%	12'794	-2'215	-17.3%	
313	Prestations de services et honoraires	766'264	851'077	-84'813	-10.0%	610'089	156'175	25.6%	
314	Travaux d'entretien	54'035	18'400	35'635	193.7%	42'207	11'828	28.0%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	21'269	34'813	-13'544	-38.9%	23'569	-2'300	-9.8%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	11'617	-	11'617	-	14'710	-3'093	-21.0%	
317	Dédommagements	8'869	12'021	-3'152	-26.2%	3'660	5'209	142.4%	
318	Dépréciations sur créances	1'733	-	1'733	-	-	1'733	-	
319	Diverses charges d'exploitation	21'486	30'880	-9'395	-30.4%	28'872	-7'387	-25.6%	
330	Immobilisations corporelles du PA	3'866	2'990	875	29.3%	3'063	802	26.2%	
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	-	100	-100	-100.0%	-	-	-	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	17'163'767	12'350'406	4'813'361	39.0%	12'554'789	4'608'978	36.7%	
365	Dépréciations, participations PA	893'782	-	893'782	-	1'765'911	-872'129	-49.4%	y)
391	Prestations de services	100'595	95'252	5'343	5.6%	56'758	43'837	77.2%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	218'056	239'032	-20'976	-8.8%	222'427	-4'371	-2.0%	
Total Charges		22'461'892	16'694'473	5'767'419	34.5%	18'138'946	4'322'946	23.8%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	32'500	-	32'500	-	25'431	7'069	27.8%	
426	Remboursements	45'163	-	45'163	-	2'453	42'710	n/a	
463	Subventions des collectiv. publiques et des tiers	-	-	-	-	3'600	-3'600	-100.0%	
Total Revenus		77'663	-	77'663	-	31'484	46'179	146.7%	
1600 Taxe professionnelle									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	2'249'343	2'282'824	-33'481	-1.5%	2'096'883	152'460	7.3%	
304	Allocations	22'625	22'200	425	1.9%	23'697	-1'072	-4.5%	
305	Cotisations patronales	543'839	580'148	-36'309	-6.3%	502'970	40'869	8.1%	
309	Autres charges de personnel	4'038	4'276	-238	-5.6%	3'917	122	3.1%	
310	Charges de matériel et de marchandises	8'772	14'200	-5'428	-38.2%	8'463	310	3.7%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	10'599	900	9'699	n/a	4'651	5'948	127.9%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	9'173	9'816	-643	-6.6%	9'965	-792	-7.9%	
313	Prestations de services et honoraires	298'643	307'524	-8'881	-2.9%	301'619	-2'977	-1.0%	
314	Travaux d'entretien	72'548	-	72'548	-	67'493	5'055	7.5%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	50'824	70'926	-20'102	-28.3%	42'928	7'896	18.4%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	10'552	-	10'552	-	12'417	-1'866	-15.0%	
317	Dédommagements	2'520	5'720	-3'200	-55.9%	2'288	233	10.2%	
318	Dépréciations sur créances	855'873	1'738'441	-882'568	-50.8%	-2'715'654	3'571'527	-131.5%	z)
330	Immobilisations corporelles du PA	7'877	-	7'877	-	7'877	-	-	
391	Prestations de services	24'594	29'707	-5'113	-17.2%	27'537	-2'943	-10.7%	
Total Charges		4'171'821	5'066'682	-894'861	-17.7%	397'051	3'774'770	950.7%	
Revenus									
401	Impôts directs, personnes morales	106'187'383	106'025'000	162'383	0.2%	110'260'047	-4'072'664	-3.7%	aa)
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	-	500	-500	-100.0%	-	-	-	
426	Remboursements	111'729	42'000	69'729	166.0%	64'456	47'273	73.3%	
430	Revenus d'exploitation divers	39'671	20'000	19'671	98.4%	55'408	-15'736	-28.4%	
440	Revenus des intérêts	26'295	40'050	-13'755	-34.3%	42'368	-16'073	-37.9%	
Total Revenus		106'365'078	106'127'550	237'528	0.2%	110'422'280	-4'057'201	-3.7%	
1700 Centrale mun. d'achat et d'impression									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	3'112'817	3'393'570	-280'753	-8.3%	3'168'512	-55'694	-1.8%	
304	Allocations	31'390	32'150	-760	-2.4%	31'890	-500	-1.6%	
305	Cotisations patronales	749'993	839'533	-89'540	-10.7%	797'335	-47'342	-5.9%	
309	Autres charges de personnel	7'007	2'372	4'635	195.4%	1'182	5'825	492.8%	
310	Charges de matériel et de marchandises	550'384	617'300	-66'916	-10.8%	504'412	45'972	9.1%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	18'539	165'250	-146'712	-88.8%	17'135	1'403	8.2%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	23'240	16'186	7'054	43.6%	21'484	1'756	8.2%	
313	Prestations de services et honoraires	893'493	759'229	134'264	17.7%	497'450	396'043	79.6%	ab)
314	Travaux d'entretien	66'392	3'381'125	-3'314'733	-98.0%	31'118	35'275	113.4%	ac)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	97'352	58'905	38'447	65.3%	80'014	17'339	21.7%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	256'367	111'000	145'367	131.0%	222'256	34'111	15.3%	
317	Dédommagements	2'444	8'460	-6'016	-71.1%	3'455	-1'011	-29.3%	
318	Dépréciations sur créances	-	-	-	-	-6'700	6'700	-100.0%	
319	Diverses charges d'exploitation	900	1'250	-350	-28.0%	555	345	62.2%	
330	Immobilisations corporelles du PA	3'781	-	3'781	-	2'409	1'372	56.9%	
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	142'942	121'435	21'507	17.7%	193'087	-50'145	-26.0%	
391	Prestations de services	19'050	59'661	-40'611	-68.1%	5'802	13'248	228.3%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	238'292	238'292	-	-	238'292	-	-	
Total Charges		6'214'384	9'805'718	-3'591'334	-36.6%	5'809'689	404'695	7.0%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	36'900	195'280	-158'380	-81.1%	35'250	1'650	4.7%	
426	Remboursements	78'894	200'000	-121'106	-60.6%	48'133	30'761	63.9%	
430	Revenus d'exploitation divers	7'008	25'000	-17'992	-72.0%	53'835	-46'827	-87.0%	
491	Prestations de services	1'420'693	1'564'377	-143'684	-9.2%	1'252'835	167'858	13.4%	
Total Revenus		1'543'495	1'984'657	-441'162	-22.2%	1'390'052	153'442	11.0%	

En francs

		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
1800 Service des espaces verts									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	21'242'193	22'031'075	-788'882	-3.6%	21'504'216	-262'024	-1.2%	
304	Allocations	236'239	257'900	-21'662	-8.4%	248'979	-12'740	-5.1%	
305	Cotisations patronales	5'290'395	5'364'130	-73'735	-1.4%	5'269'621	20'774	0.4%	
309	Autres charges de personnel	72'506	16'700	55'806	334.2%	38'881	33'625	86.5%	
310	Charges de matériel et de marchandises	923'454	1'077'620	-154'166	-14.3%	818'388	105'066	12.8%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	505'716	461'000	44'716	9.7%	587'859	-82'143	-14.0%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	846'461	1'450'291	-603'830	-41.6%	1'334'866	-488'405	-36.6%	
313	Prestations de services et honoraires	1'346'719	673'431	673'288	100.0%	709'485	637'234	89.8%	ad)
314	Travaux d'entretien	2'316'928	2'775'510	-458'582	-16.5%	2'254'734	62'194	2.8%	ae)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	235'899	270'056	-34'157	-12.6%	280'306	-44'407	-15.8%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	548'909	398'000	150'909	37.9%	537'520	11'389	2.1%	
317	Dédommagements	6'934	41'500	-34'566	-83.3%	7'427	-493	-6.6%	
318	Dépréciations sur créances	-3'950	-	-3'950	-	3'650	-7'600	-208.2%	
319	Diverses charges d'exploitation	11'240	12'000	-760	-6.3%	11'681	-441	-3.8%	
330	Immobilisations corporelles du PA	3'186'976	3'703'832	-516'856	-14.0%	2'844'794	342'182	12.0%	
340	Charges d'intérêt	1	-	1	-	-	1	-	
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	21	-	21	-	-	21	-	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	-	-	-	-	56'700	-56'700	-100.0%	
391	Prestations de services	78'868	74'530	4'338	5.8%	68'043	10'825	15.9%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	370'558	225'692	144'866	64.2%	330'302	40'256	12.2%	
399	Autres imputations internes	-	-	-	-	-4'363	4'363	-100.0%	
Total Charges		37'216'066	38'833'266	-1'617'200	-4.2%	36'903'088	312'978	0.8%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	201'818	220'000	-18'182	-8.3%	210'903	-9'085	-4.3%	
425	Recette sur ventes	29'743	6'500	23'243	357.6%	26'775	2'968	11.1%	
426	Remboursements	639'615	-	639'615	-	689'053	-49'438	-7.2%	af)
431	Inscription de prestations propres à l'actif	334'780	561'000	-226'220	-40.3%	256'774	78'007	30.4%	
461	Dédommagements de collectivités publiques	178'852	-	178'852	-	-	178'852	-	
491	Prestations de services	260'797	413'810	-153'013	-37.0%	307'747	-46'950	-15.3%	
Total Revenus		1'645'606	1'201'310	444'296	37.0%	1'491'252	154'353	10.4%	

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LE BUDGET 2021

- a) n/a
- b) L'écart de kCHF -11'399 s'explique principalement par :
- la diminution de la provision sur le reliquat fiscal à la date de clôture pour les personnes physiques et morales pour kCHF -9'111 ;
 - les pertes effectives sur les créances fiscales revues à la baisse pour kCHF -2'284.
- c) L'écart de kCHF +6'033 est notamment dû à la moins-value consécutive à la réévaluation des participations de l'Hôtel Métropole (kCHF +3'657), du Restaurant du parc des Eaux-Vives (kCHF +240) et de la réévaluation des immeubles du patrimoine financier (kCHF +2'136).
- d) n/a
- e) L'écart est principalement dû à une hausse des frais de perception perçus par l'Administration fiscale cantonale en 2021 (kCHF +2'960) et à une baisse de la provision pour les frais de perception (kCHF -638).
- f) L'écart est lié au changement de comptabilisation des écritures liées au fonds de régulation (LRT). Les recettes et les charges sont comptabilisées séparément en brut, alors qu'au budget, le produit à recevoir a été comptabilisé en net dans le groupe 462 (cf. note p) ci-dessous).
- g) Cf. rubrique « 6.1.2.9 Revenus fiscaux » (chapitre 40)
- h) Cf. rubrique « 6.1.2.9 Revenus fiscaux » (chapitre 40)
- i) L'écart est dû à la non budgétisation des encaissements de créances d'impôts totalement amorties (ADB).
- j) L'écart de kCHF -723 s'explique principalement par :
- une baisse des intérêts intercalaires des investissements pour kCHF -552 compte tenu du faible volume des investissements annuels ;
 - une facturation des intérêts à l'Hôtel Métropole revue à la baisse pour kCHF -163.
- k) L'écart est dû à la non budgétisation des gains sur vente de titres détenus dans le placement groupé des fonds et financements spéciaux.
- l) L'écart de kCHF -1'599 est dû à un revenu budgété sur les participations de l'Hôtel Métropole et du Restaurant du Parc des Eaux-Vives, alors que celles-ci ont généré une perte sur l'exercice.
- m) L'écart est notamment dû à la non budgétisation des éléments suivants : réévaluation périodique du patrimoine immobilier (kCHF +14'212), réévaluation des actions BCGE détenues dans le patrimoine financier (kCHF +904) et réévaluation des titres détenus dans le placement groupé des fonds et financements spéciaux (kCHF +2'791).
- n) L'écart s'explique principalement par une distribution de dividendes extraordinaire sur le résultat de la part des SIG pour kCHF +3'000.
- o) L'écart est principalement dû à la compensation verticale - quote-part à l'IFD versée par la République et canton de Genève en 2021 supérieure aux attentes.
- p) L'écart est lié au changement de comptabilisation des écritures liées au fonds de régulation (LRT). Les recettes et les charges sont comptabilisées séparément alors qu'au budget, le produit à recevoir a été comptabilisé en net dans le groupe 462.
- q) n/a
- r) L'écart provient de l'écart sur la variation de la provision sur créances envers des superficiaires de parkings souterrains (kCHF -1'033) non budgétée et diverses autres provisions pour kCHF -44.
- s) L'écart provient de la provision pour litige comptabilisée en 2021 et non budgétée concernant un droit de superficie pour kCHF +974 ainsi que de la provision sur les intérêts courus y relatifs au 31 décembre 2021 de kCHF +330.
- t) L'écart de kCHF +6'695 par rapport au budget provient principalement des frais d'entretien du patrimoine financier relevant du service compétent DPBA. Les charges de celui-ci sont budgétées centralement et ventilées aux comptes sur les services bénéficiaires.

- u) L'écart de kCHF -1'539 provient principalement de l'exonération des loyers commerciaux, non prévue au budget, en raison de la crise sanitaire pour kCHF 1'412.
- v) L'écart de kCHF -2'739 provient de l'ajustement de la rente pour des parkings superficiels de la Ville de Genève (kCHF -1'649), ainsi que des revenus réels du PA inférieurs au budget (kCHF -400). De plus, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie, les locataires des établissements publics ont bénéficié d'une exonération de paiement des loyers pour la période de janvier à avril 2021 (kCHF -532).
- w) L'écart provient essentiellement de la baisse des mandats d'expertises octroyés à des tiers (kCHF -207) et de la baisse des prestations de repas durant les formations (kCHF -76) liée à la diminution du nombre de formations en présentiel (Covid-19).
- x) Cet écart résulte des différentes assurances pertes de gain (LAA, APG, LAMAT) dont le budget est centralisé alors que les imputations réelles sont ventilées dans les services.
- y) L'écart provient essentiellement de l'amortissement de la participation du PA (Fondetec) faite en 2021 à hauteur de kCHF +894.
- z) L'écart est principalement dû à la variation de la provision pour perte sur débiteurs (kCHF -422) non budgétée et à la perte sur débiteurs effective moins importante que prévue (kCHF -482).
- aa) Cf. rubrique 6.1.2.9 « Revenus fiscaux » (chapitre 40)
- ab) n/a
- ac) L'écart est expliqué par la centralisation dès 2021, à la Centrale municipale d'achat et d'impression (CMAI), du budget relatif aux frais de nettoyage de jour des locaux administratifs (kCHF -3'181) contrairement aux dépenses qui sont affectées directement aux services et à la non consommation du budget prévu pour les réparations liées à des sinistres (kCHF -200).
- ad) La plus grande partie de cet écart provient du reclassement des charges budgétées sur le compte 312 vers le compte 313 pour kCHF +351 concernant l'enlèvement des déchets. Différentes études et projets pour un coût global de kCHF +229 ont été compensés par les économies réalisées sur la rubrique 314. Les primes d'assurances RC sous-budgétées (kCHF -41) et les budgets centralisés de frais de téléphonie fixe et mobile provenant du service compétent DSIC (Direction des systèmes d'information et de communication) (kCHF -26) ventilées sur le service expliquent l'écart résiduel.
- ae) Voir commentaire au point ad).
- af) L'écart de kCHF +640 provient des remboursements de pertes de salaires (accidents, maternités, invalidités, etc.) ventilés dans les services, dont le budget est centralisé par le service compétent DRH (Direction des ressources humaines).

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LES COMPTES 2020

- a) L'écart avec le réel 2020 provient de la constitution d'une provision de kCHF +500 à fin 2020 représentant l'estimation des frais de procédures liés à un litige concernant un droit de superficie pour un parking souterrain octroyé par la Ville de Genève.
- b) L'écart de kCHF -11'371 s'explique principalement par :
 - la diminution de la provision sur le reliquat fiscal à la date de clôture pour les personnes physiques et morales pour kCHF -11'081 ;
 - une baisse des pertes effectives sur les créances fiscales pour kCHF -278.
- c) L'écart est notamment dû à la différence entre les réévaluations à la baisse moins importantes que celles de 2020 pour les participations de l'Hôtel Métropole (kCHF -1'140) et les actions BCGE (kCHF -21'397).
- d) L'écart avec les comptes 2020 de kCHF -372 est dû à la légère baisse de la rétrocession aux communes frontalières.
- e) L'écart est lié à l'augmentation des frais de perception perçus par la République et canton de Genève pour 2021 par rapport à l'exercice précédent.

- f) L'écart de kCHF -3'032 concerne la contribution pour la péréquation intercommunale (LRPFI) payée en 2020. La Ville de Genève est devenue bénéficiaire de la péréquation en 2021 qui a été comptabilisée dans le groupe 462 (cf. note p) ci-dessous).
- g) Cf. rubrique «6.1.2.9 Revenus fiscaux (chapitre 40)».
- h) Cf. rubrique «6.1.2.9 Revenus fiscaux (chapitre 40)».
- i) n/a
- j) L'écart de kCHF -1'005 s'explique principalement par :
- une baisse des intérêts intercalaires des investissements pour kCHF -891 ;
 - une facturation des intérêts à l'Hôtel Métropole à la baisse pour kCHF -110.
- k) n/a
- l) n/a
- m) L'écart provient essentiellement de la réévaluation périodique du patrimoine immobilier et de la réévaluation des titres détenus dans le placement groupé des fonds et financements spéciaux.
- n) L'écart de kCHF +3'746 s'explique principalement par :
- une distribution extraordinaire via un prélèvement sur le résultat de la part des SIG pour kCHF +3'000 ;
 - un dividende de la Société Italienne du Tunnel du Mont-Blanc pour kCHF +664 qui n'avait rien versé sur l'exercice 2020.
- o) L'écart est lié à l'augmentation de la compensation verticale - quote-part à l'IFD versée par la République et canton de Genève en 2021 par rapport à l'exercice précédent.
- p) L'écart de kCHF +4'348 concerne l'allocation pour la péréquation intercommunale reçue en 2021. La Ville de Genève était contributrice en 2020, celle-ci a été comptabilisée dans le groupe 362.
- q) L'écart de kCHF -888 est dû à plusieurs rénovations majeures de bâtiments publics réalisées en 2020 par le service compétent DPBA et à une diminution des interventions relatives aux aménagements liés à la crise sanitaire (par exemple surveillance, vestiaires séparés) pour un montant de kCHF -400.
- r) Il s'agit principalement de l'écart sur la variation de provision sur créances envers des superficiaires de parkings souterrains (kCHF -1'649).
- s) n/a
- t) L'écart de kCHF +4'849 par rapport aux comptes 2021, provient principalement des frais d'entretien du patrimoine financier provenant du service compétent DPBA. Les charges de celui-ci sont budgétées centralement et ventilées aux comptes sur les services bénéficiaires.
- u) L'écart de kCHF +2'201 provient principalement de la fin des exonérations concernant les loyers commerciaux et les bureaux pour kCHF +2'104 (en lien avec la crise sanitaire).
- v) L'écart provient principalement de l'ajustement de la rente pour des parkings superficiaires de la Ville de Genève (kCHF -1'782).
- w) n/a
- x) n/a
- y) En 2020, un amortissement de la participation du patrimoine administratif (Fondetec) de kCHF +1'000 a été comptabilisé.
- z) L'écart est principalement dû à la variation de la provision pour perte sur débiteurs (kCHF +4'097) et à la perte effective sur débiteurs moins importante qu'aux comptes 2020 (kCHF -564).
- aa) Cf. rubrique «6.1.2.9 Revenus fiscaux (chapitre 40)».
- ab) L'écart s'explique principalement par la hausse des primes d'assurances suite à la sinistralité et aux nouveaux contrats (kCHF +156), ainsi que par les honoraires liés aux contrôles des marchés publics (kCHF +243).

ac) n/a

ad) La plus grande partie de cet écart provient du reclassement des charges budgétées sur le compte 312 vers le compte 313 pour kCHF +351 concernant l'enlèvement des déchets. Différentes études et projets pour un coût global de kCHF +229 et ont été compensés par les économies réalisées sur la rubrique 314. Les primes d'assurances RC diminuent pour kCHF -41.

ae) n/a

af) n/a

Pour les écarts concernant les charges de personnel, les amortissements du patrimoine administratif, et les attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux se référer aux explications de l'analyse par chapitre des parties «6.1.2.1 Chapitre 30: charges de personnel», «6.1.2.3 Chapitre 33: amortissements du patrimoine administratif», «6.1.2.5 chapitre 35 et 45: attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux».

6.3.1.3 Subventions monétaires

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
1	Finances, environnement et logement						
1200	Gérance immobilière municipale						
56	Construction de logements sociaux						
	Participation aux logements de fonction	-	410'000	-410'000	351'281	-351'281	a)
	Total 56 Construction de logements sociaux	-	410'000	-410'000	351'281	-351'281	
	Total 1200 Gérance immobilière municipale	-	410'000	-410'000	351'281	-351'281	
1400	Agenda 21 - Ville durable						
29	Formation, autres						
	Soutien à l'apprentissage	698'001	890'346	-192'345	711'334	-13'333	
	Total 29 Formation, autres	698'001	890'346	-192'345	711'334	-13'333	
55	Chômage						
	ADC - Association de Défense des Chômeurs	210'000	210'000	-	210'000	-	
	Association Le Trialogue	266'400	266'400	-	266'400	-	
	Comptabilis	150'000	150'000	-	150'000	-	
	Intégration pour tous - IPT	160'000	160'000	-	160'000	-	
	Oseo Genève, Agences de placement	254'600	254'600	-	154'600	100'000	
	Fonds Chômage	-258'721	-	-258'721	-	-258'721	b)
	Total 55 Chômage	782'279	1'041'000	-258'721	941'000	-158'721	
57	Aide sociale et domaine de l'asile						
	ALCIP - Lutte injustice sociale précarité	30'000	30'000	-	30'000	-	
	Antenne LGBTI Le LAB	40'000	40'000	-	40'000	-	
	Après GE (Chambre de l'économie sociale et solidaire - ESS)	50'000	50'000	-	-	50'000	
	Association 360	156'700	156'700	-	156'700	-	
	Association Asile LGBT	50'000	50'000	-	-	50'000	
	Association centre F-Information	280'000	280'000	-	280'000	-	
	Association Décadrée	50'000	50'000	-	-	50'000	
	Association Lestime	148'900	148'900	-	148'900	-	
	Association Voie F	200'000	200'000	-	200'000	-	
	Camarada	200'000	200'000	-	200'000	-	
	Centre d'écoute contre le racisme	50'000	50'000	-	50'000	-	
	Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation (CICAD)	100'000	100'000	-	100'000	-	
	Croix-Rouge Genevoise (SAR)	16'259	150'000	-133'741	169'137	-152'878	
	Découvrir	200'000	200'000	-	200'000	-	
	Deuxième observatoire	100'000	100'000	-	100'000	-	
	Fédération genevoise des associations LGBT	25'000	25'000	-	25'000	-	
	Fondation «Au Cœur des Grottes»	741'800	741'800	-	741'800	-	
	Fonds pour la prévention et la lutte contre le racisme anti-noir-e-s	57'500	50'000	7'500	49'954	7'546	
	Institution des cultures arabes et méditerranéennes (ICAM)	100'000	100'000	-	100'000	-	
	Le Refuge Genève	120'000	120'000	-	-	120'000	
	Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA)	50'000	50'000	-	50'000	-	
	Plan d'action sexisme et harcèlement	93'697	100'000	-6'303	75'675	18'022	
	Plateforme interreligieuse de Genève	25'000	25'000	-	25'000	-	
	SOS Femmes	150'000	150'000	-	150'000	-	

En francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
Subventions accordées à des institutions privées (A21)	537'118	540'000	-2'882	525'221	11'897	
Totem	30'000	30'000	-	30'000	-	
Viol Secours	100'000	100'000	-	100'000	-	
Total 57 Aide sociale et domaine de l'asile	3'701'973	3'837'400	-135'427	3'547'386	154'587	
59 Domaine social, non mentionné ailleurs						
Association Cap Vert-Genève	2'000	2'000	-	2'000	-	
Association Centre Europe-Tiers Monde (CETIM)	51'500	51'500	-	51'500	-	
Association Genève Tiers-Monde	15'500	15'500	-	15'500	-	
Association Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	51'500	51'500	-	51'500	-	
Association Médecins Sans Frontières, section Suisse	8'000	8'000	-	8'000	-	
Association Organisation Mondiale contre la Torture	18'600	18'600	-	18'600	-	
Association Service International pour les Droits de l'Homme	4'100	4'100	-	4'100	-	
Association Terre des Hommes Suisse, section romande	8'900	8'900	-	8'900	-	
CAGI	79'123	100'000	-20'877	100'000	-20'877	
DGS-TRIAL	100'000	100'000	-	100'000	-	
Fédération genevoise de coopération	2'428'691	2'450'000	-21'309	92'800	2'335'891	c)
Fondation de l'Appel de Genève	30'900	30'900	-	30'900	-	
Fondation du DOCIP	20'600	20'600	-	20'600	-	
Fondation Martin Ennals	50'000	50'000	-	50'000	-	
Institutions genevoises d'aide au développement	-	-	-	1'585'000	-1'585'000	d)
Solidarité internationale	3'066'202	3'184'300	-118'098	3'803'799	-737'597	e)
Total 59 Domaine social, non mentionné ailleurs	5'935'616	6'095'900	-160'284	5'943'199	-7'583	
75 Protection des espèces et du paysage						
Association la libellule	47'193	51'500	-4'307	41'200	5'993	
Association pour la sauvegarde du Léman	15'500	15'500	-	15'500	-	
Total 75 Protection des espèces et du paysage	62'693	67'000	-4'307	56'700	5'993	
76 Lutte contre la pollution environnement						
Programme G'innove	288'300	288'760	-460	288'000	300	
Subventions plan climat	100'000	100'000	-	99'640	360	
Total 76 Lutte contre la pollution environnement	388'300	388'760	-460	387'640	660	
85 Industrie, artisanat et commerce						
Aide aux loyers	-37'344	-	-37'344	210'000	-247'344	f)
Bons d'achat Genève Avenue (Fds de soutien Covid-19)	5'102'249	-	5'102'249	714'230	4'388'019	g)
Caddie Service	-	-	-	50'000	-50'000	
Sustainable Finance Geneva (SFG)	30'000	30'000	-	50'000	-20'000	
Fondetec - Aides à fonds perdus	500'000	-	500'000	-	500'000	h)
Total 85 Industrie, artisanat et commerce	5'594'905	30'000	5'564'905	1'024'230	4'570'675	
Total 1400 Agenda 21 - Ville durable	17'163'767	12'350'406	4'813'362	12'611'489	4'552'278	
Total 1 Finances, environnement et logement	17'163'767	12'760'406	4'403'362	12'962'770	4'200'997	

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LE BUDGET 2021

- a) L'écart provient du reclassement de la charge de subvention à charge financière (groupe 343) conformément au MCH2.
- b) L'écart est en lien avec la dissolution du solde du Fonds chômage en 2021.
- c) n/a
- d) n/a
- e) n/a
- f) n/a
- g) Un crédit budgétaire complémentaire de kCHF +5'095 destiné à financer des mesures urgentes de soutien à l'économie a été décidé par le CM (PR-1444, «Crédit budgétaire supplémentaire de 5'095'000 francs destiné aux mesures urgentes de soutien à l'économie»).
- h) Dans la PRD-284, la Ville de Genève a prévu un crédit de kCHF +20'000 pour des aides à fonds perdus aux entreprises via la Fondetec. Ce montant n'a finalement été consommé qu'à hauteur de kCHF +500 en 2021.

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LES COMPTES 2020

- a) L'écart provient du reclassement de la charge de subvention à charge financière (groupe 343) conformément au MCH2.
- b) L'écart est en lien avec la dissolution du solde du Fonds chômage en 2021.
- c) En 2021, certaines subventions, enregistrées en 2020 sous la rubrique Solidarité internationale, et les subventions versées aux Institutions genevoises d'aide au développement ont été regroupées sous la Fédération genevoise de coopération (FGC).
- d) En 2021, les subventions des institutions genevoises d'aide au développement ont été regroupées sous la FGC.
- e) En 2021, certaines subventions enregistrées sous la rubrique Solidarité internationale ont été regroupées sous la FGC.
- f) L'aide aux loyers n'était prévue qu'en 2020 dans la PR-1433 («Financement des mesures urgentes de soutien à l'économie») pour un montant de kCHF 4'651.
- g) Le crédit budgétaire complémentaire de kCHF +4'651 issu de la PR-1433 («Financement des mesures urgentes de soutien à l'économie») n'a été que partiellement consommé en 2020. En 2021, le crédit complémentaire s'élevait à kCHF 5'095 (PR-1444 – «Crédit budgétaire supplémentaire de 5'095'000 francs destiné aux mesures urgentes de soutien à l'économie»).
- h) Dans la PRD-284, la Ville de Genève a prévu un crédit de kCHF +20'000 pour des aides à fonds perdus aux entreprises via la Fondetec. Ce montant n'a finalement été consommé qu'à hauteur de kCHF +500 en 2021.

6.3.1.4 Subventions non monétaires (gratuités)

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
1	Finances, environnement et logement						
1200	Gérance immobilière municipale						
02	Services généraux						
	Rabais octroyés salles communales	284'105	930'000	-645'895	146'855	137'250	a)
	Wilson, Palais	387'780	387'780	-	387'780	-	
	Total 02 Services généraux	671'885	1'317'780	-645'895	534'635	137'250	
34	Sports et loisirs						
	Assoc. Habitants de l'Îlot 13 - Montbrillant 14	13'808	13'808	-	13'808	-	
	Total 34 Sports et loisirs	13'808	13'808	-	13'808	-	
53	Vieillesse et survivants						
	Assoc. foyer ouvrier du Grütli	63'988	63'988	-	63'988	-	
	Total 53 Vieillesse et survivants	63'988	63'988	-	63'988	-	
56	Construction de logements sociaux						
	Coop d'habitation le Bois Gentil - Servette 30A-32	3'669	3'612	57	3'612	57	
	Total 56 Construction de logements sociaux	3'669	3'612	57	3'612	57	
57	Aide sociale et domaine de l'asile						
	Amis 5	8'400	8'400	-	8'400	-	
	Goetz-Monin 8	580	3'480	-2'900	3'480	-2'900	
	Grottes 10	15'840	15'840	-	15'840	-	
	Grottes 6	1'200	1'200	-	1'200	-	
	Grottes 6Bis	2'400	2'400	-	2'400	-	
	Grottes 8	6'000	6'000	-	6'000	-	
	Plateau de Frontenex 5	30'000	30'000	-	30'000	-	
	Verseuse 8	18'000	18'000	-	18'000	-	
	Total 57 Aide sociale et domaine de l'asile	82'420	85'320	-2'900	85'320	-2'900	
59	Domaine social, non mentionné ailleurs						
	Fond. Expressive associative - Savoises 11-15-17	25'000	25'000	-	25'000	-	
	Fond. Expressive associative - Savoises 9	29'000	29'000	-	29'000	-	
	Total 59 Domaine social, non mentionné ailleurs	54'000	54'000	-	54'000	-	
61	Circulation routière						
	Wilson, Palais parking (République et canton de Genève)	115'495	115'495	-	115'495	-	
	Wilson, Palais parking (Confédération)	115'495	115'495	-	115'495	-	
	Total 61 Circulation routière	230'990	230'990	-	230'990	-	
84	Tourisme						
	Auberge de jeunesse - Rothschild 30	904'318	393'450	510'868	955'830	-51'512	b)
	Total 84 Tourisme	904'318	393'450	510'868	955'830	-51'512	
	Total 1200 Gérance immobilière municipale	2'025'077	2'162'948	-137'871	1'942'183	82'895	
1400	Agenda 21 - Ville durable						
33	Médias						
	Fond. images & société - Carouge 100	46'840	46'840	-	46'840	-	
	Total 33 Médias	46'840	46'840	-	46'840	-	
34	Sports et loisirs						
	Ass. Amis des Grottes	42'308	42'308	-	42'308	-	
	Ass. habitants Îlot 13 - Gares 15 ter	15'832	15'832	-	15'832	-	
	Collectif Ex-Haro & Co - Verseuse 8	55'980	55'980	-	55'980	-	
	Total 34 Sports et loisirs	114'120	114'120	-	114'120	-	
55	Chômage						
	Ass. défense des chômeurs	24'855	23'872	983	24'906	-51	

En français	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
Association Découvrir	40'264	40'264	-	40'264	-	
Ass. Trialogue - ch. Dr J.-L. Prévost 17	33'840	33'840	-	33'840	-	
Total 55 Chômage	98'959	97'976	983	99'010	-51	
57 Aide sociale et domaine de l'asile						
Ass. AMIC	14'400	14'400	-	14'400	-	
Association 360°	26'359	22'664	3'695	22'664	3'695	
Deuxième observatoire	-	-	-	800	-800	
Fond. Au cœur des Grottes - Ch. Dr. J.-L. Prévost 19	54'000	54'000	-	54'000	-	
Fond. Au cœur des Grottes - Riant-Parc 21	72'000	72'000	-	72'000	-	
Fond. Au cœur des Grottes - Zurich 40	32'940	32'940	-	32'940	-	
Utilisation. salles communales	4'495	20'000	-15'505	13'925	-9'430	
Association AVVEC	120'332	120'332	-	120'332	-	
Fond. Au cœur des Grottes - Rue du midi 9	5'750	-	5'750	-	5'750	
Total 57 Aide sociale et domaine de l'asile	330'276	336'336	-6'060	331'061	-785	
59 Domaine social, non mentionné ailleurs						
Action de soutien à l'enfance démunie	34'964	34'964	-	34'964	-	
ASF - Apprentissages sans frontières	20'424	20'424	-	20'424	-	
Groupe réalisation audiovisuel GRAD	2'224	2'224	-	2'224	-	
Les réfugiés d'hier acc. réfugiés d'auj.	780	700	80	-	780	
Terre des Hommes	251'103	251'103	-	251'103	-	
Voix Libres associations - Grottes 28	30'400	30'400	-	30'400	-	
Voix Libres associations - Grottes 32	25'988	25'988	-	25'988	-	
Total 59 Domaine social, non mentionné ailleurs	365'883	365'803	80	365'103	780	
75 Protection des espèces et du paysage						
La Libellule - pavillon Plantamour	23'489	23'489	-	-	23'489	
Pro Natura - Villa le Plonjon	9'556	9'556	-	9'556	-	
Total 75 Protection des espèces et du paysage	33'045	33'045	-	9'556	23'489	
85 Industrie, artisanat et commerce						
Manufacture collaborative	190'992	-	190'992	79'580	111'412	
Les Deux Rivières Sàrl (Scierie mobile) (nouvelle)	11'470	-	11'470	-	11'470	
Ressources urbaines (nouvelle)	6'330	-	6'330	-	6'330	
Total 85 Industrie, artisanat et commerce	208'792	-	208'792	79'580	129'212	
Total 1400 Agenda 21 - Ville durable	1'197'915	994'120	203'795	1'045'269	152'645	
1800 Espaces verts						
32 Culture, autres						
Réfection gazon Parc Trembley (nouvelle)	9'172	-	9'172	-	9'172	
Total 32 Culture, autres	9'172	-	9'172	-	9'172	
34 Sports et loisirs						
CSI - entretien des végétaux	-	30'000	-30'000	-	-	
Divers tiers externes VGE	12'150	70'000	-57'850	38'119	-25'969	
Total 34 Sports et loisirs	12'150	100'000	-87'850	38'119	-25'969	
75 Protection des espèces et du paysage						
La Libellule - pavillon Plantamour	-	-	-	23'489	-23'489	
Total 75 Protection des espèces et du paysage	-	-	-	23'489	-23'489	
Total 1800 Espaces verts	21'322	100'000	-78'678	61'608	-40'286	
Total 1 Finances, environnement et logement	3'244'314	3'257'068	-12'753	3'049'060	195'254	

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LE BUDGET 2021

- a) L'écart est expliqué par la fermeture des salles communales en lien avec la crise de la Covid-19.
- b) L'effet financier de la Covid-19 n'a pas été intégré au budget (le loyer non demandé est comptabilisé en gratuité).

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LES COMPTES 2020

- a) n/a
- b) n/a

6.3.1.5 Subventions ponctuelles A21

En français

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Subventions accordées à des institutions privées (A21)		537'118	540'000
Ville durable		65'500	
Association Chouette Nature	9ème édition Festival Chouette Nature	1'000	
Association Ecolive	eC02profil	10'000	
Association Impact Hub Genève	Demande de soutien financier pour le Climathon Genève 2021	2'000	
Association Les cinq sens de la nature	Portraits de Géants - Arbre de Genève	41'500	
Association Sauvegarde du Léman	Trash Quizz - changements de comportement	10'000	
L'Art du Cosmétique au naturel	Ateliers cosmétiques naturels	1'000	
Égalité et diversité		288'966	
Aide aux victimes de violence en couple AVVEC	Mise en place d'un centre de consultation	5'000	
Association cinéma des trois Mondes Festival FILMAR	Festival FILMAR	5'000	
Association Des Gens	Spielact festival	8'500	
Association Impro Impact	Un genre de spectacle	11'100	
Association Les CréAteliers	La boîte à outils	10'202	
Association The Spot	Lumières Noires exposition de photos	6'200	
Association Vacances Nouvelles	Renouvellement de la bibliothèque et de la ludothèque	4'000	
Bioscope	Série de capsules vidéos éducatives	3'750	
Caritas Genève	Pôle médiation intercommunautaire	20'000	
Cercle Carl Lutz	Projet La Maison Verte - exposition itinérante	7'500	
Croix Rouge Suisse Section Genevoise	Projet d'action solidaire et durable d'orientation et de réinstallation (ASDOR)	20'000	
Décadrée/Fédération Genevoise des associations LGBT	Projet de sensibilisation aux médias	15'000	
Egides	Conférence internationale vivre l'égalité	30'000	
Entraide Protestante Suisse (EPER)	Les Nouveaux Jardins	10'000	
Fédération Maison Kultura	Espace Jeunes Espoir	25'000	
Geneva Pride	Soutien organisation Pride 2021	40'000	
Grand Conseil de la Nuit	Formation pour une nuit éthique et responsable	5'000	
ImpactIA	Augmenter la présence des femmes dans l'IA	15'000	
Observatoire romand droit d'asile et des étrangers	ASILE LGBTIQ Enquête sur les personnes	5'000	
Palestine : filmer c'est exister	10ème Rencontres cinématographiques Palestine : Filmer C'est exister	10'000	
Réseau femmes	Plateforme numérique des associations féministes	7'809	
UNIGE - Département du droit public	Dissémination des recherches produites par la Law Clinic	17'500	
Université populaire albanaise de Genève	Servette contre le racisme	7'000	
Vivre ensemble	Projet le Comptoir des médias	6'000	
Association Les oiseaux de passage	Remboursement solde subvention	-250	
Centre Suisse pour la Défense des Droits des Migrants	Remboursement partiel subvention	-1'200	
Université populaire albanaise de Genève	Remboursement partiel subvention 2021	-4'145	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Économie et emploi		182'652	
Alternatiba Léman	Mouvement citoyen pour l'urgence climatique	20'000	
APRES, Chambre l'économie sociale et solidaire	Projet Impactantes	50'000	
Association IDDEA	Prix IDDEA	25'000	
Association Label-Vie	Grappillage et Partage autour du Pressoir label-vie	4'000	
Association Le Bocal Local	Appui financier accompagnement Fondetec	800	
Association Les Artichauts	Potager urbain participatif	10'000	
Association MACO	Green Friday & MACO en fête	900	
Association MA-Terre	Maison de l'alimentation du territoire de Genève	20'000	
Association Swiss Food Academy	Projet Gaia 2021	20'000	
Bocal local	Aide au loyer	9'952	
Fondation compétences bénévoles	Renforcement de l'autonomie des structures associatives	10'000	
Mouvement pour une agriculture paysanne et citoyenne	Subvention de fonctionnement	12'000	
Plan d'action sexisme et harcèlement		93'697	100'000
Association Collectif MV	Échiquiers des Bastions – Bulle Rose n°6	20'297	
Association Equinoxe	Soutien pour une performance Red de Tamboreras de Suiza	4'500	
Association F-Information	Escape game autour de l'égalité	3'000	
Association Viol-Secours	GE peux, stages d'autodéfense	5'000	
Association We Can Dance iT	Subvention de fonctionnement	40'000	
Cie Neopost Foofwa	ACCORPS	5'900	
Grand-Conseil de la Nuit	Formation Nuit éthique	5'000	
Université de Genève	Pratiquer la ville depuis les marges	10'000	
Subventions Plan climat		100'000	100'000
Association Festival du Film vert	15ème édition Festival du Film Vert	25'000	
Association la Bicyclette Bleue	Subvention ponctuelle	10'000	
Earth Focus Foundation	Améliorations d'un escape game mobile	10'000	
Mission Planète Terre	Film sur les Glaciers (FIGG), édition 20	4'000	
Step into action	Sensibilisation au développement durable pour élèves du secondaire	7'500	
Swiss Youth for Climate	Climate Express 2021	7'000	
TerrAgir énergie solidaire	Programme Robin des Watts dans 3 écoles	21'500	
ZeroWaste Switzerland	Ateliers et mini-ateliers Zéro Déchet	15'000	
Fonds pour la prévention et la lutte contre le racisme anti-Noir-e-s¹		57'500	50'000
Aïcha Besser	Portraits de 30 personnalités afrodescendantes suisses	7'500	
AMIC	Lutte contre le racisme anti-noir-e-s	9'000	
Association Astro Family	S'autoriser à rêver, un court métrage musical créé en sonorité	5'000	

En francs

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Association Boma - Caucus africain III	Projet CaucusAfrocEchos - Citoyen	7'000	
LICRA	Projet culture et diversité	8'000	
Shyaka KAGAME	Soutien financier pour le projet 261 Bis	10'000	
The SPOT	Afro Stories (Podcast), Trajectoires de femmes et d'hommes afrodescendant-e-s	2'000	
Théâtre de l'Usine	Décentrer les pratiques et les postures: une recherche sur la blanchité	9'000	
Total		788'315	790'000

- ¹ La subvention «Lutte contre le racisme anti-Noir-e-s» votée par le CM comme «subvention nominative» a été attribuée à diverses associations œuvrant, chacune à sa manière, pour la lutte contre le racisme anti-Noir-e-s, suite à un appel à projets visant la lutte contre le racisme anti-Noir-e-s.

6.3.1.6 Personnel occupé par le département au 31 décembre 2021

		Fixes / équivalent temps plein				
	Finances, environnement et logement	Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2021	Ecart postes
1000	Direction département finances, environnement et logement	11.4	1.0	12.4	12.4	-
1100	Direction financière*	38.1	2.0	40.1	28.3	11.8
1200	Gérance immobilière municipale **	65.8	6.3	72.1	66.6	5.5
1200	Gérance immobilière municipale PF **	68.3	-	68.3	74.0	-5.7
1300	Direction des ressources humaines	53.0	1.3	54.3	55.6	-1.3
1400	Service Agenda 21 - Ville durable	15.2	-	15.2	15.5	-0.3
1600	Taxe professionnelle	17.3	-	17.3	17.3	-
1700	Centrale municipale d'achat et d'impression	24.9	3.6	28.5	27.9	0.6
1800	Service des espaces verts	198.4	6.8	205.2	205.7	-0.5
Total		492.4	21.0	513.4	503.3	10.1

* La Direction financière a entrepris le projet de renforcement de la fonction comptable et certaines ressources comptables ont été transférées des services ayant intégré le nouveau régime centralisé.

** La Gérance immobilière municipale compte 140.4 postes dont 68.3 concernant le patrimoine financier.

Aménagement, constructions
et mobilité

6.3.2 Aménagement, constructions et mobilité

6.3.2.1 Synthèse des comptes

En milliers de francs	DACM	URB	DPBA	ENE	AGCM	Total
Charges						
30 Charges de personnel	6'347	2'774	8'784	4'603	16'355	38'863
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	886	390	623	2'045	20'911	24'855
33 Amortissements du patrimoine administratif	20	2	7	687	22'898	23'615
34 Charges financières	-	-	-	70	-	70
36 Charges de transfert	789	104	-	-	3'013	3'906
39 Imputations internes	488	155	429	161	51	1'285
Total Charges	8'530	3'425	9'844	7'566	63'228	92'593
Revenus						
42 Taxes	247	32	38	1'036	393	1'746
43 Revenus divers	15	-	2'244	52	850	3'161
44 Revenus financiers	456	-	-	239	47	742
45 Prélèvements sur fonds et financements spéciaux	-	-	-	-	56	56
46 Revenus de transfert	-	-	218	1'386	15'071	16'675
49 Imputations internes	-	-	1'040	425	-	1'465
Total Revenus	719	32	3'540	3'139	16'416	23'846

6.3.2.2 Comptes de fonctionnement

Aménagement, constructions et mobilité	Charges	92'592'564	93'482'587	-890'023	-1.0%	90'881'543	1'711'021	1.9%
	Revenus	23'845'664	33'922'613	-10'076'949	-29.7%	24'733'429	-887'765	-3.6%

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
2001 Dir. dép. aménag. construct. et mobilité									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	4'879'582	5'132'047	-252'465	-4.9%	4'657'988	221'594	4.8%	
304	Allocations	50'075	57'900	-7'825	-13.5%	57'700	-7'625	-13.2%	
305	Cotisations patronales	1'407'852	1'332'559	75'293	5.7%	1'160'615	247'237	21.3%	
309	Autres charges de personnel	9'810	2'980	6'830	229.2%	14'338	-4'529	-31.6%	
310	Charges de matériel et de marchandises	61'837	105'550	-43'713	-41.4%	113'452	-51'615	-45.5%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	22'380	7'000	15'380	219.7%	7'479	14'901	199.2%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	54'412	66'292	-11'880	-17.9%	55'259	-847	-1.5%	
313	Prestations de services et honoraires	522'970	584'421	-61'451	-10.5%	406'799	116'172	28.6%	
314	Travaux d'entretien	37'872	37'740	132	0.3%	49'335	-11'463	-23.2%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	45'352	33'090	12'262	37.1%	32'870	12'483	38.0%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	56'599	3'600	52'999	n/a	82'433	-25'834	-31.3%	
317	Dédommagements	29'211	37'460	-8'249	-22.0%	10'045	19'167	190.8%	
319	Diverses charges d'exploitation	55'325	47'098	8'227	17.5%	40'441	14'884	36.8%	
330	Immobilisations corporelles du PA	20'179	15'270	4'909	32.1%	42'601	-22'423	-52.6%	
361	Dédommagements à des collectivités publiques	37'952	30'500	7'452	24.4%	37'952	-	-	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	167'659	191'900	-24'241	-12.6%	150'700	16'959	11.3%	
366	Amortissements, subventions d'investissement	583'078	676'123	-93'045	-13.8%	610'172	-27'094	-4.4%	
391	Prestations de services	37'272	11'951	25'321	211.9%	18'583	18'689	100.6%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	450'792	392'700	58'092	14.8%	432'780	18'012	4.2%	
Total Charges		8'530'208	8'766'181	-235'973	-2.7%	7'981'542	548'666	6.9%	
Revenus									
426	Remboursements	247'199	3'500	243'699	n/a	85'808	161'391	188.1%	
430	Revenus d'exploitation divers	-	-	-	-	817'846	-817'846	-100.0%	a)
439	Autres revenus	15'002	-	15'002	-	16'100	-1'098	-6.8%	
441	Gains réalisés PF	456'400	-	456'400	-	-	456'400	-	b)
447	Produit des biens-fonds PA	-	-	-	-	750'000	-750'000	-100.0%	c)
448	Produits des biens-fonds loués	-	-	-	-	54'000	-54'000	-100.0%	
Total Revenus		718'601	3'500	715'101	n/a	1'723'754	-1'005'153	-58.3%	
2202 Urbanisme									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	2'203'702	2'289'356	-85'655	-3.7%	2'287'788	-84'086	-3.7%	
304	Allocations	34'116	35'400	-1'284	-3.6%	35'350	-1'234	-3.5%	
305	Cotisations patronales	529'482	572'677	-43'195	-7.5%	526'599	2'883	0.5%	
309	Autres charges de personnel	6'624	1'252	5'372	429.1%	3'035	3'589	118.3%	
310	Charges de matériel et de marchandises	12'741	32'141	-19'400	-60.4%	10'670	2'071	19.4%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	4'924	20'208	-15'284	-75.6%	3'730	1'193	32.0%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	16'618	13'700	2'918	21.3%	16'389	230	1.4%	
313	Prestations de services et honoraires	287'577	397'355	-109'778	-27.6%	216'177	71'399	33.0%	
314	Travaux d'entretien	11'583	-	11'583	-	16'592	-5'008	-30.2%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	39'252	42'572	-3'320	-7.8%	32'101	7'151	22.3%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	13'224	-	13'224	-	14'599	-1'375	-9.4%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
317	Dédommagements	3'974	9'208	-5'234	-56.8%	2'341	1'634	69.8%	
319	Diverses charges d'exploitation	-	2'438	-2'438	-100.0%	-	-	-	
330	Immobilisations corporelles du PA	2'181	2'181	-	-	2'181	-	-	
366	Amortissements, subventions d'investissement	103'759	69'393	34'366	49.5%	82'913	20'846	25.1%	
391	Prestations de services	86	2'102	-2'016	-95.9%	8'173	-8'087	-98.9%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	154'952	153'912	1'040	0.7%	153'912	1'040	0.7%	
Total Charges		3'424'794	3'643'895	-219'100	-6.0%	3'412'548	12'247	0.4%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	29'750	28'000	1'750	6.3%	29'750	-	-	
426	Remboursements	2'446	-	2'446	-	34'643	-32'198	-92.9%	
Total Revenus		32'196	28'000	4'196	15.0%	64'393	-32'198	-50.0%	
2400 Direction du patrimoine bâti									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	6'972'241	7'274'924	-302'683	-4.2%	7'097'824	-125'583	-1.8%	
304	Allocations	64'875	73'200	-8'325	-11.4%	60'098	4'777	7.9%	
305	Cotisations patronales	1'723'988	1'863'452	-139'464	-7.5%	1'761'650	-37'662	-2.1%	
309	Autres charges de personnel	22'410	4'672	17'738	379.7%	8'234	14'176	172.2%	
310	Charges de matériel et de marchandises	23'526	16'253	7'273	44.8%	18'076	5'451	30.2%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	17'004	6'000	11'004	183.4%	27'611	-10'607	-38.4%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	42'928	35'678	7'250	20.3%	43'936	-1'008	-2.3%	
313	Prestations de services et honoraires	99'425	608'137	-508'712	-83.7%	170'745	-71'319	-41.8%	d)
314	Travaux d'entretien	90'741	94'900	-4'159	-4.4%	394'439	-303'698	-77.0%	e)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	99'432	108'396	-8'964	-8.3%	70'283	29'149	41.5%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	23'101	3'500	19'601	560.0%	25'503	-2'402	-9.4%	
317	Dédommagements	6'319	44'060	-37'742	-85.7%	4'241	2'077	49.0%	
318	Dépréciations sur créances	100	-	100	-	-1'200	1'300	-108.3%	
319	Diverses charges d'exploitation	220'602	3'500	217'102	n/a	1'655	218'948	n/a	
330	Immobilisations corporelles du PA	7'457	7'447	10	0.1%	24'963	-17'506	-70.1%	
391	Prestations de services	10'113	4'488	5'625	125.3%	4'856	5'257	108.3%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	419'376	496'876	-77'500	-15.6%	419'376	-	-	
Total Charges		9'843'638	10'645'483	-801'845	-7.5%	10'132'289	-288'651	-2.8%	
Revenus									
426	Remboursements	38'063	-	38'063	-	376'320	-338'257	-89.9%	f)
431	Inscription de prestations propres à l'actif	2'243'929	4'543'001	-2'299'072	-50.6%	3'241'230	-997'302	-30.8%	g)
443	Produit des biens-fonds PF	-	-	-	-	10'995	-10'995	-100.0%	
461	Dédommagements de collectivités publiques	217'959	-	217'959	-	-	217'959	-	h)
491	Prestations de services	1'039'982	767'405	272'577	35.5%	945'938	94'044	9.9%	
Total Revenus		3'539'933	5'310'406	-1'770'473	-33.3%	4'574'484	-1'034'551	-22.6%	
2403 Energie									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	3'635'807	3'833'325	-197'517	-5.2%	3'637'188	-1'381	-	
304	Allocations	50'785	55'500	-4'715	-8.5%	51'035	-250	-0.5%	
305	Cotisations patronales	904'109	952'192	-48'082	-5.0%	888'117	15'992	1.8%	
309	Autres charges de personnel	12'591	1'596	10'995	688.9%	8'435	4'157	49.3%	
310	Charges de matériel et de marchandises	898'018	247'050	650'968	263.5%	219'265	678'753	309.6%	i)

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	31'950	48'400	-16'450	-34.0%	31'533	417	1.3%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	275'325	262'060	13'265	5.1%	284'834	-9'509	-3.3%	
313	Prestations de services et honoraires	341'563	57'790	283'773	491.0%	148'619	192'945	129.8%	j)
314	Travaux d'entretien	376'701	15'400	361'301	n/a	184'242	192'458	104.5%	k)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	35'313	54'839	-19'526	-35.6%	45'106	-9'792	-21.7%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	70'038	1'300	68'738	n/a	31'058	38'979	125.5%	
317	Dédommagements	2'476	16'211	-13'735	-84.7%	3'698	-1'222	-33.0%	
318	Dépréciations sur créances	750	-	750	-	100	650	650.0%	
319	Diverses charges d'exploitation	12'621	548'020	-535'399	-97.7%	14'088	-1'466	-10.4%	l)
330	Immobilisations corporelles du PA	687'006	444'432	242'574	54.6%	687'006	-	-	
340	Charges d'intérêt	-	-	-	-	3	-3	-100.0%	
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	69'885	9'700	60'185	620.5%	84'896	-15'012	-17.7%	
391	Prestations de services	29'151	61'501	-32'351	-52.6%	48'068	-18'918	-39.4%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	131'588	134'648	-3'060	-2.3%	134'648	-3'060	-2.3%	
Total Charges		7'565'678	6'743'963	821'714	12.2%	6'501'938	1'063'739	16.4%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	646'029	610'000	36'029	5.9%	690'372	-44'343	-6.4%	
425	Recette sur ventes	157'536	152'000	5'536	3.6%	142'911	14'625	10.2%	
426	Remboursements	214'083	270'000	-55'917	-20.7%	88'602	125'481	141.6%	
429	Autres taxes	18'550	-	18'550	-	11'114	7'436	66.9%	
431	Inscription de prestations propres à l'actif	52'100	115'250	-63'150	-54.8%	37'758	14'341	38.0%	
443	Produit des biens-fonds PF	238'969	-	238'969	-	248'839	-9'869	-4.0%	
461	Dédommagements de collectivités publiques	278'995	-	278'995	-	-	278'995	-	m)
463	Subventions des collectiv. publiques et des tiers	748'801	-	748'801	-	182'914	565'887	309.4%	n)
469	Autres revenus de transfert	358'565	720'000	-361'435	-50.2%	478'836	-120'271	-25.1%	o)
491	Prestations de services	425'387	422'657	2'730	0.6%	393'702	31'684	8.0%	
Total Revenus		3'139'014	2'289'907	849'107	37.1%	2'275'050	863'964	38.0%	
2600 Aménagement, Génie Civil et Mobilité									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	12'815'095	14'255'226	-1'440'131	-10.1%	12'636'619	178'476	1.4%	
304	Allocations	230'054	169'200	60'854	36.0%	207'163	22'891	11.0%	
305	Cotisations patronales	3'231'493	3'488'395	-256'902	-7.4%	3'108'517	122'976	4.0%	
309	Autres charges de personnel	78'065	4'812	73'253	n/a	45'207	32'858	72.7%	
310	Charges de matériel et de marchandises	759'399	1'097'765	-338'366	-30.8%	1'016'329	-256'930	-25.3%	p)
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	196'278	126'491	69'787	55.2%	184'141	12'137	6.6%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	2'061'265	2'481'081	-419'816	-16.9%	2'560'305	-499'040	-19.5%	
313	Prestations de services et honoraires	1'986'494	1'564'885	421'609	26.9%	1'798'698	187'797	10.4%	q)
314	Travaux d'entretien	15'703'494	13'414'681	2'288'813	17.1%	15'445'172	258'322	1.7%	r)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	171'472	244'223	-72'751	-29.8%	157'859	13'614	8.6%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	46'325	30'673	15'652	51.0%	40'859	5'466	13.4%	
317	Dédommagements	5'480	74'315	-68'835	-92.6%	7'619	-2'138	-28.1%	
318	Dépréciations sur créances	-46'250	-	-46'250	-	-27'250	-19'000	69.7%	
319	Diverses charges d'exploitation	27'213	21'013	6'200	29.5%	18'888	8'326	44.1%	
330	Immobilisations corporelles du PA	22'897'849	23'603'383	-705'534	-3.0%	22'639'372	258'476	1.1%	
332	Amortissements des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	39'825	-39'825	-100.0%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
361	Dédommagements à des collectivités publiques	659'541	662'000	-2'459	-0.4%	662'574	-3'033	-0.5%	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	1'784'463	1'583'495	200'968	12.7%	1'512'874	271'590	18.0%	
366	Amortissements, subventions d'investissement	569'275	600'797	-31'523	-5.2%	550'569	18'706	3.4%	
391	Prestations de services	67'752	31'434	36'318	115.5%	18'692	49'060	262.5%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	-16'512	229'196	-245'708	-107.2%	229'196	-245'708	-107.2%	
Total Charges		63'228'246	63'683'065	-454'819	-0.7%	62'853'226	375'020	0.6%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	202'534	137'000	65'534	47.8%	220'326	-17'792	-8.1%	
425	Recette sur ventes	64'954	-	64'954	-	325	64'629	n/a	
426	Remboursements	125'143	-	125'143	-	147'516	-22'373	-15.2%	
430	Revenus d'exploitation divers	37'500	-	37'500	-	-	37'500	-	
431	Inscription de prestations propres à l'actif	812'258	2'188'800	-1'376'542	-62.9%	1'336'621	-524'363	-39.2%	s)
447	Produit des biens-fonds PA	46'863	-	46'863	-	18'304	28'559	156.0%	
450	Prélèv. sur fonds et financ. spéc. capitaux de tiers	56'009	65'000	-8'991	-13.8%	8'127	47'882	589.2%	
461	Dédommagements de collectivités publiques	4'523'996	5'000'000	-476'004	-9.5%	5'124'108	-600'111	-11.7%	t)
463	Subventions des collectiv. publiques et des tiers	10'546'663	18'900'000	-8'353'337	-44.2%	9'240'421	1'306'242	14.1%	u)
Total Revenus		16'415'920	26'290'800	-9'874'880	-37.6%	16'095'748	320'172	2.0%	
Total		-68'746'900	-59'559'974	-9'186'926	15.4%	-66'148'114	-2'598'786	3.9%	

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LE BUDGET 2021

- a) n/a
- b) L'écart de kCHF +456 correspond à la vente en 2021 des droits à bâtir du quartier «Vieusseux-Villars-Franchises» à la Société coopérative d'habitation Genève (SCHG), conformément à la PR-1123.
- c) n/a
- d) L'écart de kCHF -509 est dû au fait que chaque année, une partie des budgets prévisionnels sont imputés sur le service compétent DPBA, puis ventilés, lors de la facturation, sur les centres de coûts des services bénéficiaires des prestations effectives.
- e) n/a
- f) n/a
- g) L'écart de kCHF -2'299 est dû au fait que les prestations du personnel pour investissements, calculées sur la base du montant annuel des investissements, ont été moins élevées que prévu. Les dépenses d'investissement sont fluctuantes et marquent un point particulièrement bas en 2021.
- h) L'écart de kCHF +218 est relatif au remboursement par la République et canton de Genève des coûts des travaux occasionnés par la rencontre des Présidents Biden et Poutine. Cette recette compense les dépenses occasionnées à cet effet (cf. 3199.090 Autres frais). Cette rencontre n'était pas prévue au budget.
- i) L'écart de kCHF +651 est essentiellement dû à des travaux d'assainissement d'électricité dans les installations des immeubles (kCHF +505). A noter que ce montant est compensé par une recette provenant du fonds CIME (Energie des collectivités). Le solde de l'écart est lié à la comptabilisation d'une partie des charges (kCHF +161) dont le budget avait été inscrit au groupe 319 «Diverses charges d'exploitation».
- j) L'écart de kCHF +284 est principalement dû aux frais engagés pour l'organisation du sommet des Présidents Biden-Poutine. Ces frais ont été quasiment entièrement remboursés par la Confédération (cf. groupe 461 «Dédommagements de collectivités publiques» et note m) ci-dessous).
- k) L'écart de kCHF +361 provient de la comptabilisation d'une partie des charges concernant l'entretien des installations dans les immeubles sur ce groupe comptable alors que le budget est enregistré au groupe «319 Diverses charges d'exploitation».
- l) L'écart de kCHF -535 est consécutif à la ventilation des travaux d'économie d'énergie qui sont budgétés initialement dans ce groupe comptable 319 «Diverses charges d'exploitation», pour un montant de kCHF +500. Ces dépenses sont imputées en cours d'année (lors de la facturation) sur les natures de comptes spécifiques des groupes 310, 313 et 314. La répartition du budget sur les bonnes natures comptables est prévue au budget 2023. Pour mémoire, historiquement ces travaux étaient imputés sur le fonds Energie et climat. Ce budget avait été constitué suite au passage à MCH2 étant donné que le fonds Energie et climat ne pouvait plus être utilisé directement car considéré comme un fonds propre de la Ville de Genève.
- m) L'écart de kCHF +279 provient du remboursement des frais occasionnés par le sommet Biden-Poutine par la Confédération. Evénement non prévu au budget et ponctuel (cf. note j) ci-dessus).
- n) L'écart de kCHF +749 provient essentiellement d'une subvention reçue de la République et canton de Genève (fonds CIME - Energie des collectivités) destinée à financer des travaux d'assainissement d'électricité non prévus (cf. comptes 3431.015 et 3101.170) dans les immeubles du PF et du PA.
- o) L'écart de kCHF -361 est dû à la baisse de la récupération de la Taxe CO2 sur nos achats de mazout/gaz suite au désengagement des énergies d'origine fossile opéré depuis plusieurs années par la Ville de Genève.
- p) L'écart de kCHF -338 correspond à la diminution des acquisitions de certains matériaux d'exploitation en raison de la constitution en 2020 de stocks physiques de certains matériaux d'exploitation mais non capitalisés en prévision de chantiers et de fournitures spécifiques à la Covid-19.
- q) L'écart de kCHF +422 est dû, d'une part, à un recours accru à des prestations de services de tiers pour les projets d'entretien des routes et des chaussées. Et d'autre part, au fait que la contrepartie budgétaire des coûts relatifs à la destruction des résidus (kCHF +236) se trouve sur une autre nature comptable (groupe 312 «Alimentation et élimination, biens-fonds PA»), suite à une modification du plan comptable en 2021. La mise en adéquation budget-comptes sera effective pour l'exercice 2022.

- r) L'écart de kCHF +2'289 provient d'une activité accrue d'entretien du réseau routier et des chaussées, afin de répondre aux objectifs fixés notamment dans le cadre du renouvellement des couches de surfaces liées à la stratégie OPB.
- s) L'écart de kCHF -1'377 concerne les prestations du personnel pour investissements qui sont inférieures aux prévisions. Ces prestations sont proportionnelles aux dépenses d'investissement réalisées, celles-ci étant inférieures aux prévisions sur l'exercice.
- t) L'écart de kCHF -476 est dû au fait que des remboursements d'annuités d'amortissements (investissements) de la part du Fond intercommunal d'assainissement (FIA), relatifs aux coûts de réalisation, de transformation, d'extension et de maintenance du réseau secondaire, ont été moins importants que prévu.
- u) L'écart de kCHF -8'353 est lié notamment à l'intégration budgétaire de la recette supplémentaire (kCHF 10'000) relative à la négociation d'une nouvelle convention avec la République et canton de Genève, concernant l'entretien des routes communales à caractère cantonal. La convention n'a pas pu être signée dans les délais espérés et aucune recette n'a été enregistrée sur l'exercice. A noter également que des recettes fédérales (subventions) supplémentaires (kCHF +1'306) en lien avec l'assainissement du bruit routier sur des axes initialement non compris dans le projet d'assainissement du bruit routier (PAB) ont été exceptionnellement versées en 2021.

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LES COMPTES 2020

- a) L'écart de kCHF -818 est dû au versement en 2020 par les CFF de la 2ème tranche des soultes, suite au démarrage des travaux du lot E, conformément à la convention de répartition des terrains et des droits à bâtir du périmètre de la gare des Eaux-Vives et à son avenant. Cette transaction était ponctuelle en 2020.
- b) L'écart de kCHF +456 correspond à la vente en 2021 des droits à bâtir du quartier «Vieusseux-Villars-Franchises» à la Société coopérative d'habitation Genève (SCHG), conformément à la PR-1123.
- c) L'écart de kCHF -750 concerne la contrepartie financière unique que la Fondation Terra et Casa a accepté de verser en 2020 pour pouvoir constituer une servitude de distance et vue droite, sises promenade des Crêts et avenue de Trembley 6A.
- d) n/a
- e) L'écart de kCHF -304 est dû principalement aux travaux effectués en 2020 pour le compte de la République et canton de Genève à la caserne des Vernets pour l'hébergement d'urgence dans le cadre de la crise sanitaire (kCHF +320). Ceux-ci ont été facturés dans leur grande majorité à la République et canton de Genève (cf. note f) ci-dessous).
- f) L'écart de kCHF -338 est dû notamment au remboursement en 2020 des travaux effectués pour le compte de la République et canton de Genève à la caserne des Vernets pour l'hébergement d'urgence (kCHF +305).
- g) L'écart de kCHF -997 est dû au fait que les prestations du personnel pour investissements, calculées sur la base du montant annuel des investissements, ont été moins élevées en 2021. Les dépenses d'investissement sont fluctuantes et marquent un point particulièrement bas en 2021.
- h) n/a
- i) L'écart est essentiellement dû à des travaux d'assainissement d'électricité dans les installations des immeubles en 2021. A noter que ce montant est compensé par une recette provenant du fonds CIME (Energie des collectivités).
- j) n/a
- k) n/a
- l) n/a
- m) L'écart de kCHF +279 provient du remboursement des frais occasionnés par le sommet des Présidents Biden et Poutine par la Confédération. Événement ponctuel en 2021.
- n) L'écart de kCHF +566 concerne principalement le versement exceptionnel en 2021 d'une subvention de la République et canton de Genève liée à des travaux d'assainissement d'électricité non prévus dans les bâtiments.
- o) n/a

- p) L'écart de kCHF -257 provient de la constitution en 2020 des stocks de certains matériaux d'exploitation (mais non capitalisés) en prévision de chantiers et en raison de fournitures spécifiques au Covid-19. Parmi ces fournitures des potelets de signalisation zone 20 ont été achetés à hauteur de kCHF +140.
- q) n/a
- r) L'écart de kCHF +258 résulte d'une activité accrue d'entretien du réseau routier et des chaussées. Des travaux d'entretien importants sur les ponts Charles-Galland et Saint-Victor ont été réalisés en 2021 suite à une infiltration d'eau.
- s) L'écart de kCHF -524 est dû à des prestations du personnel pour investissements inférieures à 2020. Ces prestations sont proportionnelles aux dépenses d'investissement réalisées, constatées en baisse sur l'exercice.
- t) L'écart de kCHF -600 provient des remboursements exceptionnels, reçus en 2020, du Fond intercommunal d'assainissement (FIA), relatifs aux coûts de réalisation, transformation, extension et maintenance du réseau secondaire.
- u) L'écart de kCHF +1'306 est relatif aux subventions fédérales liées aux travaux d'assainissement du bruit routier (OPB) qui ont été finalement accordées en 2021 sur des axes non compris dans le projet d'assainissement du bruit routier (PAB).

Pour les écarts concernant les charges de personnel, les amortissements du patrimoine administratif et les attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux se référer aux explications de l'analyse par chapitre des parties «6.1.2.1 Chapitre 30: charges de personnel», «6.1.2.3 Chapitre 33: amortissements du patrimoine administratif», «6.1.2.5 Chapitre 35 et 45: attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux».

6.3.2.3 Subventions monétaires

En français		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021- C 2020	Notes
2	Aménagement, constructions et mobilité						
2001	Direction département aménagement, constructions et mobilité						
31	Héritage culturel						
	Fondation des clefs de Saint-Pierre	61'900	61'900	-	61'900	-	
	Restauration des édifices cultuels	20'500	30'000	-9'500	-	20'500	
	Total 31 Héritage culturel	82'400	91'900	-9'500	61'900	20'500	
32	Culture, autres						
	Association pour la Promotion de l'Art Sacré (APAS)	9'800	10'000	-200	9'800	-	
	Europain Suisse	5'000	5'000	-	5'000	-	
	Maison de l'architecture	10'000	10'000	-	10'000	-	
	Total 32 Culture, autres	24'800	25'000	-200	24'800	-	
33	Médias						
	Promotion d'expositions, publications architecturales (cantons)	-	10'000	-10'000	-	-	
	Promotion d'expositions, publications architecturales (institut.)	25'459	30'000	-4'541	24'000	1'459	
	Publication GVA ARCHI GUIDE	15'000	15'000	-	15'000	-	
	Revue FACES	5'000	5'000	-	5'000	-	
	Total 33 Médias	45'459	60'000	-14'541	44'000	1'459	
52	Invalidité						
	Association Handicapés Architecture Urbanisme (HAU)	15'000	15'000	-	20'000	-5'000	
	Total 52 Invalidité	15'000	15'000	-	20'000	-5'000	
	Total 2001 Direction département aménagement, constructions et mobilité	167'659	191'900	-24'241	150'700	16'959	
2600	Aménagement, Génie Civil et Mobilité						
62	Transports publics						
	Part.V.G. aux prolongements horaires TPG lignes urbaines (vendredi-samedi soir)	492'592	484'495	8'097	492'592	-	
	Abonnement TPG unireso jeunes	750'200	550'000	200'200	530'900	219'300	a)
	Total 62 Transports publics	1'242'792	1'034'495	208'297	1'023'492	219'300	
63	Transports, autres						
	Ecluse du Seujet - République et canton de Genève	686	13'000	-12'314	686	-	
	Ecluse du Seujet - SIG	105'985	101'000	4'985	103'696	2'290	
	Total 63 Transports, autres	106'671	114'000	-7'329	104'382	2'290	
76	Lutte contre la pollution environnement						
	Genèv'Roule	300'000	300'000	-	300'000	-	
	ProVélo (samedis du vélo)	135'000	135'000	-	85'000	50'000	
	Total 76 Lutte contre la pollution environnement	435'000	435'000	-	385'000	50'000	
	Total 2600 Aménagement, Génie Civil et Mobilité	1'784'463	1'583'495	200'968	1'512'874	271'590	
Total 2	Aménagement, constructions et mobilité	1'952'122	1'775'395	176'727	1'663'574	288'549	

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LE BUDGET 2021

- a) L'écart de kCHF +200 est dû, d'une part, au succès croissant auprès des jeunes domiciliés en Ville de Genève, de l'aide de CHF 100, pour acheter ou renouveler leur abonnement annuel unireso «Tout Genève» et, d'autre part, au mode d'octroi facilité de cette subvention (rabais). En effet, depuis le début de l'année, le processus est informatisé et intégré au système de billetterie des TPG, en lieu et place du traitement manuel du «chèque-commune» papier envoyé au domicile des ménages concernés.

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LES COMPTES 2020

- a) L'écart de kCHF +219 est dû, d'une part, au succès croissant auprès des jeunes domiciliés en Ville de Genève, de l'aide de CHF 100, pour acheter ou renouveler leur abonnement annuel unireso «Tout Genève» et, d'autre part, au mode d'octroi facilité de cette subvention (rabais). En effet, depuis le début de l'année, le processus est informatisé et intégré au système de billetterie des TPG, en lieu et place du traitement manuel du «chèque-commune» papier envoyé au domicile des ménages concernés.

6.3.2.4 Subventions non monétaires (gratuités)

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
2	Aménagement, constructions et mobilité						
2600	Aménagement, Génie Civil et Mobilité						
76	Lutte contre la pollution de l'environnement						
	Vélostation Cornavin - subvention usagers	58'185	38'000	20'185	60'822	-2'637	
	Total 76 Lutte contre la pollution de l'environnement	58'185	38'000	20'185	60'822	-2'637	
	Total 2600 Aménagement, Génie Civil et Mobilité	58'185	38'000	20'185	60'822	-2'637	
Total 2	Aménagement, constructions et mobilité	58'185	38'000	20'185	60'822	-2'637	

6.3.2.5 Subventions ponctuelles

En francs

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Promotion d'expositions, publications architecturales (institut.)		25'459	30'000
Fondation Braillard	Transition Workshop 2021	20'000	
Informationsverlag CH	Prévention routière enfants	959	
Triest Verlag GmbH	Publication «Social loft - Jonction»	2'000	
Triporteur architectes	Sites et paysages genevois	2'500	
Total		25'459	30'000

6.3.2.6 Personnel occupé par le département au 31 décembre 2021

		Fixes / équivalent temps plein				
	Aménagement, constructions et mobilité	Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2021	Ecart postes
2001	Direction aménagement, constructions et mobilité	30.8	2.8	33.6	31.1	2.5
2202	Service de l'urbanisme	15.7	0.8	16.5	15.2	1.3
2400	Direction du patrimoine bâti	49.9	0.7	50.6	49.6	1.0
2403	Service de l'énergie	28.6	1.0	29.6	29.4	0.2
2600	Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité	110.6	7.4	118.0	117.9	0.1
Total		235.6	12.7	248.3	243.2	5.1

The background of the slide is split diagonally from the top-left corner to the bottom-right corner. The upper-left portion is white, and the lower-right portion is a vibrant pink. The text is positioned in the pink area.

Culture et transition numérique

6.3.3 Culture et transition numérique

6.3.3.1 Synthèse des comptes

En milliers de francs	DCTN	SEC	GTG	CJB	MAH	MEG	MHN	ARI	BMU	BGE	DSIC	Total
Charges												
30 Charges de personnel	5'750	13'564	24'707	12'795	22'475	7'408	14'260	3'920	16'866	10'605	16'490	148'841
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	1'929	7'583	2'355	3'266	9'900	3'587	2'729	1'291	3'305	3'008	1'688	40'641
33 Amortissements du patrimoine administratif	132	7'266	3'237	718	2'355	1'594	549	108	782	154	3'705	20'600
34 Charges financières	-	7	4	-	-	-	-	-	-	-	29	40
35 Attributions aux fonds et financements spéciaux	-	-	-	37	-	31	352	-	-	-	-	420
36 Charges de transfert	845	65'960	11'299	100	-	-	11	5	46	51	-	78'318
37 Subventions à redistribuer	-	-	2'500	-	-	-	-	-	-	-	-	2'500
39 Imputations internes	45	576	10	37	189	153	146	129	949	95	570	2'899
Total Charges	8'702	94'956	44'111	16'954	34'919	12'773	18'047	5'452	21'948	13'913	22'481	294'258
Revenus												
42 Taxes	44	606	300	647	338	180	219	138	147	281	137	3'037
43 Revenus divers	91	172	-	65	1	-	804	1	1	10	-	1'146
44 Revenus financiers	-	651	-	6	35	-	12	-	2	1	-	708
45 Prélèvements sur fonds et financements spéciaux	118	22	-	100	393	-	-	8	-	213	-	854
46 Revenus de transfert	42	21	-	15	1'272	32	15	498	1'092	1'194	-	4'181
47 Subventions à redistribuer	-	-	2'500	-	-	-	-	-	-	-	-	2'500
49 Imputations internes	-	63	-	-	112	48	51	-	-	-	-	274
Total Revenus	296	1'535	2'800	833	2'152	260	1'101	644	1'243	1'698	137	12'699

6.3.3.2 Comptes de fonctionnement

Culture et transition numérique	Charges	294'257'518	300'705'065	-6'447'547	-2.1%	281'191'186	13'066'332	4.6%
	Revenus	12'699'359	12'834'551	-135'192	-1.1%	11'048'859	1'650'501	14.9%

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
3001 Dir. dép. culture & transition numérique									
Charges									
300	Autorités et commissions	368	-	368	-	2'295	-1'928	-84.0%	
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	4'545'111	4'997'342	-452'231	-9.0%	4'969'220	-424'109	-8.5%	
304	Allocations	57'301	60'600	-3'299	-5.4%	59'285	-1'984	-3.3%	
305	Cotisations patronales	1'118'998	1'268'589	-149'591	-11.8%	1'245'437	-126'438	-10.2%	
309	Autres charges de personnel	28'669	2'980	25'689	862.1%	55'504	-26'835	-48.3%	
310	Charges de matériel et de marchandises	471'432	410'790	60'642	14.8%	485'533	-14'101	-2.9%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	8'627	3'000	5'627	187.6%	21'045	-12'418	-59.0%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	3'097	2'800	297	10.6%	3'252	-155	-4.8%	
313	Prestations de services et honoraires	1'320'154	825'688	494'466	59.9%	873'583	446'570	51.1%	a)
314	Travaux d'entretien	37'605	45'400	-7'795	-17.2%	40'869	-3'265	-8.0%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	37'755	42'474	-4'719	-11.1%	33'533	4'223	12.6%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	18'996	2'000	16'996	849.8%	16'687	2'309	13.8%	
317	Dédommagements	10'193	33'000	-22'807	-69.1%	10'729	-536	-5.0%	
318	Dépréciations sur créances	350	-	350	-	-	350	-	
319	Diverses charges d'exploitation	21'210	21'281	-71	-0.3%	21'206	4	0.0%	
330	Immobilisations corporelles du PA	131'754	121'885	9'869	8.1%	131'720	34	0.0%	
340	Charges d'intérêt	41	-	41	-	86	-45	-52.6%	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	845'135	601'000	244'135	40.6%	456'333	388'802	85.2%	
391	Prestations de services	25'731	70'815	-45'084	-63.7%	28'476	-2'745	-9.6%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	19'260	-	19'260	-	900	18'360	n/a	
Total Charges		8'701'788	8'509'644	192'144	2.3%	8'455'692	246'096	2.9%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	23'000	108'000	-85'000	-78.7%	12'730	10'270	80.7%	
426	Remboursements	21'064	-	21'064	-	30'543	-9'479	-31.0%	
439	Autres revenus	91'200	-	91'200	-	15'000	76'200	508.0%	
450	Prélèv. sur fonds et financ. spéc. capitaux de tiers	117'863	123'000	-5'137	-4.2%	93'016	24'847	26.7%	
461	Dédommagements de collectivités publiques	42'428	-	42'428	-	-	42'428	-	
491	Prestations de services	-	20'000	-20'000	-100.0%	-	-	-	
Total Revenus		295'556	251'000	44'556	17.8%	151'289	144'267	95.4%	
3106 Service culturel (SEC)									
Charges									
300	Autorités et commissions	82'000	28'770	53'230	185.0%	68'350	13'650	20.0%	
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	10'676'057	10'540'292	135'765	1.3%	10'425'209	250'848	2.4%	
304	Allocations	146'203	161'834	-15'631	-9.7%	153'384	-7'180	-4.7%	
305	Cotisations patronales	2'591'677	2'480'842	110'835	4.5%	2'433'188	158'489	6.5%	
309	Autres charges de personnel	68'557	9'700	58'857	606.8%	28'360	40'197	141.7%	
310	Charges de matériel et de marchandises	627'368	572'900	54'468	9.5%	429'239	198'128	46.2%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	333'457	319'000	14'457	4.5%	521'274	-187'817	-36.0%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	606'070	895'045	-288'975	-32.3%	561'217	44'854	8.0%	
313	Prestations de services et honoraires	2'541'252	2'243'729	297'523	13.3%	1'730'845	810'407	46.8%	b)
314	Travaux d'entretien	2'286'125	2'074'100	212'025	10.2%	2'312'703	-26'578	-1.1%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	237'935	261'420	-23'485	-9.0%	171'353	66'582	38.9%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	922'507	698'000	224'507	32.2%	325'453	597'054	183.5%	c)
317	Dédommagements	8'995	15'460	-6'465	-41.8%	3'410	5'585	163.8%	
318	Dépréciations sur créances	4'791	-	4'791	-	100	4'691	n/a	
319	Diverses charges d'exploitation	14'594	25'000	-10'406	-41.6%	15'885	-1'291	-8.1%	
330	Immobilisations corporelles du PA	7'265'732	5'847'014	1'418'718	24.3%	4'155'358	3'110'374	74.9%	
340	Charges d'intérêt	11	-	11	-	-	11	-	
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	6'659	-	6'659	-	-	6'659	-	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	65'148'893	61'804'028	3'344'865	5.4%	60'746'073	4'402'820	7.2%	
366	Amortissements, subventions d'investissement	811'500	864'848	-53'348	-6.2%	599'107	212'393	35.5%	
370	Subventions à redistribuer	-	-	-	-	210'000	-210'000	-100.0%	
391	Prestations de services	314'243	463'232	-148'989	-32.2%	157'638	156'606	99.3%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	261'592	241'752	19'840	8.2%	166'602	94'990	57.0%	
Total Charges		94'956'218	89'546'965	5'409'253	6.0%	85'214'750	9'741'469	11.4%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	216'953	607'000	-390'047	-64.3%	160'904	56'049	34.8%	d)
425	Recette sur ventes	9	1'000	-991	-99.1%	7'200	-7'191	-99.9%	
426	Remboursements	382'209	181'400	200'809	110.7%	338'288	43'921	13.0%	
429	Autres taxes	7'030	-	7'030	-	4'559	2'470	54.2%	
430	Revenus d'exploitation divers	120'950	-	120'950	-	190	120'760	n/a	
439	Autres revenus	51'490	-	51'490	-	15'000	36'490	243.3%	
440	Revenus des intérêts	2'649	-	2'649	-	-	2'649	-	
447	Produit des biens-fonds PA	648'708	1'379'800	-731'092	-53.0%	578'620	70'089	12.1%	e)
450	Prélèv. sur fonds et financ. spéc. capitaux de tiers	22'000	52'000	-30'000	-57.7%	22'000	-	-	
461	Dédommagements de collectivités publiques	20'674	-	20'674	-	-	20'674	-	
470	Subventions à redistribuer	-	-	-	-	210'000	-210'000	-100.0%	
491	Prestations de services	62'777	198'000	-135'223	-68.3%	91'033	-28'256	-31.0%	
Total Revenus		1'535'448	2'419'200	-883'752	-36.5%	1'427'794	107'655	7.5%	
3110 Grand Théâtre de Genève									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	19'712'894	19'738'874	-25'979	-0.1%	19'436'773	276'122	1.4%	
304	Allocations	206'208	235'443	-29'235	-12.4%	207'118	-911	-0.4%	
305	Cotisations patronales	4'727'180	4'808'933	-81'753	-1.7%	4'734'073	-6'893	-0.1%	
309	Autres charges de personnel	60'322	2'364	57'958	n/a	31'748	28'574	90.0%	
310	Charges de matériel et de marchandises	13'064	10'429	2'635	25.3%	10'449	2'616	25.0%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	51'321	53'000	-1'679	-3.2%	44'672	6'648	14.9%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	211'235	89'100	122'135	137.1%	427'164	-215'929	-50.5%	
313	Prestations de services et honoraires	357'466	193'157	164'309	85.1%	199'413	158'053	79.3%	
314	Travaux d'entretien	1'691'142	1'022'200	668'942	65.4%	1'004'179	686'963	68.4%	f)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	21'912	15'219	6'693	44.0%	15'368	6'544	42.6%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	488	-	488	-	544	-56	-10.3%	
317	Dédommagements	8'321	28'000	-19'679	-70.3%	7'548	772	10.2%	
330	Immobilisations corporelles du PA	3'237'110	3'208'029	29'081	0.9%	3'235'394	1'716	0.1%	
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	3'800	4'500	-700	-15.6%	-	3'800	-	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	11'125'758	11'125'758	-	-	10'768'819	356'939	3.3%	
366	Amortissements, subventions d'investissements	173'394	172'409	985	0.6%	164'285	9'109	5.5%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
370	Subventions à redistribuer	2'500'000	2'500'000	-	-	2'500'000	-	-	
391	Prestations de services	9'732	55'000	-45'268	-82.3%	8'135	1'598	19.6%	
Total Charges		44'111'348	43'262'416	848'932	2.0%	42'795'683	1'315'665	3.1%	
Revenus									
426	Remboursements	299'692	60'000	239'692	399.5%	360'065	-60'373	-16.8%	
470	Subventions à redistribuer	2'500'000	2'500'000	-	-	2'500'000	-	-	
Total Revenus		2'799'692	2'560'000	239'692	9.4%	2'860'065	-60'373	-2.1%	
3201 Conservatoire et jardin botaniques (CJB)									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	10'152'403	11'091'848	-939'445	-8.5%	10'348'848	-196'446	-1.9%	
304	Allocations	103'320	98'800	4'520	4.6%	92'570	10'750	11.6%	
305	Cotisations patronales	2'507'630	2'782'852	-275'222	-9.9%	2'557'150	-49'520	-1.9%	
309	Autres charges de personnel	32'136	5'872	26'264	447.3%	26'872	5'263	19.6%	
310	Charges de matériel et de marchandises	666'380	703'173	-36'793	-5.2%	646'230	20'150	3.1%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	208'745	208'438	307	0.1%	319'903	-111'158	-34.7%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	475'903	428'000	47'903	11.2%	468'331	7'572	1.6%	
313	Prestations de services et honoraires	649'981	554'907	95'074	17.1%	492'784	157'198	31.9%	
314	Travaux d'entretien	1'013'350	747'800	265'550	35.5%	889'909	123'441	13.9%	g)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	178'255	171'965	6'290	3.7%	182'003	-3'749	-2.1%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	45'709	13'300	32'409	243.7%	36'617	9'092	24.8%	
317	Dédommagements	31'254	64'040	-32'786	-51.2%	15'701	15'554	99.1%	
318	Dépréciations sur créances	-18'000	-	-18'000	-	28'000	-46'000	-164.3%	
319	Diverses charges d'exploitation	14'646	17'737	-3'091	-17.4%	21'133	-6'487	-30.7%	
330	Immobilisations corporelles du PA	718'452	725'627	-7'175	-1.0%	744'236	-25'784	-3.5%	
340	Charges d'intérêt	1	-	1	-	15	-14	-95.9%	
350	Attrib. aux FS et financ. spéc. des capitaux tiers	36'899	149'800	-112'901	-75.4%	89'468	-52'569	-58.8%	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	100'000	100'000	-	-	-	100'000	-	
391	Prestations de services	37'325	55'281	-17'956	-32.5%	36'129	1'197	3.3%	
Total Charges		16'954'389	17'919'440	-965'052	-5.4%	16'995'898	-41'510	-0.2%	
Revenus									
421	Emoluments administratifs	-	100	-100	-100.0%	120	-120	-100.0%	
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	370'897	295'050	75'847	25.7%	438'972	-68'075	-15.5%	
425	Recette sur ventes	37'763	33'500	4'263	12.7%	26'906	10'857	40.3%	
426	Remboursements	237'786	900	236'886	n/a	162'102	75'684	46.7%	
427	Amendes	75	350	-275	-78.6%	92	-17	-18.3%	
430	Revenus d'exploitation divers	8	-	8	-	1'429	-1'421	-99.4%	
439	Autres revenus	65'000	15'000	50'000	333.3%	9'682	55'318	571.3%	
447	Produit des biens-fonds PA	6'230	98'000	-91'770	-93.6%	2'370	3'860	162.9%	
450	Prélèv. sur fonds et financ. spéc. capitaux de tiers	100'000	490'800	-390'800	-79.6%	17'666	82'334	466.1%	
463	Subventions des collectiv. publiques et des tiers	15'000	15'000	-	-	15'000	-	-	
491	Prestations de services	-	-	-	-	24'647	-24'647	-100.0%	
Total Revenus		832'759	948'700	-115'941	-12.2%	698'986	133'773	19.1%	
3202 Musées d'art et d'histoire (MAH)									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	17'861'121	18'334'633	-473'512	-2.6%	17'612'051	249'070	1.4%	
304	Allocations	216'784	230'490	-13'706	-5.9%	229'737	-12'953	-5.6%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
305	Cotisations patronales	4'362'083	4'645'396	-283'314	-6.1%	4'212'002	150'081	3.6%	
309	Autres charges de personnel	34'988	10'100	24'888	246.4%	44'733	-9'745	-21.8%	
310	Charges de matériel et de marchandises	1'662'634	1'374'500	288'134	21.0%	1'153'808	508'826	44.1%	h)
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	907'185	323'500	583'685	180.4%	456'277	450'908	98.8%	i)
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	573'109	590'270	-17'161	-2.9%	528'361	44'748	8.5%	
313	Prestations de services et honoraires	4'342'655	4'345'832	-3'177	-0.1%	3'112'387	1'230'268	39.5%	j)
314	Travaux d'entretien	1'554'354	1'205'000	349'354	29.0%	1'751'077	-196'723	-11.2%	k)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	436'642	392'202	44'440	11.3%	398'313	38'329	9.6%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	364'503	347'000	17'503	5.0%	337'379	27'124	8.0%	
317	Dédommagements	18'904	68'420	-49'516	-72.4%	15'318	3'586	23.4%	
318	Dépréciations sur créances	31'512	-	31'512	-	6'870	24'642	358.7%	
319	Diverses charges d'exploitation	8'805	7'000	1'805	25.8%	7'015	1'790	25.5%	
330	Immobilisations corporelles du PA	2'354'885	2'474'700	-119'816	-4.8%	2'685'200	-330'315	-12.3%	
340	Charges d'intérêt	13	-	13	-	176	-164	-92.9%	
349	Différentes charges financières	4	-	4	-	-	4	-	
350	Attrib. aux FS et financ. spéc. des capitaux tiers	-	-	-	-	552'891	-552'891	-100.0%	
391	Prestations de services	137'703	289'373	-151'670	-52.4%	166'738	-29'035	-17.4%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	51'436	51'432	4	0.0%	51'436	-	-	
Total Charges		34'919'319	34'689'849	229'470	0.7%	33'321'769	1'597'549	4.8%	
Revenus									
421	Emoluments administratifs	-	600	-600	-100.0%	430	-430	-100.0%	
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	79'694	263'710	-184'016	-69.8%	103'499	-23'805	-23.0%	
425	Recette sur ventes	35'978	110'000	-74'022	-67.3%	47'156	-11'178	-23.7%	
426	Remboursements	218'568	2'000	216'568	n/a	264'196	-45'628	-17.3%	
427	Amendes	798	6'000	-5'202	-86.7%	3'890	-3'092	-79.5%	
429	Autres taxes	3'044	-	3'044	-	3'026	18	0.6%	
430	Revenus d'exploitation divers	100	150'000	-149'900	-99.9%	424	-324	-76.4%	
439	Autres revenus	1'180	-	1'180	-	12'127	-10'947	-90.3%	
447	Produit des biens-fonds PA	35'468	40'499	-5'031	-12.4%	41'496	-6'028	-14.5%	
450	Prélèv. sur fonds et financ. spéc. capitaux de tiers	392'671	50'000	342'671	685.3%	93'187	299'485	321.4%	
463	Subventions des collectiv. publiques et des tiers	1'272'351	387'200	885'151	228.6%	789'000	483'351	61.3%	l)
491	Prestations de services	10'251	-	10'251	-	-	10'251	-	
492	Fermages, loyers, frais d'utilisation	101'630	101'667	-37	-	95'983	5'647	5.9%	
Total Revenus		2'151'733	1'111'676	1'040'057	93.6%	1'454'413	697'319	47.9%	
3203 Musée d'ethnographie (MEG)									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	5'856'167	6'353'335	-497'167	-7.8%	6'329'582	-473'415	-7.5%	
304	Allocations	72'070	85'000	-12'930	-15.2%	85'775	-13'705	-16.0%	
305	Cotisations patronales	1'430'551	1'603'348	-172'797	-10.8%	1'525'698	-95'147	-6.2%	
309	Autres charges de personnel	49'591	4'660	44'931	964.2%	75'570	-25'979	-34.4%	
310	Charges de matériel et de marchandises	357'886	850'900	-493'014	-57.9%	394'376	-36'490	-9.3%	m)
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	228'228	48'000	180'228	375.5%	247'547	-19'319	-7.8%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	170'599	177'900	-7'301	-4.1%	185'594	-14'995	-8.1%	
313	Prestations de services et honoraires	2'034'506	2'073'560	-39'054	-1.9%	1'861'604	172'902	9.3%	
314	Travaux d'entretien	642'168	339'700	302'468	89.0%	608'130	34'038	5.6%	n)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	109'433	82'803	26'630	32.2%	116'203	-6'769	-5.8%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	16'172	317'500	-301'328	-94.9%	23'092	-6'920	-30.0%	o)
317	Dédommagements	16'339	65'990	-49'651	-75.2%	10'807	5'532	51.2%	
318	Dépréciations sur créances	2'650	-	2'650	-	400	2'250	562.5%	
319	Diverses charges d'exploitation	8'956	4'000	4'956	123.9%	4'110	4'846	117.9%	
330	Immobilisations corporelles du PA	1'593'581	1'603'191	-9'611	-0.6%	1'613'159	-19'578	-1.2%	
350	Attrib. aux FS et financ. spéc. des capitaux tiers	31'000	-	31'000	-	10'000	21'000	210.0%	
391	Prestations de services	64'151	89'520	-25'369	-28.3%	53'024	11'127	21.0%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	88'943	88'960	-17	-	86'369	2'574	3.0%	
Total Charges		12'772'991	13'788'367	-1'015'376	-7.4%	13'231'039	-458'048	-3.5%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	111'786	367'000	-255'214	-69.5%	79'235	32'550	41.1%	p)
425	Recette sur ventes	17	45'000	-44'983	-100.0%	1'293	-1'276	-98.7%	
426	Remboursements	68'222	-	68'222	-	126'975	-58'753	-46.3%	
427	Amendes	313	-	313	-	1'031	-718	-69.7%	
430	Revenus d'exploitation divers	70	9'000	-8'930	-99.2%	15	55	366.8%	
447	Produit des biens-fonds PA	-	39'000	-39'000	-100.0%	14'000	-14'000	-100.0%	
463	Subventions des collectiv. publiques et des tiers	32'000	10'000	22'000	220.0%	36'000	-4'000	-11.1%	
492	Fermages, loyers, frais d'utilisation	48'000	-	48'000	-	500	47'500	n/a	
Total Revenus		260'406	470'000	-209'594	-44.6%	259'049	1'357	0.5%	
3204 Muséum d'histoire naturelle (MHN)									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	11'324'135	12'469'927	-1'145'791	-9.2%	11'502'443	-178'307	-1.6%	
304	Allocations	102'265	98'100	4'165	4.2%	112'434	-10'169	-9.0%	
305	Cotisations patronales	2'807'396	3'174'585	-367'189	-11.6%	2'843'222	-35'826	-1.3%	
309	Autres charges de personnel	26'075	4'296	21'779	507.0%	21'700	4'375	20.2%	
310	Charges de matériel et de marchandises	439'352	584'839	-145'487	-24.9%	536'642	-97'290	-18.1%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	175'873	65'300	110'573	169.3%	199'891	-24'019	-12.0%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	258'113	232'200	25'913	11.2%	272'099	-13'986	-5.1%	
313	Prestations de services et honoraires	941'409	815'674	125'735	15.4%	960'010	-18'601	-1.9%	
314	Travaux d'entretien	643'427	1'113'300	-469'873	-42.2%	875'899	-232'472	-26.5%	q)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	119'441	93'399	26'042	27.9%	138'599	-19'158	-13.8%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	94'941	39'900	55'041	137.9%	104'779	-9'838	-9.4%	
317	Dédommagements	45'032	99'150	-54'118	-54.6%	13'574	31'458	231.8%	
318	Dépréciations sur créances	650	-	650	-	-	650	-	
319	Diverses charges d'exploitation	10'745	11'450	-705	-6.2%	11'135	-391	-3.5%	
330	Immobilisations corporelles du PA	549'136	549'429	-292	-0.1%	559'212	-10'076	-1.8%	
340	Charges d'intérêt	326	-	326	-	46	280	609.3%	
350	Attrib. aux FS et financ. spéc. des capitaux tiers	351'901	88'000	263'901	299.9%	-	351'901	-	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	11'370	15'200	-3'830	-25.2%	7'500	3'870	51.6%	
391	Prestations de services	90'498	102'737	-12'239	-11.9%	71'600	18'898	26.4%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	55'303	55'323	-20	-	52'230	3'073	5.9%	
Total Charges		18'047'387	19'612'809	-1'565'421	-8.0%	18'283'014	-235'627	-1.3%	
Revenus									
421	Emoluments administratifs	-	-	-	-	20	-20	-100.0%	
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	67'620	678'500	-610'880	-90.0%	76'956	-9'335	-12.1%	r)
425	Recette sur ventes	9'260	24'000	-14'740	-61.4%	5'190	4'070	78.4%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
426	Remboursements	142'083	21'000	121'083	576.6%	270'373	-128'290	-47.4%	
427	Amendes	97	-	97	-	141	-44	-31.3%	
430	Revenus d'exploitation divers	100	-	100	-	69'150	-69'050	-99.9%	
439	Autres revenus	803'960	109'000	694'960	637.6%	258'925	545'035	210.5%	s)
447	Produit des biens-fonds PA	11'876	38'000	-26'124	-68.7%	6'603	5'273	79.9%	
450	Prélèv. sur fonds et financ. spéc. capitaux de tiers	246	310'060	-309'814	-99.9%	41'246	-41'001	-99.4%	
463	Subventions des collectiv. publiques et des tiers	15'000	15'000	-	-	15'000	-	-	
491	Prestations de services	15'000	-	15'000	-	-	15'000	-	
492	Fermages, loyers, frais d'utilisation	36'190	40'000	-3'810	-9.5%	23'150	13'040	56.3%	
Total Revenus		1'101'432	1'235'560	-134'128	-10.9%	766'753	334'678	43.6%	
3205 Musée Ariana									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	3'120'035	3'395'482	-275'447	-8.1%	3'256'239	-136'204	-4.2%	
304	Allocations	51'003	56'235	-5'232	-9.3%	51'923	-919	-1.8%	
305	Cotisations patronales	734'871	816'820	-81'949	-10.0%	741'194	-6'322	-0.9%	
309	Autres charges de personnel	14'129	2'716	11'413	420.2%	4'118	10'011	243.1%	
310	Charges de matériel et de marchandises	103'175	110'900	-7'725	-7.0%	118'841	-15'665	-13.2%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	19'846	59'100	-39'254	-66.4%	180'023	-160'177	-89.0%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	78'846	82'700	-3'854	-4.7%	77'571	1'275	1.6%	
313	Prestations de services et honoraires	869'486	763'719	105'767	13.8%	755'852	113'633	15.0%	
314	Travaux d'entretien	160'777	116'800	43'977	37.7%	133'977	26'800	20.0%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	38'926	55'213	-16'287	-29.5%	51'939	-13'013	-25.1%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	9'730	5'700	4'030	70.7%	25'553	-15'823	-61.9%	
317	Dédommagements	7'999	12'500	-4'501	-36.0%	7'685	314	4.1%	
318	Dépréciations sur créances	100	-	100	-	85'000	-84'900	-99.9%	
319	Diverses charges d'exploitation	1'650	2'100	-450	-21.4%	2'787	-1'137	-40.8%	
330	Immobilisations corporelles du PA	107'837	94'333	13'504	14.3%	115'541	-7'704	-6.7%	
350	Attrib. aux FS et financ. spéc. des capitaux tiers	-	200'000	-200'000	-100.0%	-	-	-	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	4'600	4'600	-	-	4'600	-	-	
391	Prestations de services	126'668	138'437	-11'769	-8.5%	79'687	46'981	59.0%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	2'343	2'343	-	-	2'343	-	-	
Total Charges		5'452'022	5'919'698	-467'676	-7.9%	5'694'871	-242'849	-4.3%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	36'989	34'250	2'739	8.0%	14'566	22'423	153.9%	
425	Recette sur ventes	82'458	50'000	32'458	64.9%	29'401	53'058	180.5%	
426	Remboursements	18'140	-	18'140	-	68'149	-50'009	-73.4%	
430	Revenus d'exploitation divers	601	-	601	-	900	-300	-33.3%	
439	Autres revenus	-	60'000	-60'000	-100.0%	-	-	-	
447	Produit des biens-fonds PA	-	152'100	-152'100	-100.0%	5'995	-5'995	-100.0%	
450	Prélèv. sur fonds et financ. spéc. capitaux de tiers	7'887	220'000	-212'113	-96.4%	57'072	-49'185	-86.2%	
463	Subventions des collectiv. publiques et des tiers	498'050	420'000	78'050	18.6%	593'863	-95'813	-16.1%	
491	Prestations de services	183	-	183	-	-	183	-	
Total Revenus		644'308	936'350	-292'042	-31.2%	769'945	-125'638	-16.3%	
3301 Bibliothèques municipales (BMU)									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	13'475'889	13'969'043	-493'153	-3.5%	13'245'463	230'426	1.7%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
304	Allocations	129'455	142'100	-12'645	-8.9%	132'602	-3'147	-2.4%	
305	Cotisations patronales	3'211'135	3'446'704	-235'569	-6.8%	3'073'767	137'368	4.5%	
309	Autres charges de personnel	49'701	10'580	39'121	369.8%	43'724	5'978	13.7%	
310	Charges de matériel et de marchandises	1'229'552	1'324'980	-95'428	-7.2%	1'346'698	-117'146	-8.7%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	119'380	126'000	-6'620	-5.3%	141'626	-22'246	-15.7%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	179'848	196'657	-16'809	-8.5%	154'574	25'274	16.4%	
313	Prestations de services et honoraires	673'829	600'814	73'015	12.2%	524'587	149'242	28.4%	
314	Travaux d'entretien	654'441	185'300	469'141	253.2%	443'571	210'870	47.5%	t)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	237'848	269'633	-31'785	-11.8%	237'178	670	0.3%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	185'267	148'900	36'367	24.4%	184'860	407	0.2%	
317	Dédommagements	4'566	15'000	-10'434	-69.6%	7'077	-2'511	-35.5%	
318	Dépréciations sur créances	7'963	-	7'963	-	12'454	-4'491	-36.1%	
319	Diverses charges d'exploitation	12'046	10'000	2'046	20.5%	9'006	3'040	33.8%	
330	Immobilisations corporelles du PA	782'475	974'363	-191'888	-19.7%	821'745	-39'270	-4.8%	
340	Charges d'intérêt	-343	-	-343	-	21	-364	n/a	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	46'235	50'000	-3'765	-7.5%	-	46'235	-	
391	Prestations de services	151'906	144'081	7'825	5.4%	117'472	34'434	29.3%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	797'125	748'353	48'772	6.5%	759'046	38'079	5.0%	
Total Charges		21'948'318	22'362'507	-414'189	-1.9%	21'255'471	692'847	3.3%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	36	111'580	-111'544	-100.0%	83	-47	-56.8%	
425	Recette sur ventes	2'055	50'000	-47'945	-95.9%	2'434	-380	-15.6%	
426	Remboursements	136'939	40'000	96'939	242.3%	121'201	15'739	13.0%	
427	Amendes	8'146	148'620	-140'474	-94.5%	22'855	-14'709	-64.4%	
430	Revenus d'exploitation divers	1'491	-	1'491	-	1'780	-288	-16.2%	
440	Revenus des intérêts	2'097	-	2'097	-	-	2'097	-	
461	Dédommagements de collectivités publiques	1'091'864	1'194'865	-103'001	-8.6%	1'077'945	13'919	1.3%	
463	Subventions des collectiv. publiques et des tiers	-	-	-	-	23'635	-23'635	-100.0%	
Total Revenus		1'242'628	1'545'065	-302'437	-19.6%	1'249'933	-7'304	-0.6%	
3302 Bibliothèque de Genève (BGE)									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	8'378'764	9'119'235	-740'471	-8.1%	8'884'555	-505'791	-5.7%	
304	Allocations	72'095	68'100	3'995	5.9%	72'270	-175	-0.2%	
305	Cotisations patronales	2'045'606	2'331'253	-285'646	-12.3%	2'212'321	-166'715	-7.5%	
309	Autres charges de personnel	108'779	3'664	105'115	n/a	23'049	85'730	372.0%	
310	Charges de matériel et de marchandises	1'239'376	1'513'600	-274'224	-18.1%	1'396'499	-157'122	-11.3%	u)
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	91'245	78'000	13'245	17.0%	177'501	-86'255	-48.6%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	121'449	124'600	-3'151	-2.5%	112'679	8'770	7.8%	
313	Prestations de services et honoraires	908'344	789'804	118'540	15.0%	830'189	78'155	9.4%	
314	Travaux d'entretien	324'358	301'600	22'758	7.5%	969'654	-645'296	-66.5%	v)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	139'521	160'976	-21'455	-13.3%	149'035	-9'514	-6.4%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	159'557	138'000	21'557	15.6%	165'151	-5'594	-3.4%	
317	Dédommagements	13'420	18'840	-5'420	-28.8%	6'983	6'438	92.2%	
318	Dépréciations sur créances	-1'247	1'000	-2'247	-224.7%	1'400	-2'647	-189.1%	
319	Diverses charges d'exploitation	11'918	18'000	-6'082	-33.8%	10'080	1'838	18.2%	
330	Immobilisations corporelles du PA	153'867	153'687	180	0.1%	216'105	-62'237	-28.8%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
340	Charges d'intérêt	11	-	11	-	16	-4	-28.0%	
350	Attrib. aux FS et financ. spéc. des capitaux tiers	-	-	-	-	330'091	-330'091	-100.0%	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	50'720	66'880	-16'160	-24.2%	2'720	48'000	n/a	
391	Prestations de services	90'951	71'238	19'713	27.7%	84'594	6'357	7.5%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	3'900	3'900	-	-	3'900	-	-	
Total Charges		13'912'637	14'962'377	-1'049'740	-7.0%	15'648'791	-1'736'154	-11.1%	
Revenus									
421	Emoluments administratifs	31	9'000	-8'969	-99.7%	4'580	-4'549	-99.3%	
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	77'665	214'000	-136'335	-63.7%	31'228	46'437	148.7%	
425	Recette sur ventes	1'043	6'000	-4'957	-82.6%	1'229	-186	-15.1%	
426	Remboursements	198'436	23'000	175'436	762.8%	71'747	126'689	176.6%	
427	Amendes	3'391	45'000	-41'609	-92.5%	12'753	-9'362	-73.4%	
439	Autres revenus	10'000	-	10'000	-	40'000	-30'000	-75.0%	
447	Produit des biens-fonds PA	503	-	503	-	700	-197	-28.1%	
450	Prélèv. sur fonds et financ. spéc. capitaux de tiers	213'207	-	213'207	-	12'399	200'807	n/a	
461	Dédommagements de collectivités publiques	210'000	210'000	-	-	210'000	-	-	
463	Subventions des collectiv. publiques et des tiers	983'876	850'000	133'876	15.8%	939'301	44'575	4.7%	
Total Revenus		1'698'152	1'357'000	341'152	25.1%	1'323'937	374'215	28.3%	
3501 Dir. systèmes d'information et communic.									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	13'077'927	14'085'719	-1'007'792	-7.2%	11'904'737	1'173'190	9.9%	
304	Allocations	146'502	158'100	-11'598	-7.3%	145'375	1'127	0.8%	
305	Cotisations patronales	3'163'572	3'628'719	-465'147	-12.8%	2'886'131	277'441	9.6%	
309	Autres charges de personnel	101'650	11'224	90'426	805.6%	37'928	63'722	168.0%	
310	Charges de matériel et de marchandises	9'773	33'440	-23'667	-70.8%	12'771	-2'998	-23.5%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	208'518	1'191'970	-983'452	-82.5%	261'837	-53'319	-20.4%	w)
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	121'174	115'610	5'564	4.8%	120'325	849	0.7%	
313	Prestations de services et honoraires	949'071	2'857'249	-1'908'178	-66.8%	741'672	207'399	28.0%	w)
314	Travaux d'entretien	80'543	390'200	-309'657	-79.4%	111'688	-31'145	-27.9%	w)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	193'432	1'448'423	-1'254'991	-86.6%	169'184	24'248	14.3%	w)
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	31'871	1'172'480	-1'140'609	-97.3%	33'254	-1'383	-4.2%	w)
317	Dédommagements	5'521	28'750	-23'229	-80.8%	4'281	1'240	29.0%	
319	Diverses charges d'exploitation	87'607	19'680	67'927	345.2%	17'453	70'154	402.0%	
330	Immobilisations corporelles du PA	2'771'022	4'094'662	-1'323'640	-32.3%	2'735'134	35'888	1.3%	
332	Amortissements des immobilisations incorporelles	933'754	316'667	617'087	194.9%	534'594	399'160	74.7%	
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	29'434	17'500	11'934	68.2%	15'637	13'797	88.2%	
391	Prestations de services	5'722	592	5'130	866.6%	1'739	3'983	229.0%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	564'008	560'008	4'000	0.7%	560'468	3'540	0.6%	
Total Charges		22'481'101	30'130'993	-7'649'892	-25.4%	20'294'208	2'186'893	10.8%	
Revenus									
426	Remboursements	137'245	-	137'245	-	86'694	50'551	58.3%	
Total Revenus		137'245	-	137'245	-	86'694	50'551	58.3%	

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LE BUDGET 2021

- a) L'écart de kCHF +494 est principalement expliqué par les éléments suivants :
- financement de mesures de soutien des métiers de la culture et de l'offre culturelle dans le contexte de la crise sanitaire (PR-1447), volet soutien média (kCHF +256) ;
 - accès à la culture financé sur le Fonds Zell (kCHF +97) ;
 - sommet des Présidents Biden et Poutine remboursé par la Confédération (kCHF +42) ;
 - événement NoPhoto (kCHF +98) dont les dépenses ont été principalement financées par le sponsoring pour l'événement (kCHF +87 en recettes).
- b) L'écart est principalement dû à une hausse de dépenses (kCHF +246) dans les comptes compétents (Direction du patrimoine bâti - DPBA).
- c) n/a
- d) L'écart est principalement dû au manque de revenus provenant de tiers et de revenus de billetterie faibles (Concerts du dimanche, Musiques en été) en raison de la crise sanitaire.
- e) L'écart provient principalement des nombreuses annulations de location de salles à cause de la Covid-19, ainsi que du rabais de 30% sur les tarifs de location et exonérations diverses validé par le CA (kCHF-566).
- f) L'écart est dû aux dépassements sur les comptes compétents DPBA, essentiellement lié à l'entretien courant et à la réfection des toitures (kCHF +306), ainsi qu'aux contrats d'entretien dont la nouvelle machinerie de scène (kCHF +200).
- g) L'écart provient notamment du transfert à la Centrale municipale d'achat et d'impression (CMAI) du budget relatif au nettoyage courant des locaux, les coûts réels étant comptabilisés dans le service (kCHF +186).
- h) Il s'agit d'un écart sans effet sur les comptes de la Ville car il est lié à des projets entièrement financés par les fonds, notamment : exposition Cabinets et Galerie (Eventails-Max van Berchem), création d'un local dans la salle archéo, constitution d'un stock de cloches pour les expositions futures (kCHF +161) et dépassements sur expositions « Contradictions » et « Pas besoin d'un dessin » (kCHF +118).
- i) Il s'agit d'un écart sans effet sur les comptes de la Ville car il est lié à des projets entièrement financés par les fonds, notamment : nouvel aménagement pour l'accueil du public (vestiaire, potelets, bancs, etc.), matériels de transport pour les vitrines standardisées, cadres, rentoilage de la Salle des armures (kCHF +192), achat d'un scanner BAA et divers équipements d'atelier ISD et de restauration (kCHF +95), ainsi que des achats d'œuvres (kCHF +284).
- j) n/a
- k) L'écart concerne le transfert à la CMAI du budget relatif au nettoyage courant des locaux, les coûts réels étant comptabilisés dans le service (kCHF +332).
- l) L'écart est dû aux financements de tiers pour des projets et expositions temporaires ainsi qu'au versement de la dîme du livre (pas d'effet sur le résultat de la Ville de Genève).
- m) L'écart est principalement dû à une baisse d'activité muséale et à une conception d'expositions plus durables.
- n) L'écart concerne principalement le transfert à la CMAI du budget relatif au nettoyage courant des locaux, les coûts réels étant comptabilisés dans le service (kCHF +219).
- o) L'écart est principalement dû à une baisse d'activité muséale et à une conception d'expositions plus durables.
- p) L'écart provient principalement de la baisse d'activité muséale, notamment la diminution de la billetterie.
- q) L'écart concerne les services compétents DPBA (entretien) et CMAI (centralisation des budgets de nettoyage).
- r) L'écart s'explique par la baisse de la billetterie et des redevances en lien avec la crise sanitaire (kCHF -545) ainsi qu'à la fin du partenariat Swissbats (kCHF -40) (projet désormais internalisé dans le fonds de capitaux de tiers acquisitions et projets MHN).
- s) L'écart est lié aux recettes affectées au fonds de capitaux de tiers acquisitions et projets MHN : Swissbats (kCHF +245), Protection chauves-souris (kCHF +265) et Revue suisse de zoologie (kCHF +180). Ces montants sont compensés par des attributions équivalentes aux fonds (chapitre 35).
- t) L'écart de kCHF +469 concerne principalement les services compétents DPBA et CMAI et s'explique comme suit :
- dépenses de travaux et d'entretien courant des bâtiments (kCHF +145) ;
 - dépenses de nettoyage courant (kCHF +322), le budget de nettoyage ayant été transféré à la CMAI en 2021.
- u) L'écart s'explique principalement par la diminution d'acquisitions d'ouvrages.

- v) n/a
- w) L'écart est principalement dû au fait que les budgets des comptes compétents DSIC sont centralisés à la DSIC, mais que les charges effectives sont ventilées par service.

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LES COMPTES 2020

- a) L'écart de kCHF +447 est principalement expliqué par les éléments suivants :
- financement de mesures de soutien des métiers de la culture et de l'offre culturelle dans le contexte de la crise sanitaire (PR-1447), volet soutien médias (kCHF +256) ;
 - accès à la culture financé sur le Fonds Zell (kCHF +74) ;
 - sommet des Présidents Biden et Poutine dont les charges ont été remboursées par la Confédération (kCHF +42) ;
 - événement NoPhoto (kCHF +98) dont les dépenses ont été principalement financées par le sponsoring pour l'événement (kCHF +87 en recettes).
- b) Ecart provenant principalement de la Fête de la musique et de spectacles des scènes culturelles (Victoria Hall, Casino Théâtre, Cinéma Grütli, etc.) qui n'ont pas eu lieu en 2020 à cause de la Covid-19.
- c) Ecart provenant principalement de la Fête de la musique qui n'a pas eu lieu en 2020 à cause de la Covid-19.
- d) n/a
- e) n/a
- f) L'écart est dû aux dépassements sur les comptes compétents DPBA, essentiellement lié à l'entretien courant et à la réfection des toitures (kCHF +306), ainsi qu'aux contrats d'entretien dont la nouvelle machinerie de scène (kCHF +200).
- g) n/a
- h) L'écart est principalement dû à la reprise des activités après l'année de la crise sanitaire et à des projets entièrement financés par les fonds sans effet sur les comptes de la Ville.
- i) L'écart est principalement dû à la reprise des activités après l'année de la crise sanitaire et à des projets entièrement financés par les fonds sans effet sur les comptes de la Ville.
- j) L'écart est principalement dû à la reprise des activités après l'année de la crise sanitaire et à des projets entièrement financés par les fonds sans effet sur les comptes de la Ville.
- k) n/a
- l) L'écart est dû à la variation sur les financements de tiers et à l'acquisition d'œuvres.
- m) n/a
- n) n/a
- o) n/a
- p) n/a
- q) n/a
- r) n/a
- s) L'écart est dû à la hausse des subsides affectés au fonds de capitaux de tiers acquisitions et projets MHN (Revue suisse de zoologie et Projet chauves-souris). Ces montants sont compensés par des attributions équivalentes au fonds (chapitre 35).
- t) n/a
- u) n/a
- v) L'écart concerne les travaux (DPBA) de rénovation et de réaménagement du site des Bastions qui ont eu lieu en 2020.
- w) n/a

Pour les écarts concernant les charges de personnel, les amortissements du patrimoine administratif, et les attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux se référer aux explications de l'analyse par chapitre des parties «6.1.2.1 Chapitre 30: charges de personnel», «6.1.2.3 Chapitre 33: amortissements du patrimoine administratif», «6.1.2.5 chapitre 35 et 45: attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux».

6.3.3.3 Subventions monétaires

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021- C 2020	Notes
3 Culture et transition numérique							
3001 Direction département culture et transition numérique							
02 Services généraux							
	Fonds Disdier - Université de Genève (Prix Ador)	2'000	1'000	1'000	-	2'000	
	Fonds Disdier - Université de Genève (Prix Humbert)	2'000	1'000	1'000	-	2'000	
	Fonds Zell - Accès à la culture (théâtres, concerts)	16'863	121'000	-104'137	21'272	-4'409	
Total 02 Services généraux		20'863	123'000	-102'137	21'272	-409	
32 Culture, autres							
Arts de la scène	Accès à la culture (théâtres, concerts)	-63'000	222'000	-285'000	174'870	-237'870	a)
Autres tâches culturelles	Accès à la culture (autres tâches culturelles)	277'819	-	277'819	39'136	238'683	b)
	Activités culturelles et scientifiques	256'900	256'000	900	219'500	37'400	
Divers	Covid Subventions captation et diffusion numérique (PR1447)	349'927	-	349'927	-	349'927	c)
Total 32 Culture, autres		821'646	478'000	343'646	433'506	388'140	
33 Médias							
Cinéma	Accès à la culture (mass media)	2'626	-	2'626	1'555	1'071	
Total 33 Médias		2'626	-	2'626	1'555	1'071	
Total 3001 Direction département culture et transition numérique		845'135	601'000	244'135	456'333	388'802	
3106 Service culturel (SEC)							
31 Héritage culturel							
Arts visuels	Andata Ritorno	23'700	23'700	-	23'700	-	
	Association Halle Nord	192'800	192'800	-	192'800	-	
	Centre d'art contemporain (CAC)	1'159'800	1'159'800	-	1'159'800	-	
	Centre de la photographie (CPG)	270'600	270'600	-	270'600	-	
	Centre d'édition contemporaine (CEC)	150'000	150'000	-	150'000	-	
	Fondation pour l'art moderne et contemporain (FAMC)	257'700	257'700	-	257'700	-	
	GE Grave	104'600	104'600	-	104'600	-	
	Musée d'art moderne et contemporain (MAMCO)	1'200'000	1'200'000	-	1'200'000	-	
Numérique et Pluridisciplinaire	Lieu d'expositions, le Commun	311'914	350'000	-38'086	350'000	-38'086	
Total 31 Héritage culturel		3'671'114	3'709'200	-38'086	3'709'200	-38'086	
32 Culture, autres							
Arts de la scène	Association pour la danse contemporaine (ADC)	1'439'200	1'439'200	-	1'373'200	66'000	
	Festival Groove'N'Move	120'000	120'000	-	120'000	-	
	Fondation d'art dramatique (La Comédie, Le Poche)	14'402'898	14'830'478	-427'580	12'620'104	1'782'794	d)
	La Parfumerie	140'000	140'000	-	140'000	-	
	La Revue	335'100	335'100	-	335'100	-	
	Soutien à la création chorégraphique	486'500	480'000	6'500	259'950	226'550	e)
	Soutien à la création chorégraphique conventionnée	425'137	430'000	-4'863	630'000	-204'863	f)
	Soutien à la création théâtrale	992'856	1'082'000	-89'144	1'087'158	-94'302	
	Soutien à la création théâtrale conventionnée	540'000	600'000	-60'000	560'000	-20'000	
	Soutien aux manifestations chorégraphiques	90'000	90'000	-	110'000	-20'000	

		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021- C 2020	Notes
	Soutien aux manifestations théâtrales	105'000	105'000	-	140'000	-35'000	
	Soutien Théâtre Pitoëff	346'800	300'000	46'800	295'000	51'800	
	Théâtre Am Stram Gram	2'192'000	2'192'000	-	2'192'000	-	
	Théâtre de l'Orangerie (TO)	700'000	700'000	-	700'000	-	
	Théâtre de l'Usine (TU)	405'000	405'000	-	340'000	65'000	
	Théâtre des Marionnettes de Genève (TMG)	1'370'000	1'370'000	-	1'370'000	-	
	Théâtre du Galpon	300'000	300'000	-	300'000	-	
	Théâtre du Grütli	2'010'750	2'010'750	-	2'010'750	-	
	Théâtre du Loup	1'065'500	1'065'500	-	1'065'500	-	
	Théâtre Saint-Gervais	2'697'500	2'697'500	-	2'697'500	-	
Arts visuels	Bourses et prix arts visuels	50'000	50'000	-	74'000	-24'000	
	Bourses photos documentaires	25'000	25'000	-	25'000	-	
	Galerie Forde	102'200	102'200	-	102'200	-	
	Soutien à la création arts visuels	206'700	250'000	-43'300	189'065	17'635	
	Soutien à la médiation arts visuels	35'000	50'000	-15'000	43'550	-8'550	
	Soutien aux manifestations arts visuels	367'500	330'300	37'200	340'000	27'500	
	Utopiana	80'000	80'000	-	-	80'000	
Autres tâches culturelles	Action intermittent-e-s	300'000	300'000	-	300'000	-	
	Association Corodis	40'000	40'000	-	40'000	-	
	Bureau culturel	60'000	60'000	-	60'000	-	
	Soutien aux actions culturelles et médiation	267'445	270'000	-2'555	250'200	17'245	
	Soutien aux projets culturels d'agglomération	182'250	192'250	-10'000	170'250	12'000	
Divers	COVID-Culture (PR1430)	-788'712	-	-788'712	2'213'829	-3'002'541	g)
	Covid bourses de recherche (PR1447)	2'000'000	-	2'000'000	-	2'000'000	h)
	Covid subventions entreprises culturelles (PR1447)	799'997	-	799'997	-	799'997	i)
	Covid subventions organisations professionnelles (PR1447)	150'000	-	150'000	-	150'000	
	Covid maintien diversité culturelle (PR1481)	1'900'000	-	1'900'000	-	1'900'000	j)
Livre	Fonds livre et édition	-11'000	-	-11'000	-12'500	1'500	
Musiques	Musiques en été festival	613'700	613'700	-	613'700	-	
	Salle Ernest-Ansermet	-	-	-	100'000	-100'000	
	Soutien aux locaux de répétition	79'623	100'000	-20'377	-	79'623	
Musiques actuelles	Alhambra, salle des musiques actuelles	380'000	380'000	-	380'000	-	
	Association de Soutien à la Musique Vivante - Festival Voix de Fête (ASMV)	200'000	200'000	-	200'000	-	
	Association Genevoise des Musiciens de Jazz (AGMJ)	61'900	61'900	-	61'900	-	
	Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR)	1'174'400	1'174'400	-	1'124'400	50'000	
	Ateliers d'ethnomusicologie (ADEM)	681'950	681'950	-	681'950	-	
	Bourses et prix musique	82'000	82'000	-	82'000	-	
	Cave 12	220'000	220'000	-	220'000	-	
	Fanfareduloup Orchestra	240'000	240'000	-	240'000	-	
	Post Tenebras Rock (PTR)	250'000	250'000	-	250'000	-	

En francs

		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
Musiques classiques	Soutien à la création musiques actuelles	268'000	268'000	-	148'000	120'000	
	Soutien aux manifestations musiques actuelles	408'000	408'000	-	391'000	17'000	
	Association - Festival Archipel	380'000	380'000	-	380'000	-	
	Association Genevoise des chorales (AGECO)	247'500	247'500	-	247'500	-	
	Camerata	50'000	50'000	-	50'000	-	
	Contrechamps	1'100'000	1'100'000	-	1'100'000	-	
	Eklekto	190'000	190'000	-	190'000	-	
	Ensemble vocal Séquence	51'500	51'500	-	51'500	-	
	L'Orchestre de chambre de Genève (OCG)	1'611'000	1'611'000	-	1'461'000	150'000	
	Orchestre de la Suisse Romande (OSR)	9'425'000	9'425'000	-	9'109'367	315'633	k)
Musiques et chorales	Orchestre symphonique Genève	40'000	40'000	-	40'000	-	
	Soutien à la création musiques classiques et contemporaines	743'860	771'600	-27'740	785'500	-41'640	
	Soutien aux manifestations musiques classiques et contemporaines	186'000	192'000	-6'000	181'000	5'000	
	Cadets de Genève	51'500	51'500	-	51'500	-	
	Harmonie nautique	82'500	82'500	-	82'500	-	
	Liederkrantz Concordia	15'000	15'000	-	15'000	-	
	Musique municipale de la Ville de Genève	103'100	103'100	-	103'100	-	
	Ondine genevoise	51'500	51'500	-	51'500	-	
	Soutien aux musiques et chorales	184'800	208'000	-23'200	196'400	-11'600	
	Association l'Usine	95'900	95'900	-	95'900	-	
Numérique et Pluridisciplinaire	Bourses d'aide à la recherche et aux résidences	168'125	169'600	-1'475	215'000	-46'875	
	Festival Antigél	350'000	350'000	-	350'000	-	
	Festival les Créatives	200'000	200'000	-	200'000	-	
	La Bâtie-Festival de Genève	1'427'800	1'427'800	-	1'427'800	-	
	Mapping Festival	200'000	200'000	-	200'000	-	
	Salle pluridisciplinaire Ecoquartier Jonction	70'000	70'000	-	-	70'000	
	Soutien à la création numérique et pluridisciplinaire	237'500	325'300	-87'800	203'800	33'700	
	Soutien à la création numérique et pluridisciplinaire conventionnée	210'000	210'000	-	210'000	-	
	Soutien aux manifestations numériques et pluridisciplinaires	296'300	200'000	96'300	321'500	-25'200	
	Fonds Berthoud-attribution des bourses Ville de Genève	20'000	50'000	-30'000	20'000	-	
Total 32 Culture, autres	Fonds Neumann (Prix Neumann Beaux-Arts)	1'000	1'000	-	1'000	-	
	Fonds Neumann (Prix Neumann de Musique)	1'000	1'000	-	1'000	-	
		58'381'079	54'993'028	3'388'051	53'976'673	4'404'406	
33 Médias							
Cinéma	Cérémonie des Quartz	62'500	62'500	-	62'500	-	
	Cinéma Spoutnik	140'000	140'000	-	120'000	20'000	
	Cinémas du Grütli	660'000	660'000	-	660'000	-	
	Everybody's perfect	80'000	80'000	-	80'000	-	
	Festival Black Movie	350'000	350'000	-	320'000	30'000	

En français		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021- C 2020	Notes
	Festival Filmar en America Latina	115'000	115'000	-	115'000	-	
	Festival international du film oriental de Genève - FIFOG	80'000	80'000	-	80'000	-	
	Festival international du film sur les droits humains (FIFDH)	370'000	370'000	-	370'000	-	
	Fonction : cinéma	417'700	417'700	-	417'700	-	
	Geneva international Film Festival (GIFF)	560'000	560'000	-	560'000	-	
	Soutien aux manifestations cinéma	261'500	266'600	-5'100	275'000	-13'500	
Total 33 Médias		3'096'700	3'101'800	-5'100	3'060'200	36'500	
Total 3106 Service culturel (SEC)		65'148'893	61'804'028	3'344'865	60'746'073	4'402'820	
3110 Grand Théâtre de Genève							
32 Culture, autres							
	Grand Théâtre - Exploitation	11'125'758	11'125'758	-	10'768'819	356'939	l)
Total 32 Culture, autres		11'125'758	11'125'758	-	10'768'819	356'939	
Total 3110 Grand Théâtre de Genève		11'125'758	11'125'758	-	10'768'819	356'939	
3201 Conservatoire et jardin botaniques							
31 Héritage culturel							
	Fonds Berlinerblau - Association Botalista	100'000	100'000	-	-	100'000	
Total 31 Héritage culturel		100'000	100'000	-	-	100'000	
Total 3201 Conservatoire et jardin botaniques		100'000	100'000	-	-	100'000	
3204 Muséum d'histoire naturelle (MHN)							
29 Formation, autres							
Activités scientifiques	Centre suisse de recherches scientifiques à Abidjan	5'200	5'200	-	5'200	-	
	Promotion de la recherche scientifique	6'170	10'000	-3'830	2'300	3'870	
Total 29 Formation, autres		11'370	15'200	-3'830	7'500	3'870	
Total 3204 Muséum d'histoire naturelle (MHN)		11'370	15'200	-3'830	7'500	3'870	
3205 Musée Ariana							
32 Culture, autres							
Art contemporain	Académie internationale de la céramique	4'600	4'600	-	4'600	-	
Total 32 Culture, autres		4'600	4'600	-	4'600	-	
Total 3205 Musée Ariana		4'600	4'600	-	4'600	-	
3301 Bibliothèques municipales (BMU)							
32 Culture, autres							
Livres	Bibliothèque Filigrane (Ass. F-Information)	25'000	25'000	-	-	25'000	
Numérique et Pluridisciplinaire	Subvention éducation e-gaming	21'235	25'000	-3'765	-	21'235	
Total 32 Culture, autres		46'235	50'000	-3'765	-	46'235	
Total 3301 Bibliothèques municipales (BMU)		46'235	50'000	-3'765	-	46'235	
3302 Bibliothèque de Genève (BGE)							
32 Culture, autres							
Livres	Bourses et prix (livres)	47'000	47'000	-	-	47'000	
	BGE Amiel	1'000	-	1'000	-	1'000	
Activités scientifiques	Société de géographie de Genève	2'720	2'720	-	2'720	-	
	Société de physique et d'histoire naturelle	-	17'160	-17'160	-	-	
Total 32 Culture, autres		50'720	66'880	-16'160	2'720	48'000	
Total 3302 Bibliothèque de Genève (BGE)		50'720	66'880	-16'160	2'720	48'000	
Total 3 Culture et transition numérique		77'332'711	73'767'466	3'565'245	71'986'045	5'346'666	

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LE BUDGET 2021

- a) Il s'agit d'un écart technique compensé sur Accès culture (autres tâches culturelles).
- b) Il s'agit d'un écart technique compensé sur Accès culture (théâtres, concerts).
- c) L'écart est lié aux mesures de soutien des métiers de la culture approuvées par le Conseil municipal (PR-1447 «Financement de mesures de soutien des métiers de la culture et de l'offre culturelle dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19»).
- d) L'écart est expliqué par la restitution d'une partie du résultat positif de la saison 20/21, en conformité avec le règlement du fonds de réserve de la fondation.
- e) n/a
- f) n/a
- g) L'écart est dû à la restitution de la part de la République et canton de Genève à la Ville de Genève de sa participation trop élevée aux indemnités perçues en 2020, dans le cadre de l'ordonnance fédérale COVID-Culture.
- h) L'écart est lié aux mesures de soutien des métiers de la culture approuvées par le Conseil municipal (PR-1447 «Financement de mesures de soutien des métiers de la culture et de l'offre culturelle dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19»).
- i) L'écart est lié aux mesures de soutien des métiers de la culture approuvées par le Conseil municipal (PR-1447 «Financement de mesures de soutien des métiers de la culture et de l'offre culturelle dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19»).
- j) L'écart est en lien avec la participation 2021 de la Ville de Genève au dispositif d'indemnisation fédéral COVID-Culture selon l'approbation du Conseil municipal (PR-1481 «Crédit budgétaire supplémentaire de 1'900'000 francs pour participer au maintien de la diversité culturelle et empêcher une détérioration du paysage culturel»).
- k) n/a
- l) n/a

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LES COMPTES 2020

- a) Il s'agit d'un écart technique compensé sur Accès culture (autres tâches culturelles).
- b) Il s'agit d'un écart technique compensé sur Accès culture (théâtres, concerts).
- c) L'écart est expliqué par le dispositif de soutien 2021 (PR-1447 «Financement de mesures de soutien des métiers de la culture et de l'offre culturelle dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19»).
- d) L'écart est expliqué par l'augmentation de la ligne nominale de la FAD en lien avec le projet de la nouvelle Comédie.
- e) L'écart est dû à l'augmentation du soutien à la création (nombre inférieur de conventions en 2020).
- f) L'écart est lié principalement à une baisse du nombre de conventions en 2021.
- g) L'écart de kCHF -3'003 est expliqué par la différence entre la restitution en 2021 (kCHF -789), de la part de la République et canton de Genève, de la participation trop élevée de la Ville de Genève en 2020 dans le cadre de l'ordonnance fédérale COVID-Culture (kCHF +2'214). Au final, la participation totale de la Ville de Genève s'est élevée à kCHF +1'425 par rapport à une autorisation initiale de kCHF +2'300 selon la PR-1430 (« Contribution au financement des mesures fédérales et locales sur l'atténuation des conséquences économiques du coronavirus dans le secteur de la culture »).
- h) L'écart est expliqué par le dispositif de soutien 2021 (PR-1447 «Financement de mesures de soutien des métiers de la culture et de l'offre culturelle dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19»).
- i) L'écart est expliqué par le dispositif de soutien 2021 (PR-1447 «Financement de mesures de soutien des métiers de la culture et de l'offre culturelle dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19»).
- j) L'écart est en lien avec la participation 2021 de la Ville de Genève au dispositif d'indemnisation fédéral COVID-Culture selon l'approbation du Conseil municipal (PR-1481 «Crédit budgétaire supplémentaire de kCHF 1'900 pour participer au maintien de la diversité culturelle et empêcher une détérioration du paysage culturel»).
- k) L'écart est expliqué par la restitution de subventions, à l'échéance de la convention de subventionnement 2017-2020 avec l'Orchestre de Suisse Romande et conformément au principe de répartition des bénéfices.
- l) L'écart est expliqué par l'intégration du coût des fluides (électricité, chauffage, eau) dans la subvention, conformément au budget 2021.

6.3.3.4 Subventions non monétaires (gratuités)

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
3	Culture et transition numérique						
3106	Service culturel						
21	Scolarité obligatoire						
	Académie de musique	7'972	7'972	-	7'972	-	
	Conservatoire de Musique - locaux dans les écoles	95'226	92'196	3'030	92'196	3'030	
	Conservatoire Populaire de Musique - locaux dans les écoles	319'891	326'581	-6'690	320'876	-985	
	Ecole de musique La Lyre	4'909	4'909	-	4'909	-	
	Espace Musical	14'203	11'903	2'300	11'903	2'300	
	Institut Jaques-Dalcroze - locaux dans les écoles	20'980	17'780	3'200	17'780	3'200	
	Ondine Genevoise	86'239	86'239	-	86'239	-	
	Studio Kodály	67'183	66'298	885	66'298	885	
	Total 21 Scolarité obligatoire	616'603	613'878	2'725	608'173	8'430	
29	Formation, autres						
	Accademia d'Archi	5'780	5'460	320	5'460	320	
	Total 29 Formation, autres	5'780	5'460	320	5'460	320	
31	Héritage culturel						
	Act-Art Halles de l'Ile arcades	51'976	51'976	-	51'976	-	
	Andata Ritorno	27'528	27'528	-	27'528	-	
	Atelier Genevois de Gravure Contemp.	54'696	54'696	-	54'696	-	
	Centre d'art contemporain - Vieux-Grenadiers 10	378'344	378'344	-	378'344	-	
	Centre d'édition contemporaine - Rois 15	58'932	58'932	-	58'932	-	
	CPG centre photo - Vieux-Grenadiers 10	54'193	54'193	-	54'193	-	
	Fondamco (Mamco) - Vieux-Grenadiers 10	693'267	693'267	-	693'267	-	
	Fondation pour l'art moderne et contemporain FAMC	26'006	26'006	-	26'006	-	
	Pinacothèque - Montbrillant 28	22'964	22'964	-	22'964	-	
	Total 31 Héritage culturel	1'367'906	1'367'906	-	1'367'906	-	
32	Culture, autres						
	ADC, Pavillon de la danse, pl. Sturm 1	209'893	209'893	-	43'728	166'165	
	Am Stram Gram - Route de Frontenex 56	261'217	261'217	-	261'217	-	
	AMR	226'503	226'503	-	226'503	-	
	Assoc. danse contemp.	30'000	30'000	-	60'000	-30'000	
	Assoc. Foofwa, Coulouvrenière 44	24'916	24'916	-	-	24'916	
	Assoc. La Ribot, Coulouvrenière 44	19'848	19'844	4	-	19'848	
	Assoc. théâtre de l'Orangerie - Parc de la Grange	9'340	9'340	-	9'340	-	
	Assoc. théâtre de l'Orangerie - Seujet 32	813	8'916	-8'103	10'539	-9'726	
	Association Bureau Culturel	31'504	31'504	-	31'504	-	
	Association Labo - Bd St-Georges 5	18'132	18'132	-	18'132	-	
	Association les 6 Toits (ZIC)	73'656	-	73'656	-	73'656	
	Association l'Usine (groupes culturels)	400'827	400'827	-	400'827	-	
	Association pour la danse contemporaine ADC (Grütli)	82'212	82'212	-	82'212	-	

En francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
Association Utopiana	36'000	36'000	-	36'000	-	
Atelier artiste ZIC - Châtelaine 43	7'548	7'548	-	64'588	-57'040	
Ateliers d'artistes Lausanne 27A	62'079	62'079	-	62'079	-	
Ateliers d'ethnomusicologie	41'945	41'945	-	41'945	-	
Autrement Aujourd'hui (Usine)	65'938	65'938	-	65'938	-	
Buvette de l'orangerie SEC	-	-	-	9'340	-9'340	
Cadets de Genève	138'397	120'424	17'973	139'349	-952	
Cappella Genevensis	10'679	10'679	-	10'679	-	
Casino-Théâtre (Revue Genevoise)	123'822	-	123'822	-	123'822	
Cave 12 - Prairie 4	75'501	75'501	-	75'501	-	
Cercle choral de Genève	8'706	8'706	-	8'706	-	
Chorale des Eaux-Vives (56m2)	9'209	9'209	-	9'209	-	
Chorale des Eaux-Vives (67m2)	5'434	5'434	-	5'434	-	
Cie Gilles Jobin, Coulouvrenière 44	43'320	43'320	-	35'736	7'584	
Compagnie Romande d'Opérette	11'055	11'055	-	11'055	-	
Compagnons de La Tulipe Noire	4'683	4'683	-	4'683	-	
Divers ateliers à l'Usine	166'606	166'606	-	166'606	-	
Divers ateliers au Grütli	72'356	75'501	-3'146	75'501	-3'146	
Diverses gratuités - théâtre Pitoëff	150'000	150'000	-	150'000	-	
Eklekto, Geneva percussion center	27'857	27'857	-	27'857	-	
FAD Buvette de la comédie	14'357	43'072	-28'715	43'072	-28'715	
FAD Châtelaine 43 - H Comédie	51'960	51'960	-	51'960	-	
FAD Cheval-Blanc 7 Théâtre de Poche bureau	129'844	129'843	1	129'844	-	
FAD Théâtre de la Comédie	98'823	98'823	-	395'290	-296'467	a)
FAD Théâtre de Poche dépôt	34'972	34'972	-	34'972	-	
Fanfare de la Croix-Bleue	17'977	17'977	-	17'977	-	
Fanfare du Losange	58'901	58'901	-	58'901	-	
Fanfare municipale du Petit-Saconnex	26'731	26'731	-	26'731	-	
Foofwa - Coulouvrenière 44	-	-	-	52'344	-52'344	
Harmonie Big Band des Eaux-Vives	20'770	20'791	-21	20'791	-21	
Harmonie Nautique	59'889	59'889	-	59'889	-	
Jaydo's Concerts Jazz (CHV)	217'000	25'000	192'000	-	217'000	b)
Le Commun - rue des Bains 28	97'647	87'246	10'401	45'034	52'613	
L'Empre-Genève	656	656	-	656	-	
Lez-Arts-Muraille	10'592	10'592	-	10'592	-	
L'Orchestre Mandolinata	18'380	18'380	-	18'380	-	
L'Usine, divers bénéficiaires salle de répétition	15'436	15'436	-	15'436	-	
Mottatom	253'848	253'848	-	253'848	-	
Musique municipale VGE	59'730	59'730	-	59'730	-	
Nomades-Matériel et personnel	164'122	215'000	-50'878	81'252	82'870	
Nouvelle Comédie, FAD, Alice-Bailly 1	1'524'617	1'524'617	-	127'051	1'397'566	c)

En français	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
Opéra de chambre, personnel CHV	12'000	12'000	-	-	12'000	
OSR (bibliothèque au Grütli)	7'215	7'215	-	7'215	-	
PFL Management - Concerts d'été (SEF)	-	192'000	-192'000	-	-	
PTR, locaux à l'Usine	53'857	53'857	-	53'857	-	
Rabais octroyés Alhambra	11'456	3'000	8'456	-	11'456	
Rabais octroyés Ateliers décors	-	11'000	-11'000	-	-	
Rabais octroyés Victoria-Hall	74'340	90'000	-15'660	106'200	-31'860	
RU Coopérative ressources urbaines	26'728	26'728	-	26'728	-	
Saint-Gervais Genève - Temple 5	323'396	323'396	-	323'396	-	
Salle communale Plainpalais	120'635	75'600	45'035	-	120'635	
Salle Ernest-Ansermet - autres bénéficiaires	-	-	-	2'400	-2'400	
Salle Ernest-Ansermet - ensemble Contrechamps	-	-	-	60'500	-60'500	
Salle Ernest-Ansermet - Orchestre de chambre de Genève	-	-	-	27'500	-27'500	
Société genevoise des écrivains	2'560	2'560	-	2'560	-	
Studios Halle de l'Ile	41'374	36'904	4'470	41'948	-574	
Th. Parfumerie - St-Gervais - Louis-Favre 14	15'840	15'840	-	15'840	-	
Théâtre des Grottes	71'864	63'152	8'712	71'373	491	
Théâtre des marionnettes de GE	67'292	67'292	-	67'292	-	
Théâtre du Grütli	258'885	258'885	-	258'885	-	
Théâtre du Loup	6'000	-	6'000	1'000	5'000	
Théâtre le Galpon - Route des Péniches	12'972	12'972	-	12'972	-	
Théâtre les Montreurs d'images - Cluse 95 A	3'352	3'352	-	3'352	-	
Théâtre les Montreurs d'images - Cluse 95 B	8'920	8'920	-	8'920	-	
Théâtre les Montreurs d'images - Cluse 95 C	32'716	32'716	-	32'716	-	
Théâtre les Montreurs d'images - Michel-Simon 9	96'100	96'100	-	96'100	-	
Théâtre Malandro - Châtelaine 43	31'372	31'372	-	31'372	-	
Théâtre Saint-Gervais - Muraille 9-11	11'148	11'148	-	11'148	-	
Union Accordéoniste Mixte de Genève	27'851	27'851	-	27'851	-	
Utilisat. salles communales SEC	97'425	150'000	-52'575	71'260	26'165	
Zabriskie point (KSE Plainpalais)	5'436	5'436	-	5'436	-	
Carré Vert, Boulevard St-Georges 21 (nouvelle)	32'900	-	32'900	-	32'900	
Théâtre de l'Orangerie, dépôt Plonjon 4 (nouvelle)	2'489	-	2'489	-	2'489	
Rabais octroyés Théâtre Pitoëff (nouvelle)	9'680	-	9'680	-	9'680	
Total 32 Culture, autres	6'792'050	6'618'549	173'501	5'015'778	1'776'272	
33 Médias						
Association Sirocco-Black Movie	14'094	14'094	-	14'094	-	
Ciné Bulletin	6'711	6'711	-	6'711	-	
Cinémas du Grütli	68'622	68'622	-	68'622	-	
Cinématou - Arcade Grottes 11	24'176	24'176	-	24'176	-	
FIFDH au Grütli	8'389	8'389	-	8'389	-	
Fonction Cinéma (salle Grütli)	39'093	39'093	-	39'093	-	

En français	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
Fondation Nogueira - Château-Bloch 19	-	-	-	2'153	-2'153	
Fondation romande du cinéma	12'080	12'080	-	12'080	-	
Geneva International Film Festival-GIFF	8'389	8'389	-	8'389	-	
Radio Vostok	22'000	-	22'000	-	22'000	
Swiss films (au Grütli)	6'543	6'543	-	6'543	-	
Total 33 Médias	210'097	188'097	22'000	190'250	19'847	
Total 3106 Service culturel	8'992'436	8'793'890	198'546	7'187'567	1'804'869	
3110 Grand Théâtre de Genève						
32 Culture, autres						
Fondation Gd Théâtre - Place Neuve	2'522'908	2'522'908	-	2'522'908	-	
Fondation Gd Théâtre dépôt Châtelaine	77'940	77'940	-	77'940	-	
Fondation Gd Théâtre dépôt Michel-Simon	896'449	896'449	-	896'449	-	
Fondation Gd Théâtre dépôt Ste-Clotilde	355'694	355'694	-	355'694	-	
Fondation Gd Théâtre parking Simon 7	2'160	2'160	-	2'160	-	
Total 32 Culture, autres	3'855'151	3'855'151	-	3'855'151	-	
Total 3110 Grand Théâtre de Genève	3'855'151	3'855'151	-	3'855'151	-	
3201 Conservatoire et jardin botaniques						
31 Héritage culturel						
AAJB (Bot. Shop)	1'148	1'148	-	-	1'148	
Info Flora - locaux	11'062	11'062	-	-	11'062	
Info Flora - ressources informatiques	2'000	2'000	-	-	2'000	
Librairie du Boulevard (Bot. Shop)	4'835	4'835	-	-	4'835	
Pro Specie Rara	6'289	6'289	-	-	6'289	
Mise à disposition des studios	1'060	-	1'060	-	1'060	
Total 31 Héritage culturel	26'394	25'334	1'060	-	26'394	
Total 3201 Conservatoire et jardin botaniques	26'394	25'334	1'060	-	26'394	
3202 Musées d'art et d'histoire						
31 Héritage culturel						
Activités didactiques & formation	-	50'000	-50'000	20'880	-20'880	
Billets d'entrée et visites guidées	-	10'000	-10'000	-	-	
Organisation d'événements	12'000	40'000	-28'000	14'192	-2'192	
Prêts et conditionnements d'œuvres	4'596	10'000	-5'404	6'750	-2'154	
Sté des amis du Musée d'art et d'histoire	9'656	60'000	-50'344	16'057	-6'400	
Ventes, locations et droits d'images	41'003	35'000	6'003	79'331	-38'328	
Total 31 Héritage culturel	67'255	205'000	-137'745	137'209	-69'954	
Total 3202 Musées d'art et d'histoire	67'255	205'000	-137'745	137'209	-69'954	
3203 Musée d'ethnographie						
32 Culture, autres						
ADEM - locaux Carl-Vogt 67	49'663	49'663	-	49'663	-	
Total 32 Culture, autres	49'663	49'663	-	49'663	-	
Total 3203 Musée d'ethnographie	49'663	49'663	-	49'663	-	

En français		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
3204	Muséum d'histoire naturelle						
32	Culture, autres						
	Diverses sociétés, mise à disposition de locaux	20'756	50'000	-29'244	24'722	-3'966	
	Etat et ses institutions, mise à disposition de locaux	6'950	7'000	-50	2'950	4'000	
	Ornithophila	991	991	-	991	-	
	Sté astronomique Genève	13'179	12'692	487	13'288	-109	
	Total 32 Culture, autres	41'876	70'683	-28'807	41'951	-75	
	Total 3204 Muséum d'histoire naturelle	41'876	70'683	-28'807	41'951	-75	
3205	Musée Ariana						
31	Héritage culturel						
	Académie internationale de la céramique	20'134	20'134	-	-	20'134	
	Total 31 Héritage culturel	20'134	20'134	-	-	20'134	
	Total 3205 Musée Ariana	20'134	20'134	-	-	20'134	
3302	Bibliothèque de Genève						
32	Culture, autres						
	Société d'histoire et d'archéologie Genève - locaux BGE	3'020	3'020	-	3'020	-	
	Société d'histoire et d'archéologie Genève - locaux Vieux-Billard 25	8'221	7'244	977	8'311	-90	
	Société Jean-Jacques Rousseau	6'124	6'124	-	6'124	-	
	Total 32 Culture, autres	17'365	16'388	977	17'455	-90	
	Total 3302 Bibliothèque de Genève	17'365	16'388	977	17'455	-90	
Total 3	Culture et transition numérique	13'070'274	13'036'243	34'031	11'288'996	1'781'278	

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LE BUDGET 2021

- a) n/a
- b) n/a
- c) n/a

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LES COMPTES 2020

- a) L'écart provient du fait que la Fondation d'art dramatique (FAD) a quitté les anciens locaux de la Comédie au boulevard des Philosophes pour la nouvelle Comédie à fin mars 2021.
- b) L'écart est principalement lié à la reprise en 2021 des concerts d'été de la scène Ella Fitzgerald (gratuité valorisée à hauteur de kCHF +192).
- c) L'écart s'explique par la prise des locaux de la nouvelle Comédie à fin 2020 (1 mois en 2020 et 12 mois en 2021).

6.3.3.5 Subventions ponctuelles

En francs

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
3001 Direction de la culture et de la transition numérique			
30010000 Activités culturelles et scientifiques		256'900	256'000
Association «Pacte de l'enquête et du reportage»	Soutien au journalisme pour financement de projets d'enquêtes journalistiques	20'000	
Association Archives du futur antérieur	Présentation des archives genevoises du photographe Jacques Thévoz - «Rendez-vous tacite entre les générations»	10'000	
Association des Habitants du Petit-Saconnex / Genève (AHPTSG)	Festival «Cinéma à la belle étoile»	4'000	
Association Éric Roset, photographe (en collaboration avec le Collectif Servette antiracisme)	Exposition photographique sur le sans-abrisme dans le quartier de la Servette (semaine d'action contre le racisme)	10'000	
Association Espace JB	Arcoop Wall Project / Exposition photographique «Animalités»	20'000	
Association Grand Conseil de la Nuit	Formation pour une Nuit plus éthique et responsable	3'500	
Association Les Rencontres cinématographiques - Palestine : Filmer C'est Exister (PFC'E)	Les Rencontres cinématographiques - Palestine : Filmer C'est Exister - 10e édition	5'000	
Association Métiers d'Art Genève (MAG)	Activités de promotion des métiers d'art	30'000	
Association Tako	Festival «Le piano égaré»	5'500	
Association Tout est possible	Vernissage du livre «Tout est possible»	900	
Compagnie Coralena	Roulez Spectacle : fabulons ! Théâtre interactif	10'000	
Fondation Collège du Travail de Genève	Conférence et journée d'étude sur le thème «Histoires, Mémoires et Musées à Genève»	30'000	
Fondation du Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (MICR)	Exposition «Un monde à guérir. 160 ans de photographies à travers les collections de la Croix-Rouge.»	11'000	
Fondation H. Dudley Wright	«L'art des maths» - Spectacle son et lumières	20'000	
Fondation Impactia	Aiia festival - Artificial Intelligence	15'000	
Musée des beaux-arts du Locle	Exposition Chappatte au Commun - Gare aux dessins	40'000	
Nouvelle association du Courrier	Offre pour la création journalistique en soutien aux acteurs-trices culturel-les	7'000	
Théâtre les montreurs d'images	Célébration du 40e anniversaire du Théâtre les montreurs d'image	15'000	
30010000 Accès culture		331'308	343'000
DIR - Chéquier culture (CCU)		8'471	
ADC (Association pour la danse contemporaine)		70	
Am Stram Gram Le Théâtre		280	
AMR		40	
ASMV		20	
Bâtie (Fond. La) - Festival de Genève		180	
Cinémas du Grütli, Fondation		1'781	
Forum Meyrin		430	
Galpon (Théâtre du)		100	
Grand Théâtre de Genève		1'010	
La Comédie de Genève		280	
La Revue - Nepsa		1'420	
L'OCG (Orchestre de Chambre de Genève)		250	
Loup (Théâtre du) (y compris accueils)		310	
Marionnettes de Genève (Théâtre des)		880	
Orangerie théâtre d'été		90	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
OSR		280	
Parfumerie (Théâtre de la) (+ Spirale et Acrylique)		80	
Saint-Gervais Genève		170	
Scène Vagabonde Festival		40	
Service culturel de Plan-les-Ouates		80	
Service culturel Migros		10	
Spectacles onésiens		300	
Théâtre du Crève-Cœur		40	
Théâtre l'Alchimic		200	
Théâtre Le Poche Genève		130	
DIR - Organismes sociaux (POP)		19'160	
ADC (Association pour la danse contemporaine)		215	
Am Stram Gram Le Théâtre		731	
AMR		100	
Cinémas du Grütli, Fondation		3'175	
Confiture, Association		245	
Fanfareduloup Orchestra		300	
Grütli (Théâtre du)		4'000	
La Comédie de Genève		1'440	
Lanterne Magique (La)		340	
L'OCG (Orchestre de Chambre de Genève)		250	
Loup (Théâtre du) (y compris accueils)		2'350	
Marionnettes de Genève (Théâtre des)		868	
Orangerie théâtre d'été		1'140	
OSR		20	
Parfumerie (Théâtre de la) (+ Spirale et Acrylique)		500	
Saint-Gervais Genève		370	
Service culturel Migros		2'668	
Théâtre Le Poche Genève		448	
DIR - Seniors (PAG)		30'961	
Am Stram Gram Le Théâtre		400	
Cinémas du Grütli, Fondation - Ciné des Aînés		6'123	
La Comédie de Genève		10'740	
Loup (Théâtre du) (y compris accueils)		1'254	
Marionnettes de Genève (Théâtre des)		124	
Orangerie théâtre d'été		4'650	
Saint-Gervais Genève		1'470	
Scène Vagabonde Festival		2'960	
Théâtre Le Poche Genève		3'240	
DIR - Musées gratuits		37'621	
Mamco		2'500	
Musée Barbier Muller		4'900	
Musée Fondation Bodmer		7'000	
Musée International de la Croix Rouge		13'921	
Musée International de la Réforme		9'300	
DIR - Handicap & Culture		69'345	
Association Ecoute Voir & Interprètes LSF indépendantes		27'345	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Cédille - culture accessible		20'000	
Dire pour voir		8'000	
Out of the Box		14'000	
DIR - Médiation		68'750	
Aduda Alhambra		2'190	
Association PAC(O)		9'300	
Destination 27		35'000	
Maison de Rousseau et de la Littérature		6'660	
Théâtre Spirale		15'600	
DIR - Spectacles seniors		97'000	
Cie Confiture - achat spectacle « La Bonne Soupe de Ludwig Van B. »		14'000	
Le Comédie Lyrique - achat spectacle « La vie parisienne »		18'000	
Nepsa SA - achat spectacle « La Revue »		60'000	
OSR - achat cartes OSR pour seniors		5'000	
PR-1447 - Covid-19 Subventions Captations et diffusion numérique¹		349'927	0
Agence Crescendo	Captation de deux concerts	4'000	
Aiia Festival	Captation des résidences de 4 artistes	15'000	
Aléas	Captation « Tropique »	14'000	
Association A L'Ouest et par Delà	Film de 8 à 12 minutes	6'400	
Association Amaryllis 17	Captation « La Locandiera »	14'000	
Association Brocoliwald	Captation « Why this now »	10'000	
Association Cie des Marmots	Captation « Molecutrio »	10'000	
Association Cinéma des Trois Mondes	Captations, podcasts & live streaming	15'000	
Association Dreams Come True	Captation « Virus »	15'000	
Association Ecoute Voir	Captation d'audiodescription de pièce de théâtre	4'000	
Association Eternal	Captation « Taking Care of God »	14'000	
Association Oraibi + Beckbooks	Podcast « Evénements & Productions »	15'000	
Association Out of the Box	Podcast « Aux portes du palais » (No'Photo)	7'440	
Association Pasaporte	Captation « Le Voyage d'un Rêve »	4'800	
Association So close	Captation de 6 concerts live	15'000	
Association So close	Captation d'interview littéraire	15'000	
Cappella Genevensis	Captation et streaming live	6'570	
Chahut Media	Podcast « Les contes du dancefloor »	15'000	
Cie Confiture	Streaming Live « Slap »	6'630	
Cie de l'Estuaire	Captation audio « Ce que pensent... »	4'500	
Cie Gilles Jobin	Captation « Cosmogony »	15'000	
Cie Hyena	Captation « Antilopes »	15'000	
Cie Jozsef Trefeli	Captation « Genetrix »	14'700	
Darioly	Captation / streaming de 2 concerts	13'800	
Geneva Camerata	Captation « Dans tes bras à jamais »	15'000	
Les Rencontres professionnelles de Danse	Montage et diffusion de vidéo	15'000	
Orchestre des Nations	Captation d'un « flash-immeuble »	10'000	
Perceuse Productions	Captation « Noces de vers »	4'487	
Théâtre des Marionnettes de Genève	Streaming live « Tu comprendras quand tu seras grand »	6'000	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Two Gentlemen	Captation	15'000	
ZiKids	Création d'une série de podcasts	14'600	
3106000 Bourses d'aide à la recherche et aux résidences		168'125	169'600
BACH Florian	Bourse aide à la création	14'000	
BOLOMEY Céline	Bourse aide à la création	5'000	
BOSSET Maud	Bourse aide à la création	14'000	
BOWRING Rebecca	Bourse aide à la création	14'000	
CILINS Nicolas	Bourse aide à la création	10'000	
GENNAI Sapphire Meloe	Bourse aide à la création	10'000	
GJINOVCI Dea	Bourse aide à la création	5'000	
HUTZLI Paul	Bourse aide à la création	10'000	
KHOSHOIE Kiyan	Bourse aide à la création	14'000	
SCHULER Denis	Bourse aide à la création	5'000	
STÜCKLIN Nicholas	Bourse aide à la création	10'000	
ZIEGLER DÉCAILLET Muriel	Bourse aide à la création	4'000	
BAUD Hugo	Bourse Patiño	8'000	
COLOMA VARELA Alfredo	Bourse Patiño	3'200	
GELEWSKI Sylvain	Bourse Patiño	3'200	
HEMMI Hugo	Bourse Patiño	8'000	
KAGAME Kayije	Bourse Patiño	6'400	
KOBAYASHI Sachie	Bourse Patiño	6'400	
MARTINEZ Lucia	Bourse Patiño	4'800	
NETZ Teva Louis Merlin	Bourse Patiño	3'200	
TEGEGNE Ramaya	Bourse Patiño	8'000	
HONEGGER Tito	Frais résidence Gênes	525	
DINBERGS Basile	Résidence Gênes	3'000	
COLOMA VARELA Alfredo	Bourse Patiño (déc. 20)	-1'600	
3106000 Bourses et prix musique		82'000	82'000
Association Bandit Lover	Bourse musiques actuelles	20'000	
Association l'Eclair	Bourse musiques actuelles	20'000	
COLASURDO Alessio	Prix Second	1'000	
GAMMA Marcelline	Bourse musiques actuelles	20'000	
IWATA Yasutaka	Prix spécial Ville de Genève	1'000	
MAKALA Mondia-Jordy	Bourse musiques actuelles	20'000	
3106000 Bourses et prix arts visuels		50'000	50'000
Association TMF - Elena MONTESINOS	Bourse pour artiste de plus de 35 ans	35'000	
HEMMI Hugo	Bourse pour un projet de médiation	15'000	
3106000 Bourse photographie documentaire		25'000	25'000
LEVI Eden	Bourse photo documentaire	25'000	
3106000 Fonds Berthoud		20'000	50'000
EICHER Marc	Bourse BLCG de la VGE - arts appliqués	10'000	
DELARUE Chloé	Bourse BLCG de la VGE - arts plastiques	10'000	
3106000 Soutien aux actions culturelles et médiation		267'445	270'000
Agneta & Cie	Semaine Signature	5'000	
Archives contestataires	Culture-contre-culture	30'000	
Association d'usagères-ers-x Bains des Pâquis	Cafés-philo des Bains	7'200	
Association Dance With Me	Rencontres en scène	10'000	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Association Danse-Habile	Je vous suis	10'000	
Association Inès	Et toi tu t'endors comment ?	15'000	
Association La Rose des Vents	Pour une intégration dans la dignité	15'000	
Association Nateshwar	Eté Indien à Genève	3'000	
Association Out of the Box	5ème édition de la Biennale des Arts inc	90'000	
Association Shap Shap	Africa/Latin America, What's up	20'000	
CinéTransat	CinéTransat 2021	10'000	
Collectif nocturne	Le Terreau	10'700	
La Marmite	Saison VI de la Marmite - 2021-2022	23'300	
Les Faiseurs de Rêve	Road Beauty Partage	9'000	
Théâtre du Sentier	Le Passage du Lecteur 2021	12'500	
CinéTransat	Edition 2020	-3'255	
3106000 Soutien à la danse		1'001'637	1'000'000
Soutien à la création chorégraphique		486'500	
Aléas	Tropiques	30'000	
Alias Compagnie	Création 2021	110'000	
Association Alba Lucera	Traversée	5'000	
Association Artumana	Divina ET Commedia - Inferno	15'000	
Association Donen	SIA, un homme sans histoire est un homme	15'000	
Association MadMoiselle MCH	Activités 2021	85'000	
Cie Neopost Foofwa	GLocal	95'000	
Ciemulator Dance Théâtre	Parcours vitrines: Burning Giraffe	6'500	
Compagnie Jozsef Trefeli	Genetrix	35'000	
Honeyhoneydancedance	Perfect pitch	25'000	
Inkörper Company	Bruit	15'000	
Velvet Blues	Wild Rose	35'000	
Woman's Move	99-Genre	15'000	
Soutien à la création chorégraphique conventionnée		425'137	
Association La Ribot	Soutien 2021	100'000	
Cie Ioannis Mandafounis	Soutien 2021	80'000	
L & N Production Compagnie 7273	Soutien 2021	80'000	
La Compagnie Greffe	Soutien 2021	100'000	
Melk Production	Soutien 2021	70'000	
Cie Ioannis Mandafounis	Restitution fin de convention 2020	-3'198	
Alias Compagnie	Restitution fin de convention 2020	-1'665	
Soutien aux manifestations chorégraphiques		90'000	
Réseau Danse Suisse	Fête de la danse	90'000	
3106000 Soutien aux manifestations cinéma		261'500	266'600
Association « Quartz » Genève Zurich	La semaine des nominé-e-s 2021	35'000	
Association ANIMATOU	Festival Animatou	115'000	
Association Festival du Film vert	16 édition du Festival du Film Vert Genève	5'000	
Association La Lanterne Magique Genève	La Lanterne Magique de Genève	30'000	
Association Sirocco / Festival Black Movie	Black Movie - Prix de la critique 2021	5'000	
Association Tourne-Films	Tourne-Films Festival à Genève	21'500	
Fondation FIFDH	Grand Prix de Genève	5'000	
Fondation GIFF	Prix Ville de Genève 2021	10'000	
Palestine: filmer c'est exister	10ème rencontres cinématographiques	35'000	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
3106000 Soutien aux musiques actuelles		676'000	676'000
Soutien à la création musiques actuelles		268'000	
Association Acoustic Spaces	Production discographique	5'000	
Association Boite à Mazik	Création nouveau répertoire Julie Campiche	10'000	
Association Boite à Mazik	Julie Campiche-String Project / re-création	7'000	
Association Brico Jardin	Production discographique	5'000	
Association Caña y Cuerda	Production discographique Tango Indigo	5'000	
Association HU	15 ans du label HU	8'000	
Association Ileoyà	Aïda Trio	8'000	
Association Insubordinations	Production discographique/A. Lång	6'000	
Association Motonomy	Album Boxing Noise	7'500	
Association Phasma	Tout Bleu - Otium	7'000	
Association Pilot on Mars	Mirror	6'000	
Association Radio Vostok	Vostok Sessions	6'500	
Astro Family	Production discographique Ka(ra)mi	10'000	
BASSO Tristan	Go Go Talco	4'000	
BELLWALD Pierre Antoine	La Disparition	4'000	
BENSID Mohamed Khalil	Production discographique Zaff	5'000	
Cheptel Records	Activités du label Cheptel en 2021	20'000	
DESHUSSES Romain	Production discographique	3'000	
DIGES VALVERDE Ricardo	Production discographique 20 ans Cardiac	5'000	
DONZE Félicien	Production discographique	2'000	
DU RYTHME DE VIE	Production discographique	10'000	
HUGUENIN Stéphanie	Production discographique Kassogtha	5'000	
Ka Mamadou Sylla	Production discographique	5'000	
Konnekt	Konnekt créations	10'000	
Lacroix & Eigenmann (Colors ENT.)	Productions discographiques	30'000	
Lacroix & Eigenmann (Colors ENT.)	Production discographique	10'000	
LES DISQUES BONGO JOE	6 projets discographiques genevois	20'000	
LLODRA Matthieu	Production discographique KUMA	7'000	
Lose Control Neverending Rhizone	Production discographique Cachalot	5'000	
Orchestre Tout Puissant Marcel Duchamp	Production discographique	5'000	
PINCA Massimo	Production discographique	9'000	
Roosevelt Records	Production discographique et événements	18'000	
Soutien aux manifestations musiques actuelles		408'000	
Association d'usagères-ers-x Bains des Pâquis	Les Aubes	30'000	
Association Akouphène	19e Festival Akouphène	14'000	
Association Headfun	Festival Electron	110'000	
Association Kalvingrad	Programmation annuelle	125'000	
Association Le Bloc	Programmation saison La Gravière	20'000	
Association pour la Reconversion Vivante	A la pointe	7'000	
Association Soultitude	Festival Soultitude	20'000	
Blues Association de Genève	BAG Thursdays	10'000	
FACE Z	Festival FACE Q	22'000	
Les Athénéennes	Festival Les Athénéennes	50'000	
3106000 Soutien aux musiques et chorales		184'800	208'000
Brass Band Arquebuse Genève	Série de concerts 2021	15'000	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Cercle Choral de Genève	Saison de concerts 2021	10'300	
Chorale des Eaux-Vives	Les Motets de Jenkins	6'000	
Empro Fifres et Tambours	Subvention annuelle	15'000	
Fanfare Croix-Bleue	Saison de concerts 2021	15'500	
Fanfare du Losange	Musique de jeux vidéos	15'000	
Fanfare Municipale Petit-Saconnex	Activités 2021	15'500	
Harmonie des Eaux-Vives	Activités 2021	15'500	
Union Accordéoniste Mixte Société	Saison de concerts 2021	37'000	
Union Genevoise Musique Chorales UGMC	Subvention 2021	40'000	
3106000 Soutien aux musiques classiques et contemporaines		929'860	963'600
Soutien à la création musiques classiques et contemporaines		743'860	
Archi Luminosi	Série de trois concerts en automne 2021	10'000	
Artisticamente c/o Gonzalez Francisco	Il ritorno d'Ulisse in patria de Claudio	10'000	
Association Ais du Quatuor Aviv	Enregistrement discographique	8'000	
Association Ars Vocalis	The Peacemakers - Karl Jenkins	5'000	
Association Bis !!	Debussy revisited	5'500	
Association Camerata Venia	Saisons bien tempérées 2021	10'000	
Association Ensemble de l'Encyclopédie	Concerts d'été et d'automne (3 concerts)	20'000	
Association Lemanic Modern Ensemble	Saison 2021	45'000	
Association Lemanic Modern Ensemble	Saison 2020-2021	15'000	
Association Lied & Mélodie	Récitals et masterclass 2021	18'000	
Association Polhymnia	Saison 8	25'000	
Association Ponticello	Les concerts d'automne de Ponticello	12'000	
Association pour le Quatuor Terpsycordes	Saison de concerts 2021	20'000	
Association Trio Ernest	Rencontres musicales 2021	6'000	
Association Utopía	Concerts 2021 - Cappella Mediterranea	40'000	
Cercle Bach de Genève	Saison 2020-21	10'000	
Compagnie à Trois Temps	Bal et masques	7'000	
Compagnie EnVies	Crasse Tignasse	10'000	
Compagnie Vidarcita	Mauris rencontre Maddeford	3'000	
Ensemble Cantatio	Saison de concerts 2021	56'000	
Ensemble Les Argonautes	Dido And Aeneas - 1er album	7'000	
Ensemble Variante la musique racontée	Et si la musique classique s'écoutait... 2021	5'000	
Ensemble Vortex	It's a hybrid of me - I'm a hybrid of she	30'000	
Geneva Brass Quintet	Saison de concerts 2021-2022	15'000	
Gli Angeli Genève	Saison de concerts 2021	240'000	
JOURDAN Hadrien	Réalisation CD	5'000	
Le Motet de Genève	Saison de concerts 2021	10'000	
OPERAMI	Un Ballo in Maschera	5'000	
Swiss Chamber Concerts Genève	Saison de concerts 2021	85'000	
VINCENT Pierre	Concertus saisonnus 2021	25'000	
Les concerts de la Cathédrale	Série de concerts 2019	-18'640	
Soutien aux manifestations musiques classiques et contemporaines		186'000	
Association Concerts Musique Ancienne	Festival Luths et Théorbes 2021	15'000	
Concerts d'été de St-Germain	Concerts 2021	40'000	
Ensemble Batida	10 ans de l'Ensemble Batida	12'000	
Les Amis de la guitare	Les jeudis de la Guitare 2021	11'000	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Les Athénéennes	Festival Les Athénéennes	50'000	
Les concerts de la Cathédrale	Série de concerts 2021	33'000	
LesConcerts.ch	Saison de concerts 2021	25'000	
3106000 Soutien numérique et pluridisciplinaire		743'800	735'300
Soutien à la création numérique et pluridisciplinaire		237'500	
Association Abricot	Dynamo	15'000	
Association Apparatus	Diva Cát Thy	5'000	
Association CENC	RGB (titre de travail)	15'000	
Association Forde	Relaciones Sulfurosas	8'500	
Association Hécatombe	Hécatombes collectives	5'000	
Association HU	Echorda	10'000	
Association Makaronic	Poésies en mouvement #11	5'000	
Association Makaronic	Poésies en mouvement #12	6'000	
Association Motonomy	Boxing Noise	20'000	
Association Mûes	Elle, d'Or à dos	15'000	
Association Onensaitpasplux	CORPARTICIPARONFLUX N° 1 à 10	11'000	
Association Télomères Studio	CityColor 2	19'000	
Chat de Bla	Pieds nus dans la mousse...	20'000	
La société du spectacle	Durch the crisis	15'000	
Le Conciliabule	La Boîte à images	10'000	
Speak in Silence Compagnie	The Fast Fashion Industry	18'000	
Théâtre du Fil	Sortie définitive	40'000	
Soutien à la création numérique et pluridisciplinaire conventionnées		210'000	
Fondation Cie Gilles Jobin	Activités 2021	120'000	
Perceuse Productions Scène	Activités 2021	90'000	
Soutien aux manifestations numériques et pluridisciplinaires		296'300	
Association Des Gens	Festival Spielact	30'000	
Association Headfun	Festival Electron	210'000	
Association Le Fesses-tival	Fesses-tival	5'000	
Baz'art de St-Gervais	Festival Baz'Art	32'500	
Fondation La Bâtie-Festival de Genève	Soutien complémentaire	20'000	
Association Liaisons Urbaines	Geneva Summer Break Festival	-1'200	
3106000 Soutien aux projets culturels d'agglomération		182'250	192'250
Artos	Activité Artos 2021	10'000	
Association JazzContreBand	Festival JazzContreBand 2021	20'000	
Association LAC de Genève	LAC 2021	2'500	
FBI Prod.CH	1/3 Lieu_2 Culture	15'000	
FBI Prod.CH	La Vague	5'000	
FCMA	Activités annuelles	20'000	
Fédération des Festivals Genevois (FFGe)	Constitution d'un stock mutualisé	5'000	
Fondation d'art dramatique de Genève Nou	Les Colporteurs 2021	6'250	
Fondation La Bâtie-Festival de Genève	Soutien complémentaire	40'000	
Fondation La Bâtie-Festival de Genève	Les Bâtisseurs 2021	20'000	
Fondation SAPA	Préservation et valorisation du patrimoine	5'000	
Fondation Trajets	Chambre noire - Naturellement !	7'500	
Passedanse	Passedanse 2021	6'000	
Saint Gervais Genève, Fond. arts de la scène	PEPS 2021	20'000	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
3106000 Soutien au théâtre		1'984'656	2'087'000
Soutien à la création théâtrale		992'856	
Artistes Associés	Salle Caecilia	15'000	
Association E Collectif	Un ennemi du peuple	90'000	
Association Exogen	Can You Feel the Drift?	15'000	
Association Glitzer Fabrik	Matrices	30'000	
Association Scène et Scière	L'ébouriffante croisière de Aubert et Siron	13'000	
Association Zanco	Ourse	15'000	
Atelier Sphinx	Activités théâtrales 2021	80'000	
Attila Entertainment	Huis-Clos	20'000	
Autrement-Aujourd'hui Association	Frais d'énergie 2021	6'900	
Bleu Café	Contes de Canterbury	18'000	
C Com Comédies	Monique, Jean, Claudine et les autres	20'000	
Cie de l'Ourag'enchant'é	Parce qu'ils sont arméniens	6'000	
Cie Plus de Doute	La Femme de Quentin	11'000	
Compagnie de théâtre Hemorragie	Eden matin midi et soir	20'000	
Compagnie Métamorphoses	Martyr	40'000	
Compagnie Pré-Scriptum	Interférences	12'000	
Compagnie Sous Traitement	Dennis Kelly	45'000	
Compagnie Velours Avoine	Star Local World Tour	25'000	
Dénominateurs Communs	Notre Cabane	25'000	
Festival du Rire de Genève	Festival du rire de Genève 2021	20'000	
Fondation La Bâtie-Festival de Genève	Soutien complémentaire	20'000	
Hibiscus Culturiste	Concours de Larmes	23'000	
Le marcheur sur la lune	La nuit juste avant les forêts	30'000	
Les Faiseurs de Rêve	Don d'orgasme	30'000	
L'ESP&ERLUETE	moitié-moitié	60'000	
Oh ! Oui	Tout le plaisir est pour moi	45'000	
République Ephémère	Feuilleton théâtral : Vous êtes ici	60'000	
Studio d'Actions Théâtrales SAT	Un Banquet Rouge Sang	40'000	
Studio d'Actions Théâtrales SAT	Tu n'obéiras point & Cassandra Halluciné	10'000	
Syndicat d'initiatives	Activités 2021	80'000	
Théâtre De L'Alchimic	Aide à la création 2021	50'000	
Théâtre Spirale	30 ans du Théâtre Spirale	20'000	
La Cie d'un Instant	A Merveille	-2'044	
Soutien à la création théâtrale conventionnée		540'000	
Association Dreams come true	Activités 2021	100'000	
Compagnie L'Alakran	Activités 2021	100'000	
Compagnie STT	Activités 2021	100'000	
Studio d'Actions Théâtrales SAT	Activités 2021	80'000	
Théâtre Spirale	Activités 2021	160'000	
Soutien aux manifestations théâtrales		105'000	
Association Fête du Théâtre	Fête du Théâtre 2021	105'000	
Soutien Résidences Pitoëff		346'800	
Association Séléné	La servante ou le murmure des planches	50'000	
Association Séléné	Soutien complémentaire	11'800	
Cie Uranus	Chaos	120'000	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Compagnie du Solitaire	Festival de la Paranoïa	75'000	
New Helvetic Shakespeare Company	Le Moche	90'000	
3106000 Lieu d'expositions, Le Commun		311'914	350'000
CARRIDROIT Céline	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
CHAPOULIER Nicolas	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
CHEVALIER Jérémy	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
CHILDS Ruth	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
CILINS Nicolas	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
DELARUE Chloé	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
DUCRET Céline	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
FERNANDEZ Sabrina	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
FRIGERI Jonathan	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
GACHET Bastien	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
JANJIC Sarah	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
JULIER CHAPOULIER Pauline	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
KICHENASSAMY-RAPAILLE Jeanne	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
LAMBELET Clément	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
NUROCK Alexandra	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
PERUZZO Céline	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
SCHAER Charlotte	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
SENN Simon	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
STOFFEL Peter	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
ZORNIO Eva	Bourse de recherche du Commun 2021	10'000	
Collectif Détente	Complément pour l'exposition	4'950	
Association Lumen	Exposition R. Groebli	50'000	
Association One gee in fog	Fotoromanza	35'000	
Association One gee in fog	Fotoromanza (complément)	1'964	
Collectif Détente	When the subversive stitches	20'000	
3106000 Soutien aux locaux de répétition		79'623	100'000
Contrechamps	Salle de répétition et de concert 2021	42'043	
Fondation de l'Orchestre de Chambre de Genève	Salle de répétition 2021	37'580	
PR-1447 - Bourses de recherche²		2'000'000	0
AGERON Flora	Bourse de recherche	10'000	
ALESSANDRINI Mariela	Bourse de recherche	10'000	
ANDRÉ Sarah	Bourse de recherche	10'000	
ANTONARAKIS Christina	Bourse de recherche	10'000	
ARPIN Jessica Louise	Bourse de recherche	10'000	
AUBERT Simone	Bourse de recherche	10'000	
AUFSEESSER Elie	Bourse de recherche	10'000	
BALLEYS Christophe	Bourse de recherche	10'000	
BARBETTA Stéphanie	Bourse de recherche	10'000	
BATINOVA Julia	Bourse de recherche	10'000	
BERTHOLET Vincent	Bourse de recherche	10'000	
BIANCHINI Alexandre	Bourse de recherche	10'000	
BONDI Cyril	Bourse de recherche	10'000	
BONVIN PERRUCHOUD Rebecca	Bourse de recherche	10'000	
BOUCRIS Myriam	Bourse de recherche	10'000	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
BOULMER Agnès-Maritza	Bourse de recherche	10'000	
BOURQUIN Marie-Laure	Bourse de recherche	10'000	
BUCLIN Anthony	Bourse de recherche	10'000	
CALAME-ROSSET Timothée	Bourse de recherche	10'000	
CHARDONNENS Joakim	Bourse de recherche	10'000	
CHAZAUD Ludovic	Bourse de recherche	10'000	
CISZEWSKI Lou	Bourse de recherche	10'000	
CORRALES PERALTA Carlos Arturo	Bourse de recherche	10'000	
CRESSATY Anna	Bourse de recherche	10'000	
CSIKY Olivia	Bourse de recherche	10'000	
CUENET Nathalie	Bourse de recherche	10'000	
CURCHOD Elisa	Bourse de recherche	10'000	
CUSSON Cosima	Bourse de recherche	10'000	
DA SILVA Maria de Fátima	Bourse de recherche	10'000	
DAFFLON Mathieu	Bourse de recherche	10'000	
DE CORNIÈRE BOTELHO LEAO DE CARVALHO Car	Bourse de recherche	10'000	
DE GEER Aurore	Bourse de recherche	10'000	
DE MORAES EVANGELISTA Isabela	Bourse de recherche	10'000	
DE ROGUIN Vincent	Bourse de recherche	10'000	
DECHAMBOUX Léa	Bourse de recherche	10'000	
DECORVET Jessica	Bourse de recherche	10'000	
DELACHAUX Jonathan	Bourse de recherche	10'000	
DEMIERRE Jacques	Bourse de recherche	10'000	
DESSINGY Mireille	Bourse de recherche	10'000	
DEVANTHÉRY Eric	Bourse de recherche	10'000	
DEVILLAZ Lynn-Marie	Bourse de recherche	10'000	
DEVILLAZ Michaël	Bourse de recherche	10'000	
DIAS Ligia	Bourse de recherche	10'000	
DIAS Liliana	Bourse de recherche	10'000	
DIAZ CORRAL Iria	Bourse de recherche	10'000	
DIB Samy Edmond	Bourse de recherche	10'000	
DINBERGS Basile	Bourse de recherche	10'000	
DISHON Yuval	Bourse de recherche	10'000	
DJAHRA Fatna	Bourse de recherche	10'000	
DJEDJE Cédric	Bourse de recherche	10'000	
DJERBI Latifa	Bourse de recherche	10'000	
DUBOIS Aurélie	Bourse de recherche	10'000	
DUFAY-LENEVEU Remi	Bourse de recherche	10'000	
DUMAN Mehdi	Bourse de recherche	10'000	
DUMAS MILNE EDWARDS Gaëlle	Bourse de recherche	10'000	
DUTOUR Nicolas	Bourse de recherche	10'000	
DUVAL Marion	Bourse de recherche	10'000	
EICHER Marc	Bourse de recherche	10'000	
EIDENBENZ Lucie	Bourse de recherche	10'000	
FAHMY Isis	Bourse de recherche	10'000	
FARQUET Jean-Luc	Bourse de recherche	10'000	
FASEL Christian Bili	Bourse de recherche	10'000	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
FAVRE Pascale	Bourse de recherche	10'000	
FERNANDEZ GARCIA Adrian	Bourse de recherche	10'000	
FIELD Nicolas James	Bourse de recherche	10'000	
FILLIGER Filippo	Bourse de recherche	10'000	
FISCHER Tamara	Bourse de recherche	10'000	
FLORIN Thomas	Bourse de recherche	10'000	
FORSELL PTAK Suzanne Nicole	Bourse de recherche	10'000	
FOSSATI Cinzia	Bourse de recherche	10'000	
GAGLIARDI Hélène	Bourse de recherche	10'000	
GENTHON Anouck	Bourse de recherche	10'000	
GIL FLOOD Patricio	Bourse de recherche	10'000	
GILBERT CHOFFAT Julie	Bourse de recherche	10'000	
GINDRE Jérémie	Bourse de recherche	10'000	
GOËL Véronique	Bourse de recherche	10'000	
GORDY Rachel	Bourse de recherche	10'000	
GRAVAT Milo	Bourse de recherche	10'000	
GREMAUD Léonard	Bourse de recherche	10'000	
GUAY Antoine	Bourse de recherche	10'000	
GUHL Geneviève	Bourse de recherche	10'000	
HAJJ Rita	Bourse de recherche	10'000	
HANMER Louise	Bourse de recherche	10'000	
HARDER Yvonne	Bourse de recherche	10'000	
HAUG Sarah	Bourse de recherche	10'000	
HEINIGER Eléonore	Bourse de recherche	10'000	
HEINZEN Jerlyn	Bourse de recherche	10'000	
HEMMI Hugo	Bourse de recherche	10'000	
HERRMANN Max	Bourse de recherche	10'000	
HURET Lauren Adele Lorelei	Bourse de recherche	10'000	
IRMLER Erika	Bourse de recherche	10'000	
JANIN Gautier	Bourse de recherche	10'000	
JOLY Alexandre	Bourse de recherche	10'000	
KACEM Sonia	Bourse de recherche	10'000	
KAISER Camille	Bourse de recherche	10'000	
KELLER Anne	Bourse de recherche	10'000	
KHOSHOIE Kiyan	Bourse de recherche	10'000	
KLEIBER Sylvie	Bourse de recherche	10'000	
KOHAN Tadeo	Bourse de recherche	10'000	
KOSTAYOLA Varvara	Bourse de recherche	10'000	
KREIL Katharina	Bourse de recherche	10'000	
LACROIX Camille	Bourse de recherche	10'000	
LAGGER Guillaume	Bourse de recherche	10'000	
LANDENBERG Frédéric	Bourse de recherche	10'000	
LÄNG Antoine	Bourse de recherche	10'000	
LAURENT Muriel	Bourse de recherche	10'000	
LEISIBACH Leonard	Bourse de recherche	10'000	
LESSER GUTIÉRREZ Vicente	Bourse de recherche	10'000	
LÉVEILLÉ METTRAL Lia	Bourse de recherche	10'000	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
LOPES Verena	Bourse de recherche	10'000	
MAISONNEUVE Rachel	Bourse de recherche	10'000	
MARCUSE Sarah	Bourse de recherche	10'000	
MARGOT Valérie	Bourse de recherche	10'000	
MARMET Julie	Bourse de recherche	10'000	
MARTIN Aurélien	Bourse de recherche	10'000	
MARTIN MENACHO Alberto	Bourse de recherche	10'000	
MATTENBERGER Luc	Bourse de recherche	10'000	
MATUTE Louis	Bourse de recherche	10'000	
MAULINI Antoine	Bourse de recherche	10'000	
MAYE David	Bourse de recherche	10'000	
MBISI Jephté Toko	Bourse de recherche	10'000	
MCLAREN Sara	Bourse de recherche	10'000	
MENOUD John	Bourse de recherche	10'000	
MERCIER Jérémie	Bourse de recherche	10'000	
MICHEL Jacques	Bourse de recherche	10'000	
MICHEL Xavier	Bourse de recherche	10'000	
MIR Coline	Bourse de recherche	10'000	
MOLENDIJK Anouk	Bourse de recherche	10'000	
MOLINEAUX Linn	Bourse de recherche	10'000	
MONETTI Margaux	Bourse de recherche	10'000	
MOTTINI Flora	Bourse de recherche	10'000	
MOTTU Emmanuel	Bourse de recherche	10'000	
MUNIZ Giulia	Bourse de recherche	10'000	
MUSILLO Pietro	Bourse de recherche	10'000	
NEUMANN Marion	Bourse de recherche	10'000	
NOTTER MAURICE Eveline	Bourse de recherche	10'000	
NUNIGE Gabriel	Bourse de recherche	10'000	
OBERGFELL Clio	Bourse de recherche	10'000	
PACCHIANI Valeria	Bourse de recherche	10'000	
PAGANI FONTANA Paola	Bourse de recherche	10'000	
PAILLET Paul	Bourse de recherche	10'000	
PAJAND Samuel	Bourse de recherche	10'000	
PALESE Attilio	Bourse de recherche	10'000	
PAPIN Aline	Bourse de recherche	10'000	
PAREDES Neyda	Bourse de recherche	10'000	
PAYET Ludovic	Bourse de recherche	10'000	
PEREZ Anais	Bourse de recherche	10'000	
PETER Laurent	Bourse de recherche	10'000	
PETRACHENKO Dimitri	Bourse de recherche	10'000	
POIRIER GONZALEZ Valérie	Bourse de recherche	10'000	
POLESE Christophe	Bourse de recherche	10'000	
PORTIER Julia	Bourse de recherche	10'000	
PRALONG HERRMANN Michèle	Bourse de recherche	10'000	
PRIZRENI Stéphanie	Bourse de recherche	10'000	
RAMONDETTO Ursina	Bourse de recherche	10'000	
RENAUDIN Benoît	Bourse de recherche	10'000	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
REYMOND Alicia	Bourse de recherche	10'000	
RICCABONI Juliette	Bourse de recherche	10'000	
RICCIARDI WERLEN Jacqueline	Bourse de recherche	10'000	
RICHER Jérôme	Bourse de recherche	10'000	
ROSSELET Virgile	Bourse de recherche	10'000	
RUCHAT Justine	Bourse de recherche	10'000	
SAADI Jean-Thibaud	Bourse de recherche	10'000	
SALVADOR VICENTE Hector	Bourse de recherche	10'000	
SANCHEZ REINOSO Viva	Bourse de recherche	10'000	
SANVEE Davide-Christelle	Bourse de recherche	10'000	
SAVARY Valentine	Bourse de recherche	10'000	
SCHEIDT Christian	Bourse de recherche	10'000	
SCHUNKE Thomas	Bourse de recherche	10'000	
SEITENFUS Lucas	Bourse de recherche	10'000	
SEMENZATO Bastien	Bourse de recherche	10'000	
SEMENZATO Céline	Bourse de recherche	10'000	
SEMOROZ Julie	Bourse de recherche	10'000	
SIDORE Olivier	Bourse de recherche	10'000	
SIMEON Ivan	Bourse de recherche	10'000	
SIMON Alexandre	Bourse de recherche	10'000	
SIMONIN Chloé	Bourse de recherche	10'000	
SOMMER Gaspard	Bourse de recherche	10'000	
SOZANSKI Bartłomiej	Bourse de recherche	10'000	
SPOZIO Laura	Bourse de recherche	10'000	
STEINIG Nora	Bourse de recherche	10'000	
STUCKI Valeria	Bourse de recherche	10'000	
SUTER MERCIER Aline	Bourse de recherche	10'000	
TACCHELLA Padrut	Bourse de recherche	10'000	
TAMPON-LAJARIETTE Marion	Bourse de recherche	10'000	
TEGEGNE Ramaya	Bourse de recherche	10'000	
THERBERT FILLIGER Dorothée	Bourse de recherche	10'000	
TREFELI József	Bourse de recherche	10'000	
TULLEN Jeanne	Bourse de recherche	10'000	
TULLEN Zoé	Bourse de recherche	10'000	
TUN TUN Mélissa	Bourse de recherche	10'000	
VALDÈS Laurent	Bourse de recherche	10'000	
VALLI Péline	Bourse de recherche	10'000	
VAN DER MERWE Adriaan	Bourse de recherche	10'000	
VIDAL Jonathan	Bourse de recherche	10'000	
WAGNIERES Nicolas	Bourse de recherche	10'000	
WILDBERGER Martina	Bourse de recherche	10'000	
ZIEGLER Dominique	Bourse de recherche	10'000	
ZIMMERMANN Olivier	Bourse de recherche	10'000	
ZOGMAL SIDORE Lise	Bourse de recherche	10'000	
PR-1447 - Soutien aux entreprises culturelles³		799'997	0
ADC Association Danse Contemporaine	Subvention entreprise culturelle	50'000	
Association «Bleu en Haut Bleu en Bas»	Subvention entreprise culturelle	23'000	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Association 18	Subvention entreprise culturelle	15'000	
Association Chris Cadillac	Subvention entreprise culturelle	13'500	
Association Collectif MV	Subvention entreprise culturelle	10'000	
Association Dreams come true	Subvention entreprise culturelle	40'000	
Association Du Rythme De Vie	Subvention entreprise culturelle	20'000	
Association En Déroute	Subvention entreprise culturelle	35'000	
Association Fatum	Subvention entreprise culturelle	14'000	
Association Halle Nord	Subvention entreprise culturelle	50'000	
Association Influence-s	Subvention entreprise culturelle	6'262	
Association Kalvingrad	Subvention entreprise culturelle	15'685	
Association Kavecs	Subvention entreprise culturelle	20'000	
Association Motonomy	Subvention entreprise culturelle	12'000	
Association Superprod	Subvention entreprise culturelle	12'500	
Association Théâtre Navevå	Subvention entreprise culturelle	30'000	
Beaver Dam	Subvention entreprise culturelle	25'000	
Cie Jerrycan Association	Subvention entreprise culturelle	17'900	
Cie L'Hydre Folle	Subvention entreprise culturelle	20'000	
Collectif Sentimental Crétin	Subvention entreprise culturelle	13'000	
Compagnie 94	Subvention entreprise culturelle	12'000	
Compagnie Jozsef Trefeli	Subvention entreprise culturelle	26'500	
Compagnie Plus ni Moins	Subvention entreprise culturelle	5'000	
Ecran Mobile	Subvention entreprise culturelle	11'000	
Editions Copypasta	Subvention entreprise culturelle	15'700	
Ensemble Batida	Subvention entreprise culturelle	12'000	
Eternal	Subvention entreprise culturelle	13'600	
Fondation Cie Gilles Jobin	Subvention entreprise culturelle	50'000	
Full PETAL Machine Genève	Subvention entreprise culturelle	30'000	
Les Débiteurs	Subvention entreprise culturelle	12'000	
Les gens d'à côté	Subvention entreprise culturelle	20'000	
Où Sommes-Nous	Subvention entreprise culturelle	30'000	
Skree Wolf	Subvention entreprise culturelle	30'000	
Sous Chiffre Association	Subvention entreprise culturelle	19'000	
System.nthrp	Subvention entreprise culturelle	10'000	
Teatro Due Punti	Subvention entreprise culturelle	15'000	
Théâtre l'Article	Subvention entreprise culturelle	24'650	
Viensmourir	Subvention entreprise culturelle	15'000	
WAVE	Subvention entreprise culturelle	5'700	
PR-1447 - Soutien aux organisations professionnelles⁴		150'000	0
Action Intermittents	Subvention organisation professionnelle	30'000	
Association TIGRE	Subvention organisation professionnelle	12'000	
Fédération genevoise des musiques de création	Subvention organisation professionnelle	15'000	
Fédération Romande des Arts	Subvention organisation professionnelle	27'500	
Grand Conseil de la Nuit	Subvention organisation professionnelle	16'000	
Les Rencontres professionnelles de la danse	Subvention organisation professionnelle	19'500	
Syndicat Suisse Romand du Spectacle	Subvention organisation professionnelle	30'000	
3106000 Soutien à la médiation arts visuels		35'000	50'000
Association Andata Ritorno	Livre A/R 2	15'000	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Association Apparatus (Nicolas Cilins)	Livre d'artiste « Stills From Seven Works »	5'000	
Association ART OF THE WORLD	Publication archives photographiques	10'000	
Association Miami Books	Publication « Chicanes » d'Elisa Larvego	4'000	
Association ZONOFF	Belvédère Sonore/projet de médiation cult.	9'000	
Centre de la photographie Genève	State Fiction, publication de D. Bertschi	5'000	
Editions Clinamen	Publication « Intersecting Worlds »	5'000	
Publication S. Landry	Subvention annulée (transitoire 2020)	-10'000	
Publication Y. Shiraishi	Subvention annulée (transitoire 2020)	-3'000	
Résidence de Fabien Clerc au Japon	Subvention annulée (transitoire 2020)	-5'000	
3106000 Soutien à la création arts visuels		206'700	250'000
Association 18	projet « T-Shirt » de M.-S. Wildberger	6'140	
Association 18	M.-S. Wildberger performance « ON UN »	6'000	
Association Andata Ritorno	Exposition David Mach	15'000	
Association BORDERFORENSICS	Production d'une vidéo	10'672	
Association Centre d'Edition Contemporaine	Exposition de Guillaume Denervaud	5'000	
Association Centre d'Edition Contemporaine	Exposition Paul Viaccoz	8'000	
Association FATRASPRODUCTIONS	Projet « Recadrage acte 2 & 3 »	10'000	
Association LES AMIS DE B.GACHET	Exposition « Chaos Habitable »	9'500	
Association MATZA PRODUCTION	Projet « Subside of growth » à Arbon	7'000	
Association OCHIKOCHI STUDIO	Projet « Kokoro No Oku Soko » de L. Valdes	15'000	
Association PAC(O)	Projet « Monumentales petites œuvres »	5'200	
Association RETRO:PROJECT	L'escamoteur de Kinshasa d'A. Gamboni	6'000	
Association SOLAL	« Et l'histoire commence ici » de C. Kaiser	3'300	
Association STROKE	Projet « Horst » de Florian Bach	10'000	
Association TMF	« LIBUM ET CIRCENSES » d'Elena Montesinos	5'000	
Association WOMB	Projet « Joyfully waiting » de Nathalie Rebholz	12'000	
Association ZZ PRODUCTION	Projet « je suis la menteuse » de Joëlle Isoz	5'400	
Atelier StudioZ Camille de Dieu	Installation au Théâtre de l'orangerie	14'500	
BENENTI ORIOL Bianca	Projet « Postoristoro »	4'500	
FERNANDEZ GARCIA Adrian	Projet d'exposition « Exercice de parade »	6'000	
GASTALDON Vidya	Projet d'installation « Look at me »	1'950	
HURZELER Luzia	Production d'œuvre « Der goldene Rucken »	3'000	
KRESSIG Andreas	Exposition « Cloud Fat » à Halle Nord	6'000	
MARMY Matheline	Exposition au Museum Langmatt	1'000	
MUDRY Yoan	Projet d'œuvre « The future doesn't need us »	7'676	
PERUZZO Céline	Projet « The Fold »	6'000	
ROETHLISBERGER Sabrina	Projet « Sabbatum fever »	11'062	
SAVARY Denis	projet vidéo « Roma Roma Roma »	6'900	
STIEFEL Axelle	Projet « Fantasma »	2'000	
NUROCK Alexandra	Annulation Expo « Viriditas 11 »	-3'100	
3106000 Soutien aux manifestations et expositions arts visuels		367'500	330'300
Association BIG	BIG 2021	240'000	
Association Collectif Occasionnel	Exposition et tables rondes à Forde	10'000	
Association Collectif Occasionnel	Complément exposition Forde	5'500	
Association Espace JB	Exposition « Arcoop Wall Project »	10'000	
Association Flight of fancy	« Hitstories » événements performatifs	7'000	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Association Get a Nerve	Get a Nerve 2021	10'000	
Association HIT	Activités 2021	10'000	
Association LABO	Projet culturel Labo 2021	10'000	
Association LIMBO	Espace d'expérimentation artistique	5'000	
Association Mos espa	Festival Mos Espa 2021	20'000	
Association OPEN HOUSE	Open House, art architecture design...	20'000	
Association Utopiana	Utopiana 2021	20'000	
3106000 Acquisition d'œuvres mobiles (art contemporain)⁵		366'414	0
AMMANN Hans-Peter	«Couple», «Mission», «Ferrara», «Macau Handover», «Canvas», «Late Penang Afternoon» et «vSunday», 7 vidéos	12'600	
Association Apparatus	Nicolas Cilins, «Les Femmes Fusées», installation	9'200	
Association Halle Nord	Andreas Kressig, «La Falaise du progrès», 2 maquettes	4'000	
Association Halle Nord	Elodie Weber, «Reprendre du poil de la bête», broderie	2'500	
Association LABO	«Et bon été», série de 5 tableaux	2'500	
BIANCHINI Alexandre	«Chemin des fins», «Do you remember Tino Ranch» et «Every day», 3 vidéos	15'000	
DE MONTAIGU Charles	«Soleil Vert, 1995-2019», tableau	9'000	
Galerie Laurence Bernard	Christian Gonzenbach, «Hanabi», 2 sculptures	11'520	
Galerie Laurent Godin	Delphine Reist, «Discours 2», installation	15'000	
Galerie Mezzanin Sàrl	Gianni Motti, «One Dollar, Série B01553225X (2) H330-1995», sculpture	27'000	
Galerie Rosa Turetsky	Alexia Turlin, «Le Beau Menace», miroir	4'200	
GOWEN CONTEMPORARY Sàrl	Claude Cortinovic, «Au plus près de ma ligne azur clair», dessin	7'000	
GROS Stéphane	Elena Montesino et Stéphane Gros, «Le cheval de feu», photographie	5'500	
GUELPA Séverin	«Homesteads#2», ensemble de 9 photographies	4'200	
HAAB Nina	«Vue sur Jersey N°3» et «Vue sur Jersey N°4», 2 dessins	4'900	
HÄBERLIN Yann	«Horse Hoe», «Bombe paysanne», «Cobalt» et «Or», 4 photographies	6'200	
HUTZLI Paul	«Chaise», sculpture	2'900	
IORIO Maria Grazia	«Undead Voices», vidéo	20'000	
JOLY Alexandre	«Grace», sculpture	15'000	
Le Salon Vert, Wollny Angela	Qiu Jie, «La Grande Neige», tableau	30'000	
MAIGA Evariste	«Her Mamma before her», «Benjamin Buford «Bubba» Blue» et «Her Mamma before her Mamma», ensemble de 3 dessins	2'100	
MASDURAUD Lou	«Anxiolytic Fountain», sculpture	10'000	
PFUND Mathias	«After Ecstasy», installation	3'750	
POST Frédéric	«Collection particulière (2000-2005)», photographie	11'000	
PREVIEUX Julien	«Patterns of Life» et «Anomalies construites», 2 vidéos	42'019	
RENAULT Delphine	«Visible 7/7 et sur RDV», installation	4'987	
RIOTTON Christophe	«L'inconnu du lac», ensemble de 24 dessins	9'800	
ROBEL Xavier	Alan Schmalz, «Le Bal des Estomacs», ensemble de 21 dessins	9'555	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Skopia Galerie	Gilles Furtwängler, «Je voulais te dire que tes mots doux», dessin	7'200	
Skopia Galerie	Emilien Leroy, «Aliaga», vidéo	5'000	
STOFFEL Peter	«Das unbeschreibliche Lächeln der Natur XIV», tableau et «Ohne Titel», dessin	12'800	
VUILLEUMIER Florence	«sans titre», 6 dessins et «Oyster II», dessin	3'400	
WILDI MERINO Ingrid	«Quelquepart I», «Kontinuum I» et «Si c'est elle», 3 vidéos	36'584	
3106000 Art public (art contemporain)		90'230	0
Geneva Lux ⁶		18'188	
Neon Parallax phase 5 ⁷		1'513	
Pavillon de la danse R. Décélère ⁶		70'529	
Total		11'922'586	8'454'650

dont:

avec effet sur les charges de fonctionnement (subventions monétaires)

11'465'942

avec effet sur le bilan (investissements et engagements)

456'644

- ¹ Activités financées par la PR-1447 du 24 février 2021 pour le soutien des métiers de la culture et de l'offre culturelle dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid, volet soutien à la captation et à la diffusion numérique, montant alloué de kCHF +350.
- ² Activités financées par la PR-1447 du 24 février 2021 pour le soutien des métiers de la culture et de l'offre culturelle dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid, volet bourses de recherche, montant alloué de kCHF +2'000.
- ³ Activités financées par la PR-1447 du 24 février 2021 pour le soutien des métiers de la culture et de l'offre culturelle dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid, volet soutien aux entreprises et structures culturelles, montant alloué de kCHF +800.
- ⁴ Activités financées par la PR-1447 du 24 février 2021 pour le soutien des métiers de la culture et de l'offre culturelle dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid, volet soutien aux organisations professionnelles, montant accordé de kCHF +150.
- ⁵ Acquisitions financées par la PR-1426 du 16 septembre 2020 en vue de l'ouverture d'un crédit de CHF 4'000'000 destiné à la réalisation d'interventions artistiques dans l'espace public et aux acquisitions d'œuvres mobiles pour la collection patrimoniale du Fonds municipal d'art contemporain de la Ville de Genève (FMAC) pour les années 2021 à 2025. Acquisitions comptabilisées parmi les immobilisations corporelles du patrimoine administratif.
- ⁶ Projets spécifiques financés par le FMAC. Comptabilisation en engagements en faveur de tiers au passif du bilan, sans effet sur les charges de fonctionnement.
- ⁷ Acquisitions financées par la PR-1294 du 13 mars 2018 statuant l'ouverture d'un crédit de CHF 2'700'000 pour les projets d'art dans l'espace public, pour les acquisitions d'œuvres de la collection du Fonds municipal d'art contemporain (FMAC) et pour les rénovations d'œuvres mobiles et dans l'espace public. Acquisitions comptabilisées parmi les immobilisations corporelles du patrimoine administratif.

6.3.3.6 Personnel occupé par le département au 31 décembre 2021

		Fixes / équivalent temps plein				
	Culture et transition numérique	Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2021	Ecart postes
3001	Direction culture et transition numérique	27.9	1.7	29.6	33.0	-3.4
3106	Service culturel	79.9	3.5	83.4	82.9	0.4
3110	Grand Théâtre de Genève	163.8	14.8	178.6	179.4	-0.8
3201	Conservatoire et jardin botaniques	82.1	4.1	86.2	85.9	0.3
3202	Musées d'art et d'histoire	145.6	5.4	151.0	149.7	1.2
3203	Musée d'ethnographie	43.5	1.6	45.1	49.4	-4.3
3204	Muséum d'histoire naturelle	85.6	7.4	93.0	94.4	-1.4
3205	Musée Ariana	25.4	0.6	26.0	26.1	-0.1
3301	Bibliothèques municipales	117.4	4.0	121.4	116.4	5.0
3302	Bibliothèque de Genève	69.0	4.9	73.9	72.9	0.9
3501	Direction systèmes d'information et communication	88.4	3.0	91.4	94.3	-2.9
Total		928.3	51.0	979.3	984.4	-5.1

Sécurité et sports

6.3.4 Sécurité et sports

6.3.4.1 Synthèse des comptes

En milliers de francs

	DSSP	SIS	SPM	SEP	LOM	VVP	SPO	Total
Charges								
30 Charges de personnel	3'524	50'802	27'967	10'052	11'789	43'083	24'698	171'916
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	583	7'737	15'037	2'127	10'623	20'126	9'883	66'117
33 Amortissements du patrimoine administratif	29	3'181	197	261	1'321	1'943	4'071	11'004
34 Charges financières	-	3	10	-	-	2	-	16
36 Charges de transfert	72	47	-	278	72	-	6'527	6'997
39 Imputations internes	239	548	797	552	177	261	647	3'220
Total Charges	4'448	62'320	44'008	13'271	23'983	65'415	45'826	259'270
Revenus								
42 Taxes	33	8'009	17'010	518	356	2'164	2'112	30'202
43 Revenus divers	-	22	2	25	-	-	2	51
44 Revenus financiers	-	-	-	28'080	3	-	880	28'963
45 Prélèvements sur fonds et financements spéciaux	-	-	-	-	10	-	-	10
46 Revenus de transfert	-	18'751	-	-	174	8	-	18'933
49 Imputations internes	-	489	46	546	625	448	57	2'211
Total Revenus	33	27'272	17'058	29'168	1'168	2'621	3'051	80'371

6.3.4.2 Comptes de fonctionnement

Sécurité et sports	Charges	259'269'946	262'413'282	-3'143'337	-1.2%	242'402'899	16'867'047	7.0%
	Revenus	80'371'118	96'036'000	-15'664'882	-16.3%	75'081'530	5'289'588	7.0%

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
4001 Direction département sécurité et sports									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	2'753'502	2'616'306	137'196	5.2%	2'440'863	312'639	12.8%	
304	Allocations	17'015	10'500	6'515	62.0%	11'398	5'617	49.3%	
305	Cotisations patronales	746'851	663'063	83'789	12.6%	584'731	162'120	27.7%	
309	Autres charges de personnel	7'005	4'216	2'789	66.2%	18'680	-11'675	-62.5%	
310	Charges de matériel et de marchandises	18'985	20'800	-1'815	-8.7%	22'341	-3'356	-15.0%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	5'863	-	5'863	-	3'626	2'237	61.7%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	29'724	24'785	4'939	19.9%	25'495	4'229	16.6%	
313	Prestations de services et honoraires	462'738	724'776	-262'038	-36.2%	244'043	218'695	89.6%	a)
314	Travaux d'entretien	42'829	14'000	28'829	205.9%	35'755	7'074	19.8%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	16'623	24'062	-7'439	-30.9%	16'631	-8	-	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	7'330	-	7'330	-	9'276	-1'946	-21.0%	
317	Dédommagements	10'449	4'400	6'049	137.5%	7'806	2'643	33.9%	
319	Diverses charges d'exploitation	-11'800	500	-12'300	n/a	12'000	-23'800	-198.3%	
330	Immobilisations corporelles du PA	29'457	34'334	-4'878	-14.2%	27'697	1'760	6.4%	
361	Dédommagements à des collectivités publiques	67'273	70'000	-2'727	-3.9%	67'768	-495	-0.7%	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	5'000	30'000	-25'000	-83.3%	-	5'000	-	
391	Prestations de services	112'504	251'348	-138'844	-55.2%	73'264	39'241	53.6%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	126'584	129'680	-3'096	-2.4%	121'542	5'042	4.1%	
Total Charges		4'447'932	4'622'770	-174'839	-3.8%	3'722'916	725'016	19.5%	
Revenus									
426	Remboursements	32'625	-	32'625	-	25'101	7'524	30.0%	
Total Revenus		32'625	-	32'625	-	25'101	7'524	30.0%	
4002 Sports									
Charges									
300	Autorités et commissions	-	5'000	-5'000	-100.0%	-	-	-	
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	19'667'491	20'193'042	-525'552	-2.6%	19'615'603	51'888	0.3%	
304	Allocations	206'440	209'400	-2'961	-1.4%	218'410	-11'971	-5.5%	
305	Cotisations patronales	4'743'629	4'883'787	-140'158	-2.9%	4'764'733	-21'104	-0.4%	
309	Autres charges de personnel	79'963	15'292	64'671	422.9%	21'968	57'996	264.0%	
310	Charges de matériel et de marchandises	774'313	945'300	-170'987	-18.1%	901'450	-127'137	-14.1%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	503'043	584'012	-80'969	-13.9%	596'512	-93'469	-15.7%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	2'985'340	3'068'100	-82'760	-2.7%	3'031'413	-46'073	-1.5%	
313	Prestations de services et honoraires	1'770'708	1'743'237	27'471	1.6%	1'212'484	558'225	46.0%	b)
314	Travaux d'entretien	3'248'852	3'607'600	-358'748	-9.9%	2'684'142	564'710	21.0%	c)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	320'607	294'044	26'563	9.0%	334'017	-13'410	-4.0%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	60'119	55'200	4'919	8.9%	54'328	5'791	10.7%	
317	Dédommagements	2'865	9'980	-7'116	-71.3%	2'968	-104	-3.5%	
318	Dépréciations sur créances	210'636	-	210'636	-	30'250	180'386	596.3%	
319	Diverses charges d'exploitation	6'798	9'000	-2'202	-24.5%	10'709	-3'911	-36.5%	
330	Immobilisations corporelles du PA	4'071'172	3'646'476	424'696	11.6%	3'996'382	74'790	1.9%	
349	Différentes charges financières	271	-	271	-	77	194	253.1%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
361	Dédommagements à des collectivités publiques	1'234'442	1'235'000	-558	-	1'234'442	-	-	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	5'292'539	5'558'400	-265'861	-4.8%	5'230'394	62'145	1.2%	
391	Prestations de services	624'773	359'617	265'156	73.7%	117'002	507'771	434.0%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	21'906	8'696	13'210	151.9%	3'696	18'210	492.7%	
Total Charges		45'825'906	46'431'183	-605'276	-1.3%	44'060'979	1'764'927	4.0%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	1'508'129	3'939'000	-2'430'871	-61.7%	1'582'981	-74'852	-4.7%	d)
425	Recette sur ventes	27'612	103'000	-75'388	-73.2%	45'381	-17'769	-39.2%	
426	Remboursements	515'626	437'000	78'626	18.0%	595'113	-79'487	-13.4%	
429	Autres taxes	60'770	-	60'770	-	59'250	1'520	2.6%	
430	Revenus d'exploitation divers	2'254	-	2'254	-	71	2'184	n/a	
447	Produit des biens-fonds PA	880'084	1'095'000	-214'916	-19.6%	854'042	26'042	3.0%	
450	Prélèv. sur fonds et financ. spéc. capitaux de tiers	-	25'000	-25'000	-100.0%	-	-	-	
491	Prestations de services	56'654	49'800	6'854	13.8%	70'511	-13'856	-19.7%	
492	Fermages, loyers, frais d'utilisation	-	-	-	-	420	-420	-100.0%	
Total Revenus		3'051'130	5'648'800	-2'597'670	-46.0%	3'207'768	-156'638	-4.9%	
4003 Incendie et secours									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	36'566'530	36'882'357	-315'827	-0.9%	34'902'164	1'664'367	4.8%	
303	Travailleurs temporaires	31'144	-	31'144	-	-	31'144	-	
304	Allocations	382'745	363'300	19'445	5.4%	376'675	6'070	1.6%	
305	Cotisations patronales	10'507'186	10'797'603	-290'418	-2.7%	8'585'980	1'921'206	22.4%	
306	Prestations de l'employeur	2'066'948	2'337'108	-270'160	-11.6%	1'887'728	179'220	9.5%	
309	Autres charges de personnel	1'247'389	1'135'632	111'757	9.8%	1'149'989	97'399	8.5%	
310	Charges de matériel et de marchandises	1'634'517	1'799'834	-165'316	-9.2%	1'971'736	-337'219	-17.1%	e)
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	636'955	713'500	-76'545	-10.7%	1'120'748	-483'793	-43.2%	f)
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	401'869	391'035	10'834	2.8%	432'924	-31'055	-7.2%	
313	Prestations de services et honoraires	1'361'961	740'494	621'467	83.9%	922'481	439'480	47.6%	g)
314	Travaux d'entretien	1'446'111	1'292'900	153'211	11.9%	1'502'653	-56'542	-3.8%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	1'295'802	739'689	556'113	75.2%	1'299'453	-3'652	-0.3%	h)
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	103'499	78'300	25'199	32.2%	149'064	-45'564	-30.6%	
317	Dédommagements	825'956	979'342	-153'386	-15.7%	815'855	10'100	1.2%	
318	Dépréciations sur créances	9'753	100'000	-90'247	-90.2%	423'850	-414'097	-97.7%	i)
319	Diverses charges d'exploitation	20'918	30'800	-9'882	-32.1%	19'094	1'823	9.5%	
330	Immobilisations corporelles du PA	3'181'166	3'568'715	-387'549	-10.9%	2'792'309	388'857	13.9%	
340	Charges d'intérêt	769	-	769	-	532	237	44.6%	
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	2'632	3'000	-368	-12.3%	2'460	172	7.0%	
349	Différentes charges financières	10	-	10	-	-	10	-	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	47'300	56'300	-9'000	-16.0%	47'300	-	-	
391	Prestations de services	95'237	137'958	-42'721	-31.0%	142'856	-47'618	-33.3%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	453'158	567'524	-114'366	-20.2%	567'384	-114'226	-20.1%	
Total Charges		62'319'554	62'715'391	-395'836	-0.6%	59'113'234	3'206'320	5.4%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	6'756'593	8'136'500	-1'379'907	-17.0%	6'635'095	121'498	1.8%	j)
425	Recette sur ventes	73'651	128'800	-55'149	-42.8%	36'365	37'287	102.5%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
426	Remboursements	1'109'964	164'700	945'264	573.9%	694'740	415'223	59.8%	k)
429	Autres taxes	69'163	-	69'163	-	74'276	-5'113	-6.9%	
430	Revenus d'exploitation divers	22'222	1'000	21'222	n/a	15'965	6'258	39.2%	
439	Autres revenus	-	-	-	-	140	-140	-100.0%	
460	Quotes-parts à des revenus	1'771'334	1'600'000	171'334	10.7%	1'653'917	117'417	7.1%	
461	Dédommagements de collectivités publiques	16'967'746	17'005'000	-37'254	-0.2%	16'167'745	800'001	4.9%	l)
463	Subventions des collectiv. publiques et des tiers	12'259	164'000	-151'741	-92.5%	88'700	-76'441	-86.2%	
491	Prestations de services	488'949	314'500	174'449	55.5%	397'709	91'241	22.9%	
492	Fermages, loyers, frais d'utilisation	-	2'500	-2'500	-100.0%	139	-139	-100.0%	
Total Revenus		27'271'882	27'517'000	-245'118	-0.9%	25'764'791	1'507'091	5.8%	
4006 Service de la police municipale									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	22'205'550	24'338'893	-2'133'343	-8.8%	23'068'636	-863'086	-3.7%	
304	Allocations	369'877	312'100	57'777	18.5%	373'228	-3'351	-0.9%	
305	Cotisations patronales	5'228'296	5'977'512	-749'216	-12.5%	5'891'669	-663'373	-11.3%	
309	Autres charges de personnel	163'774	241'236	-77'462	-32.1%	68'778	94'996	138.1%	
310	Charges de matériel et de marchandises	174'874	200'200	-25'326	-12.7%	187'251	-12'377	-6.6%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	258'697	564'700	-306'003	-54.2%	391'896	-133'199	-34.0%	m)
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	65'086	21'700	43'386	199.9%	60'345	4'741	7.9%	
313	Prestations de services et honoraires	12'225'728	11'743'224	482'504	4.1%	11'699'388	526'340	4.5%	n)
314	Travaux d'entretien	381'321	73'000	308'321	422.4%	343'612	37'709	11.0%	o)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	211'902	27'204	184'698	678.9%	191'417	20'485	10.7%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	733'141	800'400	-67'259	-8.4%	742'689	-9'548	-1.3%	
317	Dédommagements	11'758	12'500	-742	-5.9%	7'999	3'759	47.0%	
318	Dépréciations sur créances	969'844	2'000'000	-1'030'156	-51.5%	470'565	499'279	106.1%	p)
319	Diverses charges d'exploitation	4'700	4'700	-	-	4'100	600	14.6%	
330	Immobilisations corporelles du PA	196'640	168'918	27'723	16.4%	208'817	-12'177	-5.8%	
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	10'161	10'300	-139	-1.3%	9'463	698	7.4%	
391	Prestations de services	100'226	24'548	75'678	308.3%	147'105	-46'879	-31.9%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	696'328	715'828	-19'500	-2.7%	696'467	-139	-	
Total Charges		44'007'903	47'236'962	-3'229'060	-6.8%	44'563'424	-555'521	-1.2%	
Revenus									
421	Emoluments administratifs	300	1'000	-700	-70.0%	-	300	-	
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	215'924	214'300	1'624	0.8%	55'619	160'305	288.2%	
425	Recette sur ventes	4'218	-	4'218	-	5'220	-1'002	-19.2%	
426	Remboursements	588'658	12'000	576'658	n/a	350'413	238'245	68.0%	q)
427	Amendes	16'200'676	20'000'000	-3'799'324	-19.0%	17'282'343	-1'081'667	-6.3%	r)
430	Revenus d'exploitation divers	1'937	-	1'937	-	2'194	-257	-11.7%	
491	Prestations de services	46'420	-	46'420	-	2'300	44'120	n/a	
Total Revenus		17'058'133	20'227'300	-3'169'167	-15.7%	17'698'089	-639'956	-3.6%	
4007 Service de l'espace public									
Charges									
300	Autorités et commissions	1'250	-	1'250	-	1'575	-325	-20.6%	
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	7'848'362	8'262'434	-414'073	-5.0%	8'073'419	-225'057	-2.8%	
304	Allocations	89'280	85'000	4'280	5.0%	93'930	-4'650	-5.0%	
305	Cotisations patronales	2'085'396	2'086'819	-1'423	-0.1%	1'928'306	157'091	8.1%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
309	Autres charges de personnel	27'607	3'972	23'635	595.1%	20'007	7'600	38.0%	
310	Charges de matériel et de marchandises	60'384	112'500	-52'116	-46.3%	61'747	-1'363	-2.2%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	54'457	75'000	-20'543	-27.4%	91'829	-37'372	-40.7%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	138'463	255'240	-116'777	-45.8%	197'463	-59'000	-29.9%	
313	Prestations de services et honoraires	1'416'915	2'900'695	-1'483'780	-51.2%	1'833'924	-417'010	-22.7%	s)
314	Travaux d'entretien	230'383	164'200	66'183	40.3%	722'940	-492'557	-68.1%	t)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	177'663	231'506	-53'843	-23.3%	181'635	-3'972	-2.2%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	44'696	3'000	41'696	n/a	46'820	-2'123	-4.5%	
317	Dédommagements	4'074	26'000	-21'926	-84.3%	9'016	-4'943	-54.8%	
318	Dépréciations sur créances	57'606	30'000	27'606	92.0%	-9'894'864	9'952'470	-100.6%	u)
319	Diverses charges d'exploitation	-57'300	1'000	-58'300	n/a	-136'000	78'700	-57.9%	
330	Immobilisations corporelles du PA	261'378	254'510	6'868	2.7%	256'064	5'314	2.1%	
361	Dédommagements à des collectivités publiques	278'299	290'000	-11'701	-4.0%	266'925	11'374	4.3%	
391	Prestations de services	31'339	19'805	11'534	58.2%	37'304	-5'965	-16.0%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	521'064	520'260	804	0.2%	523'464	-2'400	-0.5%	
Total Charges		13'271'315	15'321'941	-2'050'626	-13.4%	4'315'503	8'955'812	207.5%	
Revenus									
421	Emoluments administratifs	278'081	300'500	-22'419	-7.5%	154'683	123'398	79.8%	
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	-	20'000	-20'000	-100.0%	-	-	-	
426	Remboursements	136'502	167'200	-30'698	-18.4%	158'509	-22'007	-13.9%	
429	Autres taxes	103'292	80'000	23'292	29.1%	88'683	14'609	16.5%	
430	Revenus d'exploitation divers	24'679	-	24'679	-	25'242	-562	-2.2%	
443	Produit des biens-fonds PF	6'666	-	6'666	-	-	6'666	-	
447	Produit des biens-fonds PA	28'073'199	38'194'000	-10'120'801	-26.5%	24'887'776	3'185'424	12.8%	v)
491	Prestations de services	545'827	785'200	-239'373	-30.5%	278'700	267'127	95.8%	
Total Revenus		29'168'247	39'546'900	-10'378'653	-26.2%	25'593'592	3'574'655	14.0%	
4009 Logistique et manifestations (LOM)									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	9'406'106	9'641'725	-235'619	-2.4%	9'290'326	115'781	1.2%	
304	Allocations	96'013	97'900	-1'887	-1.9%	96'449	-436	-0.5%	
305	Cotisations patronales	2'274'672	2'304'021	-29'349	-1.3%	2'355'458	-80'786	-3.4%	
309	Autres charges de personnel	12'370	11'580	790	6.8%	4'569	7'802	170.8%	
310	Charges de matériel et de marchandises	1'640'174	1'542'160	98'014	6.4%	2'363'745	-723'571	-30.6%	w)
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	283'244	474'300	-191'056	-40.3%	41'195	242'049	587.6%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	692'929	789'476	-96'547	-12.2%	760'918	-67'989	-8.9%	
313	Prestations de services et honoraires	1'782'307	1'165'971	616'336	52.9%	1'719'288	63'019	3.7%	x)
314	Travaux d'entretien	3'682'861	2'246'071	1'436'790	64.0%	3'151'784	531'077	16.9%	y)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	2'138'431	2'013'066	125'365	6.2%	1'869'152	269'279	14.4%	z)
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	368'233	282'500	85'733	30.3%	373'972	-5'739	-1.5%	
317	Dédommagements	3'372	21'990	-18'618	-84.7%	14'950	-11'577	-77.4%	
318	Dépréciations sur créances	-15'784	3'500	-19'284	-551.0%	14'156	-29'940	-211.5%	
319	Diverses charges d'exploitation	47'515	1'500	46'015	n/a	45'105	2'410	5.3%	
330	Immobilisations corporelles du PA	1'321'379	1'398'830	-77'450	-5.5%	1'220'251	101'129	8.3%	
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	161	-	161	-	-	161	-	
350	Attrib. aux FS et financ. spéc. des capitaux tiers	-	110'000	-110'000	-100.0%	-	-	-	
361	Dédommagements à des collectivités publiques	66'824	120'000	-53'176	-44.3%	72'651	-5'827	-8.0%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	5'000	5'000	-	-	5'000	-	-	
391	Prestations de services	87'737	45'543	42'194	92.6%	246'362	-158'625	-64.4%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	88'976	23'912	65'064	272.1%	23'912	65'064	272.1%	
Total Charges		23'982'521	22'299'045	1'683'476	7.5%	23'669'241	313'280	1.3%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	85'612	368'000	-282'388	-76.7%	59'988	25'624	42.7%	aa)
425	Recette sur ventes	38'438	12'000	26'438	220.3%	14'410	24'028	166.7%	
426	Remboursements	198'196	40'000	158'196	395.5%	81'857	116'339	142.1%	
429	Autres taxes	34'106	-	34'106	-	26'699	7'406	27.7%	
430	Revenus d'exploitation divers	100	-	100	-	151	-51	-33.7%	
447	Produit des biens-fonds PA	2'786	100'000	-97'214	-97.2%	2'321	464	20.0%	
450	Prélèv. sur fonds et financ. spéc. capitaux de tiers	10'458	115'000	-104'542	-90.9%	282'587	-272'129	-96.3%	
461	Dédommagements de collectivités publiques	557	-	557	-	-	557	-	
463	Subventions des collectiv. publiques et des tiers	173'197	169'000	4'197	2.5%	293'510	-120'313	-41.0%	
491	Prestations de services	624'877	971'000	-346'123	-35.6%	487'526	137'351	28.2%	
Total Revenus		1'168'326	1'775'000	-606'674	-34.2%	1'249'049	-80'723	-6.5%	
4010 Voirie - Ville propre									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	34'165'908	33'187'290	978'618	2.9%	33'127'423	1'038'484	3.1%	
303	Travailleurs temporaires	188'693	190'000	-1'307	-0.7%	188'818	-125	-0.1%	
304	Allocations	519'219	436'300	82'919	19.0%	468'109	51'110	10.9%	
305	Cotisations patronales	8'180'972	8'007'252	173'720	2.2%	8'089'921	91'051	1.1%	
309	Autres charges de personnel	28'514	10'104	18'410	182.2%	13'119	15'395	117.3%	
310	Charges de matériel et de marchandises	1'500'070	1'222'600	277'470	22.7%	1'147'650	352'420	30.7%	ab)
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	515'075	572'100	-57'025	-10.0%	628'205	-113'129	-18.0%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	294'742	14'268'931	-13'974'189	-97.9%	14'410'062	-14'115'320	-98.0%	ac)
313	Prestations de services et honoraires	15'072'315	702'103	14'370'212	n/a	724'986	14'347'329	n/a	ac)
314	Travaux d'entretien	2'387'228	2'248'893	138'335	6.2%	1'933'427	453'801	23.5%	ad)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	235'905	299'540	-63'635	-21.2%	225'826	10'079	4.5%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	111'490	102'000	9'490	9.3%	109'146	2'343	2.1%	
317	Dédommagements	3'026	12'800	-9'774	-76.4%	3'523	-497	-14.1%	
318	Dépréciations sur créances	-1'300	-	-1'300	-	3'050	-4'350	-142.6%	
319	Diverses charges d'exploitation	7'458	16'200	-8'742	-54.0%	24'913	-17'455	-70.1%	
330	Immobilisations corporelles du PA	1'943'294	2'228'890	-285'597	-12.8%	1'596'596	346'698	21.7%	
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	1'608	1'900	-292	-15.4%	-964	2'572	-266.8%	
391	Prestations de services	71'588	90'075	-18'488	-20.5%	74'432	-2'844	-3.8%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	189'012	189'012	-	-	189'362	-350	-0.2%	
Total Charges		65'414'815	63'785'991	1'628'824	2.6%	62'957'602	2'457'213	3.9%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	181'532	51'000	130'532	255.9%	79'863	101'669	127.3%	
425	Recette sur ventes	572'258	450'000	122'258	27.2%	149'521	422'737	282.7%	ae)
426	Remboursements	1'009'553	-	1'009'553	-	653'322	356'232	54.5%	af)
429	Autres taxes	400'739	450'000	-49'261	-10.9%	407'520	-6'781	-1.7%	
463	Subventions des collectiv. publiques et des tiers	8'388	-	8'388	-	-	8'388	-	
491	Prestations de services	448'305	370'000	78'305	21.2%	252'913	195'392	77.3%	
Total Revenus		2'620'776	1'321'000	1'299'776	98.4%	1'543'140	1'077'636	69.8%	

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LE BUDGET 2021

- a) L'écart de kCHF -262 est principalement dû à la crise sanitaire, notamment aux restrictions et mesures de distanciation sociale qui ont eu un impact sur l'organisation de manifestations et la conduite de projets.
- b) n/a
- c) L'écart provient principalement des charges d'entretien des bâtiments publics (kCHF -649), dont le budget est centralisé au service compétent DPBA (Direction du patrimoine bâti), mais dont les charges effectives sont ventilées par service, ainsi que des charges relatives aux contrats de conciergerie et nettoyages des bâtiments publics (kCHF +300), dont le budget est centralisé au service compétent CMAI (Centrale municipale d'achat et d'impression), mais dont les charges effectives sont ventilées par service.
- d) L'écart de kCHF -2'430 s'explique principalement par la baisse des ventes de billets d'entrée des piscines et des centres sportifs due à la crise sanitaire.
- e) n/a
- f) n/a
- g) L'écart de kCHF +621 provient principalement des charges relatives à la téléphonie et aux liaisons informatiques (kCHF +249) dont le budget est centralisé au service compétent DSIC (Direction des systèmes d'information et de communication), mais dont les charges effectives sont ventilées par service, ainsi que d'une hausse des charges d'honoraires pour prestations informatiques (kCHF +214).
De plus, l'écart est également lié aux expertises effectuées par des tiers (kCHF +57) et honoraires divers (kCHF +57) à la charge du service, concernant des mandats relatifs à la création du Groupement intercommunal SIS.
- h) L'écart provient essentiellement des charges relatives à l'entretien du matériel de communication et informatique (kCHF +310), dont les budgets sont centralisés au service compétent DSIC, mais dont les charges effectives sont ventilées par service, ainsi que d'une hausse des charges de maintenance des logiciels (kCHF +170), de charges relatives à l'entretien des véhicules par des tiers et du matériel de sécurité (kCHF +90).
- i) n/a
- j) L'écart de kCHF -1'380 s'explique principalement par la diminution des interventions facturables, des contrats de raccordements aux alarmes automatiques et des prestations de garde des sapeurs-pompiers et sapeuses-pompières volontaires (SPV).
- k) L'écart de kCHF +945 provient des revenus gérés par le compétent DRH (Direction des ressources humaines) relatif aux remboursements de pertes de salaires (accidents, maternités, invalidités, etc.), dont le budget est centralisé au service compétent DRH, mais dont les revenus effectifs sont ventilés par service.
- l) n/a
- m) L'écart de kCHF -306 s'explique principalement par le retard d'un fournisseur dans la production et la livraison de vêtements professionnels suite à la crise sanitaire.
- n) L'écart de kCHF +483 s'explique principalement par la hausse des charges liées aux prestations payées à la Fondation des parkings pour le contrôle du stationnement (kCHF +289), l'augmentation des affranchissements liés à l'envoi des rappels (kCHF +50), ainsi que les charges relatives à la téléphonie et aux honoraires de prestations informatiques (kCHF +102), dont les budgets sont centralisés au service compétent DSIC, mais dont les charges effectives sont ventilées par service.
- o) L'écart provient essentiellement des comptes gérés par les services compétents CMAI et DPBA relatifs aux contrats de conciergerie et nettoyage des bâtiments publics (kCHF +206) et à l'entretien de locaux de tiers (kCHF +92), dont les budgets sont centralisés aux services compétents, mais dont les charges sont ventilées par service.
- p) L'écart est dû à la variation des provisions «pertes sur débiteurs» liées aux amendes (kCHF +212) et aux charges effectives moins élevées que la projection budgétaire (kCHF -1'242).
- q) L'écart de kCHF +577 provient des revenus gérés par le compétent DRH relatif aux remboursements de pertes de salaires (accidents, maternités, invalidités, etc.) qui sont ventilés par service alors que le budget est centralisé à la DRH.
- r) L'écart de kCHF -3'799 provient de la comptabilisation des amendes d'ordre moins élevée que la projection budgétaire en partie liée à la crise sanitaire et notamment au télétravail ayant réduit le trafic automobile.
- s) L'écart s'explique principalement par une baisse des charges liée à l'application de la convention de gestion du système d'encaissement des taxes de stationnement (kCHF -754), ainsi que par la baisse des charges liées à l'ajustement des coûts effectifs des prestations conformément à la convention en vigueur (kCHF -446).
D'autres éléments non significatifs viennent compléter l'écart pour kCHF -284.
- t) n/a
- u) n/a

- v) L'écart de kCHF -10'121 provient principalement de la comptabilisation des redevances et taxes moins élevée que la projection budgétaire. Cette baisse s'explique en partie par la diminution des revenus relatifs aux taxes d'installations saisonnières, aux taxes d'empiètement et aux redevances d'affichages du fait des mesures de soutien accordées aux secteurs économiques et de la baisse de demande de permission suite à la crise sanitaire (kCHF -3'731).
On observe également un manco de revenus des horodateurs pour kCHF -1'475 à mettre en regard de la baisse des honoraires versés à la Fondation des parkings qui assure cette prestation (cf. note s) sur les charges de prestations de services et honoraires - groupe 313).
- w) n/a
- x) L'écart provient notamment des charges relatives à l'organisation des manifestations du DSSP (kCHF +494), des charges relatives aux liaisons informatiques et à la téléphonie (kCHF +33), dont le budget est centralisé au service compétent DSIC), mais dont les charges sont ventilées par service, des charges des honoraires et prestations informatiques (kCHF +21), ainsi que des charges liées aux honoraires divers d'immeubles (kCHF +78), dont le budget est centralisé au service compétent DPBA, mais dont les charges effectives sont ventilées par service.
- y) L'écart provient en partie des charges relatives à l'entretien des ouvrages de la Protection civile (kCHF +1'043), dont le budget est centralisé au service compétent DPBA, mais dont les charges effectives sont ventilées par service, ainsi que d'une hausse des charges d'entretien des bâtiments publics (kCHF +481), notamment des WC publics en lien avec la crise sanitaire.
- z) n/a
- aa) La baisse des recettes de location de matériel de fêtes (kCHF -282) s'explique principalement par l'annulation de manifestations liée à la crise sanitaire.
- ab) L'écart provient principalement de la comptabilisation de l'achat de carburant (kCHF +169), dont le budget est centralisé au service compétent LOM, mais dont les charges effectives sont ventilées par service, ainsi que d'une hausse des charges relatives à l'achat de sel (kCHF +92).
- ac) L'écart provient principalement d'un reclassement de kCHF 14'224 des charges relatives à l'enlèvement et à la destruction des résidus. Ces charges, budgétées dans le groupe de natures comptables «312 alimentation, élimination et biens-fonds du patrimoine administratif (PA)» ont ensuite été imputées aux comptes dans le groupe de natures comptables «313 prestations de services et honoraires».
- ad) n/a
- ae) n/a
- af) L'écart de kCHF +1'009 provient des revenus gérés par le compétent DRH relatif aux remboursements de pertes de salaires (accidents, maternités, invalidités, etc.) dont le budget est centralisé au service compétent DRH, mais dont les revenus effectifs sont ventilés par service.

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LES COMPTES 2020

- a) n/a
- b) L'écart provient d'abord de la reprise des cours de sports pour la population et de l'organisation de manifestation sportives de manière plus soutenue en 2021 (kCHF +120), ainsi que de la sécurisation des sites suite au contrôle des certificats Covid en 2021 (kCHF +220). Ensuite un écart supplémentaire concerne des charges relatives à la téléphonie, liaisons informatiques et honoraires et prestations informatiques (kCHF +30), du service compétent DSIC, ainsi des charges relatives aux honoraires divers et expertises d'immeubles (kCHF +45), du service compétent DPBA. Enfin, on observe un transfert de charges venant du groupe 312 pour kCHF +67.
D'autres éléments non significatifs complètent l'écart pour kCHF +76.
- c) L'écart de kCHF +565 provient principalement des charges relatives à l'entretien des bâtiments publics, gérées par le service compétent DPBA, ainsi que des charges relatives à l'entretien des bâtiments publics gérés par le service compétent ENE (Service de l'énergie).
- d) n/a
- e) L'écart de kCHF -337 s'explique par un ajustement budgétaire (kCHF -150) au budget 2021, ainsi que par le report sur l'exercice 2022 de dépenses prévues en 2021. On remarque également la comptabilisation de charges relatives à la crise sanitaire en 2020 concernant essentiellement des dépenses de fournitures de protection (kCHF -143).
- f) L'écart de kCHF -484 provient principalement d'une diminution des charges relatives à l'achat de matériel de protection par rapport à 2020 (kCHF -370) et par le report sur l'exercice 2022 de dépenses prévues en 2021 (kCHF -62). Il concerne également des charges relatives à l'achat de matériels informatiques, de communication et logistique (kCHF -52) du service compétent DSIC.
- g) L'écart provient principalement des charges relatives à la téléphonie et liaisons informatiques (kCHF +254), du service compétent DSIC, ainsi que d'une hausse des charges d'honoraires pour prestations informatiques (kCHF +88).
- h) n/a

- i) L'écart de kCHF -414 est dû à la variation des provisions pour « pertes sur débiteurs » - liée aux ambulanciers - gérée par le service compétent CGE (Comptabilité générale).
- j) n/a
- k) L'écart de kCHF +415 provient des revenus gérés par le compétent DRH relatif aux remboursements de pertes de salaires (accidents, maternités, invalidités, etc.).
- l) L'écart de kCHF +800 s'explique par l'augmentation conventionnée de la participation financière des communes au Groupement intercommunal SIS.
- m) n/a
- n) L'augmentation des charges en 2021 (kCHF +526) s'explique principalement par la hausse des prestations payées à la Fondation des parkings relatives au contrôle du stationnement.
- o) n/a
- p) L'écart de kCHF +499 est dû à la variation des provisions pour « pertes sur débiteurs » - liée aux amendes - gérées par le service compétent CGE, ainsi que la comptabilisation des pertes sur débiteurs plus élevée que la projection budgétaire.
- q) n/a
- r) L'écart provient de la comptabilisation des amendes d'ordre moins élevée, en partie lié à la crise sanitaire et notamment au télétravail ayant réduit le trafic automobile. Il est à mettre en regard de la hausse des honoraires versés à la Fondation des parkings qui assure cette prestation (cf. note s) sur les charges de prestations de services et honoraires – groupe 313).
- s) L'écart s'explique par la comptabilisation des honoraires liés à l'application de la convention de gestion du système d'encaissement des taxes de stationnement (horodateurs) en 2021.
- t) L'écart de kCHF -493 provient principalement du compte géré par le compétent DPBA pour l'entretien des bâtiments publics.
- u) L'écart de kCHF +9'952 est dû à la variation de provisions pertes sur débiteurs lié aux recettes des horodateurs gérées par le service compétent CGE. La reprise significative provient de la résolution d'un litige en 2020.
- v) L'écart de kCHF +3'185 s'explique par les exonérations accordées sur les taxes d'occupation du domaine public (ex. : terrasses, marchés et chantiers) et par l'annulation de manifestations en lien avec la crise sanitaire en 2020, supérieures à celles accordées en 2021 ainsi que par une hausse des revenus des horodateurs liée à la reprise du trafic automobile (kCHF +842).
- w) L'écart de kCHF -724 s'explique par la comptabilisation des charges exceptionnelles en 2020 liées à l'achat de fournitures de nettoyage, de produits chimiques et de protection.
- x) n/a
- y) L'écart de kCHF +531 provient des charges d'entretien des ouvrages de la Protection civile gérées par le service compétent DPBA, ainsi que des charges concernant la désinfection des WC publics liée à la crise sanitaire.
- z) L'écart de kCHF +269 s'explique d'une part par l'augmentation du prix des pièces mécaniques et d'autre part par l'augmentation des coûts liés à l'entretien des véhicules, des machines et des engins.
- aa) n/a
- ab) L'écart de kCHF +352 provient d'une part de la hausse du prix des carburants couplée avec une augmentation de la consommation de carburant en 2021, et d'autre part d'une augmentation de l'achat de sel par rapport à 2020.
- ac) L'écart provient principalement d'un reclassement de kCHF 14'224 des charges relatives à l'enlèvement et à la destruction des résidus. Elles étaient comptabilisées dans le groupe de natures comptables «312 alimentation, élimination et biens-fonds du patrimoine administratif (PA)» en 2020, mais sont imputées aux comptes 2021 dans le groupe de natures comptables «313 prestations de services et honoraires».
- ad) L'écart de kCHF +454 s'explique principalement par l'augmentation des charges d'entretien des routes et voies de communication (kCHF +336), ainsi qu'aux charges relatives à l'entretien des bâtiments administratifs (kCHF +162), du service compétent DPBA.
- ae) L'écart s'explique notamment par l'augmentation du prix de vente du papier en 2021 (kCHF +379), cumulé à une augmentation des ventes d'aluminium (kCHF +30).
- af) L'écart de kCHF +356 provient des revenus liés aux remboursements de pertes de salaires (accidents, maternités, invalidités, etc.) gérés par le compétent DRH.

Pour les écarts concernant les charges de personnel, les amortissements du patrimoine administratif, et les attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux se référer aux explications de l'analyse par chapitre des parties «6.1.2.1 Chapitre 30: charges de personnel», «6.1.2.3 Chapitre 33: amortissements du patrimoine administratif», «6.1.2.5 Chapitre 35 et 45: attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux».

6.3.4.3 Subventions monétaires

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
4	Sécurité et sports						
4001	Direction département sécurité et sports						
32	Culture, autres						
	Soutien actions s/espace public-culture	5'000	15'000	-10'000	-	5'000	
	Total 32 Culture, autres	5'000	15'000	-10'000	-	5'000	
57	Aide sociale et domaine de l'asile						
	Soutien actions s/espace public-social	-	15'000	-15'000	-	-	
	Total 57 Aide sociale et domaine de l'asile	-	15'000	-15'000	-	-	
	Total 4001 Direction département sécurité et sports	5'000	30'000	-25'000	-	5'000	
4002	Sports						
34	Sports et loisirs						
	Fonds de soutien - Divers						
	Fonds de soutien à l'organisation de manifestations	1'372'850	1'219'600	153'250	1'143'944	228'906	a)
	Fonds de soutien au bénévolat	20'000	300'000	-280'000	28'000	-8'000	b)
	Fonds de soutien au sport féminin	200'200	200'000	200	65'500	134'700	
	Fonds de soutien prévention-intégration	51'050	150'000	-98'950	74'655	-23'605	
	Fonds de soutien au sport						
	Soutien aux clubs d'Alpinisme	-	25'000	-25'000	27'000	-27'000	
	Soutien aux clubs d'Art martiaux	31'000	55'000	-24'000	5'000	26'000	
	Soutien aux clubs d'Athlétisme	104'910	45'000	59'910	86'900	18'010	
	Soutien aux clubs de Badminton	15'300	15'000	300	10'600	4'700	
	Soutien aux clubs de Basket	273'300	232'000	41'300	323'300	-50'000	
	Soutien aux clubs de Boxe	25'000	48'600	-23'600	30'000	-5'000	
	Soutien aux clubs de Canoë-Kayak	45'000	45'000	-	51'300	-6'300	
	Soutien aux clubs de Cyclisme	27'500	65'000	-37'500	25'000	2'500	
	Soutien aux clubs de Football	451'300	385'000	66'300	515'300	-64'000	
	Soutien aux clubs de Gymnastique	2'500	55'000	-52'500	4'000	-1'500	
	Soutien aux clubs de Handball	105'200	75'000	30'200	95'200	10'000	
	Soutien aux clubs de Hockey sur gazon	69'000	60'000	9'000	64'000	5'000	
	Soutien aux clubs de Lutte	-	2'000	-2'000	-	-	
	Soutien aux clubs de Marche	2'000	2'000	-	1'500	500	
	Soutien aux clubs de Motocyclisme	-	50'000	-50'000	-	-	
	Soutien aux clubs de Multisports	344'300	65'000	279'300	454'500	-110'200	c)
	Soutien aux clubs de Natation	285'753	245'000	40'753	261'200	24'553	
	Soutien aux clubs de Patinage	-	11'000	-11'000	-	-	
	Soutien aux clubs de Rink-Hockey	10'000	86'000	-76'000	73'300	-63'300	
	Soutien aux clubs de Rugby	48'000	75'000	-27'000	53'000	-5'000	
	Soutien aux clubs de Ski	2'500	72'000	-69'500	33'700	-31'200	
	Soutien aux clubs de Ski nautique	9'000	15'000	-6'000	6'000	3'000	
	Soutien aux clubs de Sport Handicap	15'000	35'000	-20'000	20'000	-5'000	
	Soutien aux clubs de Tennis	-	55'000	-55'000	-	-	
	Soutien aux clubs de Tennis de table	10'000	15'000	-5'000	10'000	-	
	Soutien aux clubs de Triathlon	55'531	15'000	40'531	32'345	23'186	
	Soutien aux clubs de Twirling	-	2'000	-2'000	-	-	
	Soutien aux clubs de Unihockey	8'200	15'000	-6'800	8'200	-	

En francs

		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021- C 2020	Notes
	Soutien aux clubs de Voile	199'500	154'000	45'500	169'700	29'800	
	Soutien aux clubs de Volleyball	118'500	140'000	-21'500	157'250	-38'750	
	Soutien aux clubs d'Echecs	86'600	85'000	1'600	86'600	-	
	Soutien aux clubs d'Escrime	15'500	15'000	500	15'500	-	
	Soutien aux sports Urbains	-	30'000	-30'000	-	-	
Fonds de soutien aux associations cantonales	Association cantonale de lutte suisse	-	1'400	-1'400	-	-	
	Association cantonale genevoise de basketball amateur	133'000	133'000	-	133'000	-	
	Association cantonale genevoise de football	165'100	165'100	-	165'100	-	
	Association cantonale genevoise de judo	80'000	70'000	10'000	80'000	-	
	Association cantonale genevoise de pétanque	-	1'900	-1'900	-	-	
	Association cantonale genevoise de rugby	60'000	59'400	600	60'000	-	
	Association des archers genevois	-	1'900	-1'900	-	-	
	Association des clubs de boxe amateur	-	3'700	-3'700	-	-	
	Association genevoise d'athlétisme	87'000	82'600	4'400	87'000	-	
	Association genevoise de badminton	72'000	72'200	-200	72'000	-	
	Association genevoise de gymnastique	191'800	191'800	-	191'800	-	
	Association genevoise de handball	73'145	111'100	-37'955	88'000	-14'855	
	Association genevoise de hockey sur gazon	-	67'900	-67'900	-	-	
	Association genevoise de natation	-	35'000	-35'000	25'000	-25'000	
	Association genevoise de ski nautique	20'900	20'900	-	20'900	-	
	Association genevoise de tennis de table	47'600	47'600	-	47'600	-	
	Association genevoise des sports	11'000	8'200	2'800	11'000	-	
	Association genevoise sportive de tir	5'000	2'800	2'200	-	5'000	
	Association régionale Genève Tennis (ARGT)	80'000	44'400	35'600	55'000	25'000	
	Fédération genevoise d'échecs	2'500	500	2'000	2'500	-	
	Fédération genevoise des clubs de voile	-	20'600	-20'600	-	-	
	Genève E-sport	-	5'000	-5'000	-	-	
	Genève Snowsports	77'000	77'000	-	77'000	-	
	Swiss Volley Région Genève	111'000	104'200	6'800	111'000	-	
	Unihockey Club Genève	20'600	20'600	-	20'600	-	
	Union Vélocipédique Genevoise	50'400	50'400	-	50'400	-	
Total 34 Sports et loisirs		5'292'539	5'558'400	-265'861	5'230'394	62'145	
Total 4002 Sports		5'292'539	5'558'400	-265'861	5'230'394	62'145	
4003 Incendie et secours							
15 Service du feu							
	Association pour la formation de jeunes sapeurs-pompiers	10'300	10'300	-	10'300	-	
	Promotion d'actions pour la sécurité	-	9'000	-9'000	-	-	
Total 15 Service du feu		10'300	19'300	-9'000	10'300	-	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
31 Héritage culturel							
	Musée des pompiers	25'000	25'000	-	25'000	-	
Total 31 Héritage culturel		25'000	25'000	-	25'000	-	
42 Soins ambulatoires							
	Société internationale de sauvetage du Léman	12'000	12'000	-	12'000	-	
Total 42 Soins ambulatoires		12'000	12'000	-	12'000	-	
Total 4003 Incendie et secours		47'300	56'300	-9'000	47'300	-	
4009 Logistique et manifestations (LOM)							
42 Soins ambulatoires							
	REDOG - Société suisse pour chiens de recherche et de sauvetage	5'000	5'000	-	5'000	-	
Total 42 Soins ambulatoires		5'000	5'000	-	5'000	-	
Total 4009 Logistique et manifestations (LOM)		5'000	5'000	-	5'000	-	
Total 4 Sécurité et sports		5'349'839	5'649'700	-299'861	5'282'694	67'145	

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LE BUDGET 2021

- n/a
- L'écart de kCHF -280 s'explique par un nombre de demandes moins élevé que la projection budgétaire. Le budget a été adapté en 2022.
- L'écart de kCHF +279 s'explique principalement par les contributions versées à la plateforme Covid-19 (kCHF +125) et par le versement du solde de la convention signée avec le SportiGenève (kCHF +113).

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LES COMPTES 2020

- L'écart de kCHF +228 est dû à l'annulation de manifestations en 2020 qui ont pu avoir lieu en 2021.
- n/a
- n/a

6.3.4.4 Subventions non monétaires (gratuités)

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
4	Sécurité et sports						
4001	Dir. environnement urbain et sécurité						
31	Héritage culturel						
	Association du Musée SIS	-	83'633	-83'633	83'633	-83'633	
	Total 31 Héritage culturel	-	83'633	-83'633	83'633	-83'633	
	Total 4001 Dir. environnement urbain et sécurité	-	83'633	-83'633	83'633	-83'633	
4002	Sports						
34	Sports et loisirs						
	Académie de Volleyball Genève - Ecu 22	557	557	-	557	-	
	Assoc. cant. gen. basket + féd. SUI - Villa le Plonjon	4'928	4'928	-	4'928	-	
	Assoc. cant. Genevoise Gym Satus	16'091	16'091	-	16'091	-	
	Assoc. cantonale genevoise de football	59'323	59'323	-	59'323	-	
	Assoc. clubs sportifs de Varembe-buvette	3'345	3'345	-	3'345	-	
	Assoc. fédérale des troupes de transmission (AFTT)	8'706	8'706	-	8'706	-	
	Assoc. Gen Hockey s/gazon-rte Frontenex 70	2'564	2'564	-	2'564	-	
	Assoc. Genève-Servette H.C. - Vernets	7'002	7'002	-	7'002	-	
	Assoc. genevoise de tennis de table - Villa le Plonjon	6'055	5'292	763	6'323	-268	
	Assoc. genevoise de volleyball - Villa le Plonjon	5'341	4'668	673	5'577	-237	
	Assoc. genevoise des sports - Villa le Plonjon	4'838	4'228	610	5'052	-214	
	Assoc. Genevoise Handball - Fr-Dussaud 2	2'230	2'230	-	2'230	-	
	Assoc. genevoise hockey sur gazon-Plonjon	4'784	4'784	-	4'784	-	
	Assoc. les Citrons Verts (Netball)	557	557	-	557	-	
	Assoc. Servette HC-Hockey sur gazon	446	446	-	446	-	
	Assoc. sportive BdF Libellules-buvette	17'229	17'229	-	17'229	-	
	Assoc. suisse des sergents-majors-Bâle 26	1'784	1'784	-	1'784	-	
	Assoc. usagers Bains des Pâquis-Bâle 26	3'902	3'902	-	3'902	-	
	Association Cant Genevoise de Badminton	669	669	-	669	-	
	Association CTT Rapid-Genève	48'656	48'656	-	48'656	-	
	Association des Archers Genevois	1'226	1'226	-	1'226	-	
	Association FC Champel-Plonjon	8'332	7'204	1'128	8'729	-397	
	Association FSG Aire-le Lignon	780	780	-	780	-	
	Association Geneva Seahawks-Plonjon	4'784	4'784	-	4'784	-	
	Association Genève Lutte	1'226	1'226	-	1'226	-	
	Association Genevoise d'Athlétisme	7'488	7'488	-	7'488	-	
	Association Genevoise de Gymnastique	399'920	399'920	-	399'920	-	
	Association Handisport Genève (stockage)	446	446	-	446	-	
	Association Servette Handball	1'449	1'449	-	1'449	-	
	Association sport billard club Genève	53'612	51'060	2'552	53'847	-235	
	Association SPORTI Genève-Vernets	5'835	5'835	-	5'835	-	
	Association sportive genevoise de tir (ASGT)	121'805	121'805	-	121'805	-	

En français	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
Association UGS Athlétisme	6'040	6'040	-	6'040	-	
Badminton Club Genève	1'338	1'338	-	1'338	-	
Budo-Club des Grottes	52'429	52'282	147	53'677	-1'248	
Canoë club de Genève	11'558	11'558	-	11'558	-	
Centre de formation police-H-Wilsdorf 4	446	446	-	446	-	
Centre de Sports Sous-Marins	35'686	35'686	-	35'686	-	
Cercle des sports Genève	28'801	28'801	-	28'801	-	
Club d'échecs Bois-Gentil	8'873	8'873	-	8'873	-	
Club d'échecs de Genève-Plonjon	30'476	29'244	1'232	30'910	-433	
Club des patineurs de Genève - Vernets	2'626	2'626	-	2'626	-	
Club Hygiénique Plainpalais	5'420	5'420	-	5'420	-	
Club Hygiénique Plainpalais (Carl-Vogt)	57'044	57'044	-	57'044	-	
Club sportif des Agents de Ville	9'929	9'389	540	9'969	-40	
Course de l'Escalade	4'795	4'795	-	4'795	-	
Damier Genevois	9'041	-	9'041	9'041	-	
Ecole de boxe Erdal Kiran Genève 1887 - Bâle 26	23'416	23'416	-	23'416	-	
Ecole genevoise de gymnastique artistique	7'284	7'284	-	7'284	-	
Evènements et manifestations	403'376	370'000	33'376	-	403'376	a)
FC Champel - rte Vessy 31	5'687	5'687	-	5'687	-	
FC Geneva-buvette	15'790	15'790	-	15'790	-	
FC Rapid Jonction Bosna-buvette	9'924	9'924	-	9'924	-	
FC UGS-buvette	20'071	20'071	-	20'071	-	
Fédération Suisse de gymnastique Eaux-Vives	6'944	6'944	-	6'944	-	
Fédération Suisse de Pétanque	4'322	4'322	-	4'322	-	
FSG Genève-Pâquis	21'201	21'201	-	21'201	-	
Geneva International Cricket Club	8'920	8'920	-	8'920	-	
Geneva Model Cars	213'100	213'100	-	213'100	-	
Geneva Seahawks - rte Vessy 31	1'672	1'672	-	1'672	-	
Genève Basketball Club Pâquis-Seujet	6'754	6'754	-	6'754	-	
Genève Natation 1885 - Vernets	19'943	19'943	-	19'943	-	
Genève Rink-Hockey Club	3'686	3'686	-	3'686	-	
Gratuités Patinoires	1'045'930	650'000	395'930	1'098'838	-52'908	b)
Gratuités Piscines	1'384'924	800'000	584'924	919'242	465'682	c)
Gratuités stades & salles	3'968'052	3'200'000	768'052	3'661'554	306'498	d)
MASQU' A RADE	9'650	9'650	-	9'650	-	
Mise à disp. salles de gymnastique	251'165	247'375	3'790	247'375	3'790	
Mont-Blanc Bridge Group	5'420	5'420	-	5'420	-	
Natation sportive Genève - Vernets	4'668	4'668	-	4'668	-	
Nikko Nanbudo Club GE	31'371	30'766	605	31'491	-120	
Olympic Boxing Club Genève	67'392	67'392	-	67'392	-	
Pédale des Eaux-Vives	6'944	6'944	-	6'944	-	

En francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
Satus Genève-Ville	3'667	3'667	-	3'667	-	
Shung Don Kwan	109'828	109'828	-	109'828	-	
Ski Club Genève-Bâle 26	2'230	2'230	-	2'230	-	
Société d'Escrime de Genève	83'890	83'890	-	83'890	-	
Société Suisse de Sauvetage - Vernets	3'072	3'072	-	3'072	-	
Swiss Open Tennis fauteuil roulant-Ecu 2	2'453	2'453	-	2'453	-	
Tchoukball Club Genève	1'226	1'226	-	1'226	-	
Toutes assoc. locaux archives	752	752	-	752	-	
Triathlon Club Genève	446	446	-	446	-	
Twirling club Genève	8'476	8'476	-	8'476	-	
UGS FC - Plateau Frontenex 8	6'273	6'273	-	6'273	-	
Union vélocipédique Genevoise	301'281	301'281	-	301'281	-	
Utilisat. salles communales	1'150	-	1'150	1'310	-160	
Total 34 Sports et loisirs	9'142'762	7'338'249	1'804'513	8'019'676	1'123'086	
Total 4002 Sports	9'142'762	7'338'249	1'804'513	8'019'676	1'123'086	
4003 Incendie et secours						
15 Service du feu						
Diverses Gratuités SIS	-	5'000	-5'000	-	-	
Total 15 Service du feu	-	5'000	-5'000	-	-	
31 Héritage culturel						
Ass. int. Plainpalais sauveteurs auxiliaires	9'336	9'336	-	9'336	-	
Total 31 Héritage culturel	9'336	9'336	-	9'336	-	
42 Soins ambulatoires						
Groupe local du berger belge	600	600	-	600	-	
Total 42 Soins ambulatoires	600	600	-	600	-	
Total 4003 Incendie et secours	9'936	14'936	-5'000	9'936	-	
4006 Service de la police municipale						
32 Culture, autres						
Chorale de la police	-	15'000	-15'000	-	-	
Total 32 Culture, autres	-	15'000	-15'000	-	-	
Total 4006 Service de la police municipale	-	15'000	-15'000	-	-	
4007 Service de l'espace public						
14 Questions juridiques						
Gratuités SEP Chantiers	611'342	320'000	291'342	936'761	-325'418	e)
Gratuités SEP Taxes d'empiètement	994'176	740'000	254'176	15'223	978'953	f)
Gratuités SEP Taxes manifestations	2'372'075	3'530'000	-1'157'925	608'877	1'763'197	g)
Gratuités SEP Taxes publicité	349'878	-	349'878	1'725'385	-1'375'507	h)
Gratuités SEP Attestations, émoluments	13'440	-	13'440	-	13'440	
Gratuités SEP Installations saisonnières	1'473'387	-	1'473'387	-	1'473'387	i)
Total 14 Questions juridiques	5'814'298	4'590'000	1'224'298	3'286'246	2'528'052	
Total 4007 Service de l'espace public	5'814'298	4'590'000	1'224'298	3'286'246	2'528'052	

En français

	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
4009 Logistique et manifestations						
02 Services généraux						
Mise à disposition de personnel	108'578	120'000	-11'422	111'939	-3'361	
Total 02 Services généraux	108'578	120'000	-11'422	111'939	-3'361	
32 Culture, autres						
Fondation l'Abri	228'470	228'470	-	228'470	-	
Rabais octroyés manif & matériel de fêtes	712'879	1'150'000	-437'121	566'617	146'262	j)
Total 32 Culture, autres	941'349	1'378'470	-437'121	795'087	146'262	
34 Sports et loisirs						
Association Gymnasia Genevensis	4'356	4'356	-	4'356	-	
Total 34 Sports et loisirs	4'356	4'356	-	4'356	-	
Total 4009 Logistique et manifestations	1'054'283	1'502'826	-448'543	911'382	142'901	
Total 4 Sécurité et sports	16'021'279	13'544'644	2'476'635	12'310'873	3'710'406	

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LE BUDGET 2021

- a) n/a
- b) L'écart s'explique par la comptabilisation des heures de cours données par les professeurs du Club des patineurs (kCHF +223) et par le rabais de 50% accordé au Genève-Servette Hockey Club par le Conseil administratif (kCHF +172).
- c) L'écart de kCHF +585 s'explique par les gratuités et rabais accordés aux écoles de natation du Genève Natation 1885, à Ecole de Natation de Genève (ENG) et à la Natation Sportive de Genève, plus élevés que les projections budgétaires. La prévision budgétaire sera revue lors du budget 2023.
- d) L'écart de kCHF +768 s'explique par une comptabilisation des gratuités plus élevée que les projections budgétaires notamment en lien avec les associations cantonales de Tchoukball et de Rugby. La prévision budgétaire sera revue lors du budget 2023.
- e) L'écart s'explique par les demandes d'exonération pour des chantiers d'intérêt public.
- f) L'écart de kCHF +254 est dû aux mesures de soutien accordées aux secteurs économiques suite à la crise sanitaire (Extraits CA du 9 juin 2021, réf n° 3, et du 29 septembre 2021, réf n° 2).
- g) L'écart de kCHF -1'158 s'explique par une comptabilisation des gratuités moins élevée que les projections budgétaires. La prévision budgétaire sera revue lors du budget 2023.
- h) L'écart de kCHF +350 est dû aux mesures de soutien accordées suite à la crise sanitaire (Extraits CA du 9 juin 2021, réf n° 3, et du 29 septembre 2021, réf n° 2).
- i) L'écart de kCHF +1'473 des gratuités relatives aux installations saisonnières est lié aux mesures de soutien accordées suite à la crise sanitaire (Extraits CA du 9 juin 2021, réf n° 3, et du 29 septembre 2021, réf n° 2).
- j) L'écart de kCHF -437 s'explique principalement par l'annulation de manifestations suite à la crise sanitaire.

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LES COMPTES 2020

- a) L'écart s'explique par la comptabilisation des gratuités des quelques manifestations qui ont pu avoir lieu en 2020, dans les gratuités stades et salles.
- b) n/a
- c) L'écart de kCHF +466 s'explique par l'impact des restrictions en lien avec la crise sanitaire, plus importants en 2020 qu'en 2021.
- d) L'écart de kCHF +306 s'explique par le fait que moins de manifestations ont eu lieu en 2020 qu'en 2021 à cause des restrictions lié à la crise sanitaire.
- e) L'écart de kCHF -325 est dû aux mesures de soutien accordées suite à la crise sanitaire (Extrait CA du 24 mars 2020, réf n° 1).
- f) L'écart de kCHF +979 est lié aux mesures de soutien accordées suite à la crise sanitaire, couplées à la diminution des demandes de permission en 2020 (Extrait CA du 23 septembre 2020, réf n° 41).
- g) L'écart de kCHF +1'763 s'explique par la reprise en 2021 des manifestations ayant bénéficiées de gratuités accordées par le CA, dont certaines ont été annulées en 2020 du fait de la crise sanitaire (Extrait CA du 24 mars 2020, réf n° 1).
- h) L'écart de kCHF -1'376 est dû aux mesures de soutien plus importantes en 2020 en lien avec la crise sanitaire (Extrait CA du 23 septembre 2020, réf n° 41).
- i) L'écart s'explique par une imputation différente des charges induites par les installations saisonnières (Extrait CA du 23 septembre 2020, réf n° 41). En 2020, les installations saisonnières étaient comptabilisées avec les taxes publicité.
- j) n/a

6.3.4.5 Subventions ponctuelles

En francs

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Fonds de soutien au sport		2'360'394	2'289'600
Judo Club Eaux-Vives	Arts martiaux	25'000	
Taekwondo Académie Genève	Arts martiaux	6'000	
Club Hygiénique de Plainpalais	Athlétisme	5'910	
Satus Athlétisme Genève	Athlétisme	4'000	
Stade Genève Athlétisme	Athlétisme	95'000	
Badminton club de Genève	Badminton	15'300	
Champel Genève-Basket	Basketball	-10'000	
Genève basket Pâquis-Seujet	Basketball	50'300	
Lions de Genève	Basketball	220'000	
Saint-Jean basket	Basketball	20'000	
Urania Genève Sport Basketball (UGS)	Basketball	-7'000	
Olympic Boxing Club Genève	Boxe	25'000	
Canoe club de Genève	Canoë	45'000	
Bicross club Genève	Cyclisme	15'000	
Union vélocipédique genevoise (cant.)	Cyclisme	12'500	
Club d'échecs Bois-Gentil	Echecs	3'600	
Club d'échecs de Genève	Echecs	45'000	
Club des amateurs d'échecs de Genève	Echecs	4'000	
Ecole d'échecs de Genève	Echecs	34'000	
Société d'escrime de Genève	Escrime	15'500	
Association du Servette FC	Football	125'000	
Club sportif italien FC	Football	40'000	
CS Interstar	Football	40'000	
FC Champel	Football	50'000	
FC Geneva	Football	10'000	
Football Club City	Football	49'500	
Olympique de Genève FC	Football	40'000	
UGS - Urania Genève Sport FC	Football	61'800	
Geneva Seahawks	Football américain	35'000	
Geneva's Flying Disk Wizards	Frisbee	8'000	
FSG Genève - Grottes	Gymnastique	2'500	
Chênois Genève Handball	Handball	85'000	
Servette Handball Club	Handball	20'200	
Club en fauteuil roulant Genève	Handicap	5'000	
Handisport Genève	Handicap	10'000	
Black Boys hockey club Genève	Hockey s/gazon	34'000	
Servette HC hockey sur gazon	Hockey s/gazon	35'000	
Association cantonale genevoise hockey s/glace	Hockey s/glace	-11'500	
Genève Servette HC association	Hockey s/glace	90'000	
Association genevoise des amis du Salève	Marche	2'000	
Association SPORTIGenève	Multisports	113'800	
Association suisse de footgolf	Multisports	5'000	
Fonds d'aide au sport	Multisports	125'000	
Genève Natation 1885	Natation	184'166	
Natation Sportive Genève	Natation	101'587	
Genève Rink-Hockey Club	Rink-Hockey	10'000	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Rugby Club Genève Plan-les-Ouates	Rugby	5'000	
Servette rugby club de Genève	Rugby	25'000	
Switzers Geneva Rugby	Rugby	18'000	
Association lémanique skieurs-snowboarders freestyle	Ski alpin	2'500	
Club nautique de Versoix-Ski nautique	Ski nautique/Wakeboard	9'000	
Association genevoise tchoukball (cant.)	Tchoukball	15'000	
Tchoukball Club Genève	Tchoukball	39'000	
CTT UGS-Chênois	Tennis de table	10'000	
Association sportive genevoise de tir (cant.)	Tir sportif	-40'000	
Triathlon Club Genève	Triathlon	55'531	
Unihockey Club Genève	Unihockey	8'200	
Alan Roura	Voile	12'500	
Association centre d'entraînement (CER)	Voile	150'500	
Club nautique de Versoix-Voile	Voile	24'000	
Justine Mettraux	Voile	12'500	
Chênois Genève volleyball	Volleyball	21'000	
Genève Volley	Volleyball	82'500	
Servette Star-Onex Vbc	Volleyball	10'000	
Volleyball Club Etoile Genève	Volleyball	5'000	
Fonds de soutien aux associations cantonales		1'288'045	1'399'200
Association genevoise d'athlétisme	Athlétisme	87'000	
Association cantonale genevoise de badminton	Badminton	72'000	
Association cantonale genevoise de basketball amateur	Basketball	133'000	
Union vélocipédique genevoise	Cyclisme	50'400	
Fédération genevoise d'échecs	Echecs	2'500	
Association cantonale genevoise de football	Football	165'100	
Association genevoise de gymnastique	Gymnastique	191'800	
Association genevoise de handball	Handball	73'145	
Association cantonale genevoise de Judo	Judo	80'000	
Association genevoise des sports	Multisports	11'000	
Association cant. genevoise de rugby	Rugby	60'000	
Genève Snowsports	Ski alpin	77'000	
Association genevoise de ski nautique et wakeboard	Ski nautique/Wakeboard	20'900	
Association régionale Genève Tennis	Tennis	80'000	
Association genevoise de tennis de table	Tennis de table	47'600	
Association sportive genevoise de tir	Tir sportif	5'000	
Genève Unihockey	Unihockey	20'600	
Swiss Volley Région Genève	Volleyball	111'000	
Fonds de soutien à l'organisation de manifestations		1'372'850	1'219'600
Association AtletiCAGenève	Athlétisme	43'000	
Course de l'Escalade	Course à pied	200'000	
Association Genève Marathon	Course à pied	60'000	
Festival Antigél (Antigel Run)	Course à pied	10'000	
Association LG TRAIL	Course à pied	30'000	
Fondation Cansearch	Course à pied	5'000	
Runningeneva	Course à pied	75'000	
Tour cycliste des Jeunes	Cyclisme	5'000	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Association Cyclotour du Léman	Cyclisme	20'000	
Association organi 4 jours du vélodrome de Genève	Cyclisme	40'000	
Association COCM ACRO 2020	Gymnastique	90'000	
Concours Hippique International	Hippisme	50'000	
CLAFG	Multisports	20'000	
Fonds d'aide au sport (plateforme Covid-19)	Multisports	125'000	
Genève Natation 1885	Natation	82'000	
La Pétanque genevoise	Pétanque	10'000	
Tchoukball Geneva Indoors	Tchoukball	35'000	
Geneva Trophy Promotion Sàrl	Tennis	250'000	
Triathlon International Genève	Triathlon	70'000	
Centre d'entraînement à la Régate (CER)	Voile	82'500	
GVA Wind Festival	Voile	20'000	
Association Coupe Fred Fellay	Volleyball	7'350	
Swiss Volley Région Genève (cant.)	Volleyball	31'000	
Swiss Volley Région Genève (cant.)	Volleyball	12'000	
Fonds de soutien au bénévolat		20'000	300'000
Genève Bénévolat	Multisports	20'000	
Fonds de soutien à la prévention et à l'intégration		51'050	150'000
Flag21	Course à pied	13'300	
Santescalade	Course à pied	20'000	
Fondation Equi-Page	Hippisme	10'000	
Sport & Nature	Stand up paddle	2'750	
Volleyball Club Etoile Genève	Volleyball	5'000	
Fonds de soutien au sport féminin		200'200	200'000
Genève Elite basket féminin	Basketball	70'000	
FC Geneva	Football	7'000	
Servette football club Chênois féminin	Football	90'000	
Geneva's Flying Disk Wizards	Frisbee	2'000	
Genève Servette hockey club féminin	Hockey s/glace	6'000	
Genève Volley	Volleyball	25'200	
Total		5'292'539	5'558'400

6.3.4.6 Personnel occupé par le département au 31 décembre 2021

		Fixes / équivalent temps plein				
	Sécurité et sports	Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2021	Ecart postes
4001	Direction sécurité et sports	16.0	-	16.0	16.0	-
4002	Service des sports	183.3	2.0	185.3	183.6	1.7
4003	Service d'incendie et de secours	311.6	5.0	316.6	318.0	-1.4
4006	Service de la police municipale	204.3	15.0	219.3	221.7	-2.4
4007	Service de l'espace public	72.2	2.0	74.2	75.3	-1.1
4009	Service logistique et manifestations	85.0	2.5	87.5	86.8	0.7
4010	Service Voirie - Ville propre	335.6	3.0	338.6	339.7	-1.1
Total		1'208.0	29.5	1'237.5	1'241.1	-3.6

The background of the image is split diagonally from the top-left corner to the bottom-right corner. The upper-left portion is white, and the lower-right portion is a solid orange color.

Cohésion sociale et solidarité

6.3.5 Cohésion sociale et solidarité

6.3.5.1 Synthèse des comptes

En milliers de francs	DCSS	SDPE	ECO	CIV	SPF	SOC	SEJ	Total
Charges								
30 Charges de personnel	3'180	6'283	18'682	3'643	6'900	15'234	3'580	57'504
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	388	1'453	21'556	338	3'539	4'032	1'927	33'234
33 Amortissements du patrimoine administratif	374	1'892	16'853	5	600	1'718	799	22'241
34 Charges financières	-	0	7	-	-	8	0	16
36 Charges de transfert	10'748	114'109	25'780	221	-	17'239	12'972	181'069
37 Subventions à redistribuer	-	-100	-	-	-	-	-	-100
39 Imputations internes	197	354	646	277	40	2'653	393	4'559
Total Charges	14'887	123'991	83'524	4'485	11'080	40'883	19'673	298'522
Revenus								
42 Taxes	39	79	1'209	1'887	3'878	329	40	7'461
43 Revenus divers	-	-	37	0	1	3	-	41
44 Revenus financiers	-	-	413	-	502	749	-	1'664
45 Prélèvements sur fonds et financements spéciaux	-	-	15	-	486	1'428	-	1'929
46 Revenus de transfert	20	10'566	544	-	-	1'060	161	12'351
47 Subventions à redistribuer	-	-100	-	-	-	-	-	-100
49 Imputations internes	-	-	104	-	-	105	15	224
Total Revenus	59	10'545	2'322	1'887	4'867	3'674	216	23'570

6.3.5.2 Comptes de fonctionnement

Cohésion sociale et solidarité	Charges	298'522'129	296'135'840	2'386'289	0.8%	302'207'110	-3'684'981	-1.2%	
	Revenus	23'570'103	28'551'805	-4'981'702	-17.4%	23'901'520	-331'418	-1.4%	
En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
5001 Dir. cohésion sociale et solidarité									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	2'539'478	2'926'990	-387'511	-13.2%	2'731'122	-191'644	-7.0%	
304	Allocations	18'850	23'900	-5'050	-21.1%	24'800	-5'950	-24.0%	
305	Cotisations patronales	615'679	763'805	-148'126	-19.4%	662'678	-46'999	-7.1%	
309	Autres charges de personnel	6'451	1'928	4'523	234.6%	18'909	-12'458	-65.9%	
310	Charges de matériel et de marchandises	12'543	20'893	-8'350	-40.0%	9'466	3'077	32.5%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	17'767	-	17'767	-	8'555	9'212	107.7%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	10'440	19'904	-9'464	-47.5%	11'339	-899	-7.9%	
313	Prestations de services et honoraires	190'953	184'489	6'464	3.5%	102'461	88'492	86.4%	
314	Travaux d'entretien	103'083	59'300	43'783	73.8%	108'813	-5'730	-5.3%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	25'455	31'694	-6'239	-19.7%	19'773	5'682	28.7%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	19'641	1'000	18'641	n/a	19'892	-251	-1.3%	
317	Dédommagements	7'207	11'480	-4'273	-37.2%	9'195	-1'987	-21.6%	
318	Dépréciations sur créances	-	-	-	-	-600	600	-100.0%	
319	Diverses charges d'exploitation	997	2'200	-1'203	-54.7%	2'652	-1'654	-62.4%	
330	Immobilisations corporelles du PA	374'348	370'163	4'185	1.1%	390'111	-15'763	-4.0%	
340	Charges d'intérêt	-	-	-	-	3	-3	-100.0%	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	10'747'785	11'169'914	-422'129	-3.8%	10'528'487	219'298	2.1%	
391	Prestations de services	54'248	48'068	6'180	12.9%	44'969	9'280	20.6%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	142'292	157'324	-15'032	-9.6%	139'452	2'840	2.0%	
Total Charges		14'887'218	15'793'051	-905'833	-5.7%	14'832'076	55'142	0.4%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	1'760	-	1'760	-	6'380	-4'620	-72.4%	
426	Remboursements	37'001	-	37'001	-	2'710	34'290	n/a	
463	Subventions des collectiv. publiques et des tiers	20'000	-	20'000	-	-	20'000	-	
Total Revenus		58'761	-	58'761	-	9'090	49'670	546.4%	
5002 Service de la petite enfance									
Charges									
300	Autorités et commissions	-	9'000	-9'000	-100.0%	-	-	-	
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	5'021'083	4'823'959	197'124	4.1%	4'532'049	489'034	10.8%	
304	Allocations	50'425	36'400	14'025	38.5%	43'700	6'725	15.4%	
305	Cotisations patronales	1'201'396	1'213'206	-11'810	-1.0%	1'123'691	77'704	6.9%	
309	Autres charges de personnel	10'431	4'076	6'355	155.9%	10'272	159	1.5%	
310	Charges de matériel et de marchandises	23'100	39'700	-16'600	-41.8%	46'226	-23'126	-50.0%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	38'364	2'400	35'964	n/a	16'636	21'728	130.6%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	25'803	79'702	-53'899	-67.6%	50'957	-25'153	-49.4%	
313	Prestations de services et honoraires	352'987	154'480	198'507	128.5%	164'084	188'903	115.1%	
314	Travaux d'entretien	717'582	921'100	-203'518	-22.1%	869'041	-151'458	-17.4%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	49'097	65'691	-16'594	-25.3%	55'061	-5'964	-10.8%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	241'793	240'700	1'093	0.5%	242'860	-1'067	-0.4%	
317	Dédommagements	3'362	8'600	-5'238	-60.9%	2'220	1'142	51.5%	
319	Diverses charges d'exploitation	1'050	1'067	-17	-1.6%	120	930	775.3%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
330	Immobilisations corporelles du PA	1'891'616	1'898'936	-7'321	-0.4%	1'951'276	-59'661	-3.1%	
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	441	2'500	-2'059	-82.4%	2'380	-1'939	-81.5%	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	114'109'160	113'127'384	981'776	0.9%	115'938'580	-1'829'420	-1.6%	
370	Subventions à redistribuer	-99'932	-	-99'932	-	2'068'526	-2'168'458	-104.8%	a)
391	Prestations de services	306'633	281'683	24'950	8.9%	214'723	91'910	42.8%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	46'894	40'504	6'390	15.8%	41'524	5'370	12.9%	
Total Charges		123'991'286	122'951'088	1'040'198	0.8%	127'373'925	-3'382'640	-2.7%	
Revenus									
426	Remboursements	79'197	-	79'197	-	11'189	68'008	607.8%	
463	Subventions des collectiv. publiques et des tiers	10'565'576	13'836'750	-3'271'174	-23.6%	11'679'911	-1'114'335	-9.5%	b)
470	Subventions à redistribuer	-99'932	-	-99'932	-	2'068'526	-2'168'458	-104.8%	c)
Total Revenus		10'544'841	13'836'750	-3'291'909	-23.8%	13'759'626	-3'214'785	-23.4%	
5003 Ecoles et institutions pour l'enfance									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	14'877'174	15'392'296	-515'122	-3.3%	15'017'482	-140'308	-0.9%	
304	Allocations	292'064	279'900	12'164	4.3%	304'218	-12'154	-4.0%	
305	Cotisations patronales	3'467'187	3'604'898	-137'711	-3.8%	3'373'561	93'626	2.8%	
309	Autres charges de personnel	45'489	10'392	35'097	337.7%	23'459	22'029	93.9%	
310	Charges de matériel et de marchandises	1'998'470	1'765'176	233'294	13.2%	1'105'471	892'999	80.8%	d)
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	651'065	684'220	-33'155	-4.8%	644'032	7'033	1.1%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	3'894'525	3'505'833	388'692	11.1%	3'734'807	159'718	4.3%	
313	Prestations de services et honoraires	2'401'303	2'106'436	294'867	14.0%	1'960'430	440'873	22.5%	e)
314	Travaux d'entretien	11'098'372	8'794'038	2'304'335	26.2%	10'362'886	735'486	7.1%	f)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	420'866	380'871	39'995	10.5%	476'066	-55'200	-11.6%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	722'103	921'432	-199'329	-21.6%	782'161	-60'058	-7.7%	
317	Dédommagements	247'688	429'107	-181'419	-42.3%	126'372	121'317	96.0%	
318	Dépréciations sur créances	82'065	-	82'065	-	5'650	76'415	n/a	
319	Diverses charges d'exploitation	39'787	20'950	18'837	89.9%	25'866	13'920	53.8%	
330	Immobilisations corporelles du PA	16'852'820	16'998'983	-146'163	-0.9%	18'582'350	-1'729'530	-9.3%	
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	6'654	-	6'654	-	-	6'654	-	
361	Dédommagements à des collectivités publiques	21'084'177	21'084'177	-	-	18'275'539	2'808'638	15.4%	g)
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	4'677'446	4'588'980	88'466	1.9%	4'677'592	-146	-	
366	Amortissements, subventions d'investissement	18'694	19'958	-1'264	-6.3%	18'694	-	-	
391	Prestations de services	211'955	391'429	-179'474	-45.9%	93'192	118'763	127.4%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	433'622	371'020	62'602	16.9%	425'784	7'838	1.8%	
399	Autres imputations internes	-	-	-	-	4'363	-4'363	-100.0%	
Total Charges		83'523'526	81'350'096	2'173'430	2.7%	80'019'976	3'503'549	4.4%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	51'906	45'000	6'906	15.3%	45'274	6'633	14.7%	
425	Recette sur ventes	20'782	878'500	-857'718	-97.6%	6'273	14'509	231.3%	h)
426	Remboursements	1'113'559	35'500	1'078'059	n/a	546'324	567'235	103.8%	i)
429	Autres taxes	23'176	-	23'176	-	9'446	13'730	145.3%	
430	Revenus d'exploitation divers	189	-	189	-	-	189	-	
431	Inscription de prestations propres à l'actif	2'800	4'476	-1'676	-37.5%	-	2'800	-	
439	Autres revenus	34'398	-	34'398	-	-	34'398	-	
447	Produit des biens-fonds PA	412'781	792'477	-379'696	-47.9%	418'450	-5'669	-1.4%	j)

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
450	Prélèv. sur fonds et financ. spéc. capitaux de tiers	15'000	20'000	-5'000	-25.0%	-	15'000	-	
461	Dédommagements de collectivités publiques	516'542	425'000	91'542	21.5%	404'952	111'590	27.6%	
463	Subventions des collectiv. publiques et des tiers	27'300	-	27'300	-	-	27'300	-	
491	Prestations de services	-	90'201	-90'201	-100.0%	1'250	-1'250	-100.0%	
492	Fermages, loyers, frais d'utilisation	103'586	88'951	14'635	16.5%	90'896	12'690	14.0%	
Total Revenus		2'322'019	2'380'105	-58'086	-2.4%	1'522'865	799'153	52.5%	
5005 Service de l'état civil									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	2'843'963	3'148'881	-304'918	-9.7%	2'902'921	-58'958	-2.0%	
304	Allocations	43'562	60'000	-16'438	-27.4%	48'500	-4'938	-10.2%	
305	Cotisations patronales	753'401	768'503	-15'102	-2.0%	731'326	22'076	3.0%	
309	Autres charges de personnel	2'317	2'420	-103	-4.3%	10'049	-7'732	-76.9%	
310	Charges de matériel et de marchandises	29'445	52'079	-22'634	-43.5%	33'069	-3'624	-11.0%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	5'776	6'400	-624	-9.8%	15'823	-10'047	-63.5%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	22'528	18'190	4'338	23.8%	21'708	820	3.8%	
313	Prestations de services et honoraires	166'264	58'286	107'978	185.3%	110'359	55'905	50.7%	
314	Travaux d'entretien	57'415	-	57'415	-	44'321	13'094	29.5%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	42'616	65'566	-22'950	-35.0%	35'633	6'983	19.6%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	10'908	-	10'908	-	12'546	-1'638	-13.1%	
317	Dédommagements	3'044	13'220	-10'176	-77.0%	4'953	-1'909	-38.5%	
318	Dépréciations sur créances	100	-	100	-	-	100	-	
319	Diverses charges d'exploitation	-	2'500	-2'500	-100.0%	8	-8	-100.0%	
330	Immobilisations corporelles du PA	5'243	4'796	447	9.3%	95'790	-90'546	-94.5%	
361	Dédommagements à des collectivités publiques	220'889	160'000	60'889	38.1%	128'228	92'661	72.3%	
391	Prestations de services	16'017	28'990	-12'973	-44.8%	16'376	-359	-2.2%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	261'376	261'376	-	-	261'376	-	-	
Total Charges		4'484'863	4'651'207	-166'344	-3.6%	4'472'983	11'880	0.3%	
Revenus									
421	Emoluments administratifs	1'787'898	1'839'577	-51'679	-2.8%	1'459'796	328'103	22.5%	k)
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	6'010	4'622	1'388	30.0%	3'131	2'879	92.0%	
425	Recette sur ventes	7'340	8'300	-960	-11.6%	5'880	1'460	24.8%	
426	Remboursements	85'547	-	85'547	-	54'266	31'282	57.6%	
430	Revenus d'exploitation divers	-	-	-	-	140	-140	-100.0%	
439	Autres revenus	151	-	151	-	59	92	154.6%	
Total Revenus		1'886'946	1'852'499	34'447	1.9%	1'523'271	363'675	23.9%	
5006 Pompes funèbres, cimetières et crématoire									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	5'525'846	5'797'345	-271'499	-4.7%	5'636'299	-110'454	-2.0%	
304	Allocations	91'206	101'850	-10'644	-10.5%	105'085	-13'879	-13.2%	
305	Cotisations patronales	1'245'615	1'346'587	-100'971	-7.5%	1'219'529	26'086	2.1%	
309	Autres charges de personnel	37'789	10'148	27'641	272.4%	38'163	-374	-1.0%	
310	Charges de matériel et de marchandises	860'701	1'321'800	-461'099	-34.9%	1'108'749	-248'048	-22.4%	l)
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	84'374	77'669	6'705	8.6%	110'536	-26'162	-23.7%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	601'807	370'383	231'424	62.5%	415'414	186'393	44.9%	
313	Prestations de services et honoraires	321'263	251'331	69'932	27.8%	439'104	-117'841	-26.8%	
314	Travaux d'entretien	1'404'521	666'900	737'621	110.6%	1'247'921	156'600	12.5%	m)

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	71'152	96'114	-24'962	-26.0%	79'584	-8'432	-10.6%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	75'967	3'500	72'467	n/a	18'958	57'008	300.7%	
317	Dédommagements	4'373	27'500	-23'127	-84.1%	3'161	1'213	38.4%	
318	Dépréciations sur créances	97'386	20'000	77'386	386.9%	19'072	78'314	410.6%	
319	Diverses charges d'exploitation	17'732	23'000	-5'268	-22.9%	23'826	-6'095	-25.6%	
330	Immobilisations corporelles du PA	599'989	453'595	146'393	32.3%	828'159	-228'170	-27.6%	
391	Prestations de services	38'231	39'964	-1'733	-4.3%	70'737	-32'506	-46.0%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	1'560	-	1'560	-	65'048	-63'488	-97.6%	
Total Charges		11'079'513	10'607'686	471'827	4.4%	11'429'347	-349'834	-3.1%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	3'089'987	3'645'500	-555'513	-15.2%	3'456'713	-366'726	-10.6%	n)
425	Recette sur ventes	561'779	565'000	-3'221	-0.6%	661'531	-99'752	-15.1%	
426	Remboursements	95'186	7'600	87'586	n/a	54'458	40'728	74.8%	
429	Autres taxes	131'274	100'000	31'274	31.3%	152'182	-20'908	-13.7%	
430	Revenus d'exploitation divers	629	-	629	-	802	-173	-21.5%	
440	Revenus des intérêts	302	-	302	-	624	-322	-51.6%	
447	Produit des biens-fonds PA	501'867	412'100	89'767	21.8%	557'531	-55'664	-10.0%	
450	Prélèv. sur fonds et financ. spéc. capitaux de tiers	485'792	500'000	-14'208	-2.8%	559'984	-74'192	-13.2%	
Total Revenus		4'866'816	5'230'200	-363'384	-6.9%	5'443'826	-577'010	-10.6%	
5007 Social									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	12'302'206	12'178'969	123'237	1.0%	13'807'148	-1'504'942	-10.9%	
303	Travailleurs temporaires	6'387	200'000	-193'613	-96.8%	200'604	-194'217	-96.8%	
304	Allocations	119'480	121'300	-1'820	-1.5%	123'097	-3'617	-2.9%	
305	Cotisations patronales	2'727'406	2'981'307	-253'901	-8.5%	2'871'065	-143'659	-5.0%	
309	Autres charges de personnel	78'276	43'700	34'576	79.1%	47'067	31'209	66.3%	
310	Charges de matériel et de marchandises	175'789	277'436	-101'647	-36.6%	245'507	-69'718	-28.4%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	94'146	154'433	-60'287	-39.0%	174'945	-80'799	-46.2%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	350'893	308'874	42'019	13.6%	341'423	9'470	2.8%	
313	Prestations de services et honoraires	1'433'174	1'276'152	157'022	12.3%	3'901'342	-2'468'169	-63.3%	o)
314	Travaux d'entretien	1'024'330	902'091	122'239	13.6%	2'046'109	-1'021'779	-49.9%	p)
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	175'466	141'071	34'395	24.4%	280'035	-104'568	-37.3%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	750'277	729'570	20'707	2.8%	814'325	-64'048	-7.9%	
317	Dédommagements	3'973	27'500	-23'527	-85.6%	4'067	-94	-2.3%	
318	Dépréciations sur créances	4'152	-	4'152	-	15'254	-11'101	-72.8%	
319	Diverses charges d'exploitation	19'315	18'690	625	3.3%	19'135	180	0.9%	
330	Immobilisations corporelles du PA	1'718'058	1'685'980	32'078	1.9%	1'743'443	-25'385	-1.5%	
332	Amortissements des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	45'956	-45'956	-100.0%	
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	8'067	6'800	1'267	18.6%	10'414	-2'347	-22.5%	
350	Attrib. aux FS et financ. spéc. des capitaux tiers	-	588'200	-588'200	-100.0%	-	-	-	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	17'238'920	16'758'967	479'953	2.9%	16'656'313	582'607	3.5%	
391	Prestations de services	150'585	267'379	-116'795	-43.7%	275'968	-125'383	-45.4%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	2'502'157	1'963'255	538'902	27.4%	2'018'115	484'042	24.0%	
Total Charges		40'883'057	40'631'673	251'384	0.6%	45'641'333	-4'758'276	-10.4%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	88'486	208'000	-119'514	-57.5%	70'270	18'216	25.9%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
425	Recette sur ventes	815	-	815	-	-	815	-	
426	Remboursements	239'252	-	239'252	-	123'192	116'060	94.2%	
430	Revenus d'exploitation divers	3'286	-	3'286	-	64	3'222	n/a	
445	Revenus financiers de prêts et participations PA	224'999	-	224'999	-	-	224'999	-	
447	Produit des biens-fonds PA	524'086	619'800	-95'714	-15.4%	541'435	-17'348	-3.2%	
450	Prélèv. sur fonds et financ. spéc. capitaux de tiers	1'427'881	2'939'525	-1'511'644	-51.4%	223'651	1'204'230	538.4%	
461	Dédommagements de collectivités publiques	60'180	210'000	-149'820	-71.3%	354'707	-294'526	-83.0%	q)
463	Subventions des collectiv. publiques et des tiers	1'000'000	1'000'000	-	-	-	1'000'000	-	r)
492	Fermages, loyers, frais d'utilisation	105'460	49'896	55'564	111.4%	105'460	0	0.0%	
Total Revenus		3'674'446	5'027'221	-1'352'775	-26.9%	1'418'778	2'255'668	159.0%	
5008 Service de la jeunesse									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	2'842'584	2'953'839	-111'255	-3.8%	2'410'176	432'408	17.9%	
304	Allocations	34'910	29'400	5'510	18.7%	27'900	7'010	25.1%	
305	Cotisations patronales	671'894	722'136	-50'242	-7.0%	571'527	100'367	17.6%	
309	Autres charges de personnel	31'080	1'396	29'684	n/a	8'605	22'474	261.2%	
310	Charges de matériel et de marchandises	86'770	98'138	-11'368	-11.6%	99'375	-12'605	-12.7%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	29'603	18'000	11'603	64.5%	26'300	3'303	12.6%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	146'336	153'909	-7'573	-4.9%	124'698	21'638	17.4%	
313	Prestations de services et honoraires	575'749	500'704	75'045	15.0%	508'453	67'297	13.2%	
314	Travaux d'entretien	469'882	349'561	120'321	34.4%	470'909	-1'027	-0.2%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	26'090	20'353	5'737	28.2%	29'200	-3'109	-10.6%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	586'740	707'111	-120'371	-17.0%	619'592	-32'852	-5.3%	
317	Dédommagements	5'797	21'500	-15'703	-73.0%	3'310	2'487	75.1%	
319	Diverses charges d'exploitation	452	2'500	-2'048	-81.9%	1'608	-1'156	-71.9%	
330	Immobilisations corporelles du PA	798'512	729'921	68'592	9.4%	524'059	274'453	52.4%	
343	Charges pour bien-fonds, patrimoine financier	476	-	476	-	945	-469	-49.6%	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	12'972'391	13'309'598	-337'207	-2.5%	12'658'236	314'155	2.5%	
391	Prestations de services	137'254	323'369	-186'115	-57.6%	91'551	45'702	49.9%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	256'147	209'604	46'543	22.2%	261'027	-4'880	-1.9%	
Total Charges		19'672'667	20'151'039	-478'372	-2.4%	18'437'469	1'235'197	6.7%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	4'396	-	4'396	-	19'726	-15'330	-77.7%	
425	Recette sur ventes	13'531	15'000	-1'469	-9.8%	9'719	3'812	39.2%	
426	Remboursements	22'140	5'600	16'540	295.4%	29'770	-7'630	-25.6%	
430	Revenus d'exploitation divers	-	800	-800	-100.0%	190	-190	-100.0%	
439	Autres revenus	-	30'000	-30'000	-100.0%	-	-	-	
447	Produit des biens-fonds PA	-	2'000	-2'000	-100.0%	-	-	-	
450	Prélèv. sur fonds et financ. spéc. capitaux de tiers	-	-	-	-	1'608	-1'608	-100.0%	
461	Dédommagements de collectivités publiques	34'540	45'000	-10'460	-23.2%	36'420	-1'880	-5.2%	
463	Subventions des collectiv. publiques et des tiers	126'630	126'630	-	-	126'630	-	-	
492	Fermages, loyers, frais d'utilisation	15'038	-	15'038	-	-	15'038	-	
Total Revenus		216'274	225'030	-8'756	-3.9%	224'063	-7'789	-3.5%	

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LE BUDGET 2021

- a) n/a
- b) L'écart de kCHF -3'271 s'explique par deux éléments. Premièrement, les subventions collectées (OFAS, Fonds intercommunal) sont inférieures aux montants initialement estimés (kCHF -2'465). De surcroît, le budget 2022 a été adapté dans ce sens. A noter que ces revenus varient d'année en année, en fonction du nombre de places mises en exploitation. Deuxièmement, on constate un ajustement de la subvention 2020 en provenance de la Fondation pour le développement de la petite enfance (FDAP) (kCHF -806).
- c) n/a
- d) n/a
- e) L'écart de kCHF +295 s'explique par la répartition des charges d'honoraires divers gérées par le service compétent DPBA.
- f) L'écart s'explique par deux éléments principaux. Premièrement, la mise en place des plans de protection scolaire et parascolaire définis par la République et canton de Genève a généré un écart de kCHF +926 lequel est couvert par les PR-1449 et 1467 acceptées par le Conseil municipal. Deuxièmement, un montant de près de kCHF +600 a été engagé pour le remplacement du personnel au Service des écoles et institutions pour l'enfance (maladie, postes vacants, personne en fin de droit au traitement) afin de garantir le nettoyage des 53 écoles primaires de la Ville. Cet écart est compensé par le non dépensé du groupe 30 charges de personnel.

La différence d'écart de kCHF +778 s'explique par la ventilation des charges du service compétent DPBA, dont le budget est centralisé.
- g) n/a
- h) L'écart de kCHF -858 s'explique par une imputation budgétaire incorrecte des recettes des ventes de repas pris dans les restaurants scolaires, et directement gérés par le Service des écoles et institutions pour l'enfance. Les recettes des ventes de repas sont comptabilisées sous la rubrique 426 alors qu'elles ont été budgétées sous la rubrique 425 (kCHF -878).
- i) L'écart de kCHF +1'078 s'explique par deux éléments principaux. Premièrement, les recettes des ventes de repas pris dans les restaurants scolaires, et directement gérés par le Service des écoles et institutions pour l'enfance, sont comptabilisées sous la rubrique 426 alors qu'elles ont été budgétées sous la rubrique 425 (kCHF +878). Deuxièmement, les remboursements d'assurances pour perte de salaire ont été comptabilisés à hauteur de kCHF +170 alors que ces revenus ont été budgétés sur le compétent DRH.
- j) L'écart de kCHF -380 s'explique par la baisse des revenus de locations de salles dans les locaux scolaires en lien avec les fermetures ou les restrictions décidées par les autorités.
- k) n/a
- l) L'écart de kCHF -461 s'explique par un nombre de décès moins élevé en 2021 qu'attendu. Les achats de fournitures funéraires ont donc été moins importants que budgétés.
- m) L'écart de kCHF +738 s'explique principalement par la ventilation des charges du service compétent DPBA, dont le budget est centralisé.
- n) L'écart de kCHF -556 s'explique par une budgétisation trop importante en regard du nombre de décès pris en charge par le Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire en 2021.
- o) n/a
- p) n/a
- q) n/a
- r) n/a

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LES COMPTES 2020

- a) L'écart de kCHF -2'168 correspond aux indemnités reçues de la Confédération et versées aux structures d'accueil de la petite enfance suite aux pertes financières liées à l'instauration d'un service minimum au printemps 2020. La charge a été compensée entièrement par le revenu du même montant sous le groupe 470. Il s'agit d'une mesure unique.
- b) L'écart de kCHF -1'114 concerne principalement un évènement postérieur à la date de clôture des comptes 2020. En effet, la subvention en provenance de la Fondation pour le développement de la petite enfance (FDAP) a été revue à la baisse subséquemment par l'Association des communes genevoises (ACG) et cette révision d'estimation a été enregistrée sur les comptes 2021 (cf. évènements postérieurs à la date de clôture dans les comptes 2020).
- c) L'écart de kCHF -2'168 correspond aux indemnités reçues de la Confédération et versées aux structures d'accueil de la petite enfance suite aux pertes financières dues à l'instauration d'un service minimum au printemps 2020. Le revenu a été entièrement compensé par une charge du même montant sous le groupe 370. Il s'agit d'une mesure unique.
- d) L'écart de kCHF +893 s'explique essentiellement par la reprise, par le Service des écoles et institutions pour l'enfance, des restaurants scolaires auparavant gérés par les Associations de cuisines et restaurants scolaires de Trembley (depuis la rentrée scolaire 2020) et de Champel (depuis la rentrée scolaire 2021) dont les coûts supplémentaires sur 2021 se montent respectivement à près de kCHF +600 et kCHF +200. En outre, les achats supplémentaires de fournitures de nettoyage ont permis de garantir l'application des plans de protection dans les écoles durant la crise sanitaire (kCHF +80).
- e) L'écart de kCHF +441 s'explique par la répartition des charges d'honoraires divers gérées par le service compétent DPBA.
- f) L'écart de kCHF +736 s'explique par l'augmentation des dépenses d'entretien des bâtiments scolaires et parascolaires entre 2020 et 2021. En 2021, les plans de protection ont été appliqués durant l'ensemble de l'année alors qu'en 2020, les écoles ont fonctionné normalement de janvier à mars et fermé de mars à mai. Les surcoûts générés par les plans de protection se sont donc matérialisés à partir de mai 2020.
- g) L'écart de kCHF +2'809 s'explique par l'augmentation des cotisations au budget 2021 du GIAP (Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire).
- h) n/a
- i) L'écart de kCHF +567 s'explique par la reprise des restaurants scolaires auparavant gérés par les Associations de cuisines et restaurants scolaires de Trembley et de Champel. En 2021, le Service des écoles et institutions pour l'enfance a ainsi perçu davantage de recettes provenant des ventes de repas.
- j) n/a
- k) L'écart de kCHF +328 s'explique par une augmentation du nombre de documents officiels délivrés. Certaines prestations comme les commandes de cartes d'identité avaient dû être mises en suspens du 17 mars au 8 juin 2020 en raison des mesures sanitaires.
- l) n/a
- m) n/a
- n) L'écart de kCHF -367 s'explique par un nombre de décès plus important en 2020 en raison des effets de la pandémie de la Covid-19.
- o) L'écart de kCHF -2'468 s'explique principalement par une augmentation des frais de sécurité pour assurer le fonctionnement du dispositif d'hébergement d'urgence (Caserne des Vernets, Frank-Thomas et abris PC) durant l'année 2020. Ces augmentations ont été couvertes par la PR-1411 destinée à financer le dispositif d'hébergement d'urgence de la Ville.
- p) L'écart de kCHF -1'022 s'explique principalement par une augmentation des frais de nettoyage pour assurer le fonctionnement du dispositif d'hébergement d'urgence (Caserne des Vernets, Frank-Thomas et abris PC) durant l'année 2020. Ces augmentations ont été couvertes par la PR-1411 destinée à financer le dispositif d'hébergement d'urgence de la Ville.

- q) L'écart de kCHF -295 s'explique par un montant comptabilisé moins élevé au titre du remboursement par l'Hospice général d'une partie de la prise en charge des frais de restaurants scolaires.
- r) L'écart de kCHF +1000 concerne la participation en 2021 du Fonds intercommunal (FI) aux prestations d'urgence sociale financées par la Ville de Genève. Cette participation est reconduite en 2022.

Pour les écarts concernant les charges de personnel, les amortissements du patrimoine administratif, et les attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux se référer aux explications de l'analyse par chapitre des parties «6.1.2.1 Chapitre 30: charges de personnel», «6.1.2.3 Chapitre 33: amortissements du patrimoine administratif», «6.1.2.5 Chapitre 35 et 45: attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux».

6.3.5.3 Subventions monétaires

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021- C 2020	Notes
5	Cohésion sociale et solidarité						
5001	Direction département cohésion sociale et solidarité						
21	Scolarité obligatoire						
	FAPEO-Pédibus	25'800	25'800	-	25'800	-	
	Total 21 Scolarité obligatoire	25'800	25'800	-	25'800	-	
29	Formation, autres						
	Ass.Ctres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, grpt gen.(CEMEA)	4'600	4'600	-	4'600	-	
	Association Astural	20'600	20'600	-	20'600	-	
	Association Ecole des parents	77'400	77'400	-	77'400	-	
	Association Université Ouvrière de Genève (UOG)	240'400	240'400	-	240'400	-	
	Association Université populaire albanaise	67'000	67'000	-	67'000	-	
	Association Université Populaire du Canton de Genève	150'000	150'000	-	150'000	-	
	Ecoles des Mamans	48'190	48'190	-	34'292	13'898	
	Total 29 Formation, autres	608'190	608'190	-	594'292	13'898	
34	Sports et loisirs						
	Association Caritas-Jeunesse	41'800	41'800	-	41'800	-	
	Association Centre Protestant de Vacances (CPV)	175'300	175'300	-	175'300	-	
	Association des Unions Chrétiennes de Genève	181'250	181'250	-	181'250	-	
	Association du Scoutisme Genevois	83'500	83'500	-	83'500	-	
	Association La Bataille des livres	10'300	10'300	-	10'300	-	
	Association usagers Bains des Pâquis	245'000	245'000	-	245'000	-	
	Association Vacances Nouvelles	46'400	46'400	-	46'400	-	
	Black Movie	15'000	15'000	-	15'000	-	
	Ciné transat	70'000	100'000	-30'000	100'000	-30'000	
	Clubs d'âinés Ville et Fédération	16'600	18'000	-1'400	12'400	4'200	
	Enfance	167'000	161'102	5'898	162'200	4'800	
	Fédération des colonies de vacances catholiques romaines du canton de Genève	4'100	4'100	-	4'100	-	
	Fédération des colonies de vacances du canton de Genève	-8'000	4'100	-12'100	-	-8'000	
	Fédération protestante des colonies de vacances	4'100	4'100	-	4'100	-	
	GLAJ-Groupe de Liaison des Associations de Jeunesse	41'200	41'200	-	41'200	-	
	Jeunesse	94'300	92'000	2'300	101'600	-7'300	
	MJSR-Mouvement de la Jeunesse Suisse Romande	10'300	10'300	-	10'300	-	
	Villa Dutoit	67'470	87'600	-20'130	74'600	-7'130	
	Total 34 Sports et loisirs	1'265'620	1'321'052	-55'432	1'309'050	-43'430	
41	Hôpitaux, homes médicalisés						
	Association Face à Face	150'000	150'000	-	150'000	-	
	Association Résiliam	45'000	45'000	-	45'000	-	
	Total 41 Hôpitaux, homes médicalisés	195'000	195'000	-	195'000	-	
52	Invalidité						
	Association Club en fauteuil roulant Genève	99'400	99'400	-	99'400	-	
	Association genevoise des malentendants	27'800	27'800	-	27'800	-	
	Association Insieme	74'200	74'200	-	74'200	-	
	Total 52 Invalidité	201'400	201'400	-	201'400	-	

	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021- C 2020	Notes
53 Vieillesse et survivants						
Association Mouvement des Aînés Genève	50'000	50'000	-	50'000	-	
AVIVO-Ass.de défense et de détente de tous les retraités	159'800	159'800	-	159'800	-	
Conseil des anciens	12'000	12'000	-	12'000	-	
Croix-Rouge genevoise/visites aux personnes âgées	98'000	98'000	-	98'000	-	
Fondation Trajets - buanderie	-	320'000	-320'000	315'829	-315'829	a)
Plate-Forme Associations d'Aînés Genève	75'000	75'000	-	75'000	-	
Pro Senectute	8'400	8'400	-	8'400	-	
Vieillesse	8'000	73'070	-65'070	18'600	-10'600	
Total 53 Vieillesse et survivants	411'200	796'270	-385'070	737'629	-326'429	
54 Famille et jeunesse						
Association Europe-Charmillles	50'000	50'000	-	-	50'000	
Association Fourchette verte	10'300	10'300	-	10'300	-	
Association Le Terreau - Seujet	50'000	50'000	-	-	50'000	
CODAP	10'000	10'000	-	10'000	-	
Fondation 022 Familles	53'100	53'100	-	53'100	-	
Fondation pour l'avenir	10'300	10'300	-	10'300	-	
Mouvement Populaire des Familles	50'000	50'000	-	50'000	-	
Refuge de Darwin	-	-	-	25'000	-25'000	
Total 54 Famille et jeunesse	233'700	233'700	-	158'700	75'000	
57 Aide sociale et domaine de l'asile						
Association Aspasie	540'200	540'200	-	490'200	50'000	
Association Café Cornavin	91'433	91'433	-	91'433	-	
Association Camarada	52'800	52'800	-	52'800	-	
Association Centre de Contact Suisses-Immigrés	366'847	440'000	-73'153	250'000	116'847	
Association Colis du cœur	20'600	20'600	-	20'600	-	
Association Collectif de soutien aux sans-papiers de Genève	51'500	51'500	-	51'500	-	
Association des familles monoparentales	50'000	50'000	-	50'000	-	
Association Le Caré	346'300	346'300	-	346'300	-	
Association Le Racard	476'800	476'800	-	476'800	-	
Association Lecture et Compagnie	10'300	10'300	-	10'300	-	
Association Lire et Ecrire	25'000	25'000	-	25'000	-	
Association Maison Kultura	45'000	45'000	-	45'000	-	
Association Païdos	541'200	541'200	-	541'200	-	
Association Pavillon Cayla	20'000	20'000	-	-	20'000	
Association pour le Bateau Genève	277'700	277'700	-	277'700	-	
Association Promotion Droits Humains APDH	40'000	40'000	-	40'000	-	
Coordination genevoise du Bénévolat	136'200	136'200	-	136'200	-	
CTAS-Centre de consultation spécialisé dans le traitement des séquelles d'abus sexuels	10'300	10'300	-	10'300	-	
Espace Solidaire Pâquis	50'000	50'000	-	50'000	-	
Fondation Carrefour-rue & Coulou (CRC)	592'000	592'000	-	592'000	-	
Fondation Partage, Partenariat Alimentaire Genevois	423'200	423'200	-	423'200	-	
Fondation Suisse du Service Social International	30'000	30'000	-	30'000	-	
Forum des démocraties participatives	50'000	50'000	-	50'000	-	

En francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021- C 2020	Notes
Hébergement d'urgence	1'800'000	1'800'000	-	1'799'584	416	
Inclusion sociale	52'680	104'000	-51'320	129'114	-76'434	
Informations et acquisitions de base	378'000	372'969	5'031	373'000	5'000	
Insertion sociale	353'815	216'000	137'815	269'384	84'431	
La Carte Blanche	15'000	15'000	-	15'000	-	
Société Coopérative Armée du Salut Œuvre Sociale-Accueil de Nuit	855'000	855'000	-	555'000	300'000	b)
Société des associations italiennes de Genève (S.A.I.G.)	30'000	30'000	-	30'000	-	
Vestiaire social	50'000	50'000	-	50'000	-	
Total 57 Aide sociale et domaine de l'asile	7'781'875	7'763'502	18'373	7'281'615	500'259	
75 Protection des espèces et du paysage						
Centre Ornithologique de réadaptation	25'000	25'000	-	25'000	-	
Total 75 Protection des espèces et du paysage	25'000	25'000	-	25'000	-	
Total 5001 Direction département cohésion sociale et solidarité	10'747'785	11'169'914	-422'129	10'528'487	219'298	
5002 Service de la petite enfance						
54 Famille et jeunesse						
Acquisitions de matériel pour crèches et garderies	500'984	520'000	-19'016	355'307	145'678	
Astural, service éducatif itinérant	18'000	18'000	-	18'000	-	
Crèches, garderies, jardins d'enfants et activités liées	113'254'959	112'039'384	1'215'575	114'978'406	-1'723'447	c)
Travaux crèches, garderies, jardins d'enfants	335'217	550'000	-214'783	586'868	-251'651	d)
Total 54 Famille et jeunesse	114'109'160	113'127'384	981'776	115'938'580	-1'829'420	
Total 5002 Service de la petite enfance	114'109'160	113'127'384	981'776	115'938'580	-1'829'420	
5003 Ecoles et institutions pour l'enfance						
21 Scolarité obligatoire						
9ème année du CO	-26'054	40'890	-66'944	38'400	-64'454	
Budget participatif dans les écoles	72'086	80'000	-7'914	62'767	9'319	
Fêtes dans les écoles	7'296	25'000	-17'704	-	7'296	
Fêtes des écoles décentralisées, cortège	3'557	22'000	-18'443	-	3'557	
Prix scolaires	1'800	3'000	-1'200	1'250	550	
Restaurants scolaires	1'185'637	684'300	501'337	1'132'758	52'879	e)
Restaurants scolaires (participation VGE repas impayés)	42'251	100'000	-57'749	117'998	-75'747	
Total 21 Scolarité obligatoire	1'286'573	955'190	331'383	1'353'173	-66'600	
29 Formation, autres						
Aides aux parents	-	32'000	-32'000	16'650	-16'650	
Total 29 Formation, autres	-	32'000	-32'000	16'650	-16'650	
34 Sports et loisirs						
Association Cheetah-Baby Plage	-	31'500	-31'500	-	-	
Camps et centres-aérés	353'971	380'000	-26'029	393'070	-39'099	
Diverses activités enfance et écoles	11'800	17'000	-5'200	10'500	1'300	
Ecole de cirque	8'000	28'000	-20'000	10'000	-2'000	
Fonds colonies - Fonds colonies de vacances	15'000	20'000	-5'000	-	15'000	
Ludothèques (part fonctionnement)	340'726	349'850	-9'124	304'801	35'925	
Ludothèques (part salaires FASE)	2'661'376	2'775'440	-114'064	2'589'398	71'978	
Total 34 Sports et loisirs	3'390'873	3'601'790	-210'917	3'307'769	83'104	
Total 5003 Ecoles et institutions pour l'enfance	4'677'446	4'588'980	88'466	4'677'592	-146	

En francs

	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021- C 2020	Notes
5007 Social						
21 Scolarité obligatoire						
Restaurants scolaires	753'723	760'000	-6'277	759'742	-6'018	
Total 21 Scolarité obligatoire	753'723	760'000	-6'277	759'742	-6'018	
53 Vieillesse et survivants						
Espace aînés	60'199	93'475	-33'276	38'187	22'012	
Participation frais d'exploitation maisons de vacances pour personnes âgées (Nouvelle Roseraie)	-	640'000	-640'000	640'900	-640'900	f)
Projets aînés - Financement par le Fonds Zell	1'317'444	661'800	655'644	206'068	1'111'376	g)
Total 53 Vieillesse et survivants	1'377'643	1'395'275	-17'632	885'155	492'488	
57 Aide sociale et domaine de l'asile						
Actions sociales - Financement par le fonds Dons au service social	-	25'000	-25'000	4'340	-4'340	
Actions sociales - Financement par le fonds Geydet	-	25'000	-25'000	-	-	
Actions sociales - Financement par le fonds Scheuermann	42'000	118'000	-76'000	-	42'000	
Actions sociales exclusion	1'463'422	1'314'770	148'652	1'912'390	-448'968	h)
Allocations sociales ponctuelles	259'889	205'384	54'505	236'913	22'975	
Allocation rentrée scolaire	637'076	756'000	-118'924	634'309	2'767	
Dispositif social de proximité (DSP)	32'667	63'388	-30'721	6'068	26'599	
Prestations municipales	12'737'585	12'156'150	581'435	12'254'267	483'317	i)
Prestations municipales et allocations sociales en retour	-65'085	-60'000	-5'085	-36'871	-28'214	
Total 57 Aide sociale et domaine de l'asile	15'107'553	14'603'692	503'861	15'011'416	96'137	
Total 5007 Social	17'238'919	16'758'967	479'952	16'656'313	582'606	
5008 Service de la jeunesse						
34 Sports et loisirs						
Centres de loisirs - Maisons de quartier (part fonctionnement)	2'412'473	2'902'868	-490'395	2'551'317	-138'844	j)
Centres de loisirs - Maisons de quartier (part salaires FASe)	8'885'160	8'715'378	169'782	8'534'035	351'125	k)
La Ville est à vous	184'246	209'770	-25'524	77'000	107'246	
Salle de spectacle des Maisons de quartier	60'000	60'000	-	70'000	-10'000	
Total 34 Sports et loisirs	11'541'879	11'888'016	-346'137	11'232'352	309'527	
54 Famille et jeunesse						
Association BAB-VIA	251'082	253'697	-2'615	243'103	7'979	
Association BAB-VIA (part salaires FASe)	1'059'280	1'027'885	31'395	1'027'885	31'395	
Total 54 Famille et jeunesse	1'310'362	1'281'582	28'780	1'270'988	39'374	
62 Transports publics						
Noctambus	120'150	140'000	-19'850	154'896	-34'746	
Total 62 Transports publics	120'150	140'000	-19'850	154'896	-34'746	
Total 5008 Service de la jeunesse	12'972'391	13'309'598	-337'207	12'658'236	314'155	
Total 5 Cohésion sociale et solidarité	159'745'702	158'954'843	790'859	160'459'208	-713'506	

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LE BUDGET 2021

- a) L'écart de kCHF -320 s'explique par la comptabilisation de cette dépense au Service social sur une autre ligne budgétaire relative aux projets aînés.
- b) n/a
- c) L'écart de kCHF +1'216 est principalement dû à l'introduction du salaire minimum légal pour les aides éducatifs et éducatives intervenant dans les structures d'accueil de la petite enfance. Un courrier du DCSS prévoyant ce dépassement budgétaire avait été adressé à la Commission des finances en février 2021.
- d) L'écart de kCHF -215 concerne le report de certaines interventions en raison de l'indisponibilité d'un-e architecte.
- e) L'écart de kCHF +501 s'explique essentiellement par l'application des plans de protection sanitaires dans les restaurants scolaires.
- f) L'écart de kCHF -640 est lié à la comptabilisation de cette dépense sur une autre ligne budgétaire relative aux projets aînés.
- g) L'écart de kCHF +656 s'explique par deux variations essentielles. D'une part, les subventions octroyées à la Fondation Trajet (kCHF +320) et à la Nouvelle Roseraie (kCHF +640) sont désormais comptabilisées sur la ligne budgétaire des projets aînés alors que le budget 2021 prévu pour ces deux subventions est inscrit sur deux autres lignes «Fondation Trajets – buanderie» à la direction du DCSS et «Participation frais d'exploitation maisons de vacances pour personnes âgées (Nouvelle Roseraie)» au Service social. D'autre part, en 2021, les projets relatifs aux aîné-e-s ont connu des attributions moins importantes que prévu en raison des mesures sanitaires. Il en résulte un non dépensé de kCHF -304.
- h) n/a
- i) L'écart de kCHF +581 est lié à une progression du nombre de bénéficiaires des prestations municipales complémentaires AVS-AI plus importante que budgétée.
- j) L'écart de kCHF -490 s'explique principalement par l'impossibilité de réaliser l'ensemble des événements ou manifestations prévues en raison de la situation sanitaire.
- k) n/a

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LES COMPTES 2020

- a) L'écart de kCHF -316 provient de la comptabilisation de cette dépense en 2021 au Service social sur une autre ligne budgétaire relative aux projets aînés.
- b) L'écart de kCHF +300 s'explique par l'augmentation du même montant de la subvention à l'Armée du Salut inscrite au budget 2021 afin de contribuer au fonctionnement du nouveau centre d'accueil Le Passage.
- c) L'écart de kCHF -1'723 est principalement dû au soutien de la Ville de Genève au personnel et aux familles usagères des structures d'accueil de la petite enfance. Durant la pandémie, la Ville de Genève n'a pas facturé les prestations de garde non délivrées en raison des restrictions sanitaires et a garanti le paiement des salaires des collaborateurs et collaboratrices du domaine de la petite enfance.
- d) L'écart de kCHF -252 s'explique principalement par le report de certaines interventions en raison de l'indisponibilité d'un-e architecte en 2021.
- e) n/a
- f) L'écart de kCHF -641 correspond à la comptabilisation de cette dépense au Service social sur une autre ligne budgétaire relative aux projets aînés en 2021.
- g) L'écart de kCHF +1'111 s'explique principalement par la comptabilisation en 2021 des subventions octroyées à la Fondation Trajet (kCHF +320) et à la Nouvelle Roseraie (kCHF +640) sur la ligne budgétaire des projets aînés; or, en 2020, ces deux subventions ont été comptabilisées sur deux autres lignes «Fondation Trajets – buanderie» à la direction du DCSS et «Participation frais d'exploitation maisons de vacances pour personnes âgées (Nouvelle Roseraie)» au Service social.
- h) L'écart de kCHF -449 concerne les dépenses liées aux repas pour assurer le fonctionnement du dispositif d'hébergement d'urgence (Caserne des Vernets, Frank-Thomas et abris PC) durant l'année 2020. Ces dépenses supplémentaires ont été couvertes par la PR-1411 destinée à financer le dispositif d'hébergement d'urgence de la Ville de Genève.
- i) L'écart de kCHF +483 s'explique par la poursuite de la progression du nombre de bénéficiaires de prestations municipales complémentaires AVS-AI.
- j) n/a
- k) L'écart de kCHF +351 s'explique par une augmentation des subventions aux maisons de quartier décidée dans le cadre du budget 2021 (Manège en Ville et Ouches-Concorde).

6.3.5.4 Subventions non monétaires (gratuités)

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
5	Cohésion sociale et solidarité						
5001	Dir. cohésion sociale et solidarité						
21	Scolarité obligatoire						
	Association le Terreau	27'844	27'844	-	27'844	-	
	Fapeo	22'873	18'091	4'782	18'091	4'782	
	Total 21 Scolarité obligatoire	50'716	45'935	4'782	45'935	4'782	
29	Formation, autres						
	LO'13'TO - Gares 17	22'360	22'360	-	22'360	-	
	Total 29 Formation, autres	22'360	22'360	-	22'360	-	
32	Culture, autres						
	Association de musiciens Cent Villages	8'584	8'584	-	8'584	-	
	Total 32 Culture, autres	8'584	8'584	-	8'584	-	
34	Sports et loisirs						
	Assoc. vacances nouvelles	2'663	2'663	-	2'663	-	
	Assoc. Vacances Nouvelles - Grand-Pré 11	26'508	26'508	-	26'508	-	
	Association Acqua Diving	7'584	7'584	-	7'584	-	
	Association la Bulle d'Air	53'944	53'944	-	53'944	-	
	Association La Teuf	1'116	1'116	-	1'116	-	
	Association Le Bus Magique	8'507	8'507	-	8'507	-	
	Association usagers Bains des Pâquis	105'000	105'000	-	105'000	-	
	Centre Protestant de Vacances - CPV	3'410	3'410	-	3'410	-	
	Féd. des colonies de vacances du canton de GE	2'939	2'939	-	2'939	-	
	Genolier colonie (Insieme-Genève)	502'360	502'360	-	502'360	-	
	Groupe de Liaison Associations de Jeunesse	18'177	18'177	-	18'177	-	
	Groupe Scout d'Intervention en Cas de Catastrophe (GSICC)	5'451	5'451	-	5'451	-	
	Groupe Tanganyika, St-Martin-St-Pierre	5'228	5'228	-	5'228	-	
	Mouvement Jeunesse Suisse Romande	34'598	34'598	-	34'598	-	
	Villa Dutoit - Association de la Villa Dutoit	161'832	161'832	-	161'832	-	
	Zanco	4'336	4'336	-	4'336	-	
	Zanco - Théâtre itinérant	9'944	9'944	-	9'944	-	
	Total 34 Sports et loisirs	953'597	953'597	-	953'597	-	
52	Invalidité						
	Association l'Expérience	16'104	16'104	-	16'104	-	
	Procap - Minoteries 3	71'924	71'924	-	71'924	-	
	Procap - parking - Minoteries 7	3'000	3'000	-	3'000	-	
	T-Interactions - Grand-Pré 11	39'932	39'932	-	39'932	-	
	Total 52 Invalidité	130'960	130'960	-	130'960	-	
53	Vieillesse et survivants						
	Mouvement des aînés - Carl-Vogt 2	30'672	30'672	-	30'672	-	
	Mouvement des aînés - parking - Carl-Vogt 4	2'520	2'520	-	2'520	-	
	Pro Senectute Genève	12'260	11'360	900	11'360	900	
	Total 53 Vieillesse et survivants	45'452	44'552	900	44'552	900	
54	Famille et jeunesse						
	Association des amis du Dr Korczak	20'652	20'652	-	20'652	-	
	FOJ - Fond. officielle de la Jeunesse - Village-Suisse 3	184'068	184'068	-	184'068	-	

En francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
FOJ - Fond. officielle Jeunesse - Voltaire 9	159'000	159'000	-	159'000	-	
FOJ - Vieux-Grenadier 15	16'048	16'048	-	16'048	-	
Mouvement Populaire des Familles	17'904	17'904	-	17'904	-	
OMP-La Source bleue	6'543	6'543	-	6'543	-	
Parlement des Jeunes	8'892	8'892	-	8'892	-	
Total 54 Famille et jeunesse	413'107	413'107	-	413'107	-	
57 Aide sociale et domaine de l'asile						
Assoc. Copropriétaires immeuble 95F	4'573	4'573	-	4'573	-	
Association Aspasiae	13'596	13'596	-	13'596	-	
Association BIOPOP - Gares 19	12'144	12'144	-	12'144	-	
Association Lieux de rencontre et de culture	18'000	18'000	-	18'000	-	
Association Païdos - Louis-Favre 43	40'848	40'848	-	40'848	-	
Association Païdos - Servette 20	41'984	41'984	-	41'984	-	
Association Vires	70'028	70'028	-	70'028	-	
ATD Quart-Monde	46'250	46'250	-	46'250	-	
Autrement-Aujourd'hui assoc.	11'447	11'447	-	11'447	-	
Carrefour Rue & Coulou - Point d'eau Vermont 21	79'950	60'904	19'046	79'950	-	
Carrefour-rue & Coulou - Montbrillant 3	73'132	73'132	-	73'132	-	
Carrefour-rue & Coulou - Stand 3/3bis	36'072	36'072	-	36'072	-	
Croix-Rouge genevoise (Eaux-Vives)	29'742	29'742	-	29'742	-	
Croix-Rouge suisse, section genevoise	5'451	5'451	-	5'451	-	
Entreprise sociale l'Orangerie	54'857	54'857	-	54'857	-	
Fondation Pro Patria	1'488	1'488	-	1'488	-	
Fondation suisse service social international	4'460	4'460	-	4'460	-	
Fondation Trajets - Buanderie - Pont-d'Arve 35	73'872	73'872	-	73'872	-	
Groupe santé Genève	45'000	45'000	-	45'000	-	
Groupement expérimental d'émissions TV	5'024	10'048	-5'024	10'048	-5'024	
Groupes Familiaux Al-Anon	11'965	11'965	-	11'965	-	
ICVolontaires-Suisse - Carouge 106	22'664	22'664	-	22'664	-	
La Carte Blanche	43'644	46'042	-2'398	46'044	-2'400	
Le Racard 14, Ch. Trait-d'Union	18'000	18'000	-	18'000	-	
Les AA de la suisse romande & italienne	5'983	11'965	-5'983	11'965	-5'983	
Maison de la naissance La Roseraie	48'000	48'000	-	48'000	-	
Païdos (Ateliers Bricolos) - Vignes 2	33'388	25'164	8'224	34'256	-868	
Première ligne - Grottes 8	5'032	5'032	-	5'032	-	
Première Ligne - Parking Louis-Favre 14	2'400	2'400	-	2'400	-	
Quai 9 (Première ligne)	58'656	58'656	-	58'656	-	
S.A.I.G (Soc. ass. italiennes de GE)	42'308	42'308	-	42'308	-	
Utilisat. salles écoles par associations	71'090	35'000	36'090	39'755	31'335	
Autisme Genève - Villereuse 7	15'228	15'228	-	15'228	-	
Total 57 Aide sociale et domaine de l'asile	1'046'276	996'320	49'956	1'029'216	17'060	
Total 5001 Dir. cohésion sociale et solidarité	2'671'052	2'615'415	55'637	2'648'311	22'742	
5002 Service de la petite enfance						
54 Famille et jeunesse						
Crèche des Ouches	203'349	203'349	-	203'349	-	

En français	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
Crèche Eaux-Vives	214'219	205'128	9'091	214'877	-658	
Crèche école Chandieu	268'951	268'951	-	268'951	-	
Crèche école Europe	2'565	2'565	-	2'565	-	
Crèche école Pré-Picot	5'575	5'575	-	5'575	-	
Crèche Maison des Enfants	39'513	37'640	1'873	39'613	-101	
Crèche Planète des enfants	84'729	84'729	-	84'729	-	
Crèche P'tit Monde	47'630	45'428	2'202	47'799	-169	
Ecole Franchises	16'445	16'445	-	16'445	-	
EQ Sécheron - crèche	337'718	337'718	-	337'718	-	
Jardin d'enfants Grenade	49'952	49'952	-	49'952	-	
Jardin d'enfants Papillons - Rieu 22	34'812	34'812	-	34'812	-	
La Souris Verte - parking - Schaub 38	2'040	2'040	-	-	2'040	
LE99 - crèche	297'334	297'334	-	297'334	-	
Locaux Ancien Manège	24'870	49'739	-24'869	-	24'870	
Pastourelle	77'112	77'112	-	77'112	-	
Pomme d'Api jardin d'enfants	38'422	38'422	-	38'422	-	
Saint-Jean 43 - DPE crèche	3'345	3'345	-	3'345	-	
SDPE-Asters - Soubeyran 6	198'709	198'709	-	198'709	-	
SDPE-Atelier des Petits	61'276	61'276	-	61'276	-	
SDPE-Bois-de-la-Bâtie	33'556	33'556	-	33'556	-	
SDPE-Champel - Alf.-Bertrand 20	291'790	291'790	-	291'790	-	
SDPE-Champel - Bout-du-Monde 4B	87'537	87'537	-	87'537	-	
SDPE-Champel - Louis-Aubert 2	142'977	142'977	-	142'977	-	
SDPE-Châteaubriand-Léman	536'485	536'485	-	536'485	-	
SDPE-Ella Maillard	304'337	304'337	-	304'337	-	
SDPE-Frontenex	72'948	72'948	-	72'948	-	
SDPE-Gazouillis	297'042	297'042	-	297'042	-	
SDPE-Germaine Duparc	140'059	140'059	-	140'059	-	
SDPE-la Maison de la créativité	181'202	181'202	-	181'202	-	
SDPE-La Souris Verte - Schaub 38	70'030	70'030	-	70'030	-	
SDPE-Madeleine	288'872	288'872	-	288'872	-	
SDPE-Pré-Picot EVF	154'649	154'649	-	154'649	-	
Secteur petite enfance A. Carfagni-Pâquis - La Pirouette	69'089	66'484	2'605	69'474	-385	
Secteur petite enfance A. Carfagni-Pâquis - Prieuré	163'625	161'476	2'149	163'943	-318	
Secteur petite enfance de la Servette - Crèche des Asters - Soubeyran 8	33'240	33'240	-	33'240	-	
Secteur petite enfance de Plainpalais - Chaumettes - Lombard 5	29'265	28'104	1'161	29'266	-1	
Secteur petite enfance de Plainpalais - Minoteries	242'485	234'304	8'181	245'706	-3'221	
Secteur petite enfance de Saint-Gervais - Seujet 34 loc. poussette	10'495	9'972	523	10'497	-2	
Secteur petite enfance des Grottes - Grotte Bleue - Favre 33	130'042	125'716	4'326	130'316	-274	
Secteur petite enfance des Grottes - Grotte Bleue - Favre 37	22'360	22'360	-	22'360	-	
Secteur petite enfance des Grottes - Grotte Bleue - Favre 39	24'476	24'476	-	24'476	-	

En français		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
	Secteur petite enfance des Grottes - Grotte Bleue - Gd-Pré 11	34'117	33'196	921	34'175	-58	
	Secteur petite enfance Plainpalais - Crèche des Sources	115'549	110'908	4'641	115'751	-202	
	Secteur St-Gervais - EVE Du Seujet	294'243	278'868	15'375	294'300	-57	
	Utilisation salles écoles par crèches	17'400	5'000	12'400	17'490	-90	
	SDPE- Marie Goegg-Pouchoulin - 23 Août 12 (nouvelle)	214'660	-	214'660	-	214'660	a)
	Total 54 Famille et jeunesse	6'011'095	5'755'857	255'238	5'775'061	236'034	
	Total 5002 Service de la petite enfance	6'011'095	5'755'857	255'238	5'775'061	236'034	
5003	Ecoles et institutions pour l'enfance						
21	Scolarité obligatoire						
	Croquettes cuisine de production	9'899	9'899	-	9'899	-	
	CS Pâquis-Plantaporrêts	22'986	22'986	-	22'986	-	
	Déchets restaurants scolaires	-	76'309	-76'309	57'896	-57'896	
	Eaux-Vives cuisine de production	14'932	14'932	-	14'932	-	
	EQ Sécheron restaurant scolaire	-	22'323	-22'323	-	-	
	Europe restaurant scolaire	24'160	24'160	-	24'160	-	
	Féd. cuisines et rest. scolaires canton GE	2'939	2'939	-	2'939	-	
	Fédération des A.P.E. du Cycle d'Orientation	4'782	9'563	-4'782	9'563	-4'782	
	Le Corbusier restaurant scolaire	16'275	16'275	-	16'275	-	
	LE99 restaurant scolaire	-	33'241	-33'241	-	-	
	Plainpalais (Hugo-de-Senger) restaurant scolaire	12'248	12'248	-	12'249	-1	
	Plantaporrêts restaurant scolaire	34'059	34'059	-	34'059	-	
	Restaurants scolaires - transport repas	280'789	225'095	55'694	225'095	55'694	
	Saint-Gervais restaurant scolaire	13'758	13'758	-	13'758	-	
	Utilisation salles écoles par restaurant scolaire	-	-	-	280	-280	
	Utilisation salles écoles par Association des parents d'élèves (APE) (nouvelle)	41'155	-	41'155	-	41'155	
	Total 21 Scolarité obligatoire	477'981	517'787	-39'806	444'091	33'891	
29	Formation, autres						
	Assoc. Lire et Ecrire	6'587	6'587	-	6'587	-	
	Total 29 Formation, autres	6'587	6'587	-	6'587	-	
34	Sports et loisirs						
	1,2,3, Planète - Europe ludothèque	3'568	3'568	-	3'568	-	
	1,2,3, Planète ludothèque	44'294	44'294	-	44'294	-	
	Aéro-Club de Genève	7'842	7'842	-	7'842	-	
	Ass. ludothèques genevoises - Château-Bloch 19	12'732	12'732	-	12'732	-	
	Association Cheetah-Baby Plage	8'291	7'580	711	8'342	-51	
	Club Gare Versoix	6'189	6'189	-	6'189	-	
	Compagnie 1602	6'392	6'392	-	6'392	-	
	Eaux-Vives ludothèque	68'664	68'664	-	68'568	96	
	EQ Sécheron ludothèque	29'194	29'194	-	29'194	-	
	Fondation Cap Loisirs	3'778	3'778	-	3'778	-	
	Fondation Cap Loisirs - parking	2'087	2'995	-908	2'238	-151	
	Franchises ludothèque	34'563	34'563	-	34'563	-	
	Les Plattets colonie	145'190	145'190	-	145'190	-	

En francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
Ludothèque - Centre et Vieille-Ville	22'098	44'196	-22'098	-	22'098	
Maman N'deye Diallo	-	-	-	4'363	-4'363	
Pâquis-Sécheron ludothèque	25'503	25'503	-	25'503	-	
Petit-Saconnex ludothèque	37'583	37'583	-	37'583	-	
Plainpalais-Jonction ludothèque	101'520	101'520	-	101'520	-	
Pré-Picot ludothèque	27'348	27'348	-	27'348	-	
Prêt-Ludes ludothèque	35'569	35'569	-	35'569	-	
Rhatia, group. amis chemin de fer	17'138	17'138	-	17'138	-	
Saint-Jean ludothèque	36'744	36'744	-	36'744	-	
Servette ludothèque	31'207	31'207	-	31'207	-	
Société de Géographie	2'560	2'560	-	2'560	-	
Société des colonies de vacances de Plainpalais	9'650	9'650	-	9'650	-	
Squareenfants c'est Monthoux	2'000	2'000	-	2'000	-	
Train Passion	6'189	6'189	-	6'189	-	
Vieille-Ville et environs ludothèque	10'571	14'094	-3'524	14'094	-3'524	
Total 34 Sports et loisirs	738'463	764'282	-25'819	724'358	14'105	
59 Domaine social, non mentionné ailleurs						
Espoir pour les enfants de Tchernobyl	3'791	3'791	-	3'791	-	
Total 59 Domaine social, non mentionné ailleurs	3'791	3'791	-	3'791	-	
Total 5003 Ecoles et institutions pour l'enfance	1'226'823	1'292'447	-65'624	1'178'827	47'996	
5006 Pompes funèbres cimetières et crématoire						
77 Protection de l'environnement, autres						
Frais des obsèques gratuites	2'295'815	-	2'295'815	2'967'837	-672'022	b)
Total 77 Protection de l'environnement, autres	2'295'815	-	2'295'815	2'967'837	-672'022	
Total 5006 Pompes funèbres cimetières et crématoire	2'295'815	-	2'295'815	2'967'837	-672'022	
5007 Social						
21 Scolarité obligatoire						
Restaurants scolaires	-	-	-	10'993	-10'993	
Total 21 Scolarité obligatoire	-	-	-	10'993	-10'993	
34 Sports et loisirs						
LE99 - diverses associations	63'439	63'439	-	63'439	-	
Total 34 Sports et loisirs	63'439	63'439	-	63'439	-	
41 Hôpitaux, homes médicalisés						
EMS Résidence Fort-Barreau	412'080	412'080	-	412'080	-	
EMS Résidence Les Tilleuls	483'336	483'336	-	483'336	-	
Total 41 Hôpitaux, homes médicalisés	895'416	895'416	-	895'416	-	
54 Famille et jeunesse						
Restaurants scolaires	72'817	-	72'817	-	72'817	
Total 54 Famille et jeunesse	72'817	-	72'817	-	72'817	
Total 5007 Social	1'031'672	958'855	72'817	969'848	61'825	
5008 Service de la jeunesse						
34 Sports et loisirs						
MQ Acacias - Route des Acacias 17-19-21	150'000	150'000	-	150'000	-	
MQ Asters-Servette - Rue Hoffmann 8	13'697	13'296	401	13'717	-20	
MQ Asters-Servette - Schaub 45	112'868	110'624	2'244	112'980	-112	

En francs	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
MQ Asters-Servette - Servette 100	33'100	32'000	1'100	33'151	-51	
MQ ATB - Battoirs 10	31'744	31'744	-	31'744	-	
MQ Champel - Peschier 32	127'488	127'488	-	127'488	-	
MQ Chausse-Coq - René-Louis-Piachaud 4	29'492	58'983	-29'491	-	29'492	
MQ Chausse-Coq (dépôt) - Saint-Antoine 8	1'338	1'338	-	1'338	-	
MQ Chausse-Coq - Chausse-Coq 4-6	126'630	73'868	52'762	126'630	-	
MQ Eaux-Vives - Route de Frontenex 56	205'420	205'420	-	205'420	-	
MQ Franchises - Cité Vieusseux 2	70'692	70'692	-	70'692	-	
MQ Franchises - Franchises 54	80'702	80'702	-	80'702	-	
MQ Franchises - parking Franchises	2'500	2'500	-	2'500	-	
MQ Franchises (dépôt) - Franchises 54	3'568	3'568	-	3'568	-	
MQ Jonction - Saint-Clotilde 18bis	191'592	182'368	9'224	192'197	-605	
MQ Jonction (arcade) - Village-Suisse 3	29'427	28'404	1'023	29'484	-57	
MQ La Source - Lac 17	46'524	46'524	-	46'524	-	
MQ Le Chalet - Bout-du-Monde 6	156'449	145'888	10'561	157'589	-1'140	
MQ Les CréAteliers - Jean-Jaquet 1	21'360	21'360	-	21'360	-	
MQ Les CréAteliers - Léman 14	46'212	46'212	-	46'212	-	
MQ Ouches - Av. Henri-Bordier 4	12'000	3'000	9'000	12'000	-	
MQ Ouches - Avenue Henri-Golay 40	-	210'293	-210'293	-	-	c)
MQ Ouches - Chemin des Sports 4	13'044	3'261	9'783	13'044	-	
MQ Pâquis - Berne 50	251'167	251'167	-	167'372	83'795	
MQ Pâquis - Buis 14	191'414	191'414	-	191'414	-	
MQ Pâquis - Rue Jean-Charles Amat 6	-	-	-	22'036	-22'036	
MQ Pâquis - Rue Pellegrino-Rossi 5	1'057	19'404	-18'347	40'573	-39'516	
MQ Plainpalais - la Tour 1	308'130	308'130	-	308'130	-	
MQ Plainpalais - parking - Prévost-Martin 19	3'360	3'360	-	3'360	-	
MQ Plainpalais - Villa Freundler	54'273	54'273	-	54'273	-	
MQ Pré en Bulle - Montbrillant 18	24'456	24'456	-	24'456	-	
MQ Pré en Bulle (Tamagotchi) - Gares 31	8'048	7'552	496	8'076	-27	
MQ Rinia Contact - Vélodrome 8	14'124	13'595	529	14'166	-42	
MQ Saint-Jean - François-Furet 7	370'573	370'573	-	370'573	-	
MQ St-Jean - Source St-Jean 3	25'956	25'956	-	25'956	-	
Utilisation salles écoles par maisons de quartier	83'425	32'000	51'425	31'225	52'200	
Total 34 Sports et loisirs	2'841'830	2'951'414	-109'584	2'739'951	101'879	
54 Famille et jeunesse						
Association BAB-VIA	24'180	24'180	-	24'180	-	
Total 54 Famille et jeunesse	24'180	24'180	-	24'180	-	
Total 5008 Service de la jeunesse	2'866'010	2'975'594	-109'584	2'764'131	101'879	
Total 5 Cohésion sociale et solidarité	16'102'467	13'598'168	2'504'299	16'304'014	-201'547	

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LE BUDGET 2021

- a) L'écart de kCHF +215 est lié à la mise en service en août 2021 de nouvelles structures d'accueil au sein du secteur de la petite enfance Marie Goegg-Pouchoulin (une crèche, un jardin d'enfant et un espace parent-enfant) et dont les locaux sont mis à disposition par la Ville de Genève.
- b) L'écart de kCHF +2'296 s'explique par la non budgétisation de la gratuité des frais des obsèques.
- c) L'écart de kCHF -210 provient du retard dans la livraison de la maison de quartier du secteur Ouches-Concorde, laquelle est prévue pour le mois d'avril 2022.

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LES COMPTES 2020

- a) L'écart de kCHF +215 est lié à la mise en service en août 2021 de nouvelles structures d'accueil au sein du secteur de la petite enfance Marie Goegg-Pouchoulin (une crèche, un jardin d'enfant et un espace parent-enfant) et dont les locaux sont mis à disposition par la Ville de Genève.
- b) L'écart de kCHF -672 s'explique par une baisse du nombre de décès entre 2020 et 2021. L'année 2020 ayant été marquée par une forte augmentation des décès en raison de la pandémie de la Covid-19. Ainsi, les frais des obsèques gratuites diminuent par rapport à 2020.
- c) n/a

6.3.5.5 Subventions ponctuelles

En francs

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Insertion sociale		353'815	216'000
Association 60*60	Soutien aux actions communautaires	10'000	
Association AHPTSG	Soutien au projet de « Balade à la découverte de l'autre »	4'000	
Association AIMSFLG	Soutien au sleep-in d'urgence Familles	10'000	
Association AIMSFLG	Soutien au « Réveillon de la solidarité »	3'000	
Association aux 6 Logis	Soutien au « Réveillon de la solidarité »	910	
Association Café Cornavin	Soutien au « Réveillon de la solidarité »	3'000	
Association CAPAS	Soutien au fonctionnement	25'000	
Association Caravane sans Frontières	Soutien au dispositif d'accueil urgence en suppléance	30'000	
Association Caravane sans Frontières	Soutien au dispositif d'accueil d'urgence en suppléance	25'000	
Association Caritas	Soutien au pôle médiation intercommunautaire	40'000	
Association Carrefour Orientation Solidarité - COS	Soutien à l'espace d'accueil pour les familles	5'000	
Association CausE	Soutien à la ligne téléphonique d'urgence hiver	3'000	
Association CausE	Soutien au « Réveillon de la solidarité »	5'000	
Association Champel s'éveille	Soutien aux activités au Parc Bertrand	5'000	
Association Collectif Touche noire	Soutien au cours de théâtre pour femmes migrantes	5'000	
Association I am staying positive	PCSMU - Soutien au projet « Buvette des Cropettes relative aux aînés »	3'000	
Association Caravane sans Frontières	Soutien au « Réveillon de la solidarité »	2'600	
Association La Galerie	Soutien à l'accueil d'urgence-repas sociaux	6'620	
Association l'Arésilience	Soutien aux ateliers « Bordier »	15'000	
Association Le Bateau	Soutien au « Réveillon de la solidarité »	3'625	
Association Le Caré	Soutien au « Réveillon de la solidarité »	8'000	
Association Païdos	Soutien au « Réveillon de la solidarité »	2'100	
Association Plein air à Voltaire	PCSMU - Soutien au projet « Resto en l'air »	4'200	
Association pour la sauvegarde du logement des personnes précaires	Soutien au fonctionnement du 01.01.21 au 30.04.21	38'450	
Association pour la sauvegarde du logement des personnes précaires	Soutien au projet du 01.05 au 31.12.21	76'900	
Association Thrive	PCSMU - Soutien au projet « Ensemble réorganisons la ville de demain »	2'000	
Collectif des habitants de St Gervais	PCSMU - Soutien au projet « La fête aux Etuves »	3'000	
Fondation Armée du Salut - le Passage	Soutien au « Réveillon de la solidarité »	1'860	
Fondation Armée du Salut - le Phare	Soutien au « Réveillon de la solidarité »	3'000	
Fondation Carrefour-Rue & Coulou	Soutien au « Réveillon de la solidarité »	2'000	
Fondation Colis du Cœur	Soutien aide alimentaire-précarité locale	20'000	
Fondation des Compagnons d'Emmaüs	Soutien au « Réveillon de la solidarité »	1'125	
Association La Jonction chante	Remboursement non dépensé sur Soutien	-1'375	
Service social de la Ville de Genève	Prise en charge SOC des projets PCSMU repêchés	-12'200	
Inclusion sociale		52'680	104'000
Association AIDEC	Soutien au projet « Jonction Jardins »	5'000	
Association Bariolée	Soutien au projet « Animations estivales 2021 »	10'000	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Association Cie Tohu Wa Bohu	Soutien aux ateliers migrants/étudiants « Visages mêlés »	5'000	
Association Collectif Beaulieu	Soutien au projet « Collectif Beaulieu en été »	10'000	
Association FBI Prod	Soutien au projet « Le Transect »	10'000	
Association Tako	Soutien au projet « The Walk »	1'000	
Fondation Cap Loisirs	Soutien au projet « reconstruire cohésion sociale après Covid-19 »	1'680	
Fondation compétences bénévoles	Soutien au projet « Favoriser l'autonomie des associations »	10'000	
Enfance		167'000	161'102
Association Allegro Musique	Soutien aux camps artistiques d'été 2021	5'000	
Association Animatou	Soutien du Festival dans les structures de la petite enfance	17'000	
Association MJSR	Soutien au projet « Animascience »	15'000	
Association Université populaire albanaise	Soutien d'encouragement précoce	10'000	
Coordination des enfants de la Jonction	Soutien au fonctionnement	5'000	
Fondation As'trame	Soutien aux familles en difficulté	5'000	
Fondation officielle de la jeunesse	Soutien au projet APMF 2021	70'000	
Fondation officielle de la jeunesse	Soutien au projet APMF 2021 - complément 2021	40'000	
Jeunesse		94'300	92'000
Association suisse des accompagnateurs en montagne - ASAM	Soutien au camp « A la découverte de la magie de l'hiver »	2'000	
Association de soutien aux élèves du cycle de Cayla - ASECC	Soutien au fonds d'entraide 2020-21 en faveur des élèves	2'000	
Association Everybody's Perfect	Soutien au Festival 8ème édition	5'000	
Association Pavillon Cayla	Soutien complémentaire à l'atelier du Pavillon	10'000	
Association Stop Suicide	Soutien à la campagne de prévention	5'000	
Collectif pour une vie nocturne	Soutien à l'encadrement et supervision des événements à la salle du Terreau	25'000	
FCLR-Fédération Centres de Loisirs et de Rencontres	Soutien à l'ouvrage du 50ème	300	
Fédération Maison Kultura	Soutien au projet « espace jeunes espoirs »	45'000	
Vieillesse		8'000	73'070
Association Arcodis	Soutien au projet « La vie à l'envers »	5'000	
Association Greycells	Soutien au dialogue intergénérationnel. Humanité, Planète et Prospérité	3'000	
Informations et acquisitions de base		378'000	372'969
Association Caritas	Soutien au projet « Caritas-Voi2 »	300'000	
Association La Barje	Soutien au projet « Lâche pas ta bouée »	20'000	
Association La Barje	Soutien au projet « Dispositif jeunes »	58'000	
Hébergement d'urgence		1'800'000	1'800'000
Association aux 6 Logis	Soutien à l'hébergement d'urgence Femmes	250'000	
Association CausE	Soutien à l'hébergement d'urgence	1'000'000	
Association CausE	Soutien à la ligne téléphonique d'urgence hiver	32'000	
Association Païdos	Soutien au projet HUMA	518'000	
Total		2'853'795	2'819'141

6.3.5.6 Personnel occupé par le département au 31 décembre 2021

		Fixes / équivalent temps plein				
	Cohésion sociale et solidarité	Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2021	Ecart postes
5001	Direction cohésion sociale et solidarité	15.2	2.0	17.2	16.3	0.9
5002	Service de la petite enfance	35.1	3.8	38.9	39.0	-0.1
5003	Service des écoles et institutions pour l'enfance	144.2	11.4	155.6	157.8	-2.2
5005	Service de l'état civil	24.2	2.5	26.7	26.8	-0.1
5006	Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire	45.8	2.0	47.8	51.4	-3.6
5007	Service social	71.4	7.0	78.4	79.0	-0.6
5008	Service de la jeunesse	24.1	0.4	24.5	24.4	0.1
Total		360.0	29.1	389.1	394.7	-5.6

Secrétariat général

6.3.6 Secrétariat général

6.3.6.1 Synthèse des comptes

En milliers de francs	SG	ACE*	LEX	SREC**	SCM	CM	CA	CFI	Total
Charges									
30 Charges de personnel	5'307	1'175	1'158	2'016	1'874	2'028	1'545	2'146	17'248
31 Biens, services et autres charges d'exploitation	1'083	1'545	-268	890	132	749	559	157	4'846
33 Amortissements du patrimoine administratif	87	31	-	-	-	54	12	1	184
34 Charges financières	-	-	-	-	0	-	-	-	-
36 Charges de transfert	7	-	-	318	-	2	14'878	-	15'205
37 Subventions à redistribuer	-	93	-	-	-	-	-	-	93
39 Imputations internes	303	372	61	236	110	2	16	162	1'262
Total Charges	6'786	3'217	951	3'460	2'116	2'835	17'010	2'465	38'840
Revenus									
42 Taxes	72	892	0	54	20	55	71	30	1'195
43 Revenus divers	-	-	-	5	-	-	-	10	15
44 Revenus financiers	-	3	-	-	-	-	-	-	3
46 Revenus de transfert	-	-	-	5	-	-	13'200	-	13'205
47 Subventions à redistribuer	-	93	-	-	-	-	-	-	93
Total Revenus	72	988	-	64	20	55	13'271	40	14'512

* Au 31 août 2021, l'Administration centrale a été dissoute dans le cadre de la réorganisation du Secrétariat général.

** Au 1^{er} septembre 2021, dans le cadre de la réorganisation du Secrétariat général, le Service des relations extérieures a été renommé Service des relations extérieures et de la communication.

6.3.6.2 Comptes de fonctionnement

Secrétariat général	Charges	38'839'706	42'547'167	-3'707'461	-8.7%	39'343'797	-504'091	-1.3%
	Revenus	14'511'636	16'179'550	-1'667'914	-10.3%	14'345'172	166'465	1.2%

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
A001 Direction du Secrétariat général									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	4'251'369	3'245'968	1'005'401	31.0%	2'965'885	1'285'484	43.3%	
304	Allocations	38'480	26'400	12'080	45.8%	29'025	9'455	32.6%	
305	Cotisations patronales	1'007'994	823'213	184'781	22.4%	724'104	283'890	39.2%	
309	Autres charges de personnel	8'739	2'212	6'527	295.1%	451	8'289	n/a	
310	Charges de matériel et de marchandises	270'934	323'190	-52'256	-16.2%	319'834	-48'899	-15.3%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	35'371	15'670	19'701	125.7%	33'505	1'866	5.6%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	45'712	23'113	22'599	97.8%	20'519	25'193	122.8%	
313	Prestations de services et honoraires	593'544	463'182	130'362	28.1%	525'413	68'130	13.0%	
314	Travaux d'entretien	67'135	24'400	42'735	175.1%	42'870	24'265	56.6%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	49'288	59'216	-9'928	-16.8%	77'842	-28'554	-36.7%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	8'173	6'800	1'373	20.2%	17'067	-8'894	-52.1%	
317	Dédommagements	8'849	20'880	-12'031	-57.6%	8'231	617	7.5%	
318	Dépréciations sur créances	-	-	-	-	-2'700	2'700	-100.0%	
319	Diverses charges d'exploitation	3'684	3'250	434	13.4%	1'616	2'069	128.1%	
330	Immobilisations corporelles du PA	86'998	-	86'998	-	166'044	-79'046	-47.6%	
361	Dédommagements à des collectivités publiques	6'758	-	6'758	-	-	6'758	-	
391	Prestations de services	12'839	10'422	2'417	23.2%	23'562	-10'723	-45.5%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	290'116	138'736	151'380	109.1%	138'736	151'380	109.1%	
Total Charges		6'785'984	5'186'652	1'599'332	30.8%	5'092'003	1'693'980	33.3%	
Revenus									
424	Taxes d'utilisat. et taxes pour prest. de services	64'185	60'000	4'185	7.0%	68'495	-4'310	-6.3%	
426	Remboursements	7'878	20'350	-12'472	-61.3%	14'411	-6'533	-45.3%	
Total Revenus		72'063	80'350	-8'287	-10.3%	82'906	-10'843	-13.1%	
A002 Administration centrale									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	924'530	1'661'451	-736'920	-44.4%	1'578'695	-654'165	-41.4%	
304	Allocations	11'077	13'850	-2'774	-20.0%	14'149	-3'073	-21.7%	
305	Cotisations patronales	236'561	407'411	-170'850	-41.9%	367'586	-131'026	-35.6%	
309	Autres charges de personnel	3'245	7'116	-3'871	-54.4%	3'929	-683	-17.4%	
310	Charges de matériel et de marchandises	962'374	1'028'919	-66'545	-6.5%	1'100'390	-138'016	-12.5%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	9'313	10'500	-1'187	-11.3%	8'613	701	8.1%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	60'112	54'159	5'953	11.0%	60'128	-16	-	
313	Prestations de services et honoraires	232'747	255'635	-22'889	-9.0%	374'641	-141'895	-37.9%	
314	Travaux d'entretien	131'483	142'400	-10'917	-7.7%	69'431	62'053	89.4%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	14'923	34'736	-19'813	-57.0%	17'392	-2'470	-14.2%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	21'531	25'950	-4'419	-17.0%	23'486	-1'955	-8.3%	
317	Dédommagements	1'972	33'000	-31'028	-94.0%	3'105	-1'134	-36.5%	
318	Dépréciations sur créances	-1'600	-	-1'600	-	1'600	-3'200	-200.0%	
319	Diverses charges d'exploitation	112'487	147'900	-35'413	-23.9%	592'742	-480'255	-81.0%	a)
330	Immobilisations corporelles du PA	30'661	20'542	10'119	49.3%	18'285	12'377	67.7%	
361	Dédommagements à des collectivités publiques	-	25'000	-25'000	-100.0%	17'076	-17'076	-100.0%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
370	Subventions à redistribuer	93'456	50'000	43'456	86.9%	72'946	20'510	28.1%	
391	Prestations de services	11'464	17'237	-5'773	-33.5%	16'927	-5'463	-32.3%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	360'664	360'664	-	-	360'664	-	-	
Total Charges		3'217'000	4'296'470	-1'079'470	-25.1%	4'701'785	-1'484'785	-31.6%	
Revenus									
425	Recette sur ventes	832'366	956'200	-123'834	-13.0%	666'149	166'216	25.0%	
426	Remboursements	908	-	908	-	97	811	838.7%	
429	Autres taxes	59'048	-	59'048	-	45'876	13'173	28.7%	
430	Revenus d'exploitation divers	-	6'000	-6'000	-100.0%	40	-40	-100.0%	
447	Produit des biens-fonds PA	2'700	2'000	700	35.0%	2'150	550	25.6%	
470	Subventions à redistribuer	93'456	50'000	43'456	86.9%	72'946	20'510	28.1%	
Total Revenus		988'477	1'014'200	-25'723	-2.5%	787'258	201'219	25.6%	
A003 Service juridique									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	910'273	1'870'036	-959'764	-51.3%	1'695'342	-785'070	-46.3%	
304	Allocations	17'200	34'900	-17'700	-50.7%	26'360	-9'160	-34.7%	
305	Cotisations patronales	229'101	501'915	-272'815	-54.4%	422'094	-192'993	-45.7%	
309	Autres charges de personnel	998	4'228	-3'230	-76.4%	10'343	-9'345	-90.4%	
310	Charges de matériel et de marchandises	14'268	19'530	-5'262	-26.9%	15'164	-896	-5.9%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	701	-	701	-	3'626	-2'925	-80.7%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	8'188	8'186	2	0.0%	8'227	-38	-0.5%	
313	Prestations de services et honoraires	26'119	11'296	14'823	131.2%	13'753	12'366	89.9%	
314	Travaux d'entretien	107	-	107	-	391	-284	-72.6%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	8'121	22'692	-14'571	-64.2%	16'631	-8'510	-51.2%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	9'756	-	9'756	-	11'551	-1'795	-15.5%	
317	Dédommagements	326	14'100	-13'774	-97.7%	207	119	57.5%	
319	Diverses charges d'exploitation	-335'869	1'090	-336'959	n/a	295'671	-631'540	-213.6%	b)
391	Prestations de services	241	420	-179	-42.6%	-	241	-	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	60'984	60'984	-	-	60'984	-	-	
Total Charges		950'513	2'549'378	-1'598'864	-62.7%	2'580'344	-1'629'831	-63.2%	
Revenus									
426	Remboursements	422	4'000	-3'578	-89.4%	-	422	-	
Total Revenus		422	4'000	-3'578	-89.4%	-	422	-	
A004 Relations extérieures et communication									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	1'596'924	1'585'945	10'979	0.7%	1'565'611	31'313	2.0%	
304	Allocations	13'660	9'150	4'510	49.3%	12'175	1'485	12.2%	
305	Cotisations patronales	391'525	415'382	-23'856	-5.7%	355'657	35'869	10.1%	
309	Autres charges de personnel	13'748	2'218	11'530	519.9%	4'138	9'610	232.2%	
310	Charges de matériel et de marchandises	46'233	119'205	-72'972	-61.2%	36'794	9'440	25.7%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	11'153	7'000	4'153	59.3%	7'494	3'658	48.8%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	6'961	5'347	1'614	30.2%	7'252	-290	-4.0%	
313	Prestations de services et honoraires	749'819	1'189'345	-439'526	-37.0%	532'033	217'786	40.9%	c)
314	Travaux d'entretien	11'872	5'000	6'872	137.4%	11'340	532	4.7%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	14'840	29'883	-15'043	-50.3%	15'821	-982	-6.2%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	24'798	85'500	-60'702	-71.0%	25'160	-361	-1.4%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
317	Dédommagements	6'927	33'180	-26'253	-79.1%	4'372	2'555	58.5%	
319	Diverses charges d'exploitation	17'843	18'200	-357	-2.0%	9'956	7'887	79.2%	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	318'377	294'000	24'377	8.3%	360'986	-42'609	-11.8%	
391	Prestations de services	155'315	265'442	-110'127	-41.5%	113'522	41'793	36.8%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	80'314	73'404	6'910	9.4%	75'624	4'690	6.2%	
Total Charges		3'460'310	4'138'200	-677'891	-16.4%	3'137'934	322'375	10.3%	
Revenus									
425	Recette sur ventes	57	100	-44	-43.5%	129	-73	-56.3%	
426	Remboursements	53'767	900	52'867	n/a	121'650	-67'883	-55.8%	
439	Autres revenus	5'000	-	5'000	-	5'000	-	-	
461	Dédommagements de collectivités publiques	5'471	-	5'471	-	-	5'471	-	
Total Revenus		64'294	1'000	63'294	n/a	126'779	-62'484	-49.3%	
A007 Service du Conseil municipal									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	1'508'756	1'636'024	-127'268	-7.8%	1'532'038	-23'282	-1.5%	
304	Allocations	20'740	14'160	6'580	46.5%	15'240	5'500	36.1%	
305	Cotisations patronales	341'172	393'796	-52'624	-13.4%	471'620	-130'448	-27.7%	
309	Autres charges de personnel	3'185	8'728	-5'543	-63.5%	1'430	1'755	122.8%	
310	Charges de matériel et de marchandises	17'906	22'190	-4'284	-19.3%	66'394	-48'487	-73.0%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	3'085	2'030	1'055	52.0%	5'396	-2'311	-42.8%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	10'549	8'533	2'016	23.6%	12'008	-1'460	-12.2%	
313	Prestations de services et honoraires	60'757	14'796	45'961	310.6%	26'293	34'464	131.1%	
314	Travaux d'entretien	11'519	-	11'519	-	32'465	-20'946	-64.5%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	14'667	25'667	-11'000	-42.9%	17'142	-2'475	-14.4%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	10'996	3'130	7'866	251.3%	16'544	-5'547	-33.5%	
317	Dédommagements	2'220	1'600	620	38.8%	1'642	578	35.2%	
319	Diverses charges d'exploitation	51	1'000	-949	-94.9%	2'851	-2'800	-98.2%	
330	Immobilisations corporelles du PA	-	-	-	-	3'781	-3'781	-100.0%	
340	Charges d'intérêt	81	-	81	-	10	71	718.3%	
391	Prestations de services	30'510	47'237	-16'727	-35.4%	25'704	4'806	18.7%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	79'656	79'656	-	-	69'930	9'726	13.9%	
Total Charges		2'115'850	2'258'546	-142'696	-6.3%	2'300'486	-184'636	-8.0%	
Revenus									
426	Remboursements	19'876	-	19'876	-	35'644	-15'768	-44.2%	
Total Revenus		19'876	-	19'876	-	35'644	-15'768	-44.2%	
A700 Conseil municipal									
Charges									
300	Autorités et commissions	1'945'546	1'723'210	222'336	12.9%	1'377'589	567'957	41.2%	
305	Cotisations patronales	82'038	122'370	-40'332	-33.0%	53'433	28'606	53.5%	
309	Autres charges de personnel	200	-	200	-	-	200	-	
310	Charges de matériel et de marchandises	1'981	8'009	-6'028	-75.3%	7'550	-5'569	-73.8%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	5'327	-	5'327	-	9'300	-3'973	-42.7%	
313	Prestations de services et honoraires	206'751	196'731	10'020	5.1%	140'226	66'525	47.4%	
314	Travaux d'entretien	1'351	-	1'351	-	1'936	-585	-30.2%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	48'760	26'074	22'686	87.0%	38'993	9'767	25.0%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	174'617	197'932	-23'315	-11.8%	138'254	36'363	26.3%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
317	Dédommagements	26'200	20'000	6'200	31.0%	85'636	-59'436	-69.4%	
319	Diverses charges d'exploitation	283'818	294'900	-11'082	-3.8%	294'894	-11'076	-3.8%	
330	Immobilisations corporelles du PA	49'144	18'750	30'394	162.1%	88'716	-39'572	-44.6%	
332	Amortissements des immobilisations incorporelles	4'855	-	4'855	-	-	4'855	-	
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	2'000	2'000	-	-	2'000	-	-	
366	Amortissements, subventions d'investissement	412	-	412	-	-	412	-	
391	Prestations de services	1'906	2'468	-562	-22.8%	4'381	-2'475	-56.5%	
Total Charges		2'834'905	2'612'444	222'461	8.5%	2'242'908	591'997	26.4%	
Revenus									
426	Remboursements	54'865	-	54'865	-	37'816	17'048	45.1%	
Total Revenus		54'865	-	54'865	-	37'816	17'048	45.1%	
A800 Conseil administratif									
Charges									
300	Autorités et commissions	1'272'045	1'272'045	-	-	1'268'451	3'594	0.3%	
305	Cotisations patronales	272'849	293'856	-21'007	-7.1%	206'450	66'399	32.2%	
309	Autres charges de personnel	160	60	100	166.7%	60	100	166.7%	
310	Charges de matériel et de marchandises	9'920	20'274	-10'354	-51.1%	32'379	-22'459	-69.4%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	4'038	-	4'038	-	443	3'595	811.3%	
313	Prestations de services et honoraires	191'752	167'658	24'094	14.4%	219'885	-28'132	-12.8%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	798	5'371	-4'573	-85.1%	673	125	18.6%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	12'909	6'000	6'909	115.1%	11'744	1'165	9.9%	
317	Dédommagements	32'072	79'404	-47'332	-59.6%	14'163	17'909	126.4%	
319	Diverses charges d'exploitation	307'285	365'329	-58'044	-15.9%	290'592	16'693	5.7%	
330	Immobilisations corporelles du PA	11'872	18'571	-6'699	-36.1%	11'872	-	-	
361	Dédommagements à des collectivités publiques	13'815'021	15'613'287	-1'798'266	-11.5%	13'816'116	-1'095	-	d)
363	Subventions à des collectivités et à des tiers	1'062'926	1'067'900	-4'974	-0.5%	1'031'040	31'886	3.1%	
391	Prestations de services	16'290	16'897	-607	-3.6%	15'261	1'029	6.7%	
Total Charges		17'009'937	18'926'652	-1'916'716	-10.1%	16'919'129	90'808	0.5%	
Revenus									
426	Remboursements	71'421	70'000	1'421	2.0%	64'710	6'711	10.4%	
461	Dédommagements de collectivités publiques	13'200'000	15'000'000	-1'800'000	-12.0%	13'200'000	-	-	e)
Total Revenus		13'271'421	15'070'000	-1'798'579	-11.9%	13'264'710	6'711	0.1%	
A900 Contrôle financier									
Charges									
301	Salaires du personnel administratif et d'expl.	1'702'741	1'844'402	-141'661	-7.7%	1'749'404	-46'662	-2.7%	
304	Allocations	15'525	14'400	1'125	7.8%	15'000	525	3.5%	
305	Cotisations patronales	412'562	483'631	-71'069	-14.7%	416'962	-4'400	-1.1%	
309	Autres charges de personnel	14'832	656	14'176	n/a	14'896	-65	-0.4%	
310	Charges de matériel et de marchandises	3'744	4'331	-587	-13.5%	2'594	1'151	44.4%	
311	Immobilisations ne pouvant pas être à l'actif	4'241	-	4'241	-	5'298	-1'057	-19.9%	
312	Alimentation et élimination, biens-fonds PA	10'116	6'179	3'937	63.7%	4'255	5'861	137.8%	
313	Prestations de services et honoraires	100'813	130'395	-29'582	-22.7%	65'710	35'103	53.4%	
314	Travaux d'entretien	10'345	-	10'345	-	9'453	892	9.4%	
315	Entretien des biens meubles et immobilis. incorp.	11'984	37'397	-25'413	-68.0%	35'424	-23'440	-66.2%	
316	Loyers, leasing, fermages, taxes d'utilisation	9'283	-	9'283	-	12'033	-2'750	-22.9%	
317	Dédommagements	2'885	15'080	-12'195	-80.9%	2'400	485	20.2%	

En francs		C 2021	B 2021	Ecart C 21 - B 21	%	C 2020	Ecart C 21 - C 20	%	Notes
319	Diverses charges d'exploitation	3'199	5'300	-2'101	-39.6%	3'422	-223	-6.5%	
330	Immobilisations corporelles du PA	874	874	-	-	874	-	-	
391	Prestations de services	288	-	288	-	265	23	8.7%	
392	Fermages, loyers, frais d'utilisation	161'776	36'180	125'596	347.1%	31'220	130'556	418.2%	
Total Charges		2'465'208	2'578'825	-113'617	-4.4%	2'369'208	96'000	4.1%	
Revenus									
426	Remboursements	30'217	-	30'217	-	58	30'159	n/a	
430	Revenus d'exploitation divers	10'000	10'000	-	-	10'000	-	-	
Total Revenus		40'217	10'000	30'217	302.2%	10'058	30'159	299.9%	

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LE BUDGET 2021

- a) n/a
- b) L'écart de kCHF -337 est dû à la variation de l'estimation comptable de la provision pour risque relatif aux litiges en cours. L'utilisation de la provision pour litige RH en 2021 pour kCHF 730 est à mettre en relation avec la charge équivalente constatée dans les charges de personnel (chapitre 30).
- c) L'écart de kCHF -440, est directement et intégralement imputable à la crise sanitaire. En effet, suite aux mesures fédérales, de nombreuses manifestations et réceptions ont dû être annulées en 2021.
- d) La contribution de la part de la Ville de Genève aux «frais de police» a été budgétée pour kCHF 15'000. La charge effective étant moindre, soit kCHF 13'200, elle génère une variation de kCHF -1'800. Un écart équivalent se retrouve dans les revenus pour l'entretien des routes à caractère cantonal.
- e) Le revenu pour l'entretien des routes à caractère cantonal est versé par compensation aux «frais de police». La charge effective des «frais de police» étant moindre de kCHF -1'800, le revenu est affecté en conséquence.

COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS ENTRE LES COMPTES 2021 ET LES COMPTES 2020

- a) L'écart d'un montant de kCHF -480, provient des frais importants engagés par la Ville au cours de l'année électorale 2020 (montant ramené à un niveau normal en 2021).
- b) L'écart de kCHF -632 est dû à la différence entre la variation de l'estimation comptable de la provision pour risque relatif aux litiges en cours de 2021 (kCHF -336) et 2020 (kCHF +296). L'utilisation de la provision pour litige RH en 2021 pour kCHF 730, contre kCHF 43 en 2020, est à mettre en relation avec la charge équivalente constatée dans les charges de personnel (chapitre 30).
- c) n/a
- d) n/a
- e) n/a

Pour les écarts concernant les charges de personnel, les amortissements du patrimoine administratif, et les attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux se référer aux explications de l'analyse par chapitre des parties «6.1.2.1 Chapitre 30: charges de personnel», «6.1.2.3 Chapitre 33: amortissements du patrimoine administratif», «6.1.2.5 Chapitre 35 et 45: attributions et prélèvements aux fonds et financements spéciaux».

6.3.6.3 Subventions monétaires

En francs

	C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021- C 2020	Notes
SG Secrétariat général						
A004 Relations extérieures et communication						
33 Médias						
Mairie_SK_Bourses Médias	-	-	-	46'375	-46'375	
Total 33 Médias	-	-	-	46'375	-46'375	
54 Famille et jeunesse						
Coordination, accueil et renseignements - CAR	-	-	-	23'200	-23'200	
Total 54 Famille et jeunesse	-	-	-	23'200	-23'200	
57 Aide sociale et domaine de l'asile						
Fondation GIPRI	-	-	-	25'800	-25'800	
Total 57 Aide sociale et domaine de l'asile	-	-	-	25'800	-25'800	
59 Domaine social, non mentionné ailleurs						
Divers projets pour la Genève Internationale	118'377	94'000	24'377	90'611	27'766	
Fondation Geneva Science and Diplomacy Anticipator	100'000	100'000	-	100'000	-	
Geneva Cities Hub	100'000	100'000	-	75'000	25'000	
Total 59 Domaine social, non mentionné ailleurs	318'377	294'000	24'377	265'611	52'766	
Total A004 Relations extérieures et communication	318'377	294'000	24'377	360'986	-42'609	
A700 Conseil municipal						
01 Conseil municipal et exécutif						
Amicale des ancien-ne-s conseillers-ères municipaux-ales	2'000	2'000	-	2'000	-	
Total 01 Conseil municipal et exécutif	2'000	2'000	-	2'000	-	
Total A700 Conseil municipal	2'000	2'000	-	2'000	-	
A800 Conseil administratif						
32 Culture, autres						
Subventions et allocations diverses et imprévues	97'425	60'150	37'275	84'040	13'385	
Total 32 Culture, autres	97'425	60'150	37'275	84'040	13'385	
33 Médias						
Subventions et allocations diverses et imprévues	40'000	40'000	-	40'000	-	
TV Léman Bleu	255'000	255'000	-	255'000	-	
Total 33 Médias	295'000	295'000	-	295'000	-	
34 Sports et loisirs						
Association Suisse des sous-officiers	3'000	3'000	-	-	3'000	
Total 34 Sports et loisirs	3'000	3'000	-	-	3'000	
56 Construction de logements sociaux						
Rassemblement E/F politique sociale logement (transfert au DFEL)	38'576	20'000	18'576	-	38'576	
Total 56 Construction de logements sociaux	38'576	20'000	18'576	-	38'576	
57 Aide sociale et domaine de l'asile						
Subventions et allocations diverses et imprévues	129'175	180'450	-51'275	152'000	-22'825	
Total 57 Aide sociale et domaine de l'asile	129'175	180'450	-51'275	152'000	-22'825	
59 Domaine social, non mentionné ailleurs						
Fonds municipal d'aide humanitaire	249'750	250'000	-250	250'000	-250	
Total 59 Domaine social, non mentionné ailleurs	249'750	250'000	-250	250'000	-250	
63 Transports, autres						
Compagnie générale de navigation sur le lac Léman	250'000	259'300	-9'300	250'000	-	
Total 63 Transports, autres	250'000	259'300	-9'300	250'000	-	
Total A800 Conseil administratif	1'062'926	1'067'900	-4'974	1'031'040	31'886	
Total SG Secrétariat général	1'383'303	1'363'900	19'403	1'394'026	-10'724	

6.3.6.4 Subventions non monétaires (gratuités)

En français		C 2021	B 2021	Ecart C 2021 - B 2021	C 2020	Ecart C 2021 - C 2020	Notes
SG	Secrétariat général						
A800	Conseil administratif						
29	Formation, autres						
	Villa Moynier	322'104	322'104	-	322'104	-	
	Total 29 Formation, autres	322'104	322'104	-	322'104	-	
31	Héritage culturel						
	Fond. conserv. Maison Général Dufour	152'312	152'312	-	152'312	-	
	Total 31 Héritage culturel	152'312	152'312	-	152'312	-	
32	Culture, autres						
	Gratuités salles comm. accordées par CA	-	25'000	-25'000	4'175	-4'175	
	Total 32 Culture, autres	-	25'000	-25'000	4'175	-4'175	
59	Domaine social, non mentionné ailleurs						
	Ctre Henry Dunant (villa Plantamour)	226'428	226'428	-	226'428	-	
	Total 59 Domaine social, non mentionné ailleurs	226'428	226'428	-	226'428	-	
	Total A800 Conseil administratif	700'844	725'844	-25'000	705'019	-4'175	
Total	SG Secrétariat général	700'844	725'844	-25'000	705'019	-4'175	

6.3.6.5 Subventions ponctuelles

En francs

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Subventions et allocations diverses et imprévues (social)		129'175	180'450
Apprentissages Sans Frontières	Participation d'une femme journaliste à la 6ème session spéciale «Droits des femmes» de l'Université des médias et des Droits humains	550	
Association Alternatiba Léman	Mouvement citoyen pour l'urgence climatique	20'000	
Association Course de l'Escalade	Réception de clôture de la 43e Course de l'Escalade	2'000	
Association Droits Politiques pour les résident-es à Genève (DPGE)	Voting Rights for all Residents	2'500	
Association Humanitarian Quality Assurance Initiative (HQA)	Subvention 2021	5'000	
Association Open Geneva	Festival Open Geneva	15'000	
Association un repas pour notre avenir	The Meal 10ème édition	8'000	
Centre de liaison des associations féminines genevoises (CLAFG)	Soutien pour les activités du CLAFG	500	
Fondation CANSEARCH	Recherche médicale sur le cancer de l'enfant à Genève	10'000	
Mission permanente de la Suisse auprès de l'ONU	Forum mondial des politiques de télécommunications	5'625	
Soroptimist international club Genève-Fondateur	Mobilisation à Genève contre la violence à l'égard des femmes	1'000	
Université de Genève - Faculté des Sciences de la Société	Genève Ville du Goût 2021	20'000	
Verein NEXPO	Phase de consolidation du projet d'exposition nationale des villes «NEXPO» (1ère tranche)	40'000	
WWF Suisse - Section Genève	Campagne genevoise «OUI à la loi CO2»	1'000	
Association Starlette	Subvention 2020 annulée	-2'000	
Subventions et allocations diverses et imprévues (culture)		97'425	60'150
Association Animatou	Festival international du film d'animation Animatou	1'500	
Association Cinéma des Trois Mondes	23ème édition du festival FILMAR en Amérique Latina	2'000	
Association internationale des étudiant-e-s en sciences économiques et commerciales (AIESEC)	Global Village 2021	2'500	
Association Label-vie	Projet «Grappillage et partages autour du pressoir label-Vie»	4'000	
Association Photography Geneva	Exposition «Genève confinée»	6'000	
Confrérie du Gruyère	Apéritif du Chapitre genevois à l'occasion de l'intronisation de Mme Marie Barbey-Chappuis	2'000	
Croix-Rouge genevoise	7ème édition du Prix Art Humanité - Genève	5'000	
Festival Black Movie	Festival «Black Movie»	4'000	
Fondation du Grand Prix d'Horlogerie de Genève	21ème Grand Prix d'Horlogerie de Genève (GPHG)	26'925	
Fondation GIFF	Cérémonie d'ouverture de la 27ème édition du Festival International du Film de Genève	2'000	
Fondation Neptune	Travaux de sauvetage de la barque Neptune	5'000	
Kollektiv Frauenstreikfotograf*innen	Exposition «50/50/50»	10'000	
Salon des Chocolatiers Sàrl	7ème édition du Rallye du Chocolat de Genève	6'000	
Sustainable Finance Geneva (SFG)	Projet Building Bridges 2021	7'500	
Université de Genève/Mail Faculté de droit/JUPO	Édition des «Sources du droit du canton de Genève du XVIIIe siècle»	15'000	
Fondation GIFF	Subvention 2020 annulée	-2'000	

Nom du Subventionné	Nom du Projet	Montant attribué	Montant budgété
Fonds municipal d'aide humanitaire		249'750	250'000
Afghanistan's Women Rights Association	Pour un projet de refuge en faveur des enfants de rues de Zaranj dans la Province de Nomroz en Afghanistan	20'000	
Association Soutien Sans Frontières	Pour l'achat d'un système de générateur d'oxygène pour la Somalie pour les victimes de la Covid-19	49'750	
Association Swiss-Group	Pour la création d'un centre médical pour les réfugié-e-s syrien-ne-s à Gaziantep en Turquie	5'000	
Comité international de la Croix-Rouge	Pour une aide d'urgence pour les populations israéliennes et palestiniennes affectées par les hostilités en mai dernier	20'000	
Croix-Rouge Suisse	Pour les victimes de l'éruption du volcan Nyiragongo, dans la province du Nord-Kivu, en République démocratique du Congo	10'000	
Croix-Rouge Suisse	Pour une assistance immédiate aux personnes touchées par les inondations au Soudan du Sud	30'000	
Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	Pour les personnes touchées par l'éruption volcanique à Saint-Vincent-et-les-Grenadines	10'000	
Handicap International	Pour l'accès aux services de santé et assurer des soins de réadaptation à la population touchée par le conflit au Yémen	25'000	
Medair	Intervention humanitaire dans la province d'Orozgan, en Afghanistan	25'000	
Medair	Pour une intervention humanitaire dans le sud de Madagascar	10'000	
Médecins Sans Frontières Suisse	Pour une aide d'urgence en faveur des réfugié-e-s éthiopien-ne-s du Tigré, au Soudan	20'000	
SOS Méditerranée Suisse	Participation pour les opérations de recherche et de sauvetage de personnes en mer Méditerranée	25'000	
Divers projets pour la Genève Internationale		118'377	94'000
Dev.tv	Young Activists Summit	7'000	
Fondation Kofi Annan	« Allocution Kofi Annan Genève sur la paix »	5'000	
Sustainable Finance Geneva (SFG)	Projet Building Bridges 2021	7'500	
Verein NEXPO	Phase de consolidation du projet d'exposition nationale des villes « NEXPO » (1ère tranche)	10'000	
Verein NEXPO	Phase de consolidation du projet d'exposition nationale des villes « NEXPO » (2ème tranche)	158'877	
Verein NEXPO	Projet d'exposition nationale des villes « NEXPO » (report transitoire 2020)	-70'000	
Total		594'727	584'600

6.3.6.6 Personnel occupé par le département au 31 décembre 2021

	Secrétariat général	Fixes / équivalent temps plein				
		Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2021	Ecart postes
A001	Direction du Secrétariat général	27.5	3.0	30.5	19.6	10.9
A002	Administration centrale*	-	-	-	13.5	-13.5
A003	Service juridique	6.6	0.5	7.1	13.8	-6.7
A004	Service des relations extérieures et de la communication**	19.5	0.6	20.1	11.4	8.7
A007	Service du Conseil municipal	12.3	0.8	13.1	13.7	-0.6
A900	Contrôle financier	12.2	-	12.2	11.2	1.0
Total		78.1	4.9	83.0	83.2	-0.2

* Au 31 août, l'Administration centrale a été dissoute dans le cadre de la réorganisation du Secrétariat général.

** Au 1^{er} septembre, dans le cadre de la réorganisation du Secrétariat général, le Service des relations extérieures a été renommé Service des relations extérieures et de la communication.

The background of the page is split diagonally from the top-left corner to the bottom-right corner. The upper-left portion is white, and the lower-right portion is a solid blue color.

Délégations du Conseil administratif

6.4 Délégations du Conseil administratif

6.4.1 Délégation Genève Ville Solidaire (DGVS)

But	Représentant-e-s du CA	Création
Mettre en œuvre la politique de solidarité internationale de la Ville de Genève. Soutenir et financer des projets de solidarité internationale.	Madame Frédérique Perler Monsieur Alfonso Gomez Madame Christina Kitsos	Mars 2000 (Règlement LC 21 591)

En 2021, le Fonds dédié à la solidarité internationale a été doté d'un montant de 6'095'900 francs.

Au cours de l'année, le secrétariat du Fonds a traité 114 nouvelles demandes de subvention.

Il a dû écarter 21 demandes, car celles-ci ne répondaient pas aux critères du Règlement d'application du Fonds (10), n'étaient pas de la compétence de la DGVS (1) ou ont été classées sans suite (documents fournis incomplets) (10).

La DGVS a examiné 62 dossiers de demandes de fonds lors de quatre séances d'attribution. La DGVS a approuvé 57 demandes (dont 50 projets suivis directement par la Ville et 7 projets de sensibilisation d'organisations membres de la Fédération Genevoise de Coopération, ci-après FGC). Elle en a refusé quatre et une décision a été reportée à 2022. Au 31 décembre 2021, 38 projets étaient en cours d'analyse en vue d'une décision en 2022 (dont 13 nouvelles demandes reçues en décembre 2021).

40,2% des fonds totaux de la DGVS ont été alloués à la FGC, le partenaire historique de la Ville de Genève en matière de solidarité internationale.

Finalement, la Ville de Genève a soutenu un total de 184 actions, réparties comme suit :

Par le biais de la DGVS :

- 50 nouveaux projets ;
- 43 projets pluriannuels ;
- 14 subventions nominatives inscrites au budget.

Par le biais de la FGC :

- 25 nouveaux projets ;
- 48 projets pluriannuels d'organisations membres de la FGC ;
- 3 plans d'actions d'organisations membres de la FGC (Terre des Hommes, Secodev et Enfants du Monde) ;
- 1 subvention nominative (contribution aux frais de fonctionnement FGC).

La Ville a des conventions de partenariat avec six institutions et services de la Ville de Genève : la FGC, le Conservatoire et jardin botaniques, l'Association internationale des maires francophones, la Fondation Martin Ennals, le Théâtre Spirale et le Festival du film et forum international sur les droits humains.

Les actions soutenues ont été menées par 134 associations (dont 36 associations membres de la FGC), fondations à but non lucratifs et quelques services municipaux dans plusieurs pays en développement (ainsi qu'en Suisse et à Genève pour des activités de sensibilisation, notamment aux droits humains, et des projets en lien avec la Genève internationale).

Avec un montant total d'environ 2,3 millions de francs, c'est le continent africain qui, depuis la création du Fonds, reçoit le plus d'aide. En 2021, l'Afrique a reçu près de 38% des montants de coopération alloués par la Ville de Genève, ce qui a permis de financer 89 projets dans 24 pays de ce continent.

9,1% des ressources ont été consacrés à 25 projets menés dans 5 pays d'Amérique du sud et 5,3% à 15 projets dans 5 pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. 10,3% des montants ont concerné l'Asie (+ Océanie) (22 projets dans 11 pays) et 3% le Moyen-Orient (6 projets). L'Europe a reçu 10,2% des fonds, principalement dans les domaines de la promotion des droits humains en lien avec la Genève internationale et de la sensibilisation du public à Genève. La catégorie « divers continents » regroupe le financement de projets touchant plusieurs régions à la fois. En 2021, 24% du total des subventions a été alloué à des projets de ce type (dont les trois plans d'actions des organisations membres de la FGC et la plupart des subventions nominatives inscrites au budget).

Les cinq principaux pays concernés par le soutien de la Ville de Genève en 2021 étaient le Burkina Faso (253'340 francs) avec 13 projets en cours de réalisation, la République démocratique du Congo (247'675 francs) avec 8 projets, la Colombie (236'560 francs) avec 7 projets, le Kenya (214'000 francs) avec 3 projets et le Bénin (181'000 francs) avec 6 projets.

La majorité des projets de coopération au développement soutenus par la Ville de Genève visent à lutter contre la pauvreté dans le monde et promeuvent prioritairement les thèmes suivants : la promotion des droits humains, la santé, l'éducation de base et la formation professionnelle, le développement rural et l'environnement.

Continent / Région	Pays principal	Organisation	Descriptif du projet	Montant attribué	Montant budgété
Projets financés par l'intermédiaire de la Fédération Genevoise de Coopération (FGC)				2'428'691	2'450'000
Afrique	Bénin	Genève Tiers-Monde	Renforcement des chaînes de production agroalimentaires et artisanales des groupements de femmes et d'artisans des communes de Cotonou et de Dogbo (2018-2021)	22'132	
Afrique	Bénin	Tourism for Help	Centre Nonvignon, restaurant et hôtel de formation pour l'insertion de jeunes défavorisés (2019-2021)	26'887	
Afrique	Burkina Faso	E-Changer Genève	Promouvoir les droits humains et la participation citoyenne (2019-2021)	20'000	
Afrique	Burkina Faso	E-Changer Genève	Renforcer l'équipe technique et la performance de l'Association pour la Recherche et la Formation en agro-écologie (2018-2021)	14'090	
Afrique	Burkina Faso	Centre écologique Albert Schweitzer-Genève - CEAS	Projet d'appui à la gestion des déchets municipaux des villes secondaires (2019-2021)	30'000	
Afrique	Burkina Faso	Centre écologique Albert Schweitzer-Genève - CEAS	Cultiver du moringa pour prévenir la malnutrition des populations du Bam et du Yatenga (2018-2021)	10'250	
Afrique	Burkina Faso	Graine de Baobab Genève-Burkina	Développement rural par l'agroécologie, Province du Boulgou (2018-2021)	20'000	
Afrique	Burkina Faso	Philea	«Inclusion financière des femmes: vers une réduction de la pauvreté et une prospérité partagée» (2020-2021)	20'000	
Afrique	Burundi	Innovations et Réseaux pour le Développement - IRED	Pro Jeunes Emploi II: renforcement des capacités d'employabilité et d'auto emploi des jeunes (2018-2021)	13'575	
Afrique	Burundi	Innovations et Réseaux pour le Développement - IRED	Promotion de l'Agro-écologie par la Formation et le plaidoyer des Organisations Paysannes (2020-2022)	20'000	
Afrique	Burundi	FH Suisse	Appui aux caféiculteurs au Nord du Burundi, Phase III. (2020-2022)	10'000	
Afrique	Ethiopie	Helvetas Swiss Intercooperation - Section de Genève	Programme de gouvernance locale de l'Etat régional Amhara (2020-22)	19'176	
Afrique	Guinée Bissau	Swissaid Genève - SWGE	Renforcer les organisations communautaires pour une société autonome (2020-2022)	20'000	
Afrique	Guinée Conakry	Syndicat interprofessionnel travailleuses et travailleurs - SIT	Passage des groupements de femmes du secteur informel au formel (2021-2023)	15'000	
Afrique	Madagascar	Glocal	Education et revenus pour les ménages démunis. Agenda 21 des deux communes rurales malgaches d'Alakamisy et de Tsarasotra (2019-2021)	10'000	
Afrique	Madagascar	Centre écologique Albert Schweitzer-Genève -CEAS	Empower Mandialaza: L'électricité verte au service du développement durable et de la conservation de la forêt primaire malgache (2021-2023)	30'000	
Afrique	Mali	Association Amis suisses - Villages Dogons - ASVD	Amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans le cercle de Bankass (2019-2021)	14'479	

Continent / Région	Pays principal	Organisation	Descriptif du projet	Montant attribué	Montant budgété
Afrique	Mali	Tourism for Help	Benkadi Bougou, ferme agro-écologique pour la formation et l'appui à l'installation des jeunes, des femmes et des groupements paysans (2019-2021)	20'000	
Afrique	Mozambique	Solidar Suisse Genève	Gouvernance des communes rurales et urbaines au Mozambique, la démocratie « pas à pas » (2021-2023)	60'000	
Afrique	Niger	Swissaid Genève	Production et commercialisation de produits agricoles écologiques dans la commune de Soucouthane (2021-2023)	20'000	
Afrique	Ouganda	EIRENE Suisse	Appui au renforcement du droit des femmes (2018-2021)	10'000	
Afrique	Ouganda	EIRENE Suisse	Le chemin vers la justice transitionnelle à travers la construction de la mémoire collective (2021-2023)	20'000	
Afrique	Ouganda	Omoana	Promotion d'une prévention et réponse globale aux violences sexistes dans les communautés du district de Nwoya (2018-2021)	14'423	
Afrique	Ouganda	FH Suisse	Amélioration de la sécurité/souveraineté alimentaire et de la résilience des communautés touchées par la sécheresse dans le district d'Amudat, région de Karamoja (2019-2021)	25'042	
Afrique	République démocratique du Congo - RDC	Assotic - Association de soutien au Théâtre des Intrigants	Promotion du théâtre en milieu scolaire à Kinshasa (2020-2022)	30'000	
Afrique	République démocratique du Congo - RDC	FH Suisse	Vulgarisation des pratiques agroécologiques dans les groupements de Karhongo et Mumosho, au Sud-Kivu (2020-22)	30'000	
Afrique	Rwanda	FH Suisse	Travaillons ensemble pour notre développement (2021-2023)	35'479	
Afrique	Rwanda	EIRENE Suisse	Pérennisation et dissémination des acquis du travail de thérapie sociale dans le traitement des traumatismes (2019-2021)	21'790	
Afrique	Sénégal	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation - ACCED	Lutte contre le travail des enfants et les nuisances environnementales dans les sites d'orpaillage de Kédougou (2020-22)	18'259	
Afrique	Sénégal	Institut de Hautes études internationales et d'd développement - IHEID	Formation en ligne en genre et développement (2020-2022)	59'600	
Afrique	Sénégal	Syndicat interprofessionnel travailleuse et travailleurs - SIT	Les violences faites aux femmes en milieu de travail et étudiantes de l'enseignement secondaire, dans 4 régions du pays (2020-22)	10'000	
Afrique	Sénégal	Jardins de Cocagne	Lutte contre le VIH/sida dans le bassin du fleuve Sénégal, Sénégal, Mauritanie et Mali (2020-22)	30'000	
Afrique	Tanzanie	Association pour le Développement des Aires Protégées - ADAP	Cogestion des forêts du corridor Katavi-Ugalla (projet 2020-22)	40'000	
Afrique	Tanzanie	Swissaid Genève - SWGE	Vers un secteur extractif responsable (projet 2021-23)	40'000	

Continent / Région	Pays principal	Organisation	Descriptif du projet	Montant attribué	Montant budgété
Afrique	Togo	Genève Tiers-Monde	Projet de promotion des petits producteurs en entrepreneurs agricoles viables – 2ème phase (2018-2021)	23'733	
Afrique	Togo	Genève Tiers-Monde	Programme d'appui à la Gouvernance et au Développement Economique local Durable (2021-2023)	35'700	
Amérique centrale	Guatemala	Helvetas Swiss Intercooperation - Section de Genève	Développement Economique Rural Territorial (2019-2021)	20'000	
Amérique centrale	Haïti	EIRENE Suisse	Projet de formation d'enseignants pour une éducation adaptée à la psychologie de l'enfant et de l'adolescent en Artibonite (2018-2021)	9'086	
Amérique centrale	Haïti	EIRENE Suisse	Jeunes et participation citoyenne (2019-2021)	10'000	
Amérique centrale	Mexique	Centrale sanitaire Suisse - CSS	Santé digne et humaine pour toutes et tous : améliorer la santé préventive dans la région frontière du Chiapas (2020-2022)	30'000	
Amérique centrale	Mexique	Madre Tierra	Construisons des perspectives d'avenir : Formation de promotrices et promoteurs en permaculture, développement de l'autonomie alimentaire et amélioration de l'habitat (2021-2023)	30'000	
Amérique centrale	Nicaragua	Espace Femmes International - EFI	Autodétermination des femmes, prévention et lutte contre les violences de genre (2019-2021)	20'000	
Amérique centrale	Nicaragua	UrbaMonde	Appui au développement de coopératives d'habitation et au mouvement pour le droit au logement (2018-2021)	23'473	
Amérique centrale	Salvador	EIRENE Suisse	Accès à l'eau douce pour les communautés salvadoriennes du sous-bassin de la rivière Paz au Salvador (2021-2023)	11'692	
Amérique du Sud	Bolivie	IDH Suisse. Santé - Environnement	D'amour et de sexe. Amélioration de la santé sexuelle et affective des adolescent-e-s au moyen des nouvelles technologies d'information et de communication en Bolivie (2019-2021)	12'603	
Amérique du Sud	Bolivie	E-Changer Genève	La gastronomie comme outil d'intégration des jeunes (2019-2021)	9'361	
Amérique du Sud	Bolivie	Centrale sanitaire Suisse - CSS	Renforcement du service intégral pour les personnes les plus vulnérables au VIH à Cochabamba (2021-2023)	14'000	
Amérique du Sud	Brésil	Mouvement pour la coopération internationale - MCI	Construire l'avenir en consolidant la gouvernance et la gestion territoriale et environnementale Yanomami, Amazonie (2020-2022)	40'000	
Amérique du Sud	Brésil	E-Changer Genève	Promouvoir la souveraineté alimentaire à travers la solidarité internationale Sud-Sud. Phase 2 (2021-2023)	10'000	
Amérique du Sud	Brésil	E-Changer Genève	Appuyer la mobilisation de la société civile brésilienne en faveur des droits humains (2021-2023)	20'000	
Amérique du Sud	Colombie	Institut de Hautes études internationales et du développement - IHEID	Développement territorial post - Accord de paix au Catatumbo (2021-2023)	100'000	

Continent / Région	Pays principal	Organisation	Descriptif du projet	Montant attribué	Montant budgété
Amérique du Sud	Colombie	Genève Tiers-Monde	Pour la pérennité de la gestion communautaire de l'eau dans le département d'Antioquia (2018-2021)	13'408	
Amérique du Sud	Colombie	Genève Tiers-Monde	Femmes rurales en mouvement pour la construction de territoires pacifiques et équitables (2019-2021)	20'000	
Amérique du Sud	Colombie	Genève Tiers-Monde	Renforcement de la gestion communautaire et environnementale de l'eau en Colombie (2019-2021)	30'152	
Amérique du Sud	Colombie	Espace Femmes International - EFI	Construire la paix dans la dignité (2019-2021)	20'000	
Amérique du Sud	Equateur	Centrale sanitaire Suisse - CSS	Souveraineté, durabilité et Solidarité: Amélioration de la santé de la population dans les zones pétrolières (2021-2023)	10'000	
Amérique du Sud	Pérou	Genève Tiers-Monde	Promotion des droits des filles et adolescentes en situation de travail domestique (2019-2021)	25'023	
Amérique du Sud	Pérou	Genève Tiers-Monde	Femmes actrices de l'amélioration des conditions de vie des familles rurales hautes andines (2020-2022)	10'000	
Amérique du Sud	Pérou	Genève Tiers-Monde	Ciudad Mujer, femmes organisées pour une ville inclusive et égalitaire (2020-2022)	14'000	
Amérique du Sud	Divers pays	UrbaMonde	Appui aux coopératives d'habitation en Amérique du Sud (2019-2021)	32'500	
Moyen-Orient	Cisjordanie	Centrale sanitaire Suisse - CSS	Amélioration de la santé mentale des enfants palestiniens ex-détenus par la dramathérapie et le théâtre. Cisjordanie. Phase III (2021-2023)	10'000	
Asie	Afghanistan	Afghanistan's Women Rights Association - AWRA	Minibus de santé pour des villages ruraux de l'Afghanistan (2021-2023)	24'833	
Asie	Afghanistan	Afghanistan's Women Rights Association - AWRA	Education civique sur les droits des femmes au sud de l'Afghanistan - Nimroz (2021)	21'400	
Asie	Bhoutan	Helvetas - Swiss Intercooperation, Section de Genève	Renforcement de la décentralisation et de la gouvernance locale (2019-2021)	12'500	
Asie	Cambodge	Fondation CIOMAL de l'Ordre de Malte	Renforcement des programmes en faveur des personnes atteintes de la lèpre et souffrant de handicaps (2020-2022)	25'000	
Divers continents	Divers pays	Terre des hommes Suisse - TDH	Programme 2021-2024 Plan d'Action de Terre des Hommes Suisse	172'000	
Divers continents	Divers pays	Service de Coopération au Développement - SeCoDév	Plan d'action quadriennal 2020-2023, Service Coopération au Développement de Caritas Genève	205'676	
Divers continents	Divers pays	Enfants du Monde - EDM	Plan d'action quadriennal Enfants du Monde - EDM 2021-2024	175'000	
Europe	Suisse	Helvetas Swiss Intercooperation - Section de Genève	« Helvetas Cinéma Sud 2021 » Concept de cinéma itinérant fonctionnant à l'énergie solaire (2021)	6'000	
Europe	Suisse	Helvetas Swiss Intercooperation - Section de Genève	« Global Happiness: de quoi avons-nous besoin pour être heureux? ». L'exposition d'Helvetas part sur les traces du bonheur durable (2021)	6'000	
Europe	Suisse	Centre Europe - Tiers Monde - CETIM	Revue électronique pour un autre développement. Edition et diffusion de 3 numéros par an pendant 3 ans (2021-2023)	22'050	

Continent / Région	Pays principal	Organisation	Descriptif du projet	Montant attribué	Montant budgété
Europe	Suisse	Terre des Hommes Suisse	Protéger son environnement pour protéger ses droits. Conception, réalisation et impression des fiches pédagogiques sur Haïti (2021)	5'985	
Europe	Suisse	Cinémas des trois Mondes	23e Festival Filmar en America latina (2021)	25'000	
Europe	Suisse	Magasins du Monde	Campagne d'information de 2021 à mars 2023 sur le thème « Commerce équitable et climat – Equité et solidarité avec les générations futures » (2021-2022)	11'893	
Europe	Suisse	Centre Europe - Tiers Monde - CETIM	Contribution pour l'édition de la page « Solidarité » du quotidien Le Courrier, dans le cadre de la Convention FGC	50'000	
Europe	Suisse	Fédération genevoise de coopération	Accord-cadre Ville FGC, communication et sensibilisation du public genevois	36'750	
Europe	Suisse	Fédération genevoise de coopération	Accord-cadre Ville FGC, contribution aux frais de fonctionnement de la FGC 10% de la contribution de la Ville de Genève à la FGC	245'000	
			Ajustements techniques	-21'309	
Projets et associations financés directement par la Ville de Genève - Solidarité internationale				3'066'202	3'184'300
Afrique	Angola	Association d'aide aux personnes à déficience physique	Apprentissage et réinsertion professionnelle des personnes à déficience physique et formation de formateurs nationaux (2020-2021)	20'000	
Afrique	Bénin	Association Miman-Bénin	Formation et insertion professionnelle. Aménagements et équipements pour l'agrandissement du Centre de formation professionnelle de l'arrondissement Ouassaho, Bohicon (2020-2022)	10'000	
Afrique	Bénin	Association Zédaga de soutien à la formation continue des enseignant-e-s	Déménagement, agrandissement et développement du Centre de ressources et de formation continue pour les enseignant-e-s de Banikoara (2021-2022)	50'000	
Afrique	Bénin	Association Palmier	Amélioration de l'approvisionnement en eau potable, de l'assainissement et de la gestion des déchets dans le quartier de Gounin, Ville de Parakou (2021-2022)	35'000	
Afrique	Bénin	Fondation Rebin pour le développement durable	Accès à l'eau dans deux villages du district de Coussi (Toffo). Projet « déchets contre eau potable » (2021)	20'000	
Afrique	Burkina Faso	Fondation Antenna	Programme « une alimentation saine et durable à l'école ». Aménagement de jardins potagers et de champs communautaires autour de 15 écoles, cantines scolaires et éducation pour une alimentation équilibrée (2020-2022)	12'500	
Afrique	Burkina Faso	Optique Solidaire	Lunettes correctrices, soins des yeux, opérations de la cataracte, campagnes de dépistages dans les écoles et formation (2020-2022)	20'000	
Afrique	Burkina Faso	Association Unis pour agir - UPA	Programme de promotion de l'éducation des filles et de l'autonomisation des femmes en milieu rural (2020-2022)	10'000	
Afrique	Burkina Faso	Association Amis Suisses de la Termitière - ASTER	Ouverture d'un lycée privé technique et professionnel La Termitière, dans la ville de Bobo Diolasso (2021)	23'000	

Continent / Région	Pays principal	Organisation	Descriptif du projet	Montant attribué	Montant budgété
Afrique	Burkina Faso	Association Actions Tenga - Santé - Education - Ecologie	Appuis pour la finition et mise en route du centre de santé et de promotion sociale Laafi de Roumtenga - CSPS. Finitions des bâtiments, équipements médicaux, médicaments de base pour la pharmacie et prise en charge partielle d'une partie des frais de personnel au démarrage du dispensaire (2020-2022)	9'500	
Afrique	Burkina Faso	Association Rose des sables	Rénovation du Centre de santé et de Promotion sociale de Kombissiri (CSPS). Accès à l'eau potable, alimentation par l'énergie solaire, rénovation des bâtiments et équipement médical (2021-2022)	54'000	
Afrique	Burkina Faso	Association Kaceïdra	Programme de santé rurale à Irim, Province du Yatenga. Mutuelle de santé, prévention des plaies et sensibilisation à l'hygiène, traitement des plaies et distribution de kits d'hygiène pour les enfants scolarisés (2021)	10'000	
Afrique	Burundi	Centre romand de médecine légale, Faculté de médecine de l'Université de Genève - CURML	Appui à la création d'un Centre universitaire burundais de médecine légale : Mise en place de l'Unité de médecine des violences (2021-2022)	40'500	
Afrique	Cameroun	Association pour l'éducation, les soins et la promotion des femmes et des enfants - AESOPFE	Projet d'appui aux stages pratiques de couture et coiffure pour 40 femmes (8 ateliers de formation). Dans la commune urbaine de Douala, Province du littoral (2021-2022)	20'000	
Afrique	Côte d'Ivoire	Association pour l'Instruction & le Développement des Enfants - AIDE	Une bibliothèque culturelle et sociale pour apporter une réponse collective dans l'aide à la scolarité et dans l'accès aux livres, Kombala (2021-2023)	20'000	
Afrique	Guinée Bissau	Association d'aide aux diabétiques de Guinée Bissau	Sensibilisation, prévention et lutte contre le diabète (2020-2022)	17'500	
Afrique	Guinée Conakry	Solidarité Suisse - Guinée	Amélioration du cadre d'apprentissage, formation pour le maraîchage et planning familial (2020-2021)	10'000	
Afrique	Guinée Conakry	Association d'entraide médicale Guinée - ADEMEG	Construction, équipement et démarrage du fonctionnement d'un centre médico-social à Telidjé, Labé (2021-2023)	28'000	
Afrique	Guinée Conakry	Nouvelle Planète Genève	Amélioration de la pratique du maraîchage et de l'apiculture dans 2 villages de la sous-préfecture de Kolenté, région de Kindia, en lien avec l'engagement solidaire d'une classe du Cycle de Budé à Genève (2021-2022)	40'000	
Afrique	Kenya	Association One Action	Renverser les processus de dégradation des sols et renforcer la résilience climatique des communautés du Samburu et du Kajiado (2019-2021)	50'000	
Afrique	Kenya	Maasai Aid Association - MAA	Développement communautaire en terre Massaï. Soutien à des coopératives de femmes (fermes agricoles), production agricole, élevage et clôture autour des périmètres maraîchers (projet 2020-2022)	14'000	

Continent / Région	Pays principal	Organisation	Descriptif du projet	Montant attribué	Montant budgété
Afrique	Kenya	Biovision – Fondation pour un développement écologique	Semences locales et biodiversité dans le Comté de Vihiga (2021-2022)	150'000	
Afrique	Libéria	Association Arise from Ashes	Création d'une ferme agro-écologique « Resilience Farm » dans le village de Barrobo, Comté du Maryland (2021-2022)	17'250	
Afrique	Madagascar	Association Solferino des élèves de l'Ecole de culture générale Henry-Dunant	Appui pour le centre de développement communautaire Anjanaray sur l'île de Sainte-Marie, 3ème phase du partenariat entre Solferino et l'association locale Cétamada (2020-2021)	9'811	
Afrique	Madagascar	Association Solferino des élèves de l'Ecole de culture générale Henry-Dunant	Suite (phase 4) du soutien au Centre communautaire de formation et de santé Anjanaray, sur l'île de Sainte Marie (2021-2022)	29'000	
Afrique	Madagascar	Pharmaciens sans frontières Suisse - PSF	Faciliter l'accès aux médicaments de qualité dans les structures de santé et transfert de compétences en matière de pharmacie communautaire. Adaptation à la crise sanitaire du Covid-19. Université d'Antananarivo et Ville portuaire de Mahajanga (2021-2023)	20'000	
Afrique	Madagascar	Les Amis du Père Pedro	Construction de maisons familiales pour accueillir des sans-abris de la capitale Antananarivo. Avec installation de panneaux solaires/lampes solaires pour l'éclairage intérieur (2021-2023)	18'000	
Afrique	Madagascar	Association genevoise de soutien aux réalisations de l'Action de Carême dans les pays tiers	Lutte contre la pauvreté et l'endettement chronique des paysan-ne-s grâce aux groupements d'épargne commune, dans 3 districts de la région de Sava, Nord-Est du pays (2021-2023)	22'063	
Afrique	Nigéria	Association Soutien aux plus démunis-e-s - ASPD	Création d'un centre de formation à Oto-Jermi, région du delta (2021-2023)	30'000	
Afrique	Ouganda	Graduate Women International	Enseignantes pour demain (2020-2022)	15'000	
Afrique	Ouganda	The Non-Violence Project Foundation - NVPF	Contribuer à la diminution des différentes formes de violence grâce à la mise en œuvre d'un programme d'éducation destiné aux écoles et aux communautés (2021-2023)	30'000	
Afrique	République démocratique du Congo - RDC	Association Luvuvamu	Soutien à la coopérative de fabrication de Chicouangue (pain de manioc). Phase III du projet: agrandissement de l'unité de production, salle pour les formations, alphabétisation des employé-e-s, formation de jeunes apprenti-e-s. Kinshasa et zones péri-urbaines (2021)	37'675	
Afrique	République démocratique du Congo - RDC	Association Dignité Impact	Approche intégrée de relèvement économique du secteur agricole et entrepreneurial en zones rurales et péri-urbaines au Sud du Kivu. Ville de Bukavu et territoire de Kanare (2021-2022)	34'000	
Afrique	République démocratique du Congo - RDC	Center Bioresources for Sustainability in Africa - CBSA	Amélioration des services d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement en milieu scolaire, dans l'école primaire de Malavu, commune de Kimbanseke (2021-2022)	11'000	

Continent / Région	Pays principal	Organisation	Descriptif du projet	Montant attribué	Montant budgété
Afrique	République démocratique du Congo - RDC	Association Linga Congo	Agroforesterie à Miabi, Kasai Oriental. Elaboration d'un modèle de production agroforestier adapté au territoire de Miabi (2021-2023)	25'000	
Afrique	République démocratique du Congo - RDC	Association Esperanza Gracia - ESGRA	Formation et apprentissage à Kinshasa (2021-2022)	40'000	
Afrique	République démocratique du Congo - RDC	GRAC - Groupe de réflexion et d'action sur l'Afrique et le Congo-RDC	Bibliothèque Laurent Monnier pour les sciences sociales et le développement à Bukavu (2021-2023)	40'000	
Afrique	Rwanda	Les enfants du Rwanda	Gestion de l'eau, hygiène et santé à l'école primaire. Lutte contre l'absentéisme scolaire des jeunes filles en période de menstruation, dans deux écoles rurales (2021)	20'000	
Afrique	Sénégal	Théâtre Spirale	«Le Pont» - Projet de formation et de développement par le théâtre au Sénégal – Deuxième phase du projet. Formation de professionnels, animations dans les écoles et théâtre de sensibilisation, Thiès (2020- 2023)	19'000	
Afrique	Sénégal	Association Diobasse Handicap	Centre multifonctionnel d'appuis aux personnes handicapées, région de Diobasse (projet 2019-2021)	10'000	
Afrique	Somalie	Soutien sans frontières	Accès et gestion durable de l'eau potable dans la région de Sool, Somalie. Construction de trois réservoirs d'eau souterrains traditionnels, pour récolter l'eau de pluie (2021)	55'450	
Afrique	Sud Soudan	Les amis de sœur Emmanuelle - ASASE	Centre de formation professionnelle et de développement communautaire (CFPDC) de Lologo (2021-2023)	100'000	
Afrique	Togo	Association Métissages	Construction et mise en activité du dispensaire pour le village de Kouenou (2019-2021) et lutte contre la Covid-19	2'000	
Afrique	Togo	Association des ressortissants de Lavié en Suisse - Arelas	Projet eau potable et assainissement à Lavié (2021-2022)	37'000	
Afrique	Divers pays	Association Second Chance	Transfert de compétences en chirurgie thyroïdienne en Afrique Subsaharienne (Burundi et provinces à l'Est de la République démocratique du Congo - RDC) (2020-2022)	50'000	
Afrique	Divers pays	Association pour la prévention de la torture - APT	Contribuer à améliorer les conditions et le traitement des femmes en détention en Afrique du Sud, au Togo et au Rwanda. Développement institutionnel des mécanismes nationaux de prévention des trois pays, avec notamment le suivi de la situation des femmes en détention (2020-2022)	70'000	
Afrique	Divers pays	Compagnie théâtrale Apsara	«Habibi» - Coproduction avec des troupes d'Algérie et de Tunisie d'une pièce de théâtre sur les violences de genre, violences domestiques. Ateliers dans les 2 pays, et tournée en Tunisie et en Algérie avec des théâtres et associations féminines partenaires. Sensibilisation dans les écoles (2021)	20'000	

Continent / Région	Pays principal	Organisation	Descriptif du projet	Montant attribué	Montant budgété
Afrique	Divers pays	Conservatoire et jardin botaniques de la Ville de Genève - CJB	Autonomisation des centres d'éducation environnementale : CEEH de Hann-Dakar et CEEF de Thiès-Fandène au Sénégal et le Jardin des Palmiers de Divo en Côte d'Ivoire (2021)	18'000	
Amérique centrale	Guatemala	Peace Brigades International - PBI	« Les droits humains en péril au Guatemala ». Soutien aux défenseurs-e-s des droits humains grâce à l'accompagnement protecteur, présence d'observateurs et plaidoyer au niveau national, régional et à Genève (2020-2021)	30'000	
Amérique centrale	Nicaragua	Réseau International des droits humains - RIDH	Accompagnement international de plaidoyer pour les droits humains (2020-2021)	20'000	
Amérique centrale	Nicaragua	Association Casa Alianza Suisse	Renforcement des capacités visant à développer une vie sans violence chez les enfants et adolescent-e-s résident-e-s dans les foyers de Casa Alianza Mexico (2021)	59'000	
Amérique centrale	Haïti	Croix-Rouge Suisse - Berne	Aide d'urgence et reconstruction après le tremblement de terre d'août 2021 (2021)	30'000	
Amérique centrale	Haïti	Entraide protestante Genève - EPER	Aide d'urgence pour les victimes du tremblement de terre. Soutien d'urgence à la région la plus touchée de la Grand'Anse (2021)	30'000	
Amérique du sud	Brésil	Association Aquaverde	Soutien à l'approvisionnement alimentaire et production agricole auprès des Indiens Surui, Amazonie (2021)	10'000	
Amérique du sud	Brésil	Association Nordeste	Agroforesterie durable pour 50 familles démunies (phase 2). Préparation de 50 parcelles autour du village de Quebrangulo, installation de l'irrigation et outillage agricole, plantation d'arbres et semences biologique pour les fruits et légumes, pose de ruches et formation agricole. Etat d'Alagoas. (2020-2021)	13'600	
Amérique du sud	Colombie	Association lectures partagées	Projet « La Tulpa », un renouveau pour la petite agriculture familiale. Renforcer la souveraineté alimentaire des familles bénéficiaires par le soutien à la production et la commercialisation de produits agro-écologiques dans le Nariño (2020-2021)	29'000	
Amérique du sud	Colombie	FIAN International	Défense et promotion du droit humain à l'alimentation et à la nutrition adéquates (DHANA) dans un contexte de conflit : renforcer le DHANA comme mécanisme pour la construction de la paix (2019-2021)	24'000	
Amérique du sud	Pérou	Association Ecohumanita - écologie - économie - humanité	Agroécologie familiale. Projet ALLPA – Se former en cultivant l'espoir à Chillaco (village sur les pentes de la Cordillère des Andes), district de Antioquia, Département de Lima (2021-2022)	23'500	
Amérique du sud	Divers pays	Centre pour les droits civils et politiques - CCPR	Appuyer la société civile dans la mise en œuvre du Pacte relatif aux droits civils et politiques. Programme Amérique Latine : Haïti, Bolivie, Venezuela et Pérou (2020-2022)	75'000	
Moyen-Orient	Yémen	Le Yémen à l'horizon 2030	Les pépinières de l'espoir (projet 2020-2021)	25'000	

Continent / Région	Pays principal	Organisation	Descriptif du projet	Montant attribué	Montant budgété
Moyen-Orient	Yémen	Helpcode	Soutenir la résilience de la population du Sud Yémen. Amélioration des conditions de vie des habitant-e-s et des personnes déplacées dans la région de Lahj (2021-2022)	25'000	
Moyen-Orient	Yémen	Association Justice Rapid Response	Renforcer la justice pour les rescapés et victimes du conflit armé (2021)	59'808	
Moyen-Orient	Palestine	Fondation Middle – East Children's Institute - MECI	Développement communautaire pour les enfants et les femmes en situation de crise, communautés de Beit Rima et de Deir Gassaneh en Cisjordanie (2021-2022)	29'000	
Moyen-Orient	Palestine	Association Yaffa	Sourire : Programme d'intervention psychosociale communautaire à Gaza, Palestine (2021-2022)	35'000	
Asie	Afghanistan	La Fondation Womanity	Girls can code. Programme d'encouragement à l'éducation et à la formation professionnelle des jeunes filles en Afghanistan (2020-2022)	18'000	
Asie	Arménie	Réseau Mondial pour l'apprentissage - GAN	L'apprentissage, pour une meilleures insertion des jeunes en Arménie (2020-2021)	55'890	
Asie	Cambodge	Association Saèk Thmey International	Soutien à la formation professionnelle dans les métiers du tourisme. Aménagement de 3 salles de classe et de deux dortoirs pour la nouvelle école Saèk Thmey, et aide pour son fonctionnement (2019-2021)	10'000	
Asie	Cambodge	International Bridges to Justice - IBJ	Avancement de l'accès à la Justice – Garantir l'accès à la justice et le droit à un procès équitable pour les communautés vulnérables. Formation d'avocats cambodgiens, défense d'accusé-e-s des communautés vulnérables, dialogue avec les autorités pour une amélioration du fonctionnement de la Justice (2021-2022)	26'000	
Asie	Cambodge	Association Krousar Thmey Suisse	Programme de protection de l'enfance dans 10 provinces (2020-2022)	50'000	
Asie	Cambodge	Association Friends International Suisse - FI	Restaurant d'application «A table!». Formation professionnelle en cuisine et en restauration pour les jeunes et parents marginalisés à Siem Reap (2020-2022)	19'600	
Asie	Inde	Association Terragir – Energie solidaire	Éducation des enfants aux droits et à la participation au Bengale-Occidental (projet coordonné par Terre des Hommes en Inde en lien avec le travail de sensibilisation dans des écoles genevoises - Robin des Watts) (2021-2022)	15'000	
Asie	Inde	Association Aide et Action Suisse	Projet «Un havre pour les migrants». Santé et éducation pour les enfants migrants (2020-2021)	25'000	
Asie	Inde	Association Taaro Ke Bacche - Enfants des étoiles	Mise en place d'un accueil d'intervention précoce pour enfants avec autisme et trisomie 21, de 3 à 7 ans et formation d'une éducatrice spécialisée, indienne, au Centre de réhabilitation Taaro Ke Bacche, à Varanasi, Uttar Pradesh (2020-2022)	5'000	
Asie	Inde	Fondation internationale pour la population et le développement - FIPD	Hôtel-école à Bodhgaya, Bihar. Formation et insertion professionnelle de jeunes défavorisés dans les métiers de l'hôtellerie et de la restauration (2020 - 2021)	15'000	

Continent / Région	Pays principal	Organisation	Descriptif du projet	Montant attribué	Montant budgété
Asie	Iraq	Centre International de Déminage humanitaire	Findmine – Approche innovante pour améliorer la détection des mines (2021-2022)	100'000	
Asie	Laos	Association Terre de sourires	« Lao Aqua Empowerment » construction et gestion de 15 kiosques d'eau (2020-2022)	20'000	
Asie	Népal	Association Actions en santé publique	Combat des femmes contre le prolapsus utérin (2020-2022)	19'642	
Océanie	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Centre catholique international de Genève - CCIG	Promotion des droits humains en Papouasie-Nouvelle-Guinée, préparation et suivi de l'Examen périodique universel(EPU). Renforcement des capacités des organisations locales de promotion des droits humain et plaidoyer autour de la Genève Internationale (2020-2021)	16'000	
Asie	Philippines	Fondation Suisse de déminage - FSD	La lutte anti-mines à l'appui du processus de paix à Bangsamoro (2021-2022)	49'000	
Asie	Vietnam	The Hepatitis Fund - EndHep2030	Eliminer la transmission du virus de l'hépatite virale B de la mère à l'enfant au Vietnam : Démontrer l'impact de l'introduction du dépistage et du traitement des femmes enceintes (2021-2023)	50'000	
Europe	Bosnie-Herzégovine	Association IAMANEH - Suisse	Les enfants ont des droits : Soins et protection des enfants des rues dans la région de Tuzla (2020-2021)	10'000	
Europe	Grèce	Association Suisse Northern Lights Aid - NLA	De l'accueil à l'intégration : Soutenir l'employabilité des réfugié-e-s en Grèce (2021-2022)	25'000	
Europe	Suisse	Association Festival du Film et Forum International sur les droits humains - FIFDH	Edition 2019 du Festival du film et forum sur les droits de l'homme FIFDH. Convention 2019-2022	150'000	
Europe	Suisse	Association Tchendukua Suisse	Projet « Réenchanter le vivant ». Entre sciences et traditions. Diagnostic croisé de la biodiversité du territoire genevois entre représentant-e-s autochtones Kogis de Colombie et scientifiques de la région lémanique (2021)	30'000	
Divers continents	Divers pays	Défense des Enfants international - DEI	Observatoire de la justice pour enfants dans la région Afrique du Nord et Moyen Orient. Promouvoir l'accès à une justice adaptée aux enfants (2019-2021)	40'000	
Divers continents	Divers pays	Association Internationale des Maires Francophones - AIMF	Convention de partenariat 2017-2021. Soutien exceptionnel au Fonds de coopération de l'AIMF pour lutter contre le Covid-19	50'000	
Divers continents	Divers pays	Service international pour les droits de l'Homme - SIDH	Soutenir les mouvements de femmes défenseuses des droits humains et renforcer leur engagement auprès de l'ONU (2019-2021)	70'000	
Divers continents	Divers pays (Burundi, RDC, Guatemala et Mexique)	Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones - DOCIP	Secrétariats techniques pour les Peuples Autochtones et impacts positifs sur le terrain (2021-2022)	42'800	

Continent / Région	Pays principal	Organisation	Descriptif du projet	Montant attribué	Montant budgété
Divers continents	Divers pays	Track impunity always - TRIAL	Lutter contre l'impunité des individus et entreprises impliqués dans des crimes internationaux. Programme « Procédures et Enquêtes internationales ». (2021-2023)	75'000	
Divers continents	Divers pays	Organisation Mondiale contre la torture - OMCT	Protection des enfants contre la torture – Replacer au centre des débats la protection des plus vulnérables face à la torture et aux mauvais traitements (Bénin, Brésil, Honduras, Népal, Philippines, Togo et Uruguay) (2021-2023)	100'000	
Divers continents	Divers pays	Global Detention Project - GDP	Observatoire mondial de la détention liée au statut migratoire (2020-2021)	25'000	
Divers continents	Divers pays	UPR - Info	L'Examen périodique universel - EPU : Un catalyseur pour la promotion des droits humains. Réalisation des pré-sessions avant l'EPU (2020-2022)	89'323	
Ajustements techniques				-97'210	
Projets et associations financés directement par la Ville de Genève - Subventions nominatives				440'723	461'600
Divers continents	Divers pays	Track impunity always - TRIAL	Subvention nominative 2021	100'000	
Divers continents	Divers pays	Fondation Martin Ennals	Subvention nominative 2021	50'000	
Asie	Philippines	Comité international de la Croix-Rouge - CICR	Subvention nominative 2021	51'500	
Divers continents	Divers pays	Médecins sans frontières - MSF	Subvention nominative 2021	8'000	
Divers continents	Divers pays	Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones - DOCIP	Subvention nominative 2021	20'600	
Divers continents	Divers pays	Centre Europe - Tiers Monde - CETIM	Subvention nominative 2021	51'500	
Divers continents	Divers pays	Genève Tiers-Monde	Subvention nominative 2021	15'500	
Divers continents	Divers pays	Association Cap - Vert	Subvention nominative 2021	2'000	
Divers continents	Divers pays	Terre des Hommes Suisse - TDH	Subvention nominative 2021	8'900	
Divers continents	Divers pays	Organisation mondiale contre la torture - OMCT	Subvention nominative 2021	18'600	
Divers continents	Divers pays	Service International pour les Droits de l'Homme - SIDH	Subvention nominative 2021	4'100	
Divers continents	Divers pays	L'Appel de Genève - Geneva Call	Subvention nominative 2021	30'900	
Divers continents	Divers pays	Centre d'Accueil de la Genève internationale - CAGI	Subvention nominative 2021	79'123	
TOTAL DIRECT DGVS				3'506'925	3'645'900
TOTAL GENERAL				5'935'616	6'095'900

6.4.2 Délégation à l'aménagement du territoire (DAT)

But	Représentant-e-s du CA	Création
Traiter des dossiers d'aménagement des espaces publics ou des plans d'affectation du sol conduits par les services du Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité, par le Service des espaces verts ou par des tiers, et portant sur le territoire de la Ville de Genève.	Madame Frédérique Perler Monsieur Alfonso Gomez Madame Marie Barbey-Chappuis	Juillet 2011 (Règlement LC 21 212)

La Délégation à l'aménagement du territoire a pour but de traiter des dossiers d'aménagement des espaces publics ou de plans d'affectation du sol conduits par les services du Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité (ci-après DACM), par le Service des espaces verts ou par des tiers, et portant sur le territoire de la Ville de Genève, sur demande du Conseil administratif.

La Délégation donne l'orientation des études, des rapports et travaux à exécuter, et en définit les priorités. Elle décide des options stratégiques en relation avec les dossiers d'aménagement. Les dossiers ainsi traités sont régulièrement rapportés au Conseil administratif par le DACM, en vue des décisions à prendre qui relèvent de sa compétence.

Elle est composée des magistrat-e-s en charge du Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité (Madame Frédérique Perler, maire), du Département de la sécurité et des sports (Madame Marie Barbey-Chappuis, vice-présidente) et du Département des finances, de l'environnement et du logement (Monsieur Alfonso Gomez, conseiller administratif). La Délégation comprend également la présence permanente de la codirection du DACM. Par ailleurs, les représentant-e-s des différents services de l'administration municipale sont régulièrement convié-e-s pour les besoins d'éclairages techniques.

La présidence a été assurée par Madame Frédérique Perler de janvier à décembre 2021.

En 2021, la Délégation s'est réunie à 10 reprises. Madame Annick Viaccoz, responsable du secrétariat de la magistrate au DACM, a assuré la préparation ainsi que la prise de notes de ces séances.

Parmi les nombreux dossiers instruits par la Délégation, il convient de citer les objets les plus importants, à savoir :

Futur Parc de la Jonction et halles TPG

Ce dossier a été discuté à plusieurs reprises notamment s'agissant du lancement de l'appel à projets, de l'image directrice, puis du résultat de la concertation. Les questions foncières, l'occupation du site durant la période transitoire ainsi que l'implication du Forum Pointe de la Jonction dans ce projet ont également été abordées. Le Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité, la Direction du DSSP, les mandataires et les différentes associations ont été entendus.

Plan stratégique de végétalisation

Des informations ont été données sur le Plan stratégique de végétalisation (PSV 2030). Les membres de la Délégation ont pris acte des résultats du monitoring du PSV 2030 et validé les mesures d'accélération proposées. Le Service d'urbanisme a été chargé, dans le cadre de la révision du Plan directeur communal (PDcom), de travailler sur un PSV renforcé avec les services concernés.

Projet de Cornavin

Un point de situation a été fait sur l'état d'avancement du projet Pôle urbain de Cornavin ainsi que les différents volets de ce dossier (projets menés par la Ville de Genève et par des tiers).

Dans le cadre de ses travaux, la Délégation a procédé à des auditions de personnes internes ou externes à l'administration municipale. Parmi ces dernières, mentionnons :

- le Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité pour différentes présentations concernant le parc de la Jonction, la place Dorcière, l'esplanade des Vernets, la gestion et le financement des écopoints de quartier (en présence également du Service Voirie - Ville propre et du Service des espaces verts), les bornes en Vieille-Ville et les aménagements de la rue de Carouge ;
- la Direction du patrimoine bâti et le Service des sports concernant le programme du Centre sportif du Bout-du-Monde ;

- le Service d'urbanisme concernant le projet Acacias Centre - projet d'agglomération de la 4ème génération (PA-4)-, la Tour de l'Etoile, le développement de la parcelle Gourgas/Maraîchers et de la parcelle Montbrillant ;
- le Forum Pointe de la Jonction, les Associations Aidec, « Marins d'eau douce » et Arewaje en vue de faire un point de situation sur le projet et d'évoquer les modalités de fonctionnement durant la période transitoire, en présence des mandataires ;
- l'Unité des opérations foncières, la Direction du DFEL et la Gérance immobilière municipale concernant la zone industrielle du Lignon et les perspectives relatives aux droits de superficie.

La Délégation a également traité plusieurs autres dossiers, au gré de l'actualité ou des nécessités exprimées. Il s'agit entre autres de :

- une proposition de don de la statue du Pistolet noué par la Fondation Non-violence ;
- une demande d'autorisation de pose de trois Stolpersteine à Genève ;
- une demande d'accord de principe pour l'installation d'une statue à Genève relatif à l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires ;
- une demande de l'Association Genevoise de Hockey sur Gazon concernant un projet de mosaïque participative ;
- un projet de fresque de l'Association Shap Shap.

6.4.3 Délégation à l'innovation sociétale (DGIN)

But	Représentant-e-s du CA	Création
Préavisier les demandes de soutien financier déposées dans le cadre du programme G'innoVe.	Monsieur Sami Kanaan Monsieur Alfonso Gomez Madame Christina Kitsos	Janvier 2016 (Règlement LC 21 181)

La Délégation à l'innovation sociétale (DGIN) a été créée en 2016. En 2021, elle était composée des magistrat-e-s en charge des Départements de la culture et de la transition numérique, des finances, de l'environnement et du logement, ainsi que de la cohésion sociale et de la solidarité. Elle a pour mission principale de préavisier les demandes de soutien financier déposées dans le cadre du programme G'innoVe, selon le Règlement LC 21 181. Le secrétariat du programme, assuré par le Service Agenda 21 - Ville durable, se charge d'organiser les séances de la DGIN. Par ailleurs, il coordonne l'analyse et le suivi des projets financés. Le programme est présenté sur la page www.geneve.ch/ginnove.

En 2021, le secrétariat a reçu 37 nouvelles demandes de financement. Au final, 477'061 francs ont été alloués à 27 projets, dont 14 ont été soutenus en continuité de décisions prises en 2019 et 2020, et 13 ont été nouvellement validés en 2021 par la Délégation G'innoVe, qui s'est réunie le 25 février. De plus, deux mandats hors projets ont été financés en 2021 : l'évaluation du programme G'innoVe par l'Université de Neuchâtel et l'aménagement extérieur de la ZIC par Ressources urbaines.

Plusieurs projets soutenus permettent l'émergence de nouveaux modes de consommation (MACO, Manivelle, Scierie mobile, Upcyclerie, étude Mode Responsable) et/ou la sensibilisation et la formation des habitant-e-s jeunes et moins jeunes (GreenUp, Agendas 21 scolaires, BD Parole de plastique, Ecoskills, The Spot Podcast Factory). D'autres projets touchent aux enjeux d'aménagement urbain et de mobilité (Caroster, TaxiBestial, GeFlyLess, Messenger de quartier, Caddieservice 2.0 et La rue est à vous 2021) et aux enjeux d'adaptation et de biodiversité (Etang urbain pilote, étude des abeilles sauvages en milieu urbain). Trois projets concernent des nouvelles structures agricoles ou alimentaires (HoublonsNous, Konoï, Slowmobil). Quatre projets favorisent l'inclusion et la diversité (BØWIE, restaurant Vroom!, restaurant solidaire refetorio, HackaHealth). Enfin, deux projets d'Open Geneva développent des outils en lien avec les hackathons (Sparkboard et Crowdsupport).

2021 a aussi été l'occasion de mener une évaluation externe du programme G'innoVe, telle que prévue par le Règlement. Un mandat a été octroyé au Professeur Hugues Jeannerat de l'Institut de Sociologie de l'Université de Neuchâtel, en charge d'un Master en innovation, qui a collaboré avec Madame Pauline Schnorhk pour réaliser cette évaluation. La récolte de données s'est déroulée d'avril à octobre 2021, et la DGIN s'est réunie le 2 septembre pour prendre connaissance des résultats intermédiaires et échanger avec l'équipe d'évaluation. Le rapport final, qui comprendra des recommandations, sera transmis au Conseil municipal en 2022.

Finalement, la Zone industrielle des Charmilles (ZIC) a continué sa transformation sous l'égide de la DGIN en 2021. En début d'année, la manufacture collaborative MACO a commencé à accueillir du public avec ses services d'économie circulaire offerts par les cinq associations de départ et deux nouvelles structures, pour un total de sept associations actives. Les activités et animations proposées ont fait l'objet d'un bon accueil médiatique et attiré un public composé d'habitué-e-s, mais aussi de personnes nouvelles. La MACO a également suscité un intérêt soutenu de la part de représentant-e-s de diverses institutions publiques et privées. La scierie mobile des Deux rivières a installé à l'automne 2021 sa base à la ZIC et collabore d'ores et déjà avec divers acteurs et actrices de la zone intéressé-e-s par son offre en bois local genevois. Et pour finir, le chantier du projet de pôle culturel les 6 Toits, lauréat de la mise au concours de l'ancien Moulin à Danse en 2020, a commencé en août 2021 et devrait s'achever début 2022. Plus d'information sur les projets ZIC sur www.ville-geneve.ch/zic.

Partenaire	Projet	Montant attribué	Montant budgété
G'innoVe - mandats		188'761	188'761
Association Ecoskills	Modules de formation en ligne sur l'alimentation durable	28'120	
Association MACO	Ouverture d'une manufacture collaborative à la ZIC	23'000	
Happy Green World	Application écologique GreenUp pour adolescent-e-s	3'231	
hepia	Etude sur les abeilles sauvages en milieu urbain	10'000	
hepia	Etang urbain pilote et pédagogique	10'000	
Ressources Urbaines	Aménagements extérieurs à la ZIC	15'656	
Université de Genève	Etude « GeFlyLess » sur la réduction des vols en avion	15'437	
Université de Genève	Etude « Mode responsable »	32'705	
Université de Neuchâtel	Evaluation du programme G'innoVe	27'435	
Ville de Genève - La ville est à vous	Aménagements participatifs de rues fermées à la circulation	23'177	
G'innoVe - subventions		288'300	288'760
Actions Durables	Agendas 21 scolaires - nouvelle formule pour écoles prioritaires	28'800	
Be Water Sàrl	Développement des produits Konoï	10'000	
Be you network	Projet BOWIE : incubateur de projets de genre, portés par les jeunes	15'000	
Bestiaire du Rhône - Cabinet Genève	TaxiBestial	3'000	
Caddie Service	Plateforme de livraisons 2.0	12'000	
Caritas	Upcyclerie	10'000	
Citylog	Messager de quartier - logistique écologique du dernier kilomètre	25'000	
Fondation MATER	Restaurant solidaire	20'000	
HackaHealth	Hackathons pour et avec des personnes en situation de handicap	30'000	
HoublonsNous	Agriculture participative et locale de houblon	10'000	
La Manivelle	Plateforme coopérative de partage d'objets	10'000	
Les deux rivières Sàrl	Scierie mobile	25'000	
Octree Sàrl	Caroster - Doodle du covoiturage de groupe	20'000	
Open Geneva	Projet Sparkboard - accompagnement de hackathons	2'500	
Open Geneva	Projet Crowdsupport - suivi des projets émergeant de hackathons	10'000	
Slowmobil	Déploiement d'une roulotte pédagogique sur l'alimentation	20'000	
Société des Sourds de Genève	Restaurant Vroom!	10'000	
The Spot	Podcast Factory et Gallery	20'000	
Tricrochet	BD « Parole de plastique »	7'000	
Total		477'061	477'521

6.4.4 Délégation à la transition numérique (DELTRANS)

But	Représentant-e-s du CA	Création
Assister le Conseil administratif dans le pilotage et la coordination de la politique de la transition numérique. S'assurer du développement de projets numériques qui répondent aux axes prioritaires de cette politique. Préavisier les rapports et propositions au Conseil municipal en matière de transition numérique.	Monsieur Sami Kanaan Monsieur Alfonso Gomez Madame Marie Barbey-Chappuis	24 janvier 2018 (extrait CA N° 1) Décembre 2020 (Règlement LC 21 132)

En 2021, la Délégation s'est réunie cinq fois, les 25 février, 3 mai, 14 juin, 5 octobre et 30 novembre sous la présidence de Monsieur Sami Kanaan. Les séances de la Délégation sont préparées conjointement par la direction de la DSIC (Monsieur Thomas Royston, directeur, et ses adjoint-e-s de direction) et la Direction du DCTN (Madame Lovena Appasami, chargée de projets, et Madame Virginie Todeschini, responsable de l'Unité projets transversaux). Le secrétariat de la Délégation est assuré par Madame Séverine Laverrière, assistante de direction à la DSIC.

Les activités suivantes ont été réalisées par la Délégation tout au long de l'année 2021 :

Nouvelle politique de transition numérique

La Délégation a co-créé et validé la nouvelle politique de transition numérique et la vision de la Ville en la matière :

Nouvelle politique publique pour la Ville de Genève, la transition numérique est incontournable pour répondre aux attentes de la population et aux défis de notre temps : des services publics efficaces qui peuvent satisfaire les besoins et savent s'adapter aux évolutions de la société. Mais la transition numérique nécessite également un regard critique et un engagement public car, si elle est porteuse de progrès, elle recèle également d'importants enjeux de société qu'il convient d'accompagner au mieux : fracture numérique ou inégalités numériques, protection des données personnelles et ouverture des données publiques, marchandisation et accaparement des informations, enjeux écologiques, éthiques et de santé.

La Ville de Genève place l'humain au centre de sa Politique de transition numérique. Elle saisit cette opportunité pour transformer son administration et ses prestations dans un cadre éthique, transparent, sûr et durable tel que défini dans la Charte des valeurs du numérique des villes genevoises. Elle tient compte de l'empreinte énergétique et environnementale nette pour tendre vers une sobriété numérique. Elle favorise l'inclusion numérique et veille aux enjeux de formation, d'accessibilité et d'autonomie numérique pour toutes et tous. Elle soutient les milieux économiques et culturels en favorisant l'innovation et la création numérique. Elle renforce ses collaborations avec les collectivités genevoises pour développer des solutions numériques mutualisées.

Axe 1 : Promouvoir et appliquer un numérique responsable, écologique et éthique en Ville de Genève.

Axe 2 : Développer le numérique au bénéfice de la justice sociale et de l'inclusion, en réduisant la fracture numérique et en favorisant la participation citoyenne.

Axe 3 : Stimuler le dynamisme économique local dans le domaine de l'innovation numérique et des industries créatives et culturelles.

Axe 4 : Délivrer des solutions numériques simplifiées, transparentes et sécurisées pour faciliter l'accès aux prestations publiques.

Ce cadre défini, la Délégation a plus spécifiquement traité les sujets suivants :

- validation de l'organisation proposée avec la désignation d'un-e référent-e numérique par département pour faciliter la mise en œuvre de la transition numérique et appui à la démarche de présentation de la Politique de transition numérique à l'ensemble des directions et services de l'administration ;
- constitution d'un groupe exploratoire sur la culture d'entreprise du numérique ; préavis positif aux propositions formulées par celui-ci (prise en compte du numérique sur la politique RH, culture managériale avec un diagnostic de maturité digitale, auto-évaluation des compétences numériques, projet pilote de « new ways of working ») ; dissolution du groupe, leur action étant reprise dans le cadre des missions courantes des services concernés (DRH-DSIC principalement) ;

- préavis favorable à l'adhésion de la Ville de Genève à l'Institut du numérique responsable (INR – Suisse) ;
- préavis favorable à renforcer la collaboration dans la démarche cantonale Smart Geneva ;
- préavis favorable, dans le cadre d'une consultation de l'Union des villes suisses (UVS), à la création de l'Administration numérique suisse (ANS) ;
- validation du cadre logique de planification de l'objectif spécifique « impact environnemental du numérique » et des premières actions prioritaires de mise en œuvre ;
- lancement d'une réflexion sur l'usage des données dans le cadre de la vidéosurveillance dans nos institutions municipales ;
- approfondissements et réflexions sur des enjeux de la transition numérique, dont la fracture numérique interne et externe, notamment, dans une dynamique de prise en compte des données et besoins des usager-ère-s.

Plan directeur de la transformation numérique de l'administration

Par ailleurs, la Délégation a été saisie par la DSIC pour traiter les projets suivants dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du Plan directeur de la transformation numérique de l'administration :

- préavis favorable au nouveau Plan directeur de la transformation numérique 2021-2025 ;
- préavis favorable à la directive portant sur la constitution et le rôle des Comités d'arbitrage par portefeuille ;
- validation de la gouvernance du programme Novo ERP et préavis sur la demande de crédit d'investissement ;
- préavis favorable à la stratégie proposée pour le renouvellement de la suite bureautique intégrée.

Dans le cadre de la présidence tournante de la Délégation, Alfonso Gomez a été désigné président pour l'année 2022. Les équipes de la DSIC et de la Direction du DCTN restent à sa disposition pour la préparation des séances ainsi que pour les prises de note des séances.

6.4.5 Délégation du CA en charge de la gouvernance, des risques et de la conformité (DELGRC)

But	Représentant-e-s du CA	Création
Préavisé à l'intention du Conseil administratif tout objet en lien avec la gouvernance, les risques et la conformité et proposer les mesures d'amélioration y relatives.	Madame Frédérique Perler Monsieur Alfonso Gomez	13 février 2019 (extrait CA N°36) Règlement relatif à la délégation du CA en charge de la gouvernance, des risques et de la conformité

La Délégation du Conseil administratif en charge de la gouvernance, des risques et de la conformité était composée de Monsieur Sami Kanaan, maire, et de Monsieur Alfonso Gomez, conseiller administratif, de janvier à mai 2021 et, pour la deuxième partie de l'année, de Madame Frédérique Perler, maire, et de Monsieur Alfonso Gomez, conseiller administratif.

La ou le secrétaire général-e prend part aux séances de la Délégation. Il ou elle peut émettre son point de vue à titre consultatif.

La Délégation est assistée du gestionnaire de risques qui participent aux séances.

En 2021, la délégation s'est réunie à quatre reprises.

Elle a notamment :

- procédé, conformément à la demande du Conseil administratif, à l'examen et rapport du projet de rapport d'audit interne sur le dispositif de gestion des risques en Ville de Genève n° 2020-A2 en vue de l'élaboration d'un projet de position de l'audité ;
- passé en revue, en présence du directeur du Contrôle financier (CFI), les recommandations d'audit et de révision du CFI refusées par les audités pour vérifier s'il était nécessaire de remonter ces objets au Conseil administratif ;
- préparé un projet de règlement afin que la délégation soit régie, à l'instar des autres délégations du Conseil administratif, par un règlement. Par ailleurs, pour éviter toute instrumentalisation et afin de ne pas être assimilée, à tort, à un comité d'audit, la délégation a proposé de remplacer dans son nom le terme audit par celui de conformité ;
- préavisé le rapport 2021 sur la gestion des risques de l'administration.

6.4.6 Délégation à la transition écologique (DETE)

But	Représentant-e-s du CA	Création
Assurer une articulation pertinente des enjeux climatiques, à savoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation au changement climatique, avec les autres enjeux politiques de la Ville et de la région.	Madame Frédérique Perler Madame Marie Barbey-Chappuis Monsieur Sami Kanaan Monsieur Alfonso Gomez Madame Christina Kitsos	10 juin 2020 (extrait CA N°32) Novembre 2020 (Règlement LC 21 922)

La Délégation à la transition écologique (DETE) a été créée en 2020. En 2021, conformément au Règlement LC 21 922, elle était composée des cinq magistrat-e-s représentant les cinq départements de la Ville de Genève. Le Secrétariat général n'en fait pas partie. La présidence de la délégation est tournante et répartie entre Monsieur Alfonso Gomez et Madame Frédérique Perler.

La DETE a pour mission principale de conduire politiquement la stratégie municipale d'urgence climatique et d'identifier des ressources financières pour atteindre les objectifs de la stratégie. Elle assure une articulation pertinente des enjeux climatiques, à savoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation au changement climatique, avec les autres enjeux politiques de la Ville, de la République et canton de Genève et du Grand Genève. Enfin, elle organise la communication interne et externe de la stratégie, et est l'interlocutrice de la délégation correspondante du Conseil d'État.

La présidence de la Délégation a été assurée, en 2021, par Monsieur Alfonso Gomez. Le secrétariat a été assuré par le Service Agenda 21 - Ville durable, qui a organisé les séances de la DETE ainsi que les séances de préparation. Jusqu'en mai 2021, l'équipe de projet était constituée de deux cheffes de projet à 60%, l'une au Service Agenda 21 - Ville durable et l'autre au Service d'urbanisme, afin de coordonner le travail. A partir de mai 2021, une nouvelle personne du Service d'urbanisme a rejoint cette équipe, à environ 60% également. Les cheffes des services mentionnés ont encadré ce travail de coordination, ainsi que les directions des Départements de l'aménagement, des constructions et de la mobilité (DACM) et des finances, de l'environnement et du logement (DFEL).

En 2021, la DETE s'est réunie sept fois. Les trois séances avant l'été ont permis de valider le plan de projet (janvier), les 20 actions immédiates (mars) et de présenter les résultats des outils qui ont guidé l'élaboration de la stratégie climat, à savoir le bilan carbone de la Ville et l'analyse climatique de la République et canton de Genève (avril). Durant les quatre séances qui ont suivi l'été, le groupe de projet a présenté la stratégie par axe thématique à la Délégation afin de permettre aux magistrat-e-s de débattre politiquement des objectifs et des mesures proposés. Au total, huit axes thématiques, 30 objectifs et presque 80 mesures ont été présentées et discutées. A cela s'ajoute un texte de vision et une sélection de mesures-phares.

Les coûts liés à l'élaboration de la stratégie climats'élèvent à environ 106'000 francs. Ils s'agit d'un mandat d'accompagnement (50'000 francs), de la création de rapports pour les bilans carbone (11'000 francs) ainsi que des frais de communication (environ 45'000 francs pour la charte graphique, la mise en page du rapport technique et la création d'une brochure grand public). Ces montants ont été pris en charge par les Services d'urbanisme, Agenda 21 - Ville durable, Infocom et le DACM. A noter que la réalisation des outils « bilan carbone » et « analyse climatique » a été entièrement prise en charge par la République et canton de Genève. Il faut également relever que, pour le moment, il n'existe pas de ligne budgétaire attribuée à la Délégation.

Malgré un contexte difficile lié à la pandémie de la Covid-19, le rythme soutenu de la Délégation a permis d'atteindre l'objectif de l'année 2021 qui était d'élaborer une stratégie municipale d'urgence climatique. L'année 2022 sera consacrée à la mise en place de la structure de suivi ainsi qu'à l'analyse des ressources nécessaires pour une mise en place rapide et efficace de la stratégie.

6.4.7 Délégation à la politique économique (DELCO)

But	Représentant-e-s du CA	Création
Assister et conseiller le Conseil administratif dans l'élaboration, le pilotage, la coordination et la mise en œuvre de sa stratégie en matière de politique économique dans le cadre de son programme de législature. Assurer une articulation pertinente avec les autres politiques publiques de la Ville. Proposer des choix et arbitrages en lien avec la mise en œuvre et le suivi de la stratégie économique et mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation de ceux-ci.	Monsieur Alfonso Gomez Madame Marie Barbey-Chappuis Monsieur Sami Kanaan	10 juin 2020 (extrait CA N°32) 14 octobre 2020 (extrait CA N°39) Mai 2021 (Règlement LC 21 831)

Sous la présidence du conseiller administratif Alfonso Gomez, et après avoir mis en place des mesures urgentes de soutien aux entreprises genevoises, cette première année de la DELCO a été consacrée à la définition du périmètre, l'identification des enjeux, la clarification des leviers, des processus et des niveaux décisionnels. Le «Règlement relatif à la Délégation à l'économie» a été approuvé lors de la séance du Conseil administratif du 26 mai 2021, sous la référence LC 21 831.

Ainsi, en matière économique, la Ville de Genève a pour objectif de :

- soutenir et encourager la diversité du tissu économique en favorisant l'acquisition de compétences pour accompagner les défis du futur : écologique, numérique, en terme de durabilité, d'employabilité et d'innovation ;
- soutenir et offrir des conditions-cadre favorables au maintien et à l'accueil d'entreprises sur le territoire communal dans le respect des valeurs et des priorités préconisées par le Conseil administratif, dans la limite de ses champs de compétence et en s'adaptant aux écosystèmes économiques spécifiques, par des actions mesurables et visibles au travers d'un système de suivi et d'évaluation.

Afin d'atteindre ces objectifs, trois axes de travail ont été définis :

a) connaître et suivre l'évolution du tissu économique :

Cet axe est composé de deux volets :

- un volet qualitatif avec la constitution d'un réseau de partenaires (associations faïtières, entreprises, pôles de compétences, institutions, etc.) et l'organisation de «Rencontres économiques» au Palais Anna et Jean-Gabriel Eynard. 14 rencontres se sont tenues en 2021. Elles ont permis d'échanger sur les attentes, les préoccupations et les modes de collaboration. Une veille a été mise en place ;
- un volet quantitatif qui, après l'identification d'indicateurs économiques, permettra de refléter l'état du tissu économique de la Ville afin de guider le Conseil administratif dans la définition de son plan d'action en matière économique. La DELCO a mandaté l'Institut de recherche appliquée en économie et gestion (IREG) pour produire un «Portrait économique de la Ville».

b) développer une interface municipale avec l'économie :

La mise en place d'une interface avec les milieux économiques a un double objectif : maintenir le tissu économique actuel et favoriser l'implantation de nouvelles entreprises sur le territoire municipal. Pour cela, il s'agit de :

- anticiper l'arrivée et le départ d'entreprises ;
- organiser des rencontres et une stratégie de communication pour accueillir, informer et accompagner les entreprises dans les différentes procédures en relation avec la Ville de Genève ;
- animer, au travers d'événements thématiques notamment, le réseau composé des parties prenantes genevoises.

Un plan de communication a été validé et sera implémenté, en parallèle au projet de la Direction des systèmes d'information et communication (DSIC) pour la mise à jour d'une procédure d'identification des entreprises sur le territoire municipal.

c) soutenir des projets et développer des partenariats avec les acteurs et institutions économiques :

L'économie s'inscrit par essence dans une dynamique. Avec un échange régulier entre participant-e-s à la vie et au développement économique de la municipalité, au travers de la participation aux instances représentatives notamment, la DELCO a développé expertises et conseils permettant la création d'une dynamique de collaboration.

La DELCO a par exemple soutenu l'évènement public «Les commerces genevois fêtent leur centenaire » en mai et la soirée du «Grand Prix d'horlogerie de Genève» en novembre.

Un plan d'action sera présenté au Conseil administratif courant 2022, après validation par la DELCO.

6.5 Rémunérations et frais professionnels du Conseil administratif

Compte tenu de la nouvelle législature qui a débuté au 1^{er} juin 2020, les rémunérations et frais professionnels des membres du Conseil administratif sont présentés pour les périodes :

- du 1^{er} juin 2020 au 31 décembre 2020 (soit 7 mois en 2020) ;
- du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021 (soit 12 mois en 2021).

A. Conseil administratif

1. Rémunération

En francs	Mme Barbey-Chappuis DSSP		M. Gomez DFEL		M. Kanaan DCTN		Mme Kitsos DCSS		Mme Perler DACM		Total	
	2021 (12 mois)	2020 (7 mois)	2021 (12 mois)	2020 (7 mois)	2021 (12 mois)	2020 (7 mois)	2021 (12 mois)	2020 (7 mois)	2021 (12 mois)	2020 (7 mois)	2021 (12 mois)	2020 (7 mois)
Traitement de base	254'409	148'405	254'409	148'405	254'409	148'405	254'409	148'405	254'409	148'405	1'272'045	742'026
Indemnité fixe de Mairie	-	-	-	-	2'708	3'792	-	-	3'792	-	6'500	3'792
Total	254'409	148'405	254'409	148'405	257'117	152'197	254'409	148'405	258'201	148'405	1'278'545	745'818

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021

Les indemnités fixes de Mairie de :

- M. Sami Kanaan, d'un montant de CHF 3'792, concerne la période du 1^{er} juin 2020 au 31 décembre 2020 (7 mois) ;
- M. Sami Kanaan, d'un montant de CHF 2'708, concerne la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 mai 2021 (5 mois) ;
- Mme Frédérique Perler, d'un montant de CHF 3'792, concerne la période du 1^{er} juin 2021 au 31 décembre 2021 (7 mois).

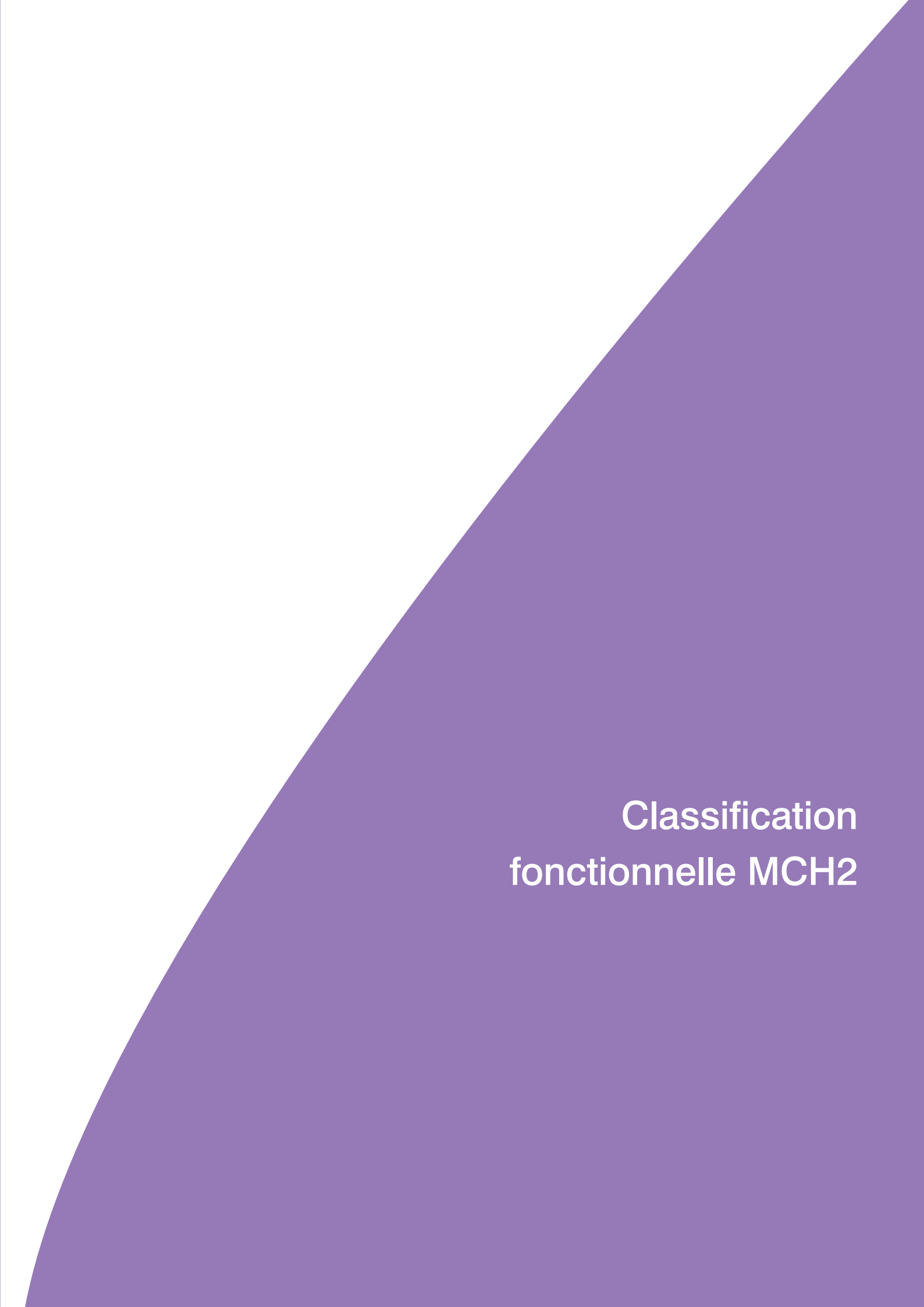
2. Frais professionnels

Les montants indiquent les remboursements effectués par la Ville de Genève au titre des frais professionnels, hormis les frais de téléphonie pris en charge directement par la Ville de Genève.

Ces montants reflètent les données analytiques disponibles dans le progiciel de gestion pour chaque membre du Conseil administratif.

En francs	Mme Barbey-Chappuis DSSP		M. Gomez DFEL		M. Kanaan DCTN		Mme Kitsos DCSS		Mme Perler DACM		Total	
	2021 (12 mois)	2020 (7 mois)	2021 (12 mois)	2020 (7 mois)	2021 (12 mois)	2020 (7 mois)	2021 (12 mois)	2020 (7 mois)	2021 (12 mois)	2020 (7 mois)	2021 (12 mois)	2020 (7 mois)
Frais de repas à Genève avec des participant-e-s externes	219	158	1'464	92	1'421	315	233	218	922	113	4'258	896
Frais de repas hors Genève avec des participant-e-s externes	-	-	-	-	568	-	-	-	-	-	568	-
Frais de repas liés aux séances du Conseil municipal	588	42	840	210	882	252	525	294	924	336	3'759	1'134
Frais de repas avec des participant-e-s internes à l'administration	219	-	234	324	1'307	-	-	-	290	-	2'050	324
Frais de déplacement (Grand Genève ou en Suisse)	22	-	-	-	1'208	400	702	-	277	-	2'209	400
Frais de voyage (en dehors du Grand Genève et de Suisse)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais liés à l'Association des communes genevoises	1'200	-	1'270	75	1'270	-	-	75	1'200	-	4'940	150
Frais d'hébergement	-	-	-	-	1'785	-	-	-	-	-	1'785	-
Frais de téléphonie mobile	-	-	-	-	-	-	497	268	491	292	988	560
Frais liés au séminaire CA	-	909	-	897	-	897	-	897	-	987	-	4'587
Autres frais	-	-	-	-	80	-	-	-	-	-	80	-
Total	2'248	1'108	3'807	1'598	8'521	1'864	1'956	1'752	4'105	1'728	20'637	8'050

Annexe

A large, solid purple shape occupies the right half of the page, extending from the top right corner down to the bottom left. It has a diagonal edge separating it from the white background on the left.

Classification fonctionnelle MCH2

7.1 Classification fonctionnelle MCH2

Fonctionnelle	Désignation
0	Administration générale
01	Conseil municipal et exécutif
02	Services généraux
1	Ordre et sécurité publics, Défense
11	Sécurité publique
14	Questions juridiques
15	Service du feu
16	Défense
2	Formation
21	Scolarité obligatoire
29	Formation, autres
3	Culture, sport et loisirs, églises
31	Héritage culturel
32	Culture, autres
33	Médias
34	Sports et loisirs
35	Eglises et affaires religieuses
38	R&D culture, sports et loisirs, églises
4	Santé
41	Hôpitaux, homes médicalisés
42	Soins ambulatoires
48	R&D santé
49	Santé publique, non mentionné ailleurs
5	Sécurité sociale
52	Invalidité
53	Vieillesse et survivants
54	Famille et jeunesse
55	Chômage
56	Construction de logements sociaux
57	Aide sociale et domaine de l'asile
58	R&D domaine social
59	Domaine social, non mentionné ailleurs
6	Transports
61	Circulation routière
62	Transports publics
63	Transports, autres
64	Télécommunications
68	R&D transports et télécommunications
7	Protection de l'environnement et aménagement du territoire
71	Approvisionnement en eau
72	Traitement des eaux usées
73	Gestion des déchets
74	Aménagements
75	Protection des espèces et du paysage
76	Lutte contre la pollution environnement

Fonctionnelle	Désignation
77	Protection de l'environnement, autres
78	R&D protection de l'environnement
79	Aménagement du territoire
8	Economie publique
81	Agriculture
82	Sylviculture
84	Tourisme
85	Industrie, artisanat et commerce
87	Combustibles et énergie
88	R&D activités économiques
89	Autres exploitations artisanales
9	Finances et impôts
91	Impôts
92	Conventions fiscales
93	Péréquation financière et compensation des charges
94	Quotes-parts aux recettes de la Confédération
95	Quotes-parts, autres
96	Administration de la fortune et la dette
97	Redistributions
99	Postes non répartis

Dérivation des fonctionnelles par centres de coûts

7.2 Dérivation des fonctionnelles par centres de coûts

Code fonctionnelle	Libellé fonctionnelle	Code centre de coût	Libellé centre de coût	Département	Code Service	Nom du service
01	Conseil municipal et exécutif	A0020199	Service du Conseil municipal	SG	A007	Service du Conseil municipal (SCM)
		A7001099	Conseil municipal	SG	A700	Conseil municipal
		A8001099	Conseil administratif	SG	A800	Conseil administratif
02	Services généraux	10010099	Dir. dép. finances, env. et logement	1	1000	Dir. dép. finances, env. et logement
		10020099	Secteur des assurances	1	1700	Centrale mun. d'achat et d'impression
		10040099	Comptabilité	1	1100	Direction financière
		10050199	Comptes de régie	1	1200	Gérance immobilière municipale
		10050399	Immeubles publics PA	1	1200	Gérance immobilière municipale
		10050699	Salles communales	1	1200	Gérance immobilière municipale
		10055299	Droits de superficie PA	1	1200	Gérance immobilière municipale
		11000099	Finances et budget	1	1100	Direction financière
		11000199	Direction financière	1	1100	Direction financière
		11070199	CMAI - Unité Administration-Achats	1	1700	Centrale mun. d'achat et d'impression
		11070399	CMAI - Unité Impression	1	1700	Centrale mun. d'achat et d'impression
		11090099	Dir. systèmes d'information et communic.	3	3501	Dir. systèmes d'information et communic.
		20010099	Dir. dép. aménag. construct. et mobilité	2	2001	Dir. dép. aménag. construct. et mobilité
		20030099	Information-Communication	2	2001	Dir. dép. aménag. construct. et mobilité
		21070099	Energie	2	2403	Energie
		23020099	LOM - Administration et direction	4	4009	Logistique et manifestations (LOM)
		23020299	LOM - Unité gestion des véhicules	4	4009	Logistique et manifestations (LOM)
		23020499	LOM - Unité ateliers généraux	4	4009	Logistique et manifestations (LOM)
		24000099	Direction du patrimoine bâti	2	2400	Direction du patrimoine bâti
		26000099	Direction et administration	2	2600	Aménagement, Génie Civil et Mobilité
		30010099	Dir. dép. culture & transition numérique	3	3001	Dir. dép. culture & transition numérique
		40010099	Direction département sécurité et sports	4	4001	Direction département sécurité et sports
		50010099	Dir. cohésion sociale et solidarité	5	5001	Dir. cohésion sociale et solidarité
		50015099	Unité vie associative	5	5001	Dir. cohésion sociale et solidarité
		A0010099	Direction du Secrétariat général	SG	A001	Direction du Secrétariat général
		A0020299	Secrétariat ACE	SG	A002	Administration centrale
		A0020499	Information et communication	SG	A001	Direction du Secrétariat général
		A0020599	Archives	SG	A001	Direction du Secrétariat général
		A0020799	Réceptions	SG	A004	Relations extérieures
		A0030099	Service juridique	SG	A003	Service juridique
		A0040099	Relations extérieures	SG	A004	Relations extérieures
		A0100099	Direction ressources humaines	1	1300	Direction ressources humaines
		A0105099	DRH - Divers - RH	1	1300	Direction ressources humaines
		A0105199	DRH - Traitement social	1	1300	Direction ressources humaines
		A0105399	DRH - Mobilité	1	1300	Direction ressources humaines
		A0105499	DRH - Jeunes	1	1300	Direction ressources humaines
		A0105599	DRH - Civilistes	1	1300	Direction ressources humaines
		A0105699	DRH - Pensionnés par le budget	1	1300	Direction ressources humaines
		A8001599	Divers - Conseil administratif	SG	A800	Conseil administratif
		A9001099	Contrôle financier	SG	A900	Contrôle financier

Code fonctionnelle	Libellé fonctionnelle	Code centre de coût	Libellé centre de coût	Département	Code Service	Nom du service
11	Sécurité publique	40060099	Service de la police municipale	4	4006	Service de la police municipale
		A8001099	Conseil administratif	SG	A800	Conseil administratif
14	Questions juridiques	40070099	Service de l'espace public	4	4007	Service de l'espace public
		50050099	Etat civil	5	5005	Service de l'état civil
15	Service du feu	40030099	Direction et secrétariat - SIS	4	4003	Incendie et secours
		40031099	CIF	4	4003	Incendie et secours
		40032099	Logistique	4	4003	Incendie et secours
		40033099	Sapeurs-pompiers professionnels	4	4003	Incendie et secours
		40035099	Sapeurs-pompiers volontaires	4	4003	Incendie et secours
16	Défense	40040099	LOM - Unité protection civile	4	4009	Logistique et manifestations (LOM)
21	Scolarité obligatoire	50015099	Unité vie associative	5	5001	Dir. cohésion sociale et solidarité
		50030099	Administration et patrimoine	5	5003	Ecoles et institutions pour l'enfance
		50030199	Logistique et conciergerie - Ecoles	5	5003	Ecoles et institutions pour l'enfance
		50035199	Fêtes et manifestations	5	5003	Ecoles et institutions pour l'enfance
		50035499	Patrouille scolaire	5	5003	Ecoles et institutions pour l'enfance
		50035799	Infrastructures périscolaires	5	5003	Ecoles et institutions pour l'enfance
		50075199	Action sociale	5	5007	Social
29	Formation, autres	14000499	Fonds apprentissage	1	1400	Agenda 21 - Ville durable
		32040099	Muséum d'histoire naturelle	3	3204	Muséum d'histoire naturelle (MHN)
		50015099	Unité vie associative	5	5001	Dir. cohésion sociale et solidarité
		50030099	Administration et patrimoine	5	5003	Ecoles et institutions pour l'enfance
31	Héritage culturel	20020099	Conservation du patrimoine architectural	2	2001	Dir. dép. aménag. construct. et mobilité
		31066199	Arts visuels	3	3106	Service culturel (SEC)
		32010099	Conservatoire et jardin botaniques	3	3201	Conservatoire et jardin botaniques (CJB)
		32020099	Musées d'art et d'histoire	3	3202	Musées d'art et d'histoire (MAH)
		32020599	Musée Ariana	3	3205	Musée Ariana
		32030099	Musée d'ethnographie	3	3203	Musée d'ethnographie (MEG)
		32040099	Muséum d'histoire naturelle	3	3204	Muséum d'histoire naturelle (MHN)
		40010099	Direction département sécurité et sports	4	4001	Direction département sécurité et sports
32	Culture, autres	20010099	Dir. dép. aménag. construct. et mobilité	2	2001	Dir. dép. aménag. construct. et mobilité
		23020199	LOM - Unité matériel de fêtes	4	4009	Logistique et manifestations (LOM)
		30010099	Dir. dép. culture & transition numérique	3	3001	Dir. dép. culture & transition numérique
		31011099	Scènes culturelles	3	3106	Service culturel (SEC)
		31012099	Ateliers de décors de théâtre	3	3106	Service culturel (SEC)
		31060099	Service culturel	3	3106	Service culturel (SEC)
		31061399	Fête de la musique	3	3106	Service culturel (SEC)
		31066199	Arts visuels	3	3106	Service culturel (SEC)
		31100099	Grand Théâtre de Genève	3	3110	Grand Théâtre de Genève
		32020199	Bibliothèque d'art et d'archéologie	3	3202	Musées d'art et d'histoire (MAH)
		32020599	Musée Ariana	3	3205	Musée Ariana
		32025499	Nuit de la science NDLS	3	3204	Muséum d'histoire naturelle (MHN)

Code fonctionnelle	Libellé fonctionnelle	Code centre de coût	Libellé centre de coût	Département	Code Service	Nom du service
		33010099	Dir. Bibliothèques municipales	3	3301	Bibliothèques municipales (BMU)
		33020099	Bibliothèque de Genève	3	3302	Bibliothèque de Genève (BGE)
		40010099	Direction département sécurité et sports	4	4001	Direction département sécurité et sports
		A8001899	Transferts à des tiers - CA	SG	A800	Conseil administratif
33	Médias	20010099	Dir. dép. aménag. construct. et mobilité	2	2001	Dir. dép. aménag. construct. et mobilité
		31060099	Service culturel	3	3106	Service culturel (SEC)
		A8001899	Transferts à des tiers - CA	SG	A800	Conseil administratif
34	Sports et loisirs	14000099	La Ville est à vous	5	5008	Service de la jeunesse
		40020199	Sports - Direction	4	4002	Sports
		40020299	Sports - Finances et planification	4	4002	Sports
		40020599	Sports - Equipements et infrastructures	4	4002	Sports
		40020699	Sports - Piscines	4	4002	Sports
		40020799	Sports - Patinoires	4	4002	Sports
		40020899	Sports - Centres sportifs et stades	4	4002	Sports
		40020999	Sports - Prestations sportives	4	4002	Sports
		40021199	Sports - Evénements et partenariats	4	4002	Sports
		50015099	Unité vie associative	5	5001	Dir. cohésion sociale et solidarité
		50030099	Administration et patrimoine	5	5003	Ecoles et institutions pour l'enfance
		50035099	Colonies de vacances	5	5003	Ecoles et institutions pour l'enfance
		50035799	Infrastructures périscolaires	5	5003	Ecoles et institutions pour l'enfance
		50040099	Espaces verts et environnement	1	1800	Service des espaces verts
		50080099	Service de la jeunesse	5	5008	Service de la jeunesse
		A8001899	Transferts à des tiers - CA	SG	A800	Conseil administratif
41	Hôpitaux, homes médicalisés	50015099	Unité vie associative	5	5001	Dir. cohésion sociale et solidarité
42	Soins ambulatoires	40035299	Ambulanciers	4	4003	Incendie et secours
		40040099	LOM - Unité protection civile	4	4009	Logistique et manifestations (LOM)
52	Invalidité	20010099	Dir. dép. aménag. construct. et mobilité	2	2001	Dir. dép. aménag. construct. et mobilité
		50015099	Unité vie associative	5	5001	Dir. cohésion sociale et solidarité
53	Vieillesse et survivants	50015099	Unité vie associative	5	5001	Dir. cohésion sociale et solidarité
		50075199	Action sociale	5	5007	Social
		50075599	Aîné-e-s	5	5007	Social
54	Famille et jeunesse	50015099	Unité vie associative	5	5001	Dir. cohésion sociale et solidarité
		50020099	Service de la petite enfance	5	5002	Service de la petite enfance
		50080099	Service de la jeunesse	5	5008	Service de la jeunesse
55	Chômage	A0020699	Agenda 21	1	1400	Agenda 21 - Ville durable
		A0105299	Fonds chômage	1	1400	Agenda 21 - Ville durable
56	Construction de logements sociaux	10010099	Dir. dép. finances, envir. et logement	1	1000	Dir. dép. finances, envir. et logement
57	Aide sociale et domaine de l'asile	10000499	Délégation Genève solidaire	1	1400	Agenda 21 - Ville durable
		40010099	Direction département sécurité et sports	4	4001	Direction département sécurité et sports
		50015099	Unité vie associative	5	5001	Dir. cohésion sociale et solidarité
		50070099	Direction - action sociale centralisée	5	5007	Social
		50075099	Dispositif social proximité (DSP)	5	5007	Social
		50075199	Action sociale	5	5007	Social
		50075699	Exclusion	5	5007	Social
		A0020699	Agenda 21	1	1400	Agenda 21 - Ville durable

Code fonctionnelle	Libellé fonctionnelle	Code centre de coût	Libellé centre de coût	Département	Code Service	Nom du service
		A8001899	Transferts à des tiers - CA	SG	A800	Conseil administratif
59	Domaine social, non mentionné ailleurs	10000499	Délégation Genève solidaire	1	1400	Agenda 21 - Ville durable
		A0040099	Relations extérieures	SG	A004	Relations extérieures
		A8001899	Transferts à des tiers - CA	SG	A800	Conseil administratif
61	Circulation routière	21045099	Eclairage public	2	2600	Aménagement, Génie Civil et Mobilité
		23020499	LOM - Unité ateliers généraux	4	4009	Logistique et manifestations (LOM)
		23050399	Unité nettoyage des voiries	4	4010	Voirie - Ville propre
		26000499	Espaces publics-aménagement & entretien	2	2600	Aménagement, Génie Civil et Mobilité
		26020399	Monuments et fontaines	2	2600	Aménagement, Génie Civil et Mobilité
		40020899	Sports - Centres sportifs et stades	4	4002	Sports
		40060099	Service de la police municipale	4	4006	Service de la police municipale
		40070099	Service de l'espace public	4	4007	Service de l'espace public
		A8001099	Conseil administratif	SG	A800	Conseil administratif
62	Transports publics	20010099	Dir. dép. aménag. construct. et mobilité	2	2001	Dir. dép. aménag. construct. et mobilité
		50080099	Service de la jeunesse	5	5008	Service de la jeunesse
63	Transports, autres	26000499	Espaces publics-aménagement & entretien	2	2600	Aménagement, Génie Civil et Mobilité
		A8001899	Transferts à des tiers - CA	SG	A800	Conseil administratif
71	Approvisionnement en eau	26020399	Monuments et fontaines	2	2600	Aménagement, Génie Civil et Mobilité
72	Traitement des eaux usées	23020099	LOM - Administration et direction	4	4009	Logistique et manifestations (LOM)
		23020499	LOM - Unité ateliers généraux	4	4009	Logistique et manifestations (LOM)
		26020199	Assainissement des eaux	2	2600	Aménagement, Génie Civil et Mobilité
73	Gestion des déchets	23050099	Direction et administration	4	4010	Voirie - Ville propre
		23050299	Unité de collecte des déchets	4	4010	Voirie - Ville propre
		23050499	Unité gestion des incivilités	4	4010	Voirie - Ville propre
		40010099	Direction département sécurité et sports	4	4001	Direction département sécurité et sports
75	Protection des espèces et du paysage	50015099	Unité vie associative	5	5001	Dir. cohésion sociale et solidarité
		A0020699	Agenda 21	1	1400	Agenda 21 - Ville durable
76	Lutte contre la pollution environnement	14000599	G'innoVe	1	1400	Agenda 21 - Ville durable
		20010099	Dir. dép. aménag. construct. et mobilité	2	2001	Dir. dép. aménag. construct. et mobilité
		A0020699	Agenda 21	1	1400	Agenda 21 - Ville durable
77	Protection de l'environnement, autres	50060099	Direction pompes funèbres	5	5006	Pompes funèbres, cimetières & crématoires
		50065099	Crématoires	5	5006	Pompes funèbres, cimetières & crématoires
		50065199	Cimetières	5	5006	Pompes funèbres, cimetières & crématoires
79	Aménagement du territoire	21020099	Opérations foncières	2	2001	Dir. dép. aménag. construct. et mobilité
		21030099	Urbanisme	2	2202	Urbanisme
85	Industrie, artisanat et commerce	A0020699	Agenda 21	1	1400	Agenda 21 - Ville durable
91	Impôts	10015199	Centimes additionnels et impôts spéciaux	1	1100	Direction financière
		10060099	Taxe professionnelle	1	1600	Taxe professionnelle
		11010899	LRT	1	1100	Direction financière
92	Conventions fiscales	10015199	Centimes additionnels et impôts spéciaux	1	1100	Direction financière
93	Péréquation financière et compens. charg.	10015199	Centimes additionnels et impôts spéciaux	1	1100	Direction financière
95	Quotes-parts, autres	10010099	Dir. dép. finances, env. et logement	1	1000	Dir. dép. finances, env. et logement

Code fonctionnelle	Libellé fonctionnelle	Code centre de coût	Libellé centre de coût	Département	Code Service	Nom du service
96	Administration de la fortune et la dette	10015299	Revenus des capitaux	1	1100	Direction financière
		10015399	Charges de la dette consolidée	1	1100	Direction financière
		10015499	Frais d'emprunts et divers	1	1100	Direction financière
		10015599	Réévaluations du PF	1	1100	Direction financière
		10020099	Secteur des assurances	1	1700	Centrale mun. d'achat et d'impression
		10050199	Comptes de régie	1	1200	Gérance immobilière municipale
		10050299	Immeubles locatifs PF	1	1200	Gérance immobilière municipale
		10050399	Immeubles publics PA	1	1200	Gérance immobilière municipale
		10050699	Salles communales	1	1200	Gérance immobilière municipale
		10050799	Comptes Ville de Genève - Propriétaire	1	1200	Gérance immobilière municipale
		10055199	Droits de superficie PF	1	1200	Gérance immobilière municipale
		10060099	Taxe professionnelle	1	1600	Taxe professionnelle
		11000199	Direction financière	1	1100	Direction financière
		11070199	CMAI - Unité Administration-Achats	1	1700	Centrale mun. d'achat et d'impression
		11090099	Dir. systèmes d'information et communic.	3	3501	Dir. systèmes d'information et communic.
		21070099	Energie	2	2403	Energie
		40060099	Service de la police municipale	4	4006	Service de la police municipale
		50020099	Service de la petite enfance	5	5002	Service de la petite enfance
		50075599	Aîné-e-s	5	5007	Social
		50075699	Exclusion	5	5007	Social
		50080099	Service de la jeunesse	5	5008	Service de la jeunesse
97	Redistributions	21070099	Energie	2	2403	Energie

Lexique

7.3 Lexique

A21	Service Agenda 21 - Ville durable
ACG	Association des communes genevoises
AGCM	Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité
ARI	Musée Ariana
BGE	Bibliothèque de Genève
BMU	Bibliothèques municipales
CA	Conseil administratif
CAP	Institution de prévoyance professionnelle du personnel de la Ville de Genève
CFI	Contrôle financier
CGE	Comptabilité générale
CIV	Service de l'état civil
CJB	Conservatoire et jardin botaniques
CM	Conseil municipal
CMAI	Centrale municipale d'achat et d'impression
CPI	Caisse de prévoyance interne
DACM	Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité
DAT	Délégation à l'aménagement du territoire
DB	Disponible budgétaire
DCSS	Département de la cohésion sociale et de la solidarité
DCTN	Département de la culture et de la transition numérique
DELCO	Délégation à la politique économique
DELGRC	Délégation en charge de la gouvernance, des risques et de la conformité
DELTRANS	Délégation à la transition numérique
DETE	Délégation à la transition écologique
DF	Domaine fonctionnel
DFEL	Département des finances, de l'environnement et du logement
DFIN	Direction financière
DGIN	Délégation à l'innovation sociétale
DGVS	Délégation Genève Ville Solidaire
DPBA	Direction du patrimoine bâti
DRH	Direction des ressources humaines
DSIC	Direction des systèmes d'information et de communication
DSSP	Département de la sécurité et des sports
ECO	Service des écoles et institutions pour l'enfance
ENE	Service de l'énergie
ETP	Equivalent temps plein
FDAP	Fondation pour le développement de l'accueil préscolaire
FGC	Fédération Genevoise de coopération
FIA	Fonds intercommunal d'assainissement
FMAC	Fonds municipal d'art contemporain
FTE	Flux de trésorerie provenant de l'activité d'exploitation
FTF	Flux de trésorerie provenant de l'activité de financement
FTI	Flux de trésorerie provenant de l'activité d'investissement dans le PA
FTP	Flux de trésorerie provenant de l'activité de placement dans le PF
GIM	Gérance immobilière municipale
GTG	Grand Théâtre de Genève
kCHF	Milliers de francs suisses
LAC	Loi sur l'administration des communes
LEX	Service juridique
LOM	Service logistique et manifestations
LRPFI	Loi sur le renforcement de la péréquation financière intercommunale et le développement de l'intercommunalité

LRT	Loi sur la répartition des tâches entre les communes et le Canton
MAH	Musées d'art et d'histoire
MCH2	Modèle comptable harmonisé 2 - communes genevoises
MEG	Musée d'ethnographie
MHN	Muséum d'histoire naturelle
MHS	Musée d'histoire des sciences
N/A	Non applicable
PA	Patrimoine administratif
PCSMU	Politique de cohésion sociale en milieu urbain
PF	Patrimoine financier
PM	Personnes morales
PP	Personnes physiques
RAC	Règlement d'application de la Loi sur l'administration des communes
RFFA	Réforme fiscale et financement de l'AVS
RH	Ressources humaines
SAFCO	Service des affaires communales
SAPE	Structure d'accueil de la petite enfance
SCM	Service du Conseil municipal
SDPE	Service de la petite enfance
SEC	Service culturel
SEJ	Service de la jeunesse
SEP	Service de l'espace public
SEVE	Service des espaces verts
SG	Secrétariat général
SIG	Services Industriels de Genève
SIS	Service d'incendie et de secours
SOC	Social
SPF	Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire
SPM	Service de la police municipale
SPO	Service des sports
SREC	Service des relations extérieures et de la communication
TPC	Taxe professionnelle communale
URB	Service d'urbanisme
VVP	Service Voirie - Ville propre